



# L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

ORGANE DU COMITÉ EXÉCUTIF DE  
L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

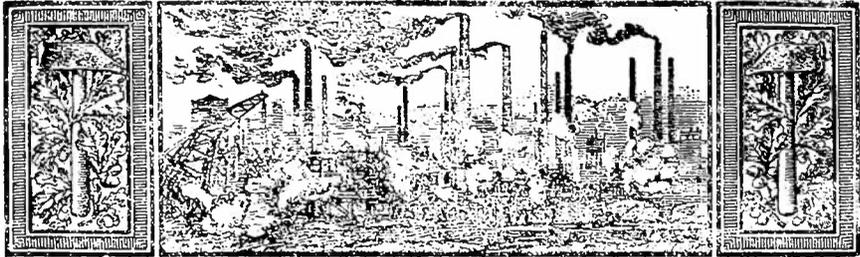
PARAIT SIMULTANEMENT EN FRANÇAIS, EN RUSSÉ,  
EN ALLEMAND ET EN ANGLAIS

Parait sous la direction de G. Zinoviev avec la collaboration immédiate des camarades Lénine, Trotsky, Boukharine, Louna-tchorsky, Pokrovsky, Riazanov, Kaménev (Russie), Sirola, Manner, Kuusinen (Finlande), Höglund, Ström, Kilborn, Grimlund (Suède), Tranmel (Norvège), Roland Holst, Pannekoek, Corter, Wijnkup, Rutgers, Ravestejn (Hollande), Blagau, Kolarov, Kirov, Kabaktchieff (Bulgarie), Gruber, Tomann (Autriche), C. Zetkin, M. Albert, Lévy, K. Radek (Allemagne), Rothstein, Pankhurst (Angleterre), Lorient, Deslinières, Monatte, Guillebaux, Sadoul, (France), Serrati, Bombaci, Balabanova (Italie), Platten, Münzenberg, Humbert-Droz (Suisse), Bala-Kiin, Rudas, Roudnyansky (Hongrie), Markhtevsky-Korsky (Pologne), John Reed, Jim Lar-kin (Amérique), etc., etc.

№ 16

2<sup>e</sup> ANNÉE  
MARS 1921

BUREAUX: PÉTROGRAD, SMOLNY, 62, TÉL. 1-19  
RÉDACTION: PÉTROGRAD, SMOLNY, CABINET DE G. ZINOVIEV



G. ZINOVIEV.

## A LA VEILLE DU TROISIÈME CONGRÈS

Nous observons depuis quelque temps, dans le développement de certains partis affiliés à la Troisième Internationale, un véritable point tournant. Dans les sphères dirigeantes de certains partis influents affiliés à l'Internationale Communiste, une tendance se manifeste à la formation d'une droite au sein de la III-e Internationale. Cette tendance devient particulièrement dangereuse au moment, où le cours de la révolution prolétarienne internationale se ralentit par suite de diverses circonstances. L'Internationale Communiste doit envisager ce danger et le combattre, dès le début.

La question italienne est indubitablement le centre de toutes les discussions actuelles, dans plusieurs des sections les plus importantes de l'Internationale Communiste.

Que s'est-il donc passé, en Italie? Tout adhérent conscient de l'Internationale Communiste doit s'en rendre un compte exact. Le Parti Socialiste Italien a, l'un des premiers, adhéré à l'Internationale Communiste et fut, pendant longtemps, considéré comme l'un des meilleurs partis révolutionnaires. Communistes et centristes, de même que presque tous les réformistes, ont en Italie affirmé leur adhésion aux principes de la III-e Internationale. Les choses restèrent en cet état jusqu'au II-e Congrès de l'Internationale Communiste.

Jusqu'alors, l'adhésion à l'Internationale Communiste n'imposait, en somme, aucun devoir aux partis adhérents. Elle avait surtout une portée symbolique. Un parti qui se déclarait solidaire de l'Internationale Communiste bénéficiait de l'immense autorité morale de cette dernière, sans assumer des obligations sérieuses. Il en fut ainsi du Parti Socialiste Italien.

Mais au lendemain du Deuxième Congrès de l'Internationale Communiste, la situation fut tout autre. Le Deuxième Congrès élabora les fameuses vingt-et-une conditions. Le Deuxième Con-

grès laissa entendre à tous les partis que l'adhésion à l'Internationale Communiste confère non seulement des droits et de la popularité, mais impose encore des devoirs. La condition principale posée par le Deuxième Congrès fut l'exclusion des réformistes et des demi-réformistes de tous les partis adhérents. Et c'est alors que l'on s'aperçut, selon le vieux dicton, que tout ce qui brille n'est pas de l'or. Il se trouva dans le Parti Socialiste Italien une majorité qui ne voulut aucunement rompre avec «ses» réformistes.

Nous vîmes à chaque instant se répéter la même scène. Dans chaque pays où il y avait des «communistes» indécis du type Serrati, ils ne manquaient pas de nous déclarer: «Nos réformistes sont des réformistes tout à fait particuliers; ils ressemblent—mais à s'y méprendre!—aux communistes, ils sont à peu près communistes. Dans les autres pays, il importe assurément d'exclure les réformistes, mais dans le nôtre, ce sont de braves gens révolutionnaires qu'il faut absolument conserver dans le parti».

Au Deuxième Congrès de l'Internationale Communiste, le camarade Serrati, qui représentait la majorité du Parti Socialiste Italien, fit des déclarations équivoques, lesquelles nous induisirent dès ce moment, aux plus moroses réflexions. Après le Congrès, l'attitude du camarade Serrati justifia les suppositions les plus fâcheuses. Il se fit le défenseur le plus ardent de «ses» réformistes et ne recula pas devant la rupture avec l'Internationale Communiste, à seule fin de conserver dans son parti des réformistes avérés.

Dans cette situation, l'Exécutif de la III-e Internationale se trouva en conflit avec le camarade Serrati et ses adeptes. Nous dûmes, au cours de ce conflit, dire au camarade Serrati bien de dures vérités, jetant en ce moment un coup d'œil rétrospectif sur cette lutte, nous sommes au regret de ne pouvoir rien rétracter de ce que nous

avons dit contre Serrati (1). Qu'a donc fait le camarade Serrati? Pour ne pas sacrifier onze mille opportunistes avérés, il a préféré, tout en invoquant l'unité, se séparer de soixante mille d'entre les meilleurs communistes prolétaires italiens, les meilleurs militants du pays. Quelque éloquence qu'il puisse dépenser en faveur de l'unité, de quelque façon qu'il s'acharne à prouver son innocence, le camarade Serrati n'empêchera pas le fait indéniable et net de se poser devant tout ouvrier conscient, adhérent à l'Internationale Communiste: au Congrès de Livourne, Serrati eut 97.000 voix, les communistes en eurent 60.000 et les opportunistes 11.000, et c'est avec les opportunistes que Serrati s'unit contre les communistes. Nul révolutionnaire sensé n'admettra qu'on puisse expliquer des faits semblables par le hasard, par la vivacité de tempérament ou par des fautes isolées. Si Serrati s'est uni aux réformistes contre les communistes, c'est uniquement pour la simple raison qu'il se sent attiré vers les premiers, qu'il a plus d'affinité et de sympathie avec eux qu'avec les communistes. Devant ce fait extrêmement sérieux, toutes les phrases invoquant les prétendues fautes des communistes italiens et du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, qui aurait, dit-on, repoussé le pauvre Serrati vers les opportunistes, tombent piteusement. A la vérité, Serrati ne fut repoussé vers les réformistes que parce qu'il le voulait bien. Il se trouva être l'allié de Turati contre les communistes italiens pour la seule raison qu'il voulait cette alliance et travaillait dans ce sens. Qui ne le voit pas n'a pas plus d'expérience politique qu'un nouveau-né.

A l'époque où siégeait le 2-e Congrès de l'Internationale Communiste, la situation objective en Italie devenait de plus en plus révolutionnaire. La crise croissait en intensité, l'action des ouvriers italiens gagnait en ardeur. Au cours de nombreuses conférences avec les délégués italiens, nous indiquâmes à Serrati et à ses amis que le parti italien devait se préparer aux batailles décisives, qu'il ne devait pas laisser passer ce moment et donner à la bourgeoisie le loisir de s'affermir. Peu après le 2-e Congrès, l'action des ouvriers italiens s'élargit encore. Le mémorable mouvement de prise de possession révolutionnaire des usines commença; les travailleurs formèrent les premiers contingents armés de gardes rouges. Ce magnifique mouvement aurait pu se développer s'il n'avait été entravé par la passivité du parti et par la trahison des réformistes. Le leader de la bourgeoisie italienne Giolitti agissant en contact étroit avec le leader des opportunistes Daragona (l'ami du camarade Serrati!), réussit à briser le mouvement. Les réformistes italiens se rendirent ainsi coupables de la plus insigne trahison envers le prolétariat italien. Serrati lui-même ne trouva rien de mieux à faire

que de justifier Daragona en présentant les choses comme s'il s'était agi d'un mouvement purement corporatif et qui n'avait rien de commun avec l'action directe révolutionnaire.

De mieux en mieux. Qui dit A dira B. Qui ne veut pas se séparer des réformistes, doit les défendre, même lorsqu'ils trahissent honteusement la classe ouvrière. Qui ne veut pas rompre avec Turati et Daragona, doit avaler en silence toutes les pilules réformistes que ces Messieurs lui serviront. Le camarade Serrati s'est trouvé dans cette situation.

La justesse des appréciations portées par l'Exécutif de la III-e Internationale sur la situation en Italie est maintenant tout à fait évidente. Tout révolutionnaire suivant avec attention les événements d'Italie, voit nettement que le parti, dans ses hésitations, a laissé passer le moment favorable. La bourgeoisie italienne a su tirer parti, avec une remarquable adresse, des incertitudes des adeptes de Serrati afin de fortifier sa position. Elle s'est armée jusqu'aux dents. Elle a formé et aguerri les fasci, ses gardes blancs qui prennent maintenant l'initiative dans le combat. La réaction bourgeoise croit, en Italie, d'heure en heure. Les réformistes italiens ont ouvert la porte à la bourgeoisie réactionnaire. Les hésitations d'un «centre» dépourvu de caractère ont ainsi rendu infiniment plus difficile l'action des ouvriers italiens, plus considérable l'étendue de leurs sacrifices, plus longue et plus ardue la route qu'ils ont à parcourir. La responsabilité en incombe à ceux qui, comme Serrati, ont des yeux pour ne pas voir et des oreilles pour ne pas entendre.

L'Italie est le pays le plus proche de la révolution. Ce qui fait que tous les partis y paraissent plus gauches qu'ils ne le sont en réalité. Naguère, il en fut ainsi en Russie. L'aube rouge de l'incendie révolutionnaire qui monte jette une certaine lueur sur tous les partis italiens. Le jaune semble rose pâle, le rose pâle semble rouge: les réformistes italiens paraissent, à les entendre, révolutionnaires et les centristes à peu près communistes. Nous nous sommes tous plus ou moins laissés prendre à ce jeu d'optique. Les adeptes de Serrati ont paru à beaucoup d'entre nous — et le paraissent encore à quelques-uns — des communistes. Il n'en est, hélas! pas ainsi. Certes, des ouvriers qui suivent Serrati, la plupart seront demain avec nous. Mais les leaders, et Serrati lui-même, n'expriment en réalité que la tendance centriste colorée des vives couleurs italiennes. Ce sont des centristes doués d'un tempérament plus vil, moins soucieux de théories, moins conséquents, plus susceptibles de pencher vers nous, mais ce sont des centristes. Nous serions très heureux de nous tromper dans ce diagnostic, nous serions très heureux si les événements démontraient bientôt notre erreur et que Serrati et ses plus proches adeptes ne se sont alliés aux réformistes que par maladresse. Nous serons heureux de les voir au 3-e Congrès de l'Internationale Communiste parmi les communistes. Mais les événements ne nous donnent, quant à présent, que peu d'espoir en ce sens.

Et l'Exécutif de l'Internationale Communiste s'est vu dans l'obligation de déclarer que le groupe

(1) On vient de nous informer que Serrati s'est rendu à Vienne à la Conférence de l'Internationale deux et demie, en qualité de «correspondant» de son journal. De mieux en mieux. Ainsi le veut la logique des choses. Qui croira que Serrati ne fut à Vienne qu'un «correspondant» de journal? Comme on le voit, son attitude en fait l'incarnation de l'équivoque.

Serrati s'est lui-même exclu de la Troisième Internationale et que le jeune Parti Communiste est, en Italie, notre seule section.

En Serrati et en ses plus proches adeptes, la vérité est que nous combattons les derniers mouchicains d'un kautskisme modernisé, pommadé et tardé à l'italienne, «à la révolutionnaire», si l'on peut dire. En Serrati et en ses plus proches adeptes, nous combattons une variété italienne, un peu plus révolutionnaire que les autres, de l'Internationale deux et demie. *Céder aux opinions actuelles de Serrati, ce serait céder à l'Internationale deux et demie et mettre ainsi un doigt dans l'engrenage de la II-e Internationale.* Voilà ce que n'ont pas compris certains de nos camarades, notamment en Allemagne.

Comme on sait, une certaine crise s'indiquait aussi dans le Parti Communiste Unifié d'Allemagne. Atteint-elle seulement les sommets du parti ou se fait-elle sentir parmi les masses profondes, voilà ce qu'il est, à l'heure actuelle, difficile de préciser (?). Espérons que le mal se localise au sommet. Les affaires d'Italie ont fourni, en Allemagne, le prétexte à des manifestations de désapprobation de la politique du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste. D'aucuns de nos camarades allemands ont été découragés de voir les défenseurs de l'Internationale Communiste rester au Congrès de Livourne en minorité. La sortie du camarade Serrati de la III-e Internationale, ses camarades allemands l'expliquent par l'intransigeance exagérée du Comité Exécutif, sans comprendre que notre renonciation à l'exclusion des réformistes eût été, pour la III-e Internationale, une véritable capitulation idéologique. Paul Lévy a parlé des scissions mécaniquement effectuées par l'Exécutif de la III-e Internationale. Lévy s'est mis à rééditer les accusations que nous adressent les menchéviks.

Hélas! il y a aussi parmi les communistes des gens qui aiment à toujours demeurer avec la majorité, sans comprendre que les intérêts de la révolution prolétarienne exigent quelquefois impérieusement que la minorité dise à la majorité, d'un ton absolument inflexible: «Me voici, je ne puis autrement!» Et c'est la situation dans laquelle se trouvent nos amis communistes italiens.

Le camarade Lévy, membre du Comité Central du Parti Communiste Unifié, a pris en Allemagne la défense de Serrati. Tous les documents, tous les renseignements que nous avons au Comité Exécutif de la III-e Internationale, nous amènent à conclure unanimement que le camarade Lévy a soutenu systématiquement Serrati contre les communistes italiens et parlant, contre le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, avant le Congrès de Livourne, pendant le Congrès de Livourne et après ce Congrès. Notre conviction est que les affaires d'Italie ne fournissent à Paul Lévy qu'un prétexte. En fait, l'opposition qu'il fait à l'Exécutif est provoquée par son mécontentement de notre politique et de notre façon d'envisager la situation en Allemagne. Le camarade Lévy s'efforce de former une droite dans le Parti Commu-

niste Unifié d'Allemagne. Il est donc tout naturel qu'il veuille la même chose dans l'Internationale, et notamment en Italie. Le camarade Lévy tentait déjà faiblement d'organiser une droite, dès avant le II-e Congrès de l'Internationale Communiste et à ce même Congrès. Ses tentatives n'ont jamais eu de succès par le passé, et nous espérons qu'elles n'en auront pas plus dorénavant (?).

Le premier pas seul est difficile. Le difficile était de commettre la première grosse faute politique. Maintenant que Paul Lévy a réussi à former tout un groupe sur une plate-forme aussi erronée, ce groupe ne manquera pas de s'opposer sur chaque question au Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.

Nous observons le même fait en Tchéco-Slovaquie. Ici le camarade Chméral souffre apparemment d'une récidive de ses velléités opportunistes et lente, lui aussi, de former quelque chose comme une droite communiste. Nous ne savons encore quels seront les résultats de ses efforts. Nous écrivons ces lignes à la veille du Congrès Tchéco-Slovaquie. Mais quelle que soit l'issue de ce Congrès, le certain c'est qu'une droite se formera dans le mouvement tchéco-slovaque.

Tout ceci nous incite à hâter autant que possible la réunion du III-e Congrès de l'Internationale Communiste. L'Internationale Communiste est l'organisation qui peut le moins tolérer la confusion et l'éparpillement. L'Internationale Communiste doit faire situation absolument nette dans tous les partis adhérents ou désireux d'adhérer. Nous voulons une Internationale d'action, une organisation internationale coulée d'une seule pièce, un parti communiste mondial unique ayant ses ramifications dans les différents pays. Nous ne devons en aucun cas sacrifier la qualité à la quantité. Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste doit travailler dans des conditions assurant une ferme discipline prolétarienne internationale. Si tel ou tel parti important sont mécontents d'une décision grave de l'Internationale Communiste, ils ont le droit légal d'en appeler au Congrès mondial. Et l'Exécutif se hâte intentionnellement de convoquer ce Congrès pour donner à tous les mécontents la possibilité d'en appeler à lui. Ainsi seulement l'organisation de l'Internationale Communiste sera de plus en plus cohérente et unanime, ainsi seulement tous les partis affiliés à l'Internationale

(?) En même temps que le camarade Lévy, le camarade Clara Zetkin a démissionné du Comité Central du Parti Communiste Unifié d'Allemagne. Nous sommes profondément convaincus que son geste est le résultat d'un malentendu. A chaque regroupement politique, des démissions et des adhésions fortuites, dans un sens ou dans l'autre, sont inévitables. Nous espérons que la démission de Clara Zetkin appartient à cette catégorie d'incidents. Les nombreux entretiens que nous avons eus avec elle pendant son séjour en Russie, la façon magistrale dont elle a rempli, au Congrès de Tours, la mission que lui avait confiée l'Internationale Communiste, comme tout son travail antérieur, nous amènent à conclure qu'elle ne peut, en aucun cas, devenir l'organisatrice d'une droite communiste. Aussi tôt que s'éclaircira la situation, nous sommes profondément convaincus que la camarade Zetkin cessera de couvrir davantage de son autorité le groupe Lévy. Espérons que ces lignes s'appliqueront aussi à Däumig et aux autres camarades démissionnaires du Comité Central du Parti Communiste Unifié d'Allemagne.

(?) D'après les renseignements que nous avons, la première hypothèse serait la bonne.

Communiste apprendront à défendre leurs droits et à remplir leurs obligations.

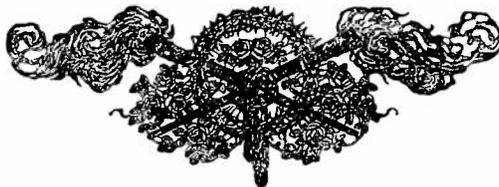
Nous dressons maintenant le bilan de toute une phase de développement de l'Internationale Communiste. Au cours des sept mois qui se sont écoulés depuis son deuxième Congrès, de nombreux partis ont largement débattu les thèses de ce Congrès, et nous avons remporté toute une série d'éclatantes victoires sur les éléments réformistes et semi-réformistes. Nous avons eu un très grand succès dans un pays comme la France. Nous savons que, là aussi, des récidives opportunistes et des hésitations sont inévitables; mais l'essentiel, le gros travail des différenciations, est fait en France. Les excellents articles du camarade Varine et des autres collaborateurs du *Bulletin Communiste* attestent que nous avons en France un groupe communiste dirigeant avec lequel nous nous sentons *complètement d'accord et absolument solidaires* sur toutes les questions les plus importantes du mouvement ouvrier français et international. Nous voyons aussi que des militants, tels que le camarade Cachin, savent scrupuleusement et courageusement défendre le drapeau sous lequel ils se sont rangés. Nous ne doutons pas un instant que le parti français sera bientôt un parti communiste, au sens véritable de ce mot, et qu'il a le plus grand avenir.

L'Internationale Communiste a aussi remporté, au cours des sept mois écoulés, de grands succès dans son action contre l'Internationale Jaune d'Amsterdam. En Allemagne et en France, la lutte est vive dans les syndicats entre «Moscou» et «Amsterdam». La tactique indiquée par le Deuxième Congrès de l'Internationale Communiste dans la

question syndicale a été incontestablement justifiée. La Conférence des Syndicats Rouges qui se réunira à Moscou, après notre Troisième Congrès, dressera le bilan de cette action. La conférence internationale des syndicats rouges et notre Troisième Congrès ne seront séparés que par un intervalle de quelques jours. Les travaux de ces deux Congrès doivent être pénétrés d'une réelle unité; ils doivent se compléter l'un l'autre. Mais en même temps que nos succès, nous devons voir les dangers qui nous menacent.

Nous saurons avoir une intransigeance idéologique suffisante à l'égard des brouillons de la «gauche» anarchisante, qui voudraient faire sortir le mouvement international de la bonne voie. Le Troisième Congrès de l'Internationale Communiste posera catégoriquement la question de ces «gauches». Mais nous serons, pour le moins, aussi inflexibles à l'égard de ceux qui veulent créer dans l'Internationale Communiste une droite. Dans la période de transition actuelle, c'est avec la plus grande fermeté qu'il faut tenir le gouvernail des partis communistes dans tous les pays où se manifestent des tendances semblables à celles de Serrati et de Lévy. Le prochain Congrès de l'Internationale Communiste, nous en sommes convaincus, affermira les hésitants, éclairera les égarés, stimulera les retardataires et, unissant tout ce qu'il y a de révolutionnaire et de communiste dans le mouvement ouvrier international, donnera plus de cohésion à l'organisation de combat internationale du prolétariat mondial.

G. ZINOVIEV.





Karl RADEK.

## LA FONDATION DE LA II-e INTERNATIONALE

I.

### *Entre deux Époques.*

La faillite de la II-e Internationale, qui s'est produite le 4 août 1914, a révélé que, bien avant la guerre, l'Internationale Socialiste était ébranlée par la marche même des événements historiques. L'influence des opportunistes au sein des partis socialistes—influence sans cesse grandissante, en dépit de l'exacerbation toujours plus vive des antagonismes de classes—et l'incapacité de la II-e Internationale d'opposer un obstacle sérieux au péril de la guerre, avaient déjà montré auparavant qu'il ne fallait plus qu'une circonstance fortuite pour provoquer le krach de la II-e Internationale. Mais la foi dans une rénovation possible et les illusions qu'elle entretenait étaient si vivaces chez les militants révolutionnaires, que le manifeste publié par le Comité Central du parti bolchévique russe, en novembre 1914, qui constatait la fin de la II-e Internationale, retentit comme une oraison funèbre prématurée sur le lit d'un malade gravement atteint, mais encore capable de se rétablir. Toutes les tentatives répétées des bolchéviks russes, des marxistes polonais et hollandais et des social-démocrates de gauche allemands, à Zimmerwald, en vue tout au moins de faire reconnaître la nécessité de fonder une nouvelle Internationale vraiment révolutionnaire, étaient restées vaines. Jusqu'à la fin de la guerre, les éléments qui s'étaient assignés pour tâche de fonder une Internationale révolutionnaire ne formaient qu'une minorité. Même lorsqu'il fut devenu évident que la II-e Internationale, après trois années de guerre, n'était pas en état d'engager une action pour la paix, un groupe influent d'«internationalistes» zimmerwaldiens crut encore possible de participer à la Conférence social-patriote de Stockholm. Mieux encore, après la révolution allemande de novembre, des pionniers révolutionnaires de l'Internationale Communiste, tels que Rosa Luxembour et Léon loguichés, jugeaient la fondation de la III-e Internationale inopportune. Et quand on lit aujourd'hui les procès-verbaux récemment parus du Premier Congrès de l'Internationale Communiste (6 mars 1919), on se rend nettement compte de la lenteur avec laquelle les masses se sont groupées sur le terrain de la lutte révolutionnaire,

en dehors de laquelle il n'y a pas d'Internationale Communiste possible.

La faillite de la II-e Internationale a été plus profonde que n'aurait pu l'escompter le pessimiste le plus irréductible. Cette faillite ne s'est pas seulement manifestée par la trahison des chefs, mais aussi par le fait qu'avant la guerre, la II-e Internationale s'appuyait principalement sur les ouvriers qualifiés, sur l'aristocratie ouvrière, qui, en dépit de tout ce que pouvaient dire les phrasés socialistes, jouissait d'un confort relatif dans l'Etat capitaliste, ce qui l'entretenait dans les illusions pacifistes et démocratiques, à l'aide desquelles la bureaucratie socialiste la bernait. En dépit des gros sacrifices qu'elle a exigés des masses, la guerre n'a pas modifié sur-le-champ leur mentalité. Dans les tranchées, les ouvriers nourrissaient encore l'espoir d'acheter au prix de leurs sacrifices plus de bien-être pour l'avenir. A l'arrière, les travailleurs occupés à la fabrication du matériel de guerre touchaient des salaires élevés. Les premières protestations contre la guerre jaillirent des masses ouvrières et de la jeunesse prolétarienne. Et bien que ces protestations eussent promptement gagné les autres milieux ouvriers, elles n'allèrent pas toutefois au-delà des platoniques lamentations pacifistes contre la guerre et de l'aspiration à une paix juste. Il n'y eut que deux pays, la Russie et l'Italie, où l'opposition réussit à grouper les masses laborieuses. Sans ces deux pays, le caractère impérialiste de la guerre était apparu avec la plus grande impudence, tandis que la bourgeoisie et la machine gouvernementale y étaient particulièrement ébranlées et gangrenées, et, fait essentiel, l'aristocratie ouvrière n'y avait qu'un faible développement. C'est la passivité des masses qui est cause que la guerre, au lieu de se terminer par l'insurrection du prolétariat, s'est terminée par la victoire d'une coalition impérialiste. La défaite des vaincus n'a pas été la conséquence de la révolte des ouvriers mobilisés, mais le résultat des épreuves subies passivement, de l'épuisement physique provoqué par des privations sans nombre, de l'effusion de sang et de la supériorité numérique de l'adversaire.

Dans les pays victorieux, les masses ouvrières sont revenues du front grisées de patriotisme, convaincues que la bourgeoisie se montrerait re-

connaissante envers elles pour les souffrances et les peines supportées et qu'elles allaient entrer dans une ère nouvelle de démocratie et de paix.

Dans les pays victorieux, ce n'était pas la révolution prolétarienne que les masses ouvrières adoptaient pour mot d'ordre, mais le wilsonisme. Par contre, chez les vaincus, le désir de paix et de tranquillité dominait tous les autres sentiments du prolétariat. Pour les masses ouvrières des pays vaincus, la moindre tranche de lard avait plus de prix que tous les rêves d'émancipation de l'humanité. Elles ne voulaient pas voir les périls qui les menaçaient. En décembre 1918, les foules ouvrières se pressaient joyeusement dans les rues des grandes villes d'Allemagne et s'enivraient du moindre plaisir qui s'offrait à elles, sans vouloir penser à ce que leur réservait la «paix» prochaine.

Dans tous les pays, la bourgeoisie a réussi sans grande peine à effectuer la démobilisation. Et comme, au lendemain de la guerre, le manque d'articles manufacturés provoqua partout une rapide prospérité industrielle, l'acheteur consentit à payer les plus hauts prix, la bourgeoisie consentit à payer les plus hauts salaires, et de longs mois purent s'écouler avant que le conflit social entrât dans sa phase aiguë.

Le drapeau déployé au printemps de 1919, en Europe Occidentale, par l'Internationale Communiste n'attirait que les regards d'une minorité de travailleurs. L'Independent Labour Party anglais, les longueuillistes français qui venaient alors de devenir majorité, et les indépendants allemands allèrent avec une conscience tranquille chercher à Berne, en compagnie des adeptes de Scheidemann, de Renaudel et de Henderson, les moyens de régénérer artificiellement la II<sup>e</sup> Internationale.

Mais deux facteurs ont profondément modifié la situation. Dans tous les pays, la bourgeoisie s'est promptement ressaisie après la grande émotion que lui avait causée la révolution d'Octobre, et ressaisie après sa grande peur du règlement des comptes que l'on croyait possible pour le moment de la démobilisation. La bourgeoisie ne cède habituellement que mise en demeure, prise à la gorge par le prolétariat. Comme le prolétariat la laissait en paix, elle ne songea pas à faire des concessions.

Aidée, en Allemagne, des social-démocrates, elle se mit à reconstituer sa puissance et commença par ôter aux soviets ouvriers et paysans tous leurs droits dans l'État. En Angleterre, elle ne voulut rien entendre de la nationalisation des mines. En France, elle forma contre le bolchévisme le bloc réactionnaire. Tandis que la situation se tendait ainsi, il devenait évident pour les masses, bien qu'elles fussent en proie aux illusions wilsoniennes, que la bourgeoisie était totalement incapable d'établir une paix, même capitaliste, tant soit peu durable. La paix de Versailles leur apprit que la propagande communiste n'aurait que difficilement réussi à leur apprendre qu'aucune paix, juste ou non, n'est possible tant que la bourgeoisie exercera le pouvoir.

Au lieu d'affermir la paix, l'Entente capitaliste poussa l'Europe Centrale aux abîmes, en lui im-

posant les clauses néfastes de Versailles, et commença délibérément la destruction de l'Europe Orientale en attaquant la Russie des Soviets. Ce qui mit fin à la courte période de prospérité industrielle qui s'était ouverte après l'armistice.

Et plus il devenait indiscutable que l'économie mondiale ne pouvait être relevée, tant que la moitié du monde serait condamnée à demeurer dans le marasme et les ruines, plus impérieusement se posait devant les masses ouvrières la question de savoir *qui payerait les frais de la guerre?* Ces circonstances inférieures et extérieures d'une part, la chute de plus en plus évidente du monde capitaliste de l'autre, son incapacité à rétablir même l'ordre d'avant-guerre, opéraient une transformation révolutionnaire de la mentalité des masses. Même dans les pays victorieux, même aux États-Unis, un vaste mouvement gréviste, parfois tout à fait spontané, passa sur le pays en dépit des Gompers.

En Angleterre, le mouvement syndical prit une forme révolutionnaire: les ouvriers ne se bornèrent pas à exiger des augmentations de salaires. Ils demandèrent la nationalisation des chemins de fer et des mines.

En France, les masses ouvrières exprimèrent de plus en plus nettement leur sympathie pour la Russie des Soviets et adoptèrent une attitude d'opposition de plus en plus marquée à l'égard de la démocratie bourgeoise. Plus les masses laborieuses des pays de bourgeoisie démocratique devenaient révolutionnaires, et plus rapidement elles devaient dépasser les illusions démocratiques. Ce qui arriva notamment en Allemagne. En Italie, les grèves succédaient aux grèves, et les conflits armés avec les agents de l'ordre aux conflits armés.

Les partis ouvriers, qui ne se plaçaient pas ouvertement sur la plate-forme de l'accord avec la bourgeoisie, ne pouvaient pas demeurer dans cette situation et maintenir plus longtemps leur attitude négative envers l'Internationale Communiste. Pour retenir les masses, ils durent céder à leur nouvelle idéologie et à leur désir d'action. Dès avant-guerre, il y avait entre les extrémistes et les opportunistes du mouvement ouvrier une tendance moyenne qui s'en tenait à la doctrine révolutionnaire du marxisme, mais s'abstenait d'en tirer les conclusions pratiques. Ces trois tendances du mouvement ouvrier se manifestèrent surtout en Allemagne où, bien avant la guerre, comme en Russie, l'Internationale Communiste était déjà en germe: dans la lutte du kautskisme et de la gauche radicale, comme dans les débats sur les questions de la grève générale et de l'impérialisme. Si, dans les autres pays, la division des partis en réformistes, marxistes authentiques et faux-radicaux (centristes) n'était théoriquement pas aussi nette, il y avait néanmoins partout des éléments acquis à la vérité et aux doctrines révolutionnaires, mais qui ne les appliquaient pas. Pendant la guerre, ces éléments ou passèrent au réformisme, ou se bornèrent à une protestation passive contre les social-démocrates; et jusqu'à présent, ils sont restés fidèles à eux-mêmes. Ils ne pouvaient devenir les guides du mouvement ouvrier réformiste, mais ils ne pou-

vaient pas non plus le combattre ouvertement comme les réformistes.

Ils devaient, dans leur politique, se donner pour but de conquérir la sympathie des masses en acceptant d'une façon plus ou moins nette leur nouvelle idéologie révolutionnaire, afin d'ailleurs d'empêcher précisément l'action révolutionnaire des masses. Quelle était donc la base sur laquelle ces éléments fondaient leur politique? Les réformistes avaient deux appuis: l'aristocratie ouvrière des grands centres qui n'admettait pas la lutte révolutionnaire, parce qu'elle espérait bien ne pas devoir y recourir, et les éléments ouvriers petit-bourgeois dispersés dans le milieu patriarcal des provinces, où ils n'osaient pas s'insurger.

Avant la guerre, le centre s'appuyait sur ces mêmes éléments. Dans les pays pourvus d'une vieille tradition socialiste, comme l'Allemagne et la France, il y avait bon nombre d'ouvriers aisés qui, habitués pourtant à penser en socialistes, avaient tout autant de besoin d'une idéologie socialiste que d'un bon cigare, le dimanche.

Au début de la guerre, et surtout après la guerre, la situation de l'aristocratie ouvrière devint singulièrement instable, ce qui y fit germer des idées révolutionnaires et donna au centre une nouvelle base sociale.

Et c'est cette aristocratie ouvrière de moins en moins assurée qui tend maintenant à l'action, mais hésite à chaque pas, mais pâlit à la seule pensée des conséquences possibles de la lutte et s'y dérobe autant que possible, au moment décisif. Richard Müller, aujourd'hui communiste, travailleur probe, doué d'un profond instinct de classe, prononça à l'époque de son évolution graduelle vers le communisme, en 1919, en sa qualité de président du soviet de Berlin (où il était en opposition avec les centristes et les indépendants), un discours dans lequel s'exprime à la perfection cet état d'esprit transitoire, circonspect et craintif des ouvriers qualifiés entrant dans la voie de l'action révolutionnaire.

A cette époque, Richard Müller admettait déjà théoriquement la dictature du prolétariat, ce qui ne l'empêcha pas de s'exclamer, au moment décisif: «S'il en est ainsi, les plus grands malheurs accableront l'Allemagne, et nous en serons responsables et nous ne pourrons pas les prévenir!» Il se cramponnait à toutes les espérances de salut. On voit dans ce discours, qui semble destiné à éclairer l'historien, l'angoisse d'un militant prolétarien devant la lutte nécessaire et inévitable. Müller recula à cette époque devant elle, et s'il a su depuis—disons-le à son honneur—surmonter son angoisse et entrer dans les rangs des communistes militants, l'ensemble des prolétaires parcourut le même chemin avec une plus grande lenteur. Et c'est précisément cette lenteur d'évolution du prolétariat qui fournit une base à la politique du centre.

On ne peut assurément pas considérer les leaders de la tendance moyenne de la classe ouvrière comme des contre-révolutionnaires conscients; ce sont ou des intellectuels qui, surestimant leur milieu, ne parviennent pas à croire à la faculté créatrice des masses ouvrières ou des

bureaucrates issus de l'aristocratie ouvrière, tellement nourris d'esprit bourgeois et réformiste qu'ils ne peuvent s'en libérer, même lorsqu'ils acceptent formellement les idées de dictature prolétarienne et de révolution. Toute leur politique consiste à réduire la révolution, admise théoriquement, aux proportions d'une phrase de programme à laquelle on n'a recours que dans les grandes occasions, alors que l'on pense le moins à accuser les antagonismes de classes. Cette attitude, ils la justifient surtout par la situation internationale. Ils attendent toujours que la révolution se produise dans quelques pays voisins, où les circonstances y sont plus favorables que dans leur propre pays. Les gens de cette sorte abondent partout. Les indépendants allemands et les longuettistes français sont des représentants typiques de ce groupe.

## II.

### *Le Centre International.*

Il serait tout à fait superflu de résumer ici l'histoire du Parti Social-Démocrate indépendant d'Allemagne. Nous nous bornerons à rappeler quelques dates. Il s'est créé par la scission de la gauche radicale de l'ancienne social-démocratie en kautskiens et gauches. Au sein du Parti Social-Démocrate, ces indépendants avaient surtout contribué à répandre les illusions pacifistes concernant la réforme possible de l'impérialisme; ils avaient répudié l'agitation et la propagande des masses contre la guerre possible et la réaction capitaliste, ils avaient soutenu avec Scheidemann et Ebert l'alliance électorale des social-démocrates et des libéraux, en 1912. Quand la guerre éclata, la plupart des social-démocrates indépendants d'aujourd'hui se trouvaient à côté des social-patriotes. Quand, par la suite, sous la pression des ouvriers, ils passèrent à l'offensive contre le patriotisme et la guerre, ce fut en se bornant à protester. Au commencement de la révolution allemande, ils formèrent avec Scheidemann et Ebert un gouvernement dont le premier acte fut de proclamer l'intangibilité de la propriété privée. Ils contribuèrent à former la première garde blanche de la Baltique, ils se prononcèrent pour la démocratie contre la dictature. Et quand leur politique les fit exclure du gouvernement, les social-patriotes voulant s'allier à la bourgeoisie, quand l'action ouvrière devint si énergique que les ouvriers indépendants se firent fusiller par le gouvernement démocratique, les chefs du Parti Social-Démocrate indépendant tentèrent d'arrêter le développement de nos partis, en jetant à la masse l'idée d'un compromis entre la bourgeoisie et la dictature prolétarienne, l'idée de la légalisation des soviets ouvriers par la Constitution de Noske. Les ouvriers ayant passé outre cette ingénieuse combinaison et s'étant placés sur la plate-forme de la dictature du prolétariat et du système des Soviets, les indépendants de droite voulurent aussi se servir de ces idées pour retenir la popularité qui leur échappait. Mais au Congrès de Leipzig, ils se prononcèrent pourtant contre la

terreur, c'est-à-dire contre la défense sans réserves de la dictature prolétarienne.

Les longuetistes français nous ont donné, pendant la guerre, une copie très adoucie des Indépendants d'Allemagne. Pendant toute la guerre, ils ont non seulement voté les crédits, mais présenté la guerre impérialiste comme une guerre de défense. Ils ont publié que la défense de la démocratie était le but essentiel de la guerre et ils se sont adonnés au pacifisme le plus naïf. Pendant toute la durée de la guerre, ils n'ont pas fait paraître un seul imprimé illégal, ils n'ont pas prononcé à la Chambre un seul discours révolutionnaire. Leur opposition à la bourgeoisie française et aux social-patriotes ne s'exprimait qu'en vœux pour l'ouverture des négociations avec l'Allemagne et en protestations contre les buts de guerre impérialiste. Quand l'Entente, dirigée par la France, commença les opérations contre la Russie des Soviets, quand l'héroïque défense de la Russie des Soviets enthousiasma les masses ouvrières, quand les travailleurs français commencèrent à se prononcer de plus en plus souvent pour la dictature prolétarienne, les longuetistes ne pouvaient évidemment pas ne pas défendre la Russie des Soviets. Ils avaient affaire avec l'idéologie de la grande révolution française. Tout ce que la contre-révolution mondiale faisait contre la Russie révolutionnaire, avait été fait auparavant par la contre-révolution féodale et monarchique contre la révolution française. Le sachant, Jean Longuet et ses amis en arrivèrent à reconnaître la dictature du prolétariat et, certes, au pays de la plus vieille démocratie bourgeoise, au pays du parlementarisme le plus corrompu, au pays où la classe ouvrière a, pour combattre la bourgeoisie démocrate et le parlementarisme, conçu la théorie du syndicalisme révolutionnaire, le prolétariat devait passer avec le plus de facilité outre le parlementarisme bourgeois. Mais quand Longuet et ses amis adoptaient le principe de la dictature et du système soviétique, ils n'avaient aucunement l'intention d'en faire les points centraux de leur propagande, ou de mettre en œuvre toutes les forces du parti, pour réaliser l'une et l'autre. Ni leur presse, ni leur action parlementaire ne tendaient à réveiller l'énergie révolutionnaire des masses. Dans la meilleure hypothèse, ils n'opposaient qu'une faible barrière à la réaction. Considérant la révolution comme un sujet de conversation ou de rêverie sentimentale Longuet et ses amis ne souhaitaient pas se séparer des social-patriotes et des réformistes avérés. De même qu'à l'époque de la rupture entre le marxisme et le réformisme dans le mouvement ouvrier français, Longuet oscilla de l'un à l'autre, nous le voyons aujourd'hui prêcher l'unité du parti et démontrer que Renaudel et Albert Thomas, bonnes âmes réformistes, n'ont fait de mal à personne. Tous deux seraient, à l'entendre, disposés à se conformer à la discipline du parti, comme Longuet s'y conforme lui-même à leur égard. Et c'est entre eux une touchante réciprocité. On conçoit que, dans ces conditions, Longuet et ses amis ne pouvaient s'accorder avec les extrémistes du mouvement syndicaliste qui deviennent de plus en plus communistes.

La troisième place au «centre» du socialisme européen était occupée par l'Independent Labour Party (I. L. P.) Anglais. L'I. L. P. s'est autrefois formé par réaction contre le radicalisme élémentaire de Hyndman, qui n'arriva jamais à associer l'idée de la révolution sociale à l'action quotidienne du prolétariat. Au marxisme primitif de Hyndman, l'I. L. P. opposa l'indigence d'un empirisme anglo-saxon et une émolliente aspiration réformiste vaguement teintées de religion. Cela suffit à grouper autour de l'I. L. P. tout un noyau d'ouvriers ardents et avides d'action, quoique inconscients. Le pacifisme de l'I. L. P. lui rendit sympathique l'idée de la «petite Angleterre», familière à la bourgeoisie libérale et commerçante qui espérait conserver plus facilement ses bénéfices par la paix que par la guerre. Quand éclata la guerre, la majeure partie des libéraux anglais ne savaient s'ils devaient y participer. Leur groupe représenté au gouvernement par Simon, Trevelyan, John Barnes était manœuvré par le leader de l'I. L. P. Macdonald et, comme ce dernier devait, naturellement, en parlant aux masses se servir de termes beaucoup plus nets et plus énergiques que ceux des orateurs parlementaires, il ne put, après le début de la guerre, modifier sa politique.

L'I. L. P. adopte une attitude combattive, rendue particulièrement nette par deux éléments: l'élément prolétarien, adversaire de la guerre parce que c'était une guerre capitaliste, et l'élément quaker, adversaire de la guerre parce qu'elle était, à son avis, un péché contre Dieu et les hommes. Ces éléments réunis amenèrent l'I. L. P. jusqu'à la négation de la défense nationale, négation que ne voulaient ni Macdonald, ni Snowden. Les membres de l'I. L. P. participèrent à toutes les manifestations qui eurent lieu en Angleterre, pendant la guerre, et subirent souvent les persécutions les plus rigoureuses, parce que, obéissant à leur conscience, ils refusaient de se battre. Quand, après la guerre, aux élections de décembre 1918, la coalition des libéraux et des conservateurs remporta une victoire décisive et que les manifestations recommencèrent, la gauche de l'I. L. P., conduite par Allan Clifford et Neubold, en arriva au communisme, tandis que la droite—Macdonald et Snowden—spéculait sur la victoire prochaine du Labour Party et sa coalition avec la gauche libérale (Asquith). Le centre du parti—Wallhead—occupe une position intermédiaire tout à fait indéfinie. Sous la pression des éléments avancés, il a bien dû admettre le principe de la révolution, mais ne voulant pas rompre avec les vieux chefs du parti, il se voit obligé de continuer son équivoque politique. Macdonald et Snowden se préparent cependant contre la révolution prolétarienne, au rôle de sauveurs de l'Angleterre démocratique. Ils se servent de l'I. L. P. comme d'un tremplin et ne visent qu'à partager le pouvoir avec les libéraux et les chefs de la bureaucratie unioniste.

Autour de ces trois groupes principaux du centre, gravitent leurs débris dispersés dans les autres pays. C'est le cas de la majorité social-démocrate suisse et de l'énergique Robert Grimm, auxquels leur tact très fin fait sentir qu'il faut

être avec les masses avancées des grands centres et qui pourtant ne se décident pas à rompre avec les vieux chefs. Ce sont pourtant ces derniers qui donnent à la bourgeoisie helvétique, au nom du prolétariat, des policiers et des directeurs de banques.— C'est le cas des leaders de la social-démocratie autrichienne qui, comme Frédéric Adler et Otto Bauer, appartenaient récemment encore au même gouvernement que Renner, Seitz et les socialistes chrétiens, voyaient dans la coalition le salut du prolétariat, voulaient mériter par la coalition les aumônes de l'Entente, frappaient pour la coalition la révolution hongroise. Or, maintenant que la coalition s'est effondrée, maintenant que la misère du prolétariat est devenue effrayante, ces mêmes social-démocrates tiennent un langage extrémiste. Cela est tout à fait digne de leur passé. Dès avant-guerre, ils mêlaient le marxisme à la politique la plus opportuniste. Pendant la guerre, Frédéric Adler ne combattait la honteuse trahison du prolétariat commise par la social-démocratie impériale et royale que dans les réunions du parti. Il ressembla si parfaitement au prince Hamlet, que sa courtoisie politique en fit le héros qui tua le comte Stürck uniquement parce qu'il n'osait pas s'insurger contre son parti. Depuis la révolution autrichienne, Adler et Bauer n'ont pas cessé de jouer le même jeu équivoque. A l'époque où Frédéric Adler, président du soviet autrichien, adoptait les attitudes d'un Marat tout en entravant par ses actes le développement de l'action des masses, Otto Bauer était le Talleyrand du gouvernement social-démocrate-chrétien-social d'Autriche et publiait des brochures anonymes pour encourager les prolétaires de son pays à l'espoir d'une révolution prochaine, dans les pays victorieux. Maintenant que la social-démocratie est sortie du gouvernement, ils jouent le rôle plaisant de révolutionnaires-internationaux, pourvus d'un parachute. Otto Bauer qui, dans sa brochure sur le *Bolchévisme ou la Social-démocratie*, formule la théorie du centre international, et Frédéric Adler démontraient, il y a 6 mois, l'écume aux lèvres, qu'on ne pourrait penser à l'Internationale que lorsque les nombreux litiges qui divisent maintenant la classe ouvrière seraient aplanis. Tous deux sont maintenant à la tête des reconstructeurs de l'Internationale.

Et comme il importe de bien montrer ce que sera cette Internationale, les menchéviks russes agissent de concert avec ses fondateurs. Pendant la guerre et jusqu'à la révolution russe, ils formaient autour de Martov un groupe insignifiant d'internationalistes russes participant au mouvement zimmerwaldien, et une majorité qui participait, elle, au comité de soutien à l'industrie de guerre; ces deux fractions menchévistes finirent d'ailleurs, par se réunir à la Douma. A l'époque de la révolution, la plupart des menchéviks russes préconisaient la défense de la démocratie bourgeoise. Ils participèrent au mouvement bourgeois et l'aiderent à retarder l'accession du prolétariat au pouvoir. La minorité menchéviste, indignée de la politique de trahison de la majorité, ne se décidait pourtant pas à quitter le parti. Quand le prolétariat russe eut balayé le gouvernement de

Kérensky, cette minorité menchéviste ne s'en rallia pas moins à la majorité contre le gouvernement ouvrier. D'aucuns, comme Martov, ne le combattirent que par la parole; mais nombre d'autres prirent les armes et se rangèrent contre lui, aux côtés de la contre-révolution. Martov et ses amis qualifiaient le régime de la Russie soviétiste prolétarienne de «néo-tsarisme». Pourtant, lorsque la contre-révolution menaçait de vaincre, ils appelaient les masses à défendre la République des Soviets et les conquêtes de la révolution. A l'époque où le prolétariat russe combattait un gouvernement bourgeois, les menchéviks qualifiaient de romantique le désir d'instituer le socialisme en Russie. Pendant les premiers mois de la dictature prolétarienne, leur presse réclama le retour au capitalisme. Ils réclamaient maintenant un socialisme modéré qu'ils ne nous expliquent pas. Le parti menchévik, dont nous avons ici résumé l'histoire, est le Benjamin du centrisme international. Il lui sert à démontrer l'indignité du communisme russe qui persécute même ce parti socialiste. Les destinées de ce parti sont, à coup sûr, bien instructives pour le centre tout entier. Soigné et encouragé par le pouvoir bourgeois dont il détenait ailleurs une part, il devait être poursuivi par le gouvernement prolétarien, parce qu'il le combattait ouvertement ou troublait le milieu ouvrier. Leur participation au gouvernement bourgeois, les menchéviks l'expliquent par leur manque de foi à la révolution prolétarienne internationale. Et voici qu'ils se présentent aujourd'hui comme les fondateurs d'une nouvelle internationale qui doit être celle de la révolution mondiale.

### III.

#### *Une tentative de compromis avec l'Internationale Communiste.*

Les centristes de tous les pays considérèrent d'abord l'Internationale Communiste du haut de leur grandeur, sans lui reconnaître de force méritant qu'on en tienne compte. Née à l'époque des plus grandes difficultés de la Russie des Soviets, elle leur paraissait condamnée, ainsi que le premier pays de la dictature prolétarienne. Dès septembre 1919, Rudolf Hilferding, leader des Indépendants allemands, déclarait au congrès de son parti, que la III-e Internationale n'était pas distincte de la Russie des Soviets et qu'il convenait d'attendre que son sort se décidât, afin de ne pas s'embarquer sur un bateau en perdition. Ce que ce représentant particulièrement cynique du centre exprimait aussi ouvertement, était la pensée de tous les centristes. Ils pensaient du reste, que la II-e Internationale pourrait recouvrer sa virginité perdue à la guerre; et c'est pourquoi, tous, ils vinrent aux conférences de Berne et de Lucerne, diversions voulues par la bourgeoisie internationale. Mais quand ils virent les ouvriers qui n'avaient pas encore rompu avec eux et qu'ils espéraient retenir, élever de plus en plus énergiquement la voix en faveur de la III-e Internationale, les leaders du centre décidèrent de se rallier à celle-ci, à la condition toutefois de lui rogner les griffes.

La doctrine communiste n'était, certes, pas le point redoutable pour ces habiles politiciens. La théorie contemporaine du communisme n'est, en effet, pas autre chose que celle de Marx sur le développement de la lutte sociale.

Pendant de longues années, ils avaient déformé l'enseignement de Marx, ils avaient adopté d'excellentes raisons de principe, sans jamais rien modifier à leur tactique opportuniste. La dictature du prolétariat et même la terreur pouvaient être par eux admises avec quelques *mais* et quelques *si*, car ils ne perdaient pas l'espoir qu'une restauration capitaliste les sauverait de ces horreurs. Mais ce à quoi ils ne pouvaient souscrire sous aucun prétexte, c'est à l'obligation de prouver par des actes leur adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale, ce qui ne leur eût plus permis de feindre ultérieurement d'en ignorer les idées fondamentales. Recourant aux vieux stratagèmes des opportunistes de tous les pays, ils se déclarèrent d'accord en principe avec l'Internationale Communiste. Ils souhaitaient seulement débattre en commun les rapports réciproques entre partis socialistes révolutionnaires. Cette déclaration signifiait que le centre international, considéré comme formant un tout, avait l'intention d'étudier avec l'Internationale Communiste les possibilités de fondation d'un organe de compromis permettant de joindre au principe de l'Internationale Communiste la pratique des politiciens du centre. Cette manœuvre échoua. Les partis centristes ne réussirent pas à obtenir conférence avec les représentants de l'Internationale Communiste. La pression des masses ouvrières dans les différents partis du centre étant inégale, les centristes français furent les premiers contraints d'entrer en rapport avec la Russie des Soviets. Les Anglais, les Allemands suivirent. Pendant ces négociations, les centristes français se divisèrent: la majorité, représentée par Cachin et Frossard, entra résolument dans la voie de l'Internationale Communiste. Les traditions guesdistes et le courroux de la réaction française contribuèrent fortement à l'y déterminer. Les représentants du centre anglais (Wallhead) ne se trouvaient pas dans l'obligation de décider immédiatement. Après que le mouvement ouvrier anglais eut menacé de recourir à la grève générale en cas de guerre contre la Russie, le centrisme anglais baissa de nouveau la voix, lors des revers de l'armée rouge en Pologne. Mr. Wallhead et ses collègues rapportèrent en Angleterre la réponse de l'Exécutif de la III<sup>e</sup> Internationale, réponse dans laquelle était dévoilé devant les travailleurs anglais le jeu qui consistait à souligner exagérément les particularités de la situation dans leur pays. Les centristes anglais se calmèrent alors. Et l'Internationale Communiste dut livrer le combat décisif au plus puissant parti du centre, c'est-à-dire au Parti des Indépendants allemands.

Dittman et Crispin qui, chez eux, marmottaient de temps à autre de vagues critiques des erreurs marxistes contenues dans le programme de l'Internationale Communiste, furent, à Moscou, muets comme des sourds-muets ou déclarèrent avec confusion qu'ils n'avaient rien à répliquer à nos 36 propositions fondamentales, «dans la mesure où

ils croyaient les comprendre». Le point central de la lutte fut l'exclusion des réformistes du Parti des Indépendants.

Se rendant bien compte qu'il ne s'agissait pas, en l'occurrence, de Kautsky et de Hilferding, mais de centaines et de centaines de petits bureaucrates des syndicats et du parti et d'une partie de la fraction parlementaire, qui ne peut en aucun cas appliquer les décisions de l'Internationale Communiste, Dittman et Crispin lièrent tout ce qui dépendait d'eux pour sauver Kautsky et Hilferding, en niant l'opportunisme de l'un et en présentant l'autre comme un vieillard ayant perdu toute influence, auquel le respect humain nous prescrit de laisser finir paisiblement ses jours dans son exil volontaire de Vienne. Mais un danger plus grand résidait pour eux dans cette vérité, que l'Internationale Communiste doit se former non comme une fédération de différents partis, mais comme un seul parti d'action internationale.

Cette structure de l'Internationale était aux centristes allemands toute possibilité de saboter les décisions des congrès communistes et de l'Exécutif. Ainsi s'écroula leur plan. Au congrès de Halle, ils passèrent donc contre l'Internationale Communiste à de véhéments attaques de principe, s'efforçant de la présenter comme formée d'un mélange de conspiration romantique et d'opportunisme dépourvu de principe, destiné à servir la politique actuelle de la Russie des Soviets. Ils ont laissé les noyaux révolutionnaires se séparer du parti, plutôt que de compromettre leur unité avec la bureaucratie syndicale. Ils ont pris pour bannière celle de l'Internationale Jaune d'Amsterdam et fait de l'Union Leghien-Henderson, le palladium de l'action prolétarienne internationale.

Après que le dessein de saboter l'Internationale Communiste de l'intérieur eut échoué, il ne resta aux centristes qu'à adhérer à la II<sup>e</sup> Internationale, ou à lui trouver un succédané. Ils l'ont trouvé en l'Internationale II<sup>1/2</sup>, vers laquelle ils se tournent maintenant.

#### IV.

#### *Manifeste et principes de l'Internationale II<sup>1/2</sup>.*

##### *a) Dictature du prolétariat et Centre International.*

Le manifeste de Berne, du 10 décembre 1920, adressé par les pères de l'Internationale deux et demie au parti socialiste de tous les pays est non seulement remarquable par ce qu'il dit, mais tout aussi remarquable par ce qu'il ne dit pas. Si dans la situation internationale actuelle on fonde un parti prolétarien, et à plus forte raison une association internationale, la première question sur laquelle on doit se prononcer nettement et clairement, c'est celle de la situation mondiale. Certes, il ne s'agit pas d'émettre une fois de plus les lieux communs flétrissant les bassesses de l'impérialisme ou d'un groupe impérialiste; il s'agit de trancher une question bien définie: Sommes-nous, oui ou non, dans une période de développement de la révolution mondiale? On peut condamner l'impérialisme avec la plus grande sévé-

rité, on peut s'accorder en tout point avec l'Internationale Communiste contre l'impérialisme, il n'en faudra pas moins adopter à l'égard de ce dernier une attitude tout à fait différente de celle des communistes, pour peu que l'on se sépare de la III<sup>e</sup> Internationale sur cette question: assistons-nous au développement de la révolution mondiale, ou à un nouveau développement présentant toutes les chances d'affermissement du système des Etats impérialistes? Dans le premier cas, la politique des partis prolétariens doit tendre à jeter bas les Etats capitalistes par l'action des masses et se servir, pour préparer cette action, de tous les moyens de politique et d'organisation. Dans le deuxième cas, il faudra consciemment éviter toute lutte avec l'Etat capitaliste et se donner pour but immédiat l'organisation du prolétariat pour l'amélioration de sa condition dans la société capitaliste, le but final socialiste ne devant servir qu'à orienter le prolétariat et à l'empêcher d'entrer dans la fâcheuse voie du réformisme.

Cette question décisive, le manifeste de l'Internationale II<sup>1/2</sup> tend de la passer sous silence. Il ne dit pas un mot de la révolution mondiale, il parle de la révolution en Russie et en Europe Centrale, révolution que menace la réaction mondiale, il parle de faits que nul homme d'Etat capitaliste n'oserait passer sous silence, parce que ces faits sont de ceux qu'un crétin pourrait seul contester. Mais de même que Lloyd George parle volontiers de la révolution russe et allemande, en prenant toutefois bien garde de ne point parler de la révolution prolétarienne mondiale en voie de développement (ceci pour deux raisons: à cause de sa peur petite-bourgeoise des faits qu'il n'ose regarder en face et parce qu'il craint de contribuer, en usant clairement les choses, à éclaircir les vues politiques de la classe ennemie), les partis de l'Internationale III<sup>1/2</sup> redoutent d'avoir à formuler une opinion sur la situation mondiale.

Ils ont peur de l'avouer, bien que ceux qui le pensent soient nombreux parmi eux: «La société capitaliste étant sauvée pour un bon moment, débarrassez-vous de vos illusions révolutionnaires!» Ils ont peur, en parlant ainsi, de refroidir le prolétariat révolutionnaire. Ils n'osent pas reconnaître que la révolution mondiale s'est développée malgré ses défaites — quoique pas aussi vite que beaucoup l'auraient voulu, — et que la garantie de sa victoire finale est fondée sur la désorganisation croissante de l'économie capitaliste. Car s'ils le reconnaissaient, ils se verraient contraints dans tous les pays, en dépit des différences locales du degré de désagrégation capitaliste, de démontrer au prolétariat, par l'agitation et la propagande, la nécessité et l'inéluctabilité de l'action révolutionnaire. Dès lors, ils s'efforcent d'éluider une définition nette et précise de leur véritable point de vue et recourent à des phrases de ce genre: «Même dans les pays victorieux, le système capitaliste devient de plus en plus incompatible avec les besoins vitaux, économiques et sociaux des masses prolétariennes». Cette formule élastique ne dit absolument rien, pour la bonne raison que l'impérialisme n'a jamais été compatible avec les besoins vitaux du prolétariat; l'évidence est donc

que plus il va, plus cette incompatibilité s'accroît. Les thèses directrices, élaborées le 22 février à Innsbruck par la Commission préparatoire de l'Internationale II<sup>1/2</sup> (Adler — Grimm — Ledebour — Wallhead) laissent la question: *Révolution prolétarienne ou société capitaliste?* également irrésolue. A notre remarque à ce sujet, les chefs spirituels de l'Internationale II<sup>1/2</sup>, Hilferding — Bauer — Martov, répliquent: «Seul, le communiste aveugle peut nier que, dans la situation internationale actuelle, les forces révolutionnaires et contre-révolutionnaires s'enchevêtrent et que, parallèlement aux courants qui tendent à désagréger le système économique capitaliste, agissent des courants contraires tendant à rétablir la puissance du capitalisme. La prudence que commande la prévoyance historique nous prescrit de nous garder de prédire, lequel des deux courants l'emportera». Du moment que ces pontifes argumentent de la sorte — et ils n'ont pas d'autre argumentation — on est bien obligé de leur répondre: Il n'est pas question de nier des possibilités historiques; l'Internationale Communiste n'est nullement atteinte de cécité, elle comprend à merveille que s'il ne se produit pas de puissants mouvements révolutionnaires dans les pays où le capitalisme n'est encore que faiblement ébranlé, ou si ces mouvements révolutionnaires sont écrasés, la restauration capitaliste est fort possible. Dans le discours qu'il prononça à la séance d'ouverture du II<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste, Lénine l'a dit lui-même: «Il n'y a pas de situation sans issue; si le prolétariat international ne trouvait pas en lui assez de forces pour renverser la bourgeoisie, celle-ci d'une façon ou d'une autre trouverait le moyen de restaurer le régime capitaliste aux dépens de millions de prolétaires». La différence entre le marxiste révolutionnaire Lénine et les opportunistes Hilferding et Bauer ne consiste pas en ce que ces derniers tiennent compte des possibilités et que le premier fait une politique d'autruche. La différence est dans les déductions et conclusions. Le révolutionnaire Lénine dit au prolétariat: «La révolution mondiale se développe incontestablement; elle se nourrit des torrents révolutionnaires sans cesse accrus qui jaillissent des profondeurs de la société; mais les forces d'inertie et de contre-révolution agissent aussi en sens contraire. Si vous ne trouvez pas en vous assez de force et de résolution pour la lutte et la victoire, la défaite vous attend. C'est pourquoi, rassemblez toutes vos forces et jetez-les dans la mêlée avec le maximum d'énergie, afin que la révolution triomphe!» Lénine prend les perspectives de la révolution mondiale en voie de développement pour point de départ de sa tactique et montre comment il faut agir pour accomplir la révolution mondiale. Tandis que l'opportuniste qui agit l'idée de la révolution mondiale, tout en la redoutant dans son fort intérieur, ne veut pas prévoir l'avenir, dans le but évident d'éluider une définition nette et précise de son attitude ultérieure et d'attendre ce que l'avenir dira lui-même. Dans le fond de son âme, il murmure en soupirant: «Mon Dieu, éloignez de moi ce calice!» Mais, poussé par ses propres partisans, il n'ose se prononcer franchement pour la res-

lauration du capitalisme, comme le font les réformistes qui procèdent franchement des perspectives de la contre-révolution.

L'histoire ne pousse pas l'amabilité jusqu'à donner aux hommes politiques des perspectives d'une exactitude absolue. Les faits seuls ne peuvent être mis en doute. Aussi l'homme politique doit-il, après avoir évalué toutes les forces agissant au cours d'une époque, chercher à établir leur orientation générale, à déterminer laquelle des forces en présence l'emportera sur les autres et décider, dans quelle direction il doit lancer les forces de la classe qu'il représente. A chaque perspective correspond une politique déterminée. A la perspective bien définie de l'Internationale Communiste correspond une politique révolutionnaire nette et précise. A la perspective contre-révolutionnaire bien définie des réformistes, qui déclarent en toute franchise que la révolution n'entre pas dans leurs calculs, correspond une politique contre-révolutionnaire. Du fait que l'Internationale II<sup>1/2</sup> n'a pas le courage de se prononcer pour une de ces deux perspectives, son attitude incertaine aura pour conséquence une politique des plus vagues. La pratique de tous les partis de l'Internationale II<sup>1/2</sup> et le manifeste de Berne au sujet de la dictature et du système des soviets nous confirment dans cette opinion.

b) *La Dictature du Proletariat, ses formes et l'Internationale II<sup>1/2</sup>.*

Voici déjà trois ans que la lutte fait rage au sein de la classe ouvrière, pour savoir quelle voie elle doit suivre. Deux questions divisent le prolétariat international: 1) Est-il possible de détruire le capitalisme en restant dans les cadres de la démocratie bourgeoise et en usant des moyens qu'elle met à la disposition de la classe ouvrière, ou faut-il recourir à la violence pour renverser la bourgeoisie et instaurer la dictature du prolétariat? Voyons la réponse qu'y donnent les chefs de l'Internationale II<sup>1/2</sup>, non seulement après trois années de débats, mais, ce qui est autrement plus important, après trois années d'expérience faite par le prolétariat européen dans les révolutions et contre-révolutions russe, finlandaise, hongroise, allemande et autrichienne et dans le développement «pacifique» des pays de l'Entente. Les chefs de l'Internationale II<sup>1/2</sup> ne donnent pas moins de deux réponses aux deux questions susmentionnées. Le manifeste du 7 décembre contient la première; les thèses directrices du 10 janvier, la seconde.

«Le prolétariat s'étant rendu maître du pouvoir, partout où la bourgeoisie sabotera le gouvernement prolétarien ou lui résistera, ce dernier devra recourir à des mesures dictatoriales». Ainsi parle le manifeste. Qu'il soit permis de demander s'il se trouvera un pays, une localité où la bourgeoisie ne sabotera pas le gouvernement prolétarien et où elle ne se dressera pas contre lui? Formulons la question de façon plus concise: *l'espoir que la bourgeoisie renoncera volontairement à ses privilèges et à ses richesses—point de vue fondamental des réformistes—est-il pris réellement au sérieux*

*par les théoriciens de l'Internationale II<sup>1/2</sup>?* Si la réponse est affirmative, ils sont des réformistes, comme nous n'avons jamais cessé de l'affirmer, alors qu'ils le niaient avec indignation. S'ils ne sont pas des illusionnistes réformistes, s'il faut considérer cela comme une ruse de tactique, ces protagonistes de l'Internationale II<sup>1/2</sup> sèment dans le prolétariat des illusions dangereuses qui peuvent le conduire à la défaite. Le plus gros obstacle au développement de la révolution réside en ce que la majeure partie du prolétariat international n'a pas encore perdu l'espoir d'échapper pacifiquement à la misère et au dénuement. Et c'est uniquement parce que le prolétariat croit encore qu'il réussira, d'une façon ou d'une autre, à éviter le fardeau et les passions de la guerre civile, qu'il se laisse duper par la bourgeoisie et ses agents réformistes. La tâche de tout parti ouvrier révolutionnaire consiste à faire comprendre au prolétariat qu'il n'y a pas de troisième issue et qu'il faut choisir entre la dictature de la bourgeoisie et la sienne propre, c'est-à-dire la dictature du prolétariat. Ce n'est que lorsque le prolétariat se sera bien pénétré de cette vérité, qu'il trouvera en lui la force nécessaire pour se lancer dans la mêlée finale. L'Internationale II<sup>1/2</sup> invite le prolétariat à espérer en la possibilité d'une autre solution des problèmes qui se posent devant lui. Ce faisant, elle le détourne de la lutte révolutionnaire et apparaît comme l'Internationale du trouble et de la confusion.

Quant à la forme de la dictature, l'Internationale II<sup>1/2</sup> s'en tire tout aussi brillamment: «L'adoption de telle ou telle forme de dictature dépend des conditions économiques, sociales et politiques de chaque pays. Si le prolétariat réussissait à se rendre maître du pouvoir par les moyens que lui confère la démocratie, le gouvernement démocratique, au cas où la bourgeoisie résisterait, serait obligé de recourir à la dictature. Si dans une période de lutte décisive pour le pouvoir, la démocratie était renversée, sans avoir pu contenir la pression des antagonismes de classes de plus en plus violents, la dictature devrait revêtir inévitablement la forme d'une dictature d'organisation de la lutte de classe prolétarienne. Les organes de dictature peuvent correspondre aux conditions spéciales de chaque pays: soviets ouvriers, soldats et paysans, organisations locales de self-government (communales) ou autres organisations de classe propres à un pays donné».

Ainsi, que nous dit l'Internationale II<sup>1/2</sup>? 1° Que la domination du prolétariat peut être réalisée par les institutions démocratiques ordinaires, notamment par le Parlement; 2° que cette domination ne doit être réalisée par les organisations de classe prolétariennes qu'en cas de résistance de la bourgeoisie. — Quelles seraient ces organisations de classe, c'est ce que le manifeste ne sait pas au juste: peut-être des soviets, peut-être des communes. Le manifeste n'exige pas non plus l'exclusion de la bourgeoisie des organisations locales de self-government. Enfin, ces dernières peuvent être d'autres organisations ouvrières dont la nature ne nous est pas indiquée avec précé-

sion. De quelle façon doit être organisé, dans ces derniers cas, le pouvoir révolutionnaire central? C'est ce que le manifeste passe sous silence. Que signifie cette attitude? Que tous les mots d'ordre lancés par l'Internationale II<sup>1/2</sup> n'ont aucune valeur.

Quelle a été l'importance du mot d'ordre: système des soviets? Il a tout d'abord montré au prolétariat qu'il doit créer ses organisations de classe, le mécanisme de sa domination. Il lui a ensuite fait comprendre que les anciennes organisations de classe, groupant le prolétariat par affinité de convictions politiques ou par profession, ne peuvent lui servir pour atteindre ce but. A cet effet, il fait des organisations groupant le prolétariat, en tant que classe, *par branches d'industrie, par entreprises, indépendamment de la profession et des convictions politiques*. Lorsque, au moment de la révolution russe, les soviets ouvriers apparurent, on ne pouvait savoir s'ils deviendraient par la suite la forme internationale de la dictature du prolétariat. Les révolutions finlandaise, autrichienne, allemande ont démontré que partout où le prolétariat se bat pour le pouvoir, il choisit comme forme d'organisation la mieux appropriée à ses besoins et dictée par l'histoire même, les soviets. En Italie, en Angleterre et partout où le prolétariat ne fait que commencer son action révolutionnaire, on le voit tendre à la formation des soviets ouvriers. L'Internationale II<sup>1/2</sup> n'admet pas la valeur mondiale décisive des «soviets ouvriers», et son attitude en la matière revêt un caractère contre-révolutionnaire parce qu'elle équivaut au refus d'accepter le mot d'ordre qui sert à grouper et organiser les ouvriers pour la conquête du pouvoir.

Partout où la révolution entre dans sa période aiguë, le mot d'ordre «des soviets ouvriers» montre au prolétariat le terrain sur lequel, en tant que classe, il peut rassembler ses forces pour les opposer à la bourgeoisie. Ainsi la question de la forme future de la dictature—la question des soviets ouvriers—devient une question d'action politique pour la dictature.

Il se peut que le développement ultérieur de la révolution mondiale suscite des formes d'organisation de la dictature assez différentes, comme l'a démontré, notamment, la révolution russe. Il est possible que, dans certaines phases d'exacerbation particulièrement violentes de la guerre civile, il soit nécessaire de défendre le pouvoir ouvrier, du moins provisoirement, avec le concours d'une élite prolétarienne plus énergique que les forces des soviets ouvriers qui sont des organisations d'une nature un peu lourde. Une chose est cependant claire: pour une période de lutte, «les soviets ouvriers» donnent le mot d'ordre de l'organisation politique. Se refuser à l'admettre, en se retranchant derrière de vagues possibilités historiques, c'est renoncer au rôle d'organisation révolutionnaire de l'Internationale.

M.M. Hilderding, Bauer et Martov cherchent à donner à ce refus un aspect et un fondement historiques. L'air savant, ils déclarent: «De même que, dans certains pays, la révolution bourgeoise a revêtu des formes variées, la révolution prolétarienne revêtira aussi des formes diverses, d'autant

plus que le degré de développement capitaliste des différents pays est inégal». Les connaissances historiques des théoriciens de l'Internationale II<sup>1/2</sup> sont au niveau de leur volonté révolutionnaire. Partout, les révolutions bourgeoises se sont produites sous forme de lutte révolutionnaire pour le Parlement. Leur histoire nous apprend qu'en *dépit de la différence du degré de développement des divers pays, la classe qui est appelée historiquement à jouer le rôle directeur dans une époque donnée, lutte partout pour un seul et même but par des moyens identiques*. La révolution prolétarienne dans les divers pays se présentera sous un jour très différent. Mais du fait qu'elle est accomplie par une seule et même classe, pour un seul et même but, elle constitue, dans ses formes essentielles, un seul et même procès. En ne voulant pas reconnaître ces faits, les théoriciens de l'Internationale II<sup>1/2</sup> ne font que nous démontrer qu'ils ferment—théoriquement—les yeux devant la réalité pour mieux décliner l'obligation de fonder une véritable Internationale.

Un mois après la rédaction de leur manifeste, les sages de l'Internationale II<sup>1/2</sup> se corrigent eux-mêmes. Ayant émis leur sentence sur les diverses formes de la dictature dans les différents pays, ils se prononcent tout à coup sans réserves, dans leurs thèses directrices, sur les méthodes et l'organisation de la lutte de classes, pour le principe de la dictature du prolétariat, dictature qui, quels que soient les moyens par lesquels le prolétariat arrive au pouvoir, deviendra indispensable pour soutenir ce pouvoir. Mais ce n'est pas tout; dans leur manifeste de Berne, ils déclaraient: «Les organes de la dictature peuvent correspondre aux conditions spéciales de chaque pays: soviets ouvriers, soldats et paysans, organisations locales de self-government (communes) ou autres organisations de classe propres à un pays donné». Et maintenant ils écrivent: «La dictature du prolétariat doit être réalisée sur la base des soviets ouvriers, soldats et paysans, des syndicats et des autres organisations de classe prolétariennes». Comme vous le voyez, entre le 7 décembre et le 10 janvier, «les organisations démocratiques de self-government» ont eu le temps de disparaître, en tant qu'organes de la dictature prolétarienne. Et comme les «autres organisations de classe prolétarienne», hormis les soviets ouvriers et les syndicats, ne sont que des organisations fantômes, il ressort que les sages de l'Internationale II<sup>1/2</sup> ont fini par s'apercevoir qu'on ne peut fonder une Internationale que sur les soviets et les syndicats seuls, ce dont nous les félicitons. Car si les syndicats professionnels se reforment par industrie (comme l'exigent les nécessités de cette époque, les communistes et tous les syndicalistes avancés), la différence entre les soviets ouvriers et les comités de fabriques—organes inférieurs des syndicats—disparaît presque totalement. Le manifeste marque encore de nouveaux progrès. Il reconnaît que dans la lutte déclarée pour la conquête et le maintien de la dictature du prolétariat, «la parole ne sera plus désormais au bulletin de vote, mais aux forces militaires et économiques de la classe combattante. A ce moment, la classe ouvrière ne pourra

s'emparer du pouvoir que par les grèves des masses et *l'insurrection armée*. La social-démocratie indépendante allemande se prépare à l'insurrection armée! Rudolf Hilferding et Arthur Crispian se mettent à la mitrailleuse! o progrès!...

V.

### *La III-e Internationale Communiste.*

Par quoi l'Internationale II $\frac{1}{2}$  se distingue-t-elle de la Troisième? Elle se prononce contre la copie servile des méthodes de la révolution ouvrière et paysanne russe. Mais, le couteau sur la gorge, les signataires du manifeste (Adler, Ledebour, Grimm et Wallhead) n'auraient pu dire quelles méthodes, différentes de celles contenues dans leur propre manifeste, propose l'Internationale Communiste. La seconde divergence par laquelle ils voudraient justifier l'existence de l'Internationale II $\frac{1}{2}$ , c'est l'appréciation prétendument erronée que fait l'Internationale Communiste de la diversité de structure des différents pays et de la tactique qu'il convient d'y adopter. Mais, au pied du mur, ils ne pourraient nous dire quelle tactique, autre que la leur propre, leur paraît admissible. Peut-être faut-il comprendre les choses de la façon suivante: *comme tactique générale, nous préconisons l'action révolutionnaire jusques et y compris la grève de masses et l'insurrection armée; comme tactique spéciale, nous admettons la coalition avec les socialistes chrétiens, avec qui le parti de Frédéric Adler collaborait au gouvernement?* Selon nous, la question n'a pas d'autre sens. S'il en était autrement, ces Messieurs ne trembleraient pas tant pour l'autonomie des différents partis à laquelle on prétend que Moscou porte atteinte, car si l'autonomie ne servait qu'à appliquer des principes révolutionnaires généraux à chaque pays en particulier, elle ne serait aucunement en contradiction avec l'étroite centralisation internationale; elle serait, au contraire, un moyen de celle-ci. L'attitude des quatre prophètes précités, en ce qui concerne leur séparation des réformistes, démontre bien que tout consiste pour eux à pratiquer une politique réformiste en affichant des mots d'ordre révolutionnaires. Ils déclarent d'un air innocent que le caractère des partis se modifie ainsi que le caractère des hommes. Nos feutes nous assagissent. On ne peut pas chasser un homme de l'Internationale parce qu'il fut autrefois social-patriote. Il ne faut pas non plus le ravalier. On ne peut pas en exiger que pieds nus, sous la bure des pénitents, la tête recouverte d'un voile, il fasse le voyage de Canossa. Voilà qui est humain et touchant. Mais l'Internationale Communiste n'a jamais exigé d'aucun parti affilié, le sacrifice, en l'honneur de Lénine, sur l'autel du Kremlin, des réformistes ayant répudié le réformisme. L'Internationale Communiste ne réclame que l'exclusion de ceux qui sont restés réformistes et social-patriotes. Là-dessus, Ledebour, Grimm, Adler, Wallhead de répondre: «Pourquoi donc, si cette pauvre créature humaine, réputée réformiste, demeure paisiblement dans le parti, y observe toutes les convenances et se soumet à sa discipline, l'expulser de la grande famille prolé-

tarienne? Ce serait la condamner à mourir de chagrin». — Quels coquins ont écrit ces mots? Robert Grimm sait parfaitement que dans l'étable à cochons qu'on nomme Parti Social-Démocrate Suisse, ce n'est pas lui, c'est la minorité réformiste qui tient en main la baguelette du chef d'orchestre. Les Gustave Müller, les Greilich et l'essaim de financiers et de policiers qui gravitent autour d'eux, sont installés dans toutes les fractions parlementaires et dans tous les conseils municipaux. Ce sont eux qui détiennent les organes directeurs du parti. Au congrès du parti, ils affectent de se soumettre à sa discipline; ils n'en sont pas sortis, qu'ils foulaient déjà aux pieds ses résolutions. Voyons ensuite, quelle est la situation dans le Parti Social-Démocrate d'Autriche allemande? Il se peut que les sieurs Seitz, Ellenbogen, Leitner et Renner viennent à se préoccuper des principes révolutionnaires qu'à Innsbrück Frédéric Adler a tirés du fond de son cœur? Quoi qu'il en soit, ils répudieront ces principes avec mépris, car si on les acceptait, il serait prouvé que seul, leur fétichisme de l'unité leur fait éviter la scission. Jean Longuet s'est uni aux pires valets de la bourgeoisie française, Renaudel et ses pareils, dans le parti qui doit adhérer à l'Internationale II $\frac{1}{2}$ . Croira-t-on, ne fût-ce qu'un instant, que Renaudel renoncera, le cas échéant, par discipline de parti, à la politique de défense nationale, comme l'exigent formellement les thèses d'Innsbrück? L'amendement relatif à une plus grande tolérance de tactique de l'Internationale II $\frac{1}{2}$  fait de celle-ci non une organisation de combat contre le capitalisme, mais une maison de tolérance où l'on peut passer à son gré une nuit paisible ou joyeuse.

L'attitude à l'égard des réformistes—voilà la clef de voûte de l'Internationale. Qui se refuse à rompre avec les réformistes, interprètes de la tactique bourgeoise dans le mouvement ouvrier, ne mettra jamais en pratique des thèses révolutionnaires. Ces dernières ne lui serviront qu'à endormir les masses révolutionnaires, alors que les réformistes lui serviront à établir la liaison avec la bourgeoisie. Camille Huysmans, spirituel et cynique, avait bien raison de dire des représentants de l'Internationale II $\frac{1}{2}$ : «Ils pensent exactement comme nous, mais ils parlent comme les gens de Moscou». Nous devons simplement ajouter: «Ils ne font pas que penser en social-patriotes; ils agissent aussi comme tels».

Rien ne met mieux en lumière la nature de l'Internationale II $\frac{1}{2}$  que lorsqu'on voit ses principaux fondateurs, les Crispian et les Hilferding, se prononcer (au moment où ils fondent ce qu'ils nomment une Internationale révolutionnaire, manifestant ainsi leur intention d'amener le prolétariat à une action générale contre le capitalisme) contre l'union avec les communistes, en vue d'une action commune, se rattachant de la sorte par leur tactique et leurs actes à la social-démocratie. C'est sur des faits de ce genre qu'il faut juger l'Internationale II $\frac{1}{2}$ , et non sur ses déclarations et les principes qu'elle affiche. Pour les opportunistes, les principes valent bien peu de choses et sont tout juste bons à détourner le prolétariat des actions révolutionnaires.

## VI.

*La future Internationale II<sup>1/2</sup>.*

L'Internationale II<sup>1/2</sup> est dépourvue d'idées politiques personnelles. Elle est loin de vouloir donner corps dans la vie aux idées qu'elle a empruntées à la III-e Internationale et qu'elle a profanées. Elle n'est nullement une organisation internationale du prolétariat, mais elle s'efforce à bon escient d'être une fédération internationale, sans cohésion, des divers partis socialistes centristes. La façon désespérée dont elle se cramponne à l'Internationale Syndicale Jaune d'Amsterdam montre, combien elle croit peu en sa propre vitalité. Il n'en serait pas moins erroné de supposer que l'Internationale II<sup>1/2</sup> n'est pas viable. Car si le mouvement révolutionnaire des pays d'Europe Occidentale ne se développait pas bientôt avec une plus grande rapidité, si le procès de conversion révolutionnaire des masses ouvrières venait à ne s'opérer que très lentement, l'Internationale deux et demie réussirait à dissuader les masses révolutionnaires, encore perplexes, d'adhérer à la III-e Internationale. L'Internationale II<sup>1/2</sup> deviendra l'asile de tous ceux qui n'ont pas encore su prendre parti: certes, elle est vouée à une existence illusoire. Inapte à l'action, incapable de devenir le cerveau de l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat international, elle ne sera qu'une illusion utile à l'arrière-garde du prolétariat jusqu'au moment où la force des choses amènera cette arrière-garde à prendre place sur le front de la révolution mondiale.

Les événements qui se sont produits ces derniers temps dans le Parti Socialiste Italien, ont montré combien grandes étaient encore les masses indécises. Ce parti était considéré comme un des plus importants de l'Internationale Communiste. Des dizaines de milliers (et plus) de ses adhérents ont prouvé leur bravoure dans les combats d'avant-garde de la révolution italienne. Ils ont traduit par des actes leur sympathie pour la Russie des Soviets, au moment où celle-ci courrait les plus grands périls. Ils se sont prononcés pour la dictature du prolétariat. Ils ont adopté l'idée des soviets ouvriers et ont même tenté de réaliser le contrôle de la production par les conseils industriels. Des liens étroits continuent pourtant à les rattacher à leur passé réformiste, liens qu'ils ne s'expliquent pas eux-mêmes et qui menacent pourtant d'étrangler la révolution italienne. La scission qui s'est produite dans le Parti Socialiste Italien au début de la guerre—scission qui provoqua le départ d'une fraction réformiste soutenant ouvertement l'impérialisme,—empêche la majeure partie du prolétariat italien de voir le danger que présente l'engagement des organes directeurs du parti par les éléments démocrates et pacifistes, ennemis de la révolution sociale et de la dictature du prolétariat. Et lorsque cette masse prolétarienne, qui se considérait comme l'avant-garde de l'Internationale Communiste, dut choisir entre la III-e Internationale et les leaders réformistes, elle se prononça pour ces derniers. Le fait que les ouvriers du parti de Serrali sont profondément

convaincus de leur fidélité à la III-e Internationale, ne réduit pas à néant, mais justifie au contraire l'existence du grand danger qui menace les ouvriers de la part des centristes.

Le virus de l'idéologie centriste a pénétré profondément l'esprit de la classe ouvrière. Seul, le développement continu de la révolution mondiale est capable de l'en extirper. Ce n'est ni par la théorie, ni par la propagande que nous réussirons à le vaincre. Nous n'en viendrons à bout que par l'action, qui insufflera une énergie nouvelle aux masses et les convaincra qu'au moment décisif, la moindre hésitation entraîne fatalement la mort.

Du fait que l'esprit centriste doit être vaincu par la révolution mondiale, il ne découle nullement que l'Internationale Communiste puisse lui faire place dans son sein, en attendant qu'il soit dissipé par la révolution. Il va de soi que les organes où ce virus a réussi à se glisser, doivent être tenus à l'écart, afin qu'ils ne contaminent pas le corps tout entier.

Les Hilferding peuvent à leur aise continuer à nous railler, à nous traiter de sectaires détachés des masses, par le seul fait qu'elles n'acceptent pas d'emblée nos directives. L'Internationale Communiste est l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat. Et plus elle comprend la nécessité d'un contact direct et constant avec la masse ouvrière en voie de lent développement, plus elle doit prendre soin que dans ses propres rangs—dans les rangs de l'avant-garde révolutionnaire—on ait une notion claire, nette et précise des buts à atteindre et des voies à suivre. Celui qui veut mener les masses au combat révolutionnaire, doit être, bien entendu, en étroit contact avec elles. Il ne doit pas chercher à leur imposer la marche à suivre pour leur libre développement. L'Internationale Communiste ne l'a jamais fait. Elle s'est assigné ses buts, en se basant sur l'orientation du développement de la révolution mondiale. Du fait qu'on poursuit les buts de l'Internationale Communiste, il ne s'ensuit pas qu'on doive s'imposer, doctrinairement, à la masse ouvrière. Cela veut dire qu'il faut aujourd'hui penser au lendemain de la classe ouvrière, ne pas perdre de vue le but dont l'aspect se modifie selon les sinuosités de la route; cela veut dire que dans le procès du mouvement de la masse hésitante, qui recule fréquemment devant les conséquences de la lutte et commence seulement à se développer, il faut organiser une avant-garde ayant la cohésion d'un bloc, afin de pousser sans cesse les masses en avant, à la victoire.

De ce qui vient d'être dit ne découle pas seulement la nécessité d'un contact avec la masse ouvrière encore chancelante, mais aussi le devoir de faire une guerre sans merci à toutes ses illusions, à toutes ses hésitations et, en premier lieu, à l'idéologie, aux leaders et aux organisations centristes. L'Internationale Communiste doit se considérer comme en état de guerre avec l'Internationale II<sup>1/2</sup>.

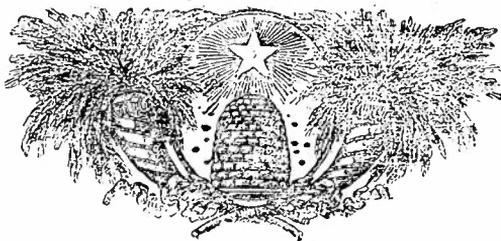
Plus notre lutte contre le mensonge et la duperie sera impitoyable et systématique, plus nos rangs se serreron et plus forte sera notre influence sur les masses ouvrières de l'Internationale II<sup>1/2</sup>.

Nous voulons agir de concert avec celles-ci, quel que soit le lieu et le moment de l'action. Quant aux leaders, nous leur ferons une guerre implacable, partout et toujours, toutes les fois qu'ils induiront les masses ouvrières en erreur ou qu'ils manqueront à leurs devoirs.

L'histoire des Indépendants de droite allemands montre comment, après la scission de Halle, lorsqu'ils eurent perdu le contre-poids composé d'éléments ouvriers révolutionnaires, ils devinrent rapidement à droite. En jetant bas leur masque, les leaders hâteront la victoire de l'Internationale Communiste. L'Internationale II<sup>1/2</sup> est le

produit du procès révolutionnaire qui se remarque dans le monde entier, mais, loin de mettre en relief l'esprit créateur de la révolution mondiale, elle jaillit d'écume de l'histoire et de la révolution mondiale. C'est pourquoi l'Internationale II<sup>1/2</sup> doit être balayée par le torrent de la révolution mondiale, aussitôt que les flots de ce dernier couleront avec plus d'impétuosité. D'ici là, nous aurons à lutter contre l'Internationale II<sup>1/2</sup>, parce que, fruit de traditions hybrides, elle retarde sciemment le réveil et l'action du prolétariat.

*Karl RADEK.*





J. STEPANOFF.

## DES CONCESSIONS EN RUSSIE SOVIETISTE

### I.

Le décret du Conseil des Commissaires du Peuple sur les concessions, en date du 23 novembre 1920, fixe dans les grandes lignes les conditions auxquelles le capital étranger pourra, en Russie Soviétiste, être autorisé à exploiter certaines catégories de richesses forestières et minérales du pays. Il n'en a pas fallu davantage pour jeter l'alarme dans le camp de la bourgeoisie. Chaque nation appréhende maintenant d'être devancée par les autres.

Le bruit, d'après lequel certains groupes de capitalistes auraient déjà obtenu des concessions, ne pouvait qu'aiguiser les appétits. La bourgeoisie française revendique la priorité pour l'exploitation de toutes les richesses naturelles de la Russie et reproche amèrement aux groupes capitalistes anglais d'oublier les droits sacrés qu'elle a acquis sur la Russie par les emprunts qui lui ont servi à retarder la chute des Romanoff et de se préparer à signer des traités de concessions. Le Japon, à son tour, proteste contre les capitalistes américains qui, cherchant à obtenir des concessions au Kamtcharka, semblent—chose impardonnable—ne vouloir tenir aucun compte des droits du Japon sur les pêcheries.

Dans la question des concessions, on s'en tient à la même politique de lenteurs et de tergiversations que dans la question de la levée du blocus économique de la Russie Soviétiste. Voilà déjà un an que la reprise des relations commerciales avec la Russie a été mise à l'ordre du jour. Il y aura un an, à la fin de mars, que notre délégation est partie pour l'Occident, tout d'abord comme délégation de la Centrale des syndicats, car les gouvernements de l'Entente ne voulant point reconnaître ouvertement l'échec de leurs tentatives d'écraser la République Socialiste, avaient exigé hypocritement cette forme de représentation, donnant ainsi à croire qu'ils allaient entretenir des rapports commerciaux avec les coopératives russes, sans passer par l'intermédiaire du pouvoir soviétiste.

Mais là encore, une déception les attendait : d'organisations réactionnaires au début, les coopératives s'étaient déjà transformées en alliés fidèles du gouvernement ouvrier et paysan. Au lieu d'avoir affaire à une force secrètement ou même ouvertement hostile au pouvoir soviétiste, on eut à traiter avec une force déjà devenue en fait un organe de ce pouvoir; au lieu de s'ad-

joindre une force qui aurait cherché à utiliser les relations économiques internationales pour saper le régime existant en Russie, il fallait entreprendre les échanges commerciaux avec une organisation soviétiste. Or, de tels échanges n'auraient pu que servir à la consolidation du régime soviétiste. Aussi la bourgeoisie s'efforça-t-elle, par tous les moyens imaginables, d'enrayer la marche des négociations pour la reprise des relations économiques. Puis ce fut l'offensive des Polonais et de Wrangel, qui vint ranimer l'espoir de la réaction; peut-être, la contre-révolution reprendrait-elle le dessus en Russie, et un gouvernement quelconque, serviteur gagé de l'Entente, parviendrait-il à s'emparer du pouvoir.

La question des relations commerciales est actuellement, après une année de pourparlers économiques, tellement embrouillée par suite des manœuvres des gouvernements de l'Entente, que seule, une pression énergique du prolétariat d'Occident pourra la dégager de l'ornière où elle s'est embourbée. Sinon, aucun espoir de voir la fin des exigences injustifiées, posées tantôt par le gouvernement français, tantôt par le gouvernement anglais, tantôt par les deux à la fois, et qui ne peuvent que contribuer à prolonger indéfiniment le blocus économique dont les intérêts de la Russie, aussi bien que ceux des Etats occidentaux, réclament impérieusement la levée.

Le but primordial des concessions est de renforcer et d'accélérer les résultats des relations commerciales. L'économie européenne a été cruellement éprouvée par la guerre impérialiste et ses conséquences. Elle traverse en ce moment une crise profonde qui ne fait que s'aggraver de jour en jour. Ce n'est pas seulement dans l'impossibilité de ressusciter la discipline capitaliste et de contraindre l'ouvrier à travailler comme par le passé pour l'enrichissement de la bourgeoisie qu'il faut en chercher les causes; c'est encore dans la pénurie croissante de combustible et de matières premières. Il convient d'y ajouter le manque de blé et de produits alimentaires qui ne pourra que contribuer à avancer l'heure de la révolution.

Depuis le mois d'avril 1919, l'Entente nous a soumis à un rigoureux blocus économique, et cela non seulement dans le but d'étrangler par la famine la Russie Soviétiste, mais aussi dans le but d'établir autour de cette dernière une sorte de «cordon sanitaire» destiné à préserver l'Occident de la contagion socialiste. Mais le blocus est une

arme à deux tranchants. On ne peut impunément, dans la mécanique du commerce international, supprimer le rouage de première importance que représente un immense pays, dont le rôle dans le ravitaillement de l'Europe occidentale en blé (50%), combustible et matières brutes a toujours été des plus considérables. Au lieu de retarder l'avènement de la révolution, la mesure prise par les gouvernements capitalistes n'a fait qu'aggraver la famine, accroître le chômage et, par suite, accélérer le révolutionnement des masses.

Mais la bourgeoisie ne peut s'avouer qu'elle a commis une bêtise et entrer ouvertement en relations commerciales avec la Russie Soviétiste. Quoiqu'elle affirme le contraire, elle sait bien que ces relations auront pour résultat de consolider le régime soviétiste. Celui-ci, dans la guerre, a remporté la victoire *politique*; dans la paix, il s'est affermi en tant qu'organisation *économique*, et la classe ouvrière d'Occident se convaincra bientôt que, seul, le communisme peut amener le triomphe sur la désorganisation économique et l'instauration d'un nouvel ordre social, en tous points supérieur à l'ancien.

Nous ne cachons pas que nous avons été très fortement atteints par le blocus. Toute notre vie économique, jusqu'à l'époque actuelle, n'a pu se développer que grâce à des échanges continus avec l'étranger. Nous ne réorganiserons que très lentement notre industrie, notre agriculture et notre transport, si nous ne recevons d'Occident l'outillage nécessaire. Il est impossible en quelques années de créer et de perfectionner certaines branches de l'industrie, dans lesquelles l'Occident a sur nous une avance de plusieurs décades. La division du travail, fruit de l'organisation capitaliste de la production, est le point de départ de notre reconstruction socialiste. Coupée du reste du monde, la société socialiste ne pourra accomplir son œuvre de réédification que très lentement et au prix des plus grands efforts.

Notre commerce avec l'Occident ne saurait néanmoins, au début, se développer qu'avec une certaine lenteur. Son importance dépendra de la quantité de produits que nous serons en mesure de fournir en échange des marchandises qui nous seront expédiées. Notre industrie des minerais et nos transports ont terriblement souffert, non seulement de la guerre impérialiste, mais de la guerre de classes que nous avons eu à soutenir contre le monde capitaliste tout entier, pendant trois longues années.

En somme, la situation est inextricable. L'Occident ne peut nous fournir les machines, l'outillage électrique, les locomotives dont nous aurions besoin pour accroître les réserves de matières brutes, de combustible et de blé que nous pourrions lui livrer. D'un autre côté, si elle ne parvient pas à recevoir de nous une certaine quantité de matières premières, l'industrie étrangère est vécue à la mort. D'autant plus que la fermentation révolutionnaire, en Orient, aura bientôt pour effet de réduire sensiblement l'exportation des matières premières et des produits alimentaires en Europe. Et ainsi, le capital américain continuera en intensifiant son œuvre d'exploitation imputoyable.

En offrant des concessions au capital étranger, notre intention est de hâter l'heure de la mise en valeur des inépuisables richesses naturelles dont dispose la Russie. Les concessionnaires pourront introduire les moyens de production qui nous manquent et amener avec eux une certaine quantité de ces ouvriers qualifiés et de ces techniciens qui nous sont nécessaires pour développer notre industrie. Tout en nous cédant une certaine part de son exploitation, le capital européen pourrait, dans un laps de temps relativement court, accroître sensiblement l'approvisionnement de l'Europe en bois de construction et d'œuvre, en pâte à papier, charbon, blé, etc.

Nous ne craignons pas par notre politique commerciale extérieure d'affaiblir le mouvement révolutionnaire, en Occident; l'impulsion est déjà donnée, et ce n'est pas le supplément de blé de matières brutes et de combustible que l'Europe recevra de nous, qui la préservera de la révolution prolétarienne.

La bourgeoisie d'Occident sait que des concessions pourraient alléger la situation de l'économie mondiale, en général, et de la classe ouvrière, en particulier. Elle sait que, l'exploitation des forêts et des mines de la Russie lui procurerait des bénéfices considérables et que, si elle renonce effectivement à ses tentatives d'écraser par la force la dictature du prolétariat, elle n'a rien à craindre pour l'intégrité de ses capitaux engagés dans les concessions; c'est parce qu'elle le sait et qu'elle apprécie à leur juste valeur les avantages de ce placement de capitaux que la bourgeoisie de chaque grand Etat, à la nouvelle qu'un groupe financier quelconque va obtenir de nous des concessions, pousse les hauts cris et se prétend lésée dans ses droits les plus sacrés.

Ce qui recommence, ce sont les mêmes compétitions et les mêmes intrigues que celles qui se sont fait jour dans la question de la reprise des relations économiques. Telle est la situation, qu'elle ne comporte aucune issue favorable pour la bourgeoisie. Ou qu'elle se tourne; cette dernière n'a en perspective que l'accentuation des contradictions de classes dans les pays où elle détient le pouvoir; ou bien la consolidation du régime socialiste en Russie; consolidation qui rendra impossible l'existence des gouvernements capitalistes en Occident.

## II.

Il serait erroné de croire que les concessions ne sont pour nous qu'un moyen d'en finir au plus vite avec la famine et le froid. Elles ne sont pas un moyen de recouvrer ce que la guerre de six ans nous a enlevé; elles sont le moyen de passer rapidement de la théorie socialiste à sa réalisation effective; dans tous les domaines. Elles nous aideront à parcourir la voie qui, du capitalisme, par la dictature du prolétariat, mène au régime communiste.

Nous savons tous que les cadres techniques hérités du capitalisme, si même ils n'avaient point été désorganisés par la guerre, auraient été un appui trop faible pour la dictature de la classe

ouvriers. Ne représentant numériquement qu'un faible pour-cent de la population, travaillant dans un milieu petit-bourgeois, non seulement ils ne trouvent point les conditions objectives nécessaires à leur œuvre de reconstruction socialiste, mais ils ont grand-peine à réprimer, chez nombre de leurs représentants, les tendances petites-bourgeoises.

Le capital, dans sa réorganisation de l'industrie ruinée par la guerre, s'en tiendra servilement à ses méthodes d'avant-guerre. Il réparera bien plus qu'il ne créera. La propriété individuelle sera un obstacle insurmontable à l'organisation technique, rationnelle de l'industrie, de l'agriculture et des transports. Le capitaliste ne changera point l'emplacement de son usine, il continuera à travailler là où est sa terre, là où se trouvent ses mines, même si elles sont déjà à moitié exploitées; il retournera aux moteurs à vapeur, parce qu'il lui reste quelques chaudières à vapeur; il reconstruira ses fabriques et ses usines sur l'ancien modèle, uniquement parce que les murs des dites fabriques et usines sont encore debout. Son but sera surtout de réduire la dépense et de mettre l'entreprise sur pied le plus vite possible, car il s'agit de ne pas être distancé par les concurrents. Or, plus les créanciers n'attendent pas. Et ainsi, en régime capitaliste, c'est le passé qui, à chaque instant, dicte sa volonté. La technique moderne ne se manifeste dans l'industrie que par à-coups et seulement dans la mesure où elle cadre avec les anciennes formes de production.

En abolissant la propriété capitaliste et féodale, le prolétariat a débarrassé la voie et affranchi l'industrie. Il peut entreprendre librement et rationnellement la solution des problèmes de la production. Le passé n'est rien de plus que le point de départ pour son œuvre de reconstruction, basée sur les richesses naturelles et le perfectionnement de la technique. Les contingences économiques actuelles sont pour lui sans importance; il n'est point enchaîné non plus par le passé, c'est-à-dire par les survivances de l'époque de la vapeur ou du mercantilisme. Il peut organiser son économie d'après un plan moderne rationnel, et non d'après les formes surannées, héritées du capitalisme et cristallisées autour de la propriété individuelle.

Si, en accordant des concessions, le pouvoir soviétique cherchait simplement à « se tirer d'affaire », c'est-à-dire à obtenir les moyens de satisfaire aux besoins du moment, d'effectuer quelques réparations partielles, il ne ferait point une œuvre révolutionnaire. Nous serions alors en présence d'un emprunt voilé, aussi improductif pour notre économie dans son ensemble que tous les emprunts des gouvernements précédents.

En réalité, les concessions sont une partie et une partie essentielle du programme de la réorganisation de notre économie sur de nouvelles bases. Là où le capitalisme se borne à des demi-mesures, à des « réformes » timides, le pouvoir prolétarien se met à l'œuvre résolument, rationnellement, révolutionnairement.

Vers la fin de l'année dernière, il a paru un volume intitulé *Plan d'électrification de la République Socialiste Fédérative Russe des Soviets*.

Il renferme les travaux des plus éminents spécialistes-électrotechniciens. La question de l'électrification y est étudiée sous toutes ses faces. Ces travaux se basent eux-mêmes sur de nombreux travaux préparatoires, en partie publiés, en partie sous presse et dans lesquels sont exposés les résultats de l'électrification pour les différentes branches de notre économie. Dans une introduction détaillée, due en grande partie au camarade G. M. Krijanovsky, nous trouvons une analyse complète de tous ces travaux, analyse remarquable de profondeur et dénotant chez l'auteur une connaissance parfaite de son art, en même temps qu'une science supérieure de l'économie. Quoique d'une précision rigoureusement scientifique, cet exposé est un modèle de clarté, captivant autant par la justesse des principes que par l'envergure de la pensée.

Le livre a une portée beaucoup plus grande qu'on ne pourrait en juger par le titre. La Russie électrifiée, c'est la nouvelle Russie, la Russie du XX-e siècle, libérée des entraves de la propriété individuelle. C'est la Russie avec une production rationnellement organisée, sociale au véritable sens du mot, et englobant non seulement l'industrie, mais encore l'agriculture. C'est la Russie avec la capacité de rendement maximum, dans l'état actuel de la science. C'est la République du travail qui ne connaîtra plus la dispersion des efforts. En un mot, c'est le pays du socialisme réalisé, l'ébauche de la société communiste.

Cet ouvrage considérable n'est point le fruit de l'imagination de rêveurs et d'utopistes. Il a été composé par des praticiens qui n'énoncent pas une seule proposition sans la contrôler, qui, dans leur marche en avant, ne perdent jamais de vue les possibilités économiques de notre pays. Leurs exposés ne sont point des suppositions: ce sont les exigences de la technique moderne qui, jusqu'à l'heure actuelle, ne pouvaient être satisfaites dans les cadres étroits du système de production capitaliste. Ce plan dont le peuple socialiste entreprend la réalisation, est aussi réel que les plans que préparent pour un industriel quelconque se disposant à ouvrir une usine, des ingénieurs et des techniciens qui ont passé par des écoles spéciales, où ils ont reçu une instruction scientifique nécessaire, complétée par un stage pratique. L'important est que, après avoir écarté tous les entrepreneurs capitalistes, et avec eux tout ce qui restreint et gêne notre développement, nous veillons sur notre économie sociale avec autant de soin que le capitaliste privé veille sur son usine ou sa fabrique.

La place me faisant défaut, je ne puis par malheur m'arrêter sur ce remarquable livre, œuvre de spécialistes éminents et dont chaque chapitre, chaque paragraphe est un acte d'accusation contre le capitalisme, contre son gaspillage insensé des forces naturelles et de l'énergie humaine, contre sa manière profondément irrationnelle d'utiliser les richesses dont il dispose. Je me bornerai à signaler que l'utilisation sociale rationnelle des ressources héritées du capitalisme pourrait nous donner un résultat infiniment supérieur à celui que nous avons obtenu jusqu'ici

(Voir: *Eléments du projet d'électrification du Rayon Septentrional*, pages 62 et suiv.).

Le VIII-e Congrès des soviets, d'après le rapport du camarade Krijanovsky, a adopté ce programme de restauration complète de la Russie, qui donnera une base large et solide à notre république ouvrière. Le plan, dans ses parties essentielles tout au moins, est conçu pour une durée de dix ans. Les auteurs ne se sont point bornés à élaborer un programme général: ils ont indiqué comment, avec une certaine méthode, nous pouvions réaliser ce programme, même dans notre situation actuelle, avec les seules ressources que la guerre impérialiste et les agressions du monde capitaliste nous ont laissées. Ils ont montré que les travaux immenses que nous avons à exécuter, travaux qui ne donneront leurs résultats complets que dans quelques années, peuvent néanmoins être répartis de telle façon, que les effets bienfaisants s'en feront sentir, même dans les campagnes, dans un temps relativement très court. Bien plus: en commençant par des travaux ne demandant qu'une dépense insignifiante de capital, par exemple par l'exploitation rationnelle des forêts de la région septentrionale, nous obtiendrons rapidement les moyens nécessaires pour l'exécution des parties plus compliquées et plus importantes de notre programme.

Pour remplir ce programme d'une si large envergure et pourtant si pratique, si réel, il ne nous faudra, en dix ans, pas plus de la moitié — peut-être même seulement le tiers — des ressources que la Russie des Romanoff et des Kérénsky a gaspillées pendant trois années de guerre impérialiste.

Mais nous voulons aller de l'avant toujours plus vite. Et si, attiré par la perspective du gain et poussé par la pénurie croissante de céréales, de matières brutes et de combustible dans les pays occidentaux, le capital européen accepte

quelques-unes des concessions que nous lui offrons, ce sera pour nous un moyen de réduire sensiblement le terme de la réalisation de notre programme. Le capital étranger obtiendra bien plus vite qu'il ne pourrait le faire au moyen des échanges commerciaux, forcément lents à s'établir et à se développer, les profits matériels et les produits dont il a besoin. Nous, de notre côté, nous accélérerons la réalisation de quelques points de notre programme et nous recevrons les moyens qui nous sont nécessaires pour le remplir en entier.

La proposition est claire. Dans cette affaire, les capitalistes poursuivraient leurs buts capitalistes, et la société socialiste continuerait son chemin vers la réalisation de son idéal socialiste.

Mais c'est justement pour cela que notre proposition a le don d'exciter la méfiance, de provoquer les craintes des capitalistes.

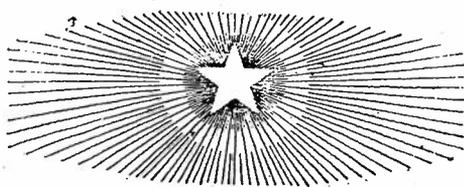
Ceux-ci comprennent parfaitement qu'en agissant ainsi, ce n'est pas seulement une proposition que nous leur faisons, c'est un appel que nous adressons au prolétariat du monde entier.

En offrant des concessions pour pouvoir réaliser notre programme de reconstruction de notre économie sur de nouvelles bases, nous disons aux prolétaires des autres pays: voyez quels moyens infimes, en comparaison de ceux que l'on dépense pour l'entretien des armées, des flottes et de tout l'appareil d'oppression du capitalisme, suffisent pour faire d'une terre qui était l'enfer de la classe ouvrière, un paradis de joie et de bonheur.

Voyez de quelles chaînes le capitalisme vous a chargés, de quelles chaînes il a chargé la technique de la production.

Ces chaînes, brisez-les!

J. STEPANOFF.





Hélène BRION.

## UNE TÂCHE DU COMMUNISME FRANÇAIS

Dans un excellent article de la *Revue de la Presse Russe*, article intitulé *Du nouveau dans la Révolution Russe*, il est dit: «Notre révolution, qui met fin à la préhistoire de l'humanité et qui ouvre la première page de sa véritable histoire, est tout à fait intéressante et instructive par ses expériences gigantesques, complètement neuves».

Elle l'est doublement pour nous, femmes, femmes françaises surtout, car elle pose en fait le principe de notre double émancipation, comme ouvrières et comme femmes. Or, le principe de notre émancipation comme femmes, loin qu'il soit appliqué en pratique, n'est même pas reconnu *en théorie* dans le pays qui avait passé jusqu'ici pour le plus révolutionnaire du monde. Et dans ce pays, plus que partout ailleurs en Europe, nous avons eu maintes fois l'amère occasion de méditer la parole profonde d'Ibsen: «Le genre humain n'est pas humain: il est masculin».

Le plus pénible, en cette circonstance, à toujours été l'attitude de nos camarades d'avant-garde (?) socialistes et syndicalistes (Renaudel, Jouhaux et C-ies) et, derrière eux, de l'immense majorité des cotisants des organisations. Avec une inintelligence digne de celle qu'ils ont si brillamment montrée par ailleurs et avec un égoïsme candide, ces Messieurs se sont toujours refusés à une propagande émancipatrice quelconque auprès des femmes.

Au point de vue législatif, on peut prendre la collection—bien mince!—des lois qui adoucissent un peu le sort de paria de la femme française: autorisation de la recherche de la paternité, autorisation pour la femme mariée de toucher elle-même son salaire, demande du droit de vote pour les femmes, etc.; cette collection ne porte pas trace de l'activité socialiste parlementaire. Évidemment, les socialistes n'ont pas voté contre ces lois—pas tous, du moins,—mais l'initiative ne leur en revient pas, et c'est une honte.

Au point de vue politique, le Parti Socialiste a eu également toujours une attitude double et fuyante. Sous la pression ardente du mouvement féministe, il s'est trouvé contraint, depuis 1908 notamment, de présenter des candidatures féminines aux élections, tant municipales que législatives. Mais il a toujours eu soin que ce soit en très petit nombre, et seulement dans des circonscriptions encore complètement «vierges» de candida-

tures socialistes, là où l'échec était absolument certain, le nombre de voix à espérer ridicule et... la tâche particulièrement ingrat! S'il avait eu vraiment à cœur la cause des femmes, il ne tenait qu'à lui de poser la question au grand jour dans une bonne circonscription socialiste, là où l'élection du candidat du parti est chose assurée d'avance. Peut-être une invalidation aurait-elle suivi cette innovation hardie, mais pour un siège risqué au parti, quelle magnifique propagande auprès des femmes et quel beau geste!... Nos grands hommes de pacotille ne l'ont pas compris.

Du côté syndical, les femmes n'ont pas été mieux traitées. L'immense majorité des syndicats d'Amsterdam les a toujours acceptées comme l'arbre accepte les clous. C'est encore une question pour ces Messieurs de savoir si la femme a droit au travail. Ils lui déniaient, en tous cas, le droit au travail bien rétribué, le droit à l'instruction technique sérieuse, ne la tolérant que dans les besognes de manœuvres et mal rétribuées. Elle en sort de plus en plus, depuis la guerre. Elle en vient à demander pour un travail égal un salaire égal, et c'est tout à fait pénible, à supporter, ainsi que le constataient entre eux trois obscurs fonctionnaires syndicaux, certain jour de mai 1920, à Paris.

«Qu'elle travaille autant que nous, c'est possible», disait l'un—«mais elle ne doit pas toucher autant: elle n'est quand même qu'une femme!» L'autre d'ajouter, sans être contredit par le 3<sup>e</sup>: «Ca ne serait plus la peine d'être homme!».

Ces propos sont purement effarants. Cette mentalité d'esclaves, qui veulent à tout prix conserver des esclaves à leur tour, est lamentable et témoigne d'un abaissement moral inquiétant. Il est compréhensible, dans ces conditions, que les femmes—et surtout les féministes—se soient toujours tenues à l'écart du socialisme, du syndicalisme et de tout ce qui était—ou se disait—mouvement d'émancipation.

Elles n'auront pas la même répugnance envers le communisme, dès qu'elles le connaîtront et sauront ce qu'il veut pour elles. Mais c'est au communisme à aller vers elles, comme il va vers le marin, vers le soldat, vers le paysan, c'est-à-dire avec une propagande spéciale, adaptée à son esclavage particulier. Or, cela, les camarades communistes français ne le comprennent pas.

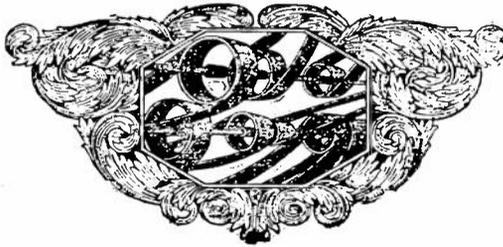
Et c'est à vous, communistes russes, hommes et femmes, qu'il appartient de le leur expliquer. Vous avez reconnu que c'était nécessaire chez vous, et il y a, à Moscou, un centre d'action tout spécial pour le travail parmi les femmes. Si cela est nécessaire chez vous, jugez à quel point cela est indispensable chez nous, où depuis 130 ans une démocratie masculiniste et bourgeoise a déformé le sens des réalités sociales!

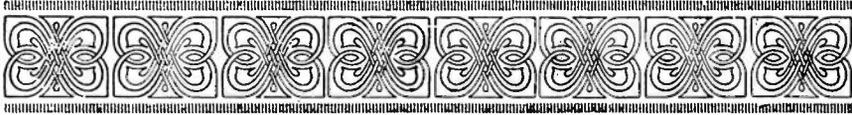
Croyez bien que ce travail spécial de propagande auprès des femmes ne sera pas un travail vain. Vous savez mieux que quiconque, de quel appoint sont l'enthousiasme et la volonté féminines, en période de révolution; vous avez vu les femmes russes à l'œuvre. Si vous n'y voyez

pas les Françaises, c'est parce qu'on n'a pas encore pensé à leur parler, à les instruire, à les gagner à la cause de l'émancipation commune.

Tenues à l'écart de tout mouvement, en dehors de l'humanité, elles attendent. Allez à elles, vous qui osez tout et qui pouvez tout! Aux premiers mots, elles seront à vos côtés, avec toute l'ardeur combattive qui les distingue. Alors seulement sera sûre pour la France la victoire du prolétariat sur ses oppresseurs, la victoire du travail qui, selon l'expression de l'article, «ouvre les premières pages de la véritable histoire de l'humanité».

*Hélène BRION.*





TOM QUELCH

## LES ENNEMIS DE LA RÉVOLUTION SOCIALE EN ANGLETERRE

### I.

Capitalistes et ouvriers sont face à face, en Angleterre, comme deux armées ennemies. Les deux classes sont absolument distinctes: on ne saurait, en aucun cas, confondre le capitaliste et l'ouvrier. Les deux classes sont parfaitement organisées: les capitalistes dans leurs Chambres de Commerce et dans leurs Syndicats patronaux, les ouvriers dans leurs puissantes Trade-Unions: la Fédération des Mineurs de Grande-Bretagne, le Syndicat National des Cheminots, la Confédération des Travailleurs du Fer et de l'Acier, l'Association des Mécaniciens, la Fédération des Transports.

Bien que nombre d'ouvriers demeurent encore en dehors de syndicats professionnels, ce sont les ouvriers organisés qui jouent un rôle décisif dans toutes les questions, car ils sont les maîtres incontestés de toutes les branches les plus importantes de l'industrie. En d'autres termes, l'industrie anglaise pourrait se passer des ouvriers non-syndiqués; mais elle ne serait rien sans les ouvriers organisés.

Outre ces deux classes principales, nous voyons en Angleterre une masse non différenciée, appartenant aux professions les plus variées: littérateurs, commis-voyageurs, petits-bourgeois, formant ensemble le poids complémentaire du régime capitaliste. Cette masse est réactionnaire, facile à corrompre; elle ne s'est élevée au-dessus du prolétariat qu'à force de mensonges et de vilénies. Elle fournit le matériel humain aux organisations blanches, aux associations bourgeoises, etc.

### II.

La classe capitaliste dirigeante anglaise est la plus perspicace, la plus rusée, la plus retorse et la plus orgueilleuse qu'il y ait.

Elle l'est devenue grâce à une expérience séculaire du vol, du brigandage et de la violence opérés dans toutes les parties du monde. Elle a eu affaire avec tous les peuples et avec tous les pays du monde. Elle a appris à «gouverner»

pour avoir possédé des colonies dans tous les coins du globe. Mais il est vrai aussi que les violences et les meurtres qui se sont multipliés durant les cinq dernières années, en Irlande, semblent confirmer la justesse de cette règle, que «les hommes d'Etat sont incapables de rien apprendre».

Cette classe sait créer une atmosphère de liberté et, en même temps, gouverner d'une main de fer. Elle sait se servir de la démocratie. Elle sait accorder une «liberté de parole» et une «liberté de presse» apparentes et inoffensives. Elle sait étouffer le germe des insurrections et réprimer les mouvements, à leurs débuts. Elle sait se concilier les sympathies des leaders du prolétariat des Indes, de l'Égypte, de l'Afrique du Sud et de la métropole. Elle sait acheter les leaders ouvriers par les honneurs, par la flatterie, par les privilèges et l'argent. Elle possède une connaissance étendue et profonde des forces économiques et politiques. Elle a une police secrète bien organisée. Les agents de commerce et les agents secrets britanniques sont peut-être les plus habiles et les plus expérimentés du monde entier et leur nombre est considérable: il y en a partout.

Cette classe dirigeante possède naturellement à la perfection l'art de se défendre, aussi bien contre les insurrections à l'intérieur que contre les attaques de l'extérieur. La politique de la Grande-Bretagne a toujours été la plus machiavélique, la plus perfide et la plus rusée. Ce n'est pas pour rien que l'Angleterre capitaliste est devenue célèbre par le monde entier sous le sobriquet de «perfidie Albion». Combien de fois la Grande-Bretagne n'a-t-elle pas poussé artificieusement les puissances continentales à se ruier les unes contre les autres, à seule fin de les affaiblir, tandis qu'elle garderait, elle, sa position dominante. Combien de fois les insurrections de la classe ouvrière anglaise n'ont-elles pas été étouffées par trahison et noyées dans le sang? La classe possédante de Grande-Bretagne dispose premièrement de toutes les forces de l'Etat: le Parlement, une bureaucratie bien organisée, un appareil judiciaire solide, une police puissante, l'armée et la flotte. L'armée ne se forme plus

par la conscription, mais les volontaires sont encasernés et maintenus à l'écart des populations. Plus isolée encore des masses est la flotte britannique, l'orgueil de la classe dirigeante. Les matelots—courageux enfants de la classe ouvrière—n'ont que de rares permissions qu'ils passent ordinairement dans les ports (Portsmouth, Douvres, Liverpool, Glasgow) en distractions malsaines, résultat naturel des longues captivités à bord. En second lieu, les capitalistes britanniques ont à leur disposition une presse puissante qui atteint un degré de développement tout à fait remarquable. Les journaux capitalistes anglais ne ressemblent pas à ceux des autres pays. Ils sont uniques de leur espèce et leur influence sur les masses est illimitée. Deux fois par jour, le matin et le soir, ces journaux se répandent à profusion parmi les ouvriers; leur lecture donne aux opinions du travailleur la teinte voulue, détermine dans une forte mesure ses vues politiques, dirige le cours de sa pensée, façonne son intelligence dans le sens d'une soumission servile au régime en vigueur. Robert Williams a pu dire, dernièrement, dans un meeting londonien: «Donnez-moi le pouvoir sur Fleet Street (quartier londonien de la presse, correspondant au «Croissant» parisien), et nous aurons une révolution dans deux semaines». Williams avait raison. L'influence des journaux, tels que le *Dayly Mail*, *Dayly News*, *Dayly Tetch*, *Dayly Chronicle* et tous leurs confrères capitalistes, est si grande que si leur contrôle passait, ne fut-ce que pour deux semaines, aux communistes, une révolution éclaterait sans nul doute, en Angleterre. Les capitalistes savent employer leur force dans ce sens, et c'est pourquoi il n'y a, en Angleterre, qu'un quotidien, le *Dayly Herald*, qui se considère comme l'organe du mouvement ouvrier et c'est encore pourquoi les hebdomadaires ouvriers sont d'un format si restreint.

En troisième lieu, la classe capitaliste britannique est défendue par de nombreuses organisations religieuses et semi-religieuses, à commencer par l'Eglise et pour finir par la *Fraternité Wesleyenne* (*Wesleyan Brotherhood*). La religion intéresse peu par elle-même les masses ouvrières, mais nombreuses organisations groupent des milliers d'ouvriers, par l'intermédiaire desquels l'influence déterminée, créée spécialement de leurs cercles, des gymnases, etc.; tels sont les membres de la classe capitaliste anglaise finir dans la soumission les

### III.

En Angleterre, à également ses sociaux-traités, ses mauvais berceuses ouvrière. Ces derniers ne sont pas instruits que leurs collègues du continent, par exemple, une différence comme Arthur Henderson et Emile Vandervelde, premier est un pauvre sire, puritain et fort modestes, le second est un orateur brillant, un penseur original.

Et pourtant, si l'on excepte Ramsay Macdonald et Philippe Snowden, mencheviks sincères, Arthur Henderson est le leader des leaders. Henderson est un caractère: tous les leaders ouvriers britanniques ont, en effet, un caractère particulier. Dans la majorité des cas, ces personnages n'ont aucune idée de la théorie socialiste, ne savent presque rien de l'histoire du mouvement ouvrier et pèchent par tous les préjugés insulaires et par la lourdeur de pensée, propre à nombre de leurs compatriotes. La carrière des leaders ouvriers anglais commence généralement dans les sections locales des Trade-Unions d'où ils passent dans les Conseils d'arrondissements des T.-U., pour entrer enfin dans les Comités Exécutifs. Cette expérience leur permet de développer leurs facultés oratoires, d'acquiescer de l'à-propos, un esprit généralement très superficiel, et une bonne dose d'astuce.

Nous avons déjà fait remarquer ailleurs que c'est précisément sur ces leaders ouvriers que repose la première ligne de défense du capitalisme britannique. Ce qu'il y a de plus comique dans leur cas, c'est qu'ils ne sont nullement des chefs, c'est-à-dire qu'ils ne sont suivis par personne. Ils s'octroient eux-mêmes le titre de «leader». C'est ce que font ouvertement ou non les très estimables John Thomas et Arthur Henderson. Mais en réalité, ils n'ont personne derrière eux. Ils ne font que retenir, dresser des obstacles, tergiverser, et la classe capitaliste se sert d'eux pour arrêter tout mouvement des ouvriers en avant.

Aussitôt que se répand le bruit d'un mécontentement dans une fabrique, dans une usine ou dans une mine, aussitôt que se dresse le spectre d'une grève, ces «leaders» sont envoyés dans la zone dangereuse, où ils emploient tous les moyens de persuasion, toute leur diplomatie, toute leur astuce pour assurer le travail régulier du mécanisme producteur.

Le gouvernement a dépensé des sommes énormes pour les «leaders ouvriers» pendant la guerre, et continue... Aux congrès des Trade-Unions, pendant que les ruines du nord de la France et de la Flandre se teintaient du sang des ouvriers anglais et que, par milliers, ces ouvriers étaient tous les jours envoyés à la mort, tout spectateur tant soi peu au courant du mouvement ouvrier aurait pu distinguer du premier coup d'œil ces leaders et deviner quels postes «payants», et dans quelles commissions ou comités gouvernementaux, ils occupaient. Les Comités d'Etat poussaient alors comme des champignons après la pluie, et il aurait été facile de déterminer, avec un peu de bonne volonté, le chiffre approximatif des sommes que recevaient les fonctionnaires syndicaux en rétribution de l'aide qu'ils accordaient à la politique militaire de la classe capitaliste. Ces leaders trafiquent de leur prétendue influence sur les masses. Ils ressemblent, à ce point de vue, aux démagogues de l'ancienne Rome qui ont plus d'une fois livré les plébéiens aux patriciens. La presse capitaliste favorise de toutes les façons ces «leaders» ouvriers, prodigue des louanges à leur intelligence, à leur esprit pratique,

à leur sain patriotisme. Les capitalistes les invitent à leurs banquets. Et lorsqu'ils sont dûment acquis au Capital, on les gratifie volontiers du titre de «très estimables» (Right Honourable) membres du Conseil Royal Secret. Les leaders du Parti Ouvrier Britannique (Labour Party): le «très estimable» John D. Kleyne, le «très estimable» John Thomas, le «très estimable» V. V. Hoerman, secrétaire du Congrès des Trade-Unions, sont tous, de la sorte, des «honorables» patentés.

A la vérité, le mouvement ouvrier de Grande-Bretagne est tombé dans les filets tendus par ces personnages infiniment estimés de la classe «capitaliste» et, par elle, bien rétribués. Issus, le plus souvent, de la bureaucratie trade-unioniste, objet d'une publicité soignée, naturellement doués d'une vivacité d'esprit bien inférieure à celle de leurs patrons, ces hommes jouent volontiers le rôle de Judas...

*TOM QUELCH.*





BELA SZANTO.

## LA FUSION DES PARTIS EN HONGRIE ET EN ALLEMAGNE

La fusion des Partis Communiste et Social-Démocrate s'était accomplie en Hongrie, dans des circonstances tout autres qu'en Allemagne. En Hongrie, elle s'était produite pendant la préparation de la révolution, à une époque où la Russie des Soviets était encore débile, où un bloc révolutionnaire relativement puissant y menaçait à l'intérieur la dictature soviétiste des ouvriers, des paysans et des soldats, tandis que l'Entente espérait renverser les soviets par le blocus économique et par la famine. D'autre part cependant, c'est à ce moment que le capitalisme mondial se révéla ébranlé devant les flots montants d'une révolution qui semblait devoir être rapide.

Au moment de la fusion du Parti Communiste Allemand et du Parti Social-Démocrate Indépendant, la Russie des Soviets était déjà dans sa troisième année d'existence. Elle avait successivement vaincu toutes les armées contre-révolutionnaires, organisées sur son territoire avec le concours de l'Entente. Elle s'était intérieurement affermie. Les grands traits de sa politique, intérieure et extérieure, étaient devenus nettement intelligibles aux yeux du prolétariat international. Elle avait non seulement survécu au blocus économique, mais encore réussi à commencer sa transformation économique; et elle était devenue un des facteurs les plus importants de la politique mondiale. La politique de tous les pays du monde est aujourd'hui caractérisée par leur attitude à l'égard de la Russie des Soviets.

Outre ces circonstances dont l'importance est capitale, mais qui sont extérieures à l'Allemagne, il en est d'autres, grâce auxquelles la fusion des partis allemands ne ressemble en rien à celle des partis hongrois, naguère. Après le flux révolutionnaire qui survenait à l'époque en Hongrie, il y eut un reflux. Les éléments hésitants du prolétariat et du *lumpen-prolétariat* qui avaient, au lendemain de la débâcle de l'Allemagne, adhéré au parti prolétarien, s'en séparèrent pour se mettre à la solde de la réaction. La bourgeoisie a pris conscience, et nous voyons aujourd'hui la réaction armée jusqu'aux dents faire face au prolétariat.

A l'époque de la fusion des partis en Hongrie, les grandes masses prolétariennes du monde pensaient que la révolution n'embrasserait que les pays vaincus et ne toucherait pas les pays vainqueurs qui pourraient ainsi réorganiser le système capitaliste. Profonde erreur.

A cette époque, on ne remarquait, dans les pays de l'Entente, que de rares indices de la proximité du mouvement révolutionnaire. La fusion des partis hongrois eut lieu à l'époque de la fondation de l'Internationale Communiste. Celle-ci était encore faible. Certains pays n'y étaient représentés que par des partis naissants, encore à peu près insignifiants. Une portion considérable du prolétariat international accordait encore confiance à l'Internationale Jaune de Berne. Depuis, la Deuxième Internationale est morte et les prolétaires du monde ont adhéré en masse à la III-e; il n'est pas jusqu'aux partis social-pacifistes qui n'aient quitté l'épave flottante de la II-e Internationale que les vents de la révolution pousseront vers on ne sait quels écueils. Depuis la fusion des partis hongrois, la transformation, dans le sens révolutionnaire, du prolétariat des pays de l'Entente s'est accélérée. L'Internationale Communiste est devenue le cœur du prolétariat mondial, et si ce dernier n'est pas encore une puissance mondiale décisive, il a pourtant la signification d'un facteur important de toute politique.

Depuis la fusion des partis hongrois, la révolution mondiale a accompli un très long chemin. Ce chemin a donné au prolétariat de tous les pays une orientation toute nouvelle. Pendant la lutte de la révolution et de la réaction, le prolétariat allemand a acquis une physionomie tout autre que celle du prolétariat hongrois, lors de sa fusion.

Pendant la guerre, le prolétariat hongrois avait conservé son unité. Quoiqu'il confit des éléments révolutionnaires, il n'avait pas eu la force de briser les cadres du parti, solidement édifiés par une bureaucratie socialiste et syndicale profondément gangrenée. Au contraire, les cadres du Parti Social-Démocrate Allemand ont fléchi, dès le début de la guerre, et cédé pendant les hostilités. Le Parti Communiste Hongrois s'est formé après la dé faite des empires centraux, par l'exclusion du parti de son noyau originel. Le Parti Communiste Allemand s'est formé par la sortie de la social-démocratie d'un centre, dont l'état d'esprit d'opposition était déjà relativement ferme. Tandis qu'en Hongrie, aussitôt que se produisit la révolution, la gauche social-démocrate perdit toute possibilité de former un parti centriste, le prolétariat allemand avait la facilité de connaître le caractère contre-révolutionnaire de la social-démocratie et d'adhérer, sinon au Parti Communiste, du moins à un parti centriste. Tandis

qué le prolétariat hongrois n'avait pas de conflit armé avec la réaction, les deux années qui se sont écoulées depuis la défaite des empires centraux ont été, pour le prolétariat allemand, deux années de lutte sanglante contre la réaction, luites pendant lesquelles les membres du parti centriste ont combattu aux côtés des communistes, mêlé leur sang à celui des communistes, donné leur vie avec les communistes.

De toutes les différences entre les situations en Hongrie et en Allemagne, celle-ci est la plus grande et elle confère à la fusion sa plus grande signification. En Hongrie, le parti révolutionnaire fusionna avec la social-démocratie au pouvoir, afin de réaliser la dictature du prolétariat. En Allemagne, deux partis ont fusionné pour accomplir la révolution, pour conquérir le pouvoir, pour instituer la dictature prolétarienne, deux partis qui ont tous deux un passé révolutionnaire. Pour les social-démocrates hongrois, la fusion avec les communistes ne constituait qu'un aveu de la banqueroute de leur politique précédente et n'indiquait qu'une nouvelle orientation dans le domaine de la politique étrangère. La fusion du Parti Social-Démocrate Indépendant d'Allemagne avec le Parti Communiste ne fait, elle, que sanctionner, au point de vue de l'organisation, une situation préexistante, dont la résolution et la préparation révolutionnaires sont les traits distinctifs.

C'est pourquoi la fusion des partis allemands n'a pas été aussi difficile que celle des partis hongrois. Il fallut, en Hongrie, pour fondre les organisations des deux partis, surmonter les plus grandes difficultés et résoudre quantité de conflits.

En Allemagne, par contre, la fusion, précédée par des luttes révolutionnaires épiques et prolongées, n'a rencontré aucun de ces obstacles, atténuant ainsi qu'elle n'était point prématurée. Dans un grand nombre de localités, les organisations avaient fusionné dès avant le congrès, et le congrès d'unification fut surtout une formalité destinée à écarter tout vestige de l'existence de deux partis distincts.

La dictature des soviets, en Hongrie, a fait ressortir avec force le rôle qui incombe dans la révolution à un Parti Communiste puissant et bien organisé. Par la fusion de ces deux partis, le prolétariat allemand fait un grand pas vers la conquête du pouvoir. Par cette fusion, il reconnaît qu'il ne suffit pas d'une préparation révolutionnaire générale pour vaincre; il reconnaît avoir besoin d'une arme suprême d'une puissance inspiratrice et directrice, d'un parti en un mot. Le congrès de fusion ne fait qu'exprimer la volonté du prolétariat allemand qui veut prendre en main cette arme. Dans les grandes luttes imminentes pour le prolétariat allemand, son Parti Communiste Unifié se trempera; les faibles divergences de vue qui s'y manifestent encore s'aplaniront, ce qui rendra impossible la réapparition en son sein des traîtres qui ont fait tant de mal au Parti Communiste Hongrois, pendant sa courte dictature soviétique. De la leçon de faits qui découle de la fusion des partis et de la dictature des soviets en Hongrie, le prolétariat allemand saura bientôt faire son profit. Et le prolétariat révolutionnaire du monde ne tardera pas à l'imiter.

*Béla SZANTO.*





## DEUX RÉVOLUTIONS EN IRLANDE

Il ne s'est pas encore écoulé neuf mois depuis le moment où la classe ouvrière d'Irlande, dans un immense élan d'indignation, se souleva tout entière contre la cruauté inouïe du gouvernement anglais qui, de sang-froid, laissait mourir en prison 10 sinn-feiners ayant déclaré la grève de la faim.

Cette explosion d'indignation provoqua dans le pays la première grève générale à laquelle participèrent, outre les ouvriers, les classes moyennes et les intellectuels. Il en résulta un arrêt complet dans toutes les branches de l'activité humaine; la désorganisation de l'appareil d'administration, sur lequel repose l'ordre social contemporain entier, ne fut pas moindre que celle que provoqua, en Russie, la grande grève de 1905. Mais la grève irlandaise présente une particularité absolument nouvelle. Partout, aussi bien dans les petites villes que dans les grands centres industriels, — à Galway et à Limerick, à Waterford et à Cork — les ouvriers et les travailleurs organisés, dirigés par les représentants de leurs syndicats, dispersèrent les organes de l'administration locale (conseils municipaux et provinciaux). Pourtant, la plupart de ces organes, dans lesquels les sinn-feiners (républicains) avaient obtenu, durant le semestre précédent, la majorité et une influence prépondérante, avaient complètement rompu avec le ministère de l'Intérieur anglais dont ils n'exécutaient plus les ordres, et avaient déclaré leur intention de ne plus compter dorénavant qu'avec les instructions du comité secret de l'Intérieur, le «Dail Eireann», nommé par le Parlement révolutionnaire illégal irlandais. Et ainsi, ils étaient devenus eux-mêmes des organes révolutionnaires illégaux. Tout en combattant pour sauver la vie des représentants d'une idéologie révolutionnaire nationaliste purement bourgeoise, les ouvriers irlandais jugèrent nécessaire néanmoins de dissoudre les institutions révolutionnaires nationalistes qui avaient, jusqu'alors, le plus fidèlement exprimé cette idéologie et avaient été les véritables organes de lutte du peuple irlandais. Partout, les ouvriers arrachèrent le drapeau révolutionnaire tricolore (orange, blanc, vert), emblème de la république irlandaise. Pourtant, tout bon irlandais avait jusqu'alors considéré comme son devoir le plus sacré de défendre ce drapeau, s'exposant ainsi aux poursuites, à l'emprisonnement et aux répressions de toute sorte du gouvernement de la Grande-Bretagne.

Dans une série de localités, les conseils municipaux provinciaux républicains furent remplacés sans effusion de sang par des soviets de députés ouvriers (Councils of Workers or Labourers Deputies) qui fonctionnèrent de trois jours à une semaine; au lieu du drapeau tricolore républicain, ce fut le drapeau rouge des ouvriers qui flotta sur les édifices publics.

Ce mouvement fut de courte durée; il s'éteignit aussi rapidement qu'il avait surgi, dès que le gouvernement anglais, contraint de mettre les pouces, eut délivré les malheureux prisonniers mourant de faim. On ne saurait néanmoins nier la force, l'importance des nouvelles tendances manifestées par ce mouvement, mais, sur le moment pas plus que dans la suite, presque personne ne sembla y prêter attention. Bien peu nombreux furent ceux qui surent tirer une leçon des événements dont ils avaient été les témoins. Et cependant, cette expérience peut et doit être mise à profit. Nous avons, en effet, là un des symptômes les plus marquants, les plus caractéristiques parmi ceux dont l'ensemble permet aux marxistes, aux communistes de se faire une idée juste de la situation actuelle en Irlande.

Les faits sus-mentionnés, ainsi que quelques autres d'une moindre importance, nous prouvent qu'en Irlande, comme en Russie, il y a quinze ans, avant la révolution de février, deux révolutions sont en germe. L'une, bourgeoise et idéaliste dans son essence, l'autre, prolétarienne et matérialiste. La première — bien que non encore terminée — représente la dernière phase du développement de la grande insurrection nationale. La deuxième a un caractère de classe très net, se développe beaucoup plus rapidement que la première qu'elle rattrapera probablement dans quelques 20 ans. La première ne présente plus aucun danger pour l'existence du gouvernement bourgeois anglais. La seconde, au contraire, menant droit à l'émancipation définitive des ouvriers et paysans irlandais, portera en même temps un coup direct à l'Angleterre capitaliste.

La coexistence de ces deux mouvements révolutionnaires, le développement plus rapide de la conscience de classe prolétarienne au détriment de la conscience nationale montrent que la dictature du prolétariat approche pour l'Irlande, dont la situation devient ainsi plus claire et acquiert un intérêt particulier pour les camarades russes.

L'Irlande est, sous bien des rapports, une Russie en miniature. Vaste plaine, morcelée en petits

lopins de terre cultivés par des paysans à demi-nus et affamés, elle présente le type caractéristique du pays agricole arriéré ou retardé artificiellement dans son développement. De ci de là, quelques centres industriels où, de la campagne, affluent les paysans pauvres qui, privés de la protection des puissantes trade-unions, tombent sous la palte d'exploiteurs impitoyables. La haute classe, détentrice du pouvoir politique dans le pays, s'opposa longtemps au développement de l'industrie indigène, de crainte qu'elle ne concurrencât l'industrie anglaise. Pour cette même raison, elle refuse actuellement d'abandonner la moindre parcelle de son autorité au Parlement national, composé des représentants de la bourgeoisie et des intellectuels. Parloût, même dans la colonie anglo-écossaise de l'Ulster qui jouit pourtant d'une situation particulièrement privilégiée à tous les égards, le peuple, ignorant, inculte, superstitieux, subit l'influence néfaste du catholicisme ou du protestantisme fanatique et borné. Gémissant sous le même joug que le peuple, la classe intellectuelle est encore étroitement liée à ce dernier. Si elle a les qualités typiques de la race, elle en a aussi les défauts comme l'ivrognerie, le laisser-aller, l'inconscience politique, la variabilité et, enfin, une tendance prononcée au mysticisme religieux. L'importante classe des fermiers, artificiellement créée au cours des 30 dernières années par des actes parlementaires qui eurent pour résultat de morceler la grande propriété, était destinée à servir de soutien au pouvoir anglais: elle a brillamment rempli son rôle jusqu'à ce jour. Comme peuvent s'en rendre compte nos camarades russes, la situation de l'Irlande actuelle offre plus d'une analogie avec celle de l'ancienne Russie. Et ainsi, l'on voit pourquoi toutes les tentatives faites par la bourgeoisie et l'élite intellectuelle pour créer un mouvement d'émancipation véritablement national—depuis l'insurrection de Wolfe Tone, en 1798, jusqu'à celle de Dublin (Pâques 1916)—ont toujours été cruellement réprimées, ou bien ont échoué; pourquoi, seul, un mouvement de masses nouveau, caractéristique de l'époque capitaliste et manifestant l'éveil de la conscience socialiste au sein du prolétariat, a pu provoquer chez le peuple irlandais tout entier un élan aussi extraordinaire pour la conquête de la liberté que celui dont nous avons été les témoins.

Il y a vingt ans, alors que les leaders du mouvement ouvrier international n'entrevoyaient encore la préparation pratique à la socialisation que dans un avenir très lointain, alors que l'on ne proclamait pas encore—ou, si on le faisait, c'était sans en comprendre le sens véritable—le mot d'ordre: «Dictature du Proletariat», un ouvrier marxiste irlandais, James Connolly, arrivé au prix de pénibles efforts et de grandes privations à la conscience de classe, fonda un petit journal révolutionnaire *La République Ouvrière (The Workers Republic)*. Dans ce journal, il soutenait cette idée que l'Irlande, ne pouvant s'émanciper du capital anglais que par une lutte adaptée aux conditions du moment, devait ou devenir une véritable république ouvrière et paysanne, ou cesser d'exister. Dix ans plus tard, après son séjour aux

Etats-Unis, Connolly, qui avait profité des leçons du vieux De Leon, comprit qu'il en serait de même pour tous les pays, que le processus du développement historique serait partout identique. Ce principe, il le souligna dans la presse ouvrière et en fit la base de toute son activité. Ce qu'il voulait, c'était attirer tous les éléments socialistes, tous les éléments conscients des milieux ouvriers et intellectuels à l'organisation de vastes syndicats populaires. Il jugeait en effet que, lorsque les masses ouvrières comprendraient l'utilité de la lutte combinée des syndicats et de la social-démocratie contre le capitalisme, il ne serait pas difficile de les entraîner plus avant dans la voie révolutionnaire.

Le mouvement de Connolly eut un succès inattendu, surtout lorsque prenant, malgré l'échec de la grève des ouvriers du transport à Dublin, en 1913, une direction nouvelle, il parvint à englober tout d'abord les ouvriers des villes, puis la population pauvre des campagnes. A l'exemple de la majorité des adeptes de De Leon, Connolly en conclut—et c'était là une erreur—que le nouveau régime devait être basé exclusivement sur les unions syndicales locales (Councils of Trade-Unions). Pourtant, le point de vue n'était pas sans renfermer une certaine part de vérité, d'autant plus qu'en Irlande, les syndicats n'avaient pas encore eu le temps de se transformer en organisations bureaucratiques, comme en Angleterre.

Longtemps déjà avant la guerre, Connolly opposait la «république ouvrière» à la «république démocratique» qui représentait, pour les révolutionnaires les plus «gauches» de l'élite intellectuelle, l'idéal suprême; plus tard, pendant la guerre impérialiste, il démontra que cette république ouvrière était parfaitement réalisable, qu'elle n'était pas une simple expression, un mythe à la Sorel. Ainsi Connolly, le premier, pressentit la grande vérité qui fut définitivement exposée par V. I. Lénine, en avril 1917, dans ses thèses sur le rôle des soviets.

La veille de la guerre, alors que les anglophiles (unionistes), dans l'Ulster, et leurs adversaires (nationalistes), dans le reste de l'Irlande, organisaient des armées de volontaires, Connolly fonda à Dublin l'«Armée Citoyenne», dans laquelle ne pouvaient entrer que les ouvriers organisés et dont les officiers étaient élus par les soldats eux-mêmes. Dans le cas d'un conflit entre les armées bourgeoises—conflit dont la menace se faisait sentir, en juin 1914—la milice ouvrière devait aider les nationalistes à combattre les partisans de la bourgeoisie anglaise. Mais en même temps, elle se réservait une entière liberté d'action pour des interventions ultérieures, en faveur de la classe ouvrière.

La guerre impérialiste et l'accord conclu entre la bourgeoisie irlandaise et la bourgeoisie anglaise empêchèrent le mouvement ouvrier de se développer comme il avait été prévu. L'échec de l'insurrection de 1916, qui s'appuyait principalement sur ce mouvement (sur environ 1.400 soldats armés de la république irlandaise 1.100 appartenaient à l'«Armée Citoyenne»), affirma à Connolly et à ses adeptes les répressions sanglantes du gouvernement anglais.

Néanmoins, durant la guerre, le *Liberty Hall*, organe central du mouvement syndical, continua avec succès son action, aussi bien après qu'avant l'insurrection. L'organisation professionnelle des ouvriers agricoles (dont 10 sur 1.000 étaient syndiqués) permit au prolétariat des campagnes de faire ses premières armes dans la lutte politique qui reprit à nouveau, en 1918, ainsi que de développer et de coordonner son activité, lorsque cette lutte, l'année suivante, se transforma en une véritable révolution.

L'insurrection de 1916 était une tentative désespérée, vouée d'avance à l'échec, de sauver les masses irlandaises du carnage impérialiste par le dérivatif de la guerre pour l'indépendance nationale. Cette tentative, à l'exemple des précédentes, échoua complètement. Contrairement à l'attente de certains optimistes, les masses, indifférentes ou hostiles à la révolution, pas plus que l'Allemagne impérialiste, trop éloignée et d'ailleurs tout entière à ses affaires personnelles, ne vinrent au secours des révolutionnaires. Toutefois, la logique de l'histoire voulut que cette défaite fût la source, le point de départ d'un nouveau mouvement qui se continue encore aujourd'hui et qui se développe sur une échelle beaucoup plus large que ne pouvaient le prévoir les insurgés de Dublin eux-mêmes.

Le gouvernement britannique prit contre les chefs de l'insurrection les mesures de répression les plus sanglantes. Des poursuites judiciaires furent intentées par les autorités centrales et locales aux leaders les plus en vue du mouvement ouvrier, convaincus d'avoir participé au soulèvement. Enfin, en 1918, le gouvernement anglais eut l'audace d'essayer d'imposer le service militaire au peuple irlandais, bien que celui-ci eût renoncé, en 1914, à l'application du «Home Rule» pendant la guerre, à la condition expresse d'être exempté de toute obligation militaire. Ces actes de cruauté et de perfidie et beaucoup d'autres encore créèrent dans les masses l'état d'esprit que n'avaient pu provoquer par leurs appels les insurgés de 1916.

Commencé, en automne 1918, par une démonstration nationale de protestation, trouvant son expression dans les succès éclatants du parti républicain (parti des *sinn-feiners* qui, jusqu'en 1916, ne représentaient qu'un groupe insignifiant d'intellectuels) aux élections générales du mois de décembre 1918, le mouvement émancipateur marcha dès lors, de victoire en victoire, et atteignit enfin les proportions colossales dont témoignent les communiqués officiels du «front irlandais», publiés quotidiennement par la presse durant ces neuf derniers mois.

L'existence d'un pouvoir central autonome dont l'influence s'étend sur tout le pays et qui, comme nous l'avons dit plus haut, perçoit les impôts et conclut des emprunts; l'existence d'une armée républicaine secrète, abondamment munie de fusils et de mitrailleuses, ayant un état-major et un appareil de direction parfaitement organisé, armée se montant à au moins 200.000 hommes répartis dans presque tout le pays, c'est-à-dire dans les régions non protestantes (provinces de Munster, de Leinster, de Connaught

et de Rollford-Ulster); l'existence d'un réseau de tribunaux républicains illégaux auxquels a recouru la population tout entière, y compris les éléments anglophiles et même les sociétés d'assurance britanniques; les interruptions journalières provoquées dans le fonctionnement des chemins de fer par le refus des cheminots de transporter des soldats armés ou des policiers; les actions révolutionnaires organisées, telles que la destruction, en une nuit, de 50 postes de police ou de 100 bureaux de perception d'impôts; la démission, dans l'espace de quatre mois, du quart (5.000) des fonctionnaires britanniques; les grèves de la faim des prisonniers politiques, grèves revêtant un caractère d'héroïsme sans précédent; d'autre part, les crimes et les actes de brigandage de l'armée d'occupation (de 50.000 hommes au moins) et de la police anglaise; tout cela montre avec une évidence indiscutable que le peuple irlandais tout entier, pour la première fois dans son histoire, est enfin entré dans l'arène, décidé à mener la lutte jusqu'au bout.

Mais ce qui importe aux communistes du monde entier, c'est que ce mouvement d'apparence nationaliste, représenté par les *De Valeras* et les *Dail Eireann*, recouvre un noyau de prolétaires révolutionnaires, héritiers des traditions de Connolly, qui combattent pour la révolution soviétiste. Dès le début, ce furent les comités locaux de «l'Union ouvrière générale et des Transports» qui jouèrent le principal rôle dans les comités, lors de l'agitation menée en 1918 contre la mobilisation. Le jour de la démonstration nationale, ils organisèrent une grève qui, bien que partielle, prépara le terrain pour la grande grève générale de 1920. Immédiatement après la conclusion de l'armistice entre les Alliés et les Empires centraux, à la veille des élections générales de décembre 1918, le Parti Ouvrier Irlandais et le Congrès des Syndicats (dirigé par l'Union sus-mentionnée et dont les leaders, grâce à Connolly, sont, non des bureaucrates, mais des socialistes devenus révolutionnaires par la force même des circonstances) conclurent un accord avec le parti des *sinn-feiners* qu'ils résolurent de soutenir en limitant le nombre de leurs propres candidats. Par cette transaction, l'Union avait exclusivement en vue de donner au peuple irlandais la possibilité d'exprimer nettement sa volonté d'indépendance et de franchir ainsi une nouvelle étape dans la voie de la révolution.

Moins de six mois après, en été 1919, le prolétariat eut l'occasion de prouver à la bourgeoisie révolutionnaire qu'il comprenait parfaitement où était le centre de gravité de la situation politique, et que, au mois de décembre précédent, il avait agi en pleine connaissance de cause, ne poursuivant que ses buts de classe.

En juin 1919, une grève d'ouvriers agricoles éclata dans toute la partie sud-orientale du pays. Les fermiers aisés qui, en 1917, avaient alimenté la caisse des *sinn-feiners* et dont les fils servaient dans l'armée de ces derniers, firent brusquement volte-face. La raison en fut que l'Angleterre menaçait de leur enlever leurs ouvriers pour les enrôler dans l'armée; or, c'était pour eux la suppression des énormes bénéfices qu'ils réalisaient

sur les produits alimentaires grâce à la main-d'œuvre anglaise. Aussi commencèrent-ils à manifester des tendances réactionnaires et à implorer l'aide des autorités militaires anglaises. Lorsque celles-ci, faisant droit à leur demande, envoyèrent des soldats pour la rentrée de la récolte, les cheminots refusèrent de charger et de transporter les grains.

La force armée fut alors expédiée sur les lieux pour rétablir l'ordre, mais les ouvriers des transports de Dublin, ainsi que les postiers de la région méridionale, déclarèrent la grève. En fin de compte, les fermiers furent obligés de céder.

Un autre exemple typique de l'esprit des grandes masses ouvrières, qui forment l'avant-garde du prolétariat, nous est fourni par l'histoire de la lutte héroïque, soutenue par le prolétariat pour le lait et les produits laitiers dont l'exportation constitue une des sources les plus importantes de bénéfices pour les grands propriétaires fonciers irlandais. Les gros fermiers qui avaient pris pendant la guerre la direction du mouvement républicain exportaient, sans s'occuper des besoins de la population, la plus grande partie de leurs produits sur le marché anglais. Il n'en restait pour les ouvriers et les paysans qu'une quantité absolument insuffisante et à des prix exorbitants, tout comme en Russie, à cette époque.

Au printemps de l'année 1920, les ouvriers de Crock et d'une série d'autres villages s'emparèrent des laiteries, exactement par les mêmes procédés que ceux qui furent employés 6 mois plus tard par les métallurgistes italiens pour la mainmise sur les usines. Mais les paysans irlandais, eux, prirent avec enthousiasme le parti des ouvriers qu'ils aidèrent à diriger ces entreprises qui prirent le nom de «Laiteries soviétistes». En fin de compte, une conférence extraordinaire des syndicats fut convoquée à Dublin qui élit une commission de contrôle chargée d'établir la quantité et le prix de tous les produits alimentaires destinés à l'exportation. Les ouvriers ne rendirent les laiteries et les autres entreprises à leurs propriétaires que lorsque les fermiers et les exportateurs eurent consenti à se soumettre aux décisions de la commission sus-mentionnée.

Comme il fallait s'y attendre, ce passage du mouvement révolutionnaire sur le terrain économique—passage qui, dans le domaine politique, s'exprima par la transformation (au printemps

dernier) des conseils républicains en conseils ouvriers, provoqua également chez les soldats de l'armée républicaine l'éveil de la conscience prolétarienne. Dans cette armée, les distances entre soldats et gradés sont tout aussi marquées que dans n'importe quelle armée bourgeoise. Personne n'ignore que, seules, les menaces et les violences continuelles de l'armée d'occupation et de la police royale irlandaise retardent la scission entre les forces armées de la révolution, scission qui commençait déjà à se dessiner en 1914 et qui est maintenant à l'ordre du jour, dans les domaines économiques et politiques. Tôt ou tard, lorsque, au moment critique, les soviets de députés ouvriers réapparaîtront sur la scène, ils seront complétés, sinon avant, du moins immédiatement après le renversement du pouvoir anglais, par les députés de l'Armée Citoyenne ou de la garde rouge.

Il existe donc, en Irlande, deux courants dirigés contre le régime actuel. L'un, bourgeois (le plus faible), puisant toutes ses forces dans le mouvement des masses; l'autre, prolétarien, créé au cours de la lutte révolutionnaire, mûri par l'expérience de la révolution russe et disposant de chefs pleinement conscients de leurs tâches et expérimentés.

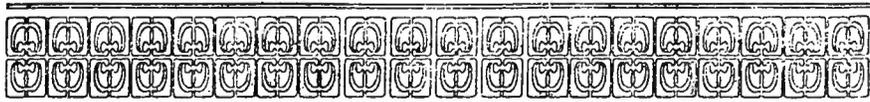
Notre lutte ne pourra être couronnée de succès que si un Parti Communiste puissant—dont la nécessité se fera de plus en plus sentir, à mesure que les masses se détacheront du mouvement nationaliste—surgit enfin du Parti Ouvrier Irlandais et du Congrès des syndicats. Mais pour que ce parti puisse se former, se développer, il faut qu'il soit soutenu par l'organisation ouvrière mondiale, par l'Internationale Communiste.

Que cette lutte doive commencer, tout le cours des événements nous le démontre. Il est indifférent qu'elle ait lieu simultanément au choc du Capital et du Travail, ou après la formation d'un cabinet menchévik qui, *volens nolens*, ne manquera pas d'être irlandophile,—ou enfin, après la victoire de la révolution prolétarienne en Angleterre.

Demain, après demain, ou l'an prochain, l'Irlande indépendante sera, nous n'en doutons point, non une république bourgeoise démocratique, mais une République des Soviets Ouvriers.

*Un Communiste anglais.*





Frantz KORITCHONER.

## LES SOVIETS DES DÉPUTÉS OUVRIERS EN AUTRICHE ALLEMANDE

Le Soviet des députés ouvriers est, en Autriche, le bâtarde de la volonté révolutionnaire des masses et de l'opportunisme des social-traitres.

Lorsque, en janvier 1918, surgirent, par suite des grandes grèves, les premiers soviets des députés ouvriers légaux, les chefs du parti social-démocrate les réorganisèrent en les élargissant de manière à s'en créer un instrument contre les mouvements révolutionnaires des masses, et à s'en servir pour paralyser l'action politique et économique des ouvriers. Le premier acte du soviet des députés ouvriers fut contre-révolutionnaire. Faisant confiance aux explications du comte Czernin et aux déclarations rassurantes du gouvernement impérial, le soviet des députés ouvriers fit cesser la grève pour demeurer jusqu'à la fin de la guerre, «l'arme au pied». Le soviet des députés ouvriers n'avait été créé que pour être une arme contre le mouvement ouvrier qui échappait aux meneurs.

Une étiquette révolutionnaire pour mieux masquer de la contrebande contre-révolutionnaire. Une œuvre révolutionnaire tuée par le verbalisme révolutionnaire.

En juin 1918, un courant de radicalisme ayant soufflé dans le pays, le soviet des députés ouvriers fut de nouveau convoqué — cette fois en même temps que les mandataires des circonscriptions du parti social-démocrate (unifiées à la Conférence de Vienne) — en une assemblée qui, encore une fois, eut pour résultat d'étouffer l'enthousiasme renaissant. Le soviet clandestin des députés ouvriers et soldats, qui unissait tous les groupes révolutionnaires, s'effondra. Ce soviet avait été fondé à la veille de la grève de janvier et, malgré sa faiblesse numérique, il menait une propagande énergique en faveur de l'idée des soviets. Le noyau clandestin ne put renouveler son activité: les chefs qui restaient encore en liberté, furent arrêtés; seuls, quelques petits groupes radicaux de gauche, impuissants à entrer en contact les uns avec les autres, traînèrent misérablement leur existence. Pendant la tourmente des journées d'octobre, les soviets des députés ouvriers relevèrent la tête.

Dans certains endroits, ils réussirent même à s'emparer du pouvoir, à désarmer la garnison — dans la plupart des cas composée d'étrangers —

et à armer les ouvriers. Tandis que l'assemblée nationale s'occupait de donner un gouvernement à l'Autriche Allemande, les possessions de l'ancienne monarchie austro-hongroise se désagrégeaient pour constituer une série de territoires à dictature monarchiste, de républiques prolétariennes ou de soviets paysans nationaux-cléricaux, ou encore de soviets populaires, tous complètement indépendants les uns des autres. C'est ainsi que prit naissance le «Comité Proletarien de prospérité publique» qui, pour affirmer bien haut sa souveraineté, apposait son cachet même sur les timbres. Ternitz eut son soviet des députés ouvriers, paysans et soldats, dont le pouvoir fut facilement reconnu par la population rurale des alentours (il délivrait des permis pour l'importation et l'exportation du bétail et contraignait les propriétaires des villas de Zemerling à assumer les frais d'entretien de la garde rouge). A Vienne, dans le quartier de Neustadt, les soviets des députés ouvriers eurent une influence assez considérable. Les ouvriers armés y gardèrent les chemins de fer et la bourgeoisie apeurée se soumit à toutes leurs décisions. Si la social-démocratie avait conservé alors la moindre parcelle d'esprit révolutionnaire, elle eût tenté de canaliser en un seul grand mouvement tous ces mouvements partiels et de s'emparer du pouvoir avec l'aide des soviets des députés ouvriers. S'appuyant sur le mouvement des masses prolétariennes armées de la garde rouge et de la milice nationale, la social-démocratie eût dû et pu instaurer la dictature du prolétariat, car la classe ouvrière était alors l'unique force organisée de l'Autriche Allemande, les éléments contre-révolutionnaires n'ayant pris pied que dans quelques régions arrières. Mais les diplomates et les dirigeants de la social-démocratie poursuivaient leur politique de conciliation et s'efforçaient de maintenir la paix intérieure en faisant coalition avec la bourgeoisie. Tandis que les ouvriers de Floridsdorf organisaient, le 12 novembre 1918, une manifestation en faveur d'une république socialiste, le parti social-démocrate proclamait la république démocratique bourgeoise et prêchait la reconstruction du régime capitaliste. Cependant l'opposition des masses croissait: le soviet des députés ouvriers de Linz prit l'initiative de l'unification des Soviets. C'est alors que fut avouée, en dé-

pit des chefs de la social-démocratie, pour lesquels les soviets n'étaient qu'un instrument, qu'un organe du parti, la décision réactionnaire qui conféraient aux seuls social-démocrates le droit d'entrer dans les soviets des députés ouvriers, d'où les principaux protagonistes de l'idée soviétiste eussent ainsi été exclus.

Au mois de février, un comité central provisoire fut convoqué, qui fut transformé ensuite en un soviét central. En même temps, les leaders des partis social-démocrate et communiste, ainsi que la commission des syndicaux et certaines organisations plus droites, comme le comité national féminin, se réunirent en conférence. Le soviét central unifié, où entraient les députés ouvriers des différents partis, avait été édifié sur une base contre-révolutionnaire. En Bavière, on vit s'établir, en dépit des avertissements des communistes, une soi-disant république soviétiste des Indépendants. En Hongrie, ses coassociés ayant refusé la participation au pouvoir qu'elle leur offrait, la social-démocratie se vit obligée de renoncer à son ancienne tactique et à la dictature mitigée. Le premier acte de la dictature du prolétariat hongrois fut un appel aux peuples voisins. Le gouvernement provisoire des soviets des députés ouvriers félicita le prolétariat hongrois, mais sur un ton d'extrême réserve. Malgré les protestations des communistes, les représentants de la «classe ouvrière» décidèrent que le prolétariat ne devait pas s'emparer du pouvoir par la violence. Lorsque, le 17 avril 1919, les sans-travail et les soldats revenus du front organisèrent une démonstration et mirent en fuite la police de la république qui tentait de les disperser par la force, le soviét central vota un blâme aux communistes. Quand, le 15 juin 1919, le parti communiste résolut de faire une dernière tentative pour soulever les ouvriers de l'Autriche Allemande et sauver ainsi la République soviétiste hongroise, le soviét des députés ouvriers intervint pour empêcher l'action des masses ouvrières et, par l'appel de Frédéric Adler, donna à la contre-révolution carte blanche contre les communistes. «Point de grâce pour les communistes!» Quoique le parti communiste eût décidé la veille de n'entreprendre aucune action, l'appel de Frédéric Adler servit de prétexte aux crues de la police des gardes-blancs. C'est à la majorité du soviét des députés ouvriers qu'incombe la responsabilité des massacres du 15 juin. Mais le sang des victimes ne coula pas en vain. Enthousiasmées par les mots d'ordre communistes, les masses organisèrent, le 23 juillet, une imposante démonstration pour revendiquer le maintien de la République soviétiste. Ce fut la première démonstration révolutionnaire de la classe ouvrière tout entière: elle avait été organisée sous la pression des ouvriers des fabricants et contre la volonté des dirigeants de la social-démocratie. Mais il était déjà trop tard. Trahie par la social-démocratie hongroise, écrasée par l'Entente et abandonnée par quelques communistes chancelants, la Hongrie soviétiste succomba. Le soviét autrichien des députés ouvriers qui venait, à son congrès national, d'examiner la question de l'opportunité de l'instau-

ration en Autriche Allemande d'une République Soviétiste, se fit l'auxiliaire du gouvernement bourgeois. Certains social-patriotes des plus malins voulaient même légaliser ce soviét et l'élargir en y attirant les éléments bourgeois, pour en faire, selon l'idée de Mathias Elderch, alors secrétaire d'Etat à l'Intérieur, un organe permanent de défense des intérêts économiques.

Le soviét des députés ouvriers ne fut bientôt plus qu'une caricature de représentation ouvrière: ses membres remplissaient diverses fonctions dans la commission des logements et dans les organisations du ravitaillement et travaillaient en qualité de fonctionnaires dans une foule d'autres institutions gouvernementales. Les syndicaux s'efforçaient, par tous les moyens en leur pouvoir, de boycotter le soviét des députés ouvriers. La réaction se renforçant de plus en plus, Frédéric Adler se disposait à contraindre le soviét à capituler; et pour provoquer une imposante démonstration, il se préparait à convoquer une assemblée plénière du soviét des députés ouvriers et des leaders du parti. De plus, il avait l'intention de créer, pour l'opposer au soviét des députés ouvriers, une «Union» calquée sur le type suisse et qui aurait été sous le contrôle des organisations professionnelles. Mais les communistes intervinrent; ils quillèrent «l'Union» et, par leur départ, provoquèrent son effondrement. Le soviét des députés ouvriers était sauvé.

La démonstration contre la réaction eut lieu le 13 mars. Toute la classe ouvrière, y compris le prolétariat en uniforme, manifesta contre la restauration des Habsbourg et le pouvoir de Horthy. Le soviét des députés ouvriers avait pris la direction du mouvement et tenait ferme au poste. Les communistes, il est vrai, étaient constamment obligés de le surveiller pour l'empêcher de commettre des actes contre-révolutionnaires ou contraires aux intérêts du prolétariat. C'est ainsi que, au mois de mai, les social-démocrates ayant voulu mobiliser le soviét pour soutenir le projet d'impôt sur le revenu, présenté par le secrétaire d'Etat aux Finances, les communistes intervinrent et protestèrent contre une pareille utilisation des soviets. Deux démonstrations contraires furent organisées: les social-démocrates manifestèrent en faveur des besoins de l'Etat et les communistes, pour l'armement des ouvriers. Lorsque la menace d'un conflit entre la Russie Soviétiste et la Pologne devint imminente, les communistes réclamèrent énergiquement la cessation de l'envoi des munitions aux gardes-blancs polonais, mais ils se heurtèrent à la résistance opiniâtre de Frédéric Adler, qui déclara que les traités sur les fournitures d'armes devaient être exécutés. Ce ne fut que plus tard, lorsque la guerre eut déjà éclaté et que l'Autriche eut à craindre une agression de la Hongrie, qu'on vit se créer une commission de contrôle du soviét des députés ouvriers, chargée d'empêcher par une action méthodique, vigoureuse, quoique tardive, le transport des munitions en Pologne. Les résultats de cette action systématique furent des plus sensibles. De même, durant le blocus de la Hongrie de Horthy, l'appareil soviétiste remplit brillamment sa tâche. Et si le

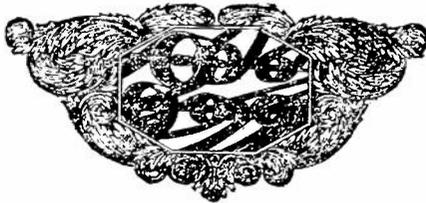
blocus échoua, la raison en fut moins l'insuffisance de l'appui, fourni par la classe ouvrière de l'Europe centrale que la tactique de la bureaucratie syndicale qui, sous la pression du secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères, le Dr Renner, se mit, dès le début, en rapport avec les gardes-blancs hongrois et brisa ainsi l'effort du boycottage international. Dans l'ensemble, les ouvriers autrichiens, même les plus droits, remplirent honorablement leur devoir de prolétaires. Avant même la proclamation du boycottage, le soviet national des députés ouvriers, élu en bonne et due forme, avait convoqué une réunion. La question de l'armement des ouvriers qui y avait été décidée, resta, il est vrai, bien plus dans le domaine de la théorie que dans celui de la pratique, mais la réunion n'en eut pas moins une portée considérable, car le soviet des députés ouvriers dans sa majorité se prononça nettement contre la politique de coalition et pour le système soviétiste. En même temps, il fit élire des soviets de députés ouvriers dans les régions arriérées qui, comme la Styrie, en manquaient encore. Vastes et difficiles sont les tâches que les soviets ont à remplir, en Autriche Allemande. La contre-révolution mobilise ses forces: des gardes civiques de paysans réactionnaires armés et des compagnies d'officiers se préparent à une tentative de restauration des Habsbourg. Il faut armer le prolétariat et le tenir prêt pour l'heure de la lutte suprême. Ce n'est certes pas le bulletin de vote, ce n'est pas le 17 octobre, jour des élections à l'assemblée nationale, qui décidera du sort de la lutte. Quand la contre-révolution nationale et internationale, quand Hortly et ses janissaires passeront ouvertement à l'offensive, ce sera le soviet des députés ouvriers qui deviendra le centre de résistance de la classe ouvrière tout entière et l'organe directeur du prolétariat. Inutile de discuter plus longtemps avec notre ennemi de classe, la bourgeoisie, ou de passer des compromis avec les alliés, présents et futurs, de nos social-démocrates. C'est la classe ouvrière, elle-même, qui

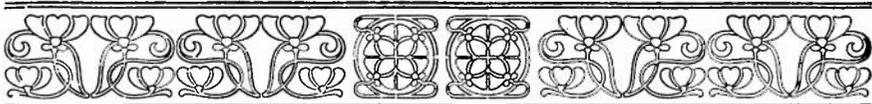
décidera de son propre sort par une lutte armée implacable, où elle mettra en ligne toutes les forces dont elle dispose. Mais si, empruntant aux communistes leur discipline de fer, les leaders du vieux parti réussissent à faire du soviet des députés ouvriers un instrument de leur politique de conciliation, ils lui enlèveraient par là toute autorité parmi les masses.

Ce que veulent les «vieux social-patriotes éprouvés», c'est arriver, en serrant les rangs dans leur propre parti, à battre les communistes aux prochaines élections des soviets et à préparer leur rentrée au gouvernement «démocratique» bourgeois. Aussi les anciens et futurs ministres et toute leur séquelle recherchent-ils un moyen d'effrayer la bourgeoisie, afin de l'amener à conclure «à des conditions acceptables» un nouveau pacte avec les social-patriotes. Pour cela, la social-démocratie a besoin du soviet des députés ouvriers, mais d'un soviet malléable qui soit pour elle un instrument dont elle puisse tirer tous les airs, depuis l'hymne menaçant, de la lutte de classes, jusqu'à la romance langoureuse de la reprise des relations avec le camp de la réaction. Mais si les opportunistes parvenaient à supprimer la représentation communiste aux élections, ils mettraient par là-même en péril, sinon le communisme lui-même, du moins l'existence du soviet des députés ouvriers en tant qu'organe prolétarien. Transformer le soviet des députés ouvriers en un «soviet» dans l'acception véritable du terme, tel est le mot d'ordre du Parti Communiste et de tous les ouvriers révolutionnaires, même de ceux qui ne sont point affiliés à nos organisations.

Le soviet des députés ouvriers sera un instrument de la lutte révolutionnaire de classe, ou bien il ne sera pas; il remportera la victoire, ou bien il périra dans le marais de la coalition. A la classe ouvrière de décider.

*Franz KORITCHONER.*





Chr. KABAKTCHAIÉFF.

## LA CRISE ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE AUX BALKANS

La guerre balkanique de 1912 fut l'avant-coureur de la guerre impérialiste mondiale. Ce ne fut pas pour la libération, pour l'union des peuples balkaniques que cette guerre fut menée, mais bien pour le partage des possessions turques dans les Balkans, pour les marchés, pour les débouchés économiques nécessaires à la bourgeoisie des États balkaniques: ce fut donc une guerre de conquête, au sens propre du mot. La bourgeoisie fut néanmoins en masquer le véritable but; elle mit en avant les idéals nationaux et réussit à jeter les masses dans la mêlée. La «Fédération Balkanique» fut constituée sous le protectorat de la Russie et de l'Entente. Mais la Bulgarie, qui formait le noyau de la Fédération et de sa politique d'agression, subit une défaite complète. Le partage du butin fut l'occasion de la brouille des alliés. La Macédoine, où l'élément bulgare est représenté par environ un million d'habitants, fut la proie de la Serbie. La Bulgarie ne peut donc réaliser son unité nationale. Aussi une nouvelle guerre de revanche était-elle inévitable.

L'ancien Parti Socialiste Ouvrier Bulgare, actuellement Parti Communiste Bulgare, ainsi que le Parti Ouvrier Serbe s'opposèrent résolument à celle soi-disant guerre nationale. Leurs prédictions sur son issue se réalisèrent. Mais la guerre balkanique ne fut pas seulement une guerre entre les États des Balkans. Ce fut aussi une lutte entre deux groupes de puissances impérialistes: l'Entente qui voulait faire de la Fédération Balkanique son instrument, et la Triple Alliance dont l'intention était de renforcer la Turquie et de s'ouvrir une voie vers Constantinople par les Balkans. La défaite de la Bulgarie jeta bas, dans le camp des Empires Centraux, la dynastie et les gouvernants bulgares qui, durant la guerre mondiale, se firent les instruments serviles de la Triple Alliance. Mais la dernière guerre fut pour la Bulgarie l'écrasement complet. En voici les résultats: 200.000 tués et 200.000 invalides, en tout 400.000 hommes; en somme, la moitié environ de la population apte au travail a été anéantie. L'industrie bulgare, relativement encore peu développée, a été ruinée par la guerre. L'agriculture a perdu une partie considérable non seulement de sa main-d'œuvre, mais aussi de son cheptel (bœufs) qui, étant donné les conditions primitives de l'exploitation agraire, représentait pour la Bulgarie une valeur inappréciable. L'outillage agricole est presque

hors d'usage et les moyens manquent pour le renouveler. Il en est de même des transports qui sont dans un état déplorable. Par suite, l'exportation des produits agricoles est devenue impossible. Aussi le pays subit-il une crise économique qui va s'aggravant de jour en jour. Extérieurement cette crise se manifeste par l'enchérissement de la vie et la dépréciation de la monnaie bulgare. La hausse des prix atteint des proportions inouïes: le pain a encheri de 10 fois, la viande, le lait, le beurre et le lard de 20 fois, le vêtement et la chaussure de 25 à 30 fois. Quant aux salaires, ils ne sont que 3 à 5 fois plus élevés qu'avant la guerre. Le revenu des paysans pauvres (c'est-à-dire de ceux qui, loin de pouvoir vendre leurs produits, ne possèdent qu'un lopin de terre trop petit pour les nourrir eux-mêmes ou juste suffisant pour les faire vivre) a considérablement baissé. La situation des ouvriers et des simples paysans a empiré; la gêne se fait de plus en plus sentir. Les ouvriers et les demi-prolétaires forment la majorité de la population en Bulgarie. Le nombre des ouvriers employés dans l'industrie, des artisans et des ouvriers se monte à 400.000; quant aux paysans peu fortunés, ils constituent les trois quarts de la population rurale. Dans notre pays, les petits propriétaires sont la grande majorité. Économiquement la Bulgarie a été tellement affectée par la guerre impérialiste qu'il lui est absolument impossible, en régime capitaliste, de se relever de ses ruines.

La guerre a eu également des conséquences désastreuses pour les finances bulgares. La dette nationale se monte actuellement à 30 milliards, alors que la fortune totale du pays (d'après les données de 1911) ne s'élève qu'à 10<sup>1</sup>/<sub>2</sub> milliards. Le chiffre des dépenses prévues au budget atteint 5 milliards; quant aux recettes, quoique les impôts aient plus que quintuplé, elles ne dépassent pas 1<sup>1</sup>/<sub>2</sub> milliard. Il a été émis pour 3<sup>1</sup>/<sub>2</sub> milliards de papier monnaie, garantis, par une encaisse métallique d'une quarantaine de millions.

La crise économique et financière a eu pour résultat de déprécier la monnaie bulgare. Le leva est coté actuellement 7 centimes à la Bourse de Genève. Les échanges commerciaux avec l'étranger sont, de ce fait, devenus impossibles, de même que l'importation des machines dont dépend le relèvement de l'industrie.

Que fait la bourgeoisie pour remédier à cette situation désespérée? La guerre a été pour elle une excellente affaire qui lui a permis d'accroître considérablement ses richesses. En 1911, la somme des dépôts dans les banques se montait à 100 millions de leva. Depuis le début de la guerre jusqu'à l'heure actuelle, il s'est fondé, en Bulgarie, plus de 100 établissements de crédit, au capital total de 1 milliard de leva. Mais, au lieu de faire servir les fonds qu'elle avait recueillis au relèvement de l'industrie, relèvement dont elle ne cessait de proclamer la nécessité, la bourgeoisie bulgare les a employés au commerce et à la spéculation. Accaparant tous les produits agricoles, vivres et matières brutes, elle a monopolisé le commerce, fait monter les prix et se livre à un agiotage effréné. D'où enchérissement de la vie et gêne croissante de la classe ouvrière. La guerre a eu pour principal résultat d'enrichir une poignée de capitalistes, de banquiers et de spéculateurs et d'appauvrir le reste de la nation. Et ainsi s'est encore creusé l'abîme qui sépare la bourgeoisie du prolétariat et des petits propriétaires. Cette aggravation de l'antagonisme social contribue à renforcer en Bulgarie la lutte des classes.

La bourgeoisie bulgare s'est complètement discréditée. Durant la guerre balkanique, la politique des partis bourgeois russophiles, et par là même «ententophiles», a subi un échec retentissant; il en a été de même, au cours de la guerre mondiale, de celle de leurs adversaires, les partisans de la Triple Alliance. Le nationalisme, seul idéal politique de la bourgeoisie bulgare, a fait honteusement faillite. Celle-ci n'a plus aucun mot d'ordre capable d'entraîner les masses populaires dont elle a entièrement perdu la confiance. Elle ne conserve encore le pouvoir que grâce à sa dictature militaire et politique. Son rôle est fini; elle doit quitter la scène et céder la place aux nouvelles classes révolutionnaires, aux ouvriers et aux petits propriétaires.

La crise économique et politique n'a pas affecté que la Bulgarie. Quoique sorties victorieuses de la guerre, la Yougoslavie et la Roumanie ont été fortement éprouvées. La Serbie qui a perdu la moitié de sa population a été dévastée, pillée de fond en comble. La guerre n'a profité qu'à une poignée de spéculateurs qui, masquant leurs appétits du drapeau du patriotisme, ont réussi à faire des fortunes colossales. Le rapide développement du mouvement communiste parmi les masses populaires de la Serbie est la meilleure preuve de leur détresse profonde. D'ailleurs, il n'y a pas que les ouvriers et les petits propriétaires qui expriment leur mécontentement des conditions générales de vie. La politique nationaliste de la bourgeoisie serbe, qui veut faire jouer à son pays le rôle de Piémont balkanique et imposer par la force des armes sa suprématie aux Croates, Slovaques, Bulgares et Bosniens, ne peut que soulever contre elle les nationalités opprimées. La victoire de la Serbie prouve, une fois de plus, qu'une politique bourgeoise, nationaliste, ne saurait réaliser l'unité nationale. La crise économique et politique qui sévit en Yougoslavie ne fait que s'aggraver. De même qu'en Bulgarie, la bourgeoisie ne veut ni ne peut remédier à la situa-

tion désespérée du peuple serbe. Au contraire, elle ne fait que contribuer à l'exacerbation de la crise. Discréditée aux yeux des masses dont elle a perdu la confiance, elle ne se maintient au pouvoir que par la dictature.

La Roumanie a été également éprouvée par la guerre, qui a fortement ébranlé la situation matérielle des ouvriers et des paysans. Les boyards (grands seigneurs terriens) roumains tiennent encore les paysans dans une servitude complète. La guerre terminée, les capitalistes et les boyards n'ont su qu'augmenter le fardeau des impôts pour les masses ouvrières et paysannes qu'ils ont soumises à une exploitation encore plus dure qu'auparavant. Aussi, la joie de la victoire a-t-elle été de courte durée.

La Grèce n'est pas dans une situation meilleure que les autres États des Balkans. Elle n'est point encore sortie de la guerre, mais ce n'est point pour ses intérêts personnels, c'est pour ceux des banquiers de Londres et des bourgeois d'Athènes qu'elle se bat.

Par cette guerre criminelle et folle à la fois où elle a lancé son pays, la bourgeoisie grecque ouvrira définitivement les yeux aux masses populaires qui comprendront qu'elles n'ont rien à espérer et qu'elles ne retireront aucun avantage de leurs victoires. Aussi le mécontentement des ouvriers et des classes pauvres croît-il à vue d'œil.

Économiquement et financièrement tous les pays des Balkans: Bulgarie, Yougoslavie, Roumanie et Grèce sont, à l'heure actuelle, dans la dépendance complète de l'Entente qui les traite en véritables colonies.

Les classes dirigeantes ont vendu l'indépendance de leurs peuples pour les miettes de la table de l'Entente dont elles servent fidèlement les buts impérialistes.

Pour maintenir à l'intérieur sa domination de classe, la bourgeoisie a recours à l'aide de l'Entente. Mais cette politique de perfidie ne saurait durer, car elle n'apporte que la ruine et la mort aux peuples des Balkans qui comprennent déjà que ce n'est pas de la bourgeoisie qu'ils obtiendront leur émancipation.

Les partis socialistes des Balkans ont toujours lutté contre la politique nationaliste et belliqueuse de la bourgeoisie. Dès la première conférence socialiste balkanique de Belgrade en 1910 ils ont milité pour la réalisation de la Fédération balkanique. Les nationalités qui peuplent les Balkans forment un tel mélange, elles sont à tel point hétérogènes que la Fédération est pour elles la seule forme d'union possible.

Mais la guerre impérialiste et la révolution russe ont montré que ce n'est pas la République Démocratique mais bien la victoire de la République Fédérative-Soviétiste aux Balkans qui assurera l'émancipation de la classe ouvrière et l'unification des différentes nationalités balkaniques. Autrement dit, elles ont confirmé la justesse du point de vue des partis socialistes balkaniques qui ont toujours admis en principe que, seule, la révolution sociale pourrait apporter aux peuples opprimés la libération nationale. En janvier 1920, s'est tenu à Sofia le troisième congrès du Parti

Communiste Balkanique qui a posé les bases de la Fédération Balkanique. La tâche de la Fédération Communiste Balkanique consiste à établir aux Balkans une république socialiste fédérative soviétiste. Cette tâche est parfaitement réalisable, mais il faut que tous les partis communistes des Balkans agissent de concert, qu'ils lancent dans la lutte commune contre leurs dirigeants la classe ouvrière et celle des petits propriétaires. Le but ultime des communistes balkaniques est celui de leurs frères des autres nations: la fondation de la Fédération Mondiale des Républiques Soviétistes.

Les partis communistes bulgare, yougoslave et grec ont adhéré à la III<sup>e</sup> Internationale, ils en adoptent les thèses et les 21 conditions d'admission élaborées par le Deuxième Congrès de l'Internationale Communiste. Seul, le Parti Communiste Roumain n'a pas encore envoyé son adhésion officielle. Mais la gauche surmonte les derniers obstacles et, à n'en pas douter, ledit parti entrera bientôt, lui aussi, dans l'Internationale Communiste. Les partis communistes balkaniques rejettent impitoyablement de leur sein tous les éléments réformistes et centristes; ils mènent une guerre acharnée contre le centre qui est en ce moment l'ennemi juré de l'union du prolétariat de tous les pays, sous le drapeau de l'Internationale Communiste. Le centre introduit la désunion, le désordre et la confusion dans les rangs de la

classe ouvrière. Par bonheur, le Parti Communiste Bulgare ne renferme ni opportunistes, ni centristes. Au dernier congrès du Parti Yougoslave, le centre, malgré l'estime générale dont son chef Draguich Lapatchévitch était l'objet, n'a obtenu qu'une minorité insignifiante. En Roumanie, les ouvriers sont entièrement acquis à la gauche du parti.

La politique nationaliste, belliqueuse, conquérante de la bourgeoisie balkanique ainsi que la guerre impérialiste ont provoqué par tous les Balkans une crise économique et politique d'une acuité extrême. A cette crise, les classes dirigeantes sont impuissantes à mettre fin; au contraire, par leur politique de brigandage et de pillage elles ne font que l'aggraver. Aussi la lutte révolutionnaire des ouvriers et des classes pauvres aux Balkans croit-elle rapidement en intensité. Les communistes balkaniques ne sauraient fixer exactement le moment où les conditions de vie créées par la bourgeoisie pousseront définitivement les peuples dans la voie de la révolution. Mais ils travaillent avec ardeur à la création d'une organisation, fortement soudée et disciplinée; ils ne cessent de se préparer à remplir, l'heure venue, honorablement leur rôle, sous le drapeau de l'Internationale Communiste.

*Chr. KABAKTCHAIEFF.*





I. JANSEN.

## LE DÉVELOPPEMENT DU PARTI COMMUNISTE HOLLANDAIS

### I.

Le Parti Communiste Hollandais n'a d'abord été que la fraction d'opposition du Parti Ouvrier Social-Démocrate. Mais à la différence des partis communistes des autres pays, il était, bien avant la guerre, devenu parti autonome.

La plupart des partis communistes ont grandi sur le terrain de l'impérialisme parvenu à un haut degré de développement. Né à l'aube du siècle impérialiste, le Parti Communiste Hollandais n'a pas été le fruit des épreuves traversées par le prolétariat hollandais. Il est plutôt apparu comme un parti exclusivement théorique, basé sur le développement social international. Ainsi s'explique la lenteur de sa croissance. Ce n'est même qu'après le début de la guerre, lorsque les effets de celle-ci se firent sentir sur la situation politique et économique de la Hollande, que notre Parti Communiste acquit quelque influence sur la masse laborieuse.

### II.

L'origine du mouvement ouvrier hollandais date de la révolte, vers 1870, des couches appauvries et prolétariennes de la petite-bourgeoisie et de la paysannerie, ainsi que des artisans et des petits patrons menacés dans leur indépendance par le capitalisme industriel.

Après l'échec subi au Parlement par Domela Nieuwenhuys, fondateur du Parti Ouvrier, ce parti répudia, au début de 1890, toute action parlementaire. Sous l'influence des idées anarchistes, il s'aboucha avec les organisations syndicales pour ne poursuivre que des buts économiques.

En 1893, Troëlstra, leader politique, et Van der Guss, théoricien, firent naître de ce «vieux mouvement» le Parti Parlementaire Social-Démocrate qui réussit, à la fin du siècle dernier, à donner une base solide à une forte organisation ouvrière autonome.

Le mouvement politique était étroitement en contact avec le mouvement syndical qui surgissait à la même époque. Il atteignit le point culminant de son activité en 1903, au moment de la

grève des cheminots et de la grève générale qui suivit.

Mais il apparut bien vite que l'effort concentré de toutes les forces organisées du prolétariat hollandais était impuissant à briser la machine gouvernementale du pouvoir capitaliste.

C'est alors que Troëlstra, leader du Parti Ouvrier Social-Démocrate, pressentant l'issue fatale de la grève, publia son fameux article: *Que faire maintenant?* qui porta, en plein moment critique, un coup perle au mouvement gréviste.

La grève fut ainsi brisée au grand préjudice des intérêts ouvriers.

A partir de ce moment, le mouvement prolétarien hollandais alla en décroissant. Le Parti Social-Démocrate tomba sous l'influence de la tendance opportuniste qui partageait le point de vue syndicaliste et adopta une tactique inspirée des intérêts les plus contradictoires, des diverses couches de la classe ouvrière.

Les ouvriers hollandais constituaient, alors, au point de vue économique, une masse des plus retardataires tombée dans une profonde décrépitude physique et morale. Plongés dans le sectarisme religieux (ou professant un anticléricalisme petit-bourgeois tout aussi borné), ils écoutaient aveuglément la voix de leurs pasteurs (ou des ennemis de la religion).

Aussi, à partir du moment où le Parti Ouvrier Social-Démocrate (S. D. A. P.) acquit—par son opportunisme—de l'influence sur ces masses, le deuxième mouvement hollandais succomba en tant que mouvement socialiste. Sa fin coïncida avec l'expulsion de l'opposition marxiste du Parti Ouvrier Social-Démocrate.

Ce parti s'accrut par la suite considérablement. Ses membres recrutés parmi la petite-bourgeoisie, unis de plus en plus par la communauté d'intérêts, ne tardèrent pas à ne plus former qu'un bloc petit-bourgeois.

La seule action que menât, encore ce parti pour l'obtention du suffrage universel, démontra pourtant chez la masse la ferme résolution de défendre ses intérêts politiques et la démocratie.

Au moment de la guerre, le parti ouvrier social-démocrate ne modifia pas sa ligne de conduite; il vota les crédits de guerre destinés à la défense du capital hollandais et soutint la politique de guerre de la bourgeoisie nationale.

## III.

Dans la première phase de son brillant développement, c'est-à-dire de 1895 à 1903, la social-démocratie exerça son influence sur la classe intellectuelle bourgeoise et sur les milieux artistiques. De nombreuses personnes appartenant à ces milieux étudièrent avec zèle les théories marxistes et s'efforcèrent, avec succès, à les répandre dans les masses laborieuses. Au nombre de ces pionniers, il faut mentionner Horter, Rolland Holst et Pannekøek.

Dès alors, des divergences théoriques commencèrent à se faire jour dans les rangs du Parti Ouvrier Social-Démocrate sur des théories de la valeur, de la plus-value, de la concentration des capitaux et du paupérisme. Après la grève générale de 1903, ces désaccords provoquèrent une lutte des plus vives entre l'opportunisme et le marxisme. L'expérience de la révolution russe de 1905, qui produisit une profonde impression sur la jeune génération marxiste, approfondit les désaccords.

L'influence de l'impérialisme qui se développait rapidement dans les grands États de l'Europe, commença à se faire sentir. Nos marxistes radicaux, qui travaillaient en étroit contact avec les camarades allemands d'extrême gauche, se mirent à l'œuvre pour en dénoncer les dangers.

D'ores et déjà il ne s'agissait plus de donner des explications purement théoriques, mais de franchir pratiquement les questions que posait à tout moment le développement de l'impérialisme. Il fallait les examiner à la lumière de la théorie marxiste et, sous une forme des plus simples faire comprendre aux ouvriers leur portée véritable. C'était là une excellente façon de mettre en pratique les idées marxistes.

A cet effet, un journal hebdomadaire *De Tribune* fut créé qui, avec la revue mensuelle *De Nieuwe Tijd*, accomplit brillamment sa tâche.

Dès que la *Tribune* commença à exercer quelque influence sur une petite fraction de la classe ouvrière, les chefs opportunistes sentirent la nécessité «d'étrangler» les marxistes. Il fallut défendre énergiquement l'existence de la *Tribune*. Les «Tribunistes» ne voulurent à aucun prix la voir disparaître. Le congrès de Devenport (1909) mit un terme à la lutte en expulsant du parti ouvrier social-démocrate les rédacteurs de la *Tribune*: van Ravesten, Winjcup et Hemon.

Toutefois, ces procédés mêmes ne permirent pas au Parti Ouvrier Social-Démocrate (S. D. A. P.) d'atteindre le but qu'il s'était assigné—l'écrasement du marxisme. Un nouveau parti fut fondé, qui prit le nom de Parti Social-Démocrate (S. D. P.). Mais, seuls, les éléments d'extrême-gauche se groupèrent autour de la *Tribune* et du Parti Social-Démocrate (S. D. P.). Les marxistes «modérés» restèrent dans le Parti Ouvrier Social-Démocrate petit-bourgeois (S. D. A. P.). Sur eux retombe toute la responsabilité de l'attitude ultérieure de ce parti.

C'est ainsi que s'est formé le Parti Social-Démocrate (S. D. P.), parti exclusivement marxiste et révolutionnaire comme le parti bolchéviek russe. Par la suite, lorsque les bolchéviques, après leur

victoire, organisèrent le Parti Communiste Russe, le Parti Social-Démocrate (S. D. P.), pour bien souligner son plein accord avec les camarades russes, prit le nom de «Parti Communiste Hollandais».

Vivant dans un pays où les conditions de vie ne se modifiaient que très faiblement, confinés dans un cadre étroit, les ouvriers hollandais pouvaient plus difficilement se faire une idée de la marche des événements mondiaux, que les ouvriers des autres pays, où l'œil pouvait suivre le développement du capitalisme. C'est la raison pour laquelle les ouvriers hollandais n'ont pu comprendre l'action du développement capitaliste international sur leur propre sort et en tirer les conclusions nécessaires.

A l'encontre des autres grands États, le caractère arriéré des conditions de vie de la Hollande n'a fait que s'accroître d'année en année, par suite de l'allure plus lente du développement économique de ce pays. On comprendra donc que, dans la période qui va de 1909 à 1914, la Hollande n'offrit pas un terrain propice au développement d'un parti poursuivant une politique ouvrière autonome, purement marxiste, tel que le Parti Social-Démocrate (S. D. P.). La *Tribune* ne présentait qu'un intérêt passager pour le prolétariat des villes. Aux yeux de ce dernier, le Parti Social-Démocrate (S. D. P.) incarnait une théorie séduisante, mais irréalisable. Les social-démocrates (S. D. A. P.) n'avaient pas beaucoup de peine à nous discréditer devant leurs partisans et à leur faire boycotter la *Tribune*. C'est ainsi que la lutte pour l'existence du Parti Social-Démocrate (S. D. P.) se traduisit par une lutte acharnée pour l'existence du journal. De longues années durant, le Parti Social-Démocrate (S. D. P.) borna son activité à une défense opiniâtre de ses anciennes positions. Il ne pouvait pas songer à gagner du terrain. Mais il a quand même tenu bon. Lors de sa fondation, il comptait un peu plus de 500 adhérents et bien qu'il n'ait gardé par la suite qu'une centaine de ses fondateurs, en 1914, le nombre de ses membres était encore de 500.

Aujourd'hui, l'heure du Parti Social-Démocrate (S. D. P.) est enfin venue. Il a montré aux sceptiques ses qualités véritables. En 1916, un petit groupe d'opposition ayant à sa tête Roland Holst, groupe qui avait existé pendant quelque temps sous le titre «groupe internationaliste» autonome, fusionnait avec le Parti Social-Démocrate (S. D. P.).

## IV.

Les membres du Parti Social-Démocrate (S. D. P.) étaient de ceux qui avaient vécu dans l'ombre des vastes organisations bourgeoises de la social-démocratie victorieuse et des syndicats «actuels». Ils représentaient les restes de «l'ancien mouvement» des groupes et des unions syndicalistes qui avait résisté au torrent nationaliste déchainé par la guerre. Sous l'influence du développement économique de la Hollande, ces éléments avaient acquis petit à petit des idées nouvelles et s'étaient affranchis peu à peu de leurs anciennes conceptions anarchistes, tout en

conservant leur vieil esprit de révolte anticapitaliste.

Les unions syndicalistes n'étaient deü plus des organisations locales autonomes se plaçant exclusivement sur le terrain de la lutte économique. Elles avaient formé une Confédération générale avec fonctions rétribuées et disposaient aussi d'une caisse de secours destinée uniquement à soutenir la lutte révolutionnaire.

Comme on le voit, les unions syndicalistes ne s'étaient pas converties en mutualités. Elles n'étaient pas devenues, comme les syndicals «actuels», des organisations de défense des intérêts petits-bourgeois, elles étaient restées des organisations de lutte. Elles étaient contre les tarifs immuables (alors que les syndicals «actuels» signaient avec le patronat des contrats à long terme). Bref, leur action n'avait pas pour but de niveller l'état général des ouvriers, comme le voulait le capitalisme.

Les syndicalistes avaient gardé dans leurs organisations locales toute liberté d'action, n'ayant pas besoin de demander l'assentiment de leur organe central pour entamer une action jugée nécessaire. Pour eux, la grève générale représentait le suprême degré d'action.

L'état d'esprit général des ouvriers hollandais fit que la lente régénération que les syndicalistes avaient commencée en 1903, après l'acte de trahison de Troëstra, atteignit bientôt ses limites. Les masses ouvrières tournèrent le dos aux syndicalistes et entrèrent dans les nouveaux syndicals et dans le Parti Ouvrier Social-Démocrate (S. D. A. P.) qui firent constamment obstacle à l'activité des syndicalistes.

La faiblesse des syndicalistes résidait dans ce qu'ils ne pouvaient qu'avec peine se détacher des conditions de vie spécifiques de la Hollande. De plus, par suite de leur insuffisante compréhension théorique des lois du développement de l'impérialisme, ils étaient enclins à s'adapter à ces conditions afin d'affermir leurs organisations.

La guerre les a contraints à renoncer à ces derniers vestiges de leur attitude négative envers l'action politique.

Les désenchantés du Parti Ouvrier Social-Démocrate (S. D. A. P.), les syndicalistes, les groupes socialistes libres, l'Union internationale anti-militariste et les socialistes chrétiens se groupèrent, au début de la guerre, autour du Parti Social-Démocrate (S. D. P.). Se soumettant ainsi à la dictature politique du S. D. P. ces éléments ont pu combattre le capitalisme, d'abord par leur «Comité d'Agitation» et plus tard par leur «Comité Révolutionnaire contre la Guerre et ses conséquences».

Tout d'abord, une campagne d'agitation dut être entreprise contre la mobilisation des ouvriers hollandais et pour la défense de leurs intérêts menacés par les exploités nationaux. L'action s'engagea ensuite contre la politique extérieure germanophile qui menaçait d'enfermer la Hollande dans la guerre. L'action finit par gagner les masses lorsqu'elle se transforma en attaque contre la politique d'exportation. Celle-ci avait pour résultat d'affamer la population et rapportait des

bénéfices scandaleux aux requins capitalistes et aux agioteurs militaires.

Nous n'avions qu'un mot d'ordre: «Pour la grève générale, contre la guerre, pour la paix: ni pour l'Allemagne, ni pour l'Entente, contre tout impérialisme!»

Lorsque la paix apparut à l'horizon, nous adoptâmes un nouveau mot d'ordre: *Contre la paix entre groupes capitalistes, pour la révolution, seule capable de donner la paix aux peuples!* Et sous cette devise: *Contre la politique de famine du gouvernement!*—nous avons amené les masses prolétariennes, d'année en année toujours plus affamées, à nos meetings, à nos manifestations et à nos grèves de protestations.

La plus belle manifestation de cette campagne révolutionnaire fut la préparation systématique de la grève générale déclanchée par le Parti Social-Démocrate (S. D. P.). Cette grève générale fut grandement favorisée par les conditions créées au sein des organisations ouvrières, gagnées peu à peu par le «Comité Révolutionnaire». Au début de 1917, les organisations ouvrières étaient en mesure de déclancher le mouvement. Tout d'abord assez bien réussie, la grève générale se termina néanmoins par un échec dû à l'impossibilité d'enfermer dans la grève les syndicals «actuels» et les masses indolentes qui les suivaient. A ce moment, le chômage atteignait une intensité extrême. Malheureusement, le mécontentement général du prolétariat hollandais n'eut d'autre résultat, dans les conditions présentes, que d'introduire la désagrégation dans ses rangs.

Cet état de choses engendra parmi les éléments révolutionnaires organisés une apathie générale, partagée à ce moment par le peuple hollandais tout entier. Et craignant pour le sort de leurs organisations, les éléments révolutionnaires ne voulurent pas recommencer la lutte.

Quelques mois se passèrent ainsi. Mais au printemps les masses affamées s'emparèrent des produits alimentaires qui se trouvaient dans les bateaux et dépôts et saccagèrent les magasins. Les éléments révolutionnaires ne réussirent pas à convertir l'émeute en un vaste mouvement révolutionnaire organisé. La troupe eut vite rétabli l'ordre. Depuis lors, le prolétariat hollandais s'est résigné à son sort. La révolution allemande l'a laissé indifférent et ce n'est que dans nos rangs qu'elle a eu quelques répercussions. Il faut dire que, pendant les longues années de guerre, nous avions cessé de croire à la possibilité de la révolution en Allemagne.

Troëstra ment avec impudence (dans le but évident de faire oublier sa conduite honteuse, ses aberrations et son embarras pendant les journées de novembre 1918) quand il veut nous faire croire qu'au moment de la révolution allemande, un profond mouvement de révolte secouait les ouvriers hollandais. La manifestation d'Amsterdam dirigée par notre parti fut dispersée à coups de fusil devant les casernes de cavalerie. Il y eut quatre tués.

Le Parti Ouvrier Social-Démocrate (S. D. A. P.) ayant décommandé les réunions qu'il devait tenir, rendit impossible tout mouvement ultérieur. Il en

résulta un affaïssement moral des forces révolutionnaires du prolétariat. C'est ainsi que la révolution de Trotskïa fit le jeu de la bourgeoisie.

## V.

L'action vigoureuse et constante du Parti Communiste Hollandais parmi les masses populaires, son agitation dans l'armée pendant la guerre, les discours enthousiastes de Vinicup en faveur de la révolution russe, son ardente campagne pour la révolution en Hollande ont fini par porter leurs fruits. Il est vrai que nous n'avons pas réussi à faire l'union de toutes les forces révolutionnaires, comme nous l'avions espéré, au moyen du «Comité révolutionnaire». Mais nous en avons jeté les bases. Le nombre des sections locales et des membres du Parti Communiste a quintuplé (nous avons aujourd'hui de 2.500 à 3.000 adhérents). Le nombre des abonnés de la *Tribune*, devenue en 1916 quotidienne, était de 6.000 au début de 1920.

N'oublions pas que c'est en tant qu'organisation du prolétariat militant que le Parti Communiste s'est frayé la route.

Aux élections parlementaires de 1916, qui ont eu lieu sous le système de la représentation proportionnelle, le parti a eu deux de ses candidats élus: van Ravestein et Vinicup; il a gagné 34 sièges dans les municipalités (sur les 45 sièges du Conseil municipal d'Amsterdam il dispose de 6 sièges); le Parti Ouvrier Social-Démocrate (S. D. S. P.) en a 13. Le nombre des suffrages réunis aux élections parlementaires sur la liste du Parti Communiste dépasse 30.000.

Comment expliquer que le Parti Communiste Hollandais en dépit de son action constante et de longue haleine, en dépit de la haute valeur de ses théoriciens, n'ait pas acquis plus d'ampleur? Et pourquoi donc la lutte révolutionnaire n'est-elle pas menée avec plus de vigueur?

Cela s'explique uniquement par la psychologie spéciale de l'ouvrier hollandais, due à l'influence de la guerre. Pendant la guerre, le prolétariat, mû par l'instinct de conservation, ne se préoccupa que de garder la neutralité. Il a *tout sacrifié* dans ce but. Longtemps le prolétariat hollandais s'est laissé persuader qu'afin d'éviter la guerre, il fallait exporter ce que la Hollande produisait. C'est ainsi que pendant quatre ans, par sottise et par peur, il s'est résigné à subir la *famine*.

La Hollande n'ayant pas participé à la guerre, la classe ouvrière hollandaise n'a pas eu à subir autant d'épreuves et n'a pas acquis autant d'expérience que la classe ouvrière des pays belligérants. Aussi, à l'encontre de ce que l'on observe dans les autres pays, l'état d'esprit du prolétariat hollandais est-il très arriéré. Contrairement au prolétariat des pays belligérants, le prolétariat néerlandais n'a qu'un sentiment très faible de sa dépendance du *capitalisme*. Sa conscience et sa conscience de classe sont tombées au plus bas. Et il ne fait rien pour réagir. Lâcheté, manque de courage, refus de se sacrifier pour la défense de ses propres intérêts, telles ont été après la guerre les caractéristiques du prolétariat hollandais.

Dans ces conditions, il est évident que la meilleure tactique et la meilleure propagande communistes, de même que la volonté enthousiaste de l'avant-garde révolutionnaire, doivent fatalement être tenues en échec par l'aveuglement de ce prolétariat.

La peur que le peuple hollandais avait eue de la guerre, le saisit à nouveau à l'idée de la révolution prochaine et de la guerre civile.

## VI.

La guerre a bouleversé la situation de la Hollande. Pendant les hostilités, ce pays a été isolé du monde extérieur. Son capital colonial a été coupé de la métropole. Son capital maritime est resté inactif. Mais son capital agraire a amassé d'énormes bénéfices. Les parlians en droits d'entrée excessifs ont vu leurs expériences dépassées par suite de l'isolement de la Hollande. Les possibilités illimitées d'écouler les marchandises à des prix fabuleux ont créé un champ d'action des plus favorables au gros capital.

Le capital hollandais a dû développer son activité à l'intérieur du pays. De nouvelles branches d'industries ont été créées. Les exploitations agricoles et les laiteries ont été industrialisées. A partir de ce moment, la concentration du capital financier s'est effectuée avec une rapidité vertigineuse.

Le développement du capitalisme hollandais a atteint le niveau mondial. C'est ce que les ouvriers hollandais ont maintenant appris à leurs dépens. Cette nouvelle phase du développement économique obtenue en affamant le peuple, confère à la lutte de classes en Hollande le même degré d'acuité que dans les autres pays. Cette lutte tend aujourd'hui à revêtir le caractère de la guerre civile. La cause en est tout d'abord dans l'exaspération de l'antagonisme des classes. L'influence de la situation internationale agit dans le même sens, dans une mesure beaucoup plus grande qu'autrefois. Enfin les forces du capitalisme et de la révolution prolétarienne sont en présence.

Pendant la guerre, le capital hollandais, défendu et soutenu par la social-démocratie petite-bourgeoise et les syndicats «actuels», a pris nombre de mesures contre «l'ennemi extérieur». Mais en réalité, toutes ces mesures ont été dirigées contre «l'ennemi intérieur», c'est-à-dire contre les déserteurs et les révolutionnaires étrangers. Après la guerre, ces mesures spéciales sont restées en vigueur. Partout où l'état de siège avait été levé, il a été rétabli sous une forme juridique, et cette fois de façon permanente en vue de lutter contre «l'ennemi intérieur».

Par sa politique de guerre, la social-démocratie a donc été l'auxiliaire de la bourgeoisie qui se prépare à la guerre civile.

En juin 1920, la bourgeoisie couronna la série de ces mesures contre-révolutionnaires par une loi inquisitoriale qui lui permet d'empêcher toute propagande révolutionnaire et toute action des syndicaux.

La grève de 24 heures, déclanchée pour protester contre cette loi, bien que soutenue par le Parti Ouvrier Social-Démocrate (S. D. A. P.) et les syndicats «actuels», n'eut guère de succès.

Le Parti Communiste devra s'adapter à la nouvelle situation qui lui est faite. Parallèlement à son action au grand jour, il devra se préparer à l'action clandestine. Quant à cela, les difficultés sont d'autant plus grandes que les meilleures forces du parti sont absorbées par l'action parlementaire et que le Parti Communiste a constamment lutté contre les agissements secrets et pour le maximum de «démocratie». Mais l'expérience apprendra aux camarades de Hollande à s'adapter aux nouvelles conditions de la guerre de classes.

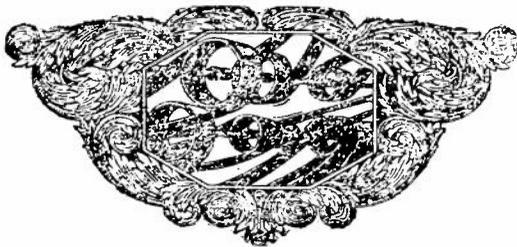
La bourgeoisie cherchera probablement à provoquer la guerre de classes déclarée, à laquelle elle s'est préparée depuis les événements de 1917 (connus sous le nom des «émeutes pour la pomme

de terre»), en s'inspirant des conceptions les plus récentes de la contre-révolution internationale.

Aussitôt qu'il eut atteint le niveau du capital mondial, le capital hollandais s'est préparé à la guerre civile dans laquelle il doit trouver la mort. Et la Hollande se trouve ainsi aujourd'hui dans les conditions faites au prolétariat des autres pays.

Et c'est sur ce nouveau terrain que la lutte des classes du prolétariat hollandais doit se convertir en action révolutionnaire. Il ne s'agit déjà plus d'un combat pour les droits de la classe ouvrière dans les cadres du régime capitaliste, mais d'un combat pour le *pouvoir du prolétariat*, pour un régime social où il n'y aura plus de classes et sur la base duquel le prolétariat édifiera sa vie nouvelle, morale et spirituelle.

I. JANSEN.





J. HERTZOG.

## L'ACTION DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE EN SUISSE

L'action pour la III-e Internationale se poursuit avec une grande énergie, dans les organisations politiques et syndicales du prolétariat suisse. Plusieurs importants syndicats locaux ont déjà décidé de sortir de l'Internationale d'Amsterdam et d'adhérer à l'Internationale des syndicats rouges de Moscou. Le congrès des syndicats, qui a eu lieu en octobre 1920 à Neuenburg, devait élucider leur attitude à l'égard de la III-e Internationale. Mais la question ne put être examinée faute de temps et en fut remise au prochain congrès (1921). A notre point de vue, la situation en Suisse offre, dans ses traits généraux, le même tableau que dans les autres pays. La majorité des ouvriers organisés est pour la III-e Internationale, mais la plupart des leaders des syndicats et du Parti Social-Démocrate se prononcent contre elle. C'est pourquoi nous pouvons prévoir que le congrès des syndicats suisses se prononcera aussi à la majorité contre l'adhésion à l'Internationale Communiste.

Tandis que dans les organisations professionnelles la question se résume simplement en une décision à prendre «pour» ou «contre», la situation est beaucoup plus complexe dans le mouvement politique, par suite de l'existence dans les milieux prolétariens suisses de différents partis et courants politiques. La droite comme la gauche du mouvement socialiste suisse savent très bien ce qu'elles veulent. La droite concentrée dans le parti de Grulli se tient sur une plate-forme nationale et n'a nullement le désir de quitter l'Internationale des social-patriotes. La gauche formée par le Parti Communiste Suisse adhère déjà à la III-e Internationale. La lutte a donc lieu dans le centre qui embrasse la masse principale des ouvriers politiquement organisés, c'est-à-dire dans le Parti Social-Démocrate, divisé, lui aussi, en courants politiques opposés. Il comprend: des Grülliens de la plus belle eau, des pacifistes, des centristes, des socialistes chrétiens; la gauche groupée autour de Well, de Nobs, de Platten, d'Humbert Droz; et enfin, bon nombre de communistes, membres à la fois du Parti Social-Démocrate et du Parti Communiste. L'année précédente, pendant le vote, dans les sections du Parti Social-Démocrate, l'adhésion à la III-e Internationale fut rejetée. Mais les dissensions ne se terminèrent pas là. L'esprit radical des ouvriers suisses est en croissance, et avec elle le désir d'adhérer à la III-e Internationale. Dans cette situation, les leaders du Parti Social-Démocrate ont cru indispensable de re-

mettre la question à l'ordre du jour et ont décidé que le prochain congrès du parti devrait déterminer une fois de plus son attitude envers la III-e Internationale, laquelle Parti Social-Démocrate adhérerait à la condition de garder toute liberté d'action, et préciserait son attitude envers ses membres communistes en les excluant.

La gauche du Parti Social-Démocrate, peu de temps avant le II-e Congrès de la III-e Internationale, après le retour de Platten de Russie, se réunit (représentée par 54 membres) à Olten, s'y organisa et décida d'entamer au sein du Parti Social-Démocrate une action énergique en faveur de l'adhésion à la III-e Internationale. Un comité fut composé des camarades Nobs, Wiss et P. Bloch. Son siège fut fixé à Zurich. On décida aussi, en principe, l'édition d'une revue mensuelle.

Mais le II-e Congrès de la III-e Internationale siégeait à Moscou. A côté des représentants du Parti Communiste Suisse et des organisations de la Jeunesse Socialiste, s'y étaient aussi rendu, contrairement au vœu de la direction du Parti Social-Démocrate les représentants de la gauche Social-Démocrate. Les résolutions du Congrès international, ses 21 conditions et particulièrement la résolution du Comité Exécutif de la III-e Internationale—qui déclarait le Parti Communiste Suisse admis dans la III-e Internationale et que la gauche du Parti Social-Démocrate devait dans le délai de 4 mois se séparer des opportunistes et des droiliers et s'unir au Parti Communiste Suisse—éclatèrent comme autant de coups de tonnerre dans le marécage de la social-démocratie. Les social-démocrates gauches s'étant réunis pour entendre le rapport de leur délégué revenu de Moscou, décidèrent de se soumettre aux 21 conditions, mais repoussèrent la collaboration avec le Parti Communiste Suisse en un Comité d'Action unique, proposée par le Comité Exécutif de la III-e Internationale. Le Bureau du Parti Social-Démocrate se réunit également le 10 octobre, à Olten, et déclina par une majorité de 47 voix contre 21 la proposition Well (acceptation sans réserves des 21 conditions). Le Bureau rejeta de même à une majorité de 49 voix contre 8 les propositions Schneider (Bâle) et Nobs (Zurich) qui, tout en ne souscrivant pas aux 21 conditions, voulaient négocier avec Moscou.

La proposition Grimm fut votée par une majorité de 40 voix contre 13 et établie sous forme de résolution pour être présentée au congrès extra-

ordinaire du parti. Cette résolution est ainsi conçue:

«Le Bureau du parti révoque sa résolution du mois d'avril 1920 touchant à l'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale. Le Bureau présente au congrès extraordinaire les propositions suivantes:

1) Les 21 conditions d'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale sont rejetées comme étant impossibles à remplir. 2) La direction et le Bureau du parti sont chargés d'entrer en relation avec ceux des partis étrangers qui désireraient adhérer à la III<sup>e</sup> Internationale, mais ne peuvent souscrire aux 21 conditions, afin d'obtenir de concert avec ces partis une révision des conditions d'admission, qui rendrait possible l'union internationale des partis révolutionnaires ouvriers. 3) Cette résolution doit être soumise au vote.

Le congrès extraordinaire qui, outre la question de l'adhésion, devait également examiner celle de la révision du programme fut fixé au 10, 11 et 12 décembre 1920, à Berne. Les adversaires en principe de la III<sup>e</sup> Internationale, ayant rejeté une fois pour toutes les conditions — les social-patriotes Greulich, Graber, Gustave Müller, Schmidt, Gouber, Kel et consorts se prononcèrent pour la proposition Grimm, ce qui suffit à la caractériser. Mais cette réunion du Bureau du parti amena par la suite la gauche à se séparer. Schneider et Nobs, ce dernier président du comité des gauches, avaient voté contre les 21 conditions, mais consentaient à une reprise des pourparlers avec Moscou ce qui, pourtant, s'accordait avec la proposition Grimm.

Les 10, 11 et 12 décembre 1920, une démarcation nette sera tracée, en Suisse, dans les esprits. Les choses se présentent actuellement comme suit: les cantons de Zurich, la ville de Bâle, Schafgauer et Genève se prononcèrent à la majorité pour l'acceptation des 21 conditions, de sorte que près d'un tiers des délégués voteront l'adhésion sans réserves à la III<sup>e</sup> Internationale. Mais toute la presse politique social-démocrate décline l'acceptation de ces conditions. La *Volksrecht* (Zurich) hésite, et seul le *Vorwärts* de Bâle et, dans la Suisse occidentale, *Le Phare* font campagne pour l'acceptation des 21 conditions.

Des 54 social-démocrates gauches d'Oltten, il est probable que la moitié à peine gardera ses

positions. Nobs et Schneider inclinent déjà vers la droite. Dans différentes localités importantes, à Winterthur, Berne, Biel, Tourgau, Lucerne, les gauches n'ont qu'une influence insignifiante sur les organisations ouvrières et ne peuvent rien sans les camarades du Parti Communiste. Les social-démocrates de gauche auront-ils le courage de tirer, après le congrès du Parti Social-Démocrate, les conclusions nécessaires et de quitter leur parti? Voilà qui est douteux.

Pour faire face à toutes les circonstances, le Parti Communiste Suisse a voté à la conférence de Zurich la résolution suivante:

Le Parti Communiste développera une propagande énergique et fondera partout des sections communistes. Toutefois les membres du Parti Social-Démocrate qui ont donné ou donneront leur adhésion au Parti Communiste, ne doivent pas quitter le vieux parti, mais travailler dans ses rangs avec les socialistes gauches, pour la III<sup>e</sup> Internationale et pour la scission du parti. Au cas où, lors du prochain congrès du parti, les social-démocrates gauches ne s'écarteraient pas, conformément aux statuts de la III<sup>e</sup> Internationale, des socialistes droitiers et centristes, les membres et les groupes du Parti Communiste demeurant dans le Parti Social-Démocrate seront tenus à sortir collectivement.

Quel que soit le cours ultérieur des événements — que les leaders social-démocrates déclinent les conditions de la III<sup>e</sup> Internationale, ou que leurs hésitations se prolongent, — il n'en est pas moins certain que les masses révolutionnaires exigent une prompt solution de la question. Et cette résolution sera donnée par le prochain congrès du Parti Social-Démocrate, en décembre 1920. Elle ne peut être plus longtemps remise. Le Parti Communiste Suisse, encore peu nombreux, s'accroîtra notablement de ce fait. On espère qu'il groupera 15.000 membres. Il sera ainsi, numériquement, le deuxième parti prolétarien suisse. Ce qui aura, naturellement, pour conséquence l'augmentation de son influence et de son activité: chose tout à fait urgente, dans la situation chaotique où se trouve actuellement la Suisse.

I. HERTZOG.





## LE MOUVEMENT RÉVOLUTIONNAIRE EN AFRIQUE DU SUD

La grande majorité du prolétariat de l'Afrique du Sud appartient à la race Bantou, partout privée de droits politiques, excepté dans la colonie du Cap, et maintenue dans un véritable servage par une législation pénale d'exception et par un système de passeport et de cartes d'identité. Hindous et travailleurs blancs ne forment qu'une minorité. Tous les documents concernant le mouvement ouvrier de l'Afrique du Sud ne doivent être acceptés que sous réserve, le mouvement ouvrier de race blanche de l'Afrique du Sud étant encore en proie à l'illusion démocratique des races dominantes qui s'imaginent représenter le peuple tout entier et considèrent la masse des serfs et des esclaves noirs comme politiquement inexistante.

La grande masse des travailleurs indigènes formant environ les 75% du prolétariat, n'a pas encore pris conscience de ses intérêts de classe. La méthode qui consiste à imposer aux indigènes des périodes de travail dans l'industrie alternant avec des périodes de retour à la vie primitive ne contribue pas peu à créer cette situation.

### *Le mouvement ouvrier politique.*

À la formation de l'Union Sud-Africaine en 1910, les sections socialistes dispersées et les chambres de commerce ouvrières s'unirent pour constituer un Parti Ouvrier Sud-Africain qui se donna des buts socialistes.

Aux élections de 1910, le *S. A. L. P.* (*South African Labour Party*) envoya 4 membres au Parlement de l'Union Sud-Africaine. Jusqu'à la dissolution de ce parlement, survenue en 1915, les victoires électorales y portèrent le nombre des socialistes à huit.

### *Mouvement gréviste et politique.*

En juillet 1913, la grande grève des mineurs, avec laquelle se solidariserent les ouvriers d'autres industries, fit dans le monde entier une certaine impression, les troupes gouvernementales ayant massacré dans les rues de Johannesburg un grand nombre de paisibles manifestants.

En janvier 1914, nouvelle grève générale des travailleurs blancs. Commencée dans les chemins de fer, elle est suivie par les mineurs et par d'autres industries. Les mesures de répression et la loi martiale provoquent la débâcle du mouvement dont les neuf leaders sont déportés.

Aux élections du Conseil provincial qui suivirent en mars 1914, le *S. A. L. P.* groupa autour de lui tous les éléments libéraux de la population, indignée par la dictature militaire du gouvernement. Sur 25 candidats socialistes, 23 furent élus.

Ce succès eut son mauvais côté. Les politiciens arrivistes affluèrent au parti, si bien qu'à la déclaration de guerre le parti n'avait pas encore retrouvé son équilibre intérieur.

De ces 23 députés au Conseil provincial Transvaalien, 10 votèrent pourtant une résolution contre la guerre. À la conférence du parti d'East-London, en janvier 1915, les sections anti-militaristes devinrent la majorité et prirent le pouvoir. Elles ne rompirent pourtant pas l'unité du parti, espérant que la guerre ne tarderait pas à se terminer.

Le camarade W. H. Andrews, orateur de la fraction anti-militariste au Parlement et président du parti, fut réélu à son dernier poste. Une résolution fut adoptée à l'unanimité moins une voix, qui laissait à chaque membre du parti le droit de franchir la question de la guerre, selon sa conscience.

Le parti vécut sur ce compromis jusqu'au retour du colonel Crosswell, son leader parlementaire, qui rentra du Sud-Ouest Allemand en juin 1915. Des élections parlementaires devaient avoir lieu en octobre. Crosswell jeta aussitôt le gant aux anti-militaristes, en invitant le parti à soutenir la guerre jusqu'au bout. 20 militants connus élevèrent leur protestation, et le 22 août une conférence extraordinaire du parti se réunit pour débattre de la plate-forme électorale.

Pendant les mois précédents, la presse tout entière avait fait contre les anti-militaristes une campagne acharnée. La majorité pencha cette fois pour le parti de la guerre jusqu'au bout. Les élections supprimèrent toute possibilité de compromis, tout respect du droit des anciennes associations, tout désir de permettre aux anti-militaristes de demeurer dans le parti, tout rappel des buts véritables du parti; les candidats qui se refusaient à admettre la guerre jusqu'au bout furent rayés des listes.

### *La scission.*

6 membres du comité d'administration du parti, parmi lesquels figuraient le président, le secrétaire et le trésorier résignèrent leurs fonctions. La fraction anti-militariste se constitua en un parti autonome qui adopta le nom de *Ligue Inter-*

nationaliste du S. A. L. P. et se donna pour but de reconquérir le parti à l'internationalisme. Mais la fièvre électorale montait. Au même moment, le Conseil d'administration du parti votait l'exclusion sans plus de tous les membres de la *Ligue Internationaliste*.

#### Notre organe „The International“.

Aussitôt après la rupture, la Ligue commença la publication de son organe qui en est maintenant à son 6-e volume. Le *Worker*, organe officiel du parti, avait disparu en 1915, par suite du conflit concernant la guerre. Le parti officiel n'avait pas eu d'organe affilé depuis ce moment. Notre hebdomadaire fut ainsi le seul organe de la classe ouvrière de l'Afrique du Sud jusqu'à la fondation, en 1919, par la *Ligue Socialiste Industrielle du Cap*, organisation plutôt anti-politique, d'un organe mensuel intitulé *Le Bolchevick. The International* a, depuis sa fondation, doublé son format. La Ligue possède une imprimerie.

Celle-ci s'est heurtée à des difficultés particulières. Les fondateurs ont refusé de lui vendre du caractère. Le prix du papier ne cesse d'augmenter. Nous n'avons pourtant pas augmenté le prix de nos abonnements et nous ne publions pas d'annonces.

Le grand problème auquel doit faire face notre mouvement, c'est celui de la propagande parmi le prolétariat noir.

#### Les élections depuis la formation de la Ligue.

Aux élections générales de 1915, le S. A. L. P. envoya 3 membres au Parlement, élus avec mandat de ne pas créer d'embarras au gouvernement tant que durerait la guerre. C'est pendant ces élections que la Ligue entra pour la première fois dans l'arène politique. Nos candidats W. H. Andrews et L. A. Clark ne réunirent que 67 et 73 voix, défaite écrasante. La Ligue a depuis présenté ses candidats aux élections parlementaires et provinciales avec des chances diverses.

Aux élections provinciales du Transvaal, en 1917, W. H. Andrews se présenta à Benoni et, quoique défilé par son concurrent du parti officiel, réunif 357 voix, ce qui fut assez pour rompre la conspiration du silence de la presse capitaliste et provoquer un véritable scandale.

La collection de *The International* montre que notre Ligue se plaçait, à cette époque, sur la plate-forme de la guerre à la guerre et des unions syndicales industrielles, en opposition aux Unions des métiers. Nous soutenions ainsi indirectement la cause des noirs.

Lors de l'élection de Benoni, nos adversaires avaient excité contre notre candidat les passions bellicistes et le préjugé de couleur, très répandu dans la population d'origine hollandaise. Au fur et à mesure que croissait l'influence du socialisme internationaliste, ses ennemis firent des appels de plus en plus fréquents au préjugé de race. Cette arme dangereuse fut employée contre nous avec tant de succès que dans la circons-

tance précitée toutes les voix des boërs qui étaient hostiles à la guerre, dans la mesure où ils étaient anglophobes et petits-bourgeois, nous furent enlevées. On trouvera dans la collection de *The International* de nombreux faits de ce genre.

En mars 1920, le préjugé de couleur fut l'arme principale du parti officiel pendant la campagne électorale. Nous présentâmes 5 candidats, qui défendirent la dictature du prolétariat.

L'immense majorité du prolétariat sud-africain appartenant à la race Bantou, la question indigène fut constamment posée sur le tapis par rapport à celle des soviets.

Comme la Russie, l'Afrique du Sud a une large population rurale, et comme en Russie le prolétariat doit y comprendre pratiquement non seulement les ouvriers, mais aussi les petits-paysans qui appartiennent le plus souvent aux races indigènes.

Tous ces éléments, quelle que soit leur couleur, doivent former la classe gouvernante dont la dictature sera le premier pas de la révolution.

C'est là la pierre d'achoppement des questions sociales dans l'Afrique du Sud, où la plupart des salariés de race blanche, s'ils ne sont pas encore propriétaires, aspirent à le devenir et ont une mentalité de petits-bourgeois. Mais tout mouvement de classe qui écarte ou ignore les indigènes ne peut être que nul. Une révolution qui ne changerait pas la condition de l'indigène perpétuerait les antagonismes existant au sein de la société actuelle.

C'est ce que ne veut pas voir le S. A. L. P. lorsque pour gagner des voix, il favorise le trade-unionisme des blancs. On sait pourtant que les ouvriers blancs ne pourraient pas tenir une semaine sans les ouvriers noirs. Les grandes grèves indigènes de mines d'or qui se sont produites en mars 1920, pendant la campagne électorale, l'ont démontré. Il faut dire à la honte des mineurs blancs, qu'ils n'hésitèrent pas à accepter par rapport aux noirs le rôle de renards. La Ligue Internationaliste adressa dans cette circonstance un véhément appel aux mineurs. Le S. A. L. P. se désolidarisait du mouvement indigène et en faisait retomber toute la responsabilité sur les internationalistes contre lesquels on espérait ainsi armer la populace blanche. Des bandes conduites par des membres connus du S. A. L. P. dispersèrent par la force nos réunions électorales. Quantité de nos sympathisants, auxquels la grève portait préjudice, donnèrent leur voix au S. A. L. P. A la veille du scrutin, le colonel Crosswell, son chef reconnu, se déclara solennellement à la presse capitaliste partisan du rattachement de l'Afrique du Sud à l'Empire Britannique. Ce dernier geste agissant sur la population anglaise qui redoutait le programme du Parti Nationaliste Hollandais réclamant la République Indépendante, affira au S. A. L. P. un grand nombre de voix nationalistes. Le S. A. L. P. envoya au Parlement 81 députés.

Malgré notre échec nous avons soutenu une belle lutte, et il nous avait été donné de constater avec joie le progrès de la solidarité ouvrière entre les deux races. Nous avons soulevé la

question du préjugé de race, et nous soulignons ici, aux yeux du Comité Exécutif de la III-e Internationale, que les élections sud-africaines doivent être jugées sur leur plate-forme et, non sur leur résultat. Si le résultat des élections mesure la puissance des organisations, notre Ligue est encore insignifiante.

Mais si l'esprit révolutionnaire des travailleurs entre en ligne de compte, si l'on connaît la redoutable puissance des préjugés de race qu'ils ont à vaincre, si l'on apprécie leur propagande écrite et parlée, faite souvent au prix de sacrifices personnels, si l'on tient compte de leur presse, notre Ligue Socialiste Internationaliste apparaît bien comme le seul organisme vigoureux des travailleurs de l'Afrique.

Le trust des théâtres qui dispose de tous les lieux de réunion, nous refuse les locaux. Nos réunions ont été dispersées par des bandes de cent-noirs, et la police a maintes fois poursuivi nos camarades pour s'être défendu contre les assauts d'une populace réactionnaire.

Au mois d'août 1916, nous fûmes poursuivis pour un manifeste contre la guerre.

### *Un échec du gouvernement.*

En juillet 1918, 3 de nos camarades blancs et 5 indigènes furent arrêtés sous l'inculpation de «violences».

La Ligue, qui avait été pendant la guerre le seul groupe de propagande, était devenue populaire parmi les travailleurs, surtout indigènes. Ces derniers y avaient trouvé, pour la première fois dans l'histoire de l'Afrique du Sud, une organisation ouvrière toujours prête à leur accorder une aide fraternelle et à faciliter leur émancipation. Les *Industrial Workers of Africa* (Travailleurs industriels de l'Afrique), organisation indigène révolutionnaire formée par la Ligue et dans les écoles de la Ligue, suggèrent aux autorités l'idée d'un complot contre le régime actuel. Les I. W. A. ayant organisé, de concert avec le congrès national des indigènes, un mouvement de résistance passive contre le système de passeports et les bas salaires, ce fut pour le gouvernement l'occasion de se livrer à diverses machinations. Le Département des Affaires Indigènes et le Service Secret du gouvernement préparèrent savamment le coup qui devait tuer notre Ligue. Par des télégrammes envoyés à la Métropole et par les débats au Parlement, le gouvernement prépara, 6 mois à l'avance, l'opinion publique à l'arrestation de nos camarades. Des mouchards suivaient les réunions des I. W. A. et les cours organisés par la Ligue. Un policier qui s'était introduit dans la Ligue indigène en devint le secrétaire et, enfin, après la publication d'une déclaration du gouvernement aussi sensationnelle que mystérieuse, où il était notamment question d'or allemand, les arrestations eurent lieu.

Le principal témoin à charge, un indigène sorti de notre école et sur qui notre enseignement avait sans doute eu plus d'influence que l'argent du gouvernement, déclara, après avoir lu sa déposition, qu'elle lui avait été dictée point

par point. Ce fut le coup de grâce de l'accusation. Les 6 mois d'intrigues policières aboutirent à un fiasco si complet que l'affaire n'eut pas de suite.

### *Le prolétariat indigène.*

Les fruits de notre propagande en faveur du prolétariat indigène se manifestèrent à la Conférence Socialiste du 5 août 1917, lorsqu'il s'agit d'envoyer un délégué à Stockholm. Lors de cette conférence, la plate-forme de la Ligue fut admise par les organisations suivantes: Fédération Social-Démocrate du Cap, société Sud-Africaine pour l'Arbitrage et la Paix, Société Socialiste Juive, Union des Marins. Un délégué hindou, le camarade Sigamoney, représentant l'Union Hindoue, parla des revendications agraires des indigènes. Nos camarades européens se rendront difficilement compte de l'importance d'un fait tel que la présence, à un congrès de blancs, de délégués hindous et noirs. Ce seul fait suffit à provoquer parmi les assistants le plus grand enthousiasme. La propagande socialiste parmi les noirs parut si subversive à quelques-uns que le Conseil administratif du S. A. L. P. qui siégeait dans le même bâtiment du Trades Hall Council, se transporta dans un hôtel voisin en manière de protestation contre l'outrage infligé aux blancs par la présence des noirs.

La Ligue se vit désormais refuser le local du Trades Union Council. L'indignation fut grande dans les syndicats du Cap, où voisinent blancs et noirs. Les travailleurs du Cap condamnèrent le Trades Union Committee, mais ceux du Transvaal demeurèrent indifférents, les préjugés de race empêchant encore chez eux l'admission des noirs dans les syndicats.

Nous n'affirmons certes pas que ces délégués représentaient un prolétariat noir nombreux. Nous les considérons plutôt comme les représentants d'une avant-garde de une masse noire, inorganisée, sans droit de vote et sans droit de parole, annule la validité de tous les mandats des blancs. Nous répétons qu'il s'agit, à notre avis, de mesurer des efforts et non de compter des votes, et que cela suffit à donner le droit de parole à un délégué sud-africain dans les conseils de l'Internationale. Nous pensons que les résultats de notre propagande parmi les travailleurs hindous et indigènes ont une grande importance pour des millions de prolétaires noirs et qu'ils attestent leur entrée imminente dans les rangs de la classe ouvrière internationale. Depuis cette conférence, 3 grandes grèves et plusieurs grèves de moindre importance ont révélé, en Afrique du Sud, la vigueur de la protestation indigène contre le système des passeports et les bas salaires.

Le point de départ de ces conflits fut dans une petite grève des travailleurs indigènes de la municipalité de Johannesburg. Ces grèves étant les premières grèves indigènes, le tribunal de police infligea quelques peines aux grévistes, ce qui généralisa le mécontentement. Quant à la protestation contre la réglementation des passe-

ports, les indigènes se bornèrent à remplir de leurs passeports de grands sacs et en faire des feux de joie devant les postes de police et les bureaux des passeports. Dans la grève du Cap (janvier 1920) contre l'exportation des vivres de la colonie, les travailleurs noirs furent trahis par les blancs, à la demande desquels ils étaient entrés dans le mouvement.

La troisième grève fut celle des mineurs, en mars 1920. Une masse flottante d'environ 40.000 mineurs arrêta le travail par intermittence, une mine le reprenant au moment où une autre l'arrêtait, pour recommencer le lendemain et tenir ainsi la police sur les dents.

Toutes les grèves du Transvaal furent sauvagement réprimées par la police et par la populace. Un grand nombre de grévistes furent tués et blessés.

Une enquête officielle, faite sur les conditions d'existence de la population noire, permit aux fonctionnaires gouvernementaux de conclure que les conditions d'existence des indigènes ne justifiaient pas les troubles et qu'il fallait en faire retomber la responsabilité sur les socialistes internationalistes et sur l'exemple pernicieux des travailleurs blancs.

Les indigènes nous prouvent leur disposition à comprendre et pratiquer la solidarité. Jusqu'à présent l'esprit révolutionnaire ne leur a pas fait défaut, mais ils ont manqué d'organisation. Aussitôt qu'une organisation sérieuse aura été créée pour contrôler et diriger leur esprit révolutionnaire, sa puissance se révélera irrésistible.

#### *L'adhésion à la III-e Internationale.*

Pendant la guerre, notre Ligue n'a sympathisé qu'avec le groupement de Zimmerwald. Jusqu'à la révolution russe, nous avons correspondu avec le Parti Socialiste Italien et avec le camarade Grimm de Berne, sous l'influence desquels nous nous trouvions davantage même que sous celle des camarades anglais, pourtant en majorité dans notre comité administratif.

La cinquième conférence de notre Ligue a voté l'affiliation à la III-e Internationale.

#### *Le mouvement industriel de l'Afrique du Sud.*

De même que le mouvement politique, le mouvement industriel a beaucoup souffert de la guerre.

Il venait de sortir des luttes de janvier 1914 et n'avait pas encore eu le temps de reprendre des forces, quand éclata la guerre.

La première grève générale de juillet 1913, grande victoire pour les ouvriers, avait tué toute haine de race entre travailleurs hollandais et anglais, et il avait paru que l'internationalisme allait vraiment devenir la base de notre mouvement syndical, mais la guerre réveilla une fois de plus les haines nationales entre blancs et faillit provoquer l'effondrement total des organisations syndicales.

Depuis sa fondation, la Ligue poursuit une campagne vigoureuse pour l'unionisme industriel. Les travailleurs n'ont pas tardé à comprendre que le patronat ne cherchait qu'à les diviser, qu'à les affaiblir en encourageant la haine des races. En 1916 et 1917, la Fédération Industrielle de l'Afrique du Sud commença une action organisatrice si vigoureuse au Transvaal qu'on n'y trouve plus un travailleur blanc qui ne soit syndiqué.

La Fédération industrielle est formée de syndicats de métiers et d'industries. Elle fut d'abord appelée Fédération des Métiers. Son titre nouveau pouvait faire espérer une évolution véritable vers l'unionisme industriel. Mais elle n'en décourage pas moins tous les efforts de l'esprit révolutionnaire des travailleurs.

La seule chose qu'elle ait faite jusqu'à présent dans le sens d'une organisation par industrie, c'a été de fonder des départements d'industrie au sein de la fédération, départements dans lesquels les unions de métiers subsistent.

Le mouvement industriel applique cependant de plus en plus fréquemment les méthodes organisatrices et révolutionnaires de notre Ligue. Il y a trois ans, le mouvement industriel ne se souciait pas des indigènes. L'indigène n'était pas considéré comme un ouvrier, et l'idée d'organiser le prolétariat bantou aurait paru tout simplement absurde. Aujourd'hui, la question indigène est l'objet de toutes les intentions, bien qu'aucune mesure concrète n'ait encore été adoptée. Réunions ouvrières et congrès ne cessent de la débattre. Nous pouvons donc dire qu'un grand pas a été fait vers la victoire du principe de la solidarité des classes, indépendante des questions de race ou de couleur, telle que nous l'avons toujours défendue.

Dans notre propagande pour la solidarité de classes, nous ne négligeons aucun facteur. Malgré ses tendances petites-bourgeoises, le travailleur blanc est lié par un lien indissoluble au travailleur noir, et tous deux doivent ne former qu'un front unique.

#### *Les comités de fabriques.*

Ce mouvement s'est spontanément initié, en Angleterre, par l'initiative des ouvriers et contre la volonté des fonctionnaires syndicaux. En Afrique du Sud, il fut introduit par le camarade W. Andrews, notre délégué à la conférence de Stockholm, récemment revenu d'Angleterre et qui s'est livré à une intense propagande en faveur des Shop Stewards Committees.

Le mouvement a pourtant, en Afrique du Sud, un caractère plutôt artificiel. De même que dans le mouvement professionnel, les indigènes y sont ignorés, ce qui suffit à empêcher nos comités de fabriques de revêtir un caractère vraiment révolutionnaire.

A l'heure actuelle, le mouvement s'est entièrement rattaché à la Fédération Industrielle, ce qui le rend à peu près inutile. La Fédération condamne toute tentative de comités de fabriques d'obtenir, par l'action directe, satisfaction des revendications ouvrières d'une entreprise donnée.

Les travailleurs qui transgressent cette règle, sont qualifiés de «séparatistes». «Nous voulons un mouvement prolétarien des masses unifiées», déclare la Fédération qui fait d'ailleurs le nécessaire pour qu'un semblable mouvement ne puisse jamais se produire. Si par suite d'une crise, un conflit menace de s'aggraver particulièrement, la question litigieuse est soumise à divers bureaux qui se chargent de l'enterrer.

La Fédération demeurera donc une organisation d'un caractère petit-bourgeois, tant que les indigènes n'auront pris dans le mouvement ouvrier la place qui leur revient. En dépit de sa phraséologie révolutionnaire, la Fédération ne fait qu'aider le patronat à exploiter le prolétariat bantou. La presse capitaliste adresse, de temps à autre, aux travailleurs blancs des appels pressants, les invitant à résoudre à l'amiable leur conflit avec la bourgeoisie, afin de réaliser l'union de tous les blancs contre les noirs.

#### *Le mouvement révolutionnaire parmi les travailleurs blancs.*

Deux faits ont eu, en Afrique du Sud, la plus grande influence sur la conscience révolutionnaire des ouvriers. Il s'agit de la formation des soviets municipaux à Johannesburg et à Durban. Ces événements ont prouvé que l'instinct révolutionnaire des travailleurs était en avance par rapport à leur éducation socialiste.

A Johannesburg, le mouvement naquit d'une grève des mécaniciens-électriciens, suscitée par une revendication de salaire. Le conseil municipal ayant refusé de satisfaire aux revendications ouvrières, un soviet se constitua. Le pre-

mier avril, mécaniciens, ouvriers des tramways, employés s'emparèrent de l'Hôtel et rétablirent eux-mêmes la circulation des tramways, la distribution d'eau et d'énergie électrique. Le premier tramway sorti avec un drapeau rouge, attesta la victoire du soviet. 16 membres de la municipalité démissionnèrent.

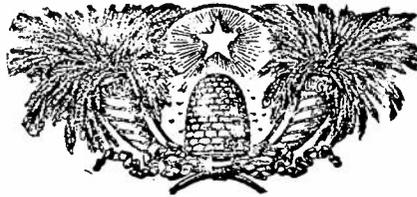
A Durban, la démonstration ouvrière mieux organisée obtint un plus grand succès, les travailleurs s'étant emparés de toutes les institutions municipales et de toutes les entreprises.

Mais, naturellement, nul n'avait songé à accorder aux noirs une place dans les soviets. Les ouvriers cependant ont fait preuve de circonspection et de prévoyance. Ils ont fort bien compris que leurs soviets ne pouvaient être durables, en société capitaliste. C'est pourquoi, après avoir donné aux ouvriers l'avant-goût du pouvoir et la preuve de leur force, ces soviets se sont dissous eux-mêmes. Nulons que ces expériences ne peuvent s'accomplir avec succès, que si le prolétariat s'empare d'abord du pouvoir politique.

Il peut arriver qu'une goutte d'eau fasse déborder le vase. Si dans les circonstances dont nous parlons, le mouvement révolutionnaire n'a pas gagné tout le pays, nous devons pourtant remarquer que la discipline révolutionnaire des ouvriers dans les deux soviets lut au-dessus de tout égoïsme.

Outre la Fédération Industrielle du Sud de l'Afrique, existent: la Fédération des Métiers du Cap (Federation of Trades), la Fédération Syndicale du Natal, l'Union Nationale des Travailleurs des Chemins de Fer et des Ports, et la Fédération Syndicale Sud-Africaine qui compte, seule, autant de membres que toutes ces autres organisations réunies.

*(Rapport adresse  
à l'Internationale Communiste par  
la Section de l'Afrique du Sud).*





V. VILENSKY (SIBIRIAKOFF).

## EN CHINE

# A LA VEILLE DE LA FORMATION D'UN PARTI COMMUNISTE

La Chine sort enfin de sa torpeur. C'est grâce à la révolution d'Octobre. Ses échos puissants se sont répercutés jusqu'aux vallées du Yang-tsé-Kiang, secouant la torpeur des masses ouvrières chinoises.

Derrière la grande muraille chinoise, dans une foule de quatre cent millions d'hommes, un regroupement des forces sociales s'opère actuellement. Des nouvelles forces sociales s'accroissent et se développent, affirmant hautement leur droit à l'existence et jouant déjà un rôle actif dans la vie du pays.

Ces forces sont actuellement représentées, en Chine, par les étudiants et par le prolétariat industriel en voie de rapide développement. Vers le milieu de 1919, un grand mouvement a éclaté en Chine, à la suite des décisions de la Conférence de Versailles qui prévoient l'abandon du Chan-toung au Japon; ce mouvement a mis en relief la puissance du mouvement étudiant chinois qui a pris une part active à la campagne anti-japonnaise.

Presque toutes les écoles de la Chine ont décrétoché la grève, les étudiants présentant au gouvernement les exigences suivantes: 1) châtiement des traîtres, complices des Japonais. 2) La mise en liberté des étudiants arrêtés à Pékin. 3) Revendication d'une indemnité au profit des étudiants chinois maltraités au Japon. 4) Revendication de garanties de la part de la France, de l'Angleterre et de l'Amérique, que Tsing-Dao serait rendu à la Chine. 5) Conclusion à brève échéance de la paix entre le nord et le sud. 6) Ordre à donner immédiatement aux troupes et à la police de ne pas s'opposer aux meetings ouvriers.

Plusieurs organisations se sont formées dans les milieux étudiants, ayant pour but: 1) de mener une large propagande pour le boycottage de tout ce qui est japonais: marchandises, vaisseaux, établissements de crédit, entreprises, argent, 2) de mettre, dans la mesure la plus large, la population au courant des efforts de la production nationale, afin d'en faire consommer les articles par la population.

La propagande des étudiants a eu un grand succès dans la classe des commerçants qui, par

ses organisations (chambres de commerce), met facilement en pratique le boycottage et s'en sert naturellement dans ses propres intérêts.

Le boycottage—expression du mouvement anti-japonnais—trouve une large application, surtout dans l'industrie manufacturière, de la librairie-papeterie et dans l'industrie sucrière. Les sociétés de commerce ont établi des règles de boycottage dont l'observation est obligatoire, sous peine de grosses amendes pécuniaires, d'exclusion des guildes et de perte de tout crédit.

Le boycottage s'est étendu, durant ces derniers temps, sur les différentes entreprises industrielles japonaises. A Souïouou, tous les abonnés de la station électrique japonaise ont refusé de consommer de l'électricité. Il n'est pas jusqu'aux *rikchis* (courseurs) qui ne refusent de transporter des Japonais, bien que ceux-ci leur offrent des prix supérieurs au tarif normal.

Le boycottage n'a pas toujours été pacifique. Dans certaines villes (Oukhou, Tchanta, Chasi, Canton, Shanghai), les maisons de commerce japonaises ont été pillées et la plus grande partie des marchandises a été triomphalement brûlée par la foule. Les magasins chinois tenant de la marchandise japonaise ont été également pillés. Dans d'autres villes chinoises, des agressions contre les Japonais ont eu lieu. Le boycottage a été appliqué de la façon la plus systématique dans la province de Tché-Tsian, où nombre de firmes japonaises possèdent des succursales. Les Chinois allèrent même jusqu'à refuser de vendre aux Japonais des produits alimentaires, si bien que les intrus durent quitter Shanghai.

Dans la plupart des villes chinoises, surtout dans le sud, presque toutes les maisons japonaises ont dû fermer leurs comptoirs et leurs magasins, par crainte du pillage. Le mouvement anti-japonnais est plus faible en Mandchourie, cette partie de la Chine ne pouvant, étant donné son entière dépendance économique du Japon, se rendre aux appels de boycottage réitérés, lancés par la Chambre de Commerce de Shanghai. La société de commerce de Kharbine décida pourtant d'adhérer, en principe, au mouvement. Mais elle ne le fit qu'en secret, afin d'éviter des excès qui eussent été dangereux. Des proclamations ont paru à Khar-

banc et à Fousie-Dan, engageant les Chinois à appliquer le boycottage le plus énergique. Un mouvement semblable a commencé dernièrement, dans les milieux commerçants de Vladivostok et de Nikolst-Ooussourisk.

Ces manifestations chinoises ont été l'objet de protestations de la part des représentants officiels du Japon, en Chine, à la suite de quoi, les journaux ont publié des déclarations officielles du ministre de l'Extérieur japonais, affirmant la volonté du Japon de restituer le Chan-Toung à la Chine.

Mais ces démarches des représentants japonais n'ont guère eu d'effet sur le boycottage. Le boycottage continue à progresser, bien que le gouvernement chinois prenne des mesures officielles pour le faire cesser.

Après une série d'édits gouvernementaux prescrivant la loyauté envers les Japonais, après l'arrestation de 400 étudiants-manifestants, des grèves de protestation éclatèrent dans différentes villes de la Chine et s'étendirent à Shanghai, dans toutes les entreprises commerciales. Les employés des banques, les ouvriers des chantiers et des docks chinois et étrangers, les ouvriers des fabriques et des usines se joignirent aux grévistes. La grève se propagea également parmi les cheminots. Toute une série de villes du sud adhéra rapidement au mouvement. Des détachements de volontaires durent être formés par les conseils municipaux pour venir en aide à la police dans la défense des entreprises. Les grévistes exigeaient la mise en liberté immédiate des étudiants incarcérés et la démission des ministres japonophiles. Le mouvement prit des proportions si menaçantes que le gouvernement libéra les étudiants arrêtés et publia la révocation des ministres incriminés. Après, la grève alla dès lors en décroissant, mais le boycottage continua à progresser, ce qui détermina le Japon à réitérer catégoriquement ses protestations et à envoyer des vaisseaux de guerre dans les eaux chinoises.

Le mouvement anti-japonais revêtait des proportions particulièrement sérieuses dans la province de Tché-Tsian, le gouvernement japonais déclara au gouvernement chinois que les troupes nipponnes de Formose avaient ordre de se tenir prêtes à pénétrer sur le territoire de la province révoltée.

La participation remarquable des étudiants chinois au mouvement a provoqué l'étonnement de tous les observateurs de la vie chinoise. Elle n'est pas l'effet d'un pur hasard. Elle a été le résultat du profond travail d'organisation accompli en Chine par les étudiants.

La Chine tout entière est actuellement couverte d'un réseau d'organisations estudiantines, dont le nombre total s'élève à 193. Elles sont composées d'élèves des écoles moyennes et supérieures, à partir de 16 ans. L'organisation est basée sur une discipline sévère et sur le principe de la centralisation. Son organe central se trouve à Shanghai. Les organisations locales élisent 3 membres et les envoient à Shanghai, où ils forment un organe central composé de 18 membres, dont un Comité Exécutif de 6 membres. L'organe législatif comprend en plus des représentants locaux, 2 repré-

sentants des étudiants chinois faisant leurs études au Japon, et un représentant de l'Extrême-Orient russe.

Le Comité Exécutif se compose des représentants de Pékin, de Shanghai, de Tien-Tsin, de Canton, de Hankéou et de Nankin. Le président de l'organe législatif est Houn-Dé-Bey. Le président du Comité Exécutif est Di-Kan. Les membres sont: Kanbey, Van-Dey-Si, Fan-Fou-Houan, Tsen-Tsao-Chen, Yao-Tso-Sin.

Houn-Dé-Bey est le leader du parti anti-japonais. Di-Kan, un socialiste du parti Go-Min-Dan (avec Souin-Ven); Kan-Bey-Dzin, Van-Dey-Si et Yao-Tso-Sin sont membres du parti Da-Toun-Dan (socialistes-internationalistes); Fan-Fou-Houan est un communiste du parti Tchen-Li-Che; Tsen-Tsao-Chen est un japonophobe.

Deux journaux socialistes paraissent à Shanghai: le *Tchaou-Bao* et le *Shanghai Suz-Chen-Jbao*. La presse d'information s'occupe également du socialisme. Les organisations locales des étudiants font toutes paraître leurs journaux.

L'Université de Pékin a joué un grand rôle dans le mouvement. Cette université est le cerveau du pays, le centre qui réunit les meilleurs éléments de la jeunesse révolutionnaire chinoise, sous la direction de quelques professeurs aguerris dans la lutte révolutionnaire et appartenant aux plus anciens groupements socialistes chinois. Grâce à l'eslime dont jouit, dans le pays et parmi les étudiants, le recteur de l'Université de Pékin, Tsai-Youan-Péi, anarchiste par ses opinions, l'Université de Pékin occupe une situation presque autonome, et le gouvernement chinois ne se risque pas à y toucher. La majorité des étudiants professent des opinions révolutionnaires et sont ou anarchistes, ou bolchéviques. Les étudiants pékinois édient deux journaux d'avant-garde: le *Sin-Tchao* (*Les Nouveaux Courants*) auquel collaborent également des professeurs, et le *journal hebdomadaire des étudiants de l'Université de Pékin*. Ils font paraître en outre *Le Quotidien*. Les collaborateurs de ces organes sont exclusivement étudiants.

Le numéro du *Journal des étudiants*, du 1-er mai dernier, était entièrement consacré au mouvement ouvrier. Les étudiants de l'Université ont une grande influence sur l'union générale des étudiants de Pékin, qui groupe les représentants des 29 écoles de la capitale. Entre les unions de Pékin et de Shanghai, les relations sont tendues car l'union de Pékin considère celle de Shanghai comme un instrument des militaristes du sud. Une liaison directe existe néanmoins entre les étudiants du sud et ceux du nord. Cette liaison ne se limite pas aux étudiants seulement, elle s'étend aussi aux représentants dignes de confiance des groupes politiques de Shanghai (chinois et coréens), au bureau de grèves de l'union des étudiants, à l'organisation ouvrière et aux journalistes. Grâce à ce contact permanent avec Tsinan-Fou, Nankin, Hankéou, Tchan-Tchéou (province de Fou-Tsian), de même qu'avec toutes les villes où il y a des unions d'étudiants. La liaison est particulièrement solide avec Tchan-Tchéou où le général Tchen-Tsioum, gouverneur de la province, a organisé une commu-

où l'on mène une large propagande des idées socialistes. Il n'est pas étonnant que le mouvement des étudiants chinois ait attiré l'attention générale. Les étudiants chinois ont incontestablement manifesté les tendances nationales patriotiques les plus énergiques. Ils ont marché de pair, à ce point de vue, avec leur bourgeoisie industrielle et commerciale, avec le monde du commerce, etc. Il faut envisager ici la possibilité d'un bloc indirect avec le capital américain, qui joue actuellement un rôle assez important dans la vie économique de la Chine. Mais, en même temps, les étudiants rattachent de la façon la plus étroite leur idéologie aux idées socialistes et aux organisations révolutionnaires existant en Chine, et prennent une part des plus actives dans la vie politique du pays, en qualité de force révolutionnaire. Les derniers événements en sont la meilleure preuve.

C'est ainsi qu'après la dissolution des *An-Fou*, une conférence d'étudiants eut lieu au début de septembre, à l'Université de Pékin; les membres de 2 organisations sociales chinoises les plus importantes y étaient invités. Les étudiants de Pékin y prirent l'initiative de convoquer une «Convention Nationale».

#### La résolution suivante a été adoptée:

1) Instituer un comité pour la préparation de la «Convention Nationale». 2) Préparer la fusion de toutes les organisations en une seule union.

Le comité pour la préparation des élections doit, en premier lieu, organiser les élections aux assemblées nationales locales (une assemblée par province); chacune de ces assemblées nationales provinciales élira 2 représentants à la Convention Nationale, dont le siège sera fixé à Pékin ou à Shanghai.

A la réunion de la Convention, le comité résigne ses pouvoirs et se transforme en une commission de mandats.

Conformément au projet du comité pour la réunion de la Convention Nationale, les élections des délégués s'opèrent de la façon suivante:

Pékin, Tien-Tsin, Shanghai et Hankéou envoient chacun trois députés; chaque arrondissement en envoie 1, et chaque assemblée nationale provinciale — 2. Tous les citoyens ayant atteint l'âge de 20 ans, jouissent des droits d'électeurs.

La Convention Nationale doit, de l'avis des initiateurs: 1) établir les règles de la réunion du nouveau Parlement; 2) rétablir les finances de l'Etat; 3) offrir l'armée; 4) publier tous les traités secrets; 5) élaborer une Constitution.

Cette démarche atteste la puissance des étudiants, qui forment un des seuls groupements sociaux capables de suivre une politique consciente dans la masse du peuple chinois. Il n'est donc pas étonnant que toutes les organisations révolutionnaires de la Chine mènent actuellement une lutte acharnée pour asseoir leur influence sur les étudiants.

#### Organisations révolutionnaires de la Chine.

La citadelle des révolutionnaires chinois — les «Kemminians» — est la Chine du Sud. Dès l'époque des Tai-Pings, on y trouve tout un réseau de sociétés secrètes, réunies en deux grandes unions. La première — La Trinité (San-Toué-Khoné), ayant ses organisations à Houan-Toung, Houan-Si,

Fou-Kien et Tchésian; la deuxième «Les Vieux Frères», à Houan et dans les provinces du Yantzé. Plus tard, au moment de la déchéance de la dynastie des Daizing, les deux associations fusionnèrent en une «Société de l'Entente», dont le célèbre révolutionnaire chinois Sun-Yat-Sen fut le président. Ce parti était radical à tendances socialistes.

Bientôt après la première révolution, pendant son développement, se formèrent les partis suivants: 1) Houn-ché-Dan (républicain); 2) Toun-y-ché-Dan (parti républicain coalisé); 3) Ou-Min-Dan (démocratique). Le dernier dérive de la «Société de l'Entente». Son programme était: 1) l'union du sud et du nord; 2) l'abolition des différences de race; 3) l'amélioration de la position économique du peuple chinois; 4) les relations amicales avec les étrangers. Ce parti jouit actuellement d'une grande influence dans le sud. Ses membres les plus connus sont Sun-Yat-Sen, Tan-Chao-y et Soun-Choun-y.

A partir de la grande révolution russe, de nouveaux groupements politiques se forment en Chine. Parmi ces derniers, on peut citer les deux partis suivants en voie de formation: 1) Tchen-li-ché, parti communiste, qui s'est donné pour but de combattre les militaristes du sud et du nord. Tchen-Tsan-Min est considéré comme étant le leader de ce parti. En 1911, au moment de la première révolution, il était commandant d'armées; en 1913, au moment de la deuxième révolution, défait par Youan-Chi-kaï, il fut obligé de fuir; en 1917, il provoquait une insurrection, organisait des troupes et occupait la province Fou-Tsian-Tchen-Tsun-Min. Il est partisan du système des soviets. 2) L'autre parti, le Da-Toun-Dan, est un parti socialiste qui vient peu à peu aux idées communistes. Des Chinois et des Indous entrent dans sa composition. Parmi ses membres actifs, on peut nommer Ven-li.

Tchan-Tchéou, capitale de la province de Fou-Dzen, est le centre où se réunissent tous les éléments révolutionnaires-socialistes de la Chine du sud. A ce point de vue, Tchan-Tchéou présente un intérêt tout particulier: les meilleures forces révolutionnaires du pays y sont actuellement concentrées. L'Union des étudiants de Pékin et les unions d'étudiants du nord y envoient de temps en temps des représentants pour seconder le général Tcheniou dans ses travaux. Ces représentants reviennent ensuite dans le nord, parfaitement préparés à la propagande et à l'action. De l'avis de tous ceux qui ont séjourné à Tchan-Tchéou, l'enseignement y est particulièrement bien organisé; il s'agit principalement de la propagande orale et écrite des théories socialistes. La rédaction du journal *Min-Sin-Bao* (*L'Etoile*) qui a deux éditions, l'une quotidienne et l'autre bi-hebdomadaire, est à Tchan-Tchéou. Ses collaborateurs publient également des brochures et des proclamations révolutionnaires, distribuées à la population et envoyées à l'intérieur du pays. Les journaux de Tchan-Tchéou se livrent surtout à la propagande socialiste.

Le programme de l'école de Tchan-Tchéou comprend l'enseignement du socialisme. Cette ville est pour la jeunesse révolutionnaire de la

Chine et pour les socialistes chinois un lieu de pèlerinage. Des congrès socialistes et révolutionnaires s'y réunissent. Ils ont généralement lieu au moment des fêtes chinoises ou pendant les vacances. Au printemps de 1920, de grandes manifestations s'y sont produites. Les ouvriers, les étudiants, les soldats et les paysans défilèrent dans les rues, sous les drapeaux rouges. Des discours enflammés furent ensuite prononcés et des proclamations anarchistes, composées, dit-on, par le vieil anarchiste Chi-Fou, protagoniste de «l'anarchisme pur» en Chine, furent répandues. Des brochures et des feuillets intitulés *Sauvez la vie!* furent distribués à la jeunesse des écoles; des anciens socialistes et des néophytes communistes, naguère propagandistes du mouvement anti-japonais, réfugiés à Tchan-Tchéou pour échapper aux poursuites du gouvernement de Pékin, se distinguèrent par l'ardeur de leur propagande.

Pour illustrer ce qui vient d'être dit, nous reproduisons une proclamation distribuée à Tchan-Tchéou, lors de la manifestation du 1-er Mai.

*En quels temps vivons-nous?*—Nous vivons à une époque où l'homme exploite son prochain, où le fort exploite le faible, où le riche exploite le pauvre, le criminel—l'innocent, le fourbe—l'honnête homme.

Vous ne verrez rien d'approchant chez les animaux. Pourquoi donc en est-il ainsi chez les hommes? C'est qu'il y a, chez les hommes un Etat, un gouvernement, des fonctionnaires, une bourgeoisie et des soldats, et ce sont ces derniers les forts. Ce sont eux qui exploitent les faibles. Il y a la propriété privée, l'argent des petits propriétaires, de la petite bourgeoisie et des capitalistes. Les riches ont accaparé les terres; ils se sont emparés des machines; ils veulent que les logements, les vêtements et les aliments ne soient qu'à eux.

C'est parce que les fonctionnaires et les capitalistes ont pour eux la force, que des criminels peuvent exploiter les hommes en plein jour.

Il n'est d'innocent que le peuple qui constitue la vraie démocratie. Sauvez votre vie! Gouvernants et capitalistes exploitent le peuple. Combien misérable est votre existence! Le peuple végète de jour en jour, d'année en année, sans joie, accablé de fatigue, souffrant mille maux; il laboure, il travaille, il commerce pourant.

Comment remédier à son infortune? Pour sauver votre vie, il n'y a qu'un moyen: la révolution.

Qu'est-ce qu'une révolution sociale? Une révolution sociale et économique ne ressemble pas à une révolution politique. Mais avant de commencer une révolution économique, il faut renverser le gouvernement des exploités. Il faut détruire les capitalistes. La propriété privée doit être abolie. Que celui qui ne travaille pas, ne mange pas! Qu'une liberté et une égalité absolues règnent dans le domaine du bien-être et du travail!

Professeurs et élèves! Vous enseignez et vous apprenez. Préparez-vous à recevoir pour votre travail une rétribution correspondant à vos capacités.

Vous ne devez pas vous transformer, après un dressage superficiel, en chiens fidèles du gouvernement et des capitalistes.

Soldats! Vous devez être aguerris et forts, afin d'être en état de détruire l'Etat et les capitalistes. Vous devez savoir vous sacrifier pour l'avénir meilleur de votre peuple, dans l'intérêt général.

Agriculteurs! Formez des syndicats. Celui-là seul qui travaille la terre, a le droit de jouir de ses fruits. La terre nous est donnée par la nature. Votre travail et vos forces vous appartiennent. Payer des impôts au gouvernement et payer des droits de fermage aux propriétaires, c'est leur donner à boire votre sang, les nourrir de votre chair.

Ouvriers! Vous savez construire des maisons, vous devez donc être bien logés. Vous savez tisser, vous devez être bien vêtus. Vous savez créer des richesses, vous devez donc en jouir.

Pourquoi souffrez-vous aujourd'hui de privations? Unissez-vous en syndicats professionnels. Emparez-vous des matières premières, des outils et des machines! Qui donc osera ensuite vous asservir?

Chômeurs sans asile! Assez de paresse. Unissez-vous en foules et allez à l'attaque du capital. La terre, les champs, les jardins, les fabriques, les machines, tout doit appartenir à tous. Vous aurez alors du travail et de la nourriture. Et il n'y aura plus de chômage.

Fentez tous! La révolution sociale n'est pas une vaine comédie consistant à échanger un empereur contre un président. C'est votre seul moyen de salut. Les peuples du monde entier doivent y prendre part. Joignez-les! Unissez-vous! Plus tôt nous commencerons la révolution et plus vite nous serons sauvés!

On prétend que l'auteur de cette proclamation est le vieil anarchiste chinois, Chi-Fou. Une chose est, en tout cas, hors de doute: la vie patriarcale de la Chine est profondément troublée, et les antagonismes de classes s'avèrent redoutables dans le Céleste Empire. Ce fait est étroitement corrélatif au développement de l'industrie sur le littoral de l'Océan Pacifique.

Les grèves des ouvriers chinois deviennent de plus en plus fréquentes.

La chronique industrielle de la Chine peut déjà enregistrer les faits suivants: plus de 20.000 mineurs travaillant pour la plus importante des sociétés anglaises, celle des Mines de Kailan, se sont mis en grève. La grève s'étend aux villes suivantes: Tang-chan, Ma-kia-kou, Lik-chi-ké, Tchao-Kouo-Tchwang. La situation est considérée comme sérieuse. Les ouvriers exigent jusqu'à une augmentation de salaire de 100%. La police a la garde des mines. Des grèves de cette sorte ne sont point rares, dans la Chine actuelle. Il y en a eu à Hong-Kong et à Shanghai, aux mines de charbon de Djillisk. Au cours de ces dernières années, le mouvement ouvrier s'est étendu à toute la Chine Occidentale, entraînant non seulement les ouvriers spécialistes, mais aussi les journaliers. Il est vrai que ces derniers ont rarement pris part aux grèves, leur organisation étant très insuffisante.

La majorité des ouvriers chinois sont syndiqués. Les ouvriers qualifiés sont les mieux organisés et les plus conscients.

Hong-Kong a vu récemment une grève des ouvriers qualifiés et des tisserands. Une grève semblable à Shanghai a duré 4 jours. Les grévistes exigeaient des augmentations de salaire, etc.

Les grèves dans les mines de Kailan ont revêtu des proportions autrement importantes. Elles ont été de longue durée et d'ailleurs nombreuses.

Le tâcheron est encore en vigueur, en Chine; les mineurs, au lieu de se trouver sous la dépendance directe de la compagnie, sont en réalité soumis à de petits entrepreneurs. Ces derniers leur imposent des contrats particulièrement désavantageux et les exploitent sans vergogne.

Les grèves des mineurs, qui se multiplient aujourd'hui en Chine, font espérer que le moment est proche où les ouvriers qualifiés, mieux organisés, prendront la défense de leurs camarades

et mettent fin au lâcheté, cause de la pire exploitation des prolétaires chinois.

L'organisation communiste chinoise *Tchen-li-chi'* ■ pris en considération ce développement du mouvement ouvrier et y cherche un appui semblable à celui qu'elle obtient des étudiants chinois. On compte déjà en Chine, sur le littoral du Pacifique, un assez grand nombre d'organisations ouvrières, formées au fur et à mesure du développe-

ment de la conscience de classe du prolétariat chinois; la tâche des communistes du pays, c'est actuellement de réunir toutes ces forces encore diffuses, pour la création d'un Parti Communiste Chinois puissant.

V. VILENSKY (SIBIRIAKOFF).

Moscou, 10 décembre 1920.





T. SAKAI.

## ESQUISSE DU MOUVEMENT SOCIAL AU JAPON

### I.

Après la guerre sino-japonaise de 1894-1895, le capitalisme nippon se développa rapidement et le mouvement ouvrier naquit dans le pays. On peut dire que le camarade Katayama, qui avait fait en Amérique de longues études, apporta au Japon les idées du socialisme du mouvement ouvrier. Le mouvement qu'il créa fut d'abord purement travailliste, bien qu'il groupât quelques sympathisants parmi les intellectuels, hommes politiques et professeurs. Un syndicat de métallurgistes fut formé. En 1898, une grève importante éclata sur le réseau de la *Japan Railway Company*.

En 1899, «l'Association pour l'Etude du Socialisme» se fonda. Elle tint ses réunions à l'église unitaire de Tokio. Ses membres les plus avancés ne furent bientôt plus satisfaits que par de simples études. Ils se séparèrent des membres plus conservateurs de l'Association et commencèrent en faveur du socialisme une propagande ouverte. Leur nouveau groupe s'appela «l'Association Socialiste». Ses deux leaders furent: Izo Abé (qui avait étudié la théologie en Amérique et adhéré à l'unitarisme) et Katayama. En 1901, le Parti Social-Démocrate Japonais se fonda. Le *Yorozu-Choho*, quotidien populaire, publia son programme. La loi japonaise exigeant que les noms des membres du Comité Exécutif de chaque parti soient fournis au gouvernement, 5 noms furent donnés pour le nouveau parti: Katayama, Abé (lecteur à l'Université de Waseda), Denjiro Kotoku (de la rédaction du *Yorozu Choho*), M. Kinoshita (de la rédaction du *Mai-Nichi-Shimbun*), K. Kavakami (de la rédaction du *Yorozu-Choho*), K. Nishikawa, licencié de l'Université de Waseda. Le parti prit tout de suite une grande extension. Dès ce moment, le mot de socialisme est sur les lèvres de toute personne cultivée.

Vers cette époque, M. Yano, homme politique et libéral bien connu, écrivain, ancien ambassadeur en Chine, publia un livre intitulé *La Société Nouvelle* et qui fit sensation. C'était une utopie dans le genre de celle de Bellamy. Parurent au même moment *La Quintessence du Socialisme* de Kotoku et *La Solution des Questions sociales* du camarade Abé. L'Association Socialiste, réformée en société privée—Abé en étant le président et Katayama le secrétaire—publia une revue *The Labor World (Le Monde du Travail)*, et bientôt après *The Socialist*. De nombreuses conférences eurent lieu à chaque mois. Des brochures paraissaient.

Les ouvriers furent peu à peu attirés dans le mouvement. Ils assistaient nombreux aux réunions publiques. Même dans les mines de charbon de Yubari (Hokkaido), dans l'extrême nord nippon, dans des districts très arriérés, tant au point de vue de la culture qu'au point de vue de l'industrie, des travailleurs lisaient les publications socialistes.

En 1903, la guerre russo-japonaise étant imminente, la rédaction du *Yorozu-Choho* se divisa. Jusqu'à ce moment, le journal était considéré comme un organe socialiste, les socialistes et les réformateurs sociaux étant nombreux parmi ses collaborateurs. Il avait fait une vive opposition à la guerre qui venait. Celle-ci devenant pourtant inévitable, le propriétaire du journal crut devoir modifier son point de vue et se prononcer pour la guerre. Les camarades Kotoku, Tshikawa et l'auteur de ces lignes se séparèrent alors de la rédaction du quotidien. Kavakami, dont nous avons déjà mentionné le nom, était à cette époque en Amérique et adopta le point de vue belléciste (il est encore outre-océan et réussit, semble-t-il, parfaitement à faire oublier son passé de fondateur du Parti Social-Démocrate Japonais). Ces trois militants socialistes entreprirent bientôt la publication d'un hebdomadaire, le *Heimin Shimbun (Les Nouvelles du Peuple)*, qui eut un immense succès. Le mouvement socialiste japonais était à un tournant de son histoire.

### II.

Le *Heimin Shimbun* était devenu le cœur du mouvement socialiste. Sa courageuse opposition à la guerre lui gagnait de nombreuses sympathies. Son tirage dépassait souvent 5.000 exemplaires. Katayama—parti pour l'Amérique pour des raisons personnelles—Abé, Kinoshita, le Dr Y. Kato et d'autres personnalités influentes y collaboraient. Nishikawa appartenait à sa rédaction.

Ce groupe devint très actif et se livra à une propagande d'une vaste envergure. Tous les dimanches soirs, des conférences, suivies par un public nombreux, avaient lieu dans ces locaux. De nombreuses brochures et des livres étaient publiés et répandus dans le pays, par de jeunes propagandistes. Les femmes venaient au mouvement. Les jeunes femmes qui distribuaient ou vendaient la littérature socialiste, avaient un succès particulier. Des petits groupes surgissaient dans les provinces. Des tournées de conférence étaient

faites. Cette période marqua l'apogée du mouvement socialiste japonais.

La persécution ne devait pas tarder à commencer. Notre organe est, à diverses reprises, suspendu. La traduction du *Manifeste Communiste* de Marx et Engels, que nous publions à l'occasion de son anniversaire, est confisquée. Nous faisons alors paraître un autre hebdomadaire, le *Chokugen*, et nous continuons notre tâche, en dépit des mesures de répression. Sakai, Kotoku et Nishikawa sont emprisonnés pour plusieurs mois. Kinoshita, notre candidat aux élections générales de la Diète d'Empire, n'obtient que 28 voix, ce qui est pour nous un succès relatif, étant donné la persécution et le nombre restreint des électeurs. Le camarade Abé est, sur ces entrefaites, contraint de se rélier du mouvement par sa situation de professeur à l'Université; il continue nonobstant à se proclamer socialiste.

En 1904, Katayama, délégué du Japon au Congrès socialiste international d'Amsterdam, y serre la main au délégué russe Plékhanov. On se rappelle que ceci se passe pendant la guerre russo-japonaise.

Le *Chokugen* est enfin supprimé en 1905, et notre groupe se divise en deux sections.—Il avait d'abord professé une doctrine plutôt vague. Il y avait parmi nous de nombreux chrétiens, de nombreux socialistes réformateurs, professant des idées plutôt philanthropiques. Les portraits que nous avions fait paraître pour notre propagande donnent une idée de la composition hétérogène de notre milieu: ce sont ceux de Marx, d'Engels, de Lassalle, de Kropotkine, de Tolstoï. Notre mouvement devait adopter une attitude plus combattive, les éléments chrétiens et philanthropes qui le soutenaient se trouvaient offusqués par le ton rude et véhément des militants plus avancés, et ce fut la scission.

À la fin de la guerre russo-japonaise, deux nouvelles revues socialistes apparaissent: le *Shinkigen* (*L'Ère Nouvelle*), organe socialiste chrétien, édité par Tshikawa, Kinoshita et Abé, et le *Nikary* (*La Lumière*) édité par Kotoku et Sakai, organe des militants socialistes matérialistes.

Dès cette époque, Kotoku manifeste des tendances nettement anarchistes. Son emprisonnement a d'ailleurs tellement affecté sa santé qu'il doit se rendre en Amérique pour tenter de se rétablir.

Sakai publie alors une nouvelle revue, *Les Etudes Socialistes*.

Le mouvement végétait. Mais le mécontentement devenait général à Tokio, contre la Compagnie des tramways de la capitale qui voulait élever ses tarifs. De grandes manifestations eurent lieu à Hibiya Park; nos camarades y participèrent naturellement. L'exaspération de la foule devint telle que des émeutes se produisirent: des tramways furent brûlés dans les rues. De nombreux militants furent naturellement arrêtés et emprisonnés, par suite de ces événements. Nous ici qu'avant et après les troubles de Tokio, nos camarades ont souvent été emprisonnés pour délit d'opinion. La prison est, pour les socialistes japonais, une chose banale.

Dès avant, le Hibiya Park était le centre des émeutes. Une terrible émeute y avait eu lieu lors de la conclusion de la paix avec la Russie. Le peuple chauviniste du Japon avait été sciemment exaspéré par le caste militaire, à force de promesses de victoire, de gloire et d'avantages matériels. Or, le gouvernement japonais, bien que victorieux, n'avait obtenu aucune indemnité de la Russie; d'où un immense mécontentement populaire, dont s'emparèrent les politiciens de l'opposition. Une manifestation monstre à Hibiya Park se termina en émeute; pendant deux jours, une foule furieuse dévala par les rues de Tokio, sacageant les rédactions de certains journaux, brûlant l'hôtel du ministre de l'intérieur et tous les bureaux de police des principales artères.

Le Hibiya Park devint ainsi le lieu habituel des manifestations populaires. Désormais, les émeutes se multiplièrent. Le Hibiya Park, étant situé à proximité du palais où siège la Diète d'Empire, fut bientôt surnommé, à cause de ses grands meetings, la «Diète hors de la Diète».

### III.

Après la guerre russo-japonaise, le développement du capitalisme au Japon s'accéléra. De grandes industries se créent. Les nouveaux riches étalent un luxe arrogant. Les grandes villes croissent très rapidement, tandis que les campagnes se dépeuplent. La condition des travailleurs des villes et des campagnes est extrêmement misérable.

C'est le moment où Kotoku revient d'Amérique. L'activité militante de nos camarades reprend. Nous nous regroupons et nous fondons un quotidien qui s'appelle, comme notre ancien organe, le *Heimin Shimbun*. Kotoku, Sakai, Nishikawa, Tshikawa, Tazoe, Yamaguchi, Yamakawa et d'autres y collaborent. Kinoshita a quitté le mouvement. Abé, Katayama, le Dr Kato et d'autres, nous aident de l'étranger. Kato, envoyé en Europe, est notre délégué au congrès socialiste international de Stuttgart, en 1907.

Notre nouveau quotidien, malgré son succès—il débuta en tirant à 10.000 exemplaires,—ne vécut que très difficilement. La persécution et le manque d'argent mirent trois mois à en venir à bout. Sur ces entrefaites, une grande grève, suivie de bagarres, éclata aux mines de cuivre d'Ashio. Les organisateurs et les agitateurs, qui déjà avaient fait leurs preuves parmi les mineurs de Youbari, se rendirent à Ashio et y travaillèrent en contact étroit avec les socialistes. Les leaders des mineurs, Minami, Nagovoka et d'autres camarades, furent arrêtés comme notre ami Nishikawa et divers militants socialistes. Les poursuites contre nos quotidiens devinrent de plus en plus fréquentes.

Des dissentiments s'attestèrent aussi parmi nous. L'anarchisme de Kotoku s'était précisé: Kotoku s'opposait à l'action parlementaire et préconisait l'action directe. Katayama, Tazoe (sorti, lui aussi, d'une Université américaine), défendaient le parlementarisme. L'auteur de cet article, sans être opposé à l'action directe, acceptait le parlementarisme. Des possibilités d'organisation politique

s'offrant à nous — pour un temps assez court — nous réunimes un Congrès du parti qui statua sur ces questions de tactique.

Kotoku y présenta sa résolution d'action directe, Tazoe sa résolution parlementaire, et Sakai, une résolution moyenne impliquant l'action politique et l'action directe, qui fut adoptée. Keir Hardi à ce moment au Japon, prononça un discours au Congrès. Peu de temps après, nous perdions notre quotidien et notre parti politique. En fait, notre mouvement fut détruit. Katayama et Nishikawa fondèrent une nouvelle revue mensuelle, le *Shakai Shimbun* (*Les Nouvelles Sociales*), tandis que le camarade Morishika publiait le *Heimin Shimbun*, bi-mensuel, à Osaka. Sakai, Yamakawa, Osugi et d'autres camarades organisèrent un club de propagande, le «Club du Jeudi». Kotoku s'en alla vivre en province. Katayama repartit pour l'Amérique. Nishikawa et d'autres fondèrent le *Tokio Shakai Shimbun*, mensuel. Et j'ai le regret de devoir dire ici, que maintes questions personnelles nous divisaient amèrement, à cette époque.

Nous avions cependant des relations suivies avec de nombreux révolutionnaires chinois, hindous, anamites, plus ou moins socialistes ou anarchistes. Nous assistions souvent aux réunions des camarades chinois qui nous fréquentaient de leur côté. Plusieurs camarades européens visitèrent aussi notre pays, notamment Gerchouni et Pilsudsky, tous deux évadés de Sibirie. Nous avons déjà mentionné Keir Hardi.

Une nuit que la police nous avait expulsés de notre local, nous fîmes toute une manifestation en haranguant la foule du haut des toits. De nombreuses arrestations suivirent. Le camarade chinois Tchang-Tchi, arrêté, parvint à s'échapper et encourut une légère condamnation par défaut. Il est depuis devenu un des révolutionnaires chinois les plus en vue.

#### IV.

En 1908, se produisit le tragique «incident du drapeau rouge». Un meeting avait été organisé en l'honneur du camarade Yamaguchi qui venait de sortir de prison. A l'issue du meeting, Ossugi et d'autres camarades déployèrent plusieurs drapeaux rouges, portant en lettres blanches les mots *Communisme anarchiste*, et entraînent dans les rues une foule de manifestants. La police survint tout de suite et s'empara des drapeaux, après une violente bagarre. Les rues étaient remplies d'une foule en effervescence. De nombreuses jeunes filles se jetèrent dans les bagarres contre la police. L'incident se termina par de multiples arrestations. Sakai fut du nombre des emprisonnés. Plusieurs jeunes femmes furent condamnées à des peines variant entre un an et 30 mois de prison.

Kotoku arriva sur ce à Tokio, désireux d'y créer un nouveau mouvement. Mais la persécution était si violente qu'il ne put presque rien faire. Son organe, *La Libre Pensée*, fut tout de suite supprimé. Le mouvement dut devenir clandestin. Quantité de manifestes anarchistes furent illéga-

lement répandus dans le pays, de même que *La Conquête du Pain* de Kropotkine, traduit en japonais et publié clandestinement. Le gouvernement était stupéfié et furieux. Des policiers vinrent habiter dans une tente, en face de la demeure de Kotoku, qui n'en continua pas moins sa propagande.

Au printemps 1910, on découvrit çà et là quelques bombes. Kotoku et de nombreux anarchistes ou socialistes furent immédiatement arrêtés. Le public bourgeois fut terrorisé, à l'idée d'un attentat possible contre la vie de l'empereur. Un tribunal extraordinaire siégeant à huis clos, condamna à mort 24 personnes, coupables d'être plus ou moins connexes à l'attentat projeté contre la vie de Sa Majesté l'Empereur, attentat qui devait avoir lieu le 3 novembre, à l'occasion de son jour de naissance (l'auteur de ces lignes, emprisonné à ce moment, n'était que peu informé de ces choses: il n'a d'ailleurs pas la liberté de dire le peu qu'il en sait).

Des 24 condamnés, 12 virent leur peine commuée à l'emprisonnement à vie. Les 12 autres (9 anarchistes et 3 socialistes) furent pendus le 24 janvier 1911, à la prison de Tokio. Il nous paraît utile de les nommer ici:

*Denjuro Kotoku*. Agé de 41 ans. Maigre et petit, très faible de constitution; connaissant à fond la littérature chinoise et anglaise; généralement considéré comme un des meilleurs écrivains japonais; avait une vieille mère qui l'aimait profondément et qui mourut à la veille de son exécution; était un disciple de Nakaé, le protagoniste bien connu de la démocratie française; athée. Ecrivit pendant son dernier emprisonnement, un ouvrage intitulé *L'Evasion de Jésus*.

*Suga Kano*: 31 ans. Militante très instruite, journaliste; sans être belle, était personnellement extrêmement séduisante et sympathique; compagne de Kotoku; phibisque.

*Gudo Uchiyama*: 35 ans environ, prêtre bouddhiste de la secte de Zen, à Hakoné, jusqu'au moment où il en fut exclu pour ses idées. Propagandiste très actif.

*Tadao Niimura*: 25 ans, le plus jeune de nos camarades assassinés, fils d'un petit fermier; très actif et vigoureux. Tempérament résolu.

*Rikisaku Furikawa*: 29 ans. Ouvrier japonais. De très petite taille, remarquablement intelligent.

*Takishi Niyashita*: 37 ans, mécanicien, le seul prolétaire véritable parmi nos camarades.

*Seinosika Oishi*: 45 ans, médecin, avait étudié en Amérique. Talent littéraire et philosophique. Avait de nombreux disciples dans la province de Kii, dont il était originaire.

*Uchida Matsuzo*: environ 30 ans, instruit, publiait une revue dans sa province de Kunamoto. Était bouddhiste.

*Uchiro Niimi*: 30 ans environ, collaborateur du précédent.

*Umpei Morichika*: 31 ans, diplômé de l'école d'agriculture; avait été employé dans l'administration provinciale; marxiste.

*Heishiro Naruishi*: 30 ans, étudiant en droit, disciple de Oishi.

*Kenei Okumiya*: 57 ans, vieux révolutionnaire, ancien militant du parti libéral, avait été empri-

sonné pendant de longues années pour sa participation à diverses conspirations politiques.

Des camarades condamnés à l'emprisonnement à vie, nous n'avons que peu de choses à dire. Leur situation ne permet aucun espoir. Ils sont détenus dans des conditions misérables, ils ne peuvent voir que leurs plus proches parents, ils ne peuvent obtenir que des livres religieux, moraux ou patriotiques. Avant de longues années, il n'y a pour eux aucun espoir de libération. Le camarade *Kemmai Takagi*, prêtre bouddhiste, devenu socialiste, s'est suicidé dans la prison de Chiba, en 1913, à l'âge de 44 ans. Dans la même prison, deux ans plus tard, le camarade *Setsudo Minao*, prêtre bouddhiste et socialiste lui aussi, a mis fin à ses jours, à l'âge de 32 ans. Des deux autres camarades, détenus dans cette prison, le plus jeune de tous les accusés, *Dagen Sasaki*, qui n'avait pas atteint sa vingtième année lorsqu'il fut condamné, est mort de maladie après avoir plusieurs fois tenté de se tuer; *Iojiro Tobimatsu*, jeune fermier; est encore vivant, quoique malade.

Le camarade *Seimo Sakamoto*, le seul anarchiste, dont la sentence fut commuée, tous les autres grâces étant socialistes, est détenu à la prison d'Akita. Caractère passionné, il a été un terrassier résolu. *Seytchi Sakibubo* et *Kanzabro Naruishi* vivent aussi sans espoir, dans la même prison.

Des 5 condamnés, transférés à la prison de Nagasaki, *Yastaro Miura* s'est suicidé l'année dernière, à l'âge de 30 ans; *Elichiro Okamoto*, ancien étudiant de l'Université de Waseda, qui abandonna tout pour devenir un ouvrier, est mort du cancer; *Taramatsu Okabiyashi*, autrefois médecin, est devenu fou; *Kyushai Takeda* et *Ushiji Komatsu* haïnent encore leur existence misérable.

Je crois devoir remercier ici les camarades étrangers, et surtout les anarchistes américains, pour l'aide fraternelle qu'ils nous ont accordée matériellement et moralement par leurs protestations contre l'inique affaire Kotoku et par leurs collectes en notre faveur.

## V.

Après l'affaire Kotoku, notre mouvement fut pratiquement éteint pour quelque temps. Le gouvernement était devenu si intolérant que les seuls mots «social» ou «société» lui paraissaient subversifs. Les nombreuses personnes qui commençaient à nous comprendre, craignaient même de mentionner les termes «socialisme», «anarchisme». Sympathisants et vieux militants se cachèrent. Le camarade Nishikawa, l'un de nos militants les plus énergiques et les plus éloquents, nous quitta. Tous les réunions étaient constamment filées par la police. Réunions et publications étaient sévèrement interdites. Pendant ces périodes de terreur blanche, nous eûmes le bonheur de voir, au début de 1912, se développer, à Tokio, la grande grève des employés de tramways. En 1913, les camarades Osugi et Arahata commencèrent la publication d'une nouvelle revue — *La Pensée Moderne*, — littéraire et philosophique dans sa forme, mais d'une inspiration anarchiste, avec une nuance de syndicalisme. Ils furent très bien accueillis,

surtout dans les milieux littéraires, où les tendances anarchistes et individualistes prédominaient à ce moment.

Osugi et Arahata furent bientôt célèbres en tant qu'écrivains révolutionnaires. Un petit groupe se forma autour d'eux. Des réunions privées eurent lieu. Le nouveau mouvement prenait des forces. Mais lorsque, après deux années de publication, nos deux écrivains transformèrent leur revue en un organe de propagande et reprirent le vieux titre de *Heimin Shinbun*, la suppression s'ensuivit immédiatement et le mouvement fut brisé.

Cette année-là (1913) Sakai commença la publication de la revue *La Société Nouvelle* qui parait encore. Elle ne peut naturellement pas dire tout ce qu'elle voudrait, mais elle fait son possible. *La Société Nouvelle* est de tendance marxiste, mais, loin de toute étroitesse d'esprit, n'exclut ni la pensée anarchiste, ni aucune autre pensée révolutionnaire. Cette revue est la propriété d'un groupe de camarades. Ses principaux collaborateurs sont, outre Sakai: Yamakawa, Takahata, Yamagushi, Arahata, Yasunari. Elle organise, de temps à autre, des petites réunions et son mouvement va croissant.

Lors des élections du printemps dernier, Sakai fut désigné par un groupe socialiste pour poser sa candidature à la Diète. En dépit des mesures de répression, la campagne électorale fut très activement poussée. Toutes nos réunions publiques ont été interrompues par la police, tous nos imprimés ont été confisqués, jusqu'aux plus banales affiches. Sakai réunit pourtant 25 voix, ce qui n'est pas à dédaigner, étant donné le petit nombre des électeurs. Les manifestations de sympathie, dont nos réunions furent l'objet de la part de la population, nous prouvent d'ailleurs que nos idées font sûrement, calmement, mais rapidement et irrésistiblement leur chemin.

## VI.

Je tiens d'ajouter quelques mots concernant la situation actuelle au Japon et les espoirs qu'elle légitime. Le ministère Teraushi, actuellement au pouvoir, est, dit-on, tout à fait supérieur, ce qui ne l'empêche pas de n'avoir pas d'appui solide dans les partis politiques. Le maréchal Teraushi représente le vieux clan des Chosu qui exerce encore la suprématie dans l'armée, où son autorité est absolue. Teraushi est aussi le chef reconnu de la bureaucratie gouvernementale. Il est enfin indirectement soutenu par le parti politique *Sei-Yu-Kai* et il a des accointances avec certains gros financiers.

Quant aux partis politiques *Sei-Yu-Kai*, *Ken-Sei-Kai*, *Kokuminto*, ils sont entre les mains des propriétaires et des capitalistes. Tous les leaders de ces partis dépendent des grands financiers, si bien que l'on peut dire avec assurance que le Japon est gouverné par le Capital. Les politiciens sont tous opposés à l'extension du droit de vote. Le suffrage restreint leur paraît commode, surtout en ce qu'il facilite la corruption.

Des tendances démocratiques sont cependant inévitables, surtout en raison de l'influence chinoise,

de celle de la révolution russe et des transformations politiques de l'Europe et de l'Amérique. Etudiants et jeunes professeurs invoquent à grands cris la démocratie. Les étudiants qui s'intéressent aux questions d'économie discutent de réformes et quelquefois de la violence. La jeunesse des deux sexes accueille avec la plus grande faveur la littérature individualiste et anarchiste des grands révoltés d'Occident ou des écrivains japonais. Les «femmes nouvelles» ont aussi fait leur apparition, bien qu'en petit nombre. Enfin, la classe ouvrière se réveille vraiment. En un mot, le mécontentement général croît. Il n'est personne qui ne cherche une issue à la situation présente, et les plus grands espoirs sont permis pour un avenir rapproché.

Un mot encore. Une «Association Ouvrière Fraternelle» (*Yu-Ay-Kay*) s'est fondée, il y a quel-

ques années. Son président actuel est un nommé Suzuki, licencié de l'Université Impériale. Il a des amis nombreux parmi les hauts fonctionnaires et dans le monde de la finance et des affaires. Ceci suffit à nous indiquer le caractère de cette association. Suzuki est souvent considéré comme le Gompers du Japon. Il a d'ailleurs traversé l'océan pour aller serrer la main au politicien qui lui sert de modèle.

Le Yu-Ay-Kay doit pourtant être mentionné à titre de seule organisation ouvrière du Japon. Son influence va croissant. Il n'a pas moins de 60.000 membres à l'heure actuelle et, bien qu'il soit sous l'influence des conservateurs, il nous est permis d'en attendre beaucoup à l'avenir, comme de toute association ouvrière.

T. SAKAI.





Sen KATAYAMA.

## L'EFFERVESCENCE RÉVOLUTIONNAIRE AU JAPON

La guerre de 1914 — 1919 a valu à l'humanité des calamités sans nombre. Les ouvriers et les classes non-possédantes des pays belligérants souffrent encore de ces conséquences. Il n'y a pas encore de paix pour eux. Ils sont victimes du militarisme qui règne presque partout dans le monde. Le nationalisme, fortement teinté de jingoïsme, prédomine dans tous les pays d'Europe et d'Amérique. Le résultat de la guerre, c'a été que les ouvriers et les pauvres sont aujourd'hui plus opprimés que jamais.

Dans l'état actuel des choses, il n'y a de choix qu'entre deux dictatures, dont la différence essentielle est que l'une ne veut être que temporaire, tandis que l'autre s'affirme perpétuelle. La dictature du prolétariat ne se maintient que jusqu'au moment où la puissance de réaction de la bourgeoisie est abolie. La dictature bourgeoise, par contre, a un caractère permanent, puisqu'elle se donne pour but de maintenir la domination de la classe capitaliste.

Depuis que le Japon s'est assimilé le système d'administration de l'Occident, les ouvriers japonais ont été littéralement écrasés sous le joug d'un pouvoir capitaliste, autocratique. La police, les tribunaux, les prisons, l'armée sont au Japon autant d'institutions empruntées à l'étranger et conçues sur le modèle allemand. Le Japon s'est néanmoins placé sur un autre terrain que les puissances alliées. Pendant la guerre, il s'est enrichi en faisant travailler pour ses alliés ses industries de guerre. Celles-ci réalisaient souvent des bénéfices variant entre 75 et 100%. Quelques dizaines de milliards ont fait leur apparition dans le pays. Le Japon, pendant toute la durée de la guerre, s'est enrichi aux dépens des alliés. La prospérité de l'industrie et du commerce extérieur y a provoqué une extraordinaire hausse de prix des articles de première nécessité et surtout de denrées alimentaires. Des fortunes réalisées partout par les capitalistes, les travailleurs ne recueillaient que quelques miettes. Il est même exact de dire qu'ils souffraient plutôt de la cherté des vivres, la hausse des salaires n'y correspondant pas. Ils ne purent même supporter la profonde misère que provoque la crise du riz, leur aliment principal, et s'insurgèrent contre les commerçants.

Les grandes émeutes éclatèrent en août 1918. Le mouvement s'étendit aux trois quarts du pays, près de 10 millions d'hommes y participant. Les magasins et les entrepôts de nombreux commerçants en riz furent brûlés. On arrêta les émeutiers

par dizaines de mille. Il y eut 8.000 condamnations à la prison et à l'amende, les tribunaux appliquant généralement le maximum. Il va de soi que les émeutes furent réprimées par la force, non sans qu'il y eût des tués et des blessés en grand nombre. Ce n'est qu'après une lutte opiniâtre que le mouvement fut brisé.

L'attitude du gouvernement japonais dans cette circonstance fit connaître aux travailleurs le rôle véritable de la police et de l'armée. Ils savent maintenant que l'une et l'autre sont les instruments des capitalistes et n'ont d'autre mission que de réprimer les mouvements ouvriers. Les émeutes du riz ont rendu l'armée et la police et, d'une façon générale, toutes les autorités très impopulaires. L'antagonisme entre les ouvriers et l'État n'a cessé depuis lors de croître. A la même époque, les masses populaires du Japon ont pu se convaincre de leur force; elles savent que la police et l'armée sont impuissantes contre une action bien organisée.

L'expérience d'août 1918 a facilité aux travailleurs japonais l'intelligence de la révolution russe. Les travailleurs japonais se sont passionnés pour les événements de Russie, sitôt qu'ils ont appris la chute de l'autocratie et celle du gouvernement réactionnaire des capitalistes et des propriétaires. A une époque où le droit de vote n'existe encore au Japon que pour les riches, voici que le pouvoir passe, en Russie, aux ouvriers et aux paysans. Les soldats et les pêcheurs revenus de Sibérie firent connaître de façon précise la vie russe. Les journaux nippons dénoncent de temps à autre la propagande bolchévique parmi les garnisons japonaises de Sibérie. Cette propagande a été faite par les Japonais aussi souvent que par les Russes. Elle a provoqué une réelle panique chez les autorités militaires qui prennent maintenant contre elle les mesures les plus rigoureuses.

Cette propagande avait d'ailleurs eu du succès. On a, par exemple, vu en Sibérie 27 soldats japonais s'insurger contre leurs officiers et lever la main sur eux. Les coupables ont été rapatriés en toute hâte et traduits devant les tribunaux. Mais la propagande se poursuit aussi dans la métropole. Des manifestes clandestins, d'un caractère tel que leurs auteurs encouraient, s'ils étaient connus, la peine de mort, circulent dans certaines unités. De nombreux soldats sont emprisonnés pour avoir été trouvés en possession de ces feuilles volantes dont les auteurs sont encore inconnus.

Nous trouvons très caractéristique le récent procès qui a amené à la condamnation d'un professeur d'Université, porteur du nom aristocratique de marquis Okuma. Ce professeur étudie le bolchévisme. On lui avait envoyé de Sibérie des publications russes que la police trouva chez lui. Cela suffit à le faire condamner à quelques mois d'emprisonnement.

La propagande clandestine revêt des proportions imposantes. Le gouvernement a commis la lourde faute de prohiber toute littérature radicale, prohibition qui détermine l'activité illégale la plus intense.

Depuis les émeutes du riz, les ouvriers japonais ont continué à combattre le capital par les grèves. La grève est considérée au Japon comme un crime entraînant l'arrestation immédiate et six mois de travaux forcés. Mais de même que les émeutes du riz, œuvre des masses, ont bouleversé les grands centres, les grèves se multiplient dans toutes les industries, en dépit de la loi de répression. Dans les fabriques, dans les chemins de fer, dans les mines, les grèves sont quotidiennes. Elles se terminent par des succès ou par des revers, sans amoindrir le mouvement.

Pour les ouvriers japonais, la révolution en Russie et en Allemagne a été une véritable révélation. Les coolies, même des rues de Tokio, savent rappeler aux policemen le sort du Isar et du kaiser.

Nos ouvriers ont fait de grands efforts pour rattraper, dans l'industrie, leurs frères d'Occident. Ils ont eu beaucoup à apprendre dans le domaine de la technique. Des courroies de transmission au marteau-pilon, tout était nouveau pour eux. Ils ont pourtant appris à se servir de machines et de l'outillage d'abord importé d'Occident et ensuite confectionné dans le pays-même. Ils savent maintenant construire des fabriques, des chemins de fer, des vaisseaux, des cuirassés, fondre des canons, fabriquer des munitions. Certes, ils n'ont pas eu le temps d'apprendre autre chose et notamment de bien s'instruire à la politique et aux réformes sociales. A chaque pas en avant, ils ont eu à compter avec la législation réactionnaire.

Maintenant qu'ils ont reçu l'enseignement industriel technique et qu'ils ont commencé à s'adapter au régime capitaliste, ils entreprennent de défendre leur droit même contre la bureaucratie réactionnaire. Ayant appris par l'expérience que les grèves et les révoltes font de nombreuses victimes, qu'elles provoquent l'emprisonnement des agitateurs et des militants, ils leur préfèrent désormais le sabotage sciemment organisé.

16.000 ouvriers réussirent pour la première fois sur les chantiers de construction maritime de Kobé, en août 1919, à s'organiser pour le sabotage. Cette action avait été précédée d'une déclaration officielle aux patrons. Les ouvriers maintinrent, même sur les chantiers, l'ordre et la discipline. Il n'y eut pas d'arrestations, ce qui donne au mouvement sa grande valeur. Ni les capitalistes, ni les autorités ne purent rien contre le sabotage. La loi apparut impuissante. Après dix jours, les

ouvriers consultés par un referendum votèrent la continuation. La lutte se termina bientôt pour eux par une victoire complète. Ils n'avaient perdu ni un militant, ni un jour de salaire. Cette tactique fut immédiatement adoptée dans toutes les industries.

Les ouvriers japonais ont sur leurs frères américains cette supériorité qu'ils ne parlent qu'une langue. Il n'y a pas au Japon, comme en Amérique, de colonies d'émigrants. Quels que soient les obstacles légaux, les ouvriers nippons s'organisent donc rapidement. Pendant un certain temps, ils se sont intéressés à l'idée du suffrage universel, mais depuis les élections du 10 mai 1920, au cours desquelles les candidats de la bourgeoisie firent preuve d'une fourberie hors ligne, ils ont complètement renoncé à l'action parlementaire, pour ne plus penser qu'à l'action directe. Et c'est pourquoi leurs yeux se tournent de plus en plus sur la Russie dont ils songent à suivre l'exemple.

Depuis les émeutes du riz, la haine de l'armée a fait de grands progrès, la troupe ayant souvent tiré sur le peuple. La troupe, d'ailleurs, n'a pas cessé de réprimer les grèves. La chute du prestige de l'armée parmi les ouvriers fait que le massacre de Nikolaïevsk, dont on a beaucoup parlé en son temps, n'a pas provoqué chez l'ouvrier japonais le ressentiment auquel on pouvait s'attendre. Au contraire, ils reprochent aux autorités militaires d'avoir provoqué ces tristes événements.

J'en parlerai plus longuement dans un article consacré à la politique du Japon, en Sibérie. Qu'il me suffise de dire que le dessein, cher au parti militaire, de trouver un prétexte honorable à l'expédition en Sibérie, à l'occupation de Nikolaïevsk et du nord de Sakhaline, a complètement échoué. Plus que jamais, le peuple est irrité contre l'armée et contre le gouvernement. Ce sentiment a été porté à son comble lorsqu'on a su que les troupes japonaises avaient commis leur agression de Nikolaïevsk à deux heures du matin, sans avertissement préalable. L'imprudente déclaration des autorités militaires, ou plutôt leur aveu, ne permet pas de reprocher aux Russes de s'être montrés cruels. *L'Economiste Oriental* a même écrit que le massacre de Nikolaïevsk était le châtiment mérité du militarisme japonais.

Les ouvriers japonais ressentent l'influence du bolchévisme russe davantage encore que les ouvriers américains.

Les socialistes jusqu'ici persécutés relèvent la tête et, en défi au gouvernement, forment un parti. Dans un avenir rapproché, les ouvriers japonais pourront soutenir les Coréens dans leur lutte pour l'indépendance et tendre la main aux communistes russes.

Le capitalisme japonais est loin d'être aussi fort que le capitalisme européen. L'armée, formée par voie de conscription, comprendra bientôt que les soldats appartiennent, eux aussi, à la classe des travailleurs et ne peuvent pas se battre contre leurs frères.

Sen KATAYAMA.



G. MOROZ.

## LA GUERRE CIVILE EN RUSSIE

(PAGES D'HISTOIRE).

### I.

Dès les premiers jours de la révolution d'Octobre, le gouvernement des Soviets se trouva en présence du sabotage.

Les hauts fonctionnaires, les fonctionnaires moyens et l'immense majorité des petits fonctionnaires s'étaient donné le mot: «Quiconque ne peut ou n'ose combattre, les armes à la main, les bolchéviques fauteurs de troubles, doit les combattre en les boycottant et en refusant de travailler avec eux».

La menace que cette attitude des fonctionnaires, aux mains desquels se trouvait encore de facto toutes les institutions de l'État, constituait pour le pouvoir des Soviets, encore débile, était grande; il serait superflu de le démontrer.

On conçoit que le prolétariat pétersbourgeois fut, en se défendant contre les bandes de junkers et d'officiers de Kérénsky, contraint de déclarer au sabotage une guerre à outrance. Et la Commission Extraordinaire de Pétrograd (*Tchéka*), instituée peu après la révolution, se mit aussitôt à l'œuvre.

Elle établit tout d'abord que le centre idéologique et organisateur d'où rayonnait le sabotage, était à l'ancienne Douma municipale et au Comité du Salut de la Révolution. Les fonctionnaires devaient, en invoquant le salut de la révolution, se grouper par profession, sur un principe de classe. Dans presque toutes les institutions centrales, des comités de grève s'étaient formés; dans les administrations, il y avait des comités centraux. Les uns et les autres recevaient directives et ressources du Conseil Central des Comités de Grève des institutions et des administrations de Pétrograd, qui était en réalité à la tête du sabotage dans la Russie entière. Des représentants de toutes les «forces vives» du pays, des cadets aux membres du Bund social-démocrate israélite et aux menchéviques, entraient dans la composition de ces conseils.

Les menchéviques y étaient représentés, comme on peut s'en rendre compte en feuilletant les procès-verbaux des séances du Conseil, par L. V. Tessler, D. Vendérovitch, A. A. Kharitonoff et autres qui, tous, y exerçaient un rôle dirigeant. Les ressources matérielles du Comité Central étaient de provenances diverses, les unes provenant, par exemple, d'un fond spécial créé

par le journal *Den*, et les autres des dons des grandes firmes commerciales.

Pour mieux illustrer ceci, reproduisons quelques reçus, trouvés lors de la liquidation du Conseil.

Cinq cent quarante mille roubles avaient été reçus par Tessler (membre du Bund), de M. Kulter, ancien membre du cabinet Kérénsky et membre actuel du Comité Central du parti cadet. Le même Tessler avait reçu environ 430.000 roubles et d'autres sommes aussi fortes—du manufacturier Bogdanoff (Tabacs), de la firme Stakhov et C<sup>ie</sup> de Moscou, des banques Heysan, Mendélévitch et Horkin, de la banque rurale de Toula etc., etc.

Fait bien caractéristique, ces messieurs du Conseil Central employaient à subside les saboteurs des fonds empruntés à la caisse du Comité Exécutif Central des Soviets parnusse, de la première session, fonds qui étaient demeurés entre les mains de son chef des services administratifs, M. I. Broido et de P. Philipova-Griassnova. Les sommes en question, remises par ces personnes au citoyen Tessler, furent par lui réparties, comme nous le font connaître certains reçus, de la façon suivante: à M. Bogdanoff, 6.500 roubles; à M. Broido, 109.000 roubles; au Conseil Scolaire du Saint-Synode, au nom de M. Kiseveter, 4.000 roubles; à M. Ostachkoff, membre de l'Exécutif du Conseil, 3.000 roubles; aux membres du Comité Central du Parti Social-Démocrate (menchévik): Martoff, Dan, Zederbaum (?) 50.000 roubles, et ainsi de suite.

Les employés des maisons de crédit se faisaient remarquer par leur zèle au sabotage, ce qui détermina la fermeture des banques et de la Trésorerie. Il devint impossible d'en recevoir les sommes nécessaires, même à assurer le ravitaillement. Les clefs, les documents, les livres étaient ou bien cachés, ou tenus dans une telle confusion qu'il était impossible d'accomplir, même avec le concours du personnel habituel, les plus simples opérations. Les employés d'administration des organes du ravitaillement profitèrent de cette circonstance pour lancer un manifeste, dans lequel ils dénonçaient les bolchéviques comme menant le pays à la famine.

L'administration des chemins de fer ne le cédait, en matière de sabotage, à aucune autre. Celle du réseau Nikolaïevsky (Péetrograd-Moscou)

invitait dans ses manifestes, les cheminots à combattre le bolchévisme. La crainte des arrestations contraignait les employés des lignes à rester en fonction. Mais, loin de se conformer aux ordres des comités exécutifs ouvriers des chemins de fer, ils obéissaient aux directives secrètes du ministre Takhtamycheff.

El lorsque tout espoir de retour au passé fut perdu, toute l'administration du réseau, y compris le directeur, l'ingénieur Manos, cessa le travail le 12 décembre, abandonnant la voie principale du ravitaillement de Pétrograd à un personnel totalement dépourvu de connaissances techniques.

La même chose à peu près se passa aux postes et télégraphes.

Les instructions du Conseil du Commissaire du Peuple n'étaient point transmises ou ne l'étaient que d'une façon intolérable.—Il arriva même qu'un médecin, attaché à une municipalité, refusa de se rendre auprès d'un malade en danger de mort.

Il fallut la main de fer du prolétariat pour faire sentir à ces éléments que le pouvoir des Soviets avait le droit d'exiger qu'ils continuassent leur travail. L'arrestation du Conseil Central et la suppression du quotidien *Den* atteignirent le sabotage à sa base même.

Peu à peu, l'un après l'autre, les saboteurs revinrent à leurs anciens emplois en promettant de racheter à l'avenir leur faute criminelle. Le prolétariat les accueillit avec la générosité qui lui est propre. Et désormais, l'attitude du pouvoir des Soviets envers les fonctionnaires ne dépendit plus que d'eux-mêmes.

## II.

Tandis que le sabotage, méthode d'action contre-révolutionnaire fondée sur la résistance passive des fonctionnaires généralement indifférents en matière politique, est défectif, les contre-révolutionnaires actifs, junkers, officiers, menchéviks et socialistes-révolutionnaires n'ont pu, jusqu'au dernier moment, se résigner à reconnaître le gouvernement prolétarien.

A peine les junkers étaient-ils défaits à Pétrograd et à Moscou, que des bandes d'officiers se formaient dans la région du Don autour du général Alexéeff. Parallèlement à cela, des groupes se formaient à Pétrograd et à Moscou, afin de venir en aide à la contre-révolution active qui prenait les armes dans le Sud.

Dans la période qui s'étend du mois d'octobre 1917 au mois d'avril 1918, la Commission Extraordinaire Darrusse de répression de la contre-révolution (Tché-Ka) liquida toute une série d'organisations contre-révolutionnaires, telles que *l'Union pour le Salut de la Patrie*, *l'Union pour l'Assemblée Constituante*, *la Ligue Militaire* et d'autres groupements semblables qui, tous, ne vivaient que de la pensée de renverser les bolchéviks, mais manquaient d'hommes et d'argent.—Ce n'est que vers le milieu de 1918, que la contre-révolution se manifesta comme une force plus ou moins organisée et tenta de venir en aide à ses com-

battants du Don. Son organisateur et son chef n'est autre que Boris Savinkoff, alors membre du Conseil Civique, institué par le général Alexéeff. Arrivé à Moscou, Savinkoff prend pour tâche de réunir tous les éléments hostiles au pouvoir des Soviets. L'union pour la défense de la patrie et de la liberté se fonde, et nous notons dans son programme les 4 points suivants:

- 1) Renversement du gouvernement qui a conduit la patrie aux abîmes.
- 2) Institution d'un pouvoir fort, inébranlablement attaché à la défense des intérêts nationaux de la Russie.
- 3) Reconstitution de l'armée nationale sur les bases de la véritable discipline militaire (sans comités, sans commissaires, etc.). Restitution aux grades des droits et privilèges hiérarchiques. Les règlements de discipline militaire et ceux du service intérieur devaient, seuls, subir quelque modification.
- 4) Continuation de la guerre contre l'Allemagne avec l'appui des Alliés.

Afin de grouper le plus grand nombre de mécontents, *l'Union pour la Défense de la Patrie et de la Liberté* déclara officiellement sa neutralité politique. Mais il ressort des déclarations du citoyen Pinka, un des membres actifs de l'organisation moscovite, que plusieurs partis politiques y adhéraient: «les socialistes populaires, les socialistes révolutionnaires, la gauche des cadets, les menchéviks lui étaient sympathiques, mais se bornaient à l'agitation et déclinaient toute participation à l'insurrection armée. Les officiers constituaient le seul élément sincèrement disposé à combattre pour le salut de la patrie, avec un dévouement absolu et sans formuler de réserves. L'aide financière efficace des Alliés — reçue par l'intermédiaire du docteur en droit Villenkine, — le concours du gouvernement anglais et le succès relatif de la révolte tchéco-slovaque permirent à l'Union d'atteindre, à l'été de 1918, le maximum de développement que puisse avoir une organisation clandestine. Pensant avec raison qu'il serait absurde de vouloir former, en dehors des institutions soviétistes, une force véritable, les membres de l'Union entrèrent au service du gouvernement ouvrier. L'un d'entre eux s'introduit qu'à Kremlin. Ils deviennent à peu près les maîtres du contre-espionnage et de la milice qui surveille le ravitaillement. C'est à cette époque, que le quartier général de l'Union décide l'action, à Moscou. Mais une intelligence nette des situations contraignit Savinkoff à repousser ce plan et à en élaborer un autre. Dans le numéro 13 (24 novembre 1918) du journal blanc *Vestnik Otchizny* (*Le Messager de la Patrie*), un nommé Dérental luque en ces termes l'activité de l'Union, à cette époque:

«Agir à Moscou, c'eût été condamner à l'avance toute l'entreprise: nous emparer des points stratégiques les plus importants, arrêter les commissaires du peuple, etc., ne nous eût pas été difficile. Mais, la ville prise, il eût encore fallu y rester en maîtres, et pour cela se charger de nourrir un centre peuplé d'un million d'habitants. Le nouveau pouvoir se fût trouvé dans l'impossibilité de satisfaire les besoins de la population, d'améliorer ses conditions d'existence, et cette impuissance l'aurait miné».

A ce moment, l'Union fut informée que les Alliés préparaient une descente à Arkhangel et à Mourmansk; elle apprit aussi qu'une partie des troupes tchéco-slovaques revenaient de Sibérie en Russie d'Europe, et que l'on pouvait compter sur cette force armée au cas du succès de Savinkoff.

Renonçant au plan de Moscou, le quartier général de l'Union décida de s'emparer de Kazan. Les unités militaires destinées à participer à l'opération furent désignées, et leur concentration préalable commença discrètement. C'est pendant ce travail que la «Tché-Ka» découvrit, au cours d'une perquisition chez le commandant d'un régiment de l'Union, des documents qui firent échouer l'opération. Le quartier général de l'Union échappa cependant aux recherches de la Commission Extraordinaire et ne tarda pas à se remettre à l'œuvre, cette fois pour préparer la révolte de Yaroslav. Dans la nuit du 5 au 6 juin 1918, la ville de Yaroslav fut prise par le contingent du colonel Perkhourov, chef d'état-major de l'Union. Les blancs réussirent à désarmer la milice, à s'emparer de la poste, du télégraphe et de toutes les institutions du Soviet, à arrêter et à fusiller les militants locaux et à proclamer le pouvoir de l'Armée des Volontaires du Nord.

Le mouvement commencé à Yaroslav devait, dans l'esprit de l'Union, être soutenu dans diverses autres villes où existaient des formations de l'Union, et en particulier à Rybinsk, dont les dépôts de munitions d'artillerie devaient être pris. A Rybinsk, la contre-révolution échoua, grâce à la vigilance de la Commission Extraordinaire locale. Après une lutte acharnée qui dura plusieurs heures, la troupe blanche entrée à Rybinsk dut se rendre, et il ne resta que Yaroslav entre les mains de Perkhourov.

Cette ville occupée, les blancs s'étaient mis à la recherche des membres du Comité Exécutif des Soviets urbain et provincial et des militants en vue. Après avoir fusillé leurs prisonniers les plus marquants (et de ce nombre, les camarades Nanhimov, Rabotnoff, Zakheim), les blancs procédèrent à des visites domiciliaires, dans le but d'arrêter tous les collaborateurs du régime des Soviets. Ils firent ainsi environ 200 prisonniers. Point n'est besoin de dire que ces derniers subirent les traitements les plus odieux. Les victimes étaient tirées de chez elles parfois dévêtues, et concentrées sur un chaland à demi rempli d'eau où, du samedi 6 au jeudi 18 juin, c'est-à-dire pendant 12 longues journées, elles ne reçurent pas d'aliments. Pendant toute leur captivité, d'ailleurs 109 personnes ne reçurent que 4 livres de pain; et ce pain leur fut apporté par un milicien et par une jeune femme qui d'une barque le leur jetèrent.

Quand l'artillerie des rouges commença le bombardement des rues, les blancs ne manquèrent pas de tirer le chaland aux endroits les plus exposés. Trois camarades furent tués et plusieurs autres blessés par le feu des rouges. Les sentinelles placées autour de la goéle flottante ne permettaient pas même aux prisonniers de puiser de l'eau. Plusieurs d'entre eux, coupables d'avoir enfreint cette défense, furent blessés. Les morts et les blessés demeuraient

parmi les survivants, sans que ces derniers pussent, à moins de s'exposer au feu des géoliers, se débarrasser des cadavres dont la puanteur empoisonnait l'atmosphère.

Les prisonniers n'avaient que ce choix: ou mourir de faim ou tenter de s'échapper. Ils prirent ce dernier parti et profitèrent d'un moment d'inattention de la patrouille qui les gardait, pour détacher les amarres. Le chaland descendit en suivant le courant.

Aussitôt que son mouvement fut remarqué les blancs et les rouges ouvrirent le feu contre lui. La coque crevée par le feu des mitrailleuses, l'embarcation allait couler, lorsque quelques camarades se jetèrent sur le pont et crièrent aux nôtres de cesser le tir. Ce qui fut fait. Nos camarades purent enfin atterrir. Ils étaient méconnaissables.

Deux jours auparavant, 22 des prisonniers, choisis parmi les membres du Comité Exécutif du Soviet—et parmi ses collaborateurs les plus importants—avaient été emmenés pour une destination inconnue. Citons parmi ces derniers, les camarades Bolchakoff, Tarnovsky, Douchin, le Dr. Konton, le Dr. Troitsky, les camarades Popoff et Kourakine.

Le résultat de cette tentative de la contre-révolution fut que la ville de Yaroslav, ce joyau du Volga si riche en monuments historiques, fut à peu près complètement détruite. Tous ses édifices en bois furent détruits par l'incendie, et la plupart de ses monuments détruits ou fortement endommagés. Du lycée Démidoff, il ne resta littéralement que des squelettes de murailles. L'église qui lui fait face est à demi détruite. La plupart des vieilles églises du XVI-e et du XV-e siècles sont ou détruites ou gravement endommagées. La fameuse église de Nikolas Mokhri, bien connue des amateurs d'art ancien, a surtout souffert du bombardement. Il n'est pas un clocher de la ville que les obus aient épargné. Les quartiers commerçants, le bazar, le marché, la grande meulerie Vakhraméeff ont brûlé. Quantité d'édifices et de demeures ont été détruits. Rares sont les maisons restées indemnes. L'édifice des postes et télégraphes, l'école réelle, la caserne des pompiers volontaires ont particulièrement souffert. Mais on ne peut énumérer tous les dommages.

La population restée sans abri, sans avoir, sans nourriture, se cacha pendant la bataille dans les maisons de pierre et dans les caves. Tant que ce fut possible, on se sauva dans les campagnes. Les cadavres—gens et bêtes—gisaient dans les rues. De nombreux habitants, sortis en quête d'aliments dans les rues où la fusillade faisait rage, furent tués ou blessés.

Le coup de main contre-révolutionnaire de Yaroslav confirma, une fois de plus, la participation des s.-r. et des menchéviks à l'Union pour la Défense de la Patrie. Le menchévik Douchin, commissaire provincial sous Kérensky, le député menchévik à la Douma Savinoff, le socialiste-révolutionnaire de droite Mamin, etc, faisaient partie de l'état-major du colonel Perkhouroff.

Le secrétaire du syndicat des typographes, le menchévik Bogdanoff, se présenta, le premier jour du coup de force, à une assemblée des cheminots, afin de les féliciter de la chute des bolchéviks et de les inviter à adhérer au mouvement et à s'armer pour la défense de la ville. Interrogé sur les personnes qui allaient prendre le pouvoir, il répondit évasivement et dut rentrer en ville, suivi à peine d'une centaine d'hommes. La très grande majorité des cheminots et des ouvriers de fabrique avaient de suite compris la signification des événements et refusèrent de prêter l'oreille aux discours des provocateurs et des agents de la contre-révolution.

### III.

La prise d'armes contre-révolutionnaire de Yaroslav fut soutenue par la section de Mouroum de l'Union pour la Défense de la Patrie. L'insurrection de cette affaire a fait connaître les faits suivants:

Le 8 juin, vers 10-11 heures du soir, à Mouroum, une fusillade inopinée éclata en différents points de la ville et surtout dans les rues de Moscou et de Kassimov. Les blancs assaillèrent à l'improviste un bataillon rouge cantonné là, blessèrent 3 soldats—dont un mortellement—et s'emparaient des armes. Le Commissariat Militaire et le Soviet local étaient simultanément occupés, de sorte que Mouroum se trouva aux mains des blancs. Aussitôt commencèrent les arrestations de militants soviétistes et communistes et les enrôlements de la garde blanche. L'Union pour la Défense de la Patrie et de la Liberté affiche sur les murailles ses appels au renversement du pouvoir des Soviets et un ordre signé du chef du groupe oriental de l'Armée des Volontaires du Nord, Nicolas Sakharoff, prescrivant le recensement obligatoire des anciens officiers. L'état-major des blancs, composé de Sakharoff, de l'ancien officier Grégorieff et du commerçant Alexis Jadin, envoie des groupes armés à la station Sellivanov (sous le commandement de l'officier Golberg) et à la station Khimovo (sous le commandement de l'officier Pestriakhoff), tous les deux chargés de couper la voie du chemin de fer; un troisième contingent, dirigé sur la station Novachino, devait tenir tête aux ouvriers qui prenaient les armes pour les soviets.

Les éléments bourgeois se congratulaient joyeusement de la chute du bolchévisme et menaçaient leurs prisonniers d'une répression exemplaire.

Mais hormis la bourgeoisie, le clergé et les intellectuels, personne ne passa aux blancs, bien qu'ils eussent mis en œuvre jusqu'à la corruption, en envoyant aux ouvriers de la ligne Moscou-Kazan des camions chargés de pain et de farine. Les grandes masses de la population adoptèrent à l'égard des blancs une attitude nettement hostile. Les communistes, les ouvriers des ateliers des chemins de fer et des usines, les paysans des environs réussirent à agir, et le 10 juillet au matin l'aventure était terminée.

Les blancs avaient pris la fuite en emportant la caisse du soviets du commissariat militaire et

de quelques autres institutions, soit 700.000 roubles. Dans la soirée du 10, les rouges, ouvriers et soldats commandés par le camarade Yarlikin, rejoignirent les blancs à la station de Domki, les défirent et continuèrent à les poursuivre. Dans la nuit du 11, le reste de bandes blanches était défait près de Novo-Dimitrov et fuyait par Vikksi et Ardatov; une partie d'entre eux se dispersa, tandis que les autres s'embarquaient pour Niini-Novgorod. La Commission Extraordinaire de Niini-Novgorod découvrait et prévenait au même moment des prises d'armes à Niini et à Arzamas. A la tête de l'organisation blanche de Niini, se trouvait un des lieutenants de Korniloff, l'officier Gromoff, envoyé du Don et qui avait commencé à former, en contact avec les milieux «bien pensants», un contingent de volontaires.

A Arzamas où se réunirent de nombreux pillards de Mouroum, les blancs s'occupaient surtout de couper les fils télégraphiques et téléphoniques, afin de concourir au soulèvement de Niini.

Le complot de Tsaritsine, découvert par la Commission Extraordinaire, se présente comme suit:

Un état-major avait été formé pour diriger les opérations. L'officier Ougnievienko devait commander toutes les forces des insurgés. La besogne politique était faite par I. I. Koloff, démocrate-socialiste révolutionnaire de droite, député de Saratov à l'Assemblée Constituante. Les menchéviks hésitants refusèrent au dernier moment d'envoyer un représentant à l'état-major. Le mouvement devait éclater le 17 août, à deux heures et demie du matin.

Les forces sur lesquelles comptaient les blancs étaient les suivantes: l'organisation des officiers blancs, deux contingents serbes, les membres de la coopérative, dite «du front». Les blancs comptaient également obtenir, grâce aux socialistes-révolutionnaires, le concours de certains éléments ouvriers. Ils devaient, à ces fins, lancer la fausse nouvelle de la prise de la ville par les blancs et faire marcher les ouvriers, dans le moment de la première confusion, comme si ce fût pour défendre les rouges. Ils comptaient également sur la milice. Au total, ils devaient disposer de 1380 combattants. Ils avaient assez d'armes, les Serbes et les officiers étant parfaitement équipés. Ils disposaient d'un fonds de 10 millions.

Certains documents saisis lors de l'arrestation de l'état-major—un appel et un ordre de combat,—sont assez caractéristiques pour être cités ici en entier.

#### Ordre N° 1.

Le 1-er contingent de l'usine française, fort de 225 baïonnettes, occupera à 2 h. 1/2 du matin l'état-major de la défense extraordinaire de l'usine. Les 155 hommes restants occuperont les dépôts de l'usine d'artillerie. Le chef du 2-e détachement, fort de 300 baïonnettes, occupera les institutions suivantes:

Le bureau des postes et télégraphes et la station du chemin de fer Tsaritsine, sud-est.

Le 2-e groupe—60 baïonnettes (32 sabres)—prendra contact avec le 2-e détachement et occupera la Commission Extraordinaire.

Le 6-e détachement—100 baïonnettes—occupera la station de Vladimir.

La 8<sup>e</sup> escouade coupera la ligne du chemin de fer, à 7 verstes de la ville.

Le détachement de l'école de l'artillerie occupera le club de la commune.

L'organisation des officiers est chargée de s'emparer du radio-télégraphique et des casernes de la rue Ouspenskaiâ.

Il importe d'agir avec calme et célérité.

Aucun coup de feu ne doit être tiré sans nécessité. Il est désirable que des volontaires se chargent de désarmer les hommes de garde.

Les sentinelles doivent être supprimées sans bruit. On entrera ensuite dans les casernements.

Dans le secteur de l'usine française, fusiller les soldats rouges et les gradés ennemis prisonniers.

Signe de reconnaissance: un ruban rouge d'un pouce de largeur sur 3 de long, à la manche gauche.

Au dernier moment, la Commission Extraordinaire de Tsaritsine tomba sur la piste de l'état-major blanc, dont elle prévint les habiles combinaisons en arrêtant les membres.

#### IV.

Les provinces du Volga étaient, à ce moment, en proie à la révolte tchéco-slovaque. Les documents que nous avons en mains donnent sur ces événements les renseignements suivants:

La plupart des échelons tchéco-slovaques dirigés sur Vladivostok passaient par Penza, où, conformément à l'accord conclu entre le pouvoir des soviets et le commandement tchèque, ils rendaient leurs armes avant de continuer leur trajet. Au début du mouvement tchéco-slovaque, plus de 3.000 hommes encore armés se trouvaient sur la ligne du chemin de fer, dans la région de Penza. Ayant reçu l'ordre de se tenir prêts à participer à la révolte, ces échelons de troupes refusèrent de rendre les armes et déclarèrent vouloir s'ouvrir par la force un chemin vers la Sibérie.

Dans la matinée du 28 mai, ils s'emparaient dans une gare de 2 automobiles blindées appartenant au Comité Exécutif du Soviet provincial de Penza et commençaient les opérations. Bien que les forces des Tchèques leur fussent presque 10 fois supérieures, les troupes soviétistes tinrent héroïquement jusqu'au lendemain midi et sortirent en combattant de Penza. Un groupe qui ne réussit pas à rompre la chaîne des Tchèques, se dispersa dans la ville avec les militants les plus connus, afin que ceux qui le composaient pussent s'échapper individuellement pour se grouper dans les campagnes avoisinantes.

Pendant la lutte, la bourgeoisie locale et les éléments contre-révolutionnaires secondèrent fréquemment les Tchèques en tirant des fenêtres des maisons particulières sur les troupes rouges. Des officiers russes combattaient dans les rangs des Tchèques et dirigeaient leur mouvement tournant contre les rouges.

Les Tchèques, maîtres de Penza, procédèrent, selon les indications de la bourgeoisie, aux arrestations des rouges, soldats, communistes, collaborateurs du régime des soviets. Les personnes arrêtées étaient conduites à un camp provisoire, non sans être cruellement molestées au passage par la foule. La Douma municipale dissoute par le soviets se réunit pour délibérer de la reconstitution du pouvoir. Elle fit un accueil triomphal au

commandement tchéco-slovaque et salua avec des applaudissements la décision que ce dernier venait de prendre de fusiller tous les prisonniers tchèques communistes, ainsi que tous les Allemands et tous les Hongrois qui auraient servi dans l'armée rouge.

Les cadets et les autres groupes bourgeois de la Douma voulaient l'organisation d'un pouvoir ferme. La bourgeoisie envoya même une délégation au commandement tchèque pour le prier d'occuper la ville pendant 8 jours, afin de donner le temps à la garde-blanche de se former.

L'approche des bandes tchéco-slovaques réveilla les espoirs des contre-révolutionnaires de Kazan, qui crurent de leur devoir de faire l'impossible pour secondar ce mouvement militaire. Un Comité de Trois fut muni de pleins pouvoirs afin de poursuivre le renversement du régime des Soviets.

L'exaltation de la bourgeoisie fut portée à son comble par l'entrée des Tchèques à Kazan.

Le journal *Znamia Révolutsii* (*Le Drapeau de la Révolution*), dans son N° 176, décrit en ces termes le séjour des Tchéco-Slovaques, à Kazan:

La sauvagerie sanguinaire d'une foule composée de petits-bourgeois et d'éléments antisémites, encouragée ou soutenue par les blancs, revêtit des formes telles, que l'on pouvait se croire le témoin d'un festin de cannibales.

Dans la nuit de l'occupation de Kazan par les Tchèques, un jeune homme fut blessé à coups de fusil, dans la rue du Gostinyi-Dvor; au matin, quand la foule afflua, le malheureux vivait encore et implorait vainement qu'on lui donnât à boire. Les bourgeois ne se laissèrent pas attendrir. Au coin de la rue Proletaria, le cadavre d'un beau jeune de grande taille gisait. On avait jeté une nappe sur son visage. Mais à tout instant, des passants se plaignaient à découvrir ce visage. «Laissez-le tranquille, dis-je enfin, il a souffert son dû, il rendra ses comptes à Dieu.» «Veux-tu que je te couche à côté de lui?» me cria aussitôt un gros moujik. «Un gros petit homme en veston invitait cependant à côté des soldats tchèques, à donner une bonne leçon aux juifs. Non loin de là, on voyait encore sur la place un cadavre mutilé qu'on disait être celui d'un commissaire. Jeunes gens et jeunes filles de la bonne société locale l'examinaient avec une froide curiosité.

Un juif d'une trentaine d'années descendait la rue Voskresenskaiâ. «La foule cria: «Un commissaire! Un commissaire!» et se mit à le chasser à la rencontre d'un cavalier blanc. Celui-ci commença par assommer le «commissaire» de sa nagaïko et l'arrêta ensuite.

J'apprends, dix minutes plus tard, que ce malheureux vient d'être tué dans la rue Pierre et Paul. J'y vais. Deux jeunes filles de 15 et 16 ans viennent à ma rencontre, très animées. L'une raconte à sa compagne: «Il se retournait tout le temps vers le cavalier et lui disait quelque chose. A la fin, le cavalier impatientement tira son sabre et lui donna quelques coups de plat sur la tête... puis je le vois tout à coup qui le frappe du tranchant en plein visage. Le juif perd son chapeau. Il se penche pour le ramasser... et le soldat de le bacher... Le soldat tapait, tapait, mais l'autre gigolait toujours... La demoiselle imite les mouvements de l'homme qui se débalt. «A la fin, il l'a achevé d'un coup de revolver. Je suis bien contente d'avoir vu ça, dit-elle. Loué soit Dieu!»

Les Tchèques fusillèrent dans la prison 90 personnes.

Le commandant de la ville de Simbirsk ne le cède en rien aux bourreaux de Kazan. Qu'on en juge par ses ordres 3 et 4.

**Ordre N° 3.**

J'ordonne à tous les commerçants et industriels de reprendre aujourd'hui le travail normal. Toute désobéissance à cet ordre sera considérée comme sabotage et punie de mort. *Le commandant de la ville: Vorobieff.*

**Ordre N° 4.**

Les vols, les actes d'arbitraire, les perquisitions illégitimes seront dorénavant sévèrement réprimés. Les perquisitions et les confiscations de biens ne peuvent avoir lieu que sur mandat du commandant de la ville.

Toute personne coupable de vol ou qui aura répandu de faux bruits dans le but de semer la panique, sera immédiatement fusillée.

*Le commandant de la ville: Vorobieff. Simbirsk, 13 septembre 1918.*

Les rapports officiels de cet officier font connaître que 500 personnes furent arrêtées à Simbirsk, dans les premiers jours de son gouvernement; le nombre des fusillés n'est pas connu.

Les intellectuels de l'Assemblée Constituante — B. K. Fortunatoff, V. Lébedieff et d'autres signaient des appels aux troupes soviétistes, où l'on pouvait lire des lignes dans le genre de celles-ci:

« Exterminez vos commissaires, passez à l'Assemblée Constituante et vous obtiendrez le pardon de vos fautes. »

Mais ne se contentant pas de cette agitation, les constituants cherchaient partout à mettre sur pied les paysans cossus et les éléments réactionnaires des campagnes. Ils publiaient que le gouvernement des Soviets avait l'intention de réquisitionner tout le pain au prix légal, pour l'envoyer en Allemagne. Ils ne rougissaient pas de signer des serments comme ceux-ci:

« Dieu sait que tout ceci est la vérité vraie... Et que Dieu vous éclaire et vous en convainque! »

Les blancs ne négligeaient pas la propagande parmi les allogènes. Dans le gouvernement de Kazan, ils répandaient les mêmes manifestes en langue tatare.

**V.**

Le clergé ne disputait pas son aide aux blancs et aux constituants. A Nijni-Novgorod, l'évêque Laurent et l'archi-prêtre Porphyre répandaient dans les campagnes le manifeste suivant, signé au nom du clergé du diocèse.

« Le gouvernement révolutionnaire des soviets applique le décret sur la séparation de l'Église et de l'État en confisquant les biens du Saint-Synode. Dans ces conditions, le clergé persécuté, loin de trouver un appui dans les paroisses, y a subi de grandes privations matérielles et des avanies sans nombre. »

Cette situation du clergé des campagnes ne peut pas être indifférente aux paroissiens. La spoliation et la persécution du clergé est une humiliation pour les fidèles.

L'Assemblée du diocèse invite la population à restituer aux paroisses les terres qui leur ont été prises et à les rétablir dans tous leurs droits et privilèges.

Ainsi le veut l'équité. Il s'agit d'un devoir de conscience et d'une question d'honneur.

Que les fidèles du diocèse de Nijni-Novgorod répondent à notre appel en se chargeant des intérêts

des paroisses et en leur restituant tout ce qui leur a été pris.

Chrétiens Orthodoxes, hâtez-vous de venir au secours de votre Mère l'Église qui vous appelle. Répondez tous à l'appel de l'Église. Faisons vœu de prendre les armes pour accomplir courageusement notre devoir. Le bureau de l'Assemblée diocésaine est persuadé que tous les travaux préliminaires seront achevés dans les localités, pour le 1-er septembre prochain.

Les révoltes commencèrent dans les campagnes. Indiquons les faits les plus marquants, d'après les données officielles fournies par les commissions extraordinaires locales.

Dans la soirée du 5 août, le bruit se répandit au village de Koutchka (district de Penza) qu'une bande conduite par un nommé Sébastianoff et formée dans l'arrondissement d'Elansk bivouaquait à quelques verstes de là, derrière un rideau de forêt. En effet, dans la nuit du 5 au 6, le détachement de ravitaillement des rouges ayant quitté le village, une troupe de paysans armés y pénétra aussitôt et commença le massacre du Comité de la Pauvreté paysanne. 5 paysans du village et 7 soldats rouges furent tués. La révolte gagna les campagnes avoisinantes. Le service d'informations des insurgés surveillait l'approche des rouges. Une délégation fut chargée de demander du secours à la Constituante de Samara.

Les forces de la Commission Extraordinaire provinciale réussirent pourtant à liquider ce mouvement.

Peu de temps après, les paysans s'insurgent à Dadé, arrondissement de Saransk. Les agitatrices communistes et la camarade Lus, organisatrice du Comité de la Pauvreté local, le commissaire politique du détachement de ravitaillement de Vladimir, les soldats rouges du même détachement Loukine, Zotoff, Trouchin, Maximoff et Sazonoff sont tués ou assommés.

C'est un meeting organisé par les agitatrices communistes que l'émeute commence. Des éléments réactionnaires y invitent les paysans à s'insurger contre les soviets. On pose à nos camarades des questions visiblement inspirées par un désir de provocation: Pourquoi les juifs sont-ils au pouvoir? Pourquoi la foi orthodoxe est-elle persécutée? Pourquoi veut-on fermer les églises? Pourquoi prend-on le blé du paysan et le donne-t-on aux Allemands?

Dès l'arrivée au village du détachement de ravitaillement, le bruit avait été répandu que les rouges venaient fermer les églises, enlever les icônes, réquisitionner tout le blé. Dans la matinée du 14 novembre, des paysannes surexcitées se rassemblent sous les fenêtres de la cure où logeaient l'agitatrice Lus et le Commissaire politique Séménoff. On sonne le tocsin. La maison du pope est entourée. Lus et Séménoff sont mis en pièces dans la rue, ainsi que les soldats rouges accourus à leurs cris. On donne la chasse aux autres.

Quelques heures plus tard, un détachement arrivait au village et rétablissait l'ordre.

Aussitôt ces nouvelles connues, les socialistes-révolutionnaires de droite de la région décidaient d'organiser un soulèvement général des paysans contre les soviets.

Leur meeting éliait un «état-major de la 1<sup>e</sup> Armée paysanne», qui adressait aux paysans l'ordre suivant:

L'état-major de la 1<sup>e</sup> Armée paysanne manque de typographes. Il s'efforcera néanmoins de donner aux travailleurs des campagnes des informations exactes. Ni les bruits, ni les journaux bolchéviques ne peuvent être crus.

Nous croyons de notre devoir de faire savoir à la population que le mouvement des paysans à Sassov et dans le gouvernement de Riazan, loin d'être réprimé, prend au contraire de l'ampleur. Les soldats rouges chargés de le réprimer ont passé aux paysans révoltés qui ont déjà de la cavalerie, de l'artillerie et une infanterie bien armées. Les dernières forces rouges ont été envoyées de Penza. Nous avons été informés de leur défaite. A Saransk et dans les arrondissements voisins, le mouvement anti-soviétiste se développe.

L'état-major invite les paysans disposés à prendre le parti de la 1<sup>e</sup> Armée paysanne à poursuivre dans le calme leur travail d'organisation.

A Kourmych, gouvernement de Kazan, les paysans des environs et des arrondissements de Déianovsk et Strélelsk-Cosaque, conduits par d'anciens officiers, s'emparent des dépôts d'armes et de poudres et y prennent 300 fusils. Les mobilisés de Kourmych et une partie des jeunes gens du district tchouvache de Sasoursk se joignent au mouvement. Les paysans cossus, les anciens officiers et quelques personnes groupées autour d'un nommé Saverkin stimulent les paysans.

Il y avait à Kourmych, 2 petits détachements, mais nombre de soldats se trouvaient en congé et ceux qui restaient furent pris à l'improviste, si bien qu'ils ne purent pas résister. Le but des insurgés était de s'unir aux Tchéco-Slovaques agissant alors dans la région de Kazan. Pendant ces troubles, la plupart des membres du Comité Exécutif du district furent exécutés. Le président du comité de l'arrondissement N. A. Partianoff fut assassiné ainsi que deux soldats. Les militants soviétistes avaient réussi à prévenir par télégramme les villes voisines et, le 5 septembre, les troupes rouges dispersaient les bandes révolutionnaires et libéraient les emprisonnés.

## VI.

Les insurrections du gouvernement de Viatka méritent, par leur importance et par le nombre des victimes, une mention particulière.

Ehles commencent au mois d'août 1918, à l'heure de la lutte la plus acharnée contre les Tchéco-Slovaques occupant Kazan.

A Ijevsk, l'Union des anciens combattants du front, présidée par l'ex-sous-officier Soldatoff, est l'instigatrice et l'organisatrice du mouvement. Cette organisation ralliait tous les soldats revenus du front; elle avait d'abord poursuivi un but de propagande et d'enseignement. Elle avait un club et un mess; elle donnait des concerts et des spectacles, elle organisait des cours et des conférences et semblait ne pas s'intéresser à la politique. Mais ce n'était là qu'une apparence. En réalité, les officiers contre-révolutionnaires, qui avaient trouvé un refuge dans cette société, y accomplissaient leur œuvre, se livraient à une propagande systématique et finirent par s'en faire un instrument docile.

Ils choisirent très habilement leur moment. Le Parti Communiste venait de mobiliser la plupart de ses membres et de les envoyer sous Kazan, pour barrer le chemin à l'ennemi. Les meilleurs partisans du pouvoir des Soviets, ouvriers et paysans, avaient suivi l'exemple des communistes. Il ne restait dans la ville que quelques militants occupant des postes relativement importants et qui, accablés de travail, ne se doutaient pas du danger contre lequel ils ne prirent, jusqu'au dernier moment, aucune mesure de précaution.

L'atmosphère se chargeait cependant de plus en plus. Anciens officiers et soldats revenus du front, contre-révolutionnaires de toute espèce, se rassemblaient peu à peu dans la ville. Bientôt l'Union adopta une attitude ouvertement provocatrice et répondit à la proposition du Comité Révolutionnaire, qui s'était formé après la prise de Kazan et qui l'invitait à participer à la défense, par un refus catégorique. Le Comité ordonna alors l'arrestation du président de la société et de quelques-uns de ses membres, déjà recherchés d'ailleurs. La milice survenue au lieu des réunions, fut reçue avec des injures et des menaces et ne réussit pas à disperser les attroupements. Des meetings avaient déjà lieu à l'usine, où les anciens «combattants» et les S.-R. de droite pressaient les ouvriers de saisir l'occasion favorable pour prendre les armes, chasser du soviet les «usurpateurs bolchéviques» et instaurer un «véritable pouvoir démocratique, celui du Soviet et non d'un parti». Troublant ainsi les populations ignorantes, composées d'ouvriers plus qu'à demi paysans, blessés d'ailleurs dans leur esprit de propriété, ils réussirent à entraîner un certain nombre d'hommes, pillèrent un dépôt d'armes et se ruèrent hors de l'usine, aux cris de *Mort aux bolchéviques!* Une patrouille de cavalerie tenta d'empêcher les émeutiers de passer la rivière Ijeva, mais, accueillie par un feu de salve, fut elle-même refoulée. La fusillade s'engagea. Désormais, la foule devait s'exaspérer de plus en plus. Un contingent de lycéens et d'élèves de l'école d'artillerie se joignit à elle pour participer à l'assaut du soviet qui fut bientôt pris. La foule se dirigea alors vers la section militaire du Soviet pour libérer les personnes arrêtées et notamment Soldatoff. Le président du Comité Exécutif du soviet local, jeune communiste enthousiaste, très aimé des ouvriers, tomba ici en combattant. Mais les prisonniers furent libérés, tandis que l'on arrêtait les militants soviétistes. Et l'usine d'artillerie d'Ijevsk, dont l'importance est si considérable pour la république, fut ainsi prise par les émeutiers en moins de 24 heures.

Le président de la société des combattants, Soldatoff, devenu de la sorte l'homme du jour, se mit, de concert avec le constituant S.-R., Bouzannoff, à la tête du nouveau pouvoir démocratique qui devait, dès ses premiers pas, montrer comment il entendait les libertés civiques. Tous les locaux que l'on put convertir en prisons, s'emplirent immédiatement de détenus. Les communistes ne furent pas seuls arrêtés; S.-R. de gauche, anarchistes, maximalistes et même ouvriers sans parti, bref tous ceux qui avaient tant soi peu sympathisé avec le pouvoir des Soviets, partageaient

leur sort. Plus de 3.000 personnes furent arrêtées en trois jours.

Après quoi, on procéda à la réélection du soviét qui fut composé de menchéviks, de S.-R. de droite et d'anciens combattants.

Le premier acte de ce «soviét démocratique» fut la confirmation de la peine de mort prononcée contre 8 de nos meilleurs camarades, faits prisonniers au début de l'émeute. Ainsi périrent le président de la section militaire, Issatchev, le commissaire militaire Khirnitcheff, le président de la Commission Extrordinaire Babouchkine, le président du tribunal révolutionnaire Mikhaïloff, le chef de la milice Rogaleff, les membres du comité révolutionnaire, Papelmeister, Possagennikova et Botalova. Nos camarades au lieu d'être fusillés furent égorgés à coups de baïonnettes. Ce verdict et l'exécution qui avait suivi furent publiés dès le lendemain, sur la place publique, par Soldatoff lui-même, en présence d'une foule nombreuse.

Le pouvoir démocratique à Ijevsk avait ainsi écrit la première page glorieuse de son histoire. Le même jour, la pression de la population ouvrière, qui exigeait avec véhémence l'institution des libertés démocratiques, contraignait d'ailleurs Soldatoff à annoncer la «suppression définitive de la peine de mort». Les «usurpateurs bolchéviks» fusillés devaient être les premières et dernières victimes de la révolution accomplie.

Les milliers de veuves et d'orphelins que pensionne encore à l'heure actuelle notre assurance sociale dans la région, et les épouvantables documents photographiques que nous avons conservés, témoignent de la façon dont les «démocrates» tinrent parole.

La procédure judiciaire imaginée par le président du bloc démocratique Soldatoff n'est pas, d'autre part, indigne de remarque. Dans une chambre bondée de monde, où des grappes de misérables couchent à même un plancher grouillant de vermine, le citoyen Soldatoff, ayant bu plus qu'il ne le faudrait, fait irruption, suivi d'une dizaine d'hommes. Le geôlier commande :

— Fixe, comptez-vous par deux!

Les détenus se hâtent de se former en rangs, dans l'attente anxieuse des sévices. — Soldatoff interroge un homme au hasard: — «Arrêté pour quelle cause?» l'homme se fait: — «Ah, tu te fais, chien!» hurle l'interrogateur qui frappe le malheureux au visage de la crosse de son revolver. Puis il ordonne à ses aides de le passer à tabac, ce qui est fait avec des raffinements de cruauté, sous les yeux des autres victimes. Quand ils en ont assez de ce divertissement sadique, les bourreaux s'en vont, et l'on emporte derrière eux leur victime pour l'achever dans la cour. Les choses se passaient ainsi tous les soirs, et le sous-officier Soldatoff n'était pas le seul à les commettre; «démocrate éprouvé», le socialiste révolutionnaire Bouzanoff rivalisait ici avec son codicéteur.

Ayant de la sorte réduit à l'impuissance de nuire les défenseurs du pouvoir des Soviets, les nouveaux maîtres de la région se mirent à former avec une hâte fébrile des contingents de volontaires et à mobiliser la population, afin d'éten-

dre leur territoire et de s'unir aux Tchéco-Slovaques qui tenaient Kazan.

Une troupe de volontaires, formée de jeunes gens de la bourgeoisie, de la jeunesse des écoles, et des aspirants de l'école de l'artillerie et commandée par l'ancien officier-bourreau Kourakine, prit bientôt Sarapoul. Une autre troupe, conduite par le colonel en retraite Vlassoff et l'ex-officier Pachitch, prit Volkinsk.

La comédie démocratique ne fut pas de longue durée. Vers le 10 août, le clan militaire était le maître absolu de la situation. Ce fut la dictature du sabre. Un ancien colonel, natif de Volkinsk, nommé Jouriéff, qui s'était proclamé le commandant en chef de toutes les troupes de la région, s'improvisa autocrate.

Toute la population masculine, de 18 à 40 ans, fut mobilisée. Les hommes incapables au service armé durent participer aux travaux de la défense de Volkinsk et de Sarapoul. Esquiver la mobilisation, c'était aller au devant du peloton d'exécution.

Ces mesures permirent aux contre-révolutionnaires d'improviser rapidement une «Armée Populaire», forte de quelques dizaines de milliers d'hommes qui repoussa la première attaque des troupes rouges, commandée par le camarade Antonoff, lesquelles s'étaient approchées le 16 août, jusqu'à quelques verstes d'Ijevsk.

Mais le cours naturel des choses condamnant les blancs à une fin prompte et sans gloire.

En dépit de leur régime de terreur, le bolchévisme gagnait dans «l'Armée Populaire». Des unités entières ne tardèrent pas à passer aux rouges. La population, fixée désormais sur les libertés démocratiques, attendait avec impatience l'arrivée des rouges, qui devaient la délivrer de l'arbitraire abominable des traîneurs de sabre. L'offensive des troupes soviétistes se développa. Elles reprirent Sarapoul. La panique commença, à Ijevsk.

Dans ses ordres et manifestes, le commandant en chef des blancs Jouriéff tonnait contre les traitres défaitistes et annonçait des mythiques victoires: prise de Perm, jonction avec les Tchéco-Slovaques, etc. Ces mêmes bruits étaient publiés par la gazette locale, *Le Défenseur d'Ijevsk*, qui y ajoutait d'abondantes calomnies contre les bolchéviks et appelait la population à leur résister jusqu'à la dernière extrémité. Rien n'y faisait cependant. Le sol se déroba sous les pieds des blancs. Et c'est sur les camarades détenus dans leurs prisons qu'ils passaient leur impuissante colère.

Le régime de terreur sévissait impitoyablement contre toutes les personnes suspectes de sympathie envers le gouvernement des Soviets. Les témoins des affreuses scènes de torture qui se déroulaient dans les locaux de la sûreté ne peuvent s'en souvenir sans horreur.

Les bourreaux exerçaient leur imagination diabolique à multiplier les supplices et à les raffiner.

Avant d'abandonner Sarapoul, les blancs avaient interné les communistes et les militants arrêtés à bord des chalands et de bateaux amarrés au lieu dit «Gagnane». L'indépendance et le sang-froid du camarade Raskolnikoff, commandant de la flottille du Volga et de la Kama, sauvèrent seuls ces prison-

niers à demi morts, que l'on réussit à emmener sous les positions mêmes des blancs.

On ne peut entendre sans effroi les récits de ces rescapés. Nus ou n'ayant d'autres vêtements que des sacs, ces malheureux avaient passé plusieurs nuits, empilés les uns sur les autres, dans des cales sans air ni lumière, où ils étouffaient mangés par la vermine, dans l'attente de l'exécution. Déjà quelques dizaines de camarades avaient été assassinés sous leurs yeux par les ex-officiers Kourakine et Vlassoff. Le mode d'exécution adopté était le suivant: les détenus étaient amenés sur le pont et jetés dans la Kama à coups de baïonnettes.

La fureur des blancs ne connut plus de bornes, sitôt qu'ils eurent vu un grand nombre de victimes leur échapper. Afin de prévenir toute tentative de libération des détenus internés à Ijevsk même, Iourieff publia, le 5 novembre 1918, l'ordre suivant:

«Que les détenus demandent à Dieu notre victoire sur les rouges. Si ces derniers approchent de la ville à plus de 3 verstes, les lieux de détention seront immédiatement bombardés à la grenade. La plus grande tranquillité doit régner dans les chambrées; à la moindre tentative d'évasion, les sentinelles ont ordre de faire feu sans avertissement. Les détenus qui auront troublé l'ordre de façon quelconque, seront conduits dans les cours et exécutés à coups de baïonnettes.»

Cette nuit même, 19 détenus étaient en effet fusillés. Le lendemain, le chef du poste de garde était cité à l'ordre du jour de l'armée pour sa vigilance et pour son énergie. Mais la bête enragée crevait déjà. Les bourreaux voyaient approcher la fin de leur règne. Le cercle de fer des rouges se resserrait autour d'Ijevsk.

Dans le but de relever le moral des habitants, les blancs habillèrent en cosaques quelques-uns des leurs et simulèrent l'arrivée des renforts. Le 7 novembre pourtant, les troupes rouges commençaient le bombardement de la ville. Ce fut chez les blancs une totale débâcle. En vain Soldatoff et les officiers, revolver au poing, tentèrent-ils de s'opposer à la débandade de leurs hommes.

Les détenus enfermés à la section militaire décidèrent de profiter de cet instant et se jetèrent, bien que désarmés, sur leurs gardiens. Mais ils échouèrent. Un groupe de blancs cerna les maisons de bois qui servaient de prisons, et ouvrit le feu au hasard dans les portes et les fenêtres. Ce fut un carnage innommable, auquel une partie des prisonniers échappèrent pourtant, la panique ayant gagné les fusillards. La fusillade cessa. On n'entendait plus que le crépitement des mitrailleuses, çà et là. — Et voici que les accents de «l'Internationale» parviennent jusqu'à la «maison des morts», où l'on entend aussi le trot de la cavalerie qui approchait.

Torturés, agonisants, les détenus ne peuvent en croire leurs oreilles. Mais le chant se rapproche. Il résonne bientôt sous les fenêtres de la prison. Ce sont les cavaliers rouges d'Azine qui chantent.

On n'en peut plus douter: c'est le salut. Les portes de la prison sont enfoncées, les rescapés, pleurant de joie, se précipitent à la rencontre de leurs libérateurs. Il y en a qui ne croient pas à

la réalité de leur bonheur et qui demeurent terrifiés sur le seuil de leur chambrée.

Des râles montent de la cour. Un épouvantable spectacle s'offre là, aux yeux des libérateurs: dans un monceau de cadavres mutilés et sanglants, quelques hommes bougent encore. On les emporte. Un meurt entre les bras des camarades... Surviennent les parents des détenus. Et c'est une autre minute indescriptible, quand ils identifient les corps.

Nos cavaliers, endurcis au feu de la guerre civile, ne peuvent contenir leur émotion. Mais leur tâche n'est pas finie.

Ils ont à poursuivre les blancs. Ceux-ci se sont retirés sur Volkinsk. En arrivant à la rivière Vola, nos cavaliers trouvent non loin des chaudières, hier prisons flottantes, un nouveau monceau de cadavres.

Les démocrates de la Kama avaient fini de régner. Ils avaient exercé le pouvoir pendant trois mois.

Devant le souvenir du cauchemar que fut la contre-révolution à Ijevsk, — contre-révolution «purement démocratique» — devant la mémoire des centaines de camarades atrocement torturés et assassinés, les hypocrites et les bavards qui reprochent au pouvoir des Soviets sa prétendue cruauté, n'ont qu'à se faire; et tous ceux qui, dans leur inconscience ou dans leur ignorance, ont condamné la terreur rouge, doivent confesser leurs torts. La sanglante odyssee d'Ijevsk laissera dans la mémoire des populations du gouvernement de Viatka, une ineffaçable empreinte. Elles ne se laisseront plus prendre aux beaux discours des prometteurs de «libertés démocratiques» qui préconisent le renversement des bolchéviques.

Ce rappel me paraît d'autant plus opportun que l'on a récemment découvert à Ijevsk un nouveau complot, fomenté cette fois encore au nom de la démocratie.

La dictature du prolétariat ou celle de la bourgeoisie, tel est le dilemme que nous révèle le mouvement contre-révolutionnaire d'Ijevsk.

Les émeutes des arondissements d'Ourjoum et de Nolsinsk furent presque simultanées et poursuivirent le même but: l'union avec les Tchécoslovaques, afin de faciliter l'offensive sur Viatka.

Le 1-er régiment de ravitaillement de Moscou, conduit par l'ex-officier Stépanoff, fut ici le centre du mouvement. Ce régiment avait été envoyé dans l'arrondissement d'Ourjoum, au cours de l'été de 1918, pour y garder les stocks de blé. Par ses maraudages, ses excès de toutes sortes, il avait bientôt indisposé toute la population contre le gouvernement des Soviets. Il avait provoqué dans le district de Tchétoûreks une révolte, pour ensuite la réprimer avec férocité. Redoutant le châtimement de ces crimes dont le gouvernement des Soviets était bien informé, ce régiment accepta avec enthousiasme la proposition du fraître Stépanoff: renverser les Soviets à Ourjoum, Malnïje et Nolsinsk et tenir jusqu'à l'arrivée des blancs. Mais les forces faisaient totalement défaut pour la défense de ces points. Les blancs ne s'y maintinrent que 14 jours, du 7 au 21 août 1918.

Le concours de la bourgeoisie locale et des anciens officiers, la participation active du S.-R. de droite Dérésovsky, permirent la formation ici d'un «Gouvernement Provisoire du district méridional», où les Soviétiques furent remplacés par les anciennes institutions.

Des douze militants soviétiques condamnés à mort à Ourjoum, on ne réussit à fusiller que 2 communistes, les camarades Drilevsky et Karénine. Les autres furent sauvés par le régiment de Poltava, arrivé le 21 août.

A Nolinsk, les contre-révolutionnaires brûlèrent vifs environ 70 soldats rouges, qui s'étaient retranchés dans le séminaire et avaient refusé de se rendre. Ajoutons que ces atrocités lurent exclusivement le fait de la bourgeoisie locale et des officiers.

D'une façon générale, nous devons souligner que, contrairement aux insurgés contre-révolutionnaires d'Ijevsk, les mullins du 1-er régiment du ravitaillement agirent d'abord avec mollesse et évitèrent autant que possible de fusiller leurs ennemis. L'auteur de ces lignes fut lui-même fait prisonnier, les armes à la main, à Ourioum. «On se borna à me désarmer, sans même me fouiller. Si on avait pris cette dernière précaution, on aurait trouvé sur moi un mandat de la Commission Extraordinaire de l'Oural me donnant le droit d'instruire le procès du régiment de ravitaillement en question et de procéder à son désarmement. Le manque d'initiative des blancs me permit de m'échapper».

Cette attitude de leur part s'explique par la présence parmi eux d'un nombre relativement grand d'ouvriers, qui n'avaient adhéré au mouvement contre-révolutionnaire que dans le désir d'éviter le châtimeut des maraudeurs. Malgré eux, ils étaient tombés dans le piège du provocateur Stépanoff; et ils ne tardèrent pas à s'en repentir. Ainsi s'explique la défaite relativement rapide des insurgés par le régiment de Poltava, pourtant inférieur en nombre. La plupart des mullins voyant à l'oeuvre les paysans cossus et les officiers, reculèrent avec effroi devant la trahison. Et les bandes de paysans riches et d'officiers, livrées à elles-mêmes, furent facilement dispersées. Une petite minorité seulement, s'étant emparé des fonds publics, réussit à gagner Kazan.

## VII.

Pendant que les Tchéco-Slovaques agissaient dans la région du Volga, les événements suivants se déroulaient dans le nord:

Vers le milieu de juin, la Commission Extraordinaire d'Arkhangel était informée qu'un mouvement avait commencé au village Emetsk, provoqué, disait-on, par la conscription. Il s'avéra ensuite qu'un comité de cinq, qui s'intitulait *Société des Droits de l'Homme*, opérait en réalité, dans la localité. Ce comité armait les paysans. Il avait réussi à se procurer deux mitrailleuses, il avait organisé un service de renseignement et se préparait à agir, quand on l'arrêta. A Chenkoursk, la contre-révolution réussit d'abord, le Comité Exécutif du Soviet fut incarcéré et les soldats

rouges canonnés dans la ville; désarmés; mais l'armée rouge liquida très rapidement ce mouvement. La Commission Extraordinaire resta pourtant convaincue qu'un mouvement de vaste envergure se préparait à Arkhangel et dans la province.

Vers le 20 juin, elle reçut des dénonciations concernant un complot tramé dans la ville. Il en résultait que les anciens officiers étaient, ici comme ailleurs, à la tête des ennemis du gouvernement des soviets. La révolte devait éclater dans la nuit du 31 juillet ou du 1-er août. La ville était divisée en secteurs, dont les chefs étaient déjà désignés et qui devaient, vers les 3 heures du matin, s'étant rendus maîtres de toutes les institutions et de la station radio-télégraphique, appeler les Alliés au secours, en leur promettant de tenir jusqu'à leur arrivée. La Commission Extraordinaire procéda aussitôt à des arrestations ou à des perquisitions en masse parmi les anciens officiers, et continua jusqu'à l'occupation de la ville.

Chez l'ancien officier Grégoire Rutzinkovitch, on trouva notamment les cartes de la province et de la Dvina du nord; l'interrogatoire révéla qu'il avait été chargé d'enrôler des blancs dans toute la région et de les faire venir, comme ouvriers, à Arkhangel. On trouva également chez lui un télégramme en langage conventionnel, qui signifiait: «Le mouvement est remis, les bateaux sont décommandés, informez vos hommes». Bref, il est certain qu'une action se préparait, mais que les blancs ne pensaient pas pouvoir résister longtemps sans le concours des Alliés. De bonne heure, dans la matinée du 1-er août, les hydroplanes anglais survolèrent la ville; le soviétique provincial apprenait à la même heure, l'apparition en vue d'une île du littoral, qui ne tarda d'ailleurs pas à être occupée par les Anglais, de trois croiseurs. Le commandant militaire du rayon d'Arkhangel, Potapoff, proposa alors au Comité Exécutif provincial d'évacuer toutes les institutions civiles et de transmettre tous les pouvoirs à l'autorité militaire, ce qui fut fait, le danger étant pressant. Mais ce Potapoff, comme on le sut plus tard, était en effet un agent des Anglais. Les dépositions des marins nous l'ont montré dirigeant personnellement les opérations des blancs. Trait caractéristique: aussitôt après l'évacuation des soviets, Potapoff devint pour ses officiers «M. le colonel»; les Anglais agissant de concert avec les blancs, occupèrent la ville, placèrent des canons dans la cour de la Douma municipale, et des mitrailleuses dans nombre de maisons. Plusieurs fois, ils bombardèrent l'édifice de la section politique de la flotte, et ce n'est qu'après avoir brisé la résistance obstinée d'un faible contingent de l'armée rouge, qu'ils se sentirent en sécurité. Le pouvoir de l'Assemblée Constituante fut solennellement constitué, et le gouvernement provisoire du Nord se forma.

Il n'est pas inopportun de résumer ici ce que disait *l'Illustration* (Paris) du 23 août 1919, de la stabilité de ce gouvernement. Ce journal annonçait déjà la suppression prochaine du front bolchévick du nord, les Alliés se disposant à éva-

cuer la région et les blancs, livrés à leurs propres forces, ne pouvant s'y maintenir.

Les Alliés, en vue de soutenir l'action de leur descente, envoyèrent par l'intermédiaire de leurs ambassadeurs, alors en Russie soviétiste, de nombreux agents chargés de recruter des volontaires pour l'armée du nord.

Au printemps 1918, ce recrutement n'était pas difficile. Il y avait en Ukraine occupée par les Allemands, toute une légion polonaise que l'envahisseur avait désarmée; ces hommes pouvaient servir sur d'autres fronts. La mission française de Moscou se chargea de les employer. Sous le fallacieux prétexte de rapatrier ses compatriotes, la mission expédiait Polonais et Tchéco-Slovaques dûment munis de papiers français, à Vologda, d'où on les dirigeait sur Arkhangel, sur le Volga ou sur l'armée Koltchak.

Des camarades voyant partir de Yaroslav à destination de Vologda deux wagons remplis d'étrangers et conduits par des Français et par quelques industriels connus de Moscou, s'en inquiétèrent. Au moment où le train allait se mettre en marche, les agents de la Commission Extraordinaire arrêtèrent tout le monde (45 personnes). Ces personnes avaient presque toutes des documents délivrés par la mission française, attestant leur qualité de militaires français; la plupart ne comprenaient même pas le français.

L'enquête ultérieure révéla l'existence à Voronège d'un détachement de gardes du chemin de fer, composé de soldats polonais et surtout d'anciens légionnaires. Ce détachement avait pour tâche de faciliter l'envoi des volontaires à Mourmansk. On découvrit à Vologda près de 600 légionnaires; les gradés furent arrêtés, et les soldats dispersés dans diverses unités russes. Il ne fut pas difficile de leur faire comprendre que, loin de les renvoyer chez eux, les blancs dont ils étaient les dupes, voulaient les faire combattre contre leurs frères, au service des capitalistes étrangers.

### VIII.

Au début du mois d'août 1918, la Commission Extraordinaire Panrusse établit que l'ambassade anglaise en Russie cherchait à nouer des relations avec certaines unités des troupes rouges, afin d'organiser un coup d'Etat, à Moscou.

Notre surveillance révéla que l'agent Schnedel, arrivé au mois d'août de Pétrograd à Moscou, muni de recommandations pour le chef de la mission anglaise à Moscou Lokhart, avait réussi à se lier avec le commandant d'une unité lettonne, sur laquelle les Anglais comptaient pour arrêter les commissaires du peuple.

Une conférence avait eu lieu, au cours de laquelle la possibilité d'une insurrection anti-soviétiste à Moscou, qui eût coïncidé avec la descente des Anglais à Mourmansk, avait été examinée.

On pensait accomplir le coup d'Etat à Moscou, vers le 10 septembre. Les Anglais se préoccupaient surtout de l'arrestation de Lénine et de Trotsky, qui devait avoir lieu pendant une séance plénière du conseil des commissaires du peuple.

La banque d'Etat, le bureau des téléphones, les postes et télégraphes devaient être occupés; la dictature militaire aurait été ensuite instituée et aurait défendu sous peine de mort toute espèce de réunions publiques, jusqu'à l'arrivée des autorités militaires anglaises. On délibéra aussi, avec un représentant du haut clergé orthodoxe, de l'organisation de prières publiques et de la propagande religieuse en faveur de la réaction. Le clergé promit son concours. A l'issue de cette réunion, le consul anglais Lokhart remit au commandant des troupes lettonnes une somme de 700 milles roubles.

Des conférences réunissaient simultanément les représentants des puissances alliées. On y étudiait les mesures à prendre pour aggraver la situation intérieure de la Russie et contrecarrer le gouvernement des Soviets dans sa résistance aux Tchéco-Slovaques et aux Anglo-Français.

Comme nous l'établimes par la suite, les agents alliés, dispersés dans tous les centres de la Russie des Soviets et y vivant avec des faux papiers, avaient pour mission principale d'entraver le ravitaillement des capitales. Ils étudiaient des plans d'action, prévoyant la destruction des ponts et des voies ferrées, l'incendie des stocks, etc. Les Anglo-Français avaient des agents d'information dans tous les commissariats; au cours des perquisitions, nous trouvâmes chez certains de ces agents, des rapports détaillés sur la situation du front oriental. Les officiers arrêtés à la suite de ces perquisitions (le capitaine Fridé notamment) avouèrent avoir donné aux Anglais des renseignements secrets sur les mouvements des troupes soviétistes et sur la situation intérieure de la Russie.

A Pétrograd et à Moscou, de nombreuses arrestations eurent lieu, qui nous permirent de connaître dans tous ses détails le complot tramé par les agents militaires et diplomatiques de l'Entente, en vue de provoquer l'insurrection à Moscou et l'arrestation des commissaires du peuple.

Les conjurés n'avaient dédaigné aucune ressource. Leurs réseaux d'organisations s'étendaient sur toute la Russie. Ils se servaient largement de faux papiers et consacraient des sommes énormes à la corruption des fonctionnaires des Soviets. Tout ce travail se faisait sous l'égide et la direction des représentants diplomatiques alliés. La Commission Extraordinaire Panrusse possède des pièces signées par M. Lokhart et qui plaçaient certains conjurés sous la protection de la mission anglaise, à Moscou. L'organisation du pouvoir contre-révolutionnaire, au lendemain du coup d'Etat, était minutieusement prévue. La dictature d'un triumvirat était prévue de même que la création de comités militaires.

Le complot découvert, ses auteurs furent déferés à une haute cour révolutionnaire qui rendit l'arrêt suivant (texte intégral):

Au nom de la République Socialiste Fédérative des Soviets Russes, le Tribunal Révolutionnaire du Comité Exécutif Central des Soviets Panrusse, ayant entendu, dans ses séances 28, 29 et 30 novembre, des 2 et 3 décembre 1918, les débats du procès intenté aux citoyens: L. L. Lokhart, ex-chef de la mission

anglaise, à Moscou, — Grenard, ex-consul général de France à Moscou, — Sydney G. Raylay, lieutenant de l'armée anglaise, — Henri Verlamond, citoyen français, — Xenophon Calamantino, citoyen des Etats-Unis d'Amérique, — Jeanne Morentz (\*) ancienne directrice du Lycée français des jeunes filles, — Camberg Heegs (\*) suédois anglais, — Alexandre Zagriaïsky, ex-colonel de l'armée russe, — Elisabeth Emelianovna Offen, artiste du théâtre d'art, — Marie Vladimirovna Fridé, ancienne surveillante au Lycée des jeunes filles, — Alexis Vladimirovitch Potemkin, ex-fonctionnaire des Douanes de Moscou, — Pavel Maximovitch Snllus, — Alexandre Clavdiévitch Khvalinsky, étudiant à l'Université de Pétrograd, — Eugène Mikhailovitch Goltizyne, ex-colonel d'Etat-Major, — Léonide Alexiévitche Ivanov, ex-employé du centre des prisonniers de guerre, — Dimitri Alexandrovitch Ilchevsky, journaliste, — Pierre Dimitriévitch Poteikovsky, général-major en retraite, — Olga Dimitrievna Stragevsky, ancienne employée de la section de répartition du Comité Central Exécutif, — Maxime Vassiliévitch Tressler, directeur du garage d'automobiles de la section militaire de Moscou, et des citoyens tchéques, Alexis Alosovitch Linghart, — Josephi Josephovitch, Pehénitchko, Yaroslav Viatcheslavovitch Schmeitz, Stanislas Fomitch Yellinek, — tous inculpés d'espionnage et de complot contre-révolutionnaire contre le gouvernement ouvrier et paysan de la République, a reconnu prouvés par l'instruction les agissements criminels des agents diplomatiques des gouvernements impérialistes coalisés anglais, français, américain, coupables d'avoir tenté de porter un coup mortel à la révolution socialiste russe et internationale, par l'organisation d'une agence secrète d'espionnage, par la corruption et la désorganisation de l'armée rouge, par la destruction des ponts, par l'incendie des stocks de vivres et enfin par le renversement du gouvernement ouvrier-paysan

(\*) Il nous est difficile de reconstituer du russe l'orthographe des noms propres.

Note des trad.

et l'assassinat des chefs de la révolution ouvrière. La responsabilité de cette tentative contre-révolutionnaire, à laquelle se rattache la plus cynique violation des règles élémentaires du droit international et notamment des privilèges d'extraterritorialité, doit retomber avant tout sur les gouvernements capitalistes dont les accusés ne sont que les agents. Fermeinent convaincu que les gouvernements impérialistes auront prochainement à rendre compte de leurs crimes devant leurs propres masses ouvrières, le Tribunal Révolutionnaire, tenant compte des différents degrés de culpabilité des accusés décide:

Les accusés E. E. Offen, Morentz et S. F. Yellinek, sont acquittés.

S. I. Stragevskaja est condamnée à trois mois d'emprisonnement (réduction devant être faite de la prévention), et ne pourra dorénavant être employée dans aucune institution de l'Etat des Soviets.

A. A. Zagriaïsky, A. V. Potemkine, P. I. Snllus, A. K. Khvalinsky, E. M. Goltizyne, L. I. Ivanov, L. A. Ijersky, M. V. Fridé sont condamnés à 5 ans d'emprisonnement avec travail obligatoire.

M. M. Pehénitchko est condamné à l'emprisonnement pendant toute la durée des opérations militaires des Tchéco-Slovaques contre la Russie des Soviets.

R. R. Lokhart, Grenard, S. G. Raylay, H. Verlamond sont déclarés ennemis des travailleurs, mis hors la loi de la République et condamnés à être fusillés sur simple constatation de leur identité en territoire russe.

X. Calamantino et A. V. Fridé sont condamnés à mort.

Le présent arrêt est exécutoire dans les 24 heures.

Tel fut l'épilogue de la tentative du capital étranger de venir en aide à ses frères du Nord et de leur éviter le sort qu'ils subirent peu après.

G. MOROZ.





J. I. NOVOMIRSKY.

## PIERRE ALEXIÉVITCH KROPOTKINE

### L'HOMME ET L'OEUVRE

Pierre Alexiévitich Kropotkine est mort.

Toutes les fois que meurt un grand homme et surtout un homme d'action, une bataille acharnée s'engage aussitôt autour de son tombeau. Il devient pour ses amis un génie incomparable, tandis que ses ennemis s'efforcent à convaincre le public que l'humanité est enfin débarrassée d'un méchant et d'un monstre. Les uns et les autres sont irréductibles.

Je voudrais, quant à moi, demeurer impartial.

#### I.

J'ai rencontré Kropotkine pour la première fois, en 1905, à Paris, où il était venu, je crois, illégalement. Deux ou trois dizaines d'anarchistes s'étaient à cette occasion réunis au domicile de l'un de ses amis. On parla de la révolution qui mûrissait en Russie, et du rôle y incombant aux anarchistes. Pierre Alexiévitich parlait d'abondance, doucement, intelligemment. Mais en l'écoutant avec attention, l'envie venait de dire: «Ce n'est pas cela, ce n'est pas cela». Il parlait de la révolution russe, du ton même — et avec les mêmes mots — dont il eût parlé de la révolution en Espagne, en Scandinavie ou aux îles Sandwich. A celui qui arrivait en droite ligne de Russie, qui sortait de l'atmosphère surchauffée de l'action clandestine (on dit en russe *souterraine*), qui avait vu de ses propres yeux s'allumer dans une atroce, dans une impitoyable lutte de classes le brasier de la guerre civile, il semblait étrange et comme fade d'entendre prononcer des paroles ressassées et désormais presque dépourvues de sens sur l'esprit de révolte, sur le génie créateur du peuple, etc. Quand nous tentâmes timidement de parler de la lutte de classes, Pierre Alexiévitich, si bienveillant de coutume, s'émut, s'irrita et nous interrompit à chaque mot. Certes, il s'excusa tout de suite envers moi, de façon touchante, en plaisantant «le mauvais caractère d'un vieux sot qu'il fallait pardonner». Non seulement je lui pardonnai bien volontiers, mais je fus absolument charmé par cette âme de sage, entière, sérieuse et véridique. Je gardai pourtant l'impression ineffaçable, que Pierre Alexiévitich Kropotkine n'était déjà plus, qu'il nous avait quittés, qu'il s'en était

allé quelque part très loin. Était-ce vers le passé ou vers l'avenir? Qui sait?

Entre nous, jeunes anarchistes, et notre vieux maître, il y avait dès alors, il y a quinze ans, un abîme infranchissable. Toutes les lendances anarchistes russes avaient grandi en opposition et en lutte avec l'enseignement de Kropotkine. *Bez-natchalié* (*Sans-Autorité*), *Tchernoe Znamia* (*Le Drapeau noir*), *Novy Mir* (*Le Nouveau Monde*), *Bourévstnik* (*L'Annonciateur de la Tempête*), tous ces organes exprimant les différentes nuances de la pensée anarchiste en Russie, allaient en réalité contre les théories de Kropotkine. Il n'y avait qu'un groupe kropotkinien, le groupe de *Khleb i Volia* (*Pain et Liberté*), mais il était en Russie le moins influent et se fonda bientôt avec les autres.

Pendant l'été de 1906, rentrant d'Amérique, je visitais Pierre Alexiévitich qui habitait alors non loin de Londres, dans la petite ville de Bromley, le modeste cottage «Viola». Pierre Alexiévitich n'était pas chez lui. Il se soignait en Normandie. Mais ayant appris que je rentrais en Russie pour reprendre le travail clandestin, il m'écrivit une longue et bonne lettre, abrégée sa cure et revint à Bromley. Nous passâmes de longs jours ensemble et je n'oublierai jamais le charme qui me pénétrait toutes les fois que nous demeurions en tête-à-tête et que, de sa voix douce et profonde, il me parlait de l'homme, de la solidarité, de la tolérance, des souffrances du peuple et de sa propre vie. Mais sitôt que la conversation descendait des cimes éthérées de la morale et de la philosophie, Pierre Alexiévitich devenait méconnaissable. La moindre allusion à la théorie de la lutte de classes, à la nécessité de l'organisation provoquait en lui une insurmontable irritation, et la conversation devenait impossible.

La grande révolution qui germe sous les yeux de tous exigeait de tous les révolutionnaires consciencieux une netteté de programme absolue, une exactitude absolue, une tactique concrète et la plus grande organisation. Mais tous nos efforts en vue d'arriver à un accord défini furent vains. Le maître qui avait fait preuve, dans l'étude du passé, d'une si grande perspicacité se perdit, lorsqu'il s'agissait de l'actualité, dans les lieux communs. Ses phrases semblaient être des citations empruntées aux *Paroles d'un Révolté* ou à



PIERRE ALEXÉIEVITCH KROPOTKINE  
Photographie prise en décembre 1920



P. A. KROPOTKINE SUR SON LIT DE MORT

*La Conquête du Pain.* Nous n'avions pas de raison de les discuter et pas de possibilité de nous accorder. Quand il nous semblait nous être parfaitement compris, quelque petite question tactique surgissant à l'improviste effaçait toutes les clauses de l'accord conclu, et le débat se rouvrait. La question de l'attitude de l'anarchisme envers les expropriations privées («reprises individuelles») fut entre nous la dernière pierre de discorde.

Cette question était alors très grave. Le masque de l'anarchisme servait à des voleurs et à des bandits qui menaçaient de submerger le vrai mouvement d'idées anarchiste. Il appartenait aux leaders de ce mouvement d'intervenir fermement, inflexiblement. Les jeunes anarchistes, militant en Russie et qui mesuraient sur place l'immensité du danger, avaient déclaré à la coutume des expropriations une guerre impitoyable.

Quant je dis à Pierre Alexiévitich que mes amis avaient décidé de fusiller sans merci tous ceux qui abuseraient, pour en recouvrir leur banditisme, du nom de l'anarchisme, il fut épouvanté et termina sa longue admonestation littéralement par ces mots: «Nous ne devons pas tuer des jeunes égarés, mais les rééduquer et les convaincre. Loin de les tuer, notre tâche n'est pas même de les critiquer. Les anarchistes doivent enseigner par l'exemple et non par la critique».

C'était peut-être très humain et cela contenait sans doute un grain de vérité, — mais d'une vérité absolument stérile. Avec cette vérité et cette tactique on pouvait former une variété nouvelle de folsoïsme, on ne pouvait pas former le grand parti unique et puissant de la révolution.

Nos négociations se terminèrent sans résultats. L'histoire a montré qui avait raison. Le mouvement de *Khleb i Volia (Pain et Liberté)* s'est évanoui comme un rêve, sans laisser de traces, et le syndicalisme anarchiste s'est assimilé toutes les autres tendances de l'anarchisme russe. Je m'étais souvent demandé avec amertume en écoutant la parole ardente du maître: «Où est l'apôtre de l'anarchisme? N'est-il pas avec nous, qui luttons et créons la vie nouvelle?»

De longues années passèrent encore. Nous traversâmes encore deux révolutions: celle de Mars et d'Octobre. Les groupes anarchistes syndicalistes russes voulurent créer un grand journal politique-libertaire. Pour en faire un trait d'union, le centre organisateur de l'anarchisme russe, nous avions besoin du nom de Kropotkine. Nous nous adressâmes à Pierre Alexiévitich; nous lui dîmes quel enthousiasme cette idée rencontrait dans tous les milieux anarchistes et parmi ses amis personnels. Mais Kropotkine trouva que le temps n'était pas venu d'éditer un grand journal politique, qu'il fallait former des petits groupes de propagande, agir par l'exemple individuel, réimprimer et répandre les articles des *Temps Nouveaux* et de la *Révolution* devenus depuis longtemps déjà des raretés bibliographiques. Et, dès la fin de 1917, Pierre Kropotkine n'était plus avec nous, les vivants, mais avec ceux qui depuis longtemps déjà ont quitté la vie.

Quand on sut que Pierre Alexiévitich Kropotkine venait de mourir à Dimitrov, tous ceux qui l'aimaient (et ils étaient nombreux, car l'aimaient

tous ceux qui le connaissaient), sentirent avec la plus profonde douleur que l'anarchisme traditionnel, l'anarchisme détaché des contingences de la vie, l'anarchisme rêveur descendait dans la tombe avec ce grand vieillard. Il n'est pas étonnant que se soient croisés sur sa tombe même les fers de deux tendances en lutte de l'anarchisme russe et que l'on peut définir: Réalisme ou Utopisme, «avec la vie», ou «hors la vie». Point n'est difficile de prévoir que la victoire restera à celle qui est l'éternelle victorieuse: à la vie. Le jour n'est pas loin où tous les anarchistes comprendront qu'on ne peut se faire un mérite d'une critique trop facile et exprimer par le silence une sorte d'esprit révolutionnaire. C'est pourquoi la critique objective, purement scientifique de l'héritage de Kropotkine doit être le point de départ du nouveau mouvement.

## II.

Dans *Pensée et Passé*, Alexandre Herzen a esquissé de Bakouine un portrait remarquable que l'on évoque involontairement en parlant de Kropotkine et en cherchant à définir ce qu'il a voulu donner au monde et ce qu'il lui a donné.

«Bakouine, — écrit Herzen, — avait bien des défauts, mais ses défauts étaient minimes et ses qualités puissantes. Leté n'importe où par la destinée, discernant deux ou trois traits essentiels du milieu environnant, il en connaissait immédiatement le courant révolutionnaire et il se mettait aussitôt à le pousser plus avant, à l'élargir, à en faire une passionnante question vitale. Cela seul, n'était-ce pas déjà chez lui une grande qualité?»

«Il y avait chez cet homme les fermentés d'une activité colossale qui ne trouvait pas à se déverser. Bakouine portait en lui les virtualités de l'agitateur, du tribun, du prédicateur, du leader de parti, du chef de secte, de l'hérésiarque, du champion. Placé où vous voudrez, mais toujours à l'extrême gauche, il eût été anabaptiste, jacobin, camarade d'Anarcharis Clotz, ami de Babœuf, il eût entraîné les masses et changé les destins du peuple.»

«Mais il aimait non seulement la clameur de l'insurrection et le vacarme des clubs, des places et des barricades, il aimait aussi l'agitation, la vie exaltée et contenue des conspirations, les conciliabules, les nuits sans sommeil, les négociations, les accords, les ratifications, les encres sympathiques et les signes conventionnels. Bakouine ne s'arrêtait pas à peser toutes les considérations. Il considérait seulement le but lointain. Il entraînait non par ses arguments, mais par son désir; il voulait croire et croyait. Il franchissait avec ses bottes de sept lieues les montagnes et les mers, les années et les générations.»

Quand on lit ce portrait de Bakouine esquissé par un grand artiste, il semble parfois avoir précisément été écrit pour nous montrer ce que ne fut pas Kropotkine, l'élève et le successeur de Bakouine. Kropotkine n'aimait pas à discerner les traits de la réalité pour y trouver le courant révolutionnaire. En 1905, il se sentait solidaire des zemstvos et des cadets. En 1906 et 1907, il ne

voyait pas ce qu'il y avait de réactionnaire dans les expropriations. Pendant la grande tuerie voulue par les forçats de l'impérialisme, il se mit à côté du méprisable Bourzef. Pendant trois années de révolution contemporaine, il ne vit pas nettement la nature révolutionnaire du bolchévisme et fut plus près des socialistes-révolutionnaires de droite que des anarchistes alliés au bolchévisme. Il ne faisait de passionnante question vitale que de celle de l'éthique individuelle, — et non de la pratique sociale. Il était moins attiré vers l'extrême limite que vers le juste milieu penchant plutôt à droite. Aussi n'était-il pas né pour secouer les desirs du peuple, bien que lui soit échu le plus grand bonheur : celui de vivre à l'époque des plus vastes bouleversements sociaux. Or, il y vécut en silence. Certes, dans sa jeunesse il avait connu, lui aussi, les conspirations. Il avait su aller de l'avant, coûte que coûte, couvrant de son manteau une éthique impeccable, il avait voulu croire et su finsouffler à autrui la foi créatrice de vie. Il ne se serait pas acquis sans cela sa renommée de grand révolté. Mais au cours des derniers vingt ans, loin de croire lui-même, il tua en nous la foi : l'éthique l'empêcha de voir la réalité, et son livre sur l'éthique lui servit à se cacher le visage devant celle dont il avait si ardemment rêvé dans sa jeunesse, lorsque, au déclin de ses jours, elle apparut devant lui : la Révolution.

Quand on pense à Pierre Alexiévitich Kropotkine et quand on recherche dans son caractère le trait essentiel, la qualité maîtresse, on découvre invariablement sa bonté. Cette bonté faisait naître sa pitié envers les hommes qui engendraient et affermissait à son tour, en présence du milieu social, le sentiment de révolte. La qualité maîtresse de Kropotkine n'était pas dans l'analyse de la vie, dans la prévision scientifique du futur, mais dans la pitié. Sa fille Alexandra Petrovna en dit : « Il aimait les hommes, avec cette force de l'amour qui est le propre du peuple russe, c'est-à-dire avec pitié ». Sentant en lui cette pitié, force dominante essentielle, il idéalisait, il tentait d'en faire une force universelle. Et ce n'était pas encore là le malheur.

Le malheur commençait là, où il tentait de faire de son état d'esprit subjectif la base d'une politique réelle. Quand nous lisons les *Paroles d'un Révolté*, la *Conquête du Pain* ou ses nombreux articles, il nous semble entendre toujours une seule et même prédication : qu'il ne faut pas spolier les pauvres, qu'il ne faut pas opprimer le faible, qu'il faut s'aimer les uns les autres et avoir pitié. Quand nous lisons cette prédication pour la première fois, elle nous séduit par sa vérité infinie. C'est pourquoi, il n'y a pas dans toute la littérature mondiale d'ouvrages de propagande qui puissent se comparer à la *Conquête du Pain*, mais quand ensuite nous retrouvons toujours et partout les mêmes mots, les mêmes phrases, les mêmes arguments : dans le manifeste, dans la brochure, dans l'ouvrage scientifique, nous éprouvons une sorte de contrariété. Certes, nul autre écrivain n'a plus souvent écrit ces deux mots « Solidarité » et « Révolte ». Mais qu'a-t-il fait pour l'organisation de cette solidarité et de cette révolte ?

Kropotkine fut un grand apôtre. Il fut l'apôtre de l'humanisme, apôtre incomparable parce qu'il prêchait d'exemple, mais il ne fut, hélas ! aucunement un organisateur : c'est pourquoi dans la vie sociale de l'Europe et de la Russie, il n'a laissé d'empreinte nette ni dans les programmes des militants, ni dans les institutions contemporaines.

Il réduisait tout projet d'organisation et toute tactique à l'amour du peuple, conçu sous une forme particulière. C'était en somme un *narodnik* (1). C'est pourquoi, même dans ses travaux scientifiques une sorte d'envergure fait défaut : on y voit une grande intelligence scientifique, un vigoureux talent d'écrivain aux prises avec l'étroit dogmatisme des *narodniki*. Après Bakounine, nul autre n'a probablement dépensé tant de force à combattre au nom de la science la religion et la métaphysique, mais quand on étudie avec soin tous les travaux scientifiques de Kropotkine, quand on le suit d'époque en époque et de peuple à peuple et que l'on arrive heureusement à la fin, ce n'est pas sans éprouver quelque dépit : l'auteur vous récompense de vos longs cheminements en vous octroyant quelques préceptes salutaires, dont on peut assurément lier la substance d'une petite prédication, mais sur lesquels on ne peut songer à baser aucun programme d'action positive.

Quelques exemples. Pierre Alexiévitich a écrit d'assez considérables études sur les communes de moyen âge, sur la petite industrie, sur la révolution française, sur la commune de Paris, etc., mais quand, les ayant lues, on veut conclure et l'on demande : Que faire ? on n'y trouve en fait aucune réponse. En mai 1920 (2), il écrit à un ami anarchiste : « J'ai foi profondément à l'avenir ; je crois que le mouvement syndical qui a récemment réuni en congrès les représentants de 20 millions d'ouvriers sera, au cours du demi-siècle qui vient, la plus grande force qui puisse se consacrer à l'édification d'une société communiste sans Etat ».

« Je crois aussi que pour l'organisation d'une société socialiste ou plus exactement communiste, parmi les paysans, le mouvement coopératif, et plus précisément le mouvement de la coopération paysanne russe, deviendra, au cours du demi-siècle qui vient, un noyau vivant créateur de vie communiste ».

On ne comprend guère comment le mouvement syndical à la tête duquel se trouvent les Jouhaux, les Oudeghest et d'autres politiciens fieffés ou hommes d'Etat ultrabourgeois nous amènera au communisme sans Etat. On ne conçoit pas non plus comment la coopération boutiquière se mettra à créer la vie communiste. Mais ce que l'on comprend moins encore, c'est ce que les anarchistes ont à faire dans tout cela, ce qu'ils ont à faire pendant un demi-siècle, c'est-à-dire pendant deux générations humaines.

Certes, aucun chef du parti n'aurait répondu ainsi aux brûlantes questions de l'actualité. Mais l'apôtre et le prédicateur pour lequel la vie sociale n'est rien de plus que le champ où sa morale

(1) *Narodnik*, littéralement « populiste » : révolutionnaires qui s'inspiraient des traditions populaires du peuple russe.

(2) « Les organisations anarchistes à la mémoire de P. A. Kropotkine », Moscou, février 1921.

personnelle peut s'exercer, se contente d'un « je crois » assez naïf.

Certes, nous ne pensons pas en faire un rapproche au défunt. Nous n'avons voulu qu'esquisser en quelques traits nets sa place dans l'histoire de l'anarchisme et de la révolution. Il n'était pas et ne pouvait pas être le champion de l'anarchisme, dont il fut le plus grand apôtre.

### III.

Dans les théories des tendances qui se revendiquent de l'anarchisme, il n'y a en somme aucun principe que l'on puisse attribuer en entier à Kropotkine. On lit pourtant souvent que Kropotkine transforma un point de la doctrine anarchiste; l'anarchisme collectiviste de Bakounine devint avec Kropotkine communiste. Cette affirmation se fonde sur un malentendu.

« Dans ses opinions économiques, nous dit Kropotkine lui-même, Bakounine était complètement communiste, mais d'après un accord avec ses amis fédéralistes de l'Internationale, il s'intitulait anarchiste-collectiviste, payant ainsi son tribut à la méfiance que s'étaient attirée en France les communistes d'Etat. — Pour lui comme pour ses amis, le collectivisme signifiait la propriété sociale de tous les moyens de production, sans préciser à l'avance sous quelle forme le travail de différents groupes de producteurs serait rétribué: serait-ce selon l'enseignement communiste ou au moyen des bons de travail, ou enfin par un salaire égal pour tous, ou encore de quelque autre manière ».

Il est donc évident que la terminologie nouvelle de Kropotkine ne marqua pas un progrès des théories anarchistes. Bakounine savait que la société se fonde sur les moyens de production et non sur la consommation, et qu'il est par conséquent indispensable de créer avant tout une forme définie de production, les formes de la répartition des produits devant surgir dans le creuset de la révolution, sous l'influence des conditions concrètes de la lutte. Et la révolution russe a montré combien Bakounine avait raison: le peuple révolutionnaire a commencé par s'emparer des moyens de production: terres, fabriques, usines, tandis que les modes de répartition sont encore en voie de développement, à commencer par le salaire bourgeois du travail pour finir par le communisme complet qui ne sera possible que lorsque les conditions nouvelles de la production auront suffisamment élevé la productivité pour assurer le nécessaire à tous.

Si l'on admet, pourtant que l'admission du communisme dans l'enseignement anarchiste fut un progrès au sens de la précision plus grande des buts suprêmes, Kropotkine fit incontestablement faire à la théorie anarchiste un pas en arrière en substituant à la formule de lutte de classes, si nette et si précise chez Bakounine, la notion équivoque et parfois dangereuse d'un « peuple » hors-classe ou embrassant toutes les classes. Comme Marx, Bakounine, esprit doué des fines qualités de l'analyse, comprenait parfaitement qu'il y a entre la bourgeoisie et le prolétariat

bon nombre de groupes de travailleurs ayant leurs intérêts propres et leur idéologie propre. Assurément il ne voyait nulle part de « crâne anti-collectiviste », mais il savait bien qu'il fallait aborder la petite bourgeoisie et les intellectuels d'une façon particulière, que ces groupes peuvent et doivent aller, dans certains cas, avec le prolétariat et peuvent et doivent aller contre lui, dans mille autres cas. Analysant leur idéologie en économiste et en psychologue, Bakounine, idéologue de la classe ouvrière, méditait une tactique propre à transformer ces ennemis probables en alliés possibles. Kropotkine abordait tout autrement ces questions épineuses. « Tout honnête homme, écrit-il (1), appartenant à votre jeunesse, qu'il soit paysan ou ouvrier; instruit ou ignorant, pauvre ou riche, si seulement un cœur vivant et sensible bat dans sa poitrine, doit comprendre combien les droits de l'humanité sont aujourd'hui foulés au pied, doit prendre conscience de ses droits et aller où le pousse tout l'ordre social contemporain, c'est-à-dire devenir un révolutionnaire ». Toute la tactique, toute la pratique révolutionnaire s'édifient ici sur un cœur brûlant et sensible.

En quoi réside l'idée maîtresse de l'enseignement de Kropotkine sur la destruction de l'Etat? Jamais Bakounine ne sépara l'Etat du capital, comprenant que ce sont là les deux aspects de la même chose, de la domination bourgeoise. Par ses travaux extrêmement sérieux et consciencieux sur les origines de l'Etat, Kropotkine introduit dans cette question une confusion telle que l'anarchisme s'y confond tout à fait avec le libéralisme bourgeois. Dans un cas, il considère comme équivalents l'Etat et le gouvernement. Dans un autre, il n'appelle Etat que le gouvernement centralisé. Il s'exprime parfois de telle manière que la commune de moyen âge qu'il appelle pompeusement « commune libre » nous apparaît presque comme la commune idéale de l'avenir, ou tout au moins comme un grand pas vers elle. Par ailleurs, il se rend un compte très net du caractère étatique et de classe de la ville du moyen âge.

Nous lisons dans la *Conquête du Pain* (p. 50): « Aussitôt que les communes du X-e, XI-e et XII-e siècles réussirent à se libérer du pouvoir des autorités laïques ou religieuses, les principes du travail commun et de la consommation commune commencèrent à s'y développer rapidement ».

« La ville — la ville et non des personnes privées (c'est, par exemple, en Russie « le Seigneur Novgorod le Grand ») affrétaît des vaisseaux et envoyait des caravanes commercer avec des pays éloignés; et les bénéfices de ce commerce n'enrichissaient pas des négociants particuliers ».

« Tout ceci a disparu. Seule, la commune villageoise lutte encore pour conserver les derniers vestiges de ce communisme et n'y réussit que jusqu'au moment où l'Etat jette dans la balance le poids de son épée ».

(1) *Paroles d'un Révolté*, p. 78. — Toutes ces citations sont traduites d'après les récentes éditions russes.

Dans un autre passage (*Paroles d'un Révolté*), il dit: «En se libérant des propriétaires, la commune du moyen âge se libère-t-elle également des riches marchands enrichis par le négoce et la banque? Malheureusement, non. Ayant détruit les châteaux des seigneurs, les communaux virent bientôt que les gros négociants commençaient à édifier leurs propres châteaux et que dans les communes mêmes la lutte commençait entre les pauvres et les riches, lutte dans laquelle le roi allait bientôt intervenir».

Ainsi, dans la commune libre il y avait une lutte de classes: les uns s'enrichissaient, les autres s'appauvrirent, les bénéficiaires ne revenaient certes pas à tous et la ville n'était que la raison sociale d'une classe de marchands, comme la patrie est maintenant une firme bourgeoise.

Arrivé à cette conclusion, Kropotkine se rendait compte que cette commune est loin d'être un idéal ou même une esquisse de la commune future et tentait naturellement d'établir des distinctions. Il dit dans le même livre, page 118: «Pour l'habitant de la cité du moyen âge, sa commune était un Etat (!) rigoureusement délimité par des frontières. Pour nous, la commune n'est plus une unité territoriale. C'est plutôt l'idée générale (!) d'une sorte (?) d'association des égaux, sans enceinte ni frontière. Nous concevons la commune des intérêts communs dont les membres seront dispersés dans un millier de villes et de villages».

Je l'avoue, voilà qui me paraît singulier. Qu'il doive y avoir dans les communes des groupes variés, que tous ces groupes d'une seule commune puissent s'associer de façon variée à d'autres groupes similaires ou qui leur seront utiles, il n'y a pas lieu d'en douter. Mais conçoit-on l'existence d'une commune sans base économique définie? Dans l'état actuel de l'industrie, des communications, des sciences qui ne nous ont pas encore amenés à la préparation chimique des aliments dans le laboratoire, l'existence économique d'une société est impossible sans territoire défini, et la commune des intérêts serait plutôt réalisable dans le domaine intellectuel que dans le domaine de la production, sans organisation rationnelle de laquelle le communisme est impossible.

De l'économie, passons à la politique. Dans *La Conquête du Pain* Kropotkine dit: «A chaque phase économique correspond, dans l'histoire, une phase économique particulière; on ne peut pas détruire les formes actuelles de la propriété, sans créer en même temps des formes nouvelles de vie politique...»

«Tant que la société se basa sur le servage, elle put s'accommoder de la monarchie absolue; mais dès qu'elle se fonda sur le salariat et l'exploitation des masses par le capitalisme, c'est dans le parlementarisme qu'elle trouva le meilleur rempart de l'exploitation. La société libre qui aura recueilli l'héritage commun, — terres, fabriques, capitaux, — devra chercher une nouvelle organisation politique, correspondant à la nouvelle organisation économique et qui sera basée sur la libre association et la libre fédération».

Ailleurs (!) Pierre Kropotkine écrit: «La communauté libre; celle est la forme politique que devra adopter la révolution sociale».

«Nous considérons aussi que s'il ne faut pas de gouvernement central pour commander aux libres communautés, si le gouvernement national est aboli et si l'unité du pays se réalise par la libre fédération des communes, l'administration centrale des villes est tout aussi inutile et nuisible».

«Le principe fédératif, c'est-à-dire la libre association des quartiers, des syndicats, des associations de consommation et d'échange est tout à fait suffisant pour réaliser dans la commune l'accord entre les producteurs, les consommateurs et les autres groupes de citoyens».

On trouve ici, exprimées partiellement, des idées, des idées indubitablement justes, dictées par toute l'histoire des révolutions populaires et que la grande révolution russe a confirmées avec éclat.

Que nous allons nous vers la création d'un Etat centralisé militairement communiste, mais vers la libre association des travailleurs, la révolution russe l'a signifié dans son premier acte historique, dans la Constitution de la Russie des Soviets. Indiquant que la dictature du prolétariat et des paysans pauvres s'institue temporairement «dans le but de vaincre complètement la bourgeoisie, d'abolir l'exploitation de l'homme par l'homme et d'instaurer le socialisme sans classes ni pouvoir d'Etat», la constitution dit: «La république russe est la libre société socialiste de tous les travailleurs de Russie».

En ce qui concerne le principe fédératif, il a trouvé, lui aussi, son application dès les premiers pas de notre révolution russe. Conformément au vœu de Kropotkine qui conseillait aux révolutionnaires de ne pas attendre les autorisations des parlements et de faire la révolution sur place et tout de suite, les communistes russes ont dispersé la Constituante ultra-démocratique, jeté au ruisseau le pouvoir des «socialistes», pris Pétrograd et Moscou, institué la domination des travailleurs dans tout le pays, prenant ville après ville, village après village. Si la Russie révolutionnaire n'est pas encore devenue une libre société socialiste de travailleurs, la faute en incombe non aux étatistes, mais aux exigences de la guerre qui requiert la plus grande centralisation du pays, à la ruine économique provoquée par 4 années de guerre impérialiste et qui exige de même la plus grande économie et, sans doute aussi, la centralisation.

Mais à côté d'excellentes idées claires sur la vie politique et l'organisation de la société de demain, nous trouvons chez Kropotkine bien des choses incertaines, bien des choses déroutantes, car il ne distingue jamais la tendance du but final et confondit les tâches concrètes de l'heure présente avec la dernière étape d'une longue évolution. Car il faut être aveugle pour ne pas voir l'impossibilité absolue de transformer tout de suite, dès les premiers jours de la révolution, un immense pays inquiet et ruiné en libre association fédéra-

(!) *L'Anarchie* p. 44—45.

tive de minuscules communautés rurales et de quartier urbain.

Dans l'enseignement de Kropotkine sur les voies de la révolution sociale, nous retrouvons le même mélange de clarté géniale dans les vues d'ensemble et de déroute insuffisance en toute matière concrète.

«Notre tâche — commence-t-il fort bien (*La Conquête du Pain*, p. 80) — ce sera de faire en sorte que, dès les premiers jours de la révolution et tant qu'elle durera, il n'y ait, sur toute l'étendue du territoire embrassé par l'insurrection, ni un homme manquant de pain, ni une femme contrainte de faire la queue devant la porte du boulanger en attendant qu'on lui jette, comme une aumône, une miche de pain, ni un enfant manquant de ce dont sa faiblesse a besoin.

«Pour agir pratiquement, il faut que le peuple s'empare immédiatement de tous les stocks existants là où s'est produite la révolution, qu'il en fasse l'inventaire, qu'il s'assure que rien ne se perd et que tout citoyen puisse bénéficier des réserves de vivres pour traverser la période critique» (page 83).

Tout ceci est assurément exact, et c'est précisément dans ce sens que fut orientée la tactique du communisme russe.

«Aux paysans, continue Kropotkine (page 101), il faut offrir non du papier, mais les articles dont il a réellement besoin: la batteuse et la moissonneuse auxquelles il renonce maintenant avec amertume, les vêtements qui le protégeraient contre les intempéries, la lampe et le pétrole qui remplaceront son lumignon, la faux et la charrue, en un mot tout ce qui lui fait maintenant défaut.

Mais ici nous sommes en droit de demander: et si la ville ne peut rien offrir de cela aux paysans, parce qu'elle est, supposons-le, complètement ruinée par la guerre, comme il est arrivé de notre temps? A cette question, il n'y a pas de réponse chez Kropotkine. Il est inflexible dans sa régalation absolue de l'autorité: «Que la ville envoie à la campagne non un commissaire ceint d'une écharpe, rouge ou autre, porteur de l'ordre d'envoyer les vivres à tel endroit donné, mais des amis, des frères qui diront aux paysans: *«Apportez-vous vos produits et prenez dans nos magasins tout ce que vous voulez»*. — Les vivres afflueront alors à la ville de toutes parts.

Et si nos magasins sont vides, si nous n'avons presque rien à offrir aux paysans, si les paysans se refusent à ravitailler les «parasites» de la ville, e faudra-t-il pas tout de même leur envoyer un commissaire fût-il sans écharpe?

La réponse de Kropotkine est d'autant plus insuffisante que sa perspicacité géniale avait prévu ces aspects de la révolution qui ne se sont révélés et ne sont devenus évidents pour tous que maintenant. «Le paysan, dit-il, profitera sans nul doute de la révolution pour redresser son échine ourbée sur la terre. Au lieu de travailler, comme maintenant, 14 et 16 heures, il voudra tout à fait volontiers se reposer la moitié du temps, ce qui peut amener à une baisse de la production des vivres les plus nécessaires: pain et viande.»

«Il est donc raisonnable de supposer (page 105) que le ravitaillement, tant de l'intérieur du pays

que de l'étranger, diminuera dans l'ensemble. Comment combler ce déficit? Très simplement, avec les forces propres de la ville».

Kropotkine avait non seulement prévu les immenses difficultés de notre révolution, la désorganisation de l'industrie et du travail, la vague de paresse, la nécessité du troc entre la ville et la campagne, mais aussi la nécessité d'utiliser les terres disponibles des villes pour la culture. Mais ceci suppose un labeur long et difficile. Et que doit faire tout de suite la ville déjà affamée, qui n'a pas encore organisé sa production alimentaire, dont les magasins sont vides, qui n'a rien à offrir au paysan, alors que le paysan diminue ses labours et n'offre le pain à la ville qu'à des prix de spéculation?

La ville doit-elle s'éparpiller et périr comme l'exige la campagne inculte et point révolutionnaire qu'elle a elle-même appelée à la vie et à laquelle elle a donné la terre et la liberté? Certes, Kropotkine, perspicace, voyait parfaitement l'inévitabilité de la violence organisée de la ville sur la campagne, si seulement on veut éviter une violence autrement cruelle et inhumaine de la campagne sur la ville. Mais le dire, c'eût été reconnaître la lutte des classes dans le «peuple», reconnaître la nécessité d'une certaine dictature, ce qui était contraire à ses postulats fondamentaux: de pitié, de solidarité, d'anti-autorité.

Ce n'est pas seulement en politique que Kropotkine se laissait guider par l'éthique pure. Tous ses travaux scientifiques de biologie, de zoologie et même de géographie, sont profondément pénétrés de cet amour qui était, en réalité, de la pitié. On sait avec quelle joie il saisis au vol, vers 1870, l'idée du professeur Kessler sur «l'existence dans la nature, outre la loi de lutte pour la vie, d'une loi d'aide mutuelle». Dans l'enseignement de Kessler, Kropotkine trouva une base pour la divinisation «scientifique» de la pitié. «Il n'est que sur un point, écrit-il (*L'Entr'aide*), que je ne puis m'accorder complètement avec Kessler. Ce dernier voyait dans le souci de la progéniture la source de la sympathie des animaux les uns envers les autres.

«J'accordais la plus grande attention à établir tout d'abord l'importance de l'entr'aide comme facteur de révolution, laissant à d'autres chercheurs le soin de rechercher les origines des instincts d'aide mutuelle» (page 5).

Ainsi, Kropotkine ayant par hasard découvert l'idée d'entr'aide, évite consciemment d'en étudier l'origine parce qu'il craint que les faits qu'il a réunis pour défendre la fameuse aide mutuelle, ainsi que d'autres plus nombreuses encore qui la contredisent, n'aient rien de commun avec la pitié, solidarité instinctive dont il veut faire une loi universelle.

#### IV.

On ne peut, dans les cadres étroits d'un article de revue, aborder tous les aspects de l'activité et de la pensée du grand savant révolutionnaire. On voudrait pourtant résumer, ne fût-ce que dans les grandes lignes, l'héritage qu'il laisse au monde.

L'historien notera sans doute avec le plus grand respect la vie d'étude et de propagande du grand homme. A nous, ses contemporains, à nous qui n'avons pas encore résolu tous les problèmes autour desquels graviteront la vie et la pensée de Kropotkine, il nous est bien difficile de lui assigner une place précise: sa personnalité fut trop multiple et trop indépendante pour qu'on la puisse embrasser dans une formule.

Quand on fixe attentivement les traits de Kropotkine, une autre haute intelligence s'évoque involontairement, qui lui ressemble de façon surprenante: Platon. L'un et l'autre, enrichis de tous les fruits du développement ultérieur, devinrent les centres de géniales intuitions et—à la fois—d'innombrables contradictions. L'un et l'autre firent de toute leur vie une recherche permanente de la société parfaite et consacrèrent à ces recherches non seulement toute leur force, mais aussi toute leur pensée, tout leur savoir. L'un et l'autre firent de la loi de leur vie intérieure la loi créatrice du monde: L'équité. Avec cette seule différence que le grand Hellène ne se sentait pas accablé de pitié et concevait l'équité dans l'harmonie, tandis que Kropotkine, à jamais blessé par les horreurs du servage et de la débauche d'une aristocratie, fit, par une protestation intellectuelle contre son milieu, de l'idée d'une égalité niveleuse la loi suprême.

Kropotkine était aussi rationaliste que Platon et croyait autant que lui au règne de la raison, avec cette différence que Platon l'appelait *politéia*, et Kropotkine *l'anarchie*. Platon était en réalité loin de faire de la contrainte la loi suprême: il pensait que l'on atteindrait par l'éducation à la solidarité de tous les membres de la société, chacun remplissant sa tâche. D'autre part, Kropotkine n'était pas tout à fait l'anti-étatiste absolu qu'il se croyait lui-même: il admettait le fédéralisme, le droit coutumier, les cours arbitrales, les contrats, il ne déniait pas à la communauté le droit de recourir à la violence, il s'opposait seulement à la violence organisée, il ne voulait pas de loi écrite, il ne voulait pas de centralisation. Le fait est qu'il aurait, dans une assez large mesure, pu s'entendre là-dessus avec le vieux Platon, qui ne songeait pas à gouverner au moyen de lois mortes, qui leur préférait des directives générales et idéalisait de même les petites cités.

On peut même dire sans beaucoup d'exagération qu'il n'y avait pas entre eux de contradiction philosophique irréductible. Platon n'était pas un idéaliste absolu puisqu'il ne niait pas l'existence du monde sensible, et Kropotkine se considérait comme matérialiste (son matérialisme étant d'ailleurs assez vague), bien moins pour des raisons philosophiques que pour des raisons pratiques, en manière de protestation contre l'église. Mais où Platon et Kropotkine se confondent tout à fait, faisant apparaître à nos yeux un type commun, c'est dans leur attitude envers la morale: tous deux voyaient dans l'aspiration à la perfection le but de l'être. Pour atteindre cette perfection morale de la race, Platon voulait créer la république idéale, pensant que la république seule permettrait cette haute réalisation, tandis que Kropotkine, idéalisant le «peuple», exigeait

la destruction immédiate et complète de tout Etat, persuadé qu'il était que seul l'Etat empêche le peuple de manifester son idéal confus de perfection morale et de lui donner corps dans la vie.

Kropotkine cite rarement dans ses ouvrages Platon qu'il appelle avec dédain un «étatiste-utopiste». Mais il est bien plus étonnant qu'il passe presque tout à fait sous silence un autre précurseur, celui auquel il doit le fondement principal de sa doctrine: Michel Bakounine. Kropotkine n'en parle qu'incidemment et toujours d'un ton d'éloge assez conventionnel, où l'on sent plus de critique que de sympathie réelle. Il doit pourtant à Bakounine autant qu'à Platon. Le philosophe grec lui a donné l'idée d'une société parfaite vivant dans l'auréole d'une moralité supérieure.

Bakounine lui a montré le chemin vers cet idéal social: la révolte populaire. L'idéal de perfection sorti des mains de Platon trop abstrait, utopique et sans ailes, acquit chez Kropotkine, grâce à Bakounine, une base solide et des ailes puissantes.

Mais c'est à peine si l'influence d'une troisième intelligence originale sur Kropotkine ne fut pas plus forte encore que celle de Platon et de Bakounine. Nous voulons parler de Joseph Proudhon. Pour Kropotkine, Bakounine était trop réaliste. Bakounine vivait avec son milieu, s'enfiérait, souffrait, brûlait avec sa classe et son époque. Il subordonnait à ces intérêts concrets la science, la philosophie et sa tactique propre. Voyant avec Marx le fait dominant de la vie sociale contemporaine dans la lutte du prolétariat et de la bourgeoisie, il se jeta, de toute son âme, jusqu'à l'oubli de soi-même, dans les rangs du prolétariat et ne considéra jamais le monde et les tâches actuelles que du point de vue des intérêts réels de sa classe. Pour Kropotkine, il n'y avait guère de classes, car il considérait la société non comme un gladiateur en armes, mais comme un noble repentant que la pitié envers le peuple poignait et pour lequel il n'y avait ni prolétaires, ni petits bourgeois, ni intellectuels, mais seulement des opprimés et des spoliateurs. Bakounine devait naturellement sembler à Kropotkine trop étroit. En développant le bakounisme, il revint sans s'en apercevoir au proudhonisme. Chez Proudhon, il trouva l'idée de coopération, celle des libres contrats, celle de l'organisation fédéraliste de l'industrie. Proudhon contribua aussi à lui suggérer l'idée directrice de ses recherches: la mutualité. Et quand Kropotkine entendit le professeur Kessler prononcer ce mot en parlant de la vie des animaux et des plantes, il en fut profondément heureux, parce que l'idée lui vint de proudhoniser, si l'on peut dire, les sciences naturelles. Ce qu'il fit dans son livre célèbre *L'entraide*.

Pourtant, ni Platon, ni Bakounine, ni Proudhon ne nous révèlent encore toutes les origines intellectuelles de cette puissante individualité, Kropotkine ayant été avant tout, non un penseur, non un révolutionnaire, non un réformateur social, mais un apâtre. A ses yeux, l'éthique couvrait tout. C'est pourquoi, il renonça si volontiers à la richesse et à tous ses privilèges; c'est pourquoi,

il sut renoncer si volontiers à la science qui lui était autrement chère; c'est pourquoi, il arriva cette chose si incompréhensible même à tous ses amis, qu'il renonça à l'activité politique et sociale, pour s'exiler, à l'époque des plus grandes tempêtes révolutionnaires, dans une campagne perdue et s'y consacrer tout entier aux questions de la morale éternelle. C'était avant tout un apôtre. Et c'est pourquoi un autre grand esprit russe lui est surtout proche: Léon Tolstoï.

Elle est significative cette phrase, dite naguère par Kropotkine au tolstoïen V. Tcherikov: «Vous jugerez combien me sont proches les opinions de Léon Nikolaiévitch, par ce simple fait que j'ai écrit tout un livre pour démontrer que la vie s'édifie non sur la lutte, mais sur l'entraide».

«Et si, dit plus loin V. Tcherikov qui rapporte ces paroles Kropotkine, en parlant avec moi, passait toujours sous silence ce domaine spirituel où Tolstoï plaçait la base même de sa philosophie, je sentais, sans pouvoir en douter, que Pierre Alexiévitich, loin d'être un matérialiste, était un idéaliste de la race la plus pure». (*Les organisations anarchistes à la mémoire de P. A. Kropotkine*).

Parti de Platon, par les encyclopédistes français, Kropotkine se rapprocha de Tolstoï; parti de Bakounine, il revint en passant par Proudhon, au même Tolstoï. Son éthique encore inédite nous montrera probablement combien il s'en rapprocha.

Kropotkine est mort, mais la postérité reconnaissante ne l'oubliera pas. Elle n'oubliera pas son amour inépuisable de l'humanité, son dévouement illimité aux travailleurs. Elle n'oubliera pas l'homme qui avait renoncé aux richesses, aux honneurs de la cour impériale, à la science et à toutes les joies de la vie pour servir la révolution mondiale, l'homme qui se trompa sans doute plus d'une fois, et cruellement, mais fut toujours jusque dans ses erreurs si désintéressé, si pur, si profondément sincère, que ses ennemis mêmes écoutaient sa voix comme celle de la conscience sociale. Elle n'oubliera jamais celui qui voyait le plus grand danger pour la révolution dans «la lâcheté intellectuelle, les préjugés, les demi-mesures», et qui avec Danton nous légua cette devise: *De l'audace, encore de l'audace, et toujours de l'audace!*

I. I. NOVOMIRSKY.



## LA COMMUNE DE PARIS

Cinquante années se sont écoulées, depuis que les ouvriers parisiens ont immortalisé le nom de la Commune. Des flots de sang ouvrier ont coulé depuis.

Jamais encore les mots «commune» et «communiste» n'ont été aussi populaires, dans les larges masses prolétariennes internationales, qu'en ce Cinquantenaire de la Commune.

Nous publions ici des articles consacrés à la critique des faiblesses de la Commune de Paris. Elles ne feront pas oublier au lecteur ses grands mérites historiques.

Le grand malheur de la Commune de Paris fut de n'avoir pas de parti communiste. La dictature de la classe ouvrière doit trouver son expres-

sion dans la dictature du parti de la classe ouvrière. Les travailleurs avancés du monde entier l'ont maintenant compris. Et c'est pourquoi ils ont fondé l'Internationale Communiste.

La Troisième Internationale accepte l'héritage de la Commune de Paris, mais sans se dissimuler les erreurs que committ cette dernière, les faiblesses qui la minèrent. — C'est ce qui fait la force du communisme international, c'est ce qui le rend invincible.

Le programme de l'Internationale Communiste est le plus beau monument que l'on puisse ériger aux communards parisiens.

La Rédaction.

Karl MARX

## LA COMMUNE DE PARIS

*Note de la Rédaction.* Nous croyons bien faire en reproduisant ici quatre passages importants du grand travail de Marx, sur la *Guerre Civile en France*.

### I.

Le 18 mars 1871, Paris fut réveillé par les cris retentissants de: *Vive la Commune!* Qu'était-ce donc que la Commune, ce sphinx qui devait devenir pour les cerveaux bourgeois une énigme aussi indéchiffrable?

«Les prolétaires parisiens, écrivait le Comité Central dans son manifeste du 18 mars, voyant la défaite et la trahison des classes gouvernantes, ont compris que l'heure est venue de sauver eux-mêmes le pays en prenant la direction des affaires... Ils ont compris que tel était le devoir qui leur incombait, qu'ils avaient le droit indiscutable de devenir les maîtres de leur propre destin et de prendre entre leurs mains le pouvoir gouvernemental.»

Mais la classe ouvrière ne peut pas simplement s'emparer du mécanisme d'un Etat et l'employer conformément à ses desseins.

L'Etat centralisé avec ses multiples organes, établi sur le principe de la division systématique et hiérarchique du travail: armée régulière, police, bureaucratie, clergé, magistrature, existe depuis le temps de la monarchie absolue, depuis le moment où il fut l'arme la plus forte de la bourgeoisie naissante dans sa lutte contre la féodalité.

Les prérogatives des nobles, les privilèges locaux, les monopoles des villes et des métiers, les institutions provinciales, tout ce fatras moyen-âgeux entravait son développement. Le formidable coup de balai de la révolution française balaya, au XVIII-e siècle, le vestige des siècles passés et fit ainsi dans la société table rase des anciens errements, pour l'édification de l'Etat moderne. Ce dernier fut construit sous le premier Empire, dont les guerres de coalition de la vieille Europe féodale et la France nouvelle avaient déterminé la formation.

Dans les formes ultérieures de son développement, le gouvernement fut soumis au contrôle parlementaire, c'est-à-dire au contrôle direct des classes possédantes. D'une part, il contracta d'innom-

*Ceux qui ont inspiré la Commune*



MICHEL BAKOUNINE



KARL MARX



L. A. BLANQUI  
1805-1881.



ELISÉE RECLUS

Illustre géographe et théoricien anarchiste, combattant de la Garde Nationale (condamné à la déportation).

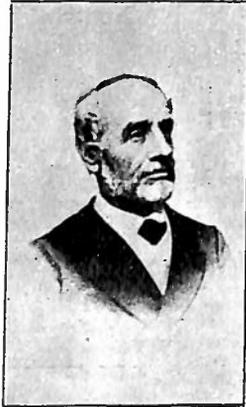


BENOÎT MALON

Un des fondateurs de la 1<sup>re</sup> internationale, membre de la Commune (condamné à la réclusion, à perpétuité et à l'exil).



**CH. FERRE**  
Membre de la Commune,  
blanquiste, fusillé.



**DELECLUZE (Louis-Charles)**  
Membre de la Commune,  
délégué à la Guerre; tué  
sur les barricades.



**E. POTTIER**  
Membre de la Commune,  
auteur de l'Internationale  
(condamné à mort).



**F. VAILLANT**  
Membre de la Commune,  
délégué à l'Instruction Publique  
(condamné à mort).



**VARLIN (Lucien-Eugène)**  
Membre de la Commune, un des  
militants les plus en vue de l'In-  
ternationale, exécuté sans juge-  
ment, le 28 mai 1871.



**PROTOT**  
Membre de la Commune  
(condamné à mort).



MEGY  
Commandant du fort d'Issy  
(condamné à mort. Conlumace).



JOURDE (François)  
Membre de la Commune,  
délégué aux Finances (con-  
damné à la déportation en  
Nouvelle-Calédonie).



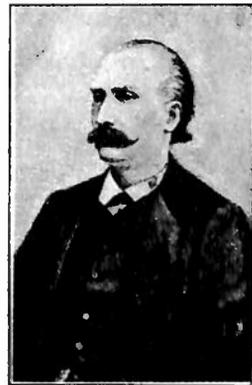
MARTIN BILLIORAY  
Membre de la Commune,  
candidat du Comité Central  
(condamné à la déportation).



FRAENKEL  
Membre de la Commune, délégué  
au Travail et à l'Echange (con-  
damné à la peine capitale. Con-  
lumace).



AMOUREUX  
Membre de la Commune  
(condamné aux travaux  
forcés à perpétuité).



ARTHUR ARNOULD  
Membre de la Commune  
(condamné à la déportation.  
Conlumace).



**GUSTAVE FLORENS**  
Un des défenseurs  
de la Commune; assassiné par  
les Versaillais.



**RAOUL RIGAULT**  
Membre de la Commune  
(fusillé, le 28 mars 1871).



**ROSSEL**  
Délégué à la Guerre.  
Fusillé à Satory.



**LAGRANGE**  
Fusillé.



**EUGENE VERMERSCH**  
(condamné à mort. Contumace).



**GASTON CRÉMIEUX**  
Président du Comité Révolution-  
naire de Marseille (fusillé).

brables dettes d'Etat et établit des impôts très lourds, de l'autre il devint une pomme de discorde entre des fractions rivales et des aventuriers appartenant à la classe dirigeante, qu'attiraient son pouvoir administratif, ses revenus et les fonctions dont il disposait. Enfin, sous l'influence des transformations économiques survenues dans la société, son caractère politique se modifia. Dans la mesure où le progrès de l'industrie moderne développait, élargissait et approfondissait l'antagonisme des classes entre le capital et le travail, le pouvoir de l'Etat acquérait de plus en plus le caractère d'une force sociale servant à l'asservissement de la classe ouvrière, d'un instrument de domination de classe. Après chaque révolution, après chaque pas en avant de la lutte des classes, le caractère du pouvoir gouvernemental, considéré uniquement comme instrument d'oppression, se précise davantage.

## II.

La Commune fut l'antithèse de l'Empire. Le cri de: *Vive la République Sociale!* avec lequel le prolétariat parisien salua la révolution de Février, n'exprimait que l'aspiration confuse à une république qui eût non seulement aboli la forme monarchique de la domination de classe, mais encore la domination de classe en elle-même. La Commune fut précisément une forme définie de cette république.

Paris, résidence et centre de l'ancien gouvernement, centre social de la classe ouvrière française, Paris se leva, les armes à la main, contre Thiers et son Assemblée de propriétaires qui voulaient restaurer et perpétuer l'ancien pouvoir gouvernemental hérité de l'Empire. Paris ne put résister à Versailles que parce que le siège l'avait débarrassé de l'armée régulière que remplaçait la Garde Nationale formée, en grande partie, d'ouvriers. Il fallait stabiliser cette situation de fait, et c'est pourquoi le premier décret de la Commune licencia les troupes régulières et leur substitua le peuple en armes.

La Commune fut formée de conseillers municipaux élus par les arrondissements de Paris au suffrage universel. Ces membres furent responsables et purent être rappelés à tout moment. La plupart d'entre eux étaient, comme il va de soi, des ouvriers, ou des représentants connus de la classe ouvrière. La Commune devait être non une institution parlementaire, mais une assemblée pratique, réunissant à la fois le pouvoir législatif et exécutif. La police, jusqu'alors arme du gouvernement, se vit immédiatement ôter toutes ses fonctions politiques et devint un instrument responsable et relevable à tout moment de la Commune. Les fonctionnaires et les autres administrations eurent le même sort. Les fonctions publiques, à commencer par celles des membres de la Commune pour finir aux plus subalternes, étaient rétribuées comme une journée de travail ordinaire. Les privilèges et les frais de représentation des hauts fonctionnaires disparurent avec eux. Les fonctions publiques cessèrent d'être la propriété privée des créatures du gouvernement cen-

tral. L'administration locale et toutes les initiatives appartenant jusqu'alors à l'Etat, passèrent à la Commune.

Ayant détruit l'armée régulière et la police—force matérielle de l'ancien gouvernement,—la Commune entreprit immédiatement de détruire le pouvoir du clergé, instrument d'asservissement spirituel; elle décréta la dissolution et l'expropriation de toutes les associations religieuses possédant des biens. Les curés durent revenir à la condition modeste des particuliers et, comme les apôtres, leurs précurseurs, vivre de l'aumône des croyants. Toutes les écoles rendues indépendantes de l'Eglise et de l'Etat devinrent gratuites pour tous. L'enseignement scolaire fut ainsi rendu accessible à tous; la science fut débarrassée des chaînes que lui imposaient les préjugés de classes et le pouvoir gouvernemental.

Les juges perdirent le simulacre d'indépendance qui dissimulait leur soumission aux gouvernements successifs; ils avaient tout à tour juré fidélité à tous les gouvernements pour les trahir l'un après l'autre. Les juges nommés à l'élection furent, comme tous les autres magistrats, rendus responsables et relevables.

La Commune de Paris devait servir de modèle à tous les grands centres industriels de la France. Si la Commune avait triomphé à Paris et dans les grands centres, l'ancien gouvernement centralisé cédait la place à la self-administration des producteurs jusque dans les provinces. Dans l'esquisse d'organisation nationale que la Commune n'a pas eu le temps d'élaborer complètement, il est dit que la Commune doit devenir la forme d'organisation politique des moindres bourgades et que l'armée permanente doit être remplacée, dans le pays entier, par des milices populaires n'exigeant qu'un temps de service très court. L'assemblée des délégués résidant au chef-lieu d'arrondissement devait veiller aux intérêts généraux des Communes rurales; ces conseils d'arrondissements devaient, à leur tour, envoyer des délégués à l'Assemblée Nationale siégeant à Paris; ces mandataires devaient obéir au mandat impératif de leurs commettants et pouvoir être rappelés à tout moment. Les fonctions peu nombreuses mais importantes devaient être non supprimées, comme le disaient les ennemis de la Commune, mais transmises aux fonctionnaires de la Commune strictement responsables.

L'organisation communale, loin de détruire l'unité de la nation, l'organisait. Cette unité devait devenir réelle par l'abolition du pouvoir de l'Etat considérée comme son incarnation, située au-dessus de la nation et indépendante d'elle et qui n'en est, en réalité, que le parasite. En détruisant les organes de l'ancien pouvoir d'Etat qui ne servaient qu'à l'oppression, la Commune arrachait à ce pouvoir prétendant se situer au-dessus de la société ses fonctions légales et les rendait aux serveurs responsables de la société. Le suffrage universel servait jusqu'alors au peuple à élire tous les trois ans, ou tous les six ans, quelques membres de la classe dirigeante qui représentaient et opprimaient le peuple au Parlement; il devait maintenant servir au peuple organisé dans les communes, de même que la liberté du choix sert à

tout employeur à trouver les ouvriers, les contremaîtres et les comptables dont il a besoin pour son entreprise. Car les sociétés, de même que les particuliers, savent toujours trouver pour leurs entreprises pratiques les hommes dont elles ont besoin, et s'il leur arrive de se tromper, elles savent rectifier rapidement leurs erreurs. D'autre part, la Commune était foncièrement hostile à la substitution au suffrage universel des investitures hiérarchiques.

### III.

Toutes les nouvelles formes sociales historiques sont généralement acceptées comme les vestiges de formes plus anciennes, disparues, auxquelles elles ressemblent quelque peu. C'est ainsi que la nouvelle Commune qui avait brisé le pouvoir de l'Etat contemporain, fut prise pour une renaissance des communes du moyen âge, lesquelles ont précédé la formation du pouvoir d'Etat, auquel elles ont donné une base. On considéra par erreur la Commune comme une tentative faite en vue de remplacer par l'association de petits Etats (dont avaient rêvé Montesquieu et les Girondins) l'unité des grandes nations, qui, bien que formée par la violence, est maintenant devenue un puissant facteur de production sociale. L'antagonisme de la Commune et de l'Etat fut à tort considéré comme une exagération des luttes anciennes contre une centralisation excessive. Dans certains pays, certaines particularités historiques se sont opposées au développement complet de la forme du gouvernement bourgeois dont la France donne le modèle; c'est ainsi qu'en Angleterre, par exemple, les grandes institutions centrales de l'Etat sont complétées par les assemblées vénales des paroisses, par des conseillers municipaux intéressés, tuteurs féroces des pauvres dans les villes et dans les campagnes, juges de paix, en fait, héréditaires. Toutes les forces que l'organisme social perdait jusqu'à présent grâce à l'Etat, parasite nourri du sang de la société qu'il empêche de se mouvoir librement, toutes ces forces lui eussent été rendues par l'organisation des Communes. Et cela seul aurait largement contribué au relèvement de la France.

La bourgeoisie provinciale voyait dans la Commune une tentative de rétablir la domination de la ville sur la campagne dont elle avait bénéficié sur Louis-Philippe et qui, sous Louis Bonaparte, avait été supplantée par une apparente hégémonie de la campagne sur les villes. A la vérité, la Commune voulait soumettre les producteurs de la campagne à la direction intellectuelle des villes et faire des ouvriers les représentants naturels des travailleurs de la campagne. Du fait seul de l'existence de la Commune, découlait l'autonomie administrative locale, mais cette autonomie administrative ne devait plus servir de contre-poids au pouvoir de l'Etat, devenu tout à fait superflu. Il ne pouvait venir qu'à la tête d'un Bismarck employant tous les loirs qui lui laissent des intrigues toujours ourdies avec du fer et du sang, à collaborer au *Kladderadatsch* — chose éminemment conforme à ses aptitudes, — il ne pou-

vait venir qu'à l'idée d'un tel homme de dire que la Commune de Paris voulait organiser les villes à la prussienne, selon la caricature des institutions urbaines françaises de 1791 qui transformait les conseils municipaux en rouages secondaires d'un mécanisme étatique policier à la prussienne.

Ayant supprimé deux grands articles du budget, l'armée et la bureaucratie, la Commune réalisa l'idéal de toutes les révolutions bourgeoises: le gouvernement à bon marché. Son existence seule était une négation de la monarchie qui est assez généralement en Europe le lest et le masque inévitable de la domination d'une classe. La Commune donna à la république les assises d'institutions vraiment démocratiques. Mais ni le gouvernement à bon marché, ni la «république authentique» ne constituaient son but final; l'un et l'autre étaient donnés incidemment, par surcroît.

Les diverses interprétations de la signification de la Commune, les différents intérêts qu'elle exprimait, montrent qu'elle constituait une forme d'Etat très élastique, alors que toutes les autres formes d'Etat avaient été essentiellement oppressives. Son secret, c'est qu'elle était surtout le gouvernement de la classe ouvrière, le résultat d'une lutte entre la classe des producteurs et celle des exploités, la forme politique depuis longtemps cherchée, au sein de laquelle pouvait s'accomplir l'émancipation économique du travail.

Sans cela, la Commune est inconcevable ou n'est plus qu'un vain fantôme. La domination politique des producteurs ne peut coexister avec leur esclavage social. La Commune devait donc servir à renverser les assises économiques des classes et, par conséquent, la domination d'une classe. Le travail libéré, tous les citoyens deviendront des travailleurs et le travail producteur cessera d'être le propre d'une classe définie.

La chose est ancienne: il suffit aux ouvriers de prendre quelque part la gestion des affaires pour que retentisse aussitôt, en dépit de tout ce qui a été dit et écrit, au cours des 60 dernières années sur la libération du travail, le concert d'éloges des défenseurs de la société actuelle avec ses deux pôles opposés: le capital et l'esclavage des salariés (les propriétaires fonciers ne sont plus aujourd'hui que les alliés, privés de voix, des capitalistes). Comme si la société capitaliste avait encore sa pureté virginale! Comme si ses fondements n'étaient pas encore ébranlés, comme si son mécanisme de duperie n'était pas dévoilé, comme si toute sa réalité prostituée n'était pas connue! La Commune, disent-ils, veut abolir la propriété — base de toute civilisation. Oui, messieurs, la Commune voulait abolir la propriété sociale qui transforme le travail du grand nombre en richesse d'un petit nombre. Elle voulait exproprier les expropriés. Elle voulait créer une propriété individuelle authentique, en transformant les moyens de production, la terre et le capital, qui servent surtout aujourd'hui à asservir et à exploiter le travail, en instruments d'un libre travail collectif.

Mais cela c'est du communisme, c'est le communisme «impossible»! Il s'est pourtant trouvé dans

les classes dominantes des hommes (et ils sont nombreux) qui ont compris que la situation actuelle ne peut pas se prolonger longtemps; ils se sont faits les apôtres importuns et criards des coopératives de production. Mais s'il ne s'agit pas là d'un mot vide de sens et d'une duperie, si la coopérative doit éliminer le système capitaliste, si les associations de coopérateurs établissent la production nationale sur un plan d'ensemble, si elles en assurent la gestion, supprimant ainsi l'anarchie permanente et les convulsions périodiques—inévitables dans le système de production capitaliste—ne sera-ce pas, demandons-nous, messieurs, du communisme «possible»?

La classe ouvrière n'attendait pas des miracles de la Commune. Elle ne pense pas réaliser, par des décisions populaires, des utopies préconçues. Elle sait que pour se libérer et atteindre les formes supérieures de vie auxquelles la société contemporaine tend irrésistiblement, en raison de tout son développement économique, elle devra soutenir une lutte opiniâtre, traverser divers procès historiques qui transformeront totalement les hommes et les circonstances. Il appartient à la classe ouvrière non de réaliser des idéaux, mais de donner le champ aux éléments de la société nouvelle qui se sont déjà développés au sein de la société bourgeoise en déclin.

Se rendant parfaitement conscience de sa mission historique, héroïquement résolue à la remplir, la classe ouvrière peut répondre avec un sourire de mépris aux banales injures des larbins de presse et aux savantes remontrances des doctrinaires bourgeois bien intentionnés qui énoncent de ton des oracles infaillibles leurs lieux communs mensongers et leurs vieilles recettes.

Quand la Commune de Paris assumait la direction de la révolution, quand de simples ouvriers se décidèrent pour la première fois à attenter au privilège de leurs chefs naturels,—c'est-à-dire au privilège d'administration des classes dirigeantes,—ils se mirent à l'œuvre dans des conditions invraisemblablement difficiles, ils agirent modestement, consciencieusement, avec succès; la plus haute rémunération ne dépassait pas chez eux le cinquième des honoraires d'un secrétaire du conseil des écoles de Londres (d'après le professeur Huxley). Et le vieux monde fut crispé de rage quand il vit flotter sur l'hôtel de ville le drapeau rouge, symbole de la république du travail.

Ce fut la première révolution, dans laquelle la classe ouvrière fut ouvertement reconnue la seule classe, désormais capable d'initiative sociale; la classe moyenne de Paris, de petits commerçants, les artisans, les négociants, tous, à l'exception des gros capitalistes, le reconnuent. Par une solution raisonnable de la question qui depuis toujours divisait la classe moyenne—celle des débiteurs et des créanciers,—la Commune sauva cette classe. Cette classe moyenne avait participé, en 1848, à la répression de l'insurrection ouvrière de juillet, pour être aussitôt après livrée par l'Assemblée Constituante à ses créanciers. Mais ce n'est pas seulement pour cette raison qu'elle se joignait maintenant aux ouvriers. Elle sentait qu'il fallait choisir, quelle que fut sa devise, entre la Commune

et l'Empire. L'Empire avait matériellement ruiné la classe ouvrière par ses dilapidations des richesses nationales, par la protection qu'il accordait à l'agiotage, par la centralisation artificielle du capital qui entraînait à son tour l'expropriation, dans une large mesure, de la classe moyenne. L'Empire l'opprimait politiquement et l'indignait, au point de vue moral, par ses procédés; en confiant l'éducation de ses enfants aux ignorantins, il offusquait son esprit voltairien. En provoquant une guerre dont tous les désastres ne furent compensés que par sa propre chute, il avait irrité le sentiment national de la petite bourgeoisie. Après que la clique des hauts dignitaires bonapartistes se fut enfuie de Paris, le vrai «parti de l'ordre», la classe moyenne représentée par l'Union Républicaine se rangea sous le drapeau de la Commune, et défendit cette dernière contre les calomnies de Thiers. La reconnaissance de cette masse appartenant à la classe moyenne survivra-t-elle aux terribles épreuves d'aujourd'hui? Voilà ce que nous montrera l'avenir.

#### IV.

La grande œuvre sociale de la Commune, ce fut son existence et ses travaux. Les mesures isolées qu'elle adopta ne peuvent qu'indiquer dans ses grandes lignes comment se développe la gestion d'une ville par le peuple même. Au nombre de ces mesures, se trouvaient: la défense du travail de nuit des boulangers; la défense sous peine de poursuite de diminuer le salaire des ouvriers par des amendes imposées sous toute espèce de prétextes—procédé coutumier du patronat qui, réunissant les pouvoirs législatif, judiciaire et exécutif, empoche les produits des amendes. Une autre décision transmise aux associations ouvrières tous les ateliers et toutes les fabriques dont les propriétaires avaient pris la fuite ou arrêté le travail. Ils devaient cependant être indemnisés.

Les mesures financières de la Commune furent remarquables par la prévoyance et la modération; elle se borna aux mesures compatibles avec l'état de siège. Sous l'administration du baron Haussmann, Paris avait été tellement dévalisé par les banques et par les entrepreneurs, que la Commune avait certes bien plus de droits de confisquer leurs biens que Louis Bonaparte n'en avait eu à confisquer la fortune de la Maison d'Orléans. Les Hohenzollern et les oligarques anglais, dont le pillage des églises a largement contribué à édifier les fortunes, ont été grandement indignés par la Commune qui retira 8.000 francs de la confiscation des biens des églises.

Le gouvernement de Versailles, aussitôt qu'il eut repris quelque courage et quelques forces, adopta contre la Commune les pires mesures de rigueur: il étouffa dans toute la France la liberté d'opinion, interdit jusqu'aux réunions des délégués des grandes villes, développa l'espionnage à Versailles et dans le pays entier, dans des proportions beaucoup plus larges que ne l'avait fait le second Empire; ses gendarmes inquisiteurs brûlèrent tous les journaux parisiens, décachetèrent

toutes les lettres venant de Paris ou allant à Paris; à la moindre tentative de dire un mot en faveur de Paris, l'Assemblée Nationale répondait par des clameurs telles que même la Chambre infrouvable de 1816 n'en avait entendu de pareilles. Les Versaillais ne firent pas seulement contre Paris une guerre sanguinaire, ils s'efforcèrent encore d'y entrer par la corruption et par les conspirations. La Commune pouvait-elle, dans ces conditions, respecter comme en temps de paix stable, sans trahir honteusement sa mission, les formes conventionnelles du libéralisme? Si le gouvernement de la Commune avait ressemblé par son esprit au gouvernement de Thiers, il n'eût pas eu de raisons de prohiber à Paris les journaux du «parti de l'ordre» et il n'eût pas fallu prohiber à Versailles ceux de Paris.

La Commune transforma Paris comme par miracle. Le Paris débauché du second Empire disparut sans laisser de traces. La capitale française cessa d'être le rendez-vous des gros propriétaires fonciers, anglais, des absentéistes irlandais, des anciens esclavagistes américains et des

rastaquouères, des ex-seigneurs russes et des boyards valaques. Pas un cadavre à la morque, pas d'agressions nocturnes, presque plus de vols. Pour la première fois depuis février 1848, les rues de Paris étaient redevenues parfaitement sûres, bien qu'on n'y vit pas un agent de police. «Nous n'entendons plus parler, disait un membre de la Commune, ni d'assassinat, ni de cambriolage, ni de meurtre. On peut s'imaginer que la police a emmené à sa suite, à Versailles, tous ses amis conservateurs». Les cocottes avaient suivi leurs protecteurs, ces soutiens de la famille, de la religion et surtout de la propriété, mis en fuite; on ne voyait plus que des parisiennes authentiques, femmes héroïques, généreuses et dévouées, comme celles de l'antiquité classique. Paris travailleur, penseur, combattant, ensonglanté, mais rayonnant de la conscience de son initiative historique, se consacrait tout entier à l'édification de la société nouvelle, oubliant presque les cannibales qui l'assiégeaient.

KARL MARX.

I. STEKLOV.

## LE GRAND MALHEUR DE LA COMMUNE DE PARIS

S'il est permis de tirer des enseignements des événements historiques, l'on peut à coup sûr inférer de l'histoire de la Commune que son plus grand malheur a été de n'avoir pas eu de parti communiste organisé ayant une force, une cohésion, une influence suffisantes, possédant un programme net et précis et notamment un plan d'action bien arrêté. Cette conclusion à laquelle étaient déjà arrivés, dans une certaine mesure, les contemporains de la Commune, présente aujourd'hui un intérêt non seulement historique, mais aussi des plus actuels. Aux révolutionnaires de notre époque, qui dans l'ensemble acceptent nos mots d'ordre, mais qui ne comprennent pas l'importance d'un parti communiste dans la révolution sociale, nous conseillons d'étudier attentivement l'histoire de la Commune de Paris. Elle les éclairera mieux là-dessus que tous les jugements théoriques et que toutes les raisons abs-

traïtes. Cette étude les convaincra que l'histoire de la Commune eût été tout autre, si un parti communiste avait présidé à ses destinées. Nous disons bien: un parti communiste, et aucun autre; en un mot, un parti qui se fût tenu non seulement sur le terrain de l'action révolutionnaire et qui eût été résolu à soutenir une lutte de classes sans

trêve ni répit, mais qui se fût aussi nettement rendu compte de la corrélation des forces dans la société actuelle et qui eût eu un plan d'action bien défini, appliqué par l'organe d'une organisation centralisée et disciplinée.

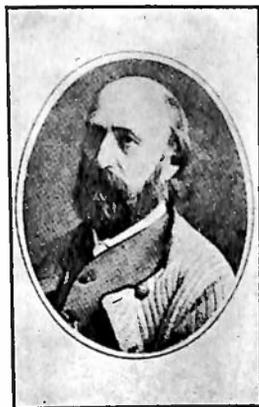
Quel parti aurait pu prétendre à ce rôle pendant la Commune? Dans la France d'alors, il n'y avait pas une seule organisation méritant le titre de parti dans l'acception actuelle du mot, qui possédât des effectifs déterminés, des comités locaux reliés entre eux, un organe central et un programme net et précis. Nous sommes en présence d'un certain nombre de groupes et de tendances qui se réclament du socialisme. Il y a des internationalistes, des blanquistes, des proudhoniens, des jacobins, etc... Mais il n'est pas un de ces groupes qui, par son organisation, par son influence, par l'intelligence des situations, soit à la hauteur de la tâche qui lui est brusquement assignée par l'histoire. — A cette époque, le proudhonisme n'existait plus en tant que système, mais survivait encore dans les esprits. Les idées proudhoniennes petites-bourgeoises exerçaient leur influence et sur nombre d'ateliers parisiens, et sur bon nombre d'ouvriers de la grosse industrie, vivant dans un milieu foncièrement petit-bourgeois. Bien des leaders même du mouvement



COLONEL SEGUINOT  
Organisateur de la défense.  
Déporté.



VERDAGUER  
Fusillé.



ELIE RECLUS  
Directeur de la Bibliothèque  
Nationale sous la Commune  
(condamné à la déportation  
et à la réclusion).



JULES VALLÈS  
(condamné à la peine de mort).



PASCHAL GROUSSET  
Journaliste et membre de la  
Commune (condamné à la dé-  
portation et à la réclusion).



J.-B. MILLIÈRE  
Homme politique, fusillé sans  
jugement, le 26 mai 1871.



Dr. TONY-MOILIN  
Chirurgien éminent. Fusillé.



GUSTAVE MAROTEAU  
Journaliste (condamné à mort).



CH. LONGUET  
Membre de la Commune  
(condamné à la déportation.  
Contumace).



JULES MIOT  
Membre de la Commune,  
candidat du parti révolutionnaire  
(condamné à mort).



BERLAY  
Membre de la Commune,  
candidat de l'Internationale,  
ingénieur éminent.



BERNAERT  
Capitaine de Canonnière.

ouvrier, et parmi eux quelques artisans de la Commune, n'échappaient pas à cette influence. Le proudhonisme perceait aussi bien dans le programme que dans les actes de la Commune et notamment dans la Commission du Travail et de l'Échange, la plus importante, ainsi qu'on peut s'en rendre compte par son titre.

L'unique fraction qui paraissait capable de mener le prolétariat au combat pour la révolution sociale, était celle de l'Internationale. Mais ce groupe était trop faible et manquaît de cohésion. Parmi les internationalistes français d'alors, on distinguait des marxistes (d'ailleurs, assez incertains), des blanquistes, des proudhoniens (du moins, de la veille) et des bakounistes. Le point de vue des internationalistes français était généralement si flou, qu'il a été jusqu'ici presque impossible d'établir à quelle tendance proprement dite appartenait Varlin, le plus en vue des vedettes ouvrières de cette époque. Marxistes et bakounistes le revendiquaient comme un des leurs, et lui-même eût été fort embarrassé de dire quel était son programme et son but. Les préfets de police et leurs agents esprimaient à plusieurs centaines de mille et même à plusieurs millions le nombre des internationalistes français. En réalité, ils étaient fort peu nombreux, peut-être quelques centaines, tout au plus quelques milliers. Nous ne parlons pas, bien entendu, des ouvriers qui, après les grandes grèves de cette époque, s'étaient inscrits en foule dans les sections de l'Internationale, mais qui en sortirent avec autant de facilité, si toutefois il est vrai qu'à un certain moment, ils y aient réellement appartenu. Bien rares étaient les hommes qui s'étaient assimilés complètement les principes de l'Association Internationale des Travailleurs et qui en avaient saisi toute la portée. Ceux mêmes qui les connaissaient à fond ne surent ni aller au cœur des masses ouvrières, ni les entraîner. Ils n'eurent jamais d'empire sur elles.

Étaient-ils préparés à diriger la révolution? Nullement. Ils ne croyaient même pas qu'elle pût se produire à brève échéance. Sous-estimant le caractère révolutionnaire de la situation, ils opinèrent pour une action de longue haleine, destinée à préparer les éléments de la future révolution sociale dont le brusque déclenchement fut pour eux une véritable surprise. Rien d'étonnant dès lors que les internationalistes, du moins en tant qu'organisation, ne jouèrent aucun rôle marquant dans la révolution du 18 mars et ne réussirent pas à imprimer leur cachet sur les travaux de la Commune. Ils restèrent jusqu'au bout dans l'opposition. Dans le meilleur des cas, ils se limitèrent au rôle de conseillers, dont les conseils d'ailleurs ne furent pas toujours heureux (comme on sait, ils s'opposèrent à toute mesure terroriste). Au reste, chaque fois qu'en province des internationalistes se firent les initiateurs de la révolution, ce furent presque toujours des bakounistes appartenant à la tendance anarchiste (ce fut le cas à Lyon et, dans une certaine mesure, à Marseille et à Rouen). À titre personnel, les internationalistes entrèrent au Comité central de la garde nationale, mais s'y perdirent dans la masse et n'y jouèrent pas le rôle principal.

Les ouvriers qui prirent une part active aux actions préparatoires de la révolution du 18 mars, agirent plutôt sous l'influence des blanquistes. Ce sont d'ailleurs ces derniers qui furent les instigateurs des tentatives insurrectionnelles du 31 octobre 1870 et 21 janvier 1871, qui précédèrent la Commune. Les blanquistes étaient des révolutionnaires de la vieille école. Profondément dévoués à la cause de la classe ouvrière et prêts pour son triomphe aux actions les plus hardies, ils ne parvenaient pas à s'orienter dans les conditions modernes du mouvement prolétarien. Le sentiment patriotique piqué à vif et la résolution de poursuivre la guerre jusqu'au bout contre l'invasisseur prussien étaient également partagés par les blanquistes. Ce fut la cause de leur perte. Les grandes masses paysannes qui voulaient la paix à tout prix furent ameutées par une bruyante agitation patriotique contre les ouvriers parisiens et, par ricochet, contre la Commune, dont le seul nom était, dans leur esprit, synonyme de continuation de la guerre. Et bien que les blanquistes eussent joué un rôle des plus actifs dans la préparation de la Commune et qu'avant le 18 mars ils se fussent efforcés à maintes reprises de la proclamer, ils n'en furent pas moins surpris par les événements et se montrèrent au-dessous de la tâche qui leur était dévolue.

Un parti qui aurait été capable de prévoir les événements, ou tout au moins capable de mettre à profit un mouvement des masses éclatant inopinément, de l'orienter dans la bonne voie, de le préserver des erreurs graves, de guérir les plaies qu'eussent pu entraîner ces erreurs, un tel parti, dis-je, n'exista ni au début de la révolution du 18 mars, ni pendant toute la durée de la Commune. L'éclosion, le développement et la mort de la Commune ont revêtu un caractère spontané. C'est au Comité central de la garde nationale qu'échut le rôle principal, lors des événements du 18 mars. C'était une organisation créée incidemment, formée dans le feu des événements et composée d'hommes qui avaient été brusquement mis en relief et qui pour la plupart s'étaient tenus jusqu'alors, à l'écart des luttes politiques. C'était là quelque chose dans le genre d'un soviet de soldats ou, plus exactement, de députés gardes-rouges, reflétant toutes les qualités, mais aussi tous les défauts de la masse qui les avait mis en avant. La garde nationale représentait l'union des prolétaires et des petits-bourgeois de la capitale, union conclue non d'après un plan politique mûrement réfléchi, mais par suite de la guerre et du siège, c'est-à-dire une fois de plus, tout à fait incidemment. Il va de soi que le Comité central reflétait les aspirations confuses de cette masse. De même, au point de vue idéologique, il ne lui était, dans l'ensemble, guère supérieur. Malheureusement, ce n'était pas seulement le cas du Comité central, mais encore celui des groupes qui prétendaient à la direction politique de la révolution, y compris les blanquistes et même les internationalistes.

On s'est demandé bien souvent si la Commune avait un programme net et précis. Non seulement elle n'en eut pas, mais elle ne pouvait en avoir. Trop d'éléments disparates s'étaient asso-

ciés à ce mouvement, et pas un des groupes politiques qui y participaient n'avait encore une idée du sentiment de classe ou n'était en mesure de formuler clairement ses revendications. Aussi bien, les groupes politiques que nous avons déjà mentionnés, les organisations ouvrières syndicales (Fédération des Chambres syndicales), ainsi que les masses qui les suivaient, traduisaient-ils leurs revendications par le mot d'ordre général de *Commune*. Par *Commune*, les masses entendaient l'évincement du pouvoir de la grosse bourgeoisie, la formation d'un gouvernement révolutionnaire national, capable de chasser l'invasisseur et d'instaurer un régime social plus équitable dans le pays. Pour les communards plus conscients, la *Commune* signifiait la prise du pouvoir par le prolétariat. Mais ils pensaient que le prolétariat ne devait tout d'abord s'emparer du pouvoir que dans un grand centre industriel, à Paris de préférence, puis, au fur et à mesure des possibilités, s'étendre à d'autres centres. La Fédération des Communes révolutionnaires devait donner les forces nécessaires pour chasser l'invasisseur du pays et réorganiser la société sur les principes socialistes. D'ailleurs, l'exemple de la France ne manquerait pas de stimuler les autres peuples à en faire autant et, sur les ruines de la société bourgeoise, devait se former la libre Association des Communes de tous les pays.

Telles étaient les grandes lignes générales de la *Commune*. Mais que contenaient-elles? Cela n'était pas plus clair à l'époque qu'aujourd'hui. Marx a parlé de la *Commune* en termes très justes. La *Commune* a bien été la première tentative du prolétariat de s'emparer du pouvoir et de se servir de l'Etat, jusqu'alors moyen d'oppression, comme moyen d'émancipation de la classe ouvrière. Ce fut le premier gouvernement prolétarien, revêtant instinctivement un caractère socialiste. Et si, même dès le début, il ne s'était pas assigné pour but immédiat de réorganiser la société sur les principes socialistes, il était destiné dans le procès de la lutte à s'engager fatalement dans la voie communiste. Car le prolétariat ne peut pas se servir du pouvoir qu'il a conquis pour assurer la domination économique de la bourgeoisie; il doit, au contraire, s'en faire une arme pour l'expropriation économique des classes possédantes. Il ne peut pas être à la fois la classe dominante au point de vue politique, et asservir, au point de vue économique. C'est ce que la bourgeoisie avait parfaitement compris et elle avait pleinement raison, lorsque, prévoyant les événements, elle qualifiait les fédérés de communistes et de «détrouseurs», bien qu'ils n'aient pas eu le temps de «détrouser» personne et de socialiser quoi que ce soit.

Mais il n'en est pas moins vrai que la *Commune* n'avait pas de programme net et précis, ni dans le domaine politique, ni dans le domaine social. Marx commet une erreur quand il dit que la *Commune* a été «la forme politique depuis longtemps cherchée, dans laquelle a pu s'accomplir l'émancipation économique des travailleurs». Car c'est un fait que la *Commune* n'a pas réussi à trouver la forme politique correspondant aux fins de la révolution sociale, à la dictature du

prolétariat et à l'hégémonie politique de celui-ci. Il est évident qu'il n'en faut pas l'incriminer. Ses défauts étaient inhérents à l'époque. Marx lui-même qui a signalé bien des côtés faibles de la *Commune*, ne les a pas attribués à la forme politique dont elle a hérité par tradition de la démocratie bourgeoise. En principe, la *Commune* devait être le gouvernement de la classe ouvrière. Mais elle a cherché dans ce but à s'appuyer sur le suffrage universel, selon l'ancien système du vote par arrondissements. Et cette erreur capitale, qui fut la cause de la faiblesse de la *Commune* dans les premières et les plus importantes semaines, ne fut même pas remarquée par Marx, bien qu'il reprochât aux dirigeants de la *Commune* leur indécision et leur nonchalance. Toutes ces fautes étaient, répétées-le, inhérentes à la façon de consilier et d'élire la *Commune*. Seule, la Révolution russe a trouvé la forme politique adéquate à la révolution prolétarienne: le pouvoir soviétique. Mais au temps de la *Commune*, on n'en avait pas la moindre idée.

La forme de la *Commune* n'était pas une organisation de domination exclusive de la classe ouvrière. Elle était basée sur le suffrage universel, sans distinction de classes. Ce fut une grosse faute qui s'explique par l'empire qu'exerçaient encore les illusions démocratiques sur le prolétariat. La classe ouvrière n'avait pas eu le temps d'apprendre à connaître les procédés du suffrage universel (fraudes électorales et pression gouvernementale). Elle n'était pas d'ailleurs la seule à avoir oublié la leçon de 1848. Aussi bien le suffrage universel était-il, à ses yeux, le moyen unique de s'emanciper. Cette erreur ne présentait pas tant de dangers dans les grandes villes, où étaient concentrées les masses ouvrières et où, comme à Paris, la petite-bourgeoisie suivait momentanément la classe ouvrière. Cependant, même à Paris, ses effets se firent durement sentir, bien que les élections du 26 mars aient donné 65 sièges aux différents groupes révolutionnaires et socialistes et n'en eussent laissé que 21 à la grosse et moyenne bourgeoisie. Les membres bourgeois de la *Commune* ne tardèrent pas à donner leur démission, et la *Commune* présenta dès lors la classe ouvrière seule (si l'on excepte la petite-bourgeoisie, qui ne jouait aucun rôle). Mais la minorité bourgeoise avait su, dès le début, tirer profit des fautes de la *Commune* et paralyser son action, en l'incitant à entamer des pourparlers stériles et démoralisants avec Versailles. Si la province avait suivi la *Commune*, l'application du principe erroné de la représentation «nationale», qui ne répondait en rien aux intérêts de la révolution prolétarienne, aurait donné des résultats encore plus fâcheux. Curés, propriétaires, bourgeois, auraient eu une influence beaucoup plus grande en province que dans la capitale, et la représentation des travailleurs dans les communes de province en aurait été encore amoindrie. Grâce au suffrage universel, beaucoup d'entre elles auraient été étouffées dans l'œuf. Quant au programme social, l'état des choses était encore plus fâcheux. Si aucun des partis qui entraient dans la *Commune* n'avait de programme bien défini, à plus forte raison la *Commune* ne pouvait-elle en avoir. Les

documents qu'elle a laissés attestent qu'au début, la Commune n'avait pas de programme et qu'au cours de sa courte existence tourmentée, elle n'a pas réussi à en élaborer un. Au reste, la situation était loin de lui permettre de se consacrer à ce travail.

Dans la mesure où les artisans de la Commune furent obligés de formuler publiquement un programme, ils donnèrent à ce dernier un caractère des plus modérés, qui ne cadre pas du tout avec les idées que nous nous faisons de la Commune. Le programme électoral publié par le Comité Central de vingt circonscriptions d'accord avec les sections de l'Internationale, était conçu dans l'esprit proudhonien le plus pur. Il était empreint d'un caractère foncièrement petit-bourgeois et démocratique et ne contenait rien de spécifiquement prolétarien. On est même frappé par le vague du manifeste de la Commune à la population. Le manifeste s'étend démesurément sur l'autonomie de la Commune (comme si c'était l'essentiel) et ne dit presque rien de la signification sociale de la lutte acharnée qui venait de s'engager. La seule allusion aux buts poursuivis par les communards est exprimée dans une forme des plus discrètes: «Paris se réserve le droit de créer des institutions de nature à rendre le pouvoir et la propriété accessibles à tous, conformément aux nécessités du moment, aux désirs des intéressés et aux enseignements tirés de la pratique».

Mais le malheur est que la pratique ne donna aucun de ces enseignements et revêtit un caractère tout aussi confus que la théorie. Ces faits qui, à première vue, paraissent si étranges, ont été depuis longtemps signalés par les historiens de la Commune. Que la majeure partie des membres de la Commune aient eu un penchant et des sympathies pour le socialisme, voilà qui ne fait pas l'ombre d'un doute. Il est vrai que chez la plupart il s'agissait d'un socialisme des plus vagues et surtout instinctif. Les masses ouvrières qui les suivaient aspiraient tout aussi confusément à une transformation sociale. Et les discussions sur l'autonomie de la Commune et le fédéralisme ne les intéressaient tout au plus que dans la mesure où elles se rattachaient à leurs espoirs sociaux.

Dans les premiers temps de la Commune, alors que l'alliance du prolétariat avec la petite bourgeoisie durait encore, entourée du plus grand respect des communards, certains d'entre eux pouvaient, pour des raisons diplomatiques, s'exprimer avec circonspection par crainte de s'aliéner un allié précieux. De telles considérations pouvaient à la rigueur entrer en ligne de compte au moment de l'élaboration du programme électoral dont nous avons déjà parlé. Il est encore fort possible que le manifeste de la Commune ait été conçu dans une forme aussi discrète, afin de ne pas effrayer les paysans à qui il s'adressait tout particulièrement. Mais, dès la mi-avril, il devint évident que la petite-bourgeoisie s'était détachée de la Commune. On en eut la preuve notamment lors des élections complémentaires auxquelles ne participèrent que les ouvriers. Désormais, les ouvriers restaient seuls à combattre pour la Commune. Dès lors, il ne pouvait plus être question

de raisons diplomatiques. La transformation sociale devait être mise au premier plan et ce, non dans les manifestes pour la rédaction desquels la Commune n'avait ni le temps, ni l'envie, mais dans la pratique et dans les actes. Néanmoins, dans ce domaine encore, la Commune fit bien peu et ne réussit pas à montrer une véritable physionomie socialiste.

On sait l'attitude de la Commune envers la Banque de France devant laquelle les communards s'arrêtèrent timidement par crainte d'ébranler le crédit (considération qui montre combien leur esprit se ressentait des idées bourgeoises). Toutefois, la Commune prit pour ses besoins à la Banque de France quelques millions de francs. Avec non moins de timidité, elle s'arrêta devant toute atteinte à la propriété. Non seulement maisons, fabriques et usines ne furent pas nationalisées, mais même la question du paiement des loyers et des traites ne fut pas solutionnée à temps, ce qui jeta la petite bourgeoisie dans les bras du prolétariat. Les objets déposés au mont de piété ne furent pas rendus aux ouvriers. Dans l'abolition des amendes et l'interdiction du travail de nuit (et ce, rien que dans les boulangeries), il n'y avait pas trace de socialisme. Et même le fameux décret du 16 avril, qui fit parler du caractère socialiste de la Commune, ne contenait au fond rien de spécifiquement socialiste. L'ordre d'enregistrer les ateliers abandonnés par leurs propriétaires pour les transmettre aux associations ouvrières (seul geste socialiste, et encore...), afin de les remettre en train, pouvait être donné dans une ville assiégée par tout gouvernement non socialiste, d'autant plus que le décret prévoyait le dédommagement ultérieur des propriétaires dépossédés.

La Commune n'eut pas de programme, car elle n'avait pas de parti. Impossible donc de montrer aux ouvriers et aux paysans de grandes perspectives qui eussent pu réveiller leur enthousiasme et les déterminer à la lutte. C'était déjà une lacune énorme. Mais il y en eut une autre bien plus grave: l'absence totale d'un parti révolutionnaire capable de prévoir la marche des événements, de coordonner l'action, d'organiser la lutte, et surtout apte à comprendre rapidement les causes d'échec et à aviser à temps aux moyens de les réparer.

L'absence d'un parti de ce genre avait porté un coup terrible à la Commune avant même qu'elle eût été proclamée. On sait qu'elle ne fut pas soutenue par la province. Et pourtant, dans les dernières années du second empire, l'esprit révolutionnaire s'était fortement développé dans les villes de province. On y rencontrait des organisations ouvrières, des sections de l'Internationale, une sympathie assez prononcée des masses laborieuses prêtes à lutter contre la bourgeoisie. Mais toutes ces forces étaient éparées, inorganisées, divisées. Au cours des grèves partielles qui avaient été entreprises sans plan bien ordonné et sans direction générale, les forces révolutionnaires s'étaient disloquées. A Lyon, à Brest, à Marseille, des tentatives isolées avaient été faites, en septembre et décembre 1870, pour proclamer la Commune. Naturellement, la bourgeoisie en

avait eu facilement raison. Ces petites insurrections partielles avaient épuisé l'énergie du prolétariat de la province, si bien qu'au moment de la proclamation de la Commune, il fut incapable de lui apporter un soutien actif. Il faut dire toutefois que si tôt la nouvelle de la révolution du 18 mars connue, de nouvelles tentatives furent faites par les ouvriers pour s'emparer du pouvoir dans un certain nombre de villes (Lyon, St-Etienne, Le Creusot, Narbonne, Bordeaux, Marseille), mais faute de cohésion et de direction, elles furent vite écrasées, sans avoir pu être d'aucun secours à la Commune.

Les échecs partiels et les actions prématurées peuvent, bien entendu, se produire partout, même quand on dispose d'un parti révolutionnaire bien organisé. Aucune révolution n'est assurée contre ces possibilités. Mais un parti révolutionnaire discipliné et organisé peut réparer rapidement un erreur, fortifier une de ses sections affaiblies, lui donner de nouveaux militants, l'entraîner dans le courant général et arranger les choses de façon qu'un échec puisse devenir le point de départ de nouveaux succès (comme ce fut le cas des bolchéviques, après le mouvement de juillet). Malheureusement, un parti de ce genre n'existait pas en France, et dès lors tout ce qui était perdu par le prolétariat, l'était irrémédiablement.

La Commune de Paris a surgi et vécu comme une force aveugle. C'est même trop peu dire. En fait, la Commune commit une foule d'erreurs grossières et de fautes impardonnables qui réduisirent à néant tout l'héroïsme de ses vaillants défenseurs. Il n'y avait pas de parti révolutionnaire et, d'un bout à l'autre, l'histoire de la Commune fut une tragédie. La révolution s'est faite sans aucune direction, dans le plus grand désordre et sans la moindre organisation. Pas une seule des mesures prises ne lui soumise à l'examen préalable de qui que ce soit, aucun plan sérieux n'avait été dressé. Et s'il arrivait qu'on prit une mesure raisonnable, il n'y avait personne pour la réaliser et veiller à son application.

Quelques faits suffiront à mettre en lumière quelles lourdes conséquences l'absence d'un parti communiste, digne de ce nom, eut pour la Commune. Rien n'était plus simple que de s'emparer, le 18 mars, des membres du gouvernement bourgeois, des hauts fonctionnaires et des représentants de la grosse bourgeoisie. Mais personne n'eut cette idée. Un détachement de gardes nationaux passa à côté de la maison où siégeaient les ministres de Thiers, sans les inquiéter le moins du monde. On aurait pu, sans coup férir, retenir et désarmer la garnison de Paris (c'est-à-dire les troupes de ligne). L'armée se désagrégait, les soldats refusaient d'exécuter les ordres et, loin de vouloir résister aux communards, assommaient leurs officiers. On n'en fit rien. Les ministres purent quitter Paris en toute liberté et évacuer les troupes démoralisées. Une fois à Versailles, on les «prépara» à l'office de bourreaux du prolétariat parisien. L'ex-officier de marine Lullier, qui avait été nommé commandant en chef de la garde nationale, alla même, par sentiment de camaraderie, jusqu'à remettre en liberté les officiers emprisonnés. Il eût fallu

marcher immédiatement sur Versailles, quartier-général de l'ennemi, arrêter ou disperser l'Assemblée Nationale réactionnaire qui tenait ses séances, et écraser ses forces, à ce moment insignifiantes. Rien ne fut entrepris. Bien pis, le fort du Mont Valérien, qui commandait la route de Versailles, ne fut pas occupé. Lullier s'était contenté de la parole d'honneur du commandant du fort qu'il observerait la neutralité (comme si cela était possible), au cas où commencerait la guerre civile. Cette «parole» était tellement «d'honneur» qu'elle fut naturellement violée.

Les erreurs sont inhérentes à toute révolution, comme à tout ce qui vit. Un parti communiste n'en est pas non plus exempt. Bolchéviques, n'avons-nous pas aussi commis bien des fautes? N'avons-nous pas nommé au poste de généralissime, des aventuriers comme Mouraviev, et libéré sur parole le général Krasnov? Mais nous n'avons pas su que commettre des fautes, nous avons su aussi les reconnaître aussitôt et prendre des mesures énergiques pour les réparer. La Commune fut un monument d'erreurs. Elle n'avait pas de parti révolutionnaire capable de travailler rationnellement et systématiquement. C'est ce qui l'a perdue.

L'absence d'un cerveau unique paralysait sa volonté. Bon ou mauvais, si le Comité Central, que les événements avaient mis en relief, avait fait preuve de plus d'initiative et d'énergie dans les jours qui ont précédé l'élection de la Commune, lorsqu'il était encore le seul centre d'action, les choses ne se fussent pas passées aussi tristement et la situation de la Commune n'eût pas été si désespérée. Au fond, les premiers jours de la révolution ont fixé toute sa destinée. Le Comité Central ne pouvait diriger personne, attendu que personne ne le dirigeait. Il ne considérait pas sa situation comme tout à fait «égale» et attendait l'organisation du gouvernement de la Commune. Mais lorsque ce dernier eût été formé, le Comité central ne fit nullement abandon de ses pouvoirs. Maintenant, au contraire, il désirait agir, ce qu'il n'avait pas fait quand il était seul au pouvoir. Son immixtion dans les affaires ne fit que susciter à la Commune un surcroît de difficultés.

Au point de vue matériel, la Commune était en assez bonne posture. Le ravitaillement de la capitale, pendant son siège par les Versaillais, fonctionna sans interruption et la situation alimentaire ne fut jamais inquiétante. Le matériel de guerre était en quantité suffisante, les combattants ne manquaient pas, mais faute d'emploi, tout finit peu à peu par disparaître. Le 18 mars, au moment de la Révolution, Paris insurgé disposait de 300.000 baïonnettes et de 2.000 canons. Les gardes nationaux avaient un moral des plus révolutionnaires et aspiraient ardemment à la lutte. Mais bien que maître d'une force semblable qui, au début, dépassait de beaucoup les ressources de Versailles, le Comité Central resta dans l'expectative. Au moment le plus décisif, il se mit à préparer les élections de la Commune, au lieu d'écraser par une attaque foudroyante les unités ennemies, d'occuper les principaux points stratégiques et d'assurer ainsi à la Commune la



**DOMBROWSKI (Jaroslav)**  
Général de la Commune,  
tué sur une barricade,  
le 23 mars 1871.



**Général CLUSERET**  
Membre de la Commune,  
délégué à la Guerre (condamné  
à mort).



**DOMBROWSKI**  
(d'après une photographie  
faite après sa mort).



**LA CÉCILIA**  
Un des généraux de la Commune,  
condamné à la déportation  
et à la réclusion.



**T. EUDES**  
Membre de la Commune,  
délégué à la Guerre (condamné  
à 20 ans de travaux forcés).



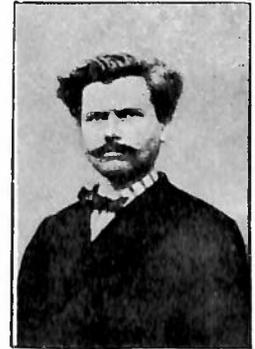
**Général WROBLEWSKI**  
un des défenseurs de la Commune.



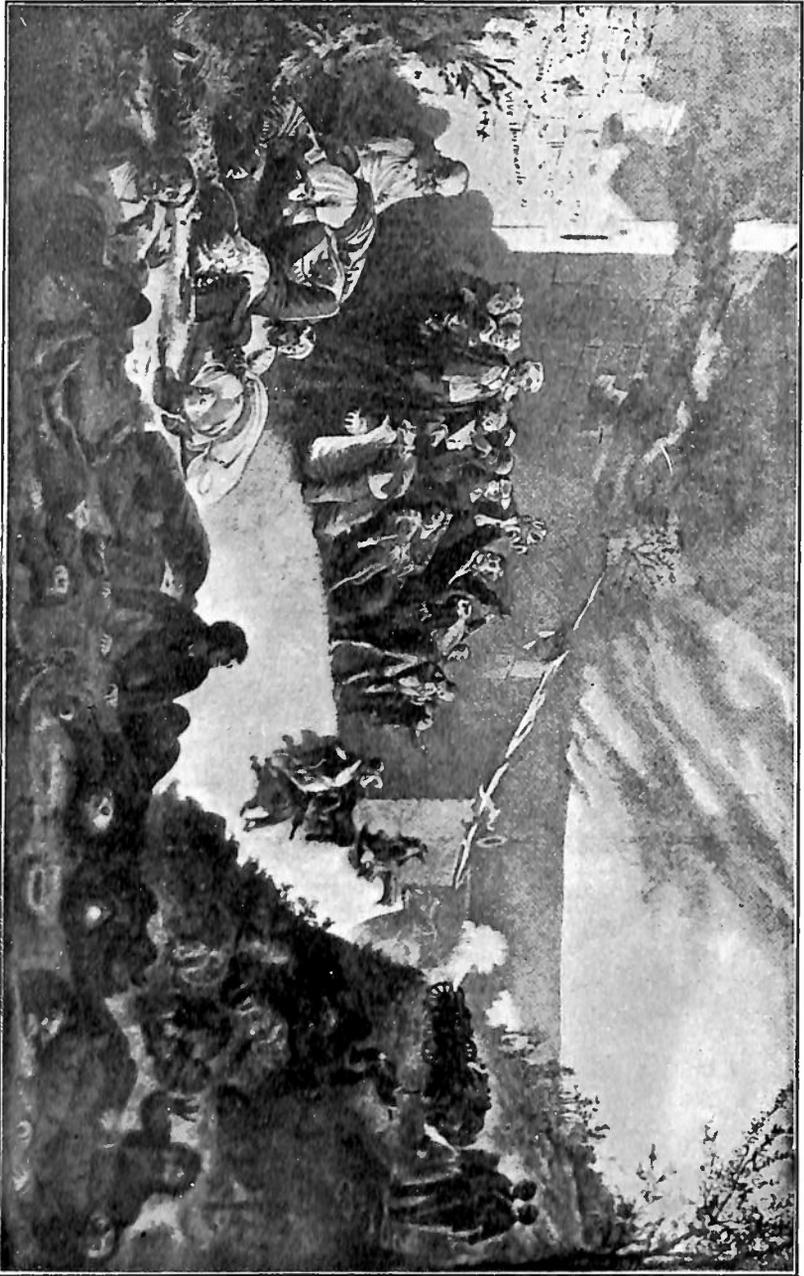
**GAILLARD (Napoléon)**  
Chef de la défense intérieure  
(condamné à la déportation  
et à la réclusion. Con'umacé).



**BERGERET**  
Membre de la Commune  
(condamné à mort).



**LULLIER**  
(condamné à la peine capitale,  
commué en déportation).



LE MUR DES FÈDÈRÈS  
(d'après le tableau d'Ernest Picchio).

possibilité de travailler ultérieurement en toute sécurité.

La Commune elle-même ne s'est pas mieux comportée. Par sa mollesse, son incapacité, son action décousue, elle a conduit à une désorganisation totale les forces qu'elle avait reçues (en vérité déjà débilites et désorganisées) du Comité Central. On est au courant du désordre qui régnait dans le département militaire de la Commune. Elle n'avait pas eu la main heureuse dans le choix des compétences militaires. Les fonctionnaires bourgeois avaient répondu à la révolution par le sabotage. Par contre, dans les institutions civiles, les ouvriers avaient réussi avec succès à remplacer la vieille bureaucratie. Les témoins oculaires affirment que pendant la Commune Paris ne fut pas plus mal administré qu'en temps de paix. Par contre, dans le domaine militaire, on ne parvint pas, à un moment aussi grave, à obtenir les mêmes résultats. Les commandants en chef nommés par la Commune furent tous déplorables. Le demi-lou Lullier, l'aventurier Cluser et Rossel, bourrés de préjugés de caserne, ne valaient rien en tant que chefs d'une armée révolutionnaire, ne comprenaient rien à la situation, ne savaient pas mettre à profit les forces et les moyens dont ils disposaient, et étaient incapables d'introduire l'ordre et la discipline révolutionnaires dans les unités qui leur étaient confiées. La Commune ne sut pas reformer les spécialistes militaires et les contraindre à servir la cause ouvrière. Ce fut son point vulnérable. Mais elle ne sut pas mieux introduire dans ses troupes l'ordre prolétarien et la discipline. Les chefs militaires se plaignaient à l'unisson du désordre universel et du refus général d'exécuter les ordres. Assurément, tout cela aurait été impossible s'il eût existé un parti communiste. A un moment donné, la Révolution russe se trouva aussi mal lotie que la Commune. Elle a cependant trouvé moyen de surmonter les difficultés, d'organiser l'armée, d'y introduire l'ordre et la discipline révolutionnaires, de soumettre les spécialistes militaires, de les mettre dans l'impossibilité de nuire et de former des cadres innombrables de commandants rouges pris dans les milieux ouvriers. Or, c'est grâce à l'existence du parti communiste qu'elle a pu obtenir ces résultats.

La Commune n'a su vaincre ni le sabotage, ni la trahison. Elle n'avait pas l'œil du maître qui eût tout surveillé et remarqué à temps d'où venait le mal. Il suffit de rappeler que la menaçante artillerie de la Commune, installée sur les buttes de Montmartre, resta muette au moment le plus décisif de l'assaut des Versaillais. Des traitres avaient préalablement détérioré la plupart des canons. La citadelle révolutionnaire, sur laquelle la Commune avait tant compté, se rendit presque sans combat. Les Versaillais entrèrent dans Paris par le Point-du-Jour, sans coup férir. Il se trouva que cette place n'était gardée par personne; un traître avait réussi à se mettre en contact avec les premières colonnes de Versaillais qui se dissimulaient à quelques dizaines de mètres de la ville. Donc, sur ce point (situé au sud de Paris, c'est-à-dire à un endroit particulièrement vulnér-

able), la défense n'avait pas de troupes. Ces faits seuls sont des plus significatifs. Mais, de façon générale, le désordre et l'anarchie ont caractérisé tous les travaux militaires de la Commune. Il n'y avait ni direction fortement centralisée, ni plan mûrement réfléchi, comme il n'y avait personne pour recevoir les ordres et les appliquer.

Dans ces conditions, comment s'étonner que l'énergie des ouvriers ait peu faibli et que l'apathie se soit emparée d'eux. Au lieu de 300.000 combattants, Paris avait sur la ligne de feu quelques cinq ou six mille baïonnettes, et encore presque toujours les mêmes hommes. L'agitation d'une importance si grande pour la Révolution allait à vau-l'eau. La province ignorait tout des buts poursuivis par la Commune. Les colonnes de la bourgeoisie restaient sans démenti. Faute de propagande, la Commune ne put pas gagner la sympathie des masses laborieuses. Il est vrai que la tâche était difficile par suite de l'absence d'un programme net et précis, susceptible d'entraîner les masses. Mais même dans l'état de choses d'alors, on aurait pu faire beaucoup dans ce domaine, s'il y avait eu quelqu'un pour le faire, s'il s'était trouvé un parti intéressé à la question, qui eût compris toute la portée de l'agitation et disposé d'un organe capable d'en assumer la charge. Ainsi, non seulement la Commune ne gagna pas de nouveaux partisans, mais elle perdit ceux qui marchaient avec elle dès le début et qui l'avaient proclamée. La petite bourgeoisie se détacha la première de la Commune; puis l'abattement et l'indifférence ne tardèrent pas à se glisser de plus en plus parmi les ouvriers. Au dernier moment, lorsque les Versaillais avaient déjà pénétré dans Paris et qu'ils avançaient en payant leur route des cadavres des communards, le vieil héroïsme des Parisiens se réveilla. Mais il était déjà trop tard. Désormais, on ne pouvait plus que tomber avec honneur, sans espoir de vaincre. Au reste, ne combattirent qu'un petit nombre d'ouvriers des faubourgs, principalement des Bellevillois.

On comprend dès lors, qu aussitôt après l'écrasement de la Commune, la première conclusion qui s'imposa, fut celle-ci: nécessité de créer un parti ouvrier, une organisation politique de la classe ouvrière capable de diriger sa lutte, d'y introduire l'unité d'action et de lui donner une forme systématique. A part une poignée d'anarchistes, les partisans des tendances les plus diverses se rangeaient à cette conclusion. Des blanquistes comme Vaillant, des marxistes comme Lafargue, des proudhoniens comme Charles Longuet, tous réclamaient instamment la participation du prolétariat à la lutte politique et la formation d'un parti ouvrier s'opposant à tous les partis bourgeois et dirigeant la lutte de la classe ouvrière pour sa complète émancipation politique et économique. La Conférence de Londres de 1871 et le Congrès de l'Internationale, tenu à la Haye en 1872, ont, dans leurs résolutions bien connues sur la lutte politique, fait le bilan de la triste expérience retirée par le prolétariat international de l'histoire de la Commune de Paris.

Toute l'histoire ultérieure du mouvement ouvrier a confirmé la justesse de cette conclusion. Mais jusqu'à présent, elle ne confirmait que ses

côtés négatifs, en se basant sur les échecs et les défaites provoqués par l'absence d'un directeur pleinement conscient de ses tâches et de son but. La Révolution russe lui a donné une confirmation positive en montrant l'exemple de la première révolution ouvrière victorieuse, dont le succès est dû à l'action d'un parti prolétarien organisé. A ce point de vue, l'étude parallèle de la Commune de Paris et de la Révolution russe doit

ouvrir définitivement les yeux aux révolutionnaires socialistes qui, tout en aspirant sincèrement à la victoire de la classe ouvrière sur le capital, n'ont pas compris jusqu'à présent le rôle et l'importance d'un parti communiste dans la révolution sociale.

J. STEKLOV.

J. STÉPANOFF

## LA COMMUNE DE PARIS ET LA RÉVOLUTION RUSSE

A LA MÉMOIRE DE I. F. DOUBROVINSKY („INNOCENT“).

### I.

Les communards ne comprenaient pas l'immense importance historique de leur lutte.

Avec leur sang, ils écrivaient une page inoubliable de l'histoire de l'humanité, mais cette page, ils étaient impuissants eux-mêmes à en saisir le sens.

Ils luttèrent et moururent. Quelques-uns de ceux qui survécurent tentèrent plus tard de comprendre et de raconter aux autres, pourquoi leurs camarades avaient lutté et péri sous les balles des Versaillais.

Mais le sens, ou plutôt les sens divers donnés par différents auteurs au grand événement historique auquel ils avaient participé, étaient bien au-dessous de la réalité.

Marx a mis génialement en lumière la signification véritable de la Commune de Paris. Mais, seule, la révolution prolétarienne mondiale à l'écllosion de laquelle nous assistons actuellement, montre toute la profondeur de son interprétation par laquelle il a su fixer, au XIX-e siècle, les conditions de la révolution prolétarienne au XX-e siècle.

### II.

Toutes les révolutions ont quelque chose de prophétique. Elles ne font pas que poser et résoudre, conformément au rapport des forces concrètes des classes en présence, les problèmes à l'ordre du jour. Elles sont en quelque sorte un creuset où, avec une incroyable rapidité, apparaissent, se forment et se heurtent les oppositions qui ne se manifesteront pleinement qu'après un processus d'évolution organique plus ou moins lent et dont la durée peut aller jusqu'à des dizaines d'années. Le mouvement ouvrier de 1848 fut une synthèse anticipée des formes qu'allait

revêtir la lutte des classes durant les années qui suivirent. Il est facile de découvrir dans la révolution de 1905 les formes embryonnaires de la lutte ultérieure de la classe ouvrière jusqu'à la révolution d'Octobre 1917, inclusivement.

Pour tout observateur pénétrant des événements de 1905, il était clair que si la classe ouvrière, en union avec la classe paysanne, réussissait à s'emparer du pouvoir d'État, elle ne s'arrêterait pas à mi-chemin. Je n'oublierai jamais une conversation que nous eûmes, M. N. Pokrovsky et moi, avec le camarade Innocent (I. F. Doubrovinsky, prématurément décédé). Celui-ci voyait nettement qu'en société capitaliste, chaque classe est essentiellement «maximaliste» par ses tendances. Le «maximalisme» d'une classe n'est limité que par l'opposition des autres classes, «maximalistes» comme elle. Les agrariens ne font des concessions que dans la mesure où ils y sont contraints, par la bourgeoisie capitaliste d'abord et par la classe ouvrière ensuite. La bourgeoisie ne renonce à la réalisation de «l'idée d'un tiers état» qu'autant qu'elle se heurte à l'opposition des agrariens et, en particulier, de la classe ouvrière.

Pouvait-on s'attendre à ce que la classe ouvrière de Russie, après avoir mené jusqu'au bout la révolution démocratique, c'est-à-dire après avoir conquis, en union avec la paysannerie révolutionnaire, le pouvoir politique et terrassé ainsi le grand propriétaire foncier et le bourgeois, se limitât d'elle-même à un «programme minimum»? Avec une force invincible I. F. Doubrovinsky nous démontra, à Pokrovsky et à moi, que la lutte révolutionnaire ne s'arrêterait pas là et que si la prise du pouvoir avait un caractère tant soit peu durable, le prolétariat passerait du programme minimum à la réalisation du programme maximum. Bien plus, le camarade Doubrovinsky nous exposa toute une série de faits démontrant qu'à la fin de 1905 déjà, les prolétaires allaient plus

loin que le programme de la démocratie pure et que, dans leurs revendications, ils dépassaient les limites de ce qui est réalisable en régime capitaliste. En effet, pourquoi avoir inscrit sur notre drapeau: nationalisation de la propriété foncière, et n'y avoir pas ajouté: nationalisation de la propriété capitaliste, nationalisation des usines et des fabriques? N'est-ce pas uniquement parce que, espérant triompher de la résistance des grands propriétaires, nous nous considérons néanmoins comme impuissants à vaincre l'opposition forcée de la bourgeoisie? N'est-ce pas uniquement parce que, après avoir obtenu le concours énergique des paysans dans notre lutte contre les grands propriétaires, nous redoutons la défection d'une partie considérable de la population rurale lorsque nous poserons la question de la propriété capitaliste? Et s'il se produisait un état de choses tel, que nous n'eussions plus à craindre de cette défection? Saurions-nous alors convaincre les ouvriers que la conjoncture propice à la nationalisation du sol ne l'est pas encore à la nationalisation des usines et des fabriques?

Le camarade Innocent nous communiquait ses observations. En décembre 1905, quelques usines et fabriques avaient été abandonnées par leurs propriétaires, leurs directeurs et les employés. Les ouvriers en assurèrent alors la garde. Mais ce n'était pas pour les capitalistes qu'ils le faisaient, c'était pour eux-mêmes. Et cela, non pas dans la crainte que les usines fussent pillées et qu'ils fussent ainsi privés de leur gagne-pain. Non, ce qu'ils comprenaient déjà—quoique confusément,—c'était que tous ces biens devaient faire retour au peuple et, en tout cas, à la classe ouvrière.

Si la révolution russe de 1905 n'eût point été écrasée par l'intervention étrangère qui se manifesta sous la forme d'un emprunt consenti au tsarisme par les capitalistes français, si elle avait continué sa marche, les revendications encore vagues de la classe ouvrière se seraient cristallisées en un programme clair et bien défini.

Certes, sous sa forme primitive, la tendance confuse à la main-mise sur les usines et les fabriques revêtait un caractère syndicaliste: les ouvriers de chaque usine s'emparaient eux-mêmes de l'usine où ils travaillaient.

Mais la classe ouvrière n'eut alors que, le temps de proférer sa première parole. Et cette parole ne fut saisie que des observateurs sagaces, pénétrants, comme le camarade Innocent. Encore un peu de temps, et elle eût été entendue et comprise par notre parti tout entier. Avant-garde de la classe ouvrière, celui-ci ne se serait point détaché alors de la révolution. L'instinct révolutionnaire montrait au prolétariat russe la marche à suivre dans son offensive. Le parti du prolétariat révolutionnaire eût transformé cet instinct révolutionnaire en conscience révolutionnaire, en mouvement révolutionnaire dont il eût été le directeur.

Aussi la révolution de 1917 trouva-t-elle le parti entièrement préparé aux problèmes gigantesques qu'il allait avoir à résoudre.

### III.

Ce ne fut pas le prolétariat de la grande industrie, ce ne fut même pas le prolétariat en général qui fournit le gros des effectifs de la Commune de Paris. Les communards, surtout durant les premières semaines, se recrutèrent principalement dans les couches sociales en voie de désagrégation, parmi les artisans qui commençaient alors à se prolétarianiser. Au point de vue de l'industrie et du développement du capitalisme, Paris, en 1870, était bien au-dessous de Pétersbourg ou de Moscou, en 1905 et en 1917.

Le début du mouvement fut marqué par l'hégémonie incontestable des éléments petits-bourgeois subdivisés en nombreuses fractions, souvent séparées par des divergences de vue inconciliables. Mais toutes ces fractions avaient ceci de commun que leurs programmes économiques étaient également vagues et confus. On y constate même parfois une véritable crainte devant la position des questions économiques qui ne pouvaient que dévoiler l'impuissance des formes petites-bourgeoises au moment d'alors, et leur complète stérilité pour l'avenir.

Le mouvement, à ses débuts, revêtit un caractère patriotique: il fut une ardente protestation contre le gouvernement qui, par des appels à la défense nationale, masquait sa trahison, l'arrangement qu'il était en train de combiner avec le gouvernement allemand. L'esprit des insurgés était alors sous la hantise du souvenir des guerres révolutionnaires de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. A sa naissance, la Commune représentait essentiellement la guerre. Explosion d'indignation patriotique, incarnation de la défense révolutionnaire improvisée qui, au XVIII<sup>e</sup> siècle, se développa en une immense offensive, elle entraîna dans son tourbillon même les éléments bourgeois. Si l'insurrection parisienne eût triomphé en octobre 1870, elle eût alors jeté Thiers par-dessus bord et donné à la France un gouvernement qui eût été un *gouvernement de défense nationale*, mais qui fût resté tel et ne fût jamais devenu la *Commune de Paris*. Il n'eût été que le reflet impuissant du passé et non le précurseur de l'avenir.

La prédominance dans son sein des éléments petits-bourgeois inorganisés, inorganisable et dépourvus de toute faculté d'organisation, éléments hybrides, incertains, chancelants, fit perdre un temps précieux à la Commune. Insurrection contre le gouvernement de trahison et de mensonge, et en même temps efforts pour arriver à une entente, à une réconciliation avec ce gouvernement; révolution dirigée contre le gouvernement de l'Assemblée Nationale et angoisse démocratique devant l'illégitimité de la lutte contre cette Assemblée élue par «le suffrage universel»; rupture révolutionnaire décisive avec l'Etat d'alors et avec tout le passé, et recherches anxieuses des formes extérieures de la légalité, destinées à justifier d'un régime nouveau; défi au vieux monde et rébus d'adopter les seules mesures capables de briser sa résistance: il y a de tout cela dans la Commune. Comme l'a dit avec justesse P. D. Lavrov, la Commune qui était en réalité une *barricade*, crut être un *gouvernement*.

Placée dans des conditions réclamant impérieusement la dictature de la classe ouvrière, elle se cramponna aveuglément aux formes démocratiques (1).

## IV.

La Commune ne fut préparée, par personne, et personne n'y était préparé. Pour ses ennemis comme pour ses partisans—et surtout pour ces derniers—elle fut une surprise. Dans ses tendances, elle refléta la diversité du Paris d'alors, déjà désagrégé et retourné par le capitalisme, mais très éloigné encore de la conscience claire des rapports sociaux et des antagonismes de classes. Groupements et groupes, fractions et factions, écoles et sectes étaient en lutte perpétuelle; mais il n'y avait pas un seul parti qui pût prétendre au titre exclusif de parti du prolétariat, qui pût affirmer que les masses n'hésiteraient pas à le suivre dans la bataille suprême contre le capitalisme; il n'existait même pas un seul parti qui comprît l'inévitabilité de cette bataille. Aussi, quand la victoire fut remportée, il ne vint à l'esprit de personne qu'elle l'avait été sur le capitalisme et qu'elle marquait une ère nouvelle dans l'histoire de l'humanité.

Doctrine, recettes sociales et souvenirs historiques formaient un écheveau inextricable, mais de programme clair, aucun. Le plan d'action et l'organisation faisaient complètement défaut. Il y avait bien des groupes considérables composés d'éléments prolétariens bouillonnant d'énergie révolutionnaire, mais il n'existait aucune organisation influente pour canaliser cette énergie et faire servir la lutte aux intérêts immédiats, fondamentaux de la classe ouvrière.

«Jacobins» reconnaissant verbalement la nécessité de la dictature, mais incapables de l'organiser en fait, car elle n'était féconde et possible que sous la forme de dictature de la classe ouvrière; proudhonniens de nuances diverses, impuissants à s'élever au-dessus d'un étroit mutualisme; célébrités du temps passé coulées à fond et essayant vainement de remonter à la surface, démocrates «purs» dont tout l'idéal se réduisait à la transformation politique de la France en une association de communes autonomes, à la résurrection au XIX-e siècle de la structure de la société médiévale; chefs ouvriers, défenseurs acharnés de la propriété individuelle; hommes politiques élevés au premier plan par la révolution prolétarienne et redoutant toute mesure susceptible d'ébranler les bases du crédit bourgeois; tous ces éléments pouvaient désorganiser les

masses prolétariennes et miner leur puissance, mais non les organiser en une force compacte, capable de se mettre consciemment à la solution des problèmes de classe.

Il y avait au sein des masses ouvrières un certain nombre d'adhérents de l'Internationale; la Commune en comptait quelques-uns parmi ses membres. Mais leur groupe minime ne jouissait que d'une influence très faible. D'ailleurs, les idées de l'Internationale n'arrivaient souvent au cerveau des hommes d'alors que déformées par l'atmosphère du capitalisme qui n'en était encore, à cette époque, qu'au premier stade de son développement; chez les communards, les théories marxistes voisinaient avec les conceptions bourgeoises de la petite industrie, déjà fortement ébranlée, il est vrai, par le capitalisme, mais encore très répandue.

Et ainsi le prolétariat qui s'était emparé du pouvoir politique ne sut pas le faire servir à son émancipation; longtemps même il ne soupçonna point qu'il en était le détenteur effectif.

L'incohérence idéologique de ses chefs entrava son action. A un état de choses nouveau il appliqua les méthodes anciennes.

## V.

Patriotique au début, avec une tendance marquée au nationalisme, à l'union de «toutes les classes» sous le drapeau de «la défense à outrance», le mouvement ne tarda pas néanmoins à s'homogénéiser.

Guidée par son instinct de classe, la bourgeoisie commença à émigrer à Versailles, pour s'y grouper autour du gouvernement issu du «suffrage universel», autour du gouvernement qui représentait, soi-disant, la nation tout entière, mais qui n'était en réalité que l'expression des rapports sociaux préexistants, c'est-à-dire de la dictature de la propriété. Cédant à l'attraction de leurs affinités sociales autant qu'aux ordres du gouvernement, les employés de toutes les catégories et surtout les hauts fonctionnaires quittèrent Paris, s'efforçant ainsi de contraindre les masses révolutionnaires parisiennes à se soumettre à «la volonté générale», c'est-à-dire à la volonté de la bourgeoisie. Convaincus que Versailles ne ferait aucune concession et que la question serait vidée par un duel sanglant entre le «gouvernement légal» et le «pouvoir insurrectionnel», la petite bourgeoisie et tous les éléments intermédiaires commencèrent aussi à quitter Paris, ou tout au moins à se tenir à l'écart des «facieux». Le résultat de ces exodes et défections fut que, au cours du développement de la lutte, l'hétérogénéité des classes, caractéristique de la Commune à ses débuts, disparut presque complètement; plus le mouvement prenait de l'ampleur, et plus l'insurrection parisienne revêtit un caractère marqué de révolution prolétarienne.

Le prolétariat, qui fut la classe la plus résolument et la plus conséquemment révolutionnaire, mit son empreinte sur quelques-unes des mesures adoptées par la Commune, à ses débuts. La lutte quotidienne acharnée ne lui laissa pas le loisir

(1) Nous ne saurions trop recommander le livre de D. Levrov: *La Commune de Paris du 18 mars 1871*, mentionné à plusieurs reprises par le com. Trotsky dans *Trotskyisme et Communisme*. Ecrite en 1879, cette œuvre est hautement instructive. En la lisant tout s.-r. encore tant soit peu révolutionnaire doit sentir le rouge de la honte lui monter au visage. Mais ce livre serait également d'une utilité considérable aux camarades occidentaux qui n'ont pas encore complètement renoncé aux illusions démocratiques à la Kautsky. L'imprimeur de l'Etat en donne une nouvelle édition à l'occasion du cinquantième de la Commune de Paris. Une édition dans une des langues de l'Europe occidentale viendrait en ce moment on ne peut plus à point.



LOUISE MICHEL  
«La Bonne Louise»  
(condamnée à la déportation  
en Nouvelle-Calédonie).



Louise MICHEL.  
Avant de comparaître devant  
la cour martiale de 1871.



Louise MICHEL,  
en 1907.



Claire FOURNIER  
Pointeur de la Marine.



Hortense DAVID  
Pointeur de la Marine  
(condamnée à la déportation).



Marie MOUSOU  
(condamnée à la déportation).



Catherine OLIVIER  
(condamnée à la déportation).



Marie LEROUDE  
(condamnée à la déportation).



Isabelle RÉTIFFE  
(condamnée à la peine de mort).



Christine d'ARGENT  
Canonnière à la barricade  
de la Porte-Maillot.

de développer son œuvre de destruction et de réédification socialistes. Néanmoins, l'influence de la classe ouvrière sur cette lutte même se fit notablement sentir, surtout dans les dernières semaines. Certes, le prolétariat s'y trouva sans organisation véritable, sans guides, sans chefs; le temps lui manquait pour la formation de ses spécialistes militaires: ceux qui lui étaient venus de l'ancienne armée ne méritaient qu'une confiance limitée ou connaissaient mal leur métier, ou encore ne comprenaient point que la guerre à laquelle ils participaient, comportait des tâches et des méthodes toutes nouvelles et qu'ils avaient affaire à un matériel humain complètement distinct de l'ancien.

Dans leur œuvre d'organisation intérieure, les masses restèrent livrées à elles-mêmes, sans chefs expérimentés, sans esprits lucides pour leur découvrir les larges horizons, sans parti où elles pussent trouver l'expression claire, rationnelle de leur instinct, de leurs tendances de classe, où elles pussent prendre conscience d'elles-mêmes. De même à l'extérieur, dans la lutte armée contre le monde capitaliste, elles marchèrent au combat sans organisation, sans direction véritable. Elles donnèrent des exemples extraordinaires, des exemples inoubliables d'un héroïsme prolétarien surhumain; des dizaines de milliers de martyrs tombèrent pour la cause de la révolution ouvrière de l'avenir. Mais leur lutte ne fut que l'éclair précurseur de l'orage mondial qui allait éclater plus tard. L'instinct prolétarien, le sentiment que des millions et des millions de lutteurs inlassables allaient les remplacer au poste pour parachever leur œuvre, faisait tenir aux communards la tête haute devant les fusils des assassins versaillais. La menace de la vengeance future étincelait dans les regards des victimes qui ne l'entrevoyaient encore qu'à travers les brumes d'une idéologie confuse.

Voilà pourquoi la Commune resta isolée dans sa lutte. Elle fit appel aux autres villes de France, mais, guidée uniquement par un instinct de classe encore obscur et issue de devises qui, abusant les patriotes, les avaient ralliés pour un temps à sa cause, elle ne put faire appel au prolétariat du monde entier.

L'heure n'était pas encore venue. Il fallait encore cinquante ans de lutte, de souffrances, de trahison des chefs, d'illusions petites-bourgeoises, de cauchemars sanglants; il fallait l'épouvantable réveil dans le monde à demi-détruit par le capitalisme, pour que la Commune se dressât, vengeresse, appelant sous ses drapeaux le prolétariat de l'humanité tout entière.

## VI.

Le prolétariat de la Commune n'était pas encore le prolétariat industriel, le prolétariat au sens moderne de ce mot. Ce n'était encore, pour employer l'expression d'Engels (*La grande guerre des paysans en Allemagne*), que le *pré-prolétariat*.

Il n'avait pas encore rompu le lien qui le rattachait au vieux monde, au monde des artisans, des commerçants et des capitalistes. Aussi cette

ruine qu'était Louis Blanc qui, grâce uniquement à un heureux concours de circonstances, n'avait pas eu le temps, en 1848, de faire une faillite politique complète, était-elle entourée à ses yeux d'une auréole de gloire. C'est ce qui explique également que le proudhonisme comptait encore parmi les communards une foule d'adhérents et que les «jacobins» pour lesquels l'histoire se terminait à 1793, jouissaient parmi les masses d'une influence incontestable.

Malgré tout, la Commune représentait le nouveau prolétariat en germe, la classe qui devait plus tard bouleverser de fond en comble la société capitaliste, la détruire, l'anéantir. Elle représentait la classe nouvelle qui, alors déjà, répudiait instinctivement le régime fondé sur l'exploitation qu'elle allait plus tard renverser consciemment.

Les souffrances endurées pendant le siège de Paris par l'armée prussienne et les mensonges du «Gouvernement de la Défense Nationale» avaient enlevé à la classe ouvrière ses illusions sur la république bourgeoise. Les tortures du nouveau siège entrepris par l'armée des Versaillais déterminèrent sa rupture définitive avec le monde capitaliste.

L'attribution aux fonctionnaires d'un traitement ne dépassant pas le salaire des bons ouvriers, c'était déjà l'annonce de la révolution prolétarienne.

La destruction de la colonne Vendôme: c'était la rupture avec l'élan de la bourgeoisie, avec tout ce que cette dernière avait de cher, de sacré, c'était la rupture avec l'élan patriotique des premiers jours de la Commune, la négation complète de sa signification primitive (la Commune: c'est la guerre). La Commune proclamait l'avènement d'un monde, où il n'y aurait plus de guerres, plus de héros militaires.

La séparation de la Commune et de l'Eglise, la suppression de l'enseignement religieux dans les écoles publiques: c'est la manifestation de l'esprit révolutionnaire du prolétariat. Comme nous sommes loin, ici, de ces petits bourgeois russes qui s'intitulent social-révolutionnaires et inaugurent l'ouverture de leurs séances, à la Douma municipale de Moscou, par un service religieux! Comme nous sommes loin de ces petits bourgeois qui s'intitulent social-démocrates et font précéder toutes les solennités publiques d'une cérémonie religieuse!

Le transfert à la Commune des usines et ateliers abandonnés par leurs propriétaires ayant fui à Versailles, paraît d'un principe excellent qui ne put être appliqué jusqu'au bout, car c'était alors l'agonie de la Commune et la triomphe des bourreaux versaillais.

Oui, le prolétariat de Paris ne fut que le «pré-prolétariat». Mais dans l'atmosphère de tension, dans l'atmosphère électrisée de sa lutte contre ses exploités qui étaient devenus ses plus cruels bourreaux, dans les tourments de cette lutte, le «prolétariat» fraya rapidement le voie qu'il aurait mis des dizaines d'années à parcourir, en temps normal.

Les mesures prises par le prolétariat parisien furent des mesures isolées, incomplètes. Néan-

moins elles montrent que ce dernier se mettait à la réalisation du « programme maximum », qu'il entretenait la révolution socialiste.

Le prolétariat se dégageait de l'influence des jacobins et des proudhoniens; dans le creuset de la lutte, il s'épurait de toutes les scories petites-bourgeoises en même temps qu'il s'élevait au-dessus du blanquisme, érigeant en système le seul instinct révolutionnaire du pré-prolétariat. Il commençait à allier cet instinct révolutionnaire à de larges vues théoriques et à créer ainsi le programme d'action révolutionnaire, dont Marx et Engels avaient posé les bases et dont le prolétariat international entreprend actuellement la réalisation.

Le prolétariat russe qui, maintenant encore, est seul dans le monde à lutter pour la révolution socialiste, a eu à supporter encore, du fait de son isolement, des souffrances inouïes. A un stade plus avancé de développement et dans des conditions historiques tout autres que celles où se trouvait la Commune de Paris, il a néanmoins jusqu'à présent partagé le sort de cette dernière.

Mais, riche de l'expérience de la Commune de Paris, il a su éviter les souffrances inutiles; il a pu repousser tous ses ennemis parce que, se désolidarisant, dès le début, de tous les éléments petits-bourgeois, il a entrepris une lutte méthodique dans laquelle il a mis toute son énergie. Comme le prolétariat parisien de 1871, il a réussi assez rapidement à se dégager de l'influence de l'idéologie bourgeoise qui n'avait pas

encore eu le temps de gangrener son cœur et d'asservir sa volonté. Il lui a été plus facile de s'organiser, car les formes du capitalisme russe étaient plus développées que celles du Paris de la Commune.

Le prolétariat d'Occident est plus complètement dominé par la société bourgeoise que ne l'était le nôtre. Il ne fait encore, à l'heure actuelle, que rompre les liens multiples qui le rattachent à cette société. Ce que la Commune avait compris en quelques semaines, il met de longs mois à se l'assimiler.

Mais de toutes parts les nuages s'amoncellent. Les grondements lointains du tonnerre se rapprochent. Déjà les éclairs brillent, mettant à nu le mécanisme du régime d'exploitation. Les « médiateurs » traitres s'efforcent d'empêcher l'orage d'éclater; ils tentent, mais vainement, de contenir le prolétariat parisien, d'endiguer le flot montant de la révolution mondiale.

Le jour est proche où les représentants du prolétariat international vainqueur de ses ennemis, ainsi que les délégués des nations opprimées qui auront brisé leurs chaînes, viendront au chant de l'Internationale, drapeau rouge déployé, musique en tête, saluer pieusement les tombeaux des communards.

Et ce sera enfin, pour la Commune de Paris vaincue, le jour du triomphe définitif.

J. STÉPANOV.

## LA TERREUR BLANCHE APRÈS LA DÉFAITE DE LA COMMUNE

(ÉPIQUES DE LA SEMAINE DE MAI)

Les peuples ont la mémoire courte. Ils ne sont que trop enclins à oublier les mauvais jours et à pardonner leurs ennemis. Les travailleurs de Paris — et ceux de la France entière, — aujourd'hui témoins de la lutte héroïque (et cette fois victorieuse) du prolétariat russe contre la réaction internationale, se souviennent-ils assez de la façon dont ils ont été traités eux-mêmes, après le magnifique effort de la Commune de Paris, en 1871, par la bourgeoisie et par les généraux, ses exécuteurs des basses œuvres?

M. Camille Pelletan qui, depuis, hélas! a dû renier bien des fois ses péchés d'antan, a publié en 1930 un fort volume, très documenté sur la semaine sanglante de Paris. Nul ne suspectera l'ancien ministre radical d'une sympathie exagérée envers les communards dont il semble loin de partager les convictions révolutionnaires. Son

livre y gagne peut-être dans le sens d'une certaine impartialité.

Nous croyons bien faire en reproduisant, pour l'édification des travailleurs français, une série d'épisodes empruntés à ce travail.

Presque tous les membres de la Commune arrêtés par les Versaillais ont été égorgés, de même que toutes les personnes coupables d'avoir sympathisé avec l'insurrection prolétarienne. Nous ne publierons ici que les détails concernant les exécutions des citoyens Varlin, J.-B. Millière et Tony-Moïlin. Ils montrent d'une façon amplement suffisante comment s'exerça, en 1871, à Paris, la vindicte de classe bourgeoise contre les personnalités du mouvement ouvrier.

Pour montrer ce qu'elle fut à l'encontre des masses prolétariennes de Paris ou, tout bonnement, de la population parisienne, nous repro-

ditions quelques documents concernant les *abat-toirs* de prisonniers organisés par les troupes de l'ordre. Nous citerons notamment, tout au long, les pages qui ont trait à la cour martiale du Châtelet et aux massacres de la caserne Lobau. Ceci, à titre d'exemple.

Car la même chose se passait partout dans Paris. De pelils abattoirs fonctionnaient dans les mairies, dans les écoles, dans les terrains vagues, dans les carrières de la banlieue, etc.; il y en avait de vastes aux Prisons de Mazas et de la Roquette. Il y eut aussi des égorgements en masses au Panthéon, aux Buttes-Chaumont, au Père-Lachaise.

On lira aussi quelques pages ayant trait à la prise de Montmartre par les Versaillais. Nous n'y ajouterons qu'un renseignement: Belleville et la Villette furent littéralement dépeuplés par le massacre.

La répression, fusillades et déportations, dura jusqu'au mois d'août. M. Camille Pelletan, faisant le compte des morts et vérifiant le chiffre officiel de dix-sept mille (chiffre admis par les généraux de l'ordre), conclut que trente mille travailleurs

parisiens, au bas mot, ont été assassinés, au cours de la semaine sanglante de mai 1871.

Que l'on ajoute à ce chiffre celui des prisonniers morts sur les pontons, déportés en Nouvelle-Calédonie ou ailleurs (Rochefort et Louise Michel furent de ce nombre) et décimés là-bas par les fièvres. Que l'on veuille bien se souvenir que quarante mille personnes, hommes, femmes et enfants, furent arrêtées dans Paris, dirigées sur Versailles, enfermées à Satory dans des conditions atroces (et les massacreurs de l'ordre durent eux-mêmes admettre l'innocence des yeux fiers de ces malheureux), et l'on aura peut-être une idée approximative de la façon dont la bourgeoisie victorieuse traite le peuple ouvrier.

La Troisième République bourgeoise s'est fondée sur ce charnier, avec le concours du boucher Gallifet, comme la Deuxième s'était fondée en 1848, sur les tas de cadavres amoncelés dans les faubourgs travaillés par le bourreau Cavaignac.

Telles sont les nobles origines des Républiques bourgeoises.

LA RÉDACTION.

## I.

### Jean-Baptiste Millière.

Le 28 mai, à deux heures et demie, M. Thiers expédiait dans les départements une dépêche où on lisait:

«Le trop fameux Delescluze a été ramassé mort par les troupes du général Clinchant. Millière, non moins fameux, a été passé par les armes pour avoir tiré trois coups de revolver sur le corporal qui l'arrêtait.»

L'homme dont M. Thiers annonçait ainsi la mort était représentant du peuple. Son exécution était deux fois un crime.

J'ai vu pour la première fois Millière au procès de Tours. Un homme grand et sec. Une longue figure à qui ses plis maigres, ses lunettes, ses cheveux gris tombant sur les épaules, donnaient une inoubliable physionomie. L'énergie imprimée dans les traits relevait chez lui l'aspect correct du bon employé de bureau. C'était à force d'énergie et d'après travail que Millière s'était fait ce qu'il était. Fils de tonnelier, je crois, il était arrivé d'abord au grade de docteur en droit. Quand il perça, dans les premières années de l'empire, il y avait longtemps qu'il luttait.

Il avait l'amère passion de ceux qui ont souffert. Mais il savait la régler et la maîtriser. Ses façons régulières et calmes, sa parole d'une rare habileté, exerçaient une étonnante action. Au procès de Tours, il obtint un succès d'autant plus éclatant qu'il était imprévu. Sa déposition fut un véritable discours qui révélait un orateur; on chercha vainement à en atténuer l'effet. On interrogea les gendarmes qui l'accompagnaient: il avait su séduire jusqu'aux gendarmes! Et leurs réponses confirmèrent ses paroles.

Millière était membre de l'Assemblée quand le mouvement du 18 mars éclata. Personne ne le déplora plus que lui. Il se rangea parmi les députés et les maires qui essayèrent d'arriver à une conciliation. Un membre conservateur de l'Assemblée, M. de Saint-Pierre, parle en ces termes de l'attitude de Millière dans l'enquête sur le 18 mars (tom. II, p. 519):

«J'ai vu Millière pleurer dans mon bureau. Je lui ai entendu dire: «Ce que c'est que le peuple de Paris! Il n'y a de bons que les gens de la campagne. Les autres ont une éducation facile». Il pleurait en disant cela. Il avait l'air d'un fou!»

M. de Saint-Pierre ne traduit probablement pas avec une grande exactitude les paroles de Millière, mais on peut au moins voir dans ce témoignage combien le député de Paris était éloigné du mouvement du 18 mars.

La guerre civile éclata: Millière resta à Paris. Mais tandis que M. Floquet, Clémenceau, et Lockroy envoyèrent leur démission à Versailles pour essayer l'œuvre de conciliation qui eût épargné tant d'horreurs, il resta député et se borna à publier une lettre où il attaqua l'Assemblée en évitant d'abandonner son mandat. De quelque façon qu'on apprécie sa conduite et ses explications, il est certain que l'Assemblée n'eut pas à statuer sur une démission qui ne lui était pas donnée, qu'elle n'eut pas à autoriser des poursuites qu'on ne lui demanda pas, et que Millière continua à être investi du mandat de représentant du peuple.

Resté dans la grande ville que le pouvoir régulier bombardait et essayait d'affamer, il en partagea peu à peu la colère; mais il ne fut mêlé en rien au gouvernement de la Commune; il n'y accepta aucun titre; il ne joua de rôle que dans le grand meeting des citoyens originaires des

départements dans la cour du Louvre, mêlant qu'il présida et harangua; et le journal qu'il rédigeait avec Georges Duchesne était si bien considéré comme un adversaire par les hommes de l'Hôtel-de-Ville, qu'ils le supprimèrent par décret dans les jours qui précédèrent l'entrée des troupes à Paris. Aussi M. Jules Simon, dans son *Histoire du gouvernement de M. Thiers*, range Millière parmi ceux qui se séparèrent du gouvernement de Versailles, sans s'attacher à la Commune.

Quel fut son rôle pendant le combat? On raconte qu'il serait venu au *Moniteur Universel*, avec des fédérés, qui y firent une perquisition; on raconte (c'est M. Maxime Ducamp qui l'affirme) qu'on l'aurait vu à la prison de la Santé; ce qui paraît certain, c'est que la veille de la prise du Panthéon, on l'a vu aller et venir dans le quartier, sans armes et en costume civil. Je lis dans le *Times* du 25 mai, cette dépêche: «Hier, un chasseur à pied refusant de se joindre aux communaux, ne fut sauvé que par les efforts de M. Millière.

Il avait dans les rangs des communards un homonyme, colonel des fédérés: on confondit les deux. Le lecteur sait combien ces sortes de confusions firent de victimes.

J'ai sur son exécution, outre les notes des journaux, trois témoignages de témoins oculaires: c'est d'abord le fameux récit du capitaine Garcin, dans l'enquête parlementaire; puis celui de M. Louis Mie, l'orateur éminent, qui mourut député de la Gironde et assista par hasard au drame. Il venait de Périgueux, comme délégué du conseil municipal, avec son collègue, M. Leymarie, pour voir M. Thiers; de passage à Paris, il vit fusiller Millière; il a rédigé et publié un récit de l'exécution qu'il a fait précéder de ces mots: «Je suis que ceci est la vérité et rien que la vérité». Son compagnon, M. Leymarie, a contre-signé le récit avec la même formule et le même serment. Enfin, l'administrateur de *La Justice*, M. Marpon, dont la librairie, comme on sait, est sous les galeries de l'Odéon, s'est trouvé présent avec un de ses amis et m'a fourni les détails qui concourent d'ailleurs avec le récit de M. Louis Mie.

M. Garcin dit (*Enquête parlementaire*, p. 239):

«Millière a été arrêté vers dix heures du matin, dans une maison qui était la sienne, je crois. Il avait opposé une certaine résistance au sergent et au caporal qui l'arrêtaient: il avait tiré un revolver, et il était amené par deux hommes très surexcités; la foule était frémissante: elle voulait le lâcher».

Ce début du récit est absolument faux. Millière n'a pas été arrêté chez lui; Millière n'a pas tiré sur les soldats qui l'arrêtaient.

Le *Figaro*, du 16 juin, contient une lettre curieuse de M. Henri de Montaut, chef d'escadron, délégué au V-e arrondissement. Ce représentant du pouvoir militaire de l'époque adresse au journal une lettre d'information qui commence par ces mots: «Cher monsieur de Villemessant...» Touchant l'exemple de l'union de la presse boulevardière et de la dictature du sabre.

M. Henri de Montaut dit que, peu de jours après l'exécution de Millière, il a reçu dans son

cabinet madame Fourès, belle-mère de Millière qui venait lui demander de lui faciliter l'accès près de sa fille, détenue à Versailles. Et il ajoute: «Elle m'a apporté deux rectifications à mon récit qu'elle déclarait, du reste, elle aussi, très exact. Millière aurait été trouvé caché chez elle et n'aurait pas tiré sur la troupe. Il n'a jamais tenu une arme de sa vie, monsieur, me dit-elle en pleurant».

Dans l'assignation envoyée plus tard, le 12 février 1873, par madame veuve Millière à M. Garcin, il est dit que Millière a été arrêté le 26 mai 1871, vers dix heures du matin, chez les époux Fourès, cordonnier, son beau-père et sa belle-mère: ce qui confirme sur ce premier point la lettre du *Figaro*.

Quant aux prétendus coups de revolver, que la dépêche de M. Thiers raconte triples et que M. Garcin mentionne plus vaguement, la déposition de M. Louis Mie permet de deviner ce qu'il en fut.

Aussitôt après avoir vu l'exécution, MM. Mie et Leymarie, profondément émus, se jetèrent dans une voiture et se rendirent à Versailles. Là, sans même changer de vêtements, ils allèrent demander audience à M. Barthélemy Saint-Hilaire

Je cite le récit de M. Louis Mie:

«A un moment donné, je dis à M. Barthélemy Saint-Hilaire:

«—On a fusillé Millière devant nous.

«—Alors, interrompit-il, vous avez dû entendre les coups de revolver qu'il a tirés sur la troupe!

«—Les coups de revolver qu'il a tirés sur la troupe? Mais, répondis-je, depuis trois quarts d'heure il était entre deux haies de soldats et les mains vides lorsqu'il est tombé au Panthéon.

«—Nous avons reçu un rapport officiel qui constate ce que je vous dis».

«Quelques heures plus tard, causant avec Leymarie, je lui faisais observer que, partis de la place du Panthéon au moment même où Millière venait d'expirer, et conduits très rapidement à Versailles, nous y trouvions le procès-verbal de son exécution».

Notez bien qu'avant la fusillade, M. L. Mie avait vu Millière amené au Luxembourg par les soldats qui venaient de l'arrêter: ces soldats, la foule amassée là, celle qui l'avait suivi depuis le Panthéon, le couvraient d'injures: Millière resta quelque temps collé au mur du Luxembourg, au milieu des invectives, et ni M. Mie, ni M. Marpon, ni son ami qui se trouvaient là en même temps et qui furent hués pour avoir fait une observation, n'avaient entendu parler de ces prétendus coups de feu. C'était pourtant le premier bruit qui devait se répandre dans le public, le premier mot que les soldats, venant d'essuyer la décharge du revolver, devaient jeter à la foule, le premier reproche que les hurleurs devaient lancer à la victime.

Pourtant, il n'en est pas question: et le fameux revolver paraît seulement à Versailles, dans le rapport officiel par lequel l'autorité militaire annonce (et justifie), au moment même où elle a lieu, la mise à mort d'un représentant du peuple.

Je ne crois pas qu'il puisse s'élever de doute sur la manière dont les choses se sont passées.

Millière a été arrêté le vendredi, vers dix heures du matin, chez son beau-père, M. Fourès, cordonnier, 38, rue d'Ulm, et n'a pas tiré sur la troupe qui l'arrêtait.

Voyons maintenant son exécution.

Louis Mic était arrivé le 25 mai à Paris de Versailles. Le 26, de bon matin, il achetait la *Petite Presse*; elle annonçait que Millière était fusillé.

Puis, il entra au restaurant Foyot: à une table voisine de la sienne, huit ou dix officiers causaient très haut: «Est-il vrai que Millière ait été fusillé hier?—Oui, c'est X... qui me l'a raconté».

Le déjeuner fini, en sortant, M. Mic rencontra des soldats entourant un prisonnier. C'était Millière.

Sous la pluie qui tombait dru dans un flot de cohue menaçante et hurlante, au milieu d'un piquet marchant sur deux rangs, Millière s'avancait vêtu de noir, boutonné dans sa redingote, coiffé d'un chapeau haute forme, saisi au collet et serré aux poignets par un soldat et par un agent en bourgeois, dont la ceinture portait deux gros revolvers.

L'escorte s'arrêta devant la porte du Luxembourg, sous les fenêtres du restaurant Foyot. Au premier étage, M. de Cisse, général commandant le 2<sup>e</sup> corps, M. le marquis de Quinsonas, royaliste, membre de l'Assemblée, le capitaine Garcin chargé d'interroger les prisonniers, et d'autres, étaient en train de déjeuner et se mirent à la fenêtre pour regarder.

C'était un charivari de cris: «Millière! A mort Millière! Un soldat qui tenait son fusil par l'extrémité du canon, sans baïonnette, criait: «C'est moi qui l'ai pris!» M.M. Louis Mic et Leymarie lui ont entendu ajouter: «C'est moi qui dois le fusiller». M. Marpon et un de ses amis l'ont entendu dire au spectateur posté à la fenêtre, cette phrase irrévérencieuse, qui montre combien l'orgueil de sa capture lui tournait la tête: «Descendez, général!» On ne fit pas même un simulacre de jugement. A deux pas, dans une salle du Luxembourg, il y avait une soi-disant cour martiale. L'idée d'y conduire le représentant Millière ne vint à personne, pas même au commandant du 2<sup>e</sup> corps, qui regardait la scène de la fenêtre. Un garde-national, à brassard tricolore, aux fortes épaules, prit Millière au poignet et le colla au mur de la façade. La foule le huait toujours: «Voleur! assassin! incendiaire!» Quelqu'un cria: «Décoiffe-toi, coquin! Millière était très calme: il plaça son chapeau sur le socle d'un pilastre et croisa les bras.

Un prêtre en chapeau haute forme sortit du Luxembourg: l'aumônier des fusillés! Car les meurtriers du Luxembourg, comme ceux de la caserne Lobau, avaient l'attention d'offrir les secours de la religion à leurs victimes: et il y avait des prêtres qui faisaient leur métier avec un pan de leur soutane traînant dans le sang du massacre.

Millière congédia le prêtre d'un geste tranquille. L'abbé insistait; un officier l'invita à se

retirer. Puis il se fit un mouvement parmi les soldats: ils se disposaient pour le feu de peloton, mais avec une telle confusion et si maladroitement, dit M. Louis Mic, que s'ils avaient tiré, ils auraient pu être atteints par le ricochet des balles.

Millière allait être exécuté, quand un officier intervint. M. Mic dit qu'il sortait du Luxembourg; le récit du capitaine Garcin indique que c'était M. Garcin lui-même et qu'il sortait du restaurant Foyot. Que se passa-t-il entre eux? M. Garcin va nous l'apprendre (Enquête parlementaire):

«Je m'adressai à lui et je lui dis: «Vous êtes bien Millière?—Oui, mais vous n'ignorez pas que je suis député.—C'est possible, mais *je crois* que vous avez perdu votre caractère de député. Du reste, il y a parmi nous un député, M. de Quinsonas, qui vous reconnaîtra».

«J'ai dit alors à Millière que les ordres du général étaient qu'il fût fusillé. Il m'a répondu: «Pourquoi? Je lui ai répondu: «Je ne vous connais que de nom. *J'ai lu des articles de vous qui m'ont révolté. Vous êtes une vipère sur laquelle on met le pied. Vous détestez la société*». Il m'a arrêté en me disant «avec un air de signification: «Oh! oui! je la hais, cette société!»—Eh bien! elle va vous extraire de son sein. Elle va vous passer par les armes.—C'est de la justice sommaire, de la barbarie, de la cruauté.—Et toutes les cruautés que vous avez commises, prenez-vous cela pour rien? *Dans tous les cas, du moment où vous dites que vous êtes «Millière, il n'y a pas autre chose à faire*».

«Le général avait ordonné qu'il serait fusillé au Panthéon, à genoux, pour demander pardon à la société du mal qui lui avait fait...»

Cela se passe en France, au dix-neuvième siècle.

Il y a là, à une fenêtre, un commandant de corps, M. de Cisse, le général ordinaire de M. Thiers, qui devait être son ministre de la guerre quelques jours plus tard, et qui devait l'abandonner deux ans après. Et ce général, ce ministre du lendemain, assiste à cette scène et donne cet ordre barbare, où le meurtre d'un député se complique d'une prolongation de souffrances et d'une mise en scène à effet: il lui faut la colonnade du Panthéon, il lui faut l'agenouillement théâtral du représentant du peuple qu'il va faire tuer, il lui faut encore une promenade de cette agonie sous les huées, il lui faut la torture morale, les brutales insultes d'une humiliation suprême... V. là l'idée qui vient à ce général, tout en déjeunant, tout en regardant le drame, d'un coin de table encore servie... Et cet homme, c'est le Cisse que nous avons vu, le masque aux lourdes paupières endormies, à la parole inarticulée, comme un roulement de tambour, à la physionomie éteinte par une lassitude qui semblait toujours renouvelée... c'est le ministre que M. de Mac-Mahon lui-même a été obligé de congédier... Pourquoi?... Peu m'importe.

Et ce député... Il y avait là un député, un drolier, un marquis, un certain de Quinsonas,

qui n'a pas fait grand bruit dans sa vie; seulement, au 18 mars, il avait été arrêté au faubourg Saint-Antoine. Il en était fier; et comme il s'était trouvé dans la commission d'historiens chargés de l'Enquête du 18 mars, il faisait valoir sa petite arrestation qui avait duré quelques minutes. Et dans les procès-verbaux de l'Enquête, on le voit interrompre tous les témoins, pour leur raconter une fois de plus sa petite aventure (1).

La qualité de représentant de la nation était tombée sur cet obscur marquis; il était là; on amène un homme dont la vie est deux fois sacrée, et parce que c'est un homme, et parce qu'il est chargé d'une part de la souveraineté nationale; et le marquis, son collègue, ne dit pas: «Respectez l'Assemblée souveraine, respectez l'investiture du suffrage universel...» Non, il est là en curieux, il cause avec de Cissey; peut-être a-t-il collaboré au programme de la fête. On pense même à lui, au moment de la fusillade... pour protester? Oh! que non... pour reconnaître et dénoncer le prisonnier, pour dire: «C'est bien Millière». C'est la première idée du capitaine Garcin: «Il y a parmi nous un député, M. de Quinsonas, qui vous reconnaîtra».

Laissons ces deux hommes, le général et le marquis, achever leur déjeuner interrompu.

Le piquet se reforma autour de Millière. On se mit en route pour le Panthéon. M. Garcin s'y rendit aussi. Une pluie d'orage tombait, sans disperser la foule qui se bousculait derrière le cortège. On arrive à la grille du Panthéon, qui s'ouvrit, se referma, brusquement sur Millière. Le malheureux fut placé entre les deux colonnes du milieu: il déboutonna lentement, un à un, tous les boutons de son gilet et découvrit sa poitrine. M. Louis Mic le vit tirer de sa poche une lettre, et de son cou une montre ou un médaillon qu'il donna à l'officier placé à côté de lui. Puis l'officier (ci cite le récit de M. Louis Mic) «le plaça

(1) Nous avons reçu, à propos de ce récit, la lettre suivante:

Paris, le 8 février 1880.

Monsieur Camille Pelletan.

Je lis dans la Justice de ce jour un paragraphe relatif à M. le marquis de Quinsonas.

En effet, le 20 mars, M. de Quinsonas, qui arrivait de Grenoble en costume d'officier des mobiles de l'ère, fut arrêté, sans doute à cause de son uniforme, au comité du XII<sup>e</sup> arrondissement, rue d'Aligre. A peine eut-il décliné son titre de député, que les citoyens L... et D... qui se trouvaient, l'un comme général du secteur, l'autre comme chef de la légion, à la tête du XII<sup>e</sup> arrondissement, s'empressèrent de lui répondre, avec l'assentiment de toute l'assistance, qu'il était libre de regagner Versailles; mais, comme il lui fallait un laissez-passer pour traverser Paris, je me proposai pour l'accompagner au comité de la rue Besfroid, afin de faire apposer sur son laissez-passer le cachet qui servait, dans les premiers jours, aux deux arrondissements (XI et XII).

Je montai avec M. le marquis dans le cabriolet qu'il avait pris au sortir de la gare, et l'accompagnai rue Besfroid, où le laissez-passer fut régularisé sans retard et sans aucune difficulté.

Voilà toute l'histoire de l'arrestation de M. le marquis de Quinsonas qui devint plus tard, par une ironie de la langue officielle, membre de la commission des grâces.

Recevez mes salutations les plus sympathiques,

Henri M...

de façon qu'il fut fusillé par derrière. Ce dernier se retourna d'un geste brusque et, les bras croisés, fit face à la troupe. C'est le seul mouvement d'indignation ou de colère que je lui aie vu faire. Jusque là, Millière avait été impassible. Quelques paroles furent échangées. Millière paraissait refuser d'obéir à un ordre.

M. Garcin va encore nous raconter ce qui se passait:

«Il s'est refusé à être fusillé à genoux. Je «lui ai dit: «C'est la consigne, vous serez «fusillé à genoux, et pas autrement». Il a joué «un peu la comédie; il a ouvert son habit, «montrant sa poitrine au peloton chargé de «l'exécution. Je lui ai dit: «Vous faites de la «mise en scène; vous voulez qu'on dise comment «vous êtes mort. Mourez tranquillement. «Cela vaut mieux.—Je suis libre, dans mon «intérêt et dans celui de ma cause, de faire «ce que je veux.—Soit, mettez-vous à «genoux». Alors il m'a dit: «Je ne m'y mettrai «que si vous m'y faites mettre par deux «hommes». Je l'ai fait mettre à genoux...»

En effet, tous les témoins dont j'ai les récits sous les yeux, virent l'officier revenir vers la troupe, puis un soldat s'en détacher sur son ordre, aller à Millière et le forcer de se mettre à genoux en pesant sur ses épaules.

Cet officier raillant et brutalisant celui qui va mourir; cet officier trouvant que cet homme, parce qu'il meurt intrépidement, «joue la comédie»; cet officier insultant jusqu'au courage de sa victime par ce mot inqualifiable: «Vous faites de la mise en scène»; et tout cela se passant, non dans l'accès de colère d'une foule ni d'une troupe exaspérée par le combat, mais sur un ordre donné froidement, par un chef, entre la poire et le fromage... qui croirait à tant d'horreur, si M. Garcin n'avait pris la peine de s'en vanter dans un document officiel.

Millière agenouillé, on commande le feu. Ici, je laisse, la parole à Louis Mic:

«Une moitié des fusils du peloton s'abaissa seule sur lui; les autres restèrent au bras des soldats. Pendant ce temps, et croyant la dernière minute venue, Millière poussa trois cris de: «Vive la République!»... Le commandement avait été mal exécuté, sans doute, car les fusils ne partirent pas, et l'officier s'approchant du piquet de troupes fit redresser ceux qui trop hâtivement s'étaient abaissés.

«Puis il indique avec une épée comment allait être donné l'ordre du feu.

«— (Vive le peuple! Vive l'humanité! cria Millière.

«Le soldat factionnaire, dont le coude touchait mon bras, répondit à ces derniers mots, de ceux-ci: «On va t'en foutre de l'humanité!» Je les avais à peine entendus, que Millière tomba foudroyé.

Un militaire «que, je crois être un sous-officier, dit M. M., escalada rapidement les marches et déchargea un coup de revolver—le coup de grâce—au visage du fusillé.

M. Garcin dit simplement.

«On a procédé à son exécution. Il a crié: «Vive l'humanité!» Il allait crier autre chose quand il est mort».

Une heure ou deux après, rue Notre-Dames-Champs, mon confrère et ami, M. J. Destrem, voyait un soldat assis sur une borne, avec un cercle de passants installés autour de lui. Il se joignit au cercle. Le soldat, un gars de la campagne, racontait l'exécution de Millière, à laquelle il venait de prendre part. Il la racontait simplement, indifféremment, sans répugnance pour le meurtre, sans colère contre la victime, dans son gros palois de paysan, comme il aurait raconté l'achat d'une vache à la foire.

On connaît, dans le *Don Juan* de Molière, le comique récit du villageois Pierrot. Imaginez Pierrot prenant pour sujet un tel drame et mêlant son jargon à ces horreurs! Le soldat répétait sans cesse: «Il criait: Vive l'humanité! Vive l'humanité!», comme si ce mot l'avait frappé comme une formule cabalistique.

En 1873, madame veuve Millière intente un procès au capitaine Garcin, à raison de la fusillade de son mari. M. Garcin ne prit pas la peine de constituer avoué. Il fut couvert par un mémoire du préfet de Seine-et-Oise et par la pièce suivante:

MINISTÈRE DE LA GUERRE  
Etat-major général.  
Cabinet du ministre.

Versailles, 26 mars 1873.

«Le capitaine Garcin, attaché à l'état-major général du 2-e corps, n'a agi pendant le second siège de Paris, qu'en vertu des ordres qu'il a reçus de ses chefs.

«Il ne peut donc être, en aucune façon, recherché au sujet des faits qui ont été la conséquence de ces ordres. La responsabilité en reste tout entière à ceux qui les ont donnés, et, dans l'affaire Millière en particulier, il n'a fait que se conformer aux instructions qu'il a reçues».

*Le Ministre de la guerre,*  
Général de Cissey.

Madame veuve Millière dut s'estimer heureuse de n'avoir pas éprouvé de plus graves inconvénients que la perte de son procès. On trouvait généralement que c'était de sa part une cynique provocation d'oser réclamer contre la mise à mort du député, son mari. S'il faut en croire une correspondance du *Progrès de Lyon* de cette époque, M. de Cissey, outre de cette audace, aurait demandé son arrestation avec insistance, et il aurait fallu l'opposition obstinée de M. Dufaure, pour que la demande du ministre de la guerre ne fût pas accordée.

Une bonne action trouve toujours sa récompense.

Pendant que les officiers qui s'étaient distingués par des actions d'éclat dans la guerre prussienne, étaient mis en disgrâce ou privés des grades gagnés devant l'ennemi, pendant que Denfert restait colonel et que toutes les propositions d'avancement faites par le défenseur de Belfort

en faveur des officiers qui avaient combattu sous ses ordres étaient systématiquement repoussées, M. Garcin obtenait un avancement dont on remarqua la rapidité inusitée. Millière a porté bonheur.

## II.

### *L'exécution du Dr. Tony-Moïlin.*

J'ai dit plus haut, en racontant, le procès de M. Ulysse Parent devant la cour martiale du Luxembourg, qu'au moment où les juges délibéraient sur son sort, la délibération fut tout à coup interrompue.

Je cite le récit de M. Parent:

«Subitement, une clameur formidable s'élevait au dehors, vint attirer l'attention de tous: la porte s'ouvrit avec fracas; un flot d'hommes fit irruption dans la salle. Ils en entraînaient un autre au milieu d'eux, qu'ils jetèrent, avec des cris de triomphe, au pied du tribunal.

«Quand l'homme se releva, pâle, meurtri, je reconnus le docteur Tony-Moïlin.

«Dès cet instant, je fus oublié, et un nouvel interrogatoire commença.

«Des dépositions des témoins et des déclarations même de Tony-Moïlin, je pus apprendre qu'il était recherché depuis le commencement de la semaine; qu'il avait trouvé d'abord asile chez un ami, lequel, bientôt inquiet de la responsabilité à encourir pour ce fait, l'avait prié d'aller chercher refuge ailleurs. Tony-Moïlin, découragé, était retourné nuitamment à son domicile, rue de Seine.

«Faut-il que j'ajoute que la délation qui venait de l'en arracher avait été provoquée par l'un de ses voisins, un docteur en médecine, son confrère?»

«Ces premiers points établis, le président a continué ses questions:

«— Vous connaissez le sort qui attend ceux qui ont pris les armes contre l'armée régulière, surtout quand, comme vous, ils ont eu un commandement supérieur?»

«— Je n'ai jamais eu de commandement, a répondu l'accusé du ton lent et calme qui lui était habituel, mais simplement chirurgien du bataillon de mon quartier, et j'ai trop souvent trouvé l'emploi de ma lance et de mes bistouris, a-t-il ajouté avec un frêle sourire, pour avoir pu songer à me servir de mon épée ou d'un fusil.

«— C'est cela; vous donniez vos soins aux hommes de la Commune, et vous faisiez fusiller nos soldats!

«— J'ai donné mes soins à tous, a répliqué encore Tony-Moïlin, et je n'ai fait fusiller personne.

«— Dès le 18 mars vous envahissiez la mairie du VI-e arrondissement et vous deveniez l'un des adeptes les plus fervents de la Commune.

«— J'ai été désigné, après la retraite du gouvernement, pour les fonctions d'administrateur du VI-e arrondissement, fonctions que je n'ai remplies que pendant quelques jours; quant à mes idées sur la Commune, elles ne sont pas celles que vous pensez.

Ici Tony-Moilin cessa de parler. Une rêverie soudaine semblait avoir envahi son esprit tout entier; son regard était devenu vague; il paraissait avoir oublié aussi bien le lieu où il se trouvait que l'accusation qui pesait sur lui, et ce fut certainement plus en se parlant à lui-même qu'en s'adressant au tribunal que je l'entendis murmurer à voix basse, en ponctuait chacune de ses phrases d'une sorte de hoquet nerveux.

«— Oui, la Commune a commis des fautes... Elle s'est perdue en chemin... Ce n'est pas cela qu'il fallait faire... Ils n'ont pas su résoudre le problème...»

«Il prit sa tête entre ses deux mains, comme s'il eût voulu comprimer les pensées tumultueuses qui l'assiégeaient; puis redressant tout son corps dans une fière attitude de bras levé, le visage illuminé, d'une voix claire et grave, il s'écria hautement:

«— Moi, je suis pour la république universelle et pour l'égalité parmi les hommes.

«Il y eut des rires dans la salle, immédiatement réprimés par le président.

«Cette scène m'avait profondément ému, je ne connaissais que fort peu Tony-Moilin, mais je l'avais maintes fois rencontré, en 1868, dans les réunions publiques. Je le savais épris des idées de réformes sociales, mais aussi animé d'un esprit paradoxal et quelque peu chimérique; sentimental à l'excès, doux et bienveillant, on sentait en lui la loi d'un apôtre.

«Le président avait repris la parole.

«— Les principes que vous énoncez ne font que confirmer les renseignements que nous avons sur votre compte; du reste, la notoriété attachée à votre nom suffirait à nous convaincre. Vous êtes l'un des chefs du socialisme et un homme des plus dangereux; ces gens-là, on s'en débarasse. Avez-vous quelque chose à ajouter à votre défense?

«L'accusé leva les yeux, surpris, il fit un geste négatif.

«J'ajoute un détail à ce récit, si dramatique et si juste. Il y avait sur la table du tribunal la délation du docteur M..., sur les prétendues bonnes de pétrole.

«Il y eut une courte délibération; le président se leva, et d'une voix où perça l'émotion:

«— Monsieur, fit-il solennellement, vous êtes condamné à être passé par les armes; il vous sera donné signification du jugement.

«J'avais oublié, à cet instant, ma propre situation, et, plein de pitié et d'angoisse, le cœur oppressé au point de se rompre, je regardais de tous mes yeux cet homme qui allait mourir.

«Son visage était contracté, et le tic nerveux que j'ai déjà signalé avait reparu. Ce fut cependant d'un accent contenu qu'il reprit la parole:

«— Messieurs, en mourant, je laisserai une compagne, une femme. Me sera-t-il permis, avant ma mort, de régulariser ma situation vis-à-vis d'elle et devant la loi?

«Il fit une pause; puis, avec un léger tremblement dans la voix et un léger effort pour cacher son trouble, il ajouta:

«— Messieurs, j'y tiendrais beaucoup.

«— Si cela est possible, dit le président, soyez certain que cela sera fait: maintenant retirez-vous.»

Tony-Moilin alla s'asseoir sur un banc réservé, placé dans un coin de la salle: le banc des isolés.

Au bout d'un instant, le président apercevait M. Ulysse Parent qu'on avait par mégarde laissé à une autre place, et le faisait asseoir sur le même banc: c'était sa condamnation à mort.

Tony-Moilin et lui se serrèrent silencieusement la main.

— Vous aussi, dit le médecin.

Puis ils restèrent silencieux.

Vers minuit, la séance était levée, et les deux condamnés étaient séparés.

Cependant on avait été chercher madame Moilin chez elle, et pendant cet affreux procès on la fit attendre dans une sorte de salle basse. Tony-Moilin y fut amené: «Qu'a-t-on décidé?—Je serai fusillé à cinq heures». Et tous deux passèrent la nuit parlant à mi-voix, dans cette salle terrible, devant des gardes.

Ils échangeaient leurs dernières paroles; ils s'entretenaient de leur union à légaliser; et je ne sais quel amer scrupule tourmentait l'esprit de cet homme, prêt à donner sa vie pour sa foi; il avait peur de léguer avec son nom, à celle qui était la compagne de sa vie, l'horreur sanglante de sa mort. Ce même homme, qui acceptait l'exécution la tête haute, demandait doucement: «Cela ne l'effraye pas de devenir la femme d'un supplicié?»

Puis, madame Moilin songeait que dans quelques heures, elle n'aurait plus rien de l'époux auquel la loi allait l'unir, rien, pas même ses restes; que la fusillade allait en faire un corps mutilé, troué, haché par les balles, qu'on irait perdre dans la promiscuité de la fosse commune... et le cadeau de nocces qu'elle demandait c'était ce cadavre; et la prière qu'elle adressait à Tony-Moilin, c'était d'obtenir de ses bourreaux qu'elle pût avoir son corps et que ce corps ne fût pas trop hideusement défigurés.

C'est ainsi que Tony-Moilin vit s'écouler cette étrange nuit de nocces, mêlée à la veillée de la fusillade, et se lever son dernier jour aux vitres de la salle basse. On avait été réveiller un notaire, à côté, rue de Condé, pour dresser le contrat de mariage. Son arrivée interrompit le tête-à-tête des deux époux, surveillés par leurs géoliers. Cette triste union, sur le conseil du notaire, eut pour contrat un testament. L'acte est daté de sept heures du matin. Le maire, M. Hérisson, arriva à huit heures et procéda tristement au mariage. Quel temps que celui où un magistrat municipal était contraint de mettre dans la main d'une femme celle d'un homme que lui amenaient, à lui, représentant de la loi, et qu'allaient lui reprendre des meurtriers!

On ramena les deux époux dans la salle où ils avaient passé la nuit. Puis, au bout de dix minutes, on fit demander madame Tony-Moilin. Elle sortit et trouva un prêtre. Le lecteur sait que les massacreurs étaient grands amis de la religion. «Madame, dit-il, il faut aussi légaliser votre union devant Dieu! Et il se mit à débiter

le mysticisme de circonstance; à parler de l'âme et de la matière, à invoquer ce Dieu qui permettait à son prêtre d'être l'aumônier en titre du massacre. N'est-il pas étrange qu'un ministre de l'Évangile, mêlé à ces boucheries, crût avoir à parler aux victimes et non aux bourreaux?

Madame Tony-Moilin promet de transmettre les adulations du prêtre à son mari. Celui-ci l'interrompt aux premiers mots: «Est-ce que tu as changé d'avis?» dit-il.—Mais si nous nous trompons!—Nous ne nous trompons pas». Et Tony-Moilin alla faire lui-même la réponse: «Nous vous montrerons que nous pouvons avoir nos marlyrs comme le catholicisme», lui dit-il. L'abbé demanda, au moins, au condamné la permission de l'accompagner au supplice. Tony-Moilin y consentit volontiers, disant que s'il repoussait jusqu'au bout les secours du prêtre, il acceptait avec plaisir la compagnie d'un galant homme.

Maintenant, il restait à voir M. Garcin. Les condamnés appartenant à cet officier d'état-major, chargé de leur arracher, pour M. de MacMahon, des renseignements sur l'insurrection. La victime, avant d'être immolée, passait comme «document humain» dans les mains de ce perspicace historien. Il questionna Tony-Moilin sur ce qu'il pensait de la Commune; il eut même l'idée ingénieuse de lui demander les noms des chefs étrangers de l'Internationale. La Commune, pour ces messieurs, était un ténébreux complot de romans, feuilletons, dirigé du dehors par une sorte de «Vieux de la montagne»; et M. Garcin voulut trouver le fil du roman qu'il rêvait.

Tony-Moilin, persécuté par ce questionnaire, reparut simplement et obliquement:

«Je ne connais par les noms que vous me demandez, et, si je les connaissais, je ne vous les dirais pas».

Enfin, le peloton arriva. Le condamné embrassa sa femme et marcha au supplice.

La malheureuse femme resta là. C'était affreux: M. Garcin était toujours entouré par sa meute de dénonciateurs. Les bourgeois lâches et féroces qui avaient cherché la piste de Tony-Moilin, qui l'avaient livré, les F., les D., les G., étaient là, avec le capitaine d'état-major. Il fallait subir leur révoltant voisinage. Madame Moilin était soutenue par l'idée de voir et d'obtenir les restes du fusillé. Le prévôt lui avait promis qu'ils lui seraient remis, si c'était possible. Elle avait fait demander par Tony-Moilin qu'on donnât le coup de grâce au cœur, pour ne point abîmer le visage. Savez-vous où la fit entrer pour attendre? Dans une chambre dont les fenêtres donnaient sur le jardin, sur l'endroit où on fusillait son mari! Elle dut rester dans un coin et tourner le dos pour ne point voir!

Je rappelle qu'elle était enceinte.

Le condamné fut conduit au pied du lion de pierre placé à gauche des quelques marches par où l'on monte à la grande allée du Luxembourg. Les traces des balles se voyaient encore récemment sur le piédestal.

Au bout d'un instant, le prêtre revint très pâle, disant à Madame Moilin: «Ne demandez pas à voir le cadavre... on vous le rendra demain...»

C'est qu'on s'était arrangé pour que le cadavre fut affreusement ravagé par les balles.

Faut-il dire comment on fit reconduire la malheureuse femme par les soldats; comment on fit encore de nouvelles perquisitions chez elle; comment, le lendemain, le dénonciateur F. osa venir lui dire: «Vous n'avez pas perdu beaucoup, il était bien hideux, fusillé», comment on se joua d'elle pendant deux mois pour lui refuser le corps, la renvoyant de Versailles à la préfecture de police, de la préfecture au cimetière, lui faisant faire les premiers frais, lui faisant prendre les autorisations de M. Thiers et du préfet, dont on ne tenait aucun compte... Il y avait ordre formel de ne retrouver le cadavre à aucun prix.

Écoutez comment M. Garcin raconte les choses:

«Tony-Moilin a été arrêté un soir, à neuf heures. Il a dit qu'il voulait prendre certaines dispositions. Un point à noter, c'est que presque tous les chefs vivaient en concubinage. Tony-Moilin a demandé à régulariser son union; il voulait assurer sa fortune à sa concubine; on lui a donné toute la nuit pour prendre ses dispositions. Je ne l'ai su que le lendemain matin, et je lui ai demandé, comme aux autres, la part qu'il avait prise à l'insurrection, quelles étaient ses idées sur la Commune qu'il voulait fonder. Il m'a répondu: «Je repousse très fort les actes odieux de la Commune: je voulais fonder la République telle que je l'avais rêvée; je n'ai pas réussi, c'est un malheur pour moi».

«Je lui ai dit: «Mais en somme, comment approuvez-vous ces faits odieux, comment admettez-vous ces incendies?» Il m'a dit: «Mais c'est la guerre».—Ah! vous appelez la guerre, mettre du feu à tous les quartiers, faire sauter des populations! Vous les avez vu ces femmes, ces enfants qui ne savaient où se cacher.—C'était la guerre.—Rien que ces mois-là dégageait tout homme qui vous condamne à mort. Vous ne mériteriez aucune pitié».

«Les dernières paroles adressées à sa femme, ont été: «Tu élèveras mon enfant dans la haine de ceux que j'ai combattus. C'était sa dernière recommandation».

«Madame Tony-Moilin avait demandé que son mari fût fusillé d'une certaine façon, qu'on ne touchât pas à la tête et qu'on lui donnât le cadavre».

«Le général en chef n'a pas cru devoir déférer à cette demande».

«On s'est souvenu de l'affaire Baudin, il a été enterré dans la fosse commune, et des ordres ont été donnés pour qu'il ne fût pas retrouvé».

(Enquête sur le 18 mars, pp. 239, 240).

### III.

#### L'Exécution de Varlin.

L'exécution du membre de la Commune Varlin est une des plus pathétiques.

Louis-Eugène Varlin avait alors trente-et-un ans. Ouvrier relieur, il avait formé une intelligence à force de travail. C'était, avec MM. To-

lain et Malon, un des fondateurs de la Première Internationale, où n'entraient que des hommes éprouvés. A la Commune, il s'était rangé dans cette minorité qui lutta vainement contre les excès. Il fut délégué aux finances, qui furent administrées par Jourde et par lui avec un esprit d'ordre et de scrupuleuse probité, que les historiens comme M.M. Jules Simon et Maxime Ducamp ont eux-mêmes reconnu.

Pour grouper les épisodes analogues, je place ici le récit de son exécution, bien qu'elle ait eu lieu le dimanche 28, alors que le combat avait cessé et que Paris entier était au pouvoir des troupes. J'ai sous les yeux plusieurs récits de la mort de Varlin: d'abord ceux des journaux du temps; puis M. Maxime Ducamp, par extraordinaire, a bien voulu ne pas ignorer cette exécution sommaire, et la raconte longuement. Enfin, un jugement a été rendu, le 25 janvier 1878, pour constater le décès de Varlin. Le plaidoyer de M. Engelhard dans cette affaire fournit des détails précieux et contient un document authentique: le rapport du lieutenant Sicre à son colonel, sur l'arrestation et l'exécution du délégué aux finances.

Varlin était assis à la table d'un café, rue Lafayette; il n'avait pris aucune précaution pour changer ses traits. Un prêtre décoré, en costume bourgeois, le dénonça au lieutenant Sicre (du 67<sup>e</sup> de ligne) qui passait. C'est le lieutenant lui-même qui en témoigne. «Varlin a cherché à m'échapper, continué-t-il, en fuyant et en prenant par la rue Cadet. Saisi immédiatement au collet, je l'ai maintenu en mon pouvoir et entraîné ainsi jusqu'à la rue Lafayette, où j'ai enquis quelques hommes de l'armée de ligne.»

Alors on lui attacha les deux mains. M. Maxime Ducamp essaye de nier le fait. «Je crois savoir que non», écrit-il. Nous croyons savoir que si; le rapport de M. Sicre le dit formellement: «Après lui avoir fait lier soûlement les mains derrière le dos, avec une courroie...». Un ancien caporal de ligne, témoin de la mort de Varlin, m'écrit: «Il a été conduit jusqu'au lieu du supplice, les mains fortement liées». Puis commença pour le malheureux cette horrible promenade au milieu des insultes de toutes sortes, qui devait se prolonger jusqu'à la rue des Rosiers. «On a prétendu, dit M. Ducamp, que par un raffinement de cruauté on avait conduit Varlin jusqu'au sommet des Buttes Montmartre. Il n'y eut là aucune cruauté, mais un fait naturel imposé par la discipline militaire». Nos lecteurs savent ce que vaut la raison donnée, et si l'on se croyait obligé d'en référer à l'autorité supérieure avant de fusiller les gens.

Le prisonnier fut conduit, les mains liées, au général Laveaucoupet, alors installé dans le XVIII<sup>e</sup> arrondissement. D'après M. Maxime Ducamp, les insultes auraient commencé à Montmartre: le fait serait invraisemblable, il est contredit par le journal orléaniste *Le Tricolore*, qui constate que le prisonnier n'y arriva qu'avec beaucoup de peine. Ce fut si hideux, que M. Ducamp lui-même appelle cette marche un «supplice», et les insulteurs de la foule «des bourgeois». «Les soldats, dit-il, eurent grand-peine à

le protéger... on criait: A mort!... Plus de mille femmes accompagnées de quelques mâles, pressaient les soldats. Varlin était impassible, très pâle, mais très ferme... un voyou le décoiffa d'un coup de latte.»

Voici maintenant comment le lieutenant Sicre, dans son rapport, traduit cette scène, qui indigna jusqu'à l'auteur des *Convulsions de Paris*.

«Pendant le trajet, il fut reconnu par toutes les personnes qui se trouvaient sur son passage, et arrivé à l'état-major, il ne put nier son identité.»

Le général Laveaucoupet donna sans hésiter l'ordre de le fusiller. M. Maxime Ducamp constata cet ordre en termes curieux: Varlin avoua son nom. M. Ducamp dit: «Les aveux prononcés très fermement, mais avec quelque jaillance, entraînèrent un ordre d'exécution». C'est la faute de la jaillance.

Alors se passe une chose horrible: je cite le récit du *Tricolore*:

«Le général répondit d'une voix basse et grave: Là, derrière ce mur.»

«Nous n'avions entendu que ces quatre mots. Arrivé à l'endroit désigné, une voix dont nous n'avons pu reconnaître l'auteur (*sic*) et qui fut suivie immédiatement de beaucoup d'autres, se mit à crier: «Il faut le promener encore, il est trop tôt». Une voix seule ajouta: «Il faut que justice soit faite rue des Rosiers, où ces misérables ont assassiné les généraux Clément Thomas et Lecomte.»

«Arrivé rue des Rosiers, l'état-major, ayant son quartier général dans cette rue, s'opposa à l'exécution.

«Il fallut donc, suivi de cette foule augmentant à chaque pas, reprendre le chemin des Buttes Montmartre...»

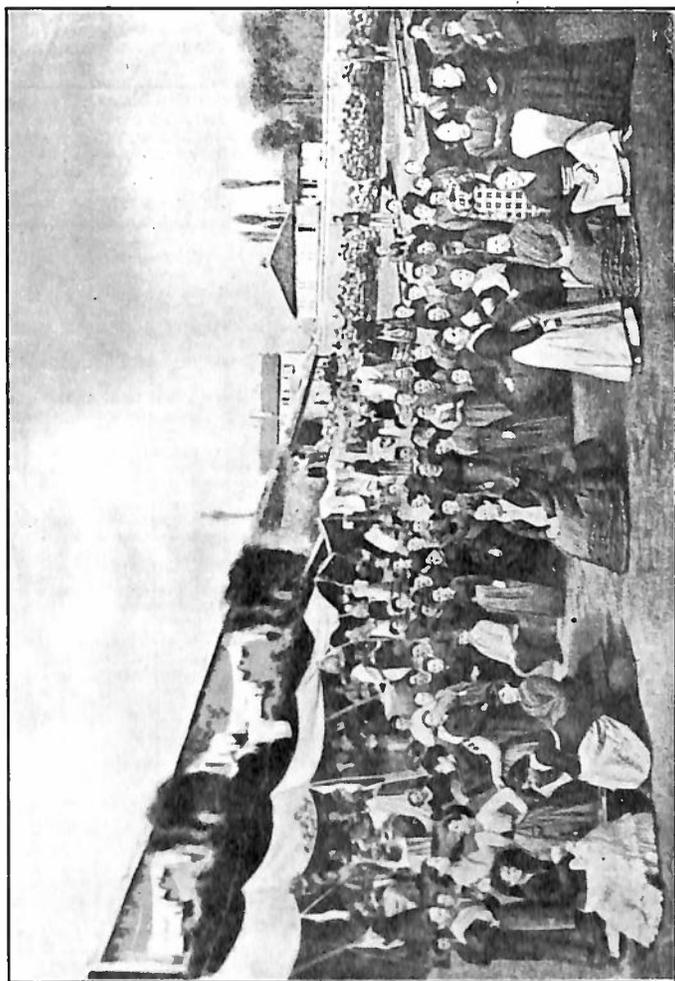
Ainsi, la foule crie: «Il faut qu'il souffre encore, il faut aller rue des Rosiers», et l'officier qui conduit le prisonnier aurait obéi.

M. Sicre esquivé ce détail, dans son rapport. Il laisse entendre que M. Laveaucoupet aurait fixé le lieu d'exécution. Mais M. Maxime Ducamp, tout en embrouillant un peu les lieux, confirme sur ce point le récit du témoin oculaire qui a renseigné le *Tricolore*. Il constate que la foule criait: «Il faut qu'on le promène! Encore! Encore! Faites-lui faire le tour des buttes.»

Varlin fut conduit «près du mur du jardin où furent assassinés, le 18 mars, les généraux Lecomte et Clément Thomas» (rapport de M. Sicre). Son courage ne s'est pas démenti un seul instant. «L'adjudant sous-officier, dit M. Ducamp, eut la sottise de lui faire une courte allocution». Deux soldats s'approchent, veulent tirer à bout portant, leurs fusils ratent. Deux autres tirent... et c'est alors seulement que finit la longue agonie de Varlin.

«Il est mort, nous écrit l'ancien caporal que j'ai déjà cité, après avoir essuyé plusieurs coups de feu, en criant: Vive la Commune! Vive la République! Et enfin, faisant un dernier effort entre le deuxième et le troisième coup de feu, il se releva en essayant de crier encore une fois: Vive la Commune!»

La foule battait des mains.



INTÉRIEUR DE LA PRISON DES CHANTIERS, A VERSAILLES,  
où furent détenues les femmes suspectées d'avoir pris part à la Commune.



COMMIUNARDS TUSILLIS, DEPOSIS RUE OUPINOT.



PAUL RICAUT  
 rue Gay-Lussac.

KARL RICAUT  
 (see Paris, 1871, p. 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840, 841, 842, 843, 844, 845, 846, 847, 848, 849, 850, 851, 852, 853, 854, 855, 856, 857, 858, 859, 860, 861, 862, 863, 864, 865, 866, 867, 868, 869, 870, 871, 872, 873, 874, 875, 876, 877, 878, 879, 880, 881, 882, 883, 884, 885, 886, 887, 888, 889, 890, 891, 892, 893, 894, 895, 896, 897, 898, 899, 900, 901, 902, 903, 904, 905, 906, 907, 908, 909, 910, 911, 912, 913, 914, 915, 916, 917, 918, 919, 920, 921, 922, 923, 924, 925, 926, 927, 928, 929, 930, 931, 932, 933, 934, 935, 936, 937, 938, 939, 940, 941, 942, 943, 944, 945, 946, 947, 948, 949, 950, 951, 952, 953, 954, 955, 956, 957, 958, 959, 960, 961, 962, 963, 964, 965, 966, 967, 968, 969, 970, 971, 972, 973, 974, 975, 976, 977, 978, 979, 980, 981, 982, 983, 984, 985, 986, 987, 988, 989, 990, 991, 992, 993, 994, 995, 996, 997, 998, 999, 1000)

On trouva sur le cadavre, d'après le lieutenant Sicre, 284 fr. 15 c., un canif, une montre en argent et la carte de visite de Tridon.

J'extraits de la plaidoirie de M. Engelhard, dans le procès dont j'ai parlé (compte-rendu de la *Lanterne*), le passage suivant :

«Enfin, le rapport du lieutenant Sicre dit que, sur le cadavre, il a été trouvé une montre en argent. Cette montre peut fournir la preuve de l'identité de l'homme fusillé, car elle portait une inscription à l'intérieur de la cuvette. Elle avait été offerte à Varlin par ses camarades comme témoignage de reconnaissance, et le graveur dont je produis l'attestation, déclare y avoir gravé ces mots : «A Eugène Varlin, souvenir de ses camarades». Celui qui a trouvé la montre sur le cadavre l'aura nécessairement ouverte et, dans l'enquête, il pourra déclarer si cette inscription y était gravée.

«Je connais le nom de la personne qui définit cette montre et qui la porte encore aujourd'hui.

«Je puis même citer un détail singulier. Il y a quelques années, le détenteur de la montre s'est trouvé à un dîner où il fut question des exécutions sommaires faites à Paris, lors de l'entrée de l'armée de Versailles. Quelqu'un prononça le nom de Varlin, disant qu'il était réfugié à Londres. L'individu que je ne veux pas nommer, répondit :

«Varlin est bien mort, j'ai... assisté à l'exécution. Une montre trouvée sur le cadavre atteste son identité.

«Et alors, tirant une montre de sa poche, il en ouvrit la cuvette et fit lire aux convives terrifiés cette inscription : «A Eugène Varlin, les ouvriers relient reconnaissants» (Sensation).

«Cel individu, je le répète, je ne veux pas le nommer; mais si vous ordonnez une enquête, il sera appelé, ainsi que ceux qui ont lu l'inscription».

Quel est l'individu qui a trouvé sur Varlin les objets que M. le lieutenant Sicre indiquait en détail, dans son rapport?

Dans quelle poche est la montre?

Quoi qu'il en soit, Varlin ne la réclamera pas, car plus de deux ans après l'avoir fusillé, le 30 novembre 1872, on l'a condamné par contumace à la peine de mort.

#### IV.

#### *La terreur à Montmartre.*

... L'armée fut mise en mouvement, dès le petit jour. Les Prussiens lui avaient cédé la zone neutre, sous les fortifications: elle fut occupée par la division Montaudon. Les corps Clinchant et Ladmirault attaquèrent de tous les côtés de la butte, à la fois. Les petites rues en pente raide qui sont au nord, comme la rue du Mont-Cenis, la rue du Dofeau, la rue des Saules, n'étaient même pas défendues par des barricades. C'est à peine si l'armée y rencontra quelques tirailleurs s'abritant dans les coins de murs. Vers midi, suivant M. Vinoy, les troupes régulières arrivaient

au sommet de la butte. A une heure moins le quart, le drapeau tricolore y flottait. Toutes les barricades qui tenaient encore étaient prises à revers.

C'est ainsi que l'armée s'empara de Montmartre, défendue seulement par une foule confuse de désespérés, sans ordre, sans organisation, sans chefs.

M. Vinoy écrit à ce sujet : «Dans leur ignorance des choses de la guerre, les fédérés n'avaient pas songé à garantir leurs flancs».

Si la troupe, en entrant dans Paris, avait été avertie qu'elle entrerait à la fois dans une maison de fous et dans une caverne de brigands, qu'on juge de ses dispositions en pénétrant dans ce Montmartre que l'on considérerait comme le foyer même de l'insurrection! Tout le monde y était suspect pour le seul crime d'habiter Montmartre. Il semblait que les maisons y fussent peuplées des assassins de Clément Thomas et de Lecomte. Le lecteur a vu la troupe à l'œuvre, dans les quartiers conservateurs d'Auteuil, de Passy, de la Madeleine, de Notre-Dame-de-Lorette: il devine ce qui devait se passer sur la butte.

C'est ce que je vais essayer de raconter, et j'hésite au début du récit. Dans la guerre, et plus encore dans la guerre civile, toutes les horreurs sont possibles. D'abord, la terreur a son entraînement; il arrive une heure où elle devient machinale; on dirait que la bête primitive se réveille. Puis, toutes les diversités de la nature humaine sont représentées dans une vaste agglomération d'hommes, telle qu'une population ou une armée: en temps ordinaire, les caractères sauvages sont tempers par le milieu; dans le malheur, ils éclatent, et ce sont eux qui dominent les autres.

Aussi toutes les guerres civiles, et même presque toutes les guerres, sont-elles pleines d'actes de férocité parfois stupide, parfois raffinée, qui, racontés plus tard, confondent l'imagination. Quand on déchaîne le massacre, il faut s'attendre à ces monstruosité. Il est singulièrement douloureux de réveiller ces souvenirs atroces: et quelque nécessité qu'il y ait à faire la lumière, bien souvent la plume se refuse à transcrire les témoignages les plus précis et les plus positifs.

A Montmartre, on l'a partout.

Tuerie rue des Abbesses, au coin de la rue Germain-Pilon. Autant de défenseurs de la barricade, autant de cadavres.

Tuerie rue Lepis, en face de la rue Tholozé.— Le long de la maison portant le N° 48, vingt corps restent alignés sur le trottoir.

Tuerie place de la Mairie. Les fédérés qui se trouvaient là sont percés à coups de baïonnette.

Tuerie rue des Poissonniers.

Tuerie au Moulin-de-la-Galette. Les gardes nationaux y sont surpris, cernés, désarmés. On en exécute quelques-uns sur place; les autres sont emmenés au sommet de la butte, versant nord, sur l'emplacement d'une batterie destinée, pendant le siège, à contrebalancer les batteries prussiennes de Stains, et y sont fusillés.

Tuerie au Château-Rouge.— On portait les cadavres dans la cour d'une école voisine, où l'on avait installé une morgue. Un témoin a compté cinquante-sept cadavres en une matinée. «Je me

rappellerai toujours, m'écrivit-il, un vieillard dont la poitrine était criblée de trous de balles. Il avait un chien qui ne l'avait pas quitté et qui l'a suivi en poussant des hurlements qui nous déchiraient l'âme. Nous avons eu, pendant deux jours, ce triste tableau sous les yeux.

«Les fédérés pris étaient fusillés: le long d'un des murs de l'école. Les traces des balles s'y voient encore».

Tuerie dans un petit enclos, rue des Carrières. On avait pris, dans la même rue, treize des défenseurs de la barricade, dont deux blessés. On les conduisit là. On les fusilla tous. Une heure après environ, un officier vint examiner le charnier. Il resta assez longtemps à regarder un des corps, le toucha plusieurs fois de la canne, sortit en faisant un geste qui semblait dire: Celui-là n'est pas mort. La foule se précipita dans l'enclos après son départ: des âmes charitables emportèrent le fédéré qui vivait encore.

Dans la foule se trouvait une vieille femme accompagnée d'un chien. Le chien se jeta sur un cadavre, dont la figure était couverte de sang. La pauvre bête, tantôt hurlait lamentablement, tantôt léchait doucement la figure du fusillé... La femme s'approcha, s'évanouit... Le corps était celui de son mari.

C'est surtout chez les chiens qu'on trouve des sentiments humains dans la semaine de mai.

Les habitants de Montmartre vécurent véritablement au milieu des cadavres. Je ne sais rien qui donne de leur sort une si poignante idée que les propos rapportés par le journal *Le Soir* (N° du 31 mai). Le 28, devant le *Café du Grand-Delta*, on vidait l'horrible fosse commune creusée au milieu de la place et dont nous aurons à parler. Les cadavres, à moitié décomposés, étaient chargés dans des tapissières. Tous les spectateurs étaient pleins d'horreur.

Ici, je laisse la parole au journal *Le Soir*:

«Une jeune fille qui assistait à ce spectacle me dit: j'en ai vu bien d'autres près de la Tour, où je demeure. Dans un trou, on a fourré cent cinquante gardes nationaux; c'est une peste, il y a des mouches en masse. Mon père est mort dimanche; nous l'avons gardé trois jours, et c'est moi, avec ma sœur et mon frère, qui sommes allés le porter dans un drap au cimetière».

Il se dégage de telles scènes d'horreur un irrésistible vertige de mort. On finit par tuer un homme pour un oui ou pour un non. J'en ai des exemples que je n'ose pas citer. Il y a un moment où les fusils partent tous seuls.

J'ai recueilli un grand nombre de récits d'exécutions isolées. Je cite au hasard, entre cent:

Un chanteur de café-concert, rue de la Vicuville, fusillé parce qu'on a trouvé chez lui un costume de lignard qu'il avait pour chanter les Bocquillon (pareil malheur a été attribué par erreur à un acteur du Gâtélet).

Un charron du nom de Junger, habitant au coin de la rue Riquet et de la rue d'Aubervilliers, était malade dans son lit: sur une dénonciation absurde, on l'en tira pour l'exécuter.

Un marchand de couleurs, nommé l'anguy, arrêté parce qu'il avait les mains noires, on crut qu'elles étaient noires de poudre: il reçut des

coups de sabre et ne doit la vie qu'aux soins de quelques fédérés arrêtés avec lui, qui le portèrent à Versailles.

Un vieillard sans armes, sur lequel on tira rue Clignancourt, tandis qu'il allait prendre du pain chez madame L., boulangère. Madame L. recueillit le cadavre.

Deux frères Cabouret, tripiers, habitaient rue Clignancourt, 8. Au moment de l'entrée des troupes, ils étaient à travailler dans leur cave, en bras de chemise et en tablier de marchand de vin. Le frère aîné remonte pour regarder ce qui se passait par le trou de la serrure. Il voit les troupes, ouvre la porte, appelle son frère. Celui-ci avait un pantalon de garde national. Ce pantalon le fait arrêter. L'aîné proteste: «C'est mon frère... nous ne nous sommes pas battus... nous étions à travailler». On les emmène tous deux au fossé de la barricade, au bas de la chaussée Clignancourt. Ils se tenaient embrassés: ils moururent en s'embrassant. Deux jours après, on refira leurs deux cadavres qui s'embrassaient encore.

La femme de l'aîné est morte folle, quelques temps après.

On nous donne de nouveaux détails sur la mort des deux frères Cabouret. Les corps des deux frères avaient été jetés dans les fondations d'une maison en construction, en haut de la rue Rochechouart. Il y avait là, avec un grand nombre de cadavres, des blessés qui râlaient encore. Le concierge du N° 90 de la rue Rochechouart leur porta à boire; et le saisit, on le colla au mur.

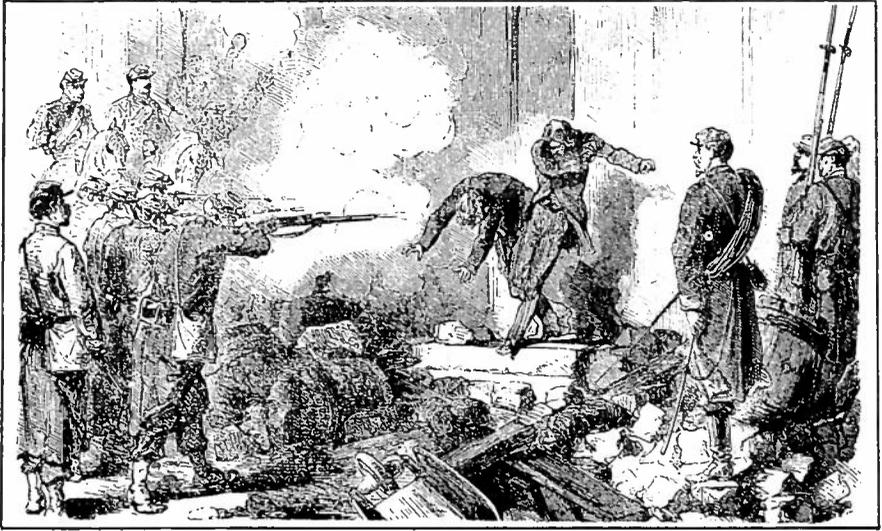
Une ambulancière qui fut trouvée chez elle fut passée par les armes.

Le récit d'un prisonnier, M. S..., donne bien la physionomie de Montmartre, lors de l'entrée des troupes: celui-ci avait boutique dans le quartier. J'ai sous les yeux le récit-manuscrit, fait par lui-même, de ses tristes aventures. Je suis ce récit pas à pas.

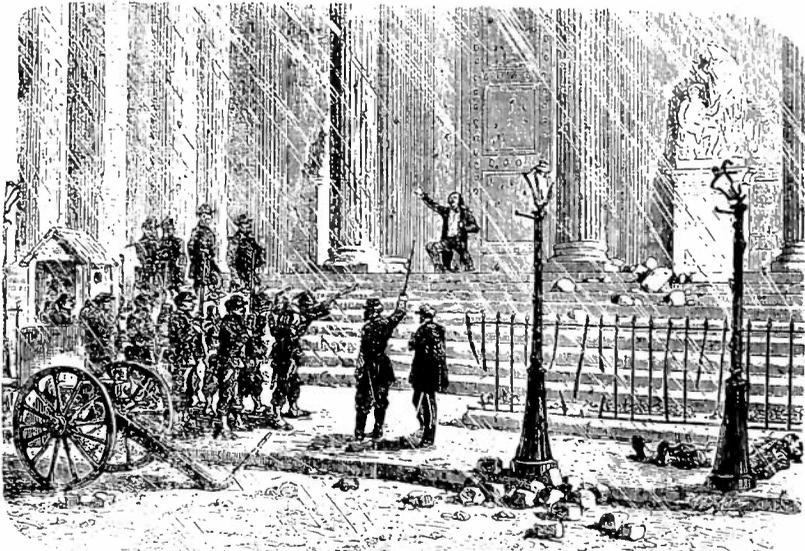
Il était resté enfermé chez lui pendant le combat. Vers le soir, un sergent, suivi de ses soldats, frappe à la porte de la boutique, menaçant de l'enfoncer. M. S... enlève les volets. Les soldats entrent furieux, dans toutes les pièces de son logement. Le sergent lui dit qu'il venait de trouver son nom à l'état-major de la 18<sup>e</sup> légion. Quand l'armée arrivait dans un quartier, on cherchait ainsi à découvrir les suspects. Un nom, une adresse sur une liste pouvait coûter la vie. M. S... après le 4 septembre, avait fait partie du comité d'armement. C'était son crime.

Le sergent se mit à fouiller les papiers, les hommes à visiter les chambres, la maison, les caves. Un lieutenant survint, qui fouilla avec le sergent, ils ne trouveront que des papiers de commerce; mais un soldat découvrit dans la cave une vareuse de garde national: M. S... fut arrêté. Le lieutenant voulut bien recommander à ses hommes de ne point maltraiter le prisonnier, qui dit adieu à sa famille en larmes et partit.

Il fit la route en compagnie de voisins arrêtés, comme lui, notamment d'un pâtissier d'à côté qu'on venait d'arracher du sous-sol, où il se cachait. Dès les premiers pas, rue Ramey, il vit le premier cadavre, couché sur le dos, horriblement mutilé.—un mobile, disait-on—que les soldats venaient



EXÉCUTION SOMMAIRE D'INSURGÉS, RUE SAINT-GERMAIN-L'AUXERROIS, LE 25 MAI.



EXÉCUTION DE MILLIÈRE SUR LES MARCHES DU PANTHÉON, LE 26 MAI.  
Millière tomba en criant: «Vive l'humanité!...»



«L'HOMME QUI RIT» (THIERS)  
par André G.



DANS L'ENCEINTE DE LA CASERNE DE LOBAU, APRÈS LA BOUCHERIE DU 25 MAI.

de fusiller. Les insultes commencèrent, rue de la Fontenelle. Les prisonniers étaient frappés de coups de poing qui faisaient jaillir le sang. Grâce à la recommandation du lieutenant, le caporal fit épargner M. S...

On s'arrêta, rue des Rosiers, dans la maison du N° 6, de sinistre mémoire. On entra dans le petit jardin bourgeois aux légumes saccagés et sanglants, où les généraux Lecomte et Thomas furent si tragiquement massacrés et si tragiquement vengés. Il y avait là une vingtaine d'hommes, quelques femmes ayant des brassards d'ambulancières, un vieillard septuagénaire, ceint d'un tablier. Le vieillard était épouvanté. Il demandait à chaque soldat: «Est-ce qu'on va nous fusiller?» Les soldats répondaient: «Votre tour va venir: nous en avons déjà fusillé une vingtaine». Un commandant survint, qui donna à un officier l'ordre de diriger les prisonniers sur le bastion 45. On les mit par rangs de cinq, on leur enjoignit de se donner le bras, on les fit sortir par la porte de la rue de la Bonne, descendre dans la rue du Mont-Cenis, tourner rue Marcadet. La nuit tombait quand ils arrivèrent au bastion.

Il y avait là des gendarmes, des sergents de ville mobilisés, un détachement du 45-e de ligne. On fit enlever d'abord les couteaux ou instruments de fer que les prisonniers pouvaient avoir; menace de fusiller quiconque, fouillé, serait trouvé avoir gardé un objet de ce genre. On fit coucher tout le monde à terre; menace de fusiller celui qui se lèverait. On compta les prisonniers: ils étaient quatre-vingts hommes et une dizaine de femmes. On les déplaça pour les faire coucher dans un amas de détritus et de fumier, derrière la caserne des pompiers. De nouveaux prisonniers arrivaient. La place était insuffisante, on se couchait l'un sur l'autre.

La nuit était claire. Le jour se leva de bonne heure. Le matin, arrivèrent plusieurs brigadiers de gendarmerie. Un brigadier demande s'il y avait là un nommé Levêque, maçon, membre du comité central. Levêque se leva: on l'apostropha brutalement, on lui désigna une bulle de terre, au bas du bastion, on lui dit que la veille un artilleur de la Commune avait été fusillé et enterré là, qu'il irait bientôt lui tenir compagnie. Les soldats, en effet, creusèrent une fosse, à côté de l'artilleur.

Un colonel arriva, un homme gros et court, blanc de cheveux et de barbe; des officiers l'accompagnaient. Il tenait une badine à la main; il se mit à passer les malheureux en revue, d'un air gougenard, en les désignant de sa badine. «En bien! il en reste donc, de ces roussins que vous deviez détruire», et il montrait les agents. Puis apostrophant un des prisonniers: «Voilà une barbe, une barbe de la Commune». Enfin passant à Levêque et le frappant de sa baguette: «Ton âge?— Trente-quatre ans.— Ton métier?— Maçon.— C'est un maçon, et il voulait gouverner la France!» Puis, tirant un journal: «Ecoutez, dit-il, le style de ces messieurs». Et il lut la dernière proclamation du comité central, assurant que «les frères de l'armée» lèveraient la croix en l'air à leur entrée dans Paris. Puis, regardant au bas: «Tu n'as pas signé?»... Levêque répondit: «On ne signait

pas toujours».— Alors le colonel: «Là! Bien! Tu vas être fusillé par tes frères de l'armée».

Un détail poignant, c'est que dans ce troupeau frissonnant de prisonniers, dont chacun redoutait le sort de Levêque, quelques-uns lâchaient bassement de surmonter leur épouvante pour faire écho au colonel et poussaient avec effort un rire faux qui grelottait de peur.

Un peu après, des officiers du 88-e de marche vinrent chercher, parmi les prisonniers, les soldats du régiment qui avaient passé à la Commune de 18 mars. Quelques-uns furent reconnus, on les fit sortir des rangs et coucher sur la pente du bastion. Puis, un mouvement se fit dans les soldats; Levêque fut emmené, on le conduisit dans le fossé des fortifications; les soldats se pressèrent sur le parapet pour voir l'exécution: un feu de peloton éclata, puis le coup de grâce; le coup de revolver dans l'oreille pour achever le blessé.

Le corps fut enterré dans la fosse que le lecteur a déjà vu creuser; on en creusa d'autres pour d'autres victimes.

On amenait toujours des prisonniers; parmi eux, M. S... reconnut Louise Michel. On fit sortir des rangs les blessés: on les mit avec les déserteurs du 88-e.

La situation était atroce: ils étaient cinq cents, entassés là où, la veille, ils étaient quatre-vingts, accroupis ou assis depuis de longues heures, dans une posture qui devenait intolérable, la tête nue, sous un soleil ardent, nourris à peine (on leur avait distribué un morceau de pain), la gorge brûlée par la soif. Il y en avait qui perdaient la raison. Une femme et son mari, n'y pouvant plus tenir, se levaient, étaient rassis à coups de crosse et menacés d'être fusillés. La journée se passa, la nuit vint. Les soldats chargèrent leurs armes et monterent sur le bastion pour dominer les prisonniers. Un canon fut braqué sur eux. Ordre de faire feu à la première tentative d'évasion. La vue des incendies exaspérait les gardiens. Le jour reparut, les prisonniers étaient hébétés, éreintés: la fatigue de rester couchés dans la poussière et dans les ordures, le soleil qui tapait sur les crânes, les mettaient hors d'eux. Un malheureux se levait à chaque instant, prenant tous les prétextes pour faire quelques pas. Un sergent impatienté se jeta sur lui, le terrassa, puis aidé de ses hommes, lui lia bras et jambes et le coucha sur le bord de la ligne.

Un bruit de chevaux se fit entendre. Un général arriva, entouré de ses officiers. «Je suis Gallifet», dit-il.— Nous retrouverons souvent ce général: d'après tous les récits, c'était chez lui une habitude de faire d'abord sonner son nom aux oreilles des insurgés. On devine les menaces et les propos par lesquels le général continua.— Puis: «Qu'a fait cet homme?» dit-il en désignant le prisonnier qu'on venait de lier. Et quand on lui eut expliqué pourquoi il avait fallu l'attacher ainsi: «Fusillez-le sur le bastion!» On obéit. Alors le général: «Avez-vous des déserteurs, des chasseurs surtout?»— On lui désigna un jeune homme. Il le fit sortir des rangs, le malheureux voulait se débattre, s'expliquer... on l'entraîne, on l'exécute... il parlait, suppliait encore, quand le feu de peloton le coucha par terre.

Enfin, le général partit. Et le soir, après quarante-huit heures de séjour au bastion, les prisonniers furent dirigés sur la Muette.

## V.

### Les abattoirs.

Les mairies étaient, dans Paris, les centres naturels où l'on devait organiser la répression. A mesure qu'elles tombaient au pouvoir de l'armée, des autorités d'occasion s'y installaient. J'ai déjà eu à en citer plusieurs exemples: j'ai montré, dans le VIII<sup>e</sup> arrondissement, des officiers de la garde nationale de l'ordre, expulsant un jeune homme muni des pouvoirs de M. Barthélemy Saint-Hilaire; dans le V<sup>e</sup> arrondissement, on a vu un officier d'état-major, ami de M. de Villemessant; et à Montmartre, le colonel Perrier, doublé d'un délégué civil, ancien coulisier, aussi cruel, aussi menaçant que le colonel était modéré.

Naturellement, c'était aux mairies qu'on amenait les prisonniers: et partout, où l'on amenait des prisonniers, il y avait des exécutions. *Le Siècle*, cité par la *Patrie* du 28 mai, dit:

«Dans quelques-unes des mairies réoccupées pas les anciens maires, on a institué des cours martiales qui fonctionnent en permanence».

Et il cite une mairie, où, dans la salle de la justice de paix, «trois officiers en costume civil siègent, entourés par des gardes nationaux, et interrogent toutes les personnes suspectes, arrêtées dans l'arrondissement depuis que la lutte est terminée».

Il est probable que dans aucune mairie, il n'y eut de tuerie comparable à celle qui se fit à la mairie du Panthéon. Elle était «bondée de cadavres», me dit un témoin oculaire.

Un autre m'a écrit le fait suivant: Un officier entre dans la cour avec M. B..., chevalier de la Légion d'honneur. Un vieillard légèrement blessé y avait passé la nuit, au milieu des morts. Il était devenu fou et souriait en plongeant sa mains dans une tabatière vide. «En voilà un, dit M. B..., auquel Dieu a bien réellement fait grâce». L'officier, sans mot dire, s'approcha du vieillard et lui brûla la cervelle.

Mais il y avait bien d'autres centres d'exécutions que les mairies. D'abord, sur la rive gauche, la prison du Cherche-Midi. «Chaque jour, le matin surtout, m'écrivit-on, on y a fusillé des malheureux et plusieurs femmes. Notamment une pauvre jeune fille de dix-huit ans, employée dans un magasin de la rue Tronchet, accusée d'avoir voulu empoisonner des soldats en leur donnant à boire... On fusillait dans le coin nord de la cour extérieure de la prison... Une tapisserie emportait les cadavres au cimetière Montparnasse. Elle prenait par la rue du Regard et la rue de Rennes. Et la route était tracée tout du long par de larges et nombreuses gouttes de sang...»

Les exécutions se continuèrent pendant le mois de juin. «A dater du 10 juin, m'écrivit M. le docteur Robinet, sur les réclamations des voisins, on ne fusilla plus de jour, ni dans les cours,

mais de nuit et dans les caves». J'ai entendu moi-même, pendant longtemps, le sinistre roulement des fusillades.

On amena aussi des prisonniers du V<sup>e</sup> arrondissement à l'École polytechnique, pour les fusiller.

S'il est un quartier qui semblait devoir être exempt d'exécution, c'est le XVI<sup>e</sup> arrondissement. Il était fort opposé à la Commune; il fut le premier occupé, et par surprise, presque sans combat. Pourtant l'arrondissement eut son abattoir. «La prévôté, me dit un honorable négociant du quartier, était établie 22, rue Franklin. On y amenait sans cesse des malheureux pris à la suite d'une dénonciation». La manière dont se faisait la fusillade était affreuse. Le peloton d'exécution manquait. Un vieux sergent de ville était réduit à tout faire seul. Mettre les victimes au mur était impossible: à chaque coup manqué, ç'aurait été une poursuite. Il les attachait avec une courroie à un prunier qui se trouvait dans la cour et il tirait à la cible, jusqu'à ce que le malheureux fût mort. Les cadavres étaient portés au cimetière de Passy.

On exécutait aussi:

A Montmartre, dans deux endroits différents, près de la rue des Rosiers et près du *Château-Rouge*, j'ai déjà eu occasion de parler de ces deux endroits.

A l'hôpital *Laiboisière*.— Un interne, alors attaché à l'hôpital et aujourd'hui pharmacien à Paris, a vu faire des exécutions, tous les jours, sous les fenêtres de l'hôpital dans les terrains vagues situés boulevard Magenta et où l'on a fait, depuis, des constructions.

A la gare du Nord.— J'ai déjà parlé de la hideuse fosse commune, établie en face du Café du Delta. Voici ce qu'en dit la *Liberté*, du 5 juin: «Hier soir et ce matin, on s'est occupé d'inhumer les cadavres des fédérés entassés dans le terrain vague, situé en haut de la rue Rochecouart, en face du Café du Delta. Ces cadavres sont en grande partie ceux des insurgés fusillés à la gare du Nord».

A la Caserne de la Cité, aujourd'hui la préfecture de police, on amenait, m'écrivit-on, les victimes liées deux-à-deux par le piquet, et on les canarda. Un malheureux avait échappé à la première décharge, pendant que son compagnon de corde était tué raide. Il essayait de courir et de fuir les balles en traînant ce cadavre!

A la caserne du Prince Eugène.— Un traître de la rue Notre-Dame-de-Nazareth s'était caché dans sa cave pendant toute la Commune. L'arrivée de l'armée fut pour lui une fête. Il voulut la célébrer par un déjeuner extraordinaire. Deux amis surviennent; à les invite. Entre un caporal: «Notre lieutenant a à vous parler.— Que me veut-il?— Je n'en sais rien» (C'était probablement une dénonciation d'un ennemi personnel). Le traître part; ses deux amis l'accompagnent. La femme dit: «Je te suis», et monte se chauffer. Puis elle cherche à les rattraper. On lui dit qu'ils sont partis pour la caserne du Prince Eugène; elle y court et voit les trois cadavres.

A l'ambassade d'Autriche.—La *Liberté* nous apprend qu'il y avait là une cour martiale. Il est vrai que, dans son numéro du 5, ce journal crut devoir faire une rectification pour affirmer que les cours martiales n'ordonnaient aucune fusillade.

«Des nouveaux renseignements modifient sur certains points les détails que nous avions donnés dans le numéro de la *Liberté* d'avant-hier sur le fonctionnement des cours martiales, et notamment à l'ambassade d'Autriche, rue de Grenelle-Saint-Germain.

«Ces conseils ont pour but d'opérer un premier triage, afin de ne pas prolonger la captivité de ceux qui, après l'interrogatoire, sont reconnus innocents.

«Aucune condamnation n'est prononcée contre les autres, et aucune exécution n'a lieu par conséquent».

Cette rectification, s'appliquant aux cours martiales, c'est-à-dire au Châtelet, au Luxembourg, au Collège de France comme à l'ambassade d'Autriche, est une des choses les plus hardies qu'on ait écrites alors. On fusillait encore à la Bourse. On lit dans le *Français*, pour la journée du 25 :

«C'est à la Bourse qu'a eu lieu le plus grand nombre des exécutions des insurgés pris les armes à la main. On attachait aux grilles ceux qui voulaient résister».

On fusillait aussi à la caserne des municipaux, à côté de la mairie de la Banque. Quand M. Ulysse Parent, aujourd'hui membre du conseil municipal, fut arrêté pour la première fois, le jeudi 25 (c'est de lui que je tiens ces détails), il fut conduit à la mairie de la Banque, où il fut interrogé par le colonel Quevauxvilliers. Après quelques questions, celui-ci dit : «On va examiner votre cas, à côté». Et il l'envoya à la caserne. En entrant, il aperçut dans un coin une pile de cadavres. J'ai déjà raconté qu'on lui montra ces cadavres un prétendu Lefrançais. Peu s'en fallut que M. Ulysse Parent ne grossît de son corps ce sinistre charnier. Par bonheur, il rencontra là un aide-major de la garde nationale qui le tira d'affaire. Les journaux du temps mentionnent un assez grand nombre d'exécutions à cette caserne.

Les exécutions de la place Vendôme ont été plus nombreuses. On y faisait converger les prisonniers des divers points de Paris, on les y enfermait passagèrement. Une prévôté y était installée.

Quand la troupe entra rue de Valois, on fit prisonnier tout ce qu'on trouva dans la maison du *Rappel*, y compris les locataires de la maison et l'imprimeur, M. Balilout. Je tiens de M. Balilout et d'un de mes anciens collaborateurs, le récit de leur voyage à Versailles. Ils furent conduits d'abord place Vendôme. La place avait l'aspect d'un camp. Les barricades étaient encore debout, seulement on y avait ménagé des passages. A droite, en entrant, ils virent «une pile comme les piles de bois dans les chantiers, seulement elle était faite de cadavres». Un officier leur dit qu'on allait leur faire «leur affaire». Un officier supérieur donna un contre-ordre et les fit conduire dans une cave où il y avait déjà des prisonniers.

De leur cachot, ils purent entendre les détonations des fusillades.

J'ai déjà cité, en parlant des pétroleuses et des empoisonneuses, le passage du *Times* du 29 mai, parlant des prisonnières qu'on allait exécuter, place Vendôme. Les journaux français de la même époque mentionnent souvent ces exécutions : ainsi le *Paris-Journal*, du 28 mai, dit :

«Jeudi, nous avons vu conduire à l'état-major de la place Vendôme treize femmes, jeunes pour la plupart... Quelques instants après, une lugubre détonation indiquait que justice était faite...»

Je viens d'énumérer quelques-uns des abattoirs. Il s'en faut de beaucoup que la liste soit complète. Je voulais seulement donner quelques exemples qui fissent comprendre de quelle façon le massacre était organisé.

## VI.

### Le Châtelet.

Dans cette terrible semaine, rien ne fut comparable à la cour martiale du Châtelet. Seule, elle suffirait pour rendre à tout jamais exécration le souvenir de la répression.

L'histoire s'étonnera que de telles horreurs aient pu s'étaler à la lumière, au plein dix-neuvième siècle, au cœur de Paris, se continuer plusieurs jours avec une sorte de régularité officielle, et réunir sur une place publique des milliers de spectateurs, sans que le gouvernement arrêtât la tuerie qui se faisait en son nom, sans qu'un mot, un seul petit mot fût prononcé à la tribune française, sans même qu'on parût, dans les années qui suivirent, en avoir conservé la mémoire.

Pour la cour martiale du Châtelet, les documents abondent : le *Siècle* et le *Gaulois* du 29 mai, la *Patrie* et le *Figaro* du 30, les *Débats* du 31, notamment, décrivent le féroce tribunal. M. l'abbé Vidieu, vicaire à Saint-Roch, qui a publié en 1876 une *Histoire de la Commune de Paris*, y donne, à titre de témoin oculaire, les détails les plus précis sur cet affreux abattoir. Enfin, le procès de la *Lanterne*, en faisant connaître les circonstances de la mort de Villain, a rappelé la cour du Châtelet à tous les souvenirs. J'ai eu de plus des documents et des renseignements inédits qui me permettent de compléter le triste tableau des massacres du Châtelet.

Il ne s'agit plus ici d'exécutions isolées comme au Luxembourg ; c'est par fournées que les victimes sont envoyées à l'abattoir.

J'en trouve la preuve dans les *Débats*, du 31 mai :

«De temps à autre, on voit sortir une bande de quinze à vingt individus, composée de gardes nationaux, de civils, de femmes, d'enfants de quinze à seize ans, pris les armes à la main et dont la participation active est clairement établie par des témoignages non équivoques. Ces individus sont des condamnés à mort».

Dassons maintenant à M. l'abbé Vidieu, vicaire de Saint-Roch :

«Les condamnés sortaient du théâtre par groupes de vingt à quarante, escortés par les soldats... Arrivés à la caserne, la porte s'ouvrait et se refermait sur la journée, c'est le mot qu'employait la foule très nombreuse sur tout le parcours; puis on entendait des feux du peloton suivis de coups de feu précipités: c'était la journée qui tombait!...»

Le *Standard*, le journal conservateur anglais, publie une dépêche de l'agence Reuter, disant, à propos des cours martiales du Châtelet, du Champ-de-Mars et du parc Monceau:

«Des journées de cinquante et cent insurgés sont à la fois passées par les armes.»

Enfin, un témoin m'écrit que le 28 mai, en deux heures, à partir de deux heures de l'après-midi, il a vu sortir du Châtelet six convois pour Versailles, et autant pour la caserne Lobau.

Des groupes de quinze à vingt condamnés, disent les *Débats*, de vingt à quarante, dit l'abbé Vidieu, et cela de temps à autre!... Il y a encore, à Paris, des centaines de personnes qui ont vu ces lugubres processions de condamnés, elles peuvent dire que l'appréciation de l'abbé Vidieu n'a rien d'exagéré, au contraire.

Or, la cour martiale du Châtelet était déjà en fonctions, le mercredi; c'est le mardi seulement qu'elle a cessé de condamner. Elle siégeait jour et nuit. Comment calculer le chiffre des morts? On est modéré en affirmant qu'il faut les compter par centaines. D'après un propos qui m'a été rapporté, on se serait vanté d'en avoir fusillé la deux ou trois mille. C'est le chiffre qui fut indiqué à la porte de la caserne, à un témoin qui m'écrit: «Là, j'ai entendu dire à un monsieur décoré qu'on en avait fusillé au moins trois mille». Il y avait des pièces et des listes au Luxembourg; j'ignore s'il y en avait au Châtelet. A coup sûr, comme on le verra plus tard, l'autorité militaire, dans la suite, a toujours prétendu n'avoir aucun moyen de retrouver le nom d'aucune victime. Était-elle sincère, ou voulait-elle empêcher qu'on n'apprit le plus léger détail sur les victimes du Châtelet? C'est ce qu'il est encore aujourd'hui impossible de savoir.

Un homme a laissé son nom attaché à la cour martiale du Châtelet: le colonel de la garde nationale Vabre.

M. Vabre est un ancien sous-officier de l'armée; il donna sa démission de bonne heure et s'établit marchand de charbon, route d'Asnières, au coin du pont. On dit que ses affaires prospérèrent et qu'il avait amassé quelque bien, quand arriva le 4 septembre.

Quand on constitua la garde nationale, il se fit élire chef d'un bataillon à Clichy, le 34-e. Au 31 octobre, il accourut à l'Hôtel-de-Ville et sut si bien se faire valoir par l'ardeur de son zèle, qu'il se fit nommer commandant de l'Hôtel-de-Ville. On m'assure que c'est le général Ducrot qui le recommanda: il est digne de cette recommandation. C'est ainsi qu'il devint colonel.

Ceux qui ont connu l'Hôtel-de-Ville à la fin du siège, se rappellent le colonel Vabre comme un des hommes qui semblaient les plus impatientes, au temps de la guerre prussienne, d'avoir l'occasion de frapper sur les Prussiens. Aussi fut-il dé-

coré, à la fin du siège. C'est lui qui commandait quand, la veille de la capitulation, les mobiles bretons balayèrent la place à coups de fusil. Le 18 mars, il reçut l'ordre de se replier sur Versailles, où il passa le temps de la guerre civile. Rentré dans Paris avec l'armée, il prit une inoubliable revanche.

On sait déjà, on verra encore ce qu'il fit de la prétendue cour martiale qu'il présidait. Ses glorieux services furent récompensés d'une éclatante façon. Un an après, il devenait officier de la Légion d'honneur. C'était un avancement singulièrement rapide. En un an, il franchissait les deux premiers grades de l'ordre.

La commission d'enquête, présidée par M. Daru, a tenu à entendre son témoignage; ce n'était pas, bien entendu, pour savoir ce qui s'était passé au Châtelet (il n'en fut pas question).

On raconte que M. Vabre après ces tristes événements fut poursuivi par les hideux souvenirs du massacre, par d'impitoyables hallucinations; que, retourné dans son pays, à Rodez, il dut le quitter devant l'accueil qui lui fut fait; qu'ayant été pris à partie par un journal de Toulouse pour ses exploits du Châtelet, il menaçait le gouvernement de se défendre et de présenter l'ordre de service qui lui avait été donné à titre de grand prévôt, par M. Thiers. C'est alors qu'il aurait été nommé officier de la Légion d'honneur.

Depuis lors, il fait valoir ses capitaux.

Le colonel Vabre était assisté par des officiers de l'armée. Il résulte notamment d'un des récits qui suivront, que, dans la nuit du 28 au 29, la cour martiale avait été présidée par le capitaine de gendarmerie S..., lequel fut envoyé en Corse aussitôt après les événements. La police semble avoir été mêlée à l'armée dans ce tribunal. Le journal la *Lanterne*, lors des incidents de son procès, s'est dit en mesure de maintenir, contre toutes les dénégations, qu'il y avait deux officiers de paix.

Tout un coin de Paris était rempli par l'horreur du massacre du Châtelet.

Au théâtre même, on amenait les prisonniers, on les jugeait.

Les condamnés étaient menés, les mains liées, à la caserne Lobau.

Les cadavres étaient rapportés, par fourgons, au square Saint-Jacques-la-Boucherie.

L'encombrement des cadavres, la foule amassée partout et couvrant d'insultes les victimes, le passage de convois des prisonniers les mains liées, le sang qui coulait à flots dans la Seine, le Théâtre-Lyrique, l'Hôtel-de-Ville, la rue de Rivoli en flammes; voilà quel était, là, le lendemain de la guerre civile.

Il faut tracer dans tous les détails le tableau que présentait l'abattoir du Châtelet.

On connaît la façade du Châtelet, ce spécimen de l'architecture haussmannienne: elle est creusée de deux portiques profonds, l'un au rez-de-chaussée, sur lequel s'ouvrent les portes d'entrée, l'autre au premier étage, formant promenoir devant le foyer du public. Le mercredi, il y avait eu dans ce théâtre un commencement d'incendie qui avait été rapidement éteint. Les flammes qui dévoraient en face la maison de Weber et de

Mozart, avaient épargné la scène vouée aux fêtes et aux drames militaires, où les dernières générations de l'empire ont entendu chanter la romance: *Ote donc tes pieds d'la*.

Dans les derniers jours de la semaine de mai (du mercredi 24 au lundi 29), on donnait au Châtelet un spectacle différent, mais qui n'aurait pas moins les curieux. Une foule serrée grouillait et criait sur la place. Des municipaux à cheval (comme pour les grandes représentations de l'Opéra ou des Français) contenaient la multitude du poitrail de leurs montures et dégageaient le large trottoir qui entoure le théâtre. Sur ce trottoir, on voyait stationner et se promener des officiers, des soldats, des policiers. Quelques officiers étaient assis sur les chaises. La porte était gardée par un agent de la sûreté, de grande taille et de mine patibulaire, l'arme au bras, le pistolet à la ceinture, une bande tricolore au képi.

Des prisonniers arrivaient à chaque instant. C'était un va-et-vient continu, tantôt des convois nombreux, tantôt des hommes isolés.

Il y avait de tout dans les malheureux que les détachements de troupes amenaient. L'abbé Vidieu y note «des gardes nationaux, des hommes en blouse, des femmes des faubourgs, des cantinières, des enfants déguenillés». Ajoutez les passants arrêtés dans les rues, les gens arrêtés dans leurs maisons, les blessés ou les malades d'une ambulance évacuée sur la cour martiale. On en amenait de tout Paris, depuis le quartier des Champs-Élysées jusqu'au faubourg Saint-Antoine.

Il leur fallait traverser la foule pour arriver jusqu'à la porte: au milieu de quelles huées, de quelles insultes, de quelles menaces, de quels cris de mort, le lecteur le devine. *La Patrie* du 30 mai parle en termes curieux de cet accueil fait aux prisonniers: «*Leur mise et leur démarche excitent le mépris et l'indignation de la foule prête à se ruer sur eux. C'est à grand-peine que les soldats de l'escorte peuvent contenir quelques-uns des assistants qui veulent se précipiter sur ces misérables*». Que dites-vous de cette indignation excitée par des mises et des démarches?

Les prisonniers, une fois entrés dans le théâtre, n'étaient pas soustraits pour cela aux cris furieux de la multitude. Ils attendaient leur tour sur la terrasse couverte du premier étage. On les voyait d'en bas reparaitre au balcon du promenoir. Si, alors, ils étaient soustraits aux voies de fait, les clameurs les poursuivaient jusque là, comme pour les désigner aux rigueurs de la cour martiale. Le meute, restée à la porte, aboyait encore après le gibier placé hors de sa portée.

L'abbé Vidieu décrit ainsi la scène:

«*Quand on les voyait se promenant sur la terrasse, ils étaient l'objet des malédictions de la foule qui stationnait sur la place du Châtelet.*

«*Ces cris de réprobation, il faut bien le dire, étaient loin de déconcerter les insurgés qui portaient haut la tête. Cette attitude était surtout remarquable chez les combattants, et leurs réponses provocantes ne s'harmonisaient que trop avec le cynisme de leur physionomie: «Nous avons perdu les deux premières parties, celle de juin*

1848 et celle de mai 1871; mais nos arrière-neveux gagneront la troisième».

Quelle confiance que nous avons dans la parole du vicairé de Saint-Roch, nous avons quelque peine à croire que les prisonniers, à moins d'avoir des porte-voix, répondissent par un exposé de principes, du balcon du foyer, qui est très haut, à la foule massée sur la place; et tous ceux qui ont passé devant le Châtelet partageront nos doutes.

*La Patrie* dit simplement qu'on regardait les prisonniers sur leur terrasse, comme on regarde les bêtes féroces au Jardin des Plantes.

Le tribunal siégeait dans le foyer, très vaste et assez nu, placé derrière le promenoir. Il jugeait au bruit des clameurs du dehors.

Parmi tous les lieux de massacre qui existaient alors dans Paris, celui-ci était l'abattoir central. D'autres étaient établis par le caprice d'un officier supérieur, d'autres par la volonté d'un chef de corps: celui-là semble avoir été voulu, institué par le gouvernement lui-même. M. Vabre, dans les journaux du temps, est appelé le «grand prévôt». Il serait venu là, d'après un renseignement que j'ai déjà cité, avec un ordre de M. Thiers lui-même. L'autorité civile reconnaissait cet étrange tribunal. M. Ansart y envoyait un homme qu'il voulait faire... juger. La police faisait régulièrement le service du Châtelet. C'est ce qui ressort du procès de la *Lanterne* (interrogatoire des témoins).

M. Pécéral, brigadier-chef de la brigade de sûreté, dépose:

«*Jus envoyé avec trente-cinq hommes au Châtelet.*

Et il avait déjà indiqué quel avait été son rôle: «*J'ai vu exécuter Villain*». Donc, il conduisait les prisonniers du tribunal au lieu d'exécution, — ce qu'indique du reste cette autre réponse: «*En rentrant au Châtelet, j'ai demandé au colonel Favre ou Barre ce qu'un nommé Villain avait fait, etc.*».

L'abbé Vidieu assure naïvement que «les jugements de la cour martiale n'étaient prononcés qu'en parfaite connaissance de cause». Il faut croire alors que les juges étaient singulièrement perspicaces. Les prisonniers étaient amenés par centaines, ils étaient envoyés à la mort par vingtaines. C'est dire combien l'instruction était expéditive, le procès brusqué, la défense abrégée, et l'arrêt vite rendu. Pas de papiers, pas de témoins; pour discussion, les quelques mots que pouvaient placer un malheureux épouvanté entre de brutales questions. Rien de si étrange que les chefs d'accusation. On amena là une femme dont le seul crime était d'être la concierge d'Édouard Lockroy! Elle jurait qu'elle n'avait rien fait.

— Mais, lui dit la cour, vous remettez ses lettres à M. Lockroy (!).

Par exception, on voulut bien ne pas punir ce crime de la peine capitale. En revanche, voici quelques-uns des jugements rendus «en parfaite connaissance de cause».

(<sup>1</sup>) M. Édouard Lockroy a publié dernièrement dans le *Rappel* le fait, qu'il m'avait raconté dès 1871.

Villain travaillait à éteindre l'incendie de la préfecture de police. M. Ansart ordonne à deux pompiers de le conduire au Châtelet. Que prétendait savoir M. Ansart? Qu'une rumeur vague accusait Villain d'être un des incendiaires. Que savaient les pompiers? Que M. Ansart leur avait ordonné d'arrêter Villain. Que savait la cour prévôtale? Ce que les pompiers avaient pu lui dire... Et le soir, Villain était exécuté.

On amène au Châtelet tous les blessés d'une ambulance. Quel est leur crime? Leur blessure. Elle fait supposer qu'ils se sont battus. Mais beaucoup de Parisiens, tout à fait étrangers au combat, ont été atteints par accident, en se risquant trop tôt dans les rues.—Peu importe. Tous les blessés sont exécutés, et dans leur nombre, un malheureux qui était à l'ambulance, non pour une blessure, mais pour une maladie.

La cour du Châtelet est imployable, surtout pour les étrangers. «Dans la liste des individus condamnés samedi, figurait surtout un nombre considérable d'étrangers», dit un journal conservateur de province du 1-er juin, citant un journal de Paris. Et M. Garcin dit dans sa déposition: «Tous ceux qui étaient Italiens, Polonais, Hollandais, Allemands étaient fusillés». Or, on me cite l'exemple d'un homme hostile à la Commune, arrêté chez son patron, condamné à mort le vendredi; il avait un nom étranger, Eyth. Et je raconterai l'histoire de ce libraire hollandais, arrêté avec sa femme, rue de Rivoli, et exécuté parce qu'il avait cent cinquante mille francs sur lui.

Exécuté aussi, après jugement, au Châtelet, M. Lancaster, l'un des petits localitaires de la maison où M. le marquis de Forbin-Janson dénonça et fit arrêter tous ses voisins.

Exécuté après jugement au Châtelet, M. V...., chapelier, rue Saint-Honoré, fournisseur de l'armée, victime d'une délation qui n'avait d'autre cause qu'une haine particulière.

Et peut s'en fallu que M. Fine, horloger, n'eût le même sort. Un confrère, un rival, M. G...., le dénonça six fois, le fit six fois conduire au Châtelet, en disant qu'il était membre de la Commune! Heureusement, M. Fine avait obtenu un certificat d'un officier supérieur qui habitait la maison; plus tard il traduisit le dénonciateur devant la justice et le fit condamner à 2.500 francs de dommages-intérêts.

C'est ainsi que les vengeances particulières, les soupçons les plus absurdes, une blessure, un nom ou un accent exotique, que sais-je encore? amenaient au loyer du Châtelet, par fournées, les malheureux qu'en quelques minutes leur trouble, leur émotion, un caprice de juge, au milieu des clameurs féroces de la foule, faisaient, par fournées aussi, envoyer à la mort.

Au Châtelet comme au Luxembourg, le tribunal évitait d'appeler la mort par son nom...

Un des plus féroces parents et lieutenant de Mehemet-Ali, envoyé par le despote égyptien dans le Haut-Nil, avait trouvé pour les ordres de tuerie un ingénieur anonyme. Quand il voulait se débarrasser d'un homme, il disait: «Menez-le au juge d'instruction». Le juge d'instruction était un canon à la bouche duquel on liait le malheureux; puis on tirait.

M. Vabre avait une expression différente, mais aussi ingénieuse. Il ne disait pas «le juge d'instruction», mais «la brigade». — Le journal *la Nation Française*, du 1-er juin, écrit:

«Quand le grand prévôt dit ces mots: transférez à la brigade, l'accusé n'a plus qu'à recommander son âme à Dieu. Il ignore cependant généralement ce que ces mots signifient et n'apprend son sort qu'en entrant dans la cour de la caserne».

Le *Gaulois* du 29 mai fournit un renseignement de plus:

«Après le jugement, le président les fait passer par la porte de droite ou par celle de gauche, suivant leur degré de culpabilité.

«Ceux qui sortent par la porte de droite sont dirigés sur Versailles, dans les convois de prisonniers conduits à Satory».

«Ceux qui sortent par la porte de gauche sont entraînés à la caserne Lobau et immédiatement fusillés».

A la porte du Châtelet, la locution changeait: les soldats appelaient les prisonniers, suivant qu'ils étaient condamnés à mort ou provisoirement épargnés, les «voyageurs pour Lobau» ou les «voyageurs pour Satory» (*Figaro* du 30 mai).

Laissons, pour le moment, les «voyageurs pour Satory» (nous les retrouverons plus tard), et suivons les «voyageurs pour Lobau». On les attache «deux à deux par le poignet» (*l'Abbé Vidua*). Puis le convoi se dirige par les quais vers l'abattoir. «Ils marchent deux par deux, escortés par un peloton de chasseurs à pied. Une escouade de chasseurs ouvre et ferme la marche» (les *Débats* du 31 mai). On devine que la foule ne leur épargne pas les injures sur leur passage.

Un témoin m'adresse une lettre où il décrit en ces termes le spectacle que présentaient les convois de prisonniers:

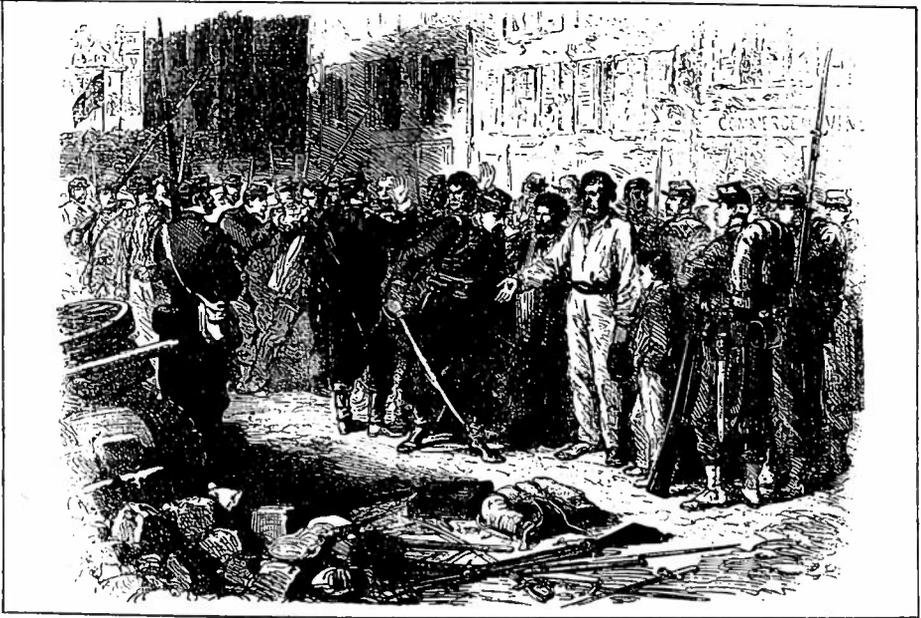
«Le 28 mai 1871, à deux heures de l'après-midi, j'étais en face du Châtelet. J'ai vu en deux heures sortir six convois pour Versailles et autant pour la caserne Lobau. J'ai vu dans tous ces convois beaucoup de jeunes filles ou de jeunes femmes. La foule qui stationnait là était composée d'hommes en blouse bleue et de femmes en mouchoir sur la tête. Tous ces gens hurlaient sur le passage des prisonniers.

«J'ai vu sortir de la cour martiale six enfants conduits par quatre sergents de ville. L'aîné des enfants avait à peine douze ans, le plus jeune à peine six ans. Les pauvres petits pleuraient en passant au milieu de la haie formée par ces misérables... «A mort! A mort!» criaient ces bêtes fauves, «cela ferait des insurgés plus tard».

«Le plus petit des enfants était nu-pieds dans des sabots, n'avait que son pantalon et sa chemise, et pleurait à chaudes larmes.

«Je les ai vus entrer à la caserne Lobau. Au moment où la porte se referma sur eux, j'ai dit: c'est un crime de tuer des enfants. Je n'ai eu que le temps de me sauver, sans quoi j'allais au Châtelet comme tant d'autres».

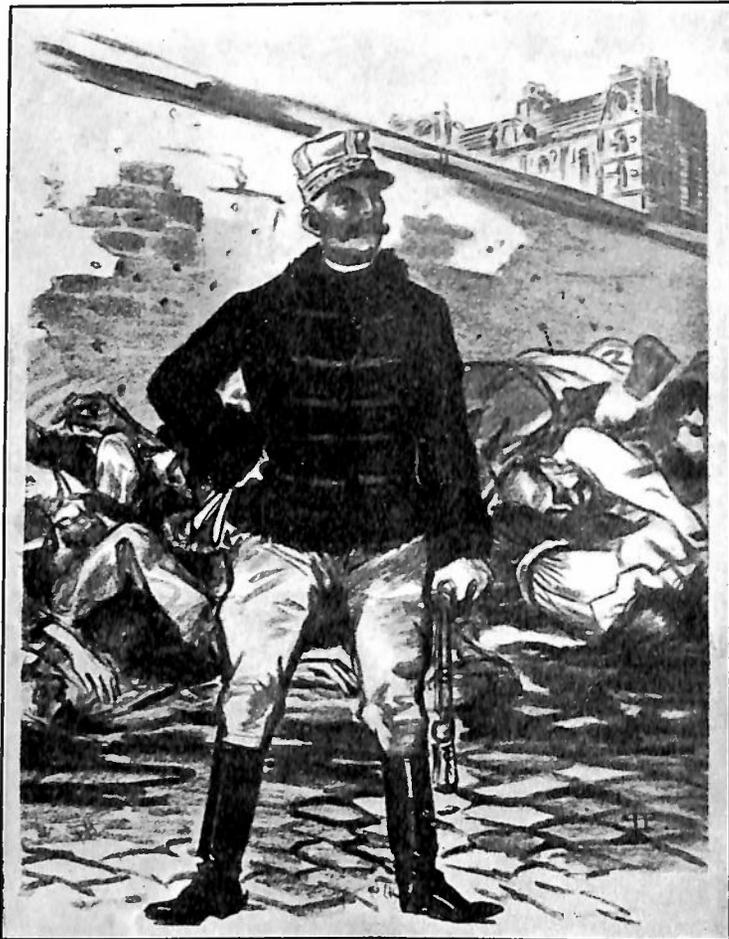
Quand les convois de condamnés étaient arrivés à la caserne, la porte de métal s'ouvrait pour les recevoir, puis se refermait sur eux.



EXAMEN DES MAINS DES PRISONNIERS FÉDÉRÉS.  
Tout insurgé dont les mains étaient noircies par la poudre, était passé par les armes.



CONVOI DE PRISONNIERS.



Le Bourreau:  
Le Général de GALLIFET.

Aussitôt la fusillade partait.

Je voudrais pouvoir douter de ce qui suit, mais j'ai reçu, des côtés les plus divers, des témoignages concordants: ce qui se passait dans l'intérieur de la caserne, une fois les portes fermées, ce n'était pas une exécution, c'était une chasse. La configuration des lieux aurait rendu l'opération difficile, à cause du ricochet des balles, des exécutions collectives aussi nombreuses dans les conditions ordinaires. On ne s'amusait pas à aligner les condamnés contre le mur; comment faire? Il y en avait quelquefois quarante d'une même fournée. On lâchait les prisonniers dans la cour, et les exécuteurs les tiraient en quelque sorte au vol.

Tandis que les malheureux se répandaient pêle-mêle, à l'improviste, des feux de peloton éclataient, frappaient dans le tas. La plupart tombaient; mais le hasard des balles avait épargné des victimes; quelques-unes, atteintes, se débattaient, se relevaient avec effort, d'autres couraient ça et là: de nouveaux coups de feu les attrapaient au bond. Tirés en hâte, la plupart, sans doute, manquaient le but. On visait mieux: à la fin, tous étaient à terre, dans le sang, les agonisants parmi les cadavres... tout allait pêle-mêle, dans le même tombereau.

M. l'abbé Vidieu, vicaire de Saint-Roch, n'a garde de raconter une telle scène, d'ailleurs il restait à la porte, mais les indications qu'il donne laissent deviner la vérité. Voici ce qu'il dit:

«La porte s'ouvrait et se refermait sur la fournée... puis on entendait des feux de peloton suivis de coups de feu précipités: c'était la fournée qui tombait».

Ces «feux de peloton suivis de coups de feu précipités», qu'est-ce, sinon le bruit de la chasse entendue du dehors?

Eh bien!... qui, le croirait, là encore il y avait un aumônier; oui, il y avait un prêtre qui avait accepté un rôle dans cette boucherie;—un prêtre qui préparait les victimes au massacre par l'absolution;—un prêtre qui mettait le visa de l'Evangile sur cette tuerie infâme;—un prêtre qui administrait ses frères en Jésus-Christ avant de les envoyer dans le vol éparpiller des balles;—un prêtre qui portait la croix sur la poitrine, et qui patageait, le jupon retroussé, dans le sang de l'abattoir!

Rappelez-vous que l'on a fusillé à la caserne Lobau cinq jours de suite.

La tuerie était encore une curiosité fort courue. Par malheur, on ne pouvait pas entrer; tout se passait les portes closes; la foule était réduite à voir arriver les condamnés, à entendre du dehors le bruit de l'exécution et à regarder sortir les cadavres. Mais, si incomplet qu'il fût, le spectacle allairait beaucoup de monde. On m'a même assuré que des bancs étaient installés en vue de l'entrée de la caserne, et qu'on y louait des places.

Un écrivain de premier ordre, artiste fort désintéressé des choses de la politique, et plutôt porté vers les parlés monarchiques par ses relations et par ses origines, a vu par hasard cette scène hideuse et l'a décrite à un de nos amis avec ce don d'observation exacte, ce sens profond du détail pittoresque et vrai, qui caractérisent son rare talent. Il est revenu de là plein d'horreur.

Il avait vu les condamnés entrer; il avait entendu la déchirante explosion de la fusillade qui faisait bondir et vibrer, avec une sonorité sourde et profonde, les plaqués de métal des portes; puis, au bout de quelques secondes, comme d'une source intermittente, un flot de sang frais, dégagé par le conduit de la cour, traçait un filet rouge, dans le ruisseau de la rue. Enfin, la porte se rouvrait et M. l'aumônier paraissait, son parapluie à la main, le sang clapotant dans ses souliers.

C'est probablement de cet abattoir que venait le flot rouge qui courait dans les eaux du fleuve sans s'y mélanger. «On voyait hier sur la Seine, dit la *Petite Presse* (citée par la *Politique*, du 31 mai 1871), une longue trainée de sang suivant le fil de l'eau, et passant sous la deuxième arche du côté des Tuileries. Cette trainée de sang ne discontinuait pas».

L'indication de la deuxième arche du côté des Tuileries correspond exactement à la situation de la caserne Lobau. A cette date, le combat étant fini, l'endroit le plus proche d'où ce sang pût venir était l'abattoir voisin de l'Hôtel-de-Ville.

Je raconterai prochainement l'histoire d'une des victimes fusillées à la caserne Lobau, d'après un très dramatique récit-manuscrit que le lecteur Robinet a bien voulu me communiquer. J'y vois qu'un ami de la famille du fusillé alla deux fois à la caserne chercher à recueillir quelques renseignements. La seconde fois, c'était le mardi 30, la cour martiale ne siégeait plus, la porte de la caserne était ouverte; il vit dans la cour, des soldats, les pantalons relevés, éponger le sol au milieu d'une mare de sang.

Après chaque exécution, comme je l'ai dit, on débarrassait la cour des cadavres «qu'on enterrait provisoirement, dit l'abbé Vidieu, sur les berges de la Seine, dans les squares, un peu partout».—C'est le square Saint-Jacques-la-Boucherie qui recevait le plus gros contingent. Le Châtelet, la caserne Lobau, le square Saint-Jacques formaient les trois étapes des victimes. Le square était digne du théâtre et de la caserne.

On y creusait de vastes tranchées, où les corps étaient jetés en désordre. «Ce sont, dit le *Sicéle* du 20 mai, des soldats du génie, aidés de travailleurs civils, qui sont chargés de cette lugubre besogne. On estime à plus de mille le nombre des cadavres qui ont déjà été enterrés à cet endroit».

Les grilles étaient closes; des factionnaires se promenaient devant les portes. Quand on s'approchait, le spectacle était hideux.—Le printemps se mêlait à toutes les horreurs de la guerre civile; et l'on sait avec quelle magnificence il éclate dans ces bouquets d'arbustes précieux, dans ces touffes magnifiques de fleurs et de feuillages exotiques, qui rendent si coquets les jardins de Paris: toute cette verdure resplendissante de mai était saccagée; des branches cassées, avec leurs parures nouvelles, pendaient au-dessus des fosses. On entrevoyait, sous l'épaisseur de la végétation, parmi les floraisons et les feuillures, les plates-bandes étrangement soulevées, des pieds mal recouverts, des bras vêtus de manches d'uniformes avec des mains couleur de cire poussant sinistrement hors du sol, des faces putréfiées aux

yeux fixes et morts se haussant hors de terre. Tout ce renouveau était hideusement hanté: une odeur asphyxiante de décomposition humaine étouffait les parfums du printemps et soulevait le cœur des passants,—et quand la nuit apaisait, autour du square, la grosse rumeur de Paris, on entendait sortir du milieu des verdure, des murs-murs affreux, des gémissements étouffés... Car, on s'était bien pressé de vider les tombereaux, et plus d'un vivait et râlait encore, dans la fosse commune.

On croit peut-être que j'exagère? Lisez les journaux du temps:

«Qui ne se rappelle, s'il l'a vu, ne fût-ce que pendant quelques minutes, le square, non, le charnier de la tour Saint-Jacques? Là, on avait enseveli, sous une mince couche de terre, des cadavres ramassés au hasard, et, quand on avait le temps, on reprenait les cadavres dans un fourgon».

(Temps, du 28 mai).

«Ce qui épouvantait le regard, c'était le spectacle que présentait la tour Saint-Jacques. Les grilles en étaient closes, des sentinelles s'y promenaient. Des rameaux déchirés pendaient aux arbres, et partout de grandes fosses ouvraient le gazon et creusaient les massifs.

«Du milieu de ces trous humides, fraîchement remués par la pioche, sortaient ça et là des têtes et des bras, des pieds et des mains. Des profils de cadavres s'apercevaient à fleur de terre, vêtus de l'uniforme de la garde nationale: c'était hideux... une odeur fort écœurante sortait de ce jardin. Par instants, à certaines places, elle devenait fétide. Des tapissières attendaient leur horrible chargement».

(Moniteur Universel, du 1-er juin).

«Au square de la tour Saint-Jacques, les ensevelissements ont été comme partout très hâtivement faits, et souvent, aux heures nocturnes, on a vu deux bras qui sortaient de terre.

«La peur a gagné quelques habitants, et les légendes commencent à circuler relativement aux cris, aux gémissements que couvrent les bruits du jour, mais que la nuit aurait permis d'entendre. Des hommes incomplètement tués et jetés avec des amas de morts dans les fosses communes, juraient lutté dans une terrible agonie sans être secourus».

(Le Figaro, du 8 juin, citant Le Temps).

Le Standard, tout conservateur qu'il est, dit dans une correspondance du 8 juin:

«Le Temps, qui est un journal prudent et non incliné à publier des nouvelles à sensation, raconte une terrible histoire de personnes imparfaitement fusillées et enterrées avant que la vie ait complètement disparu.

«Que beaucoup de blessés aient été enterrés vivants, je n'ai là-dessus aucun doute».

Le même journal (N° du 31 mai, correspondance latée du 28 mai) dit:

«Les prisonniers sont emmenés par fourgons à certaines places d'exécutions désignées d'a-

vance. Une de ces places est l'Ecole-Militaire; une autre, la caserne Napoléon, située immédiatement derrière l'Hôtel-de-Ville.

«Un des hommes employés à cette besogne m'a fourni quelques renseignements que je veux croire exagérés. Il m'a dit qu'à la caserne Napoléon depuis la dernière nuit, cinq cents personnes ont été exécutées, et que la cour est remplie de sang et de cadavres. Pour entraîner les prisonniers à marcher sans faire résistance, on leur dit qu'ils vont à Versailles, et c'est seulement quand ils arrivent sur le lieu d'exécution et voient le sang et les cadavres, qu'ils s'aperçoivent que leur dernière heure est arrivée. Parmi eux, il y a invariablement des femmes et des enfants qui pleurent et demandent grâce: mais tous sont poussés en avant et immédiatement massacrés».

M. Maxime Ducamp prétend (t. II, pièces justificatives) que, dans les trois squares des Bagnolles, du Temple et Saint-Jacques réunis, on n'a enterré en tout que soixante-deux cadavres.

M. Maxime Ducamp tient ce renseignement de la police.

## VII.

### Satory.

...Arrivons au camp de Satory.

On avait fait tant de milliers de prisonniers qu'il était impossible de les loger; on les entassa, on les parqua. Tandis que bon nombre étaient entassés dans de longues caves, où l'on était asphyxié par une odeur nauséabonde, la plupart étaient jetés dans cette mémorable cour de Satory, où tant de malheureux ont éprouvé leurs pires souffrances et leurs plus atroces angoisses.

Imaginez une cour très vaste, entourée de murs hauts à peu près de trois mètres, avec des bâtiments d'un côté. Les malheureux que nous avons vus arriver, les pieds en sang, la gorge en feu, le cerveau bouleversé, les vêtements en haillons, étaient entassés là, par milliers, non dans les bâtiments, mais dans la cour. Pour lit ils avaient le sol et d'infectes boîtes de paille; pour nourriture un morceau insuffisant de pain noir; et pour boisson, un peu d'eau, pas assez pour leur soif. On en croira le journal de M. Pessard (N° du 30 mai):

«Nous apprenons que plusieurs députés qui ont visité le camp de Satory, se sont émus du pitoyable état des prisonniers... Il y en a plusieurs milliers qui se trouvent à découvert, exposés jour et nuit au vent, au soleil, à la pluie, n'ayant pour se coucher que la terre humide et boueuse. La nourriture qu'on leur distribue se compose uniquement de pain; elle est insuffisante. Ils n'ont pas la quantité d'eau nécessaire pour étancher leur soif».

Le premier jour, le soleil frappait sur eux tout à son aise. Pas d'ombre, pas d'abri. La plupart n'avaient pas de coiffure, j'ai dit pourquoi. Tant de souffrances et tant d'angoisses les avaient égarés. On disait au rédacteur du Times qui les visita, que les chefs de la Commune les avaient enivrés avec un mélange d'eau-de-vie et de labac.

Étrange et tenace ivresse, que ni le long voyage de Paris à Versailles, ni les heures écoulées depuis leur arrestation, n'avaient dissipée! Le lecteur sait ce qu'il faut penser de cette imagination. Les prisonniers étaient pour la plupart étrangers à la Commune et arrêtés chez eux; et c'était la sévère ivresse des tortures, des angoisses, avec les troubles cérébraux qu'elle entraînait, qu'on mettait sur le compte de l'alcool.

Tant que le ciel resta pur, les douleurs des prisonniers furent relativement modérées. Le jour, on brûlait, et plus d'une congestion se produisit; la nuit, on grelottait dans les haillons; mais à partir du jeudi, le temps se gâta, des orages crevèrent, de longues pluies détrempèrent le sol. Alors le supplice n'eut plus de nom. Qu'on imagine le sort des malheureux, trempés dans leurs misérables et minces guenilles (pendant plusieurs jours); et la nuit, obligés de s'étendre, tout de leur long, dans une mare de fange sous l'averse! La paille qu'on leur avait distribuée était devenue bientôt un immonde fumier. Ils étaient enduits d'une couche de boue. Et toujours la pluie; le froid humide; les dents claquant, le corps grelottant, le sommeil impossible!

La première pluie fut déjà atroce. On avait donné l'ordre de rester couché. C'était impossible: rester huit heures étendu dans ce cloaque! Quelques-uns n'y tenaient pas, se levaient. On les avertit qu'on tirerait sur eux, et, en effet, chaque fois qu'une forme noire se dressait dans l'ombre, les sentinelles tiraient! Et ceux qui avaient pu fermer les yeux, étaient réveillés par les détonations! Et il y avait là des femmes, des enfants, notamment une femme avec cinq enfants, dont un à la manille!

Le lendemain, pour se réchauffer, on faisait «la mer». Un des prisonniers, dont j'ai la relation sous les yeux, un industriel, arrêté par erreur, décrit ainsi cet exercice:

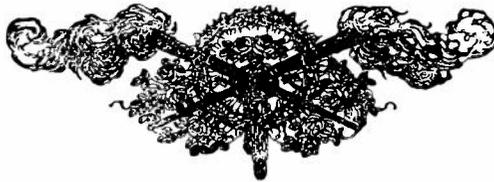
«Deux hommes se mettent dos à dos et se balancent. D'autres viennent se juxtaposer sur les deux premiers, puis d'autres encore, en suivant le mouvement de va-et-vient. On formait ainsi des groupes d'une centaine. Il s'élevait au-dessus deux une vapeur épaisse comme celle de l'eau bouillante».

C'est à partir de cette nuit-là qu'on perça dans les murs les fameuses embrasures. On plaça à chacune d'elles une sentinelle avec un fusil, ou une mitrailleuse, ou un canon chargé à mitraille, pour tirer dans le tas au premier mouvement. Les journaux de Versailles et le *Times* ont décrit ces préparatifs.

Un détail est hideux: je voudrais en douter, c'est impossible. J'ai, sur ce point, des témoignages concluants, concordants, irréfutables. Toutes les relations d'origines très diverses, que j'ai sous les yeux, le rapportent. Les prisonniers avaient pour cabinet d'aisances un recoin de la cour, en face d'une meurtrière, un amas de terre où l'on allait s'accroupir; mais, si en se relevant, le prisonnier montrait la tête au factionnaire placé derrière l'embrasure d'en face, un coup de fusil partait; et l'on faisait transporter le cadavre par les compagnons du mort. Il y avait des morceaux de cervelle sur le mur.

L'horreur dépassa toute mesure dans la nuit du 27 au 28. Cette nuit-là, il y eut une véritable tempête; des torrents de pluie s'abattaient, sans s'arrêter sur le camp au milieu d'épouvantables coups de tonnerre; l'eau tombait par seaux sur le troupeau grelottant aux haillons collés sur la peau et vautré dans un véritable marécage. C'était à devenir fou; plusieurs, en effet, eurent de véritables transports. Rester noyé dans la boue, le corps dans l'eau, la tête dans la fange, était impossible; le bouleversement de la nature avait ébranlé tous les esprits: le troupeau s'agitait, beaucoup se dressèrent, s'étirèrent, cherchèrent un abri, ne sachant que devenir... alors les embrasures firent feu, les détonations éclatèrent; les balles, la mitraille allèrent frapper au hasard dans ce grouillement de prisonniers éperdus; la fusillade, la foudre, l'orage, le râle des blessés et des mourants, se mêlèrent toute la nuit avec une formidable épouvante... il y eut des prisonniers qui se levèrent, marchèrent au hasard, aveuglés par la pluie, franchirent les limites, furent tués par les sentinelles... le petit jour éclaira les cadavres.

C'est ce qu'on appela la révolte de Satory.



# L'INTERNATIONALE DES SYNDICATS ROUGES

ÉTATS-UNIS.

## LES „TRAVAILLEURS INDUSTRIELS DU MONDE“

(I. W. W.)

Mon court séjour sur le sol de la commune ouvrière de Russie m'a donné l'impression que la classe capitaliste a bien réussi à séparer les travailleurs de Russie et d'Amérique. Ceci m'est apparu avec évidence à la lecture de certains articles consacrés, en Russie, aux Travailleurs Industriels du monde (I. W. W.). Il en est qui nous déclarent anarchistes, d'autres qui nous trouvent insuffisamment révolutionnaires, et quelques-uns qui veulent bien nous reconnaître quelque habileté factique. Autant de preuves d'incompréhension.

Certes il y a, parmi nous, des éléments anarchistes; certes, nous ne préconisons pas l'insurrection armée; certes, nombre de nos adhérents, comme les bûcherons qui s'ouvrent à grand-peine un chemin dans les immenses forêts des Etats du Nord-Ouest Américain, sont prédisposés par leur vie même à l'individualisme; certes, bon nombre de nos adhérents peuvent être qualifiés travailleurs nomades ou migrants: c'est le cas des travailleurs des champs qui font les moissons et qui n'ont ni foyer, ni femmes, ni droit de vote, qui n'ont rien de plus que leurs vêtements; c'est aussi relativement, dans nombre de cas, la condition des mineurs.

Les I. W. W. formèrent de 1905 à 1912, et surtout de 1908 à 1910, une association de propagande. Ils propagèrent la philosophie de l'organisation économique du travail sur toute l'étendue des Etats-Unis, constituant bientôt une terrible menace pour la sécurité des classes possédantes. La propagande marxiste, faite dans la rue même, avait une très grande influence sur les ouvriers.

La Fédération des Mineurs de l'Ouest quitta les I. W. W. après 1908, par suite de la scission entre les partisans et les adversaires de l'action politique, scission motivée par la suppression de la clause du programme des I. W. W. qui prévoyait l'action politique. L'association perdit ainsi son importance corporative. Ce fut, sans nul doute, l'occasion pour de nombreux décentralisateurs du

type anarchiste d'entrer dans un mouvement, où nos tribunes et nos réunions dans les rues leur donnaient le moyen de répandre leur idéalisme philosophique avec des résultats désastreux. Situation qui ne pouvait pas durer longtemps, en dépit de l'esprit individualiste de l'ouest; en 1913, les travailleurs de l'Ouest même se révélèrent capables de surmonter la crise provoquée par des désorganisations qui n'avaient probablement pas de mauvaises intentions. Au congrès de 1913, la centralisation remporta une victoire complète.

Cette décision avait la signification d'une déclaration de guerre aux éléments anarchistes, dont la plupart disparurent bientôt. Une intense agitation commença en faveur d'une organisation concrète et il en résulta, dans les Etats adonnés à l'agriculture, un afflux de nouveaux membres qui formèrent l'important Syndicat des Travailleurs de l'Agriculture (Industrial Union of Agricultural Workers); un petit syndicat de Bûcherons se maintint pendant cette période de propagande et put même provoquer et conduire une grève importante dans l'ouest de l'Etat de Washington.

Le Syndicat des Travailleurs de l'Agriculture se développa rapidement et put aider financièrement les bûcherons dont le groupement fut bientôt assez puissant pour devenir l'un des syndicats les plus importants affiliés à l'association des I. W. W. Furent ensuite réorganisés les syndicats de métaux, des transports maritimes, de l'industrie textile. Nés pendant la période de grèves de 1912-1913, ils avaient presque succombé. Tous ces syndicats, entourés d'une multitude d'autres moins importants, donnèrent bien du fil à retordre au patronat. Les I. W. W. sont en guerre constante avec les barons de l'industrie. Ils ont provoqué grèves sur grèves dans les industries. A la déclaration de guerre, nous étions bien déterminés à redoubler d'activité. Il nous arriva souvent de perdre nos meilleurs militants dans la grande bataille qui s'engagea ensuite entre l'association et le capitalisme américain; pendant les années de

la guerre, les I. W. W. seuls ont su, aux Etats-Unis, risquer et donner leur vie, ce dont le tableau d'honneur de nos morts fait foi.

Le patronat avait maintenant un bon prétexte pour écraser les I. W. W. avec la législation de guerre. Il y arriva presque, et nos plus proches amis pensèrent que nous ne pourrions pas résister à ses coups. Ils furent terribles. De trois cent mille membres nous tombâmes à soixante quinze mille. Mais nous ne nous considérâmes pas comme vaincus. L'ivraie s'est séparée du froment, pensâmes nous, alors que nos meilleurs militants étaient en prison et qu'il ne nous restait qu'une petite armée de révolutionnaires éprouvés connaissant tous par cœur nos fières chansons. Plus l'on nous frappa et plus nous serons opiniâtres! De nouveaux comités furent élus aussitôt après les arrestations. Dans les Etats du nord-ouest, nous passâmes à l'action clandestine. Notre organisation est restée illégale jusqu'à l'heure actuelle dans les Etats de Washington, Idaho, Oregon, Californie, Kansas, où la loi sur le syndicalisme criminel est appliqué avec plus de rigueur que partout ailleurs.

Des milliers de nos membres remplissaient les prisons et nombre d'entre eux étaient condamnés à vie quand l'armistice ranima notre organisation. Les prétextes de guerre ne pouvaient donc plus servir contre nous, et le retour des soldats allait nous permettre de faire une excellente propagande parmi ceux qui revenaient des tranchées. Les capitalistes de l'Ouest s'épouvantèrent du succès de notre propagande parmi les soldats et firent à ce sujet toute une campagne de presse. La police ferma nos réunions qui s'étaient temporairement rouvertes; nous fîmes la chance d'un recours à la loi, et les juges nous reconnurent le droit d'avoir des bureaux et des locaux. Nous nous crûmes un moment vainqueurs. Nous étions loin de l'être, car les capitalistes firent, par leurs Chambres de Commerce, pression sur la police qui recommença ses attaques contre nous. Finalement nous fûmes battus, bien qu'ayant des sièges légaux. A ce jour encore, nous sommes en nombre d'endroits confinés à l'action illégale, mais sans songer à capituler.

Ceci nous amène aux questions de tactique et de propagande révolutionnaires. Bien que nous soyons illégaux dans la plupart des Etats, nous avons cependant la possibilité d'avoir un quartier général légal, des imprimeries, toute une presse, qui facilitent considérablement notre action dans les endroits mêmes où elle est clandestine. Nous serions de piètres tacticiens, si nous insérions dans nos livres et nos journaux des déclarations susceptibles de fournir au gouvernement un prétexte pour nous ôter ces dernières ressources. Pendant les tirs de barrage, nous ne sortons pas la tête des tranchées, car ce mouvement équivaldrait à un suicide.

L'histoire des I. W. W. sous-entend l'acceptation de la dictature du prolétariat, bien que nous ne l'ayons pas officiellement formulée. Nous ne croyons pas à la nécessité des résolutions que l'on prend sans les appuyer par des actes. Nous voulons aider la Russie, en agissant comme l'ont fait nos dockers qui ont refusé d'embarquer les

munitions pour la Pologne. Nous savons que la révolution, en Amérique, est notre but et que le vote d'une résolution ne nous en rapprochera pas. Nous savons que la dictature du prolétariat est une nécessité absolue; nous savons que nous devons former des classes nouvelles et conscientes, en possession d'une tactique révolutionnaire qui nous assurera contre toute défaite et nous permettra de choisir l'heure de l'action décisive.

Les gardes blanches sont déjà organisées aux Etats-Unis. La Légion Américaine, l'Union de Défense Américaine, les Chevaliers de Colomb ont dans leurs clubs de véritables arsenaux. L'association catholique est probablement la plus forte. Elle comprend la Ligue de Sécurité Nationale et la Ligue de Protection Américaine. Il y a encore toute une armée régulière de fusilleurs, entretenus par les trusts et par les syndicats industriels privés. Elle s'est signalée, en avril dernier, en tuant à Bulle 8 de nos camarades ouvriers, en blessant morellement Thomas Manning et en estropiant quelques autres camarades. Les mêmes hommes, dans la même ville, avaient déjà en 1917 pendu Frank Little, membre de notre Comité Exécutif. Dans les deux cas, il s'agissait de grèves contre le trust de cuivre.

Cette armée de gardes blancs, bien qu'elle ne se manifeste que par des actions isolées, est toujours prête à combattre les I. W. W. L'incident de Centralia a bien été le plus tragiquement significatif à cet égard. La Chambre de Commerce de cette petite ville, dominée par quelques gros capitalistes, décida le sac de nos locaux et l'assassinat de nos meilleurs militants. Un comité secret se chargea de profiter d'une revue, à l'occasion de l'anniversaire de l'armistice, revue à laquelle devait participer la Légion Américaine en armes pour attaquer le local des I. W. W. Nos camarades cependant, ayant eu vent de la conspiration, se tirèrent sur leurs gardes, et lorsque les détachements blancs arrivèrent au point d'attaque, lorsque retentit le coup de sifflet qui devait être leur signal, un feu de salve fut fait par nos militants et coucha dans la poussière 4 contre-révolutionnaires.

La fureur du patronat local fut portée à son comble; on arrêta Wesley Everest, un de nos plus vaillants militants, un de ceux qui furent toujours au premier poste pour défendre l'existence et les principes des I. W. W. Ce ne fut pas sans qu'il résistât: il fallut d'abord le traquer et il tua l'un de ses poursuivants, le neveu du président de la Chambre de Commerce. Rejoint pourtant dans une rue, lardé de coups de baionnettes, les yeux crevés, on le jeta dans le corridor d'une prison où déjà se trouvaient d'autres camarades arrêtés. Là, son supplice continua. Les tourmenteurs se plurent à le châtrer. Et c'est agonisant, qu'il fut, la nuit, entraîné vers un pont et lynché. Il mourut, le défi à la bouche, en traitant ses assassins de «bourreaux, trop lâches pour le pendre en plein jour».

Après ce drame, toutes les forces de la réaction nous accablèrent de nouveau. Et de nouveau nous réussîmes à tenir contre elles. Toutes ces épreuves furent, certes, terribles pour certains de nos adhérents et devaient en décourager quel-

ques-uns; mais nombre de camarades énergiques et déterminés n'en continuaient pas moins en secret leur tâche, renouaient leurs relations, réorganisaient la propagande. Si bien que celle-ci conserva sa vigueur et son aspect habituel et que nous formâmes des Comités pour la Défense de nos prisonniers.

Dans ces conditions, notre Comité Exécutif doit être composé de tacticiens habiles, sachant mesurer les distances et tenir compte de toutes les forces en jeu. Notre Comité actuel a décidé de n'affaiblir en aucun cas son action; il a élaboré des directives générales pour toute notre presse qui compte 18 ou 19 organes, dont la politique est ainsi généralement uniforme. Nous voulons une organisation fortement centralisée et disciplinée. C'est pourquoi nous répudions le qualificatif d'anarchisants. Le marxisme est la base de notre doctrine. Notre organisation par conseils de district, conseils généraux industriels et conseils centraux régionaux correspondant aux nécessités de l'industrie, est à peu près identique à celle des soviets russes.

Nous organisons des hommes privés du droit de vote, et c'est pourquoi point n'est besoin de leur parler de participer à l'action parlementaire. Il y a des millions de travailleurs, privés du droit du suffrage, que nous voulons organiser. Ce sont des révolutionnaires: ils forment l'armée révolutionnaire de la lutte de classes, en Amérique. Nous reconnaissons cependant ne pas pouvoir baser toute notre action sur ces éléments instables; mais actuellement, cette situation explique la défection des I. W. W. envers toutes les espèces d'action parlementaire et de politiciens. Là n'est pas le danger; il réside plutôt dans l'opinion, assez répandue parmi eux, que le mouvement ouvrier ne doit pas avoir d'aspect politique, que les associations économiques suffisent pour la besogne révolutionnaire. Notre congrès de l'année dernière a pourtant admis l'existence de plusieurs conseils, qui n'étaient pas prévus par notre constitution, ce qui accentue notre caractère non anarchiste. Les I. W. W. ont pour but la constitution d'une internationale industrielle autonome. Nous comptons que le Congrès des Syndicats Rouges qui se réunira en mai, loin de tenter de faire de l'Internationale économique un organe dépendant de la III-e Internationale, la laissera se développer librement et croître dans tous les pays, dans un domaine strictement industriel, en développant la tactique syndicaliste selon les circonstances locales, en s'affiliant ou en ne s'affiliant pas, selon le désir des organisations, au Parti Communiste. Dans certains pays, les partis communistes sont clandestins et préconisent par conséquent une tactique en contradiction avec celle des organisations économiques. C'est le cas aux Etats-Unis, où cependant les I. W. W. ne devraient pas réprouver la propagande de l'insurrection armée, sachant bien quelle sera l'attitude de la bourgeoisie, au moment de la crise.

L'Internationale Jaune d'Amsterdam doit être combattue à outrance. De même, les méthodes social-patriotes de la II-e Internationale ne doivent être tolérées dans aucun syndicat rouge. Nous savons par l'expérience amère ce que peu-

vent faire les dirigeants d'une classe ouvrière gouvernés par les Gompers, les Longuet, les Legien, les Henderson. De nombreuses résolutions sur la grève générale contre la guerre avaient été mises, il y a longtemps; rien ne fut fait pour les appliquer au moment voulu, car ni la Deuxième Internationale, ni l'Internationale Syndicale ne s'en préoccupèrent sérieusement.

En Amérique Septentrionale, la *One Big Union* du Canada et les I. W. W. sont les seules organisations qui puissent appartenir à l'Internationale des Syndicats rouges. La *Workers International Industrial Union* (W. I. I. U.), fraction qui s'est séparée des I. W. W. en 1908, n'a que fort peu de membres. Les mineurs réunis de l'*American Federation of Labor* ont une tendance sensible vers la gauche, mais trop faible encore. Leurs fonctionnaires conservateurs ont manqué d'énergie pendant les grèves générales de l'année dernière, malgré les innombrables concours qui leur étaient assurés. Le gouvernement n'avait eu qu'à déclarer la grève illégale et tout emploi de fonds en faveur des grévistes contraire à la loi pour les afférer. Il ne se trouva qu'un fonctionnaire syndical des mineurs, le président régional du Kansas, pour enfreindre la loi. Le camarade Hewatt fut emprisonné et résista encore.

Le problème des races, aux Etats-Unis, doit aussi être solutionné d'urgence. Les I. W. W. organisent les noirs, mais sont entravés dans leur œuvre par le manque d'organisateur de couleur. La transformation sociale ne pourra s'accomplir aux Etats-Unis sans le concours des noirs. Dans le Nord, des publications spéciales sont répandues parmi eux. Dans le Sud, par contre, l'action syndicale ne les touche guère. Les I. W. W. ont pourtant pour devoir d'organiser les travailleurs noirs, privés du droit de vote et qui vivent dans les plus misérables conditions, dans des villes closes, appartenant aux planteurs et aux rois de la forêt.

Au cours de l'année dernière, un mouvement sécessionniste très vigoureux s'est fait sentir parmi les cheminots. Les cheminots provoquèrent une grève qui paralysa les transports des Etats-Unis et contraignit le gouvernement à promulguer enfin des mesures différées depuis 9 mois. Mais les grandes associations de cheminots, en refusant aux sécessionnistes le droit de participer aux négociations du gouvernement, rendirent à ce dernier et aux rois du rail le plus grand service. Le patronat a réussi à tuer à peu près le nouveau syndicat révolutionnaire des transports (*Yardmen Association*) en se servant contre lui des Jaunes de l'A. F. of L. Les I. W. W. avaient appuyé de leur mieux ce mouvement. Ils ont observé la même attitude à l'égard des mouvements similaires dans les métallurgies et dans le bâtiment de New-York. On ne peut cependant en attendre aucun résultat décisif dans un avenir rapproché.

Le chômage ne cesse d'augmenter. Négociants et industriels en profitent pour invoquer la liberté du travail et chasser les syndiqués. L'A. F. of L. perdra sans doute nombre de ses membres, au cours de l'hiver. Les I. W. W., par contre, s'adressent aux chômeurs par l'écrit, et par la parole.

Nous recommençons notre campagne de 1916 contre la prétendue liberté de l'atelier et pour la liberté de discussion. On se souvient qu'en 1916, notre campagne nous coûta la vie de 5 militants tués à Everett (Washington). Pourtant la crise de chômage, telle qu'elle se développe actuellement, n'est que peu favorable à l'action révolutionnaire immédiate, et nous n'en voyons même pas de possibilités rapprochées. Les I. W. W. font de très grands efforts pour former dans les manufactures, les mines et les usines des minorités disciplinées, agissant dans les comités de fabriques et capables de faire face à la crise. Nous voulons, autant que possible, conserver intact l'outil industriel et épargner le sang des travailleurs. Les 65% de la population américaine dépendent de l'industrie, situation inverse de celle que nous voyons en Russie. Nous savons quelles forces de réaction s'organisent et nous ne devons pas leur permettre de nous écraser

au cours d'une action prématurée. La propagande et l'organisation économique sont aujourd'hui nos tâches essentielles. Une tentative révolutionnaire prématurée nous serait funeste.

J'ai tenté, dans ce bref rapport, de faire la somme des faits, tels qu'ils se présentent au pays de l'industrie la plus développée. Il me reste à exprimer ici aux camarades russes l'admiration profonde que m'inspirent leurs immenses efforts et leur magnifique résistance révolutionnaire. Ils n'ont pas souffert en vain. La révolution mondiale est en chemin et l'œuvre de reconstruction économique qu'ils ont commencée leur permettra de faire bénéficier les travailleurs du monde de la précieuse expérience qu'ils ont acquise au cours d'une lutte sans égale dans l'histoire.

Vive la révolution mondiale! Vive la libre industrie!

G. GÅ.

## L'UNION DE PROPAGANDE SYNDICALE EN SUÈDE

Dirigé par des social-patriotes et des opportunistes avérés, le mouvement syndical suédois avait revêtu, au cours des dernières années, un caractère vague, indéfini; il s'était embourgeoisé. Créé tout d'abord pour la lutte de classes, il avait déchu avec le temps et s'était transformé finalement en une organisation réformiste-bourgeoise, qui, au lieu de la lutte contre les patrons, préconisait uniquement la conciliation et l'entente avec ces derniers. Cette organisation, il va de soi, se trouva inapte à défendre les intérêts économiques et sociaux de ses membres, en régime capitaliste. Figée dans sa tactique et sa doctrine de l'ancien temps, elle ne put même leur assurer les conditions de travail qu'elle avait réussi à obtenir pour eux, à son début. Aussi, la confiance du prolétariat dans le mouvement et ses chefs fut-elle considérablement ébranlée. Spontanément, une opposition surgit. Une *Union de Propagande Syndicale* fut constituée, qui devint le centre directeur de ladite opposition.

Cette dernière s'était bornée tout d'abord à attaquer l'organisation, la tactique, les méthodes de lutte surannées du mouvement syndical; dans la suite, après la création de l'Union de Propagande Syndicale, elle se transforma en un mouvement ayant pour but de gagner les syndicats au communisme. Notre tâche est de répandre l'esprit communiste dans les syndicats et de leur insuffler l'enthousiasme révolutionnaire. A notre avis, le but essentiel du mouvement syndical est de préparer, puis de diriger la

révolution socialiste. Il faut transformer le mouvement réformiste en un mouvement révolutionnaire ayant le communisme pour but final.

### *L'organisation de l'Union.*

Ce qui forme, pour ainsi dire, l'épine dorsale de l'Union, ce sont les clubs communistes fondés dans un très grand nombre de syndicats. Ces clubs adhèrent en bloc à l'Union de Propagande Syndicale. Ils versent une cotisation mensuelle de cinq ore par membre.

Outre ces clubs, peuvent être encore affiliés à l'Union: les syndicats, organisations professionnelles diverses, unions de syndicats et personnes isolées reconnaissant notre programme et la nécessité d'y conformer leur action. La cotisation est la même que pour les clubs, mais une remise importante est faite aux organisations. Ainsi, les syndicats jusqu'à 500 membres paient 5 couronnes par mois, de 500 à 1.000 membres, 10 couronnes et ainsi de suite (5 couronnes par 500 membres ou fraction de 500); toutefois, le montant total de la cotisation ne peut dépasser 30 couronnes. Les membres isolés versent 1 couronne par trimestre.

De la sorte, tous les ouvriers organisés, que leur organisation centrale soit ou non affiliée au Secrétariat Ouvrier de Suède, ont le droit aux conditions précitées d'entrer dans l'Union de Propagande Syndicale.

### *L'activité de l'Union.*

Notre action se développe au sein même du mouvement professionnel réformiste. Tout en maintenant l'unité d'organisation dans les syndicats, nous y accomplissons notre œuvre de propagande et luttons énergiquement contre l'abandon des syndicats par les ouvriers. Conquérir les organisations professionnelles «du dedans»: telle est notre devise.

A l'aide d'une propagande systématique, infatigable, aussi bien par la parole que par la plume, nous nous efforçons de gagner au communisme les membres des syndicats réformistes. Depuis la fondation de l'Union de Propagande Syndicale (28 septembre 1919) jusqu'à l'heure actuelle (mi-novembre 1920), nous avons fait 300 conférences qui ont réuni un total de 65.000 auditeurs.

Notre propagande écrite consiste en articles de journaux, manifestes, circulaires, rapports, brochures, etc... dans lesquels nous examinons et expliquons les phases de la lutte quotidienne conformément aux différents points de notre programme. Nous dévoilons impitoyablement les défauts et les faiblesses du vieux mouvement ouvrier et contribuons ainsi à développer, au sein des organisations professionnelles, l'antagonisme entre la masse et les dirigeants. Nos articles sont reproduits par tous les organes de la presse socialiste de gauche.

Nous avons publié deux brochures tirées à 10.000 exemplaires chacune. L'une, intitulée *Le mouvement syndical révolutionnaire*, explique la différence essentielle qui existe entre le mouvement syndical réformiste et le mouvement syndical révolutionnaire. L'autre: *Corporations ou organisations des classes?* traite la question des formes d'organisation et défend énergiquement le principe des syndicats industriels. L'auteur des brochures en question est *Charles Chilbaum* (voir annexes 2 et 3). Nous nous élevons également contre l'anarchisme petit-bourgeois et nuageux des syndicalistes. Nous combattons l'idéologie anarchiste, en même temps que la tendance à la décentralisation.

### *La Direction de l'Union de Propagande Syndicale.*

A son congrès annuel, l'Union élit un bureau chargé de diriger ses affaires jusqu'au congrès suivant. Dans ce bureau entrent deux délégués de chaque union syndicale ou fédération syndicale industrielle, possédant au moins un club ouvrier communiste ou un syndicat ou une section de syndicat affilié à l'Union de Propagande Syndicale. Ces délégués élisent dans leur sein un Comité Exécutif auquel ressortissent les affaires courantes.

### *Forces de l'Union.*

A l'heure actuelle, adhèrent à l'Union de Propagande 32 syndicats, 2 sections de syndicats et

30 clubs ouvriers communistes. Le total des membres se monte à 5.000.

Nous sommes heureux de constater la croissance rapide de notre organisation. Les membres nous arrivent de plus en plus nombreux. Nous gagnons les sympathies de la masse auprès de laquelle notre Union a un succès marqué.

### *L'activité des fédérations syndicales.*

Grâce aux deux représentants que chaque fédération syndicale délègue au Bureau de l'Union de Propagande Syndicale, nous sommes au courant de tout ce qui se passe au sein des dites fédérations.

Les journaux des syndicats nous servent pour la propagation de nos idées. Grâce au concours des camarades, membres de notre Union, nous avons la possibilité de publier nos articles dans divers organes de la presse.

Les congrès des unions professionnelles sont précédés de l'élection des délégués. Nous nous mettons en rapports avec tous les communistes des syndicats et, avec leur concours, nous nous efforçons d'assurer l'élection de communistes éprouvés.

Nous pouvons en outre, par l'entremise de ces mêmes communistes, saisir le congrès de nos propositions. Ces propositions, entièrement conformes à l'esprit du programme de l'Union de Propagande Syndicale, sont adressées en grand nombre au congrès par toutes les sections de l'Union dans le pays. La plupart sont rédigées par le Bureau de l'Union de Propagande Syndicale.

### *Influence de l'Union sur les diverses fédérations syndicales.*

Les idées préconisées par l'Union de Propagande Syndicale exercent, dès à présent, une influence sur les chefs de certaines fédérations syndicales. Ainsi le Bureau de la Fédération Suédoise du Livre, qui englobe environ 7.000 membres, compte trois représentants de l'opposition dont deux seulement, il est vrai, appartiennent à notre parti. Au Bureau du Syndicat des Métaux (70.000 membres), l'opposition dispose de la majorité. Toutefois, cette opposition n'est point homogène, car elle se compose en partie de socialistes de gauche ainsi que d'anarchistes syndicalistes. Les premiers ne sont pas tous des communistes convaincus. En somme, les principes, les formes d'organisation et la tactique de l'Union de Propagande ont des partisans dans les Bureaux d'un grand nombre de syndicats, tel que le syndicat des ouvriers et des artisans (*Gross och fabriks*), les syndicats des ouvriers municipaux, des tailleurs, des cheminots, des fonctionnaires civils de l'armée, des mineurs, des travailleurs de la mer, des chauffeurs (à bord des navires), des monteurs-électriciens et des boulangers. Il est à noter, cependant, que notre

influence dans ces diverses organisations n'en est encore qu'à ses débuts et qu'il reste beaucoup à faire pour conquérir définitivement le mouvement syndical.

### *Adhésion de l'Union de Propagande à l'Internationale des Syndicats Rouges.*

Ayant pris connaissance de l'appel, du programme et des statuts du Bureau Syndical International ainsi que des décisions adoptées au Deuxième Congrès de la III-e Internationale, le

Bureau de l'Union de Propagande Syndicale décide à l'unanimité d'adhérer à la III-e Internationale et d'agir conformément aux directives de cette dernière.

*Le Comité Exécutif du Bureau  
de l'Union de Propagande Syndicale*

*Charles CHILBAUM, Paul TUNELL,  
I. LINDBERG, Albert BONG, Emile  
ANDERSON.*

Stockholm, novembre 1920.

---

## AUX OUVRIERS BRITANNIQUES

Camarades,

La réunion prochaine d'un Congrès de la Fédération Syndicale Internationale offre une occasion d'examiner avec vous le caractère et le rôle de cette organisation que nous avons appelée, à la grande colère des hommes qui la dirigent et l'inspirent, l'Internationale Jaune d'Amsterdam. Mais il suffit de rappeler la façon dont elle s'est constituée, ce qu'elle a fait et ce qu'elle peut faire, pour établir que cette qualification est absolument justifiée. Cette soi-disant Internationale ouvrière est, à l'heure actuelle, le point d'appui le plus solide du capitalisme international.

Le développement si rapide de la III-e Internationale a alarmé la bourgeoisie de tous les pays. Quant elle fut fondée, il y a dix-huit mois, les valets de plume de la presse jaune, les leaders des partis réformistes et centristes affectèrent de la traiter par le dédain et la raillerie. Ce n'était pas là une Internationale, prétendaient-ils, mais un groupement où on ne trouvait, les Russes mis à part, que quelques individualités sans mandat.

La raillerie et le dédain furent de courte durée. Après une année seulement d'existence, la poussée ouvrière vers la nouvelle Internationale avait été si forte, que c'est elle qui devait verrouiller sa porte pour se défendre contre l'invasion par les indésirables. Le parti des socialistes indépendants d'Allemagne, qui formait le bloc le plus imposant de ceux qui essayent de rester à mi-chemin entre la III-e Internationale et la Deuxième, vient d'être lui-même brisé, au Congrès de Halle. Les masses prolétariennes d'Europe et d'Amérique sont, par le cœur et par la raison, avec la Russie Soviétique et elles veulent que la Russie Soviétique soit désormais le centre de l'action ouvrière.

Cette croissance foudroyante de l'Internationale Communiste, des idées et des méthodes qu'elle incline, montra clairement aux capitalistes, aux vainqueurs comme aux vaincus de la guerre impérialiste, le danger qui les menaçait. Pour se défendre contre ce danger, la II-e Internationale, qui leur avait rendu de si grands services pendant la guerre, ne pouvait plus leur être d'aucun secours. L'Internationale des Scheidemann et des Albert Thomas, des Vandervelde et des Branling, des Renner et des Henderson a définitivement sombré dans l'infamie et la honte. Elle a cessé d'être une force. Elle ne garde un semblant d'existence que grâce à la présence du Labour Party, parmi les restes de partis qui la composent. Ils devaient chercher une aide ailleurs. Ils la cherchèrent et la trouvèrent, du côté des syndicats.

A la veille de la guerre, au moment de s'engager dans ce redoutable conflit, ils avaient senti la suprême nécessité de gagner à leur politique les leaders des organisations ouvrières. Ils avaient besoin d'une garantie contre la révolution, car l'histoire récente ne leur permettait pas d'ignorer que c'était désormais un axiome que la révolution suit la guerre. Après la guerre franco-allemande, la Commune. Après la guerre russo-japonaise, cette révolution de 1905 qui ébranla si fortement et, un moment, menaça le tsarisme lui-même. Ils firent de ces leaders les ministres, avec le titre ou sans titre, et l'opération réussit partout, même en France, où l'organisation syndicale centriste, la C. G. T. était révolutionnaire. La guerre finie, ils n'eurent qu'à poursuivre une politique qui leur avait si bien réussi. Et c'est ainsi qu'on vit se rassembler, d'abord à Washington, puis à Amsterdam, les Legien, les Jouhaux, les Appleton, les Gompers, les «alliés» et leurs «ennemis». Pendant la guerre, ils avaient défendu chacun leur

bourgeoisie, lui assurant la chair à canon nécessaire et une main-d'œuvre ouvrière docile. Après la guerre, ils se retrouvaient ensemble, unis pour défendre la bourgeoisie de tous les pays contre l'ennemi commun: le bolchévisme. Après une comédie préalable indispensable, ces farouches patriotes se réconcilient. Ils veulent toutefois mettre Amsterdam en harmonie avec Versailles: sur la proposition des «alliés» Gompers et Jouhaux, l'Allemand Léghien fut remplacé à la présidence, par l'Anglais Appleton.

Ne serait-ce pas un président de république sortable que cet Appleton, qui prétend représenter le mouvement ouvrier dans l'Internationale d'Amsterdam; jingô de meilleur type, durant la guerre, il n'a cessé de dénoncer toutes les grandes grèves, qui se sont successivement déroulées en Angleterre, comme des entreprises criminelles dirigées contre la nation. Il a excité l'opinion publique contre les mineurs britanniques qui luttent avec méthode à persévérance contre l'exploitation capitaliste, exactement comme le font les pires journaux conservateurs, tels le *Morning Post*. Il s'est comporté constamment comme un véritable jaune. Il était vraiment indiqué pour présider une Internationale de renégats et de traites à la classe ouvrière. Mais de même qu'il n'a nulle qualité pour représenter les travailleurs britanniques (ce que ceux-ci viennent d'ailleurs de le lui signifier): de même l'Internationale d'Amsterdam ne peut d'aucune façon prétendre représenter les travailleurs de tous les pays. Et c'est pourquoi, devant elle et contre elle, nous voulons créer une Internationale Syndicale véritable.

La seule annonce de notre projet a montré que nous touchions ainsi la bourgeoisie en son point vulnérable. La presse capitaliste a dénoncé aussitôt, avec un ensemble touchant, la nouvelle prétention extravagante des «pontifes de Moscou». Elle a constaté avec satisfaction, que les syndicats résistaient mieux que le parti politique. Elle s'est apitoyée sur le sort des Appleton et des Jouhaux, des Gompers et des Léghien, qui étaient traités sans ménagement dans les premiers appels de l'Internationale Syndicale Rouge. Ceux-ci n'ont pas manqué de déclarer que la nouvelle Internationale n'existait que sur le papier. C'est ce qu'eux et leurs parcelles avaient déjà déclaré, lors de la fondation de l'Internationale Communiste. Mais ils ont compris en même temps qu'il leur était nécessaire d'essayer de se justifier aux yeux des travailleurs. Ils ont rédigé une note, où ils énumèrent les grandes choses qu'ils ont déjà accomplies: aide aux enfants d'Autriche; boycottage de la Hongrie.

Ils ont secouru les enfants d'Autriche! Quand, au lendemain de la tuerie impérialiste—à laquelle ils ont tous participé,—les voyageurs ont décrit la détresse de ce qui formait désormais l'Autriche Allemande, la misère des petits enfants de Vienne, les vainqueurs éprouvèrent un peu de gêne et de honte. Des comités de secours spéciaux se formèrent, et l'Internationale Syndicale tardivement invita ses adhérents à soulager cette détresse. Mais ce n'était là qu'un acte de charité et de bienfaisance, que des associations bourgeoises (les quakers par exemple), ont rempli beaucoup mieux

qu'elle ne l'a fait, sans apporter autre chose qu'un soulagement passager et infime. Une Internationale ouvrière a une autre tâche à remplir. Mais la détresse de l'Autriche—et celle d'autres pays,—c'est la guerre impérialiste qui l'a créée, guerre à laquelle les dirigeants de l'Internationale d'Amsterdam ont tous participé; c'est l'odieux traité de Versailles qui l'a accentuée, traité qu'ils ont préparé et approuvé: Jouhaux, Gompers, Barnes étaient membres de la Conférence de la paix. Et que demain les ouvriers d'Autriche ou d'Allemagne se dressent pour abattre un régime qui les a fait s'entretenir et n'est plus capable de les nourrir, aussitôt les troupes de l'Entente et ses mercenaires accourent pour «rétablir l'ordre», et la soi-disant Internationale d'Amsterdam ne bougera pas, elle ne fera rien pour empêcher ce nouveau crime de la bourgeoisie, de même qu'elle n'a rien fait pour empêcher l'assassinat de la Hongrie soviétiste. Elle voudrait qu'on tînt compte d'un boycottage tardif, décrété un an après la restauration de l'autocratie bourgeoise, qui a eu tout loisir pour exercer sa vengeance, et quand tous les rapports s'accordent à montrer que ce boycottage n'a été effectué que très partiellement et qu'il n'a eu que des effets restreints.

C'est d'ailleurs ce moment même que la force impérialiste choisissait pour traiter avec Horly, montrant ainsi qu'elle ne prenait pas au sérieux les velléités d'action de l'Internationale d'Amsterdam.

Les leaders de l'Internationale d'Amsterdam essaient enfin de démontrer que leurs organisations sont pleinement indépendantes du Bureau International du Travail, annexe de la Société des Nations, et par là, compromettent. Mais c'est une tâche impossible, car ce sont les mêmes hommes qu'on trouve à Genève, au Bureau International du Travail de la Société des Nations et à Amsterdam. Seulement à Genève, les représentants des organisations ouvrières ne sont pas seuls; ils siègent en compagnie de représentants des organisations patronales et des gouvernements. Et c'est le vice-président de l'Internationale d'Amsterdam lui-même, le Belge Mertens, qui a fait en ces termes l'éloge du Bureau de Genève: «Au moment où le Bureau International du Travail, institué en vertu du chapitre XIII du Traité de paix, vient de s'installer à Genève, il convient de dire toute la sympathie que nous lui portons, tous les espoirs que nous nourrissons en lui... Cet organisme, c'est le Bureau International du Travail. C'est en lui que les travailleurs ont confiance».

L'Internationale d'Amsterdam et la Société des Nations procèdent d'une même conception: consolider et préserver le régime capitaliste dont la guerre impérialiste a détruit l'équilibre. Les États bourgeois que guette la banqueroute et qui, par suite, n'ont pas d'argent à gaspiller, consacrent le tiers du budget de la Société des Nations—sept millions de francs-or sur vingt millions—au Bureau International du Travail: ils savent que c'est de l'argent bien placé, puisqu'il est destiné à tromper les ouvriers, à les égarer, à les diviser, à les détourner du bon chemin.

Contrairement à ce qu'affirme le vice-président de la Fédération d'Amsterdam, les travailleurs

n'ont aucune confiance dans le Bureau International du Travail, créé et subventionné par la bourgeoisie impérialiste. Ils retrouvent dans les hommes qui prétendent les y représenter, ces leaders ouvriers qui, pendant la guerre, les ont trahis et ont lié leur sort à celui de la bourgeoisie. Ils voient chaque jour plus clairement les enseignements qu'ils doivent tirer de la guerre impérialiste. Ils comprennent que si le régime capitaliste pouvait sortir intact de la crise gigantesque qu'il a lui-même déchainée, ce ne serait qu'en maintenant et renforçant l'exploitation des ouvriers et des ouvrières, avec la perspective, dans un temps plus ou moins éloigné, d'une nouvelle tuerie, plus atroce encore que celle qui vient d'entasser les ruines sur les deuils. La bourgeoisie elle-même, aux prises avec les difficultés sans cesse grandissantes qu'elle ne peut résoudre, se charge, par ses brutalités et par ses violences, de les éclairer.

Non, ce n'est ni de Genève, ni d'Amsterdam que les travailleurs attendent leur salut. Leur instinct et leur raison les portent vers Moscou, vers la Russie Soviétiste. C'est avec les ouvriers et les paysans de Russie qu'ils veulent lutter et vaincre. Lutte âpre et difficile, certes, car la bourgeoisie, menacée dans son existence même, se défend, mais la plus petite grève exige souvent des sacrifices, et il n'y a que les renégats du socialisme et du syndicalisme pour tenter de leur faire croire que c'est par une route unie et aisée qu'ils atteindront jamais leur libération du joug capitaliste.

L'Internationale Syndicale Rouge aura le même développement rapide que l'Internationale Communiste. Elle groupe déjà, à côté des syndicats russes, les organisations ouvrières qui, fixées sur les tendances et sur les dirigeants de la Fédération d'Amsterdam, ont refusé formellement d'y adhérer: I. W. W. d'Amérique et d'Australie, Union Syndicale Italienne, Confédération Nationale du Travail d'Espagne, Centrale Syndicale de Bulgarie, Centrale Syndicale de Yougo-Slavie, les Syndicats Allemands, l'Union des Syndicats de Norvège, la Fédération des Transports de Hollande et des Indes Néerlandaises, Fédération de la République Argentine, le mouvement des Shop Stewards et des Workers Committees de Grande-Bretagne. Le travail doit porter désormais en France, en Allemagne, en Angleterre, où les Centrales Syndicales adhèrent à la Fédération d'Amsterdam, mais où une partie nombreuse des organisations ouvrières ont hâte de voir recons-

tituer et de rejoindre une véritable Internationale Syndicale; il suffit de grouper ces éléments, de les organiser. Cette tâche vient d'être réalisée en France, à l'issue du récent Congrès d'Orléans, où plus de six cents organisations ouvrières—un tiers de l'effectif total de la Confédération Générale de Travail—ont voté l'adhésion à l'Internationale Rouge.

L'ébauche de cette Internationale a été faite, il y a quelques mois, lors de la présence à Moscou des missions ouvrières d'Angleterre et d'Italie. Les camarades A. Purcell, membre du Comité parlementaire du Congrès des Trade-Unions, et Robert Williams, secrétaire de la Fédération des Transports, participèrent aux réunions qui eurent lieu alors. D'accord avec les délégués italiens et russes, ils reconnurent que la Fédération était incapable de mener la lutte nécessaire pour abattre la bourgeoisie internationale par la dictature du prolétariat, et ils décidèrent qu'il était indispensable de convoquer une conférence plus importante et plus complète des travailleurs organisés pour instituer une véritable Internationale Syndicale, libre de tout lien avec la Ligue des Nations capitalistes et des soi-disant leaders du mouvement ouvrier, qui se sont montrés, durant la guerre, chauvins et social-patriotes et poursuivent encore maintenant la même politique.

Cette Conférence aura lieu le 1-er mai, à Moscou. Nous comptons que les organisations ouvrières britanniques, comprenant la nécessité d'une union vraiment ouvrière et vraiment internationale, répondront à notre appel et enverront des délégués en grand nombre. Alors sera définitivement constituée l'Internationale Syndicale, et les ouvriers de tous les pays disposeront désormais d'un seul centre d'action puissant, qui les aidera et les guidera dans leurs luttes, leur permettra de résister à la bourgeoisie internationale, de l'attaquer victorieusement et d'élever un monde nouveau sur les ruines qu'aura laissées, pour tout héritage, le régime capitaliste.

A bas la Ligue des Nations capitalistes et ses agents!

Vive l'union internationale des travailleurs!  
Vive l'Internationale Syndicale Rouge!

*Le Comité Exécutif  
de l'Internationale Communiste.*

*Le Conseil International  
provisoire des Syndicats.*

## RÉSOLUTIONS DU I-er CONGRÈS DES SYNDICATS DES PAYS BALKANO-DANUBIENS

### RÉSOLUTIONS

#### I.

#### *Sur le mouvement syndical international.*

1) Dans les ~~l~~Ordres du régime capitaliste actuel, étant donné les organisations puissantes du capital et la concentration des moyens de lutte aux mains des classes dirigeantes, la lutte économique de la classe ouvrière devient de moins en moins efficace. Le mouvement ouvrier révolutionnaire de divers pays s'universalise, embrasse des couches prolétariennes de plus en plus profondes et revêt le caractère de la lutte pour le pouvoir.

2) Les grèves économiques se transforment en lutte pour les moyens de production. Des fabriques, la lutte passe dans la rue et les grèves se transforment en insurrections armées des exploités contre les exploités. L'action des ouvriers d'un pays se fait sentir sur le mouvement révolutionnaire des autres pays.

3) Les syndicaux, en tant qu'organisations économiques embrassant la grande masse ouvrière, jouent dans cette lutte un rôle décisif.

Mais, subissant l'influence des leaders opportunistes, les syndicaux ne représentent que des organisations conservatrices, incapables d'engager la lutte pour la dictature du prolétariat; et ces leaders, étant donné l'expérience social-réformiste (menchéviste), peuvent, au moment décisif, trahir le mouvement ouvrier.

4) Tant que les organisations des masses prolétariennes—les syndicaux—ne prennent le caractère d'organisations révolutionnaires et ne se pénètrent de l'esprit communiste,—la révolution prolétarienne (dans les pays isolés et dans le monde entier) ne peut s'accomplir. L'expérience de la lutte en Russie, en Hongrie et en Italie ne fait que confirmer cette vérité.

5) La bourgeoisie mondiale surveille de près le mouvement ouvrier révolutionnaire et fait des efforts désespérés pour conserver le pouvoir.

Elle s'appuie, dans sa lutte, non seulement sur son quartier général qui est la «Société des Nations», non seulement sur les pays et les peuples subjugés; elle utilise encore parfaitement les organisations ouvrières contre les ouvriers mêmes.

Par des concessions mesquines et de pitoyables réformes, la bourgeoisie s'efforce d gagner les syndicaux prolétariens.

6) L'Internationale Syndicale d'Amsterdam est une arme puissante dans les mains de la bourgeoisie mondiale. Par des mensonges et des promesses non tenues, les leaders jaunes exercent toujours de l'influence sur les masses. Ils ne poursuivent pas une action révolutionnaire, mais col-

laborent avec la bourgeoisie au Bureau de Travail près la Société des Nations. C'est pourquoi l'Internationale d'Amsterdam constitue un danger permanent et direct pour le prolétariat.

7) En arrachant à cette Internationale des millions d'ouvriers nous fortifions par là même nos rangs et enlevons à la bourgeoisie mondiale un de ses plus puissants soutiens.

8) Les grandes masses ouvrières rompent dans le monde entier avec l'opportunisme des leaders; elles entrent dans les rangs du prolétariat révolutionnaire mondial et soutiennent activement sa lutte contre l'impérialisme. L'Internationale Syndicale d'Amsterdam est à la veille de la banqueroute définitive. Mais tout en le constatant, nous devons néanmoins continuer à la combattre.

9) C'est dans ce but qu'à Moscou, a été créé le Soviet provisoire International des Syndicats Rouges qui englobe 10 millions de prolétaires organisés. Les Syndicats révolutionnaires de tous les pays doivent prendre la part la plus active à la lutte des deux camps ennemis (de concert avec les partis communistes de leurs pays), se placer sur le terrain de la III-e Internationale et accepter entièrement (dans le domaine du mouvement syndical) les thèses du II-e Congrès de l'Internationale Communiste.

10) Le mouvement révolutionnaire dans les pays Balkano-Danubiens et la création de la petite Entente (avant-garde de la grande), en vue d'une action ultérieure contre la Russie Soviétiste et contre la révolution prolétarienne mondiale, imposent aux syndicaux des pays sus-mentionnés la nécessité de rompre au plus tôt avec l'Internationale Jaune et d'adhérer résolument à l'Internationale des Syndicats Rouges.

11) La lutte devient de plus en plus acharnée. Il est insensé de rechercher des points de conciliation entre Moscou et Amsterdam ou de rester indécis. Le temps presse, il faut agir!

12) Les syndicaux révolutionnaires doivent se rallier sous la devise: lutte pour la dictature mondiale du prolétariat, lutte contre le réformisme.

• • •

Partant de cette analyse du mouvement et du rôle des syndicaux, le Congrès Syndical des Pays Balkano-Danubiens décide:

1) de mener, dans les pays Balkano-Danubiens, la propagande la plus intense en faveur des idées révolutionnaires (dans l'esprit des thèses du II-e Congrès de la III-e Internationale) pour le renversement du capital et l'instauration de la dictature prolétarienne;

2) d'entamer une action décisive contre l'influence pernicieuse de l'opportunisme au sein du mouvement syndical;

3) de rallier les éléments révolutionnaires du mouvement syndical des pays Balkano-Danubiens; d'engager la lutte contre l'Internationale d'Amsterdam et le Bureau de Travail; de nouer des relations entre les syndicats des pays Balkano-Danubiens;

4) Les confédérations syndicales des pays Balkano-Danubiens représentées à ce congrès adhèrent au Conseil International des Syndicats et prendront part au Congrès International qui aura lieu à Moscou, en mai 1921.

## II.

### *Sur la création du Secrétariat Syndical Provisoire Balkano-Danubien.*

Le I-er Congrès Syndical des pays Balkano-Danubiens (Syndicats adhérant à l'Internationale des Syndicats Rouges, acceptant sa plate-forme et se plaçant sur le terrain de la lutte des classes révolutionnaire et de la dictature du prolétariat), considérant que la conjoncture intérieure et extérieure des pays Balkano-Danubiens impose l'union de toutes les forces en vue de lutte contre le capitalisme et l'impérialisme, décide de former (auprès de la Fédération Communiste) un Secrétariat Syndical provisoire des pays Balkano-Danubiens, en qualité d'organe de l'Internationale des Syndicats Rouges.

Le Secrétariat sera composé de représentants des syndicats bulgares, yougoslaves, roumains, grecs, turcs, tchéco-slovaques et hongrois (un représentant de chaque groupement) nommés par les organes centraux respectifs. Le Secrétariat sera dirigé provisoirement par l'organe central des syndicats bulgares et aura sa résidence à Sofia. Les assemblées ordinaires au Secrétariat seront convoquées trois fois par mois; les assemblées extraordinaires, en cas d'urgence.

Le Secrétariat Provisoire Balkano-Danubien s'assigne pour but:

1) De mener une large propagande en faveur de la lutte des classes, de la révolution sociale, de la dictature du prolétariat et de l'action révolutionnaire des masses pour la destruction du capital et du régime bourgeois.

2) De lutter contre l'opportunisme au sein du mouvement syndical et contre l'idée dangereuse de la possibilité d'une transition pacifique du capitalisme au communisme.

3) Grouper tous les éléments révolutionnaires du mouvement syndical des pays Balkano-Danubiens autour de l'Internationale des Syndicats Rouges, sous l'égide de l'Internationale Communiste, tout en combattant activement l'Internationale Syndicale d'Amsterdam.

4) Nouer des relations étroites avec les Syndicats des pays Balkano-Danubiens adhérant à l'Internationale des Syndicats Rouges, unir leurs efforts, encourager le développement du mouvement syndical dans l'intérêt de la lutte révolutionnaire du prolétariat.

5) Organiser l'entraide morale et matérielle des syndicats Balkano-Danubiens, en cas de grèves et de conflits sociaux.

6) Recueillir tous les matériaux, documents, etc. caractérisant le mouvement syndical des pays Balkano-Danubiens et les mettre à la disposition des syndicats adhérents.

7) Nouer des relations avec l'Internationale des Syndicats rouges, à Moscou, et contribuer à l'organisation de ses congrès et de ses conférences.

Le Secrétariat Provisoire aura à convoquer, selon les nécessités, les congrès des syndicats Balkano-Danubiens (deux membres sur 50.000 et un membre sur 50.000 suivants en conformité avec les décisions des organes centraux respectifs).

## III.

### *Sur les relations entre le Secrétariat Provisoire et la Fédération Communiste Balkano-Danubienne.*

Le premier Congrès des Syndicats Balkano-Danubiens, prenant en considération les thèses du II-e Congrès de l'Internationale Communiste et la nécessité absolue d'une action commune des syndicats et des partis communistes, décide:

1) De nouer des relations étroites entre les syndicats et les partis communistes Balkano-Danubiens.

2) Le Secrétariat Balkano-Danubien (organe de l'Internationale des Syndicats Rouges) demeurera en contact direct avec le secrétariat du Parti Communiste Balkano-Danubien.

## IV.

### *Sur la participation des Syndicats Balkano-Danubiens à la Conférence des Syndicats à Moscou.*

Considérant l'importance extrême du Congrès Syndical pour l'unification révolutionnaire des syndicats et pour la lutte révolutionnaire du prolétariat,

il appartient aux organes dirigeants des syndicats Balkano-Danubiens de prendre toutes les mesures, afin d'assurer le passage et l'arrivée régulière de leurs délégués au Congrès International qui aura lieu le 1-er mai, à Moscou.

## V.

### *Sur les rapports entre les Partis Communistes et les Syndicats Balkano-Danubiens.*

Quant à la question des rapports entre le Secrétariat Balkano-Danubien et la Fédération Communiste, le Congrès a adopté à l'unanimité une résolution spéciale concernant les relations entre les syndicats et les partis communistes, résolution qui doit être discutée et acceptée définitivement au prochain Congrès de la Fédération Communiste Balkano-Danubienne. Jusqu'à la réunion de ce Congrès, le Secrétariat de la Féd-

ration s'en tiendra à cette résolution, en qualité de directives pour l'action dans les pays Balkano-Danubiens.

La résolution sus-mentionnée déclare:

1) Les rapports étroits qui existent entre la lutte économique et politique, le passage d'une de ces formes à l'autre prouvent nettement au prolétariat révolutionnaire de divers pays que toute lutte de classes révolutionnaire doit être dirigée par les partis communistes.

2) Tant que les syndicats, tout en restant formellement neutres, ne deviennent en réalité communistes et ne suivent la politique du Parti Communiste, la dictature du prolétariat et l'édification communiste ne peuvent être assurées.

3) A mesure que la lutte de classes révolutionnaire dépasse les frontières nationales et se transforme en lutte internationale, s'impose davantage la nécessité de liens étroits entre le mouvement syndical et communiste de divers pays.

4) Les syndicats, étant des organisations de masses prolétariennes, doivent effectivement se rallier au communisme et participer à la lutte révolutionnaire pour la dictature du prolétariat sous la direction du Parti Communiste.

5) Le Parti Communiste est l'avant-garde de la classe ouvrière; c'est lui qui dirige l'action économique et politique des ouvriers.

Les syndicats et le parti ne doivent pas être considérés comme organisations révolutionnaires au même titre. Cette conception est préjudiciable et doit inéluctablement jeter, au moment décisif, la confusion dans la révolution prolétarienne.

Le Congrès décide:

1) D'affermir les relations entre les syndicats et les partis communistes Balkano-Danubiens, non seulement par représentation réciproque dans les organes dirigeants, mais par une participation directe à l'œuvre commune.

2) De former au sein des syndicats des fractions communistes, en vue d'une action coordonnée de tous les éléments communistes: de suivre la politique des partis communistes au sein des syndicats; de tendre à unifier les masses et leurs organisations syndicales. Les fractions communistes sont subordonnées aux organisations respectives du parti.

## VI.

### *Message à l'Internationale des Syndicats Rouges, à Moscou, et au Congrès Panrusse des Syndicats.*

«La conférence des Syndicats Balkano-Danubiens, tenue à Sofia les 3 et 4 novembre 1920, dans le but de créer le Secrétariat Balkano-Danubien des Syndicats bulgares, yougoslaves, roumains, grecs, turcs, tchéco-slovaques et hongrois envoie son salut communiste, fraternel et chaleureux à l'Internationale des Syndicats Rouges et au Congrès Panrusse des Syndicats.

Proclamant l'entière solidarité du prolétariat révolutionnaire balkano-danubien avec la cause de la révolution prolétarienne russe, exprimant sa profonde reconnaissance aux syndicats de la Russie Soviétiste pour le grand exemple d'unification révolutionnaire des syndicats, en vue de la révolution prolétarienne mondiale qu'ils donnent en opposition aux traites jaunes d'Amsterdam, le Congrès affirme la ferme volonté des Syndicats Balkano-Danubiens de suivre énergiquement la voie indiquée et consacrée par l'expérience du mouvement syndical russe.

*Pour le Congrès Balkano-Danubien,*

*le Président: G. DIMITROV.*

## MESSAGE AUX SYNDICATS

### *DES CORROYEURS, DES CORDONNIERS, DES HARNACHEURS, DES GANTIERS, DES MAROQUINIERS, DES APPRÊTEURS EN FOURRURE ET DES BROSSIERS DE TOUS LES PAYS*

*Camarades!*

Le syndicat panrusse des ouvriers et employés de l'industrie du cuir, de la fourrure et de la brosse, qui embrasse plus de 225.000 syndiqués—cordonniers, corroyeurs, harnacheurs, gantiers, maroquiniers, apprêteurs en fourrure et brossiers—a adressé, le 30 novembre 1920, un radio aux camarades Simon, Maler et Sassenbach, secrétaires généraux de nos trois syndicats internationaux, leur proposant la convocation d'un Congrès International. Nous avons proposé de convoquer ce Congrès le 20 avril 1921, à Moscou, es-

timant que la Russie Soviétiste présente à sa réunion les conditions les plus favorables. Nous les invitons à convoquer ce Congrès, aux fins de la création d'une organisation internationale et de la mise en vigueur de toute une série de résolutions, votées par les congrès précédents, relativement à la fusion des trois syndicats internationaux. Nous proposons, en outre, que ce Congrès examine et solutionne la question du choix entre Moscou ou Amsterdam, question qui préoccupe et agite en ce moment tous les éléments conscients du prolétariat mondial. On sait que, seuls, quelques pays isolés ont été représentés aux congrès précédents et que

toutes nos unions internationales n'englobent pas tous les syndicats qui ont à décider de leur adhésion à ladite organisation internationale. Etant donné l'existence de trois organisations internationales, il est bien difficile, naturellement, de choisir celle à laquelle il convient d'adhérer. Tout cela impose d'une façon impérieuse la convocation du Congrès international extraordinaire. Il est à noter que la politique des secrétaires généraux, qui représentent les syndicats de tou-

tes les branches de l'industrie du cuir, ne correspond nullement aux vrais intérêts, aux vœux et aspirations du prolétariat. En le faisant parvenir à la connaissance de tous, nous espérons que notre proposition relative à la convocation du Congrès trouvera chez vous accueil chaleureux et appui énergique.

V. KAPRANOV, président.

I. IOSEFOVITCH, secrétaire.

---

AU CAMARADE SIMON, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU SYNDICAT INTERNATIONAL DES CORDONNIERS ET DES CORROYEURS, AU CAMARADE MALER, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU SYNDICAT INTERNATIONAL DES GANTIERES, ET AU CAMARADE SASSENBACH, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU SYNDICAT INTERNATIONAL DES HARNACHEURS ET MAROQUINIERS

*Camarades!*

Nous vous avons adressé, il y a quelque temps, une communication, vous annonçant que nos trois syndicats internationaux adhèrent au syndicat international des corroyeurs.

Nous sommes, cependant, d'avis que l'existence de trois organisations indépendantes et isolées est un fait absolument anormal, et insistons sur leur fusionnement immédiat. Nous sommes parfaitement d'accord sur ce point avec les décisions de la V<sup>e</sup> Conférence Internationale des cordonniers et des corroyeurs et du dernier Congrès national français des ouvriers de l'industrie du cuir. Mais nous savons que toutes les résolutions volées à cet effet sont, jusqu'ici, restées lettre morte et que toutes les tentatives de fusion des syndicats sus-mentionnés n'ont donné aucun résultat pratique.

C'est pourquoi, représentant 225.000 syndicats de l'industrie russe du cuir, et notamment des branches qui comprennent les cordonniers, les corroyeurs, les harnacheurs, les gantiers, les maroquiniers, etc..., ainsi que les syndicats des apprêteurs en fourrure, et des broyeurs, nous vous proposons, par la présente, de convoquer, le 29 avril, un Congrès International des syndicats de toutes les branches de l'industrie du cuir. A ce Congrès incombera la tâche de créer une Organisation Internationale Unifiée du prolétariat de l'in-

dustrie du cuir. Nous pensons aussi que ce Congrès aura non seulement à s'occuper des questions d'organisation, mais à déterminer son attitude à l'égard du Conseil Syndical International.

Ce Congrès devra choisir irrévocablement entre Amsterdam et Moscou, dans l'esprit des intérêts réels et des tâches du prolétariat révolutionnaire de l'industrie du cuir.

A l'heure actuelle, où se décide non seulement le sort de la révolution russe, mais aussi celui de la révolution mondiale, on ne saurait passer sous silence cette question qui intéresse et agit le prolétariat de tous les pays.

Nous proposons de convoquer ce Congrès à Moscou, dans la capitale de la Russie Soviétique, au centre du mouvement prolétarien mondial. Il n'est pas de lieu mieux indiqué.

Nous sommes dans l'attente de votre réponse et nous ajoutons que si elle ne nous parvient pas avant le 15 février, votre silence sera considéré comme un refus d'agir d'accord avec les ouvriers russes de l'industrie du cuir. Dans ce dernier cas, nous nous réservons le droit de commencer une campagne large et active en faveur de la convocation du Congrès sus-mentionné.

V. KAPRANOV, Président du Comité Central.

I. IOSEFOVITCH, Secrétaire du Comité Central.

## LA CRISE INDUSTRIELLE ET LES SYNDICATS JAUNES EN ANGLETERRE

La crise industrielle qui sévit dans tous les Etats capitalistes, où elle occurent des proportions considérables, a pris un dénouement les syndicats jaunes et leurs dirigeants. Ceux-ci, en effet, ne savent comment résoudre théoriquement ou pratiquement la question du chômage; ils n'ont même aucun moyen immédiat d'alléger tant soit peu la situation des sans-travail. La crise qui a éclaté, il y a deux mois seulement, se répand avec la rapidité d'un incendie. Les uns après les autres, les différentes industries sont atteintes; les fabriques, les usines, les ateliers se ferment, des milliers de travailleurs sont journellement jetés sur le pavé. D'après le *Daily Chronicle* (5 janvier 1921), plus de 600.000 ouvriers étaient inscrits, le 4 janvier, au Bureau du Chômage; une semaine plus tard (11 janvier), le *Daily Herald* fixait déjà à 1.448.000 le nombre des sans-travail, ce qui, en y comprenant les familles des chômeurs, porte à plus de 5 millions le chiffre total des personnes privées actuellement de tout moyen d'existence. Le tableau est le même en Amérique où, d'après le président de la Fédération Américaine du Travail, Gompers, le nombre des sans-travail dépasse deux millions (New-York seul en compte plus de 700.000); certains économistes estiment (même *Daily Herald*, 10 janvier 1921) qu'il arrivera à trois millions, au 1<sup>er</sup> mars.

La crise s'aggrave du fait que les entrepreneurs, protégés en l'occurrence par le gouvernement, s'efforcent de profiter de la situation pour abaisser les salaires et congédier tous les ouvriers organisés, y compris ceux des syndicats jaunes, et, de cette façon, détruire dans sa racine le mouvement syndical. On commence, dans le camp des capitalistes, à envisager ouvertement la nécessité d'en revenir au bon vieux temps d'avant-guerre et d'en finir avec le confrère ouvrier (contrôle purement fictif) sur la production. Le secrétaire de la Fédération des Tailleurs d'Amérique considère la fermeture des ateliers de couture et le lock-out, qui atteint 18.000 ouvriers tailleurs syndiqués, comme une manœuvre patronale destinée à «désorganiser la production et à détruire l'un des syndicats les plus puissants d'Amérique. Les patrons — Série ce leader du mouvement syndical jaune (*New-York Call*, 23 décembre 1920) — veulent arrêter la roue du progrès et reconquérir leur domination ébranlée dans l'industrie et revenir au temps où leur bon gré était la loi suprême».

Et ainsi le moment est venu pour les syndicats de montrer à leurs membres qu'ils ne les mèneront plus, au nom des intérêts des capitalistes et des impérialistes, à la boucherie sanglante contre les travailleurs des autres pays, mais qu'ils les conduiront, sinon à la lutte directe pour le renversement du capitalisme, du moins à la lutte pour l'amélioration du sort de la classe ouvrière. Mais, par toute leur activité, les syndicats jaunes démontrent, au contraire, qu'ils ne savent pas et ne veulent pas mener cette lutte et que leurs moyens de liquider la crise et de venir en aide aux chômeurs ne se distinguent en rien de ceux que préconisent les représentants du gouvernement et du Capital.

En Angleterre, le ministre du Travail, le docteur Mac-nomar, écrit dans l'*Observer*, du 2 janvier 1921: «Le gouvernement a deux tâches incessantes: il doit, de tout son pouvoir, s'efforcer de remettre en train la production. En même temps, il est tenu à venir immédiatement en aide à tous les nécessiteux et à alléger leur sort». Les gouvernements anglais et américain élaborent des projets de travaux publics (construction de nouvelles routes, de demeures à bon marché, canalisation, etc.), assignent certaines sommes pour lesdits travaux ainsi que pour l'assistance aux indigents, mais ils ne vont pas plus loin, sauf qu'au lieu du lock-out général ils préconisent la réduction des heures de travail.

Le Parti Ouvrier (Labour Party) réclame des mesures plus radicales: avec la Commission Syndicale Parlementaire, il demande que «le gouvernement et les autorités locales usent de toute leur influence pour assurer du travail à tous ceux qui, en manquant et que, «au cas où la Bourse du Travail serait impuissante à en fournir, le gouvernement

distribue des secours pécuniaires aux chômeurs, à raison de 4) shillings par homme marié et de 25 shillings par célibataire».

Mais l'idée qui a la faveur des masses ouvrières est celle de la reprise de relations commerciales avec la Russie, reprise devant permettre, d'après les syndicats, sinon de liquider définitivement la crise industrielle, du moins de l'atténuer considérablement. Sous la pression de leurs membres, toute une série de dirigeants des syndicats jaunes insistent sur la nécessité de résoudre immédiatement la «question russe», c'est-à-dire de conclure des accords commerciaux, de reconnaître le pouvoir soviétique, etc. Pour motiver leurs revendications, ils ne se basent pas, comme bien l'on pense, sur les intérêts de la Russie prolétarienne ou de la révolution internationale, mais, comme l'a déclaré un des leaders de la Fédération du Travail d'Amérique, André W. Russell, le président du syndicat des marins, sur le fait que «pour vivre, les patrons ont besoin de revenus et les ouvriers de salaires» (*New-York Call*, 23 décembre 1920).

Il s'est formé, en Amérique, une association spéciale de propagande en faveur du rétablissement des relations économiques avec la Russie, l'«American Labor Alliance for Trade with Russia» dont le président, Timollice Gily, parcourt le pays et fait des conférences dans les syndicats sur la nécessité de la reprise des relations commerciales avec la Russie soviétique. Partout il a, au sein des masses ouvrières, le plus vif succès et, dans les grands centres industriels, les organisations professionnelles ont adopté des résolutions où elles réclament du gouvernement «le rétablissement des échanges commerciaux avec la Russie, lequel permettra de réduire les horreurs du chômage» (Union Syndicale des villes de Pittsburg, Hartford, Bridgeport, etc.; Fédération syndicale de Denver et de plusieurs autres villes). La section du syndicat des Métaux de San-Francisco est allée plus loin et a adopté une résolution dans laquelle elle insiste auprès de son Comité Exécutif sur la nécessité d'envoyer un délégué en Russie pour y passer, au nom des 300.000 membres du syndical, un contrat pour la fabrication et la fourniture d'articles de toute sorte à la Russie soviétique. Mais, dans sa démarche, ce syndical jaune non plus n'est pas mu par le sentiment de solidarité prolétarienne et de dévouement à la révolution sociale; le mobile qui le pousse, c'est que «des milliers d'ouvriers qualifiés, membres du syndical, sont sans travail et que le spectre du chômage se dresse dans toute son horreur devant le prolétariat américain».

Quant aux tentatives des capitalistes de faire servir la crise à leurs intérêts, elles provoquent les clameurs indignées des syndicats jaunes qui, continuant comme par le passé à aider la bourgeoisie à maintenir les masses dans l'esclavage, n'entreprennent aucune action réelle, efficace pour améliorer la situation de l'ouvrier. Les patrons, eux, convoquent un congrès appelé à résoudre la question de l'application du système de «l'usine ouverte», en d'autres termes, du renvoi de tous les ouvriers syndiqués. En réponse à cet insolent défi, le secrétaire de la Fédération Américaine du Travail, Morrison, n'a su que décliner, d'après le *New-York Call*, que «les syndicats étaient assez forts pour défendre leurs conquêtes des années précédentes». Robert Bek, le rédacteur du journal *New Majority*, organe de la gauche des syndicats jaunes, qui d'ailleurs est immédiatement l'objet des attaques les plus violentes de toute la clique à Gompers, écrit: «Pour dorer la pilule, les patrons appellent leur système de l'usine ouverte: système américain. L'application de ce système portera un coup mortel au travail organisé: aussi la lutte qui se déroule touche-t-elle nos intérêts vitaux». Les dirigeants des syndicats jaunes se sont contentés de ces déclarations belliqueuses; là, s'est bornée leur action. Seul, un petit groupe de leaders de la Fédération du travail, dirigés par Warren Stone, président de l'Association des Ingénieurs de la traction à vapeur, et Johnson, président du Syndical des Métaux, a travaillé, au nouveau Congrès des Etats-Unis,

à la création d'une coalition libérale pour la lutte contre les tentatives patronales.

C'est pourquoi la généralité des ouvriers encore au travail, exposés qu'ils sont à être renvoyés du jour au lendemain, de même que les chômeurs, ont cessé de compter sur les syndicats et entreprennent de lutter eux-mêmes contre la crise. Comme le fait remarquer le journal anglais *Communist*, on n'en fait plus accroire aux travailleurs. On les invite à l'économie, mais ils savent bien que la bourgeoisie telle l'argent sans compter pour les armées de la Mésopotamie et de l'Inde, la garnison de l'Irlande et le service de sûreté à l'intérieur; ils savent que la bourgeoisie ne s'impose aucune restriction, qu'elle continue à donner des baies et des festins et que tous ces appels à l'économie sont uniquement destinés à dupier les ouvriers. Ceux-ci ne se laissent plus enfler par les promesses «d'examiner» la question. Par l'intermédiaire de leurs organes qualifiés, ils déclarent qu'ils n'ont que faire de telles promesses dont on les a déjà salués, sans qu'il en résultât pour eux une amélioration appréciable, et qu'ils n'ont plus le temps d'attendre.

Les sans-travail de Londres se sont mis à former des comités locaux reliés par une organisation centrale. Ce mouvement est complètement indépendant des organisations ouvrières actuellement existantes; d'un caractère entièrement spontané, il a été engendré par la force même des choses. Il est sans plan rigoureusement déterminé: toute son activité est réglée par les circonstances; sa tactique est celle de l'action directe. A Londres, le Comité des Sans-Travail, après une échouffourée avec la police, a pris en mains l'administration des bains publics, des bibliothèques et des maisons pour les gens sans logement. Quoique d'apparition relativement récente, ce mouvement qui s'est déjà étendu à tout le pays, a eu pour résultat d'organiser les sans-travail. Son histoire extrêmement intéressante est des plus caractéristiques. Les détails qui suivent sont empruntés au *Communist* (N° 19, 9 décembre 1920):

«A ses débuts, le Comité ne trouvait pas de local pour ses réunions, ni d'entrepôts pour la conservation et la distribution des vivres que lui apportaient gratuitement les boutiquiers de la ville. La bibliothèque de South East, occupée auparavant par une section du Ministère du Ravitaillement, était alors libre: elle convenait parfaitement au Comité. Celui-ci, de sa propre initiative l'occupa et y installa les sans-travail qui, à l'heure actuelle, y demeurent encore. Dans nombre d'autres faubourgs de Londres (Ermon, Tottenham, Hokee, Douthworky, Camberwell, Beckenham, etc.), les chômeurs s'organisèrent également et occupèrent les bains publics, les bibliothèques et les maisons vides. Le Comité Central tient chaque jour ses réunions dans la bibliothèque d'Essex-Road, à Highington».

Assez longtemps, les autorités n'opposèrent aucune résistance au mouvement des sans-travail et fermèrent même les yeux sur l'occupation des institutions et des locaux de toute sorte. Mais, à l'heure actuelle, la police a changé de tactique et, dans la plupart des quartiers de Londres, l'ordre légal a été rétabli... dans le sang des ouvriers. Le 3 janvier, à Highington, dans le rayon où s'est installé le Comité Central, sans-travail et policiers se livrèrent à une véritable bataille, au cours de laquelle chacun des deux partis eut à enregistrer plusieurs victimes. 30 chômeurs furent arrêtés. A l'instruction judiciaire, la police affirma que ces derniers étaient très bien armés et que, durant la bataille, ils avaient fait usage, non seulement de gourdin, mais aussi de poignards et de revolvers. Presque tous furent condamnés à une amende de 10 livres sterling et à un emprisonnement de 6 semaines.

Les ouvriers syndiqués travaillant encore, mais destinés à grossir sous peu l'armée des chômeurs, ont été également dans l'action. Sous leur pression, la Commission Parlemen-

taire du congrès des syndicats et le Comité Exécutif du Parti Ouvrier Britannique, à l'assemblée du 11 janvier dernier, ont adopté les résolutions suivantes (*Daily Herald*, 12 janvier): «1) L'Assemblée plénière... renouvelle à l'unanimité la proposition que lui a faite le gouvernement d'envoyer des délégués au Comité chargé d'étudier la question du chômage; elle déclare vouloir constituer sa propre Commission pour l'élaboration des mesures pratiques à adopter, en vue d'une assistance immédiate aux sans-travail et de la solution définitive du problème du chômage, dans son ensemble; 2) L'Assemblée plénière déclare inacceptable le projet gouvernemental de fournir du travail à tous les ouvriers en réduisant la durée de la journée de travail, car il ne prévoit aucune garantie pour le maintien des salaires aux taux antérieurs». Le 27 janvier, la Commission mentionnée dans la résolution ci-dessus doit se réunir, dans le but de «trouver un moyen d'influer sur le gouvernement».

Sans attendre les réunions des commissions spéciales, plusieurs syndicats élaborèrent eux-mêmes les mesures propres à exercer une action sur le gouvernement. Le *Post*, organe officiel des postiers, écrit: «Ce sont les deux cent mille employés (du service postal) qui doivent contrôler eux-mêmes le ministre des postes, et non être contrôlés par lui. Mais ce contrôle est impossible sans la transformation du régime gouvernemental et de l'organisation de la production. Les intérêts des postiers sont inséparables de ceux de la classe ouvrière, en général. En luttant contre l'ordre social actuel, le Syndicat des Postiers lutte pour les intérêts de ses membres».

Dans son article de fond du 11 janvier 1921, le *Daily Herald* va plus loin encore: «Les faits sont clairs, trop clairs même. Les ouvriers proposent certaines mesures pour enrayer le chômage, le gouvernement les repousse. Les ouvriers proposent alors une série d'autres mesures qui sont également rejetées. Les représentants du travail organisé, après mûre délibération, proposent des moyens pour venir en aide aux sans-travail. Nouveau refus du gouvernement. Aux ouvriers maintenant de décider par quelles actions on peut influer sur le gouvernement et le forcer à se soumettre à la nécessité... Le pouvoir est aux mains d'individus qui en abusent. Pour ces gens, rien de sacré. Ils ne connaissent ni justice, ni honneur, ni pitié. Tant qu'ils n'auront pas peur, il n'y aura rien de fait. Si le pouvoir était au Travail, tout irait à merveille...».

C'est ce que les masses laborieuses commencent à comprendre et, aux grandes assemblées publiques des sans-travail, on entend de plus en plus fréquemment retentir le mot d'ordre: «Il nous faut des soviets!» Le meeting ouvrier du 9 mars, à Londres, meeting où devait prendre la parole un «ouvrier», membre du Parlement, le docteur Klein, donna lieu à un incident caractéristique. Comme le rapporte le *Manchester Guardian* (10 janvier 1921), l'orateur fut accueilli par le chant du «Drapeau Rouge» et les cris de: «Traître!» Durant tout son discours, Klein fut interrompu par les cris: «Il nous faut la révolution! Il nous faut les soviets!» et par le chant de l'Internationale. Les chômeurs firent une réception analogue au ministre du travail Macnower, le 10 janvier: «Tout cela—comme le fait judicieusement remarquer le *Communist* de Londres (9 décembre 1920)—ne nous donne pas encore le droit d'affirmer que la révolution est imminente. Néanmoins, un fait important est à signaler: c'est que les sans-travail, au lieu de tenter vainement de manifester ouvertement d'une façon organisée... L'amère expérience leur fera comprendre cet axiome du communisme que, seul, un ordre social complètement différent de celui qui existe actuellement pourra supprimer le chômage. Ils verront l'impuissance du capitalisme à résoudre, même partiellement, cette question si compliquée».

## LE MOUVEMENT VERS MOSCOU

La presse socialiste allemande accorde la plus grande attention au Congrès de l'Internationale Syndicale d'Amsterdam qui s'est réuni à Londres, à la fin du mois de décembre. Les journaux des Indépendants de la droite ont naturellement exprimé leur satisfaction quant à ses travaux; quelques-uns de ces adhérents dévoués de l'Internationale d'Amsterdam ont pourtant cru devoir souligner leur désapprobation de certaines résolutions du congrès, revêtant un caractère par trop social-traitre. Le délégué des Indépendants de droite allemands, Tony Sender, dit dans un article consacré au Congrès (*Freiheit*, 2 décembre) que la résolution de nouer des relations avec le Bureau International du Travail près de la Ligue des Nations, au sujet de la régularisation de la question du change et de la fourniture des matières premières, ne pourra amener à aucun résultat pratique, ces questions ne pouvant être résolues que par l'action des travailleurs du monde. Tony Sender est pourtant d'avis qu'un «revirement colossal s'est produit dans les esprits», au Congrès de Londres, et que cette crise a abouti à l'acceptation unanime d'une série de mesures «révolutionnaires» qui eussent été impossibles, il y a seulement quelques années. Les dispositions du Congrès de l'Internationale Juine qui ont à ce point enchanté les Indépendants de droite, ne sont, à vrai dire, pas aussi révolutionnaires qu'on aurait pu le croire, et le Congrès n'a ni dit ni produit rien de nouveau, ni de révolutionnaire. Voici ces dispositions: reconnaissance des grandes grèves et du boycottage international, considérés comme des moyens d'action politique et comme le commencement immédiat d'une lutte pour la socialisation de l'industrie. Ce n'est probablement pas ce «revirement colossal qui s'est produit dans les esprits» qui a causé la joie des Indépendants de droite; d'après Tony Sender, la cause en est plutôt dans la touchante unanimité déployée par le Congrès, dans la résolution «aux attaques et aux inures» de Moscou; ces attaques furent trouvées «inopportunes et dénuées de fondement». L'auteur, délégué des Indépendants de droite, pense que l'Internationale d'Amsterdam pourrait devenir puissante «s'il était possible de la défendre contre les tentatives de scission fomentées à Moscou».

La lutte entre les adhérents de Moscou et ceux d'Amsterdam devient, dans les syndicats allemands, chaque jour plus acerbé. Le plus grand événement du mois de décembre furent les réélections de l'Administration du Syndicat des Métaux. Les adhérents de l'Internationale d'Amsterdam avaient mobilisé toutes leurs réserves pour faire élire leurs candidats; ils n'appartenaient aux communistes ni les insinuations, ni les mensonges, ni les calomnies, et entreprirent une campagne acharnée contre le camarade Rusch, placé en tête de la liste communiste (Rusch est président du Conseil berlinois des syndicats et a participé à la délégation envoyée en Russie). Le syndicat des Métaux joue un rôle si prépondérant dans le mouvement syndical allemand, que le diriger, c'est exercer la plus grande influence sur la vie industrielle, ce qui était bien, de l'aveu de la *Freiheit*, le but de la campagne des éléments de droite. Les social-traitres ne remportèrent qu'une seule victoire au prix d'efforts incroyables; et ce ne fut pas même une victoire à la Pyrrhus; ils ne purent obtenir que 31,840 voix contre les 30,272 voix des communistes; un peu plus de 60.000 électeurs prirent part au vote, alors que leur nombre total s'élève à 160.000 personnes.

Quelques syndicats de province se sont décidément alliés aux communistes allemands. Ainsi, les métallurgistes de Stuttgart ont élu le communiste Fust aux élections supplémentaires du Bureau et ont adopté contre la rédaction

du *Journal des Ouvriers Métallurgistes* (*Metallarbeiter Zeitung*) la résolution communiste. Ce même syndicat a adressé un véhément appel à tous les syndicats d'Allemagne, les invitant à une offensive ouverte pour l'amélioration des conditions des ouvriers, sous les mots d'ordre suivants: 1) Lutte contre la spéculation et baisse des prix des objets de première nécessité. 2) Reprise totale du travail dans toutes les industries et soldé, par le patronat, des suppléments aux allocations de chômage pendant ces dernières années. 3) Suppression des déductions faites pour l'impôt sur les salaires; un impôt sur les biens et confiscation des grandes fortunes. 4) Contrôle des Comités de fabriques, des syndicats et des associations ouvrières sur la fourniture de matières crues à l'industrie et la répartition des denrées, et 5) Désarmement de l'Ohrsch et l'armement des ouvriers, sous le contrôle des syndicats. Remarquons que toutes ces revendications ont trouvé un appui complet auprès des communistes et qu'il a été possible, malgré l'opposition des leaders de la droite, d'obtenir l'adhésion des métallurgistes berlinois à ces revendications. Elles ont été appuyées par les ouvriers des usines Borsig, à Berlin.

La lutte engagée en Allemagne entre les Internationales de Moscou et d'Amsterdam, a aussi trouvé une expression dans une série de résolutions formulées, pour la plupart, par les organes dirigeants des syndicats. Ces derniers, vu leurs opinions jeunes et réactionnaires, se mettent en opposition

l'Internationale de Moscou, alors que la sympathie des masses ouvrières lui est acquise d'une façon évidente. Cette sympathie s'est principalement manifestée au syndicat des relieurs, dont l'administration s'est prononcée contre Moscou, en dépit de l'ensemble des ouvriers. Quelques syndicats appartenant à l'Union des Métaux, tels que le syndicat des armuriers (armes à feu), se sont prononcés pour Moscou. Au sein de l'Union berlinoise des travailleurs de la presse, une opposition solide et bien organisée s'est formée, qui adhère à la plate-forme de l'Internationale de Moscou.

Les mêmes faits s'observent dans le mouvement français. Les éléments réactionnaires et réformistes du mouvement syndical ont de même recourus aux moyens les plus variés, pour retenir les masses ouvrières dans le giron de l'Internationale d'Amsterdam. Nous voyons des syndicats, tels que ceux des Travailleurs de la Terre, exclus par leur Fédération qui préconise d'ailleurs l'exclusion pure et simple de la C. G. T. de tous les syndicats affiliés à la III<sup>e</sup> Internationale, aux Comités Syndicalistes Révolutionnaires et à tous les groupes français et internationaux similaires... Les dirigeants conservateurs de la Fédération de l'Agriculture déclarent vouloir «assainir le milieu syndical».

Pas plus qu'en Allemagne, ces procédés n'ont en France les résultats désirables. Nous avons vu, aux élections de l'Union des Syndicats de la Seine, la liste des «minoritaires» obtenir un succès sérieux dans trois sections (typographes, imprimeurs, litographes); les minoritaires devinrent, de cette façon, la majorité dans le département de la Seine. Les révolutionnaires ont groupé 28.005 voix, les réformistes et les néo-réformistes n'en ayant que 15.470.

L'insurmontable crainte que Moscou inspire aux réformistes du syndicalisme démontre la faiblesse et l'insécurité de l'Internationale d'Amsterdam. S'il était vrai que les «28 millions» de membres dont elle se revendique avec fierté, la soutiennent inébranlablement, elle aurait bien tort de craindre les critiques de Moscou. Mais le fait est que les ouvriers commencent à comprendre la physionomie véritable de l'Internationale Juine des Syndicats et que toutes ses résolutions prétendument «révolutionnaires», n'affaiblissent que l'effort désespéré qu'elle tente pour retenir son influence sur les masses ouvrières.

## LE MOUVEMENT SYNDICAL EN POLOGNE

L'activité des syndicats en Pologne est, de même que tout le mouvement ouvrier, fortement entravée par les persécutions gouvernementales. Il est naturel que le poids des persécutions pèse surtout sur ceux qui ont une réputation de radicalisme extrême, ou bien sur les communistes. Le rédacteur de l'organe de la Commission Centrale des Syndicats le *Związkowiec*, Antoine Zdanovsky, a ainsi été condamné à quatre années de prison. Le rédacteur du *Robotnik Mjejsk* a été condamné à quatre ans de détention (sentence depuis cassée). Les rédacteurs du *Robotnik Budowlany* (suspendu), *Robotnik Mierzyń* et du *Spoldzielnia* ont passé en cours d'absence; le syndicat lui-même a été poursuivi, le rédacteur du *Das Naje Wart* arrêté (voir le *Suit* N° 46, du 21 novembre), des journaux ont été suspendus, le local du secrétariat des Syndicats, à Posen, a été fermé, etc.

Dans ces circonstances, la lutte avec les syndicats jaunes prévaut, véritable lutte pour l'existence des organisations de classe. Le rôle dominant appartient dans les syndicats au Parti Socialiste Polonais. Le Syndicat des Travailleurs agricoles tout en étant, dans sa masse, bolchéviste, a des leaders qui sont membres du Parti Socialiste Polonais. Au mois de juillet de l'année dernière, des résolutions furent prises aux congrès des syndicats et des coopératives, prescrivant aux organisations syndicales polonaises la neutralité politique. Ces résolutions, acceptées naturellement sous l'influence du Parti Socialiste Polonais, n'ont pas eu de portée pratique, car les dirigeants et les délégués dirigent contre les éléments de gauche, ont si douloureusement atteint les syndicats que ceux-ci n'ont pu s'abstenir de se mêler aux questions politiques.

### La lutte pour le Syndicat des Ouvriers Agricoles.

Le Syndicat des Ouvriers Agricoles comptant 140.000 membres, fut boycotté par les propriétaires fonciers. L'Union des Propriétaires s'est refusée à entrer dans les comités mixtes avec les représentants du Syndicat des Ouvriers Agricoles. Une réunion du Comité Principal de conciliation devait avoir lieu, le 14 septembre de l'année passée, au Ministère du Travail et de l'Assistance Sociale. D'après la loi, outre les représentants du pouvoir, des délégués de deux syndicats, ouvrier et patronal, y devaient assister. Les délégués des organisations patronales déclarèrent ne point vouloir siéger à côté de représentants d'une organisation dont les membres ont favorisé l'offensive bolchéviste et travaillé dans les institutions créées par l'armée ennemie. «Les élections du Comité Supérieur Rural, chargé d'appliquer les réformes agraires, eurent lieu presque au même moment. Un représentant des paysans petits-propriétaires et un représentant des paysans sans terre devaient y entrer. Le candidat du Syndicat des Ouvriers Agricoles Kivacinsky était aussi soutenu par l'Union Nationale Ouvrière, c'est-à-dire par une organisation non socialiste, ce qui n'a pas empêché la commission parlementaire, qui boycottait le syndicat des Ouvriers Agricoles pour leur «bolchévisme» et leur trahison de la patrie», de proposer la candidature d'un membre du Parti de la Démocratie Chrétienne qui prétend englober dans ses organisations ecclésiastiques 15.000 paysans petits-propriétaires ou dépourvus de terre.

Le Parti Socialiste Polonais et le Syndicat des Ouvriers Agricoles ont énergiquement protesté contre ces procédés. Le secrétariat central du Syndicat des Ouvriers Agricoles dénonçait, dans sa circulaire du 15 septembre, les intentions de l'Union des Propriétaires qui ne pensait qu'à tirer parti de la situation politique dans un but de caste égoïste, «se tenait sur la plaque-forme de la défense nationale contre les bolchéviks» et provoquait le syndicat, dans l'espoir que celui-ci n'aurait pas la force de se bien défendre au moment décisif. Le syndicat, soulignant donc l'illégalité contraire à la légalité du Ministère du Travail et de l'Assistance Sociale, proposait: 1) de rappeler immédiatement les délégués syndicaux de tous les comités de conciliation et d'arbitres des *zemstvos*, des arondissements, etc.; 2) de franchir sur place tous les litiges entre ouvriers et pro-

priétaires; 3) de convoquer une session extraordinaire du Bureau du Syndicat pour le 19 septembre, et 4) d'inviter la Commission Centrale des Syndicats Ouvriers à intervenir, toute la classe ouvrière polonaise étant intéressée à l'issue de ce conflit. L'organe officiel du Parti Socialiste Polonais, le *Robotnik* (septembre 1920), dit que «les agrariens veulent défendre leurs droits de propriétaires et vont commencer la lutte; aussi le gouvernement devrait-il s'opposer à leurs dessein». Nous espérons que le gouvernement saura corriger la faute de M. le Ministre du Travail et rappeler les agrariens au bon sens et au respect des lois.

Cette façon de poser la question étant donnée, la campagne qui avait été commencée de la sorte ne s'exprima plus que dans une séquelle de résolutions votées par divers syndicats et attestant leur solidarité avec celui des travailleurs de la terre. Telle quelle, cette campagne se poursuivait au milieu de continuées arrestations, de condamnations et de persécutions des syndiqués de l'agriculture ou, simplement, de travailleurs de la campagne. Le mouvement ne sortit pas des bornes de la légalité et de la publicité qui avaient été indiquées, dès le commencement, par l'organe officiel du Parti Socialiste Polonais—le *Robotnik*. Plus tard, quand le conflit fut un peu débattu, le Comité Central des Syndicats assumait le rôle de médiateur «dans l'intérêt de l'Etat et des citoyens et pour la défense de la société et de l'agriculture contre des troubles futurs et des luttes intestines inutiles» (*Kurier Polski*, N° 303, juin 1920). Cette action des syndicats avait évidemment pour but l'apaisement de la lutte des classes, arrivée dans les campagnes à un haut degré de développement.

### L'opposition des leaders des Syndicats à l'opportunisme.

Cette tactique du Parti Socialiste Polonais et du Comité Central des Syndicats n'a pourtant pas rencontré de sympathie dans les syndicats dont l'humeur est plus radicale. L'attitude du Syndicat des Maçons à propos de la «lettre ouverte» du Syndicat des Travailleurs Agricoles au parlement de Varsovie en est une preuve typique. Le Syndicat des Travailleurs Agricoles publia, le 30 mars, cette «lettre ouverte» dans le *Robotnik*. Après avoir énuméré les violences et les mesures de répression subies par les travailleurs des campagnes et par leurs organisations, le syndicat déclara: «Nous n'avons pas à vous faire connaître les excès dont les ouvriers agricoles sont victimes dans les propriétés. Ces violences et ces persécutions ont un but. On comprend aisément que si la réaction polonaise arrive à écraser le mouvement de libération dans les campagnes, elle pourra tourner ses forces contre les autres organisations ouvrières. Nombre de syndicats sont arrêtés. D'aucuns ont été assassinés et même tués. Les autorités n'ont pris aucune mesure pour éviter que se renouvellent ces violences. Le but final de cette action est de défendre l'intégrité du pouvoir de la réaction. Le Syndicat des Travailleurs Agricoles en appelle au Comité Central des Syndicats et l'invite à réunir, dans le plus bref délai, une conférence de tous les Syndicats. Le Syndicat des Travailleurs Agricoles soumettra à cette conférence les revendications qui suivent: 1) la cessation de toutes les mesures de répression et des violences exercées contre les ouvriers par le pouvoir administratif et les propriétaires; 2) la dissolution de l'Union des Propriétaires fonciers et l'ouverture d'une instruction contre la Commission Administrative de cette union pour infraction à la loi; 3) le choix d'un personnel de fonctionnaires chargés d'appliquer la loi, et non de servir exclusivement une seule classe de la population; 4) la libération de tous ceux qui ont été illégalement emprisonnés; 5) le paiement de pensions aux familles des ouvriers tués; 6) la responsabilité égale de tous ceux qui se sont rendus coupables d'abus de pouvoir; 7) la séquestration de tous les biens des propriétaires réfractaires à la législation; 8) l'exercice du contrôle ouvrier sur la fourniture obligatoire des vivres par les propriétaires».

Telle est l'action légale poursuivie par ce syndicat ou, à vrai dire, par ses dirigeants, parlant de ses positions,

l'organe du Syndicat des Maçons, le *Robotnik Budowlany*, (N° 8, 17 oct.) manifeste sa perplexité. Il nous rappelle qu'un an auparavant, le même syndicat s'adressa au Comité Central, à propos de la grève des travailleurs agricoles, dans l'espoir d'obtenir une aide aux grévistes. Quand le Comité central eut pris la décision de recourir à la grève générale pour la défense des travailleurs des champs, les dirigeants du Syndicat de l'agriculture prirent peur. Le Parlement Socialiste Polonais s'opposa à la grève générale. Le Comité Central, énervé, révoqua sa décision. Le résultat fut que le patronat redoubla d'arrogance et que les violences contre les travailleurs des campagnes continuèrent. Les persécutions actuelles l'attestent. Elles ont été particulièrement intenses dans les localités qui avaient été temporairement occupées par les bolchéviks; il a été facile d'y traquer impitoyablement les ouvriers en leur reprochant le crime de haute trahison.

Le *Robotnik Budowlany* pense que, seule, l'action des masses des ouvriers peut constituer une forte opposition. A la conférence du 7 octobre, le délégué des travailleurs agricoles Kwapinsky et le délégué du Comité Central des Syndicats, Joulavsky se sont pourtant exprimés contre toute action des masses. Le *Robotnik Budowlany* explique, non sans ironie, que toutes ces revendications, comme celle concernant la dissolution de l'Union des Propriétaires ou des poursuites à leur intention, se réduisent à des phrases grandiloquentes, susceptibles de tromper les ouvriers. Ce journal préconise la grève, seule arme défensive du prolétariat. Il n'y a pourtant pas eu de grève, tous les efforts du Parlement Socialiste Polonais et des dirigeants des syndicats ayant tendu à la conciliation.

#### Au Congrès des Cheminots.

Le Syndicat des cheminots (Z. Z. K.) est un des syndicats polonais les plus importants parmi ceux qui ne se basent pas sur la lutte de classes. Le Congrès des Cheminots

Polonois, qui a récemment eu lieu à Lemberg, a surtout servi de champ de bataille à une minorité d'opposition qui a entrepris contre les dirigeants une offensive sérieuse. 43 délégués ont voté contre le Bureau. Le Congrès a surtout discuté sur des questions pratiques. Les questions suivantes présentaient un intérêt plus général.

Le Syndicat des Cheminots doit adhérer à la Centrale des Syndicats sur des bases générales ou en posant des conditions spéciales. Le Syndicat des Cheminots tient à assurer son autonomie et demande que la grève des chemins de fer puisse être décidée par la section exécutive du Syndicat des Cheminots (et non pas par la Centrale Syndicale); et le syndicat des cheminots fait aussi ses réserves en matière «opinions». La Centrale consent, en principe, à admettre les cheminots dans ces conditions spéciales. Par une grande majorité contre 8 voix, une résolution dans ce sens a été adoptée (*Naprzód*, 2 décembre 1920). Le délégué de l'opposition Grochulsky, tout en se prononçant pour l'union des cheminots avec la Centrale, a dit: «Le monde est à la veille de la révolution sociale; il s'achemine vers l'ordre socialiste. L'orientation petite-bourgeoise est nuisible au socialisme. Il n'y a que le socialisme révolutionnaire qui ait adopté une attitude suffisamment nette. La Section Exécutive des cheminots a, pendant la grève, trahi ses commettants. Le Parti Socialiste Polonais est un parti de conciliation, qui aspire à la démocratie bourgeoise. Des tendances semblables existent déjà dans la Centrale ouvrière; les délégués des cheminots, envoyés à la Centrale, devront y lutter contre ces tendances».

Il est difficile de se faire, d'après le rapport des organes du Parti Socialiste Polonais, le *Robotnik* et le *Naprzód*, une idée de l'action au Congrès des adversaires du Parti Socialiste Polonais. Cette action a revêtu un caractère violent, rendu plus complexe par la manifestation ouvrière qui s'est produite, accompagnée de marques d'hostilité si vives envers les dirigeants officiels du mouvement, que les travaux du Congrès durent être suspendus.



# LA COOPÉRATION COMMUNISTE

L. KHINTCHOUK.

## VERS LA COOPÉRATION UNIFIÉE

Le procès d'exacerbation des antagonismes des classes qui s'avère dans le monde entier et se manifeste, d'une part, par la fondation et l'affermissement de la République Fédérative des Soviets de Russie et par l'organisation dans tous les pays de partis communistes, d'autre part, par le groupement de toutes les forces contre-révolutionnaires autour de la Société des Nations, n'a certainement pas manqué d'exercer une certaine influence sur le développement des coopératives de consommation qui embrassent non seulement des éléments petits-bourgeois, mais aussi une partie considérable du prolétariat.

La III<sup>e</sup> Internationale Communiste—quartier-général de la révolution prolétarienne internationale—fondée il y a deux ans, et avec elle le Conseil International des Syndicats Rouges ont clairement tracé une ligne de démarcation entre les éléments quasi-socialistes, partisans de l'accord avec la bourgeoisie, et les groupes communistes vraiment révolutionnaires en lutte pour la dictature du prolétariat.

Le mouvement coopératif, plus encore que le mouvement professionnel, était partout devenu le refuge des opportunistes, des traîtres de la classe ouvrière, habiles à cacher sous une phraséologie grandiloquente leur terreur de la révolution et leur attachement au système capitaliste.

La guerre impérialiste trouva tout prêts chez les coopérateurs de tous les pays les cadres du socialisme chauvin, qui ne tarda pas à donner l'accolade aux gouvernements bourgeois. Le cataclysme social survenu en Russie, qui créa la première République des Soviets des Députés Ouvriers et Paysans pauvres, rencontra chez les coopérateurs un accueil plein d'hostilité.

Le souffle frais de la révolution pénétrant dans les demeures renfermées des coopératives habituées à travailler en régime capitaliste, leur fut insupportable.

Les coopérateurs ont dû reconnaître que la bourrasque révolutionnaire met fin à leur lésine et aux anciens espoirs de lente et paisible conquête d'améliorations du sort de la classe ouvrière, compatibles avec la félicité du capital, ils ont vu s'évanouir ainsi la possibilité de «pomper» tout

doucement l'océan de douleur du peuple, comme dit le proverbe russe.

Il s'agit, en effet, d'une tendance de la sentimentalité bourgeoise philanthropique et réactionnaire, manifeste chez des gens qui se considéraient jusqu'à présent comme des socialistes, créateurs de la vie nouvelle.

Qu'ont fait les coopérateurs «indépendants» et «démocrates» du monde entier, alors que les impérialistes instituaient partout l'«Union sacrée» contre la révolution prolétarienne de Russie, envoyaient contre elle leurs armées, équipaient et ravitaillaient les troupes des généraux contre-révolutionnaires, bloquaient le gouvernement des Soviets? Sauf quelques protestations pitoyablement balbutiées sur les horreurs de la guerre, les coopérateurs ne dirent et ne firent rien. Ils ne pensèrent même pas à agir. Leur caractère réactionnaire se manifesta par le vote du Comité Central des Unions Coopératives Internationales, réuni au Congrès de La Haye, le 9 octobre 1920.

Concernant les perspectives générales du mouvement, les coopérateurs internationaux confirmèrent leur attachement aux vieux principes des pionniers de Rochdale: entente amicale avec le capital.

En ce qui concerne les «relations avec la Russie», la résolution suivante fut acceptée:

«Le Comité Central, après avoir pris connaissance du rapport du Comité Exécutif sur les relations avec la Russie, renouvelle sa protestation contre toutes les mesures qui ont privé la coopération russe de son indépendance complète.

«Le Comité Exécutif déclare à nouveau ne reconnaître la qualité de représentants des coopératives qu'aux personnes munies de la Coopération libre et démocratique.

«Conformément à l'A. C. I., les délégués au Comité Central sont les seuls représentants de la coopération russe. Ainsi que les autres délégués, ils conservent leur mandat dans l'intervalle des Congrès Internationaux».

Si la position adoptée dans la première question révèle l'opportunisme des représentants du mouvement coopératif international qui, à l'heure où les prolétaires du monde montaient à l'assaut

des citadelles du régime bourgeois, poursuivaient une politique de conciliation et soutenaient hypocritement les défenseurs de l'exploitation. — Le Comité Central a montré par son attitude hostile à l'égard du Gouvernement des Soviets, c'est-à-dire de la dictature du prolétariat et des paysans pauvres en Russie, qu'il approuvait hautement les coopérateurs russes, partisans de la paix sociale.

Il a suffi au Comité Central que la prétendue délégation russe, représentée par MM. Iensky, Berkenheim et Zelheim, occupât une position identique à la sienne propre, pour reconnaître ses mandats, sans même considérer que ces personnes avaient depuis longtemps perdu toute relation avec la coopération russe et ne représentaient plus que leurs ambitions personnelles.

Le Comité Central ne trouva pas nécessaire de s'arrêter sur cette circonstance, pourtant essentielle, que le Congrès de la Coopération russe, réuni en juillet 1920, a flétri l'inactivité de la «Délégation Russe», l'a privée de tout droit de représentation et a fait traduire en justice ses membres accusés de s'être approprié quelques centaines de millions de roubles.

Le texte même de la résolution citée, par laquelle le Comité «ne reconnaît la qualité de représentants des coopératives qu'aux personnes munies de mandats de la Coopération Libre et Démocratique», atteste que le Comité Central, déformant sciemment la vérité, afin de suggérer que la Coopération des travailleurs russes avait eu à subir des persécutions, ne se solidarise en principe qu'avec le mouvement coopératif qui se développe dans les limites du régime capitaliste, «libre» des aspirations révolutionnaires et «démocratiques», autant que peut l'être un régime basé sur l'exploitation de millions de salariés.

Le Comité Central ne peut admettre que la Coopération russe, travaillant dans des conditions qui tendent à la destruction du capitalisme et à la réalisation du Pouvoir des Soviets, seule forme de dictature du prolétariat et des paysans pauvres présentement réalisable, se développe en réalité avec le maximum de liberté concevable pour le mouvement coopératif des masses ouvrières.

Le fait que le mouvement coopératif, en Russie, atteint son apogée en embrassant toute la population de la République Fédérative Russe des Soviets, démontre la vitalité du principe coopératif et l'impossibilité d'exclure, après la chute du capital, quoi que ce soit des bénéfices de la coopération, et ouvre des horizons illimités au développement de la coopération. Mais le Comité Central n'en a cure.

Dans quel pays la répartition de tous les produits alimentaires et de tous les articles de première nécessité à la population tout entière a-t-elle été transmise aux organes de la coopération?

Où et quand a-t-on vu l'organisation des nombreuses industries à domicile et celle de l'agriculture, entièrement confiées à la coopération?

Est-il, enfin, permis de déplorer le manque de liberté et le caractère anti-démocratique de la coopération russe, quand toute la population de la République est appelée à participer aux élec-

tions de tous les organes de la coopération, et par ses commissions spéciales, au contrôle de leur activité?

Seuls, les derniers défenseurs du capital, les ennemis liéffés du mouvement révolutionnaire international peuvent encore se cramponner aux fondements périmés de l'ancienne coopération capitaliste et résister à la nouvelle coopération communiste, authentiquement socialiste.

Cette attitude est pourtant celle du Comité Central des Unions coopératives internationales. Par cela même, il s'est définitivement détaché des masses ouvrières pénétrées du désir d'agir directement et révolutionnairement contre le capital. On ne devait s'attendre à rien d'autre de la part de M. Thomas, ministre du gouvernement bourgeois le plus réactionnaire au monde, de M. Müller, ex-membre du cabinet Scheidemann, complice des assassins de Rosa Luxembourg et de Karl Liebknecht, de M. Vandervelde, Kauffmann, Mansfeld, Poisson et consorts.

Par bonheur, le chainé de manœuvres de ces messieurs se rétrécit de plus en plus. Parmi les Unions coopératives des différents pays, de nouvelles tendances commencent à se manifester. Des voix courageuses s'élèvent au Comité Central. Nos informations très incomplètes ne nous permettent pas d'évaluer l'ampleur de ce nouveau mouvement dans la Coopération internationale. Mais on peut, dès maintenant, noter divers symptômes favorables.

L'Union Coopérative de Milan s'est jointe à la gauche du Parti Socialiste Italien.

En Norvège, le 12<sup>e</sup> Congrès National de l'Union Coopérative, qui réunissait, fin 1919, à Hamard, 198 délégués, a vu se former une opposition de 87 membres, qui a contraint le président Dely, coopérateur de la vieille école, à démissionner.

Au Congrès de l'Union Centrale des Sociétés Allemandes de Consommation (Hambourg, 1919), les spartakistes se sont faits entendre.

Enfin, un groupe de coopérateurs français vient de soulever la question de la création d'un nouveau centre coopératif international et s'est placé sur la plate-forme de la III<sup>e</sup> Internationale Communiste.

On ne peut douter qu'il y ait, dans tous les pays, de nombreux coopérateurs partageant les opinions des camarades français. Nous pourrions même affirmer que le Comité Central de l'Union Internationale des Coopératives est actuellement loin de représenter les intérêts et les aspirations des larges masses ouvrières unies dans les coopératives.

Le moment décisif est arrivé pour les coopérateurs.

La coopération russe, qui fut la première à proclamer une guerre impitoyable au capitalisme et qui participe à l'œuvre créatrice de la première République des Soviets, doit devenir le centre de ralliement de toutes les coopératives de l'univers.

De même que s'est formée, à Moscou, la III<sup>e</sup> Internationale Communiste, de même, que s'est formée à Moscou l'Internationale des Syndicats Rouges, les coopérateurs du monde enten-

dront l'appel, parti de Moscou: Coopérateurs-révolutionnaires de tous les pays, unissez-vous!

Unissez-vous pour l'action directe contre le capital agonisant!

Unissez-vous pour établir la dictature du prolétariat et ses paysans pauvres, pour fonder la République des Soviets Internationaux!

Unissez-vous sous les drapeaux de la III-e Internationale Communiste!

Soumettant à l'attention du Comité Exécutif de la III-e Internationale les considérations qui

précèdent, je le prie, au nom de la coopération russe, représentée par l'Union Centrale des Coopératives Russes que j'ai l'honneur de présider, de bien vouloir étudier l'opportunité d'une campagne, en vue de réaliser l'union des coopérateurs du monde, sous le drapeau de la III-e Internationale Communiste.

L. KHINTCHOUK  
Président du Centre  
des Unions Coopératives Russes  
(Centrosouyouz)

## LES ÉTAPES DU MOUVEMENT COOPÉRATIF INTERNATIONAL

1. La Ligue internationale des coopératives est fondée à Londres, en 1895.

2. Le premier Congrès, tenu à Paris en 1896, a pour mot d'ordre la participation des ouvriers aux bénéfices et le rapprochement entre le Travail et le Capital.

3. En 1904, au Congrès de Budapest, la scission se produit entre les partisans de la coopération étrangère à toute action révolutionnaire, et les partisans de la coopération liée aux autres formes de la lutte ouvrière pour le socialisme. La deuxième tendance l'ayant emporté, les unions agricoles petites-bourgeoises se retirent de la Ligue Internationale et fondent, à leur Congrès de Vienne de 1907, l'Union Internationale des Coopératives Agricoles. A la suite de cette scission, la Ligue Internationale est réorganisée et devient en grande partie une Ligue de coopératives ouvrières de consommation.

4. Après le Congrès de Copenhague de la II-e Internationale, tenu en 1910, qui convie les ouvriers à participer au mouvement coopératif, considéré comme une branche du mouvement ouvrier au même titre que le mouvement politique et syndical, le Congrès de Hambourg de la Ligue Internationale des Coopératives (1910) vote un ordre du jour de sympathie à la II-e Internationale.

5. Le Congrès de Glasgow (1913) fonde la Ligue Internationale des Acheleurs et proteste contre la guerre dont on entrevoyait l'approche.

6. En 1916, une Conférence des coopératives des pays de l'Entente se tient à Paris, à laquelle le Comité Exécutif de la Ligue Internationale des Coopératives et les coopérateurs italiens refusent d'assister.

7. En 1916, le Comité Exécutif reprend la publication du *Bulletin Coopératif International*, auquel les Allemands collaborent également.

8. A la Conférence interalliée des coopérateurs, qui a lieu à Paris, le 7 février 1919, assis-

tent les représentants français, anglais, belges, italiens, américains, grecs et lettons. La question de la Ligue Internationale des Acheleurs y est de nouveau soulevée et la décision est prise de procéder à la reconstitution de l'Internationale de la Coopération, en convoquant une nouvelle conférence à laquelle les représentants des pays neutres seront invités à prendre part.

9. Le 26 juillet 1919, se tient à Paris une Conférence des représentants des coopératives de tous les pays, à l'exception des représentants italiens, allemands, danois, hollandais et suisses.

10. L'ordre du jour voté à cette dernière Conférence condamne la politique des pays capitalistes, comme une politique de guerre. Il réclame la reprise des relations internationales, le renoncement à la politique impérialiste, l'annulation des emprunts de guerre et des contributions, et indique nombre de mesures pour l'organisation de l'économie internationale.

### *Le mouvement communiste et le mouvement coopératif international.*

*Angleterre.* 1) Le *Coop. News*, du 5 avril 1919, publie un article contre l'intervention et le blocus de la Russie soviétiste. Cet article approuve la résistance opposée par la Russie soviétiste à l'invasion des pays capitalistes d'Europe Occidentale.

2) Le deuxième congrès des coopérateurs anglais vote les ordres du jour suivants: 1) participation des coopératives, de concert avec le Labour Party, à la vie politique du pays; 2) nationalisation et socialisation des principales branches de l'industrie et abolition de la propriété.

3) Le 21 septembre 1919, a lieu, à Hyde Park, une démonstration organisée par la Fédération des trade-unions et des coopératives réunies, à laquelle prennent part plus de 100.000 personnes.

Cette manifestation se déroule sous les mots d'ordre de nationalisation des mines et autres branches de l'industrie.

*Belgique.* Un groupe communiste s'est formé parmi les coopérateurs, lequel a décidé de lutter, au sein de l'organisation coopérative existante, pour le triomphe des idées communistes.

*Allemagne.* La Centrale Coopérative, ayant à sa tête Müller, reconnaît l'impossibilité de revenir aux formes capitalistes d'avant-guerre et envisage la possibilité de nationaliser l'appareil coo-

pératif en transformant la coopération (et, de façon générale, tout le système de répartition des produits de consommation) en système autonome d'organes économiques publics légalement reconnus.

Au printemps de 1919, paraît l'ouvrage du docteur Neirat, membre du groupe «Spartacus» sur la socialisation, où il expose l'idée d'amener par la contrainte la population à la coopération et de nationaliser, au moment de la révolution sociale, les coopératives existantes.



# DOCUMENTS DU MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL



## RÈGLES DES MILITANTS DU PARTI COMMUNISTE AMÉRICAIN POUR L'ACTION CLANDESTINE

1. Ne livre, en aucun cas, ni l'action du parti ni ses militants.

2. N'aie jamais sur toi les noms et les adresses de camarades, si ce n'est en chiffre sûr.

3. Ne laisse jamais en vue chez toi des documents ou de la littérature clandestine.

4. Ne l'expose jamais sans nécessité.

5. Ne te soustrais jamais au travail du parti, parce qu'il comporte des risques.

6. Ne te flattes jamais de ce que tu as fait ou de ce que tu feras pour le parti.

7. Ne fais jamais connaître sans nécessité ta qualité de membre du parti.

8. Ne manque pas de te soustraire à la filature de la police, chaque fois que tu te rends à des réunions.

9. Ne perds pas la tête, en cas de danger.

10. En cas d'arrestation, ne réponds à aucune question, ni au cours de l'instruction préparatoire, ni devant les juges.

cœur. Ne te sers de notes qu'à titre d'aide-mémoire et ne prends de notes qu'en sûr langage chiffré.

Sois toujours certain de l'adresse exacte. Il serait tout à fait déplorable d'avoir à demander un renseignement quelconque à des passants, voire aux concierges ou aux habitants de l'immeuble où habitent des camarades. Il est particulièrement dangereux de commettre des erreurs en écrivant à des militants: des messages importants peuvent ainsi être perdus ou tomber entre les mains du gouvernement, faisant connaître les méthodes de communication du parti et occasionnant la perte d'adresses utiles; pour comble de malheur, une semblable erreur peut entraîner l'arrestation des destinataires. Toutes les fois que tu donneras, prendras ou te serviras des adresses du parti, vérifies-les avec grand soin, afin d'éviter toute erreur.

Tout ce que dois noter, note-le en chiffre. Il est facile d'user, en toute circonstance, du chiffre. Confectionne-toi une clé formée d'un mot de 10 lettres ou de deux mots de 5 lettres (sans te servir de mots ayant un sens, ce qui pourrait permettre de les déchiffrer aisément). Prends un mot imaginaire, dans lequel la même lettre ne se répète point, tel que par exemple «verga dishw», et remplace ensuite la lettre v par le chiffre 1, la lettre e par le chiffre 2, la lettre r par le chiffre 3 et ainsi de suite, la dernière lettre correspondant à 0.

Pour les courriers et les messages du parti, se servir autant que possible d'adresses indirectes.

Le militant qui, par négligence, fait connaître au gouvernement des noms et des adresses du parti, vaut à peine mieux qu'un traître.

3. Qu'il n'y ait rien jamais d'apparemment suspect chez toi. Quelques précautions à cet égard pourront te sauver, en cas d'arrestation, de perquisition ou de suspicion accidentelle. Aie particulièrement soin de n'être pas en possession de journaux, de feuilles volantes, ou de brochures en plusieurs exemplaires, dont la présence pourrait justifier à ton égard l'accusation de partici-

1. Dans l'action clandestine du parti, livrer son travail ou ses militants serait commettre un crime impardonnable. Fournir, en ce qui les concerne, les moindres renseignements au gouvernement, ce serait commettre une trahison, quels que soient les moyens ou les tortures mises en œuvre pour l'y contraindre. *Ne sois pas un traître!* N'oublie jamais ces mots. Que cette résolution se grave au plus profond de ta conscience, afin de résister à toute intimidation, à toute souffrance. La trahison ne saurait être trop sévèrement, trop implacablement condamnée et punie.

2. Être surpris en possession de noms et d'adresses de militants ou de locaux du parti, notés en écriture ordinaire, équivaut à peu près à livrer au gouvernement militants et organisations; le résultat est, en tout cas, le même. Noms et adresses ne doivent jamais, même pour un moment, être notés en écriture ordinaire. Ils ne doivent jamais, même pour un moment, être notés en entier. Apprends-les, autant que possible, par

per à leur distribution. On ne peut l'incriminer sérieusement de lire les publications du parti, mais on ne manquerait pas de le poursuivre pour les avoir répandues. D'ailleurs, point n'est besoin de risquer faire connaître la qualité de communiste à tous ceux qui peuvent entrer chez toi: connaissances, visiteurs de hasard ou d'affaires, etc.

4. Dans ton intérêt, autant que dans celui du parti, évite les risques inutiles. Sois très circonspect en distribuant notre littérature ou en prenant la parole. Redouble de prudence, si ta situation dans le parti te confère des responsabilités. L'arrestation d'un organisateur local ou d'un membre du Comité Central peut causer le plus grand préjudice aux organisations du parti. Ces camarades ne doivent donc, en aucun cas, s'exposer inutilement, en distribuant, par exemple, les imprimés du parti. Ils ne doivent d'ailleurs pas se faire connaître lorsque le parti agit au grand jour. Ils ne doivent pas être vus ensemble, et en tout cas plus de deux à la fois. Si l'un des deux était suspecté par la police, il serait lâcheux qu'il fit involontairement suspecter ses collègues.

Plus une situation est importante dans le parti, plus elle doit être surveillée, plus les risques qu'elle impose sont grands et plus sérieuses doivent être les précautions des camarades.

5. Le militant circonspect et prudent n'est pas un lâche. La preuve en est dans son travail. Remplit-il sa tâche, oui ou non? Tout est là. Accepte-t-il volontiers les risques inévitables connexes à tout travail clandestin ou se dérobe-t-il, c'est-à-dire cesse-t-il de militer? Le camarade qui accomplit sa tâche avec le minimum de risques est le meilleur militant. Celui qui n'accomplit pas sa tâche est un lâche et un déserteur, quelle que puisse être sa grandiloquence.

La règle est: *le travail du parti doit être fait avec le minimum de risques et, si possible, sans risque; mais il doit être fait.*

6. Se vanter est toujours sot, mais se vanter du travail que l'on accomplit pour le parti, s'affirmer ainsi des risques tout à fait superflus et compromettre inutilement la sécurité du parti, est positivement criminel. Personne ne doit savoir, en dehors des militants avec qui tu as à faire, ni ce que tu sais, ni le travail qui l'a été confié par le parti, personne: ni ton meilleur camarade, ni ton ami, ni ta femme ou ton mari.

Prends soin de n'être entendu de personne lorsque tu parles des affaires du parti.

7. Le travail du parti, agitation et propagande, collectes et même recrutement, tu peux l'accomplir sans divulguer la qualité de membre du parti. Il peut souvent te suffire de dire que tu sympathises avec le parti ou que tu as des relations avec ces membres. Ce n'est qu'en amenant un nouvel adhérent au groupe de sympathisants que tu auras à te faire connaître.

Ton activité à l'atelier, au syndicat ou ailleurs peut et doit te faire connaître comme un «rouge», qualité trop vague pour permettre des poursuites; mais il importe que ta qualité de membre du parti ne soit pas connue.

8. Nous savons tous que des milliers de mouchards sont tous les jours à l'œuvre pour espion-

ner nos membres, nos réunions, nos centres; mais trop peu nombreux sont ceux d'entre nous qui prennent ce fait en considération et se préoccupent de n'être point suivis lorsqu'ils se rendent à une réunion ou chez des camarades. Les militants qui sont ou ont été plus ou moins soupçonnés, qui ont été arrêtés, poursuivis ou simplement filés, doivent prendre à cet égard les plus grandes précautions.

Ils ne doivent pas ignorer qu'ils ne sont souvent laissés ou mis en liberté que pour être plus profitablement surveillés.

Ceci ne veut pas dire qu'ils doivent s'abstenir de militer, mais bien qu'ils doivent être particulièrement circonspects. Tu ne dois pas ignorer que pour mieux suivre ton travail, on ouvrira les lettres, on les copiera ou on les photographiera et on te les laissera ensuite parvenir dans des enveloppes parfaitement recachetées. On se gardera bien d'intercepter la correspondance, ce qui te mènerait sur les gardes.

Ne te crois pas en sécurité parce que, depuis un temps peut-être assez long, il n'y aura eu ni arrestations, ni perquisitions; ce n'est peut-être que le calme avant l'orage: il se peut que la police réunisse les renseignements, surveille l'organisation, afin d'en pouvoir couper soudainement tous les fils, comme elle l'a fait en janvier 1930. Elle n'y réussira certes pas, mais si nos camarades ne sont pas toujours extrêmement prudents, le plus grand préjudice peut nous être causé.

9. Le sang-froid, la maîtrise de soi, le calme, l'aptitude à faire face à toutes les circonstances ont, dans l'action illégale du parti, une très grande valeur. En entrant dans l'action illégale, tu as pour devoir de prévoir toutes les circonstances dans lesquelles tu peux être placé, et d'envisager à l'avance les dangers, soit afin de l'y soustraire, soit afin de les accepter—s'ils sont inévitables.

Aie la certitude de n'avoir—sans nécessité—ni sur toi, ni chez toi rien qui puisse justifier une inculpation. Lorsque tu te rends quelque part pour le travail clandestin du parti, aie toujours une bonne réponse prête pour le cas où l'on te demanderait «ce que tu fais», «où tu te rends», «d'où tu viens».

Prépare-toi aux risques accidentels. Songes-y à l'avance et sois certain d'être calme et de ne pas perdre la tête, si tu dois soudainement les affronter. Le calme et le sang-froid te tireront souvent d'affaire, où la nervosité et la confusion te trahiraient.

Quand tu prévois que tu vas être arrêté, débarrasse-toi, autant que possible, en le détruisant, de tout document qui pourrait servir contre toi de pièce à conviction. Ne te fais cependant pas à la légère. Assure-toi d'abord, qu'il ne s'agit pas d'une fausse alerte.

*Mets tout en œuvre afin d'éviter l'arrestation.*

10. Si tu es cependant arrêté, c'est-à-dire si on a des preuves suffisantes ou des raisons suffisantes de voir en toi un communiste, et partant un ennemi mortel de la société actuelle, un ennemi qu'on doit supprimer, légalement ou illégalement—sache qu'on voudra d'abord tirer parti de toi pour se saisir d'autres communistes ou détruire des organisations entières,—sache qu'on

l'interrogera et qu'on le torturera peut-être pour le faire parler,—sache que *la seule chose à faire, c'est de refuser absolument de répondre à aucune question* (Demande d'abord à avoir un défenseur. C'est ton droit, comme c'est aussi ton droit de refuser de répondre, quoi qu'on dise et qu'on fasse).

L'expérience acquise par nos camarades russes dans leur longue lutte clandestine contre le tsarisme, a prouvé que c'était là la meilleure attitude. Ils sont arrivés à cette conclusion impérative: *Ne réponds à aucune question!*

Si tu réponds dans l'espoir de le tirer d'affaire, de le laver de toute suspicion et d'être libéré; ou si tu réponds en reconnaissant tes propres actes, tout en cherchant à ne pas compromettre des camarades; ou encore si tu cherches à agir dans un but de propagande sur les mouchards, les policiers et les juges, les conséquences de ton attitude seront toujours contraires aux intérêts du parti. Volontairement ou involontairement, consciemment ou inconsciemment tu donneras toujours quelques renseignements à l'ennemi. Or, la moindre confirmation de ceux qu'ils possèdent déjà peut compléter ou éclairer à la police les rapports de ses indicateurs et lui servir à embarrasser pendant l'instruction des camarades détenus, contre lesquels on utiliserait les propres dépositions.

Ne crois pas les juges et les policiers qui te diront que les camarades ont déjà avoué et qu'ils ont consenti à donner tels ou tels renseignements; c'est là un des nombreux stratagèmes dont ils se serviront certainement pour te faire parler. N'oublie pas qu'ils ont des indicateurs et des mouchards dans toutes les prisons. Ne te confie pas à un compagnon de cellule, sans en être parfaitement sûr.

Ne t'imagines pas qu'on puisse aisément faire de la propagande dans l'enceinte du tribunal. C'est impossible. Les juges l'empêcheront d'expliquer clairement les idées, te provoqueront à dire ce que tu ne veux pas dire, profiteront de la moindre confusion. La presse (même socialiste) déformera, mésinterprétera ou ignorera tes déclarations. Quant à l'agitation et à la propagande de notre presse, elle se fera tout aussi bien, et peut-être mieux, si tu ne réponds à aucune question.

Ne perds pas de vue le terrible danger de trahir inconsciemment, contrairement à ta volonté, ton parti et les camarades en répondant à quelque interrogation que ce soit, et sois tout aussi fermement résolu à ne rien répondre en cas d'arrestation, que tu es résolu à *ne jamais devenir un traître!*

Le Comité Exécutif Central  
du Parti Communiste Américain

## LE CHÔMAGE AUX ÉTATS-UNIS

Dans tous les centres industriels d'Amérique, les chômeurs se comptent par milliers. La liste des chômeurs s'allonge tous les jours avec une incroyable rapidité. A New-York, à Boston, à Philadelphie, à Pittsburg, à St-Louis, à Cleveland, à Chicago, des Grands Lacs au golfe du Mexique, des centaines de milliers d'ouvriers demeurent sans travail, et leurs familles connaissent déjà les rigueurs de la famine et du froid. Les chemins de fer, la métallurgie, les mines, l'industrie textile, les scieries, l'industrie automobile, la fabrication des pneus, la confection, les docks, ainsi que des milliers d'entreprises fabriquant des objets de première nécessité, arrêtent le travail, en totalité ou en partie. Cette crise a jeté la stupeur dans le pays, les industriels affirment ne pas recevoir de commandes, les banquiers être à court d'argent; les marchands, ne rien vendre; les compagnies de chemin de fer publient que le trafic des marchandises diminue; les grands fermiers disent être obligés de céder leurs récoltes au-dessous du prix de revient, les éleveurs être contraints de vendre à des prix ruineux. Les marchandises sujettes à une prompt déterioration, pourrissent dans les docks et les entrepôts. Les dépôts sont encombrés de marchandises. Les récoltes ont surpassé celle année toutes les espérances. Et, parmi ces incalculables richesses, l'industrie continue à végéter, jetant les ouvriers à la rue, à la merci du froid et de la faim. Quelle est la cause de cet état de choses? Décevamment encore, la presse capitaliste affirme bruyamment que l'unique panacée pour le pays résidait dans l'augmentation de la production.

Ouvriers américains! On vous a dit que l'agitation, le mécontentement et la «Vague rouge» qui roule sur le pays, sont le résultat de l'insuffisance de production. On vous a dit que c'est seulement en donnant un «coup de collier» à la production que l'on réussira à rétablir la situation politique et économique, au lendemain de la guerre. Et mainte-

tenant que la production a été intensifiée, quels sont donc les résultats? Vous produisez au point que les marchés sont congestionnés et que vous n'avez plus de commandes. Au lieu d'une amélioration de la situation, nous voyons une aggravation. Au lieu d'une augmentation de salaires et de bien-être, vous êtes jetés à la rue, tandis que ceux qui ont été épargnés jusqu'ici par le chômage, travaillent à prix réduits. Doit-on en conclure que vous auriez trop produit? Nullement. La classe ouvrière aurait facilement pu consommer une plus grande quantité d'aliments, de vêtements, bref une quantité de produits infiniment plus grande que celle qui a été produite. Mais dans le système actuel de production capitaliste, on s'occupe avant tout de fabriquer les objets qui rapportent, et non ceux dont le consommateur a le plus besoin. Les ouvriers ne reçoivent que le cinquième de la valeur de ce qu'ils produisent. Le surplus, sauf ce qui est consommé par la classe capitaliste et par ses serviteurs, est exporté. Cet excédent de produits est naturellement vendu dans les autres pays, dans les conditions les plus avantageuses.

La principale cause du chômage et de la crise industrielle qui sévissent actuellement en Europe—l'Europe fut, pendant et après la guerre, le plus grand client de l'Amérique,—aujourd'hui ruinée, c'est que l'Europe a épuisé argent et crédit. Elle gémit sous le poids écrasant de ses dettes de guerre. Son industrie est dans le marasme. Appauvris, indignés, les ouvriers européens menacent de renverser leurs gouvernements capitalistes. Les banquiers américains le savent et refusent de prêter à ces derniers les fonds qui leur sont nécessaires pour l'achat de marchandises. Ils savent que les gouvernements européens ne seront jamais en état de rembourser ni le capital, ni les intérêts de leurs formidables emprunts. Ils n'ignorent pas non plus que les nouveaux gouvernements ouvriers refuseront de payer

les emprunts des gouvernements capitalistes actuels. C'est pourquoi les financiers américains ont coupé tout crédit à l'Europe, la mettant ainsi dans l'impossibilité absolue d'acheter les marchandises américaines. Preuve manifeste de la ruine du capitalisme européen et de ses conséquences graves pour le capitalisme américain, qui lui est rattaché par d'innombrables liens.

Pour diverses raisons, les autres marchés sont incapables d'absorber les excédents de production de l'industrie américaine: 1° Les conditions d'existence ont été perturbées dans le monde entier; partout les masses sont aux prises avec la faim et le chômage; la guerre exerce encore ses ravages sur divers points du globe; les petits peuples et les colonies luttent opiniâtrement pour leur affranchissement des grands Etats capitalistes de l'Europe. 2° Une certaine concurrence étrangère se fait sentir. 3° L'ajustage a provoqué une hausse trop grande du dollar sur le marché financier international, alors que sur le marché américain sa valeur est restée basse.

Il va de soi que les capitalistes américains ne souffrent pas de la crise. Ils ferment leurs fabriques et vont villégiaturer à Palm Beach ou dans d'autres opulentes villes d'eau. Et pendant qu'ils s'y reposent, les ouvriers américains, vous vous débâtez contre la misère. Vos familles souffrent du manque d'aliments, de chauffage et de vêtements. Et par le fait d'être chassés de votre travail, vous perdez tout droit au salaire.

Mais cette crise industrielle a encore un autre revers. *La classe capitaliste profite des circonstances pour réduire vos salaires et détruire vos organisations ouvrières.* La classe capitaliste (agissant par ses syndicats de commerçants, de financiers et d'industriels) applique la politique de «l'atelier ouvert», qui consiste à expulser des entreprises industrielles les ouvriers syndiqués. Son mot d'ordre est de «suivre les traces de Herry (1)». Telle est la situation qui vous est faite. *Ouvriers, il faut que vous vous décidiez à y mettre un terme!* La classe ouvrière américaine traverse un moment critique. Le jeu des capitalistes consiste à lancer les éléments contre ceux qui travaillent. Par ce moyen, ils espèrent semer la discorde dans nos rangs, nous exciter à la concurrence, les uns contre les autres, et faire prévaloir l'«atelier ouvert» sans syndicats... Il faut que vous teniez résolument contre cette violente agression. Contraindez vos organisations ouvrières à relever le gant jeté par la classe capitaliste. Si les leaders réactionnaires et les imposteurs opérant parmi vous s'y opposent, chassez-les et remplacez-les par des ouvriers qui sauront agir conformément à votre volonté.

Il importe que toutes les forces de la classe ouvrière fassent pression, par des réunions publiques, par des manifestations et des protestations. *La classe ouvrière ne doit pas craindre de recourir à la grève générale et à la grève politique, pour faire abolir ses revendications.* La crise industrielle marque le début du mouvement révolutionnaire qui doit finir par le renversement du gouvernement et du système capitaliste actuel. Le capitalisme américain suit le même chemin que le capitalisme européen. Il route aux abîmes. *Ouvriers, il vous appartient maintenant de précipiter sa chute.* N'est-il pas temps de vous rendre compte que vous n'obtiendrez aucune amélioration véritable de votre sort, en régime capitaliste? *En régime capitaliste, vous ne connaissez jamais que le chômage, la faim, la cherté de la vie, les logements insalubres que vous louent vos propres patrons, la misère, le malheur, la maladie et la guerre. Si vous protestez contre le sort qui vous est ainsi fait, si vous faites grève, les casse-tête et les brownings des policiers, les sabres et les mitrailleuses de la troupe, les rigueurs de l'état de siège vous attendent. Si cela ne vous suffit pas, l'enfer et la prison vous rappellent à la raison. Les choses ne se passent-elles pas ainsi? Parcourez seulement l'histoire de ces deux dernières années de classe. Rappelez-vous les grèves des ouvriers du transport maritime, des mineurs, des travailleurs du livre, les perquisitions quotidiennes, les déportations, les emprisonnements. Quelle a été l'attitude des tribunaux? Ils ont toujours pris parti pour les capitalistes contre les ouvriers. De quel côté se trouvait la police et la troupe? Avec les capitalistes, contre les ouvriers. Avec qui marchaient les leaders ouvriers? Avec les capitalistes, contre les ouvriers. Pour qui étaient les auto-*

rités locales et gouvernementales? Pour les capitalistes. Rien de plus naturel. Tous étaient du même côté et ils le sont toujours, de même qu'ils continueront à entretenir les dissensions parmi vous, à saboter vos grèves, à détruire vos organisations ouvrières aussi longtemps que le capitalisme et que la machine gouvernementale restera aux mains de la classe capitaliste. Le seul moyen de briser ce système qui nous maintient dans la misère, le malheur et l'humiliation, c'est, pour la classe ouvrière, de conquérir le pouvoir et de prendre la première place dans la société. Et d'abord, il s'agit de détruire le gouvernement capitaliste actuel et d'instaurer par la force révolutionnaire le pouvoir soviétique, comme l'ont fait les ouvriers et les paysans de Russie! Les ouvriers américains doivent enfin comprendre que l'heure est venue d'instaurer le pouvoir des Soviets. Le gouvernement prolétarien agira pour les ouvriers, contre les capitalistes. Sous sa protection et sous sa direction, le contrôle ouvrier de la production l'exercerait. S'ilôt qu'il aurait atteint les buts qu'il s'assignait dans la période de transition du capitalisme au communisme, s'ilôt que l'abolition de la propriété sur les moyens de production et d'échange serait un fait accompli, s'ilôt que les classes auraient disparu et que les tentatives de renverser le pouvoir ouvrier auraient été définitivement réprimées, s'ilôt que les ouvriers tiendraient bien en mains la direction de l'industrie et de l'économie publique, le Gouvernement soviétique prolétarien «mourrait» de lui-même et ferait place à la société communiste dont les membres collaboreraient librement à l'œuvre de production et de répartition des articles de consommation. C'est exactement ce que fait, en Russie, le Gouvernement soviétique. En dépit du blocus de l'Europe, de la contre-révolution, des invasions de Kolchak, de Dénikine, de Youdénitch, de la Pologne et de Wrangel, tous financés et dirigés par l'impérialisme mondial, la Russie a créé peu à peu le contrôle ouvrier sur l'industrie et frayé la voie au communisme. Mais, livrée à ses propres forces, la Russie n'est pas en état d'instaurer le communisme. Le communisme doit être l'œuvre des travailleurs de tous les pays. Seuls, la victoire de la révolution mondiale prolétarienne et l'écrasement du capitalisme international peuvent venir à bout de cette tâche gigantesque.

Les ouvriers européens commencent à comprendre cette nécessité. L'exemple de leurs camarades russes les instruit. Ils saisissent toute l'importance de l'existence de la Russie soviétique qui est l'objet de leurs plus ardentes sympathies. Ils ont signifié à leurs gouvernements que toute attaque de leur part contre la Russie soviétique serait le signal de la révolte. Les ouvriers européens se préparent maintenant à renverser leurs gouvernements capitalistes et à instaurer le pouvoir des Soviets. Certes, les souffrances endurées par les ouvriers européens dépassent de beaucoup celles des ouvriers américains. Ils ne font que sortir d'une guerre de six ans, la plus désastreuse et la plus abominable que le monde ait connue. Ils comprennent maintenant que tous les sacrifices que leur a coûté la guerre, se sont convertis en profits pour tel ou tel groupe de forbans impérialistes.

Ils se rendent aujourd'hui compte que la «paix» leur est encore plus dure que la guerre qui continue d'ailleurs sur de nombreux points du continent. Les masses sont écrasées sous le poids des impôts. L'industrie et le commerce sont dans le marasme et le capitalisme est au bord de l'abîme. Comme vous, ouvriers américains, les ouvriers européens se trouvent devant l'alternative de choisir entre la faim, l'esclavage et la révolution prolétarienne.

C'est aujourd'hui, à vous, ouvriers américains, de faire cette expérience amère. Oh vous a entraînés dans la guerre mondiale, au nom de la «démocratie menacée». Comme les autres, vous avez reçu des promesses de justice sociale, de travail et de bien-être. Mais de même que les «quatre points» de Wilson, ce n'était là que promesses, bonnes seulement à vous duper, sans que ceux qui vous les faisaient eussent la moindre envie de les tenir. A vrai dire, comment eût-on pu les tenir sans abolir le régime capitaliste? Il n'y a rien d'autre à faire que de croire que les capitalistes sont disposés à abolir eux-mêmes un régime qui leur permet d'exploiter et de spolier les ouvriers, afin d'édifier d'immenses fortunes.

Ouvriers américains! Ne vous laissez pas bernier plus longtemps par les «promesses» des capitalistes! Car c'est une nouvelle faillite qui vous attend. Un seul moyen s'offre à vous pour sortir des affres de la misère et de l'exploitation: le renversement du gouvernement capitaliste et l'instauration du *Pouvoir des soviets en Amérique*. Cette tâche ne sera pas facile. Le gouvernement capitaliste est une machine

(1) Herry, éminent capitaliste américain, roi du frust de l'acier et leader de la bourgeoisie belléqueuse. Toutes les entreprises tentées contre les révolutionnaires sont inspirées par Herry.

Note de la Rédaction.

nationale qui maintient les ouvriers dans la soumission par la violence de sa police, de son armée, de sa flotte, de ses tribunaux, de sa bureaucratie. C'est à cette machine que la classe capitaliste—minorité infime—doit de rester la classe dominante. Ne songez pas à renverser le pouvoir capitaliste par les moyens pacifiques du suffrage universel qui n'est qu'un instrument docile, dont les capitalistes se servent habilement pour tromper les ouvriers et les convaincre qu'ils atteindront leurs buts par la voie parlementaire. Vous ne réussirez pas non plus à briser le système capitaliste par la main-mise sur les usines, si vous ne vous emparez pas simultanément du pouvoir politique. Les ouvriers italiens viennent d'en faire l'expérience. Ils ont désormais compris que «ils ne prennent le pouvoir, les ouvriers sont voués à une défaite certaine.

La seule voie qui conduise au renversement du pouvoir capitaliste c'est l'action des masses: manifestations, protestations, grèves générales, grèves politiques, aboutissant à un choc décisif avec l'Etat capitaliste, à l'insurrection armée et à la guerre civile. La classe ouvrière doit opposer à la dictature du capitalisme la dictature du prolétariat!

Que vos mots d'ordre soient désormais:

*A bas le capitalisme!*

*A bas le gouvernement capitaliste!*

*Vive le gouvernement des Soviets Américains!*

LE COMITÉ CENTRAL  
DU PARTI COMMUNISTE AMÉRICAIN.

### AU CONGRÈS DE TOURS

## AMENDEMENT À LA RÉOLUTION D'ADHÉSION À LA III-e INTERNATIONALE

(Motion du Comité de la III-e Internationale).

Considérant que le 2-e Congrès mondial de l'Internationale Communiste s'est reconnu le devoir de «fixer, d'une façon tout à fait précise, les conditions d'adhésion des nouveaux partis» et a, en conséquence, arrêté et voté le texte des 21 conditions d'adhésion des partis à l'Internationale Communiste;

Que l'ensemble des 21 conditions ainsi sanctionnées par le vote du 2-e Congrès constitue un bloc intangible qui fait loi dans l'Internationale Communiste jusqu'au futur Congrès;

Que l'article 16 des conditions précise ce point de vue en ces termes, d'une netteté catégorique: «Toutes les décisions des Congrès de l'Internationale Communiste, de même que celles du Comité Exécutif, sont obligatoires pour tous les partis affiliés à l'Internationale Communiste»;

«Que c'est l'Internationale Communiste et son Comité Exécutif qui demeurent seuls et souverains juges «des conditions de lutte si variées dans les différents pays» et qui se réservent à eux-mêmes le soin de n'adopter des résolutions générales et obligatoires que dans les questions où elles sont possibles»;

Que, par conséquent, il n'appartient ni au Parti Français, ni à aucun groupe de militants français, de modifier de sa propre autorité l'une quelconque des 21 conditions, sous peine de rendre caduque sa propre adhésion;

Que, si certaines conditions paraissent d'une application difficile, en regard à la situation politique nationale, il convient néanmoins de les accepter, quitte à en appeler ensuite, l'adhésion du parti étant ratifiée, à l'esprit d'équité de

l'Internationale Communiste pour en modifier l'application;

Fermement résolu à voter l'adhésion sans réserve et sans délai, définitive et indiscutable, du parti à l'Internationale Communiste.

Le Congrès décide d'adopter la résolution d'adhésion à la III-e Internationale, présentée par le Comité de la III-e Internationale, après y avoir introduit les modifications suivantes:

1<sup>o</sup> Au lieu de: «Le parti considère que les exceptions prévues à l'article 20 des conditions», en ce qui concerne les représentants de la tendance centriste nommés à l'article 7, «doivent s'appliquer au Parti Français dans les circonstances présentes. Ces exceptions valent également pour les délégués au Congrès visés à l'article 21, qui déclareront s'incliner devant les décisions du parti»;

La résolution portera: «En conformité avec l'article 20 des conditions, le parti demandera au Comité Exécutif de l'Internationale Communiste investi à cet effet de pleins pouvoirs par le 2-e Congrès, de se montrer aussi large que possible dans les exceptions prévues en faveur des représentants de la tendance centriste»;

2<sup>o</sup> Au lieu de: «Mais, d'accord avec le 2-e Congrès de l'Internationale Communiste, le parti condamne toute tentative de scission syndicale. Ce sont les centrales syndicales elles-mêmes qui devront, en abandonnant l'Internationale d'Amsterdam, entrer dans l'Internationale Syndicale de Moscou»;

La résolution portera: «Des noyaux communistes, complètement subordonnés à l'ensemble du parti, seront formés dans les coopératives pour, y propager

les principes communistes et dans les syndicats, en vue d'y répandre l'idée de la rupture avec l'Internationale Syndicale Jaune d'Amsterdam et de l'union avec l'Internationale Syndicale Rouge de Moscou".

3° Au lieu de: «A dater du Congrès, le parti se nommera «Parti Socialiste, Section Française de l'Internationale Communiste». Il fera valoir auprès du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, les raisons qui militent pour l'acceptation provisoire de ce titre»;

La résolution portera: „A dater du Congrès, le parti se nommera: Parti Communiste de France, section de la III-e Internationale Communiste".

A. et M. Heine (14-e Section); J. Hermitte (16-e Section); G. Latroye (18-e Section); A. Legrand (18-e Section); G. Leroy (14-e Section); Citoyenne Rys (14-e Section); Th Simon (14-e Section).

## APPEL DU COMITE DU PARTI SOCIAL-DÉMOCRATE ALLEMAND DU DISTRICT DE REICHENBERG

A la suite du vaste mouvement gréviste qui vient de prendre fin en Tchéco-Slovaquie, le Comité du Parti Social-Démocrate du district de Reichenberg a lancé un appel dont nous donnons ici le résumé:

«Le prolétariat révolutionnaire de la République Tchéco-Slovaquie vient de recevoir le baptême du feu. Deux années durant, l'idéologie bourgeoise et nationaliste a asservi le prolétariat, lui interdisant toute action révolutionnaire. Mais ce temps n'est plus et il ne saurait revenir. Pour la première fois, les prolétaires tchèques ont employé l'arme de la grève générale contre l'Etat capitaliste; pour la première fois, les prolétaires allemands ont manifesté par des actes leur solidarité avec leurs frères tchéco-slovaques; pour la première fois, les dirigeants tchéco-slovaques ont senti le sol trembler sous leurs pieds. Menacés, ils n'ont pas hésité à faire appel à la force. Le champ de bataille est jonché de cadavres; nos plus vaillants, nos meilleurs camarades ont été jetés en prison. Mais la foi aveugle en la stabilité et l'inviolabilité des prérogatives des classes dirigeantes tchéco-slovaques est ébranlée. La République tchéco-slovaque est aujourd'hui rayée du nombre des pays qui constituent encore un sûr rempart de la contre-révolution internationale dans la lutte contre la Russie et la révolution mondiale.

Nous reconnaissons que le vaste mouvement dont notre pays a été le théâtre, est resté sans résultat. Nous n'avons rien obtenu de ce que nous revendiquions.

Comment expliquer cet échec apparent? Par le fait que, seule, une partie du prolétariat tchéco-slovaque a pris part au mouvement et que la grève générale n'a pas été accueillie avec une égale faveur dans toutes les régions.

Mais qui faut-il en accuser?

Uniquement le sabotage et la trahison de la majeure partie des leaders social-démocrates et des bureaucrates syndicaux.

Quant aux socialistes de droite du parti tchèque, inutile de s'étendre sur leur rôle. Ils ont à tel point asservi une importante fraction du prolétariat tchèque à l'idéologie bourgeoise et nationaliste, ils lui ont tellement faussé sa conscience de classe et son esprit révolutionnaire, que leur infâme trahison d'aujourd'hui n'a rien qui puisse étonner.

Mais qu'ont fait nos socialistes de droite allemands, qui n'ont fait la majorité du Comité Central du parti au moment où cette basse trahison préparée de longue main, s'est dévoilée dans toute sa nudité; quel a été leur rôle lorsque la contre-révolution a tourné ses mitrailleuses contre le prolétariat tchèque, avant-garde de la révolution mondiale, qui s'était soulevé pour sauver la cause et l'honneur du prolétariat international?

Qu'a fait le Comité Central du parti au moment où les prolétaires allemands de Reichenberg affirmaient par leurs actes leur solidarité avec leurs frères tchèques?

Le Comité Central a décidé qu'il ne prendrait pas part à la lutte, il vous a conviés, ouvriers et ouvrières, à observer la neutralité!

Ouvriers et ouvrières, réfléchissez au sens de cette invitation. Un parti ouvrier, qui se dit révolutionnaire, proclame sa neutralité au moment où la contre-révolution, brûlant d'exterminer le prolétariat révolutionnaire, lui déclare une guerre implacable. Mais est-ce rester neutre que de précéder la continuation du travail quand la grève bat son plein. Ceux qui travaillent en temps de grèves sont des «renards»; c'est ainsi qu'on les a toujours traités.

De quelque façon qu'on interprète les décisions du Comité Central du Parti et du Bureau des syndicats, on n'arrivera pas à prouver qu'elles ne constituent pas un appui aux plus farouches ennemis des travailleurs et une trahison à la cause du prolétariat révolutionnaire. Des hommes capables de trahir ainsi le prolétariat à l'heure décisive de la lutte ne peuvent pas rester plus longtemps à la tête du parti. Si la classe ouvrière ne veut pas perdre les batailles prochaines, elle doit s'organiser en un parti vraiment révolutionnaire ayant pour but de grouper en un parti international de lutte le prolétariat révolutionnaire conscient de toutes les notions de l'Etat tchéco-slovaque, d'obtenir l'adhésion à l'Internationale Communiste et de former un Parti Communiste Unifié Tchéco-Slovaque. C'est pourquoi nous exigeons la convocation d'un congrès extraordinaire. Nous voulons rompre avec les sociaux-trahisseurs et mettre le parti dans l'obligation de choisir entre la révolution et la contre-révolution. Car, entre ces deux extrêmes, il n'y a pas de milieu.

## RÉSOLUTION DE L'ARMÉE CITOYENNE IRLANDAISE

A l'occasion du troisième anniversaire de la révolution bolchévique, l'Armée Citoyenne Irlandaise, réunie à Dublin, a voté la résolution qu'on va lire.

L'Irlande subit à l'heure actuelle toutes les horreurs de la dictature militaire: assassinats, pillages et destruction complète de villes par les troupes anglaises sont devenus des faits quotidiens. Toute réunion politique étant interdite, le meeting de l'Armée Citoyenne a été clandestin.

Nous savons que les résolutions n'ont en général que peu d'importance. Nous osons pourtant espérer que celle-ci, votée dans de graves circonstances semblables, indique la ferme détermination de l'Armée Citoyenne Irlandaise de passer de la parole aux actes et que l'avant-garde du prolétariat irlandais n'attend que le moment propice pour participer à l'œuvre pour laquelle combattent ses frères de l'Armée Rouge.

Le meeting fut présidé par le camarade Connolly; le camarade Mac Alpine fut le principal orateur. Son discours fut suivi de débats auxquels tous les assistants participèrent avec animation et cordialité.

Voici le texte de la résolution votée à l'issue du meeting:

En sa qualité d'unique représentante de la classe ouvrière irlandaise et de seule organisation armée du pays, dont la tâche consiste à défendre les intérêts véritables du prolétariat, l'Armée Citoyenne Irlandaise félicite l'héroïque Armée Rouge de la République Soviétiste pour ses trois années de lutte épique contre la réaction militariste et capitaliste de l'intérieur et contre les attaques de l'impérialisme et du capital. L'Armée

Citoyenne félicite l'héroïque Armée Rouge à l'occasion des victoires décisives qu'elle a remportées sur Koltchak, Dénikine, Youdénitch et Wrangel. Elle envoie son salut cordial et fraternel à la République Soviétiste et aux masses laborieuses de Russie. Elle déclare être de tout cœur avec ceux qui luttent pour l'émancipation du prolétariat mondial. Elle attire l'attention de ses frères d'armes russes sur la lutte en Irlande qui n'est, à son avis, qu'un épisode de la lutte mondiale dont la Russie est le centre. Elle s'incline devant la mémoire des héros de deux pays révolutionnaires, Russie et Irlande, et en particulier de ceux qui, dans les rangs de l'Armée Rouge et de l'Armée Citoyenne Irlandaise, sont tombés sur les champs de bataille. Animée d'un esprit fraternel et communiste, elle poursuivra la lutte par tous les moyens en son pouvoir, aussi longtemps qu'elle n'aura pas obtenu la victoire complète des masses exploitées sur les exploités.

«Vivent la République ouvrière et l'Armée Rouge Russes!»

«Vivent la République ouvrière et l'Armée Rouge irlandaises!»

«Vivent la République ouvrière et l'Armée Rouge Internationales!»

## POUR LE PROLÉTARIAT HONGROIS! CONTRE LA TERREUR BLANCHE!

*(Appel de la Commission Administrative de la Centrale Syndicale de Finlande.)*

Pendant de longues années, les puissances impérialistes ont sacrifié avec une rage insensée des millions de vies humaines à la cupidité des classes capitalistes. Pendant 6 années entières, elles ont ramassé toute la force humaine dont elles disposaient, et fait servir tout le génie humain à la destruction systématique des fruits d'un travail séculaire. Aujourd'hui encore, la tourmente est loin d'être calmée. Car il y a des vaincus, mais il n'y a point de vainqueurs.

Les mensonges, dont on s'est servi pour aveugler le prolétariat mondial en le conduisant aux champs de la mort, commencent à se dissiper. La vérité nous apparaît dans toute l'horreur. Cette vérité est si éloquente que les capitalistes du monde préfèrent la mort à l'aveu de leurs crimes.

Ils savaient en commençant la guerre, qu'ils risquaient trop. Mais ils comptaient que la victoire les payerait de tout. Ils se sont trompés; car une nouvelle puissance est entrée en scène pour arracher le pouvoir aux forbanes et gouverner les destinées des peuples. De cette lutte, on ne voit pas la fin. Les capitalistes défendent leurs positions avec acharnement, par tous les moyens. Où une victoire momentanée le leur permet, ils luent avec une aveugle fureur. Ils savent que ceux qui viendront les remplacer les jugeront et les condamneront inexorablement. Dans les plaines immenses de la Russie, le Travail a vaincu. Pareils à des chacals, ses anciens maîtres rôdent aux frontières de la Russie cherchant—mais en vain—où mordre.

Mais la main qui jadis forgeait l'acier pour leurs yeux sanguinaires, forge aujourd'hui les boucliers du pouvoir ouvrier soviétiste.

Partout où la réaction a passé: en Finlande, en Esthonie, en Hongrie et ailleurs, il semble que les hordes d'Affila aient passé. Mais la Hongrie a surtout été éprouvée. Pendant près de deux ans, elle a été le théâtre d'atrocités sans nombre. Les nouvelles qui nous en parviennent sont terribles. Un grand nombre d'ouvriers et de militants ont péri. Les prisons regorgent d'ouvriers. Les organisations ouvrières sont dissoutes. Et la poignée de brigands-aristocrates qui s'est emparée du pouvoir s'attache à exterminer les militants ouvriers dans tout le pays, et même en dehors de ses frontières.

Camarades! Les plaintes du prolétariat hongrois implorant secours sont entendues dans tous les pays. Nos frères mutilés de guerre de Hongrie reçoivent aujourd'hui de leur bourgeoisie le salaire des héros. Le gouvernement de Horthy multiplie les verdicts de mort. Il a dernière-

ment condamné les commissaires du peuple hongrois.

Les atrocités sont quotidiennes. Et le monde «civilisé» reste muet devant ces horreurs. Le capital est satisfait: car il a soif de sang ouvrier.

Camarades! Partout, dans tous les pays du monde, les ouvriers se soulèvent, protestant contre la terreur hongroise. Le prolétariat mondial peut, seul, mettre fin à ces crimes. Seul, le prolétariat mondial pourrait décapiter l'hydre malfaisante qui est: le capitalisme hongrois.

Les organisations syndicales de toute la Finlande, qui groupent tous les travailleurs finlandais professionnellement organisés, expriment leur profond dégoût et leur haine des maîtres acruels de la Hongrie. Elles sont convaincues que le glas qui sonne aujourd'hui pour la société bourgeoise annonce une aube nouvelle pour le prolétariat de Hongrie et du monde entier.

*La Commission Administrative  
de la C. S. F.*

## APPEL AUX OUVRIERS ET OUVRIÈRES DU MONDE ENTIER

Camarades, le 3-e Congrès des déléguées ouvrières et paysannes du Parti Communiste Russe envoie aux ouvriers et ouvrières du monde entier son salut fraternel.

Voilà trois ans déjà que, poursuivis par la haine des États capitalistes qui nous entourent, nous nous défendons contre les attaques de nos adversaires, les rapaces de la bourgeoisie mondiale, et que, au milieu de difficultés et d'obstacles sans nombre, nous construisons dans la douleur la nouvelle société communiste.

La tâche est dure. Nous avons à supporter les privations, la famine et les maladies, toutes les souffrances et tous les maux de la période de transition. Mais nous, ouvrières communistes, nous ne perdons pas courage. Nous voyons la dictature du prolétariat ferme comme roc, et notre République Soviétiste, la république des travailleurs, se consolider de jour en jour.

Les succès des armées rouges ont forcé nos ennemis les plus acharnés à rappeler les troupes qu'ils avaient lancées contre nous, et il nous a été alors possible de tourner nos efforts vers le relèvement de la production, la réorganisation de l'industrie et le développement de l'agriculture.

Déplorable est notre situation. Mais, sachez-le bien, camarades-ouvrières des pays bourgeois

d'Occident et d'Orient, nous ne changerions pas notre idéal révolutionnaire pour le bien-être apparent des prolétaires des autres pays.

Vous ne souffrez pas moins que nous des conséquences de la guerre et de la désorganisation de l'économie mondiale, mais vos souffrances sont stériles. Votre situation restera sans issue aucune, tant que vous ne serez pas les détenteurs du pouvoir. Nous faisons de douloureux sacrifices, mais, par contre, nous sommes libres. Nous édifions, nous créons une vie nouvelle. Chaque jour, le régime bourgeois vous apporte une aggravation de vos souffrances. Au contraire, chaque jour qui s'écoule en Russie Soviétiste apporte un soulagement à nos maux, contribue à la restauration de la production et à la disparition des injustices de l'ancien monde capitaliste.

Camarades ouvrières, maintenant encore, vous gémissiez dans un double esclavage: vous êtes dans la sujétion du capital et sous le joug de la législation et des coutumes du régime bourgeois. Nous autres, ouvrières et paysannes de la Russie laborieuse, nous jouissons de l'égalité devant la loi et dans la pratique et, en forgeant le communisme, c'est à notre complète émancipation que nous travaillons. Camarades, frères et sœurs, vous qui, ruinés et affamés, étouffez sous l'oppression du capitalisme, tolérerez-vous encore longtemps le joug de notre ennemi commun? Jusques à

quand consentirez-vous à souffrir, sans résultat? Plus vous différerez la révolution, plus vous contribuerez à aggraver la désorganisation de l'économie nationale, et plus vous accroîtrez la somme de vos malheurs. Assez de tergiversations! Levez l'étendard de la révolte! Cet étendard, nous et nos frères, nous le tenons bien haut, mais nous avons besoin aussi de votre aide. Nous croyons à l'imminence de la révolution ouvrière mondiale; nous savons que votre ardeur combattive croît de jour en jour. Justifiez notre espérance, employez l'arme la plus sûre du prolétariat dans sa lutte: la solidarité ouvrière mondiale. Organisez-vous autour des drapeaux rouges du communisme.

Emparez-vous du pouvoir! Mettez fin vous-mêmes à vos souffrances; entrez résolument dans la lutte, réalisez la dictature de la classe ouvrière et créez avec nous une vie nouvelle.

*A bas les bourgeois et les propriétaires!*

*A bas l'oppression des ouvrières et des ouvriers par le Capital!*

*Vivent les soviets et la dictature de la classe ouvrière!*

*Vive l'union des travailleurs de tous les pays, sous le drapeau de la III-e Internationale!*

*Vive la révolution ouvrière mondiale!*

---

## SALUT A NOTRE LEADER BIEN-AIMÉ ET COMPAGNON D'ARMES, KLARA ZETKIN

La 3-e conférence panrusse des organisations ouvrières et paysannes, réunie à Moscou, vous adresse son meilleur salut à vous, notre leader bien-aimé, qui combattez avec nous pour la cause sacrée de la classe ouvrière, pour l'émancipation politique et sociale de la femme asservie par le régime bourgeois, et pour le triomphe du communisme.

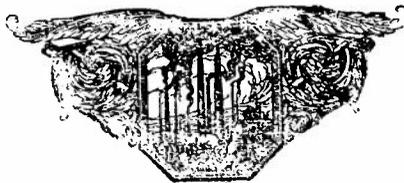
Votre séjour en Russie Soviétiste y a laissé des traces ineffaçables. Il nous a confirmés dans l'idée que notre position était la bonne et que la tâche de nos sections était d'attirer les ouvrières, les paysannes et les femmes des professions libérales dans la lutte pour le communisme, et de déployer une initiative féconde dans toutes les questions ayant trait à l'émancipation de la femme. Par votre arrivée, vous resserrez le lien qui nous

rattache au prolétariat allemand. Vous transmettez à nos camarades, les ouvrières et les ouvriers d'Allemagne, notre appel: secouez le joug du capital, réunissez toutes vos forces et, sous le drapeau rouge du parti révolutionnaire communiste du monde entier, emparez-vous du pouvoir et proclamez la dictature de la classe ouvrière dans l'Allemagne délivrée des capitalistes et des propriétaires!

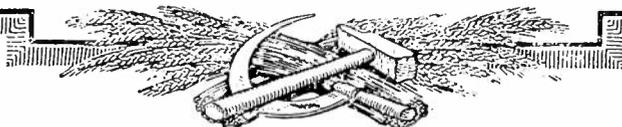
*Vive la fraternité internationale des ouvriers et des ouvrières!*

*Vive la dictature de la classe ouvrière, qui sera réalisée par les soviets!*

*Vive la révolution ouvrière mondiale!*



# ACTES DU COMITÉ EXÉCUTIF DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE



## SÉANCE DU COMITÉ EXÉCUTIF

LES 9, 10 ET 14 JANVIER ONT ÉTÉ TENUES, SOUS LA PRÉSIDENTE DE ZINOVIEV, 3 SÉANCES PLÉNIÈRES DU COMITÉ EXÉCUTIF DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

9 janvier

L'ordre du jour comprenait les questions suivantes:

- 1) Conférence Internationale des Syndicats.
- 2) Situation en Autriche.
- 3) Situation en Italie.
- 4) Congrès du Parti Socialiste Français, à Tours.
- 5) Mouvement communiste au Danemark.
- 6) Parti Communiste Unifié d'Allemagne (V. K. P. D.) et Parti Communiste Ouvrier Allemand (K. A. P. D.).
- 7) Rapport sur la situation en Géorgie.
- 8) Question d'organisation intérieure.
- 9) Question orientale.
- 10) Boycottage économique de l'Espagne.

Dans son discours d'introduction, sur le premier point Zinoviev indique que le Congrès du Parti Socialiste Italien terminait à l'époque caractérisée par la mise en pratique des principales résolutions du Deuxième Congrès de l'Internationale Communiste à l'égard des partis politiques. Le centre de gravité de notre action se transporte aujourd'hui sur la conquête du dernier rempart des opportunistes, ces ennemis les plus dangereux de la classe ouvrière, à savoir les syndicats. Zinoviev apporte une série de propositions pratiques qui sont adoptées après une courte discussion. Le Comité Exécutif formule comme suit ses vœux à l'adresse du Soviet International des Syndicats:

a) La Conférence Internationale des Syndicats est convoquée par le Soviet International des Syndicats pour le 1<sup>er</sup> mai 1921, à Moscou.

b) A la Conférence sont invitées toutes les organisations professionnelles (ou leurs éléments) qui sont pour la lutte contre l'Internationale Jaune d'Amsterdam et pour l'union de tous les syndicats révolutionnaires.

c) L'ordre du jour de la Conférence comprendra les points ci-dessous:

- 1) comptes-rendus;
- 2) le rôle des syndicats dans la période de transition;
- 3) les syndicats, les comités d'usines et les soviets;
- 4) les syndicats et le contrôle de la production (la socialisation, comme la veulent les réformistes);
- 5) les syndicats et l'Internationale Communiste;
- 6) question d'organisation: le fonds de grève international, le fédéralisme et le centralisme dans le mouvement professionnel, les fédérations syndicales internationales;
- 7) élections.

Les débats ont fait ressortir la nécessité qu'il y a à ce que participent à la Conférence des représentants de toutes les tendances révolutionnaires existant dans le mouvement professionnel.

La situation en Autriche est exposée par Steinhart, représentant du Parti Communiste Autrichien. Il insiste surtout sur les dernières élections au Parlement. Comme on sait, le Parti Communiste Autrichien a mené toute sa campagne pour le boycottage des élections: ce n'est qu'au dernier moment que, se soumettant à la décision du Deuxième Congrès de l'Internationale Communiste, il décida d'y prendre part. Le parti n'a pas reçu un seul mandat, il a groupé seulement 30.000 voix. Lors des élections qui eurent lieu, peu après, aux Soviets de Députés Ouvriers, le parti a subi également de lourdes pertes; au lieu de 115 des sièges, il n'en a reçu que 112. Il faut se souvenir que les camarades autrichiens ont à lutter dans des conditions extraordinairement difficiles contre une bourgeoisie fortement soutenue par les social-traitres. Il

s'est détaché du Parti Social-Démocrate un groupe nommé „Association ouvrière des social-démocrates révolutionnaires”, qui compte de 4 à 6.000 membres et qui est prêt à se fondre avec le Parti Communiste. Chose significative, cette scission s'est faite au sein des Soviets de Députés Ouvriers.

Dans la discussion qui s'engage à ce sujet, et qui est complétée par d'intéressantes communications d'un camarade récemment arrivé de l'étranger, Varga déclare qu'il est anormal que les relations entre le parti et les masses soient déterminées entièrement par la position du parti, dans une question aussi secondaire que le parlementarisme. Boukharine caractérise la période actuellement traversée par l'Autriche comme une époque de décadence et de dissolution: le processus de dépérissement économique, qui se poursuit en ce moment, donne naissance, dans toutes les classes de la société autrichienne, à une mentalité de découragement et de désespoir qui s'est emparée même d'une partie de nos camarades. Le Parti Communiste doit se débarrasser de ce pessimisme, il doit reprendre sa confiance en soi et sa foi dans la Révolution, il doit, au milieu de la ruine et du désespoir général, indiquer à la classe ouvrière la perspective radieuse de la révolution.

L'assemblée, d'accord avec Boukharine, décide d'adresser au prolétariat et au Parti Communiste d'Autriche un appel exprimant l'opinion du Comité Exécutif sur la situation et sur le rôle actuel du Parti Communiste Autrichien.

La situation en Italie est exposée par Zinoviev. Le Parti Socialiste, dont le Congrès doit s'ouvrir le 15 janvier, comprend trois grandes fractions: la fraction communiste, avec à sa tête Bombacci et Bordiga, la fraction de Serrati, qui s'égare de plus en plus vers la droite et qui, malgré sa phraséologie d'apparence révolutionnaire, est soutenue par les réformistes; un fondent tous leurs espoirs en Serrati: cette fraction votera, selon toute vraisemblance, avec les communistes. Il est difficile encore de juger du nombre de voix qu'aura notre programme, il est possible que nous soyons en minorité. Serrati, quoiqu'il se nomme communiste et qu'il adresse des lettres amicales à Moscou, ne cesse, dans son journal, de défendre de toutes façons les réformistes, répand le bruit absurde de désaccords entre Radek et Lénine, etc. Dans ces derniers temps, il glisse de plus en plus sur la pente fatale.

Un projet de lettre au Congrès italien, lu par Zinoviev, est adopté à l'unanimité.

### 10 janvier

La séance du 10 janvier s'ouvre par un rapport de Rosmer sur le Congrès de Tours. Rosmer constate qu'il ne possède pas encore de communication officielle du parti. La majorité que nous avons remportée à Tours est plus considérable encore que ce qu'on pouvait attendre d'après les votes des diverses fédérations. En analysant cette majorité, nous y reconnaissons deux phénomènes du plus haut intérêt: 1.—L'Internationale Communiste a eu les voix des groupes appartenant aux régions paysannes, dont la population, à en croire les socialistes de droite, serait tout entière hostile à la Russie Soviétique. 2.—Les régions industrielles (Seine, Pas-de-Calais, etc.), qui

possèdent de fortes organisations professionnelles, ont voté avec une remarquable unanimité pour l'adhésion. La scission a nettoyé le parti de tous les éléments conservateurs. Longuet même qu'on s'efforçait d'amener vers la gauche, est retourné à ses amis de droite. La majorité (les  $\frac{2}{3}$ ) de la fraction parlementaire, comme il fallait s'y attendre, est aussi passée à droite. L'intervention de Clara Zetkin, défiant toutes les barrières policières, a produit la plus heureuse impression.

Le Comité Exécutif décide d'envoyer ses félicitations au Parti Communiste Français et de remercier Clara Zetkin pour sa valeureuse intervention au Congrès.

Un rapport sur le mouvement communiste au Danemark est fait par les délégués danois: J., membre du Parti Communiste Danois, et E., de l'opposition syndicaliste des syndicats danois.

Le Parti Communiste Danois s'est constitué en novembre 1919, par la fusion de trois groupes: le Parti Socialiste Ouvrier, le Parti Social-Démocrate Indépendant et la Ligue de la Jeunesse Socialiste. Le parti compte environ 3.000 membres et publie un journal quotidien nommé ARBEJDET (Le Travail); aux dernières élections parlementaires, il a reçu 5.200 voix. L'opposition à l'intérieur des syndicats compte seulement 700 membres, mais son organe LA SOLIDARITE qui existe depuis 1911, est répandu à 7 ou 8.000 exemplaires. Les tendances syndicalistes qui dominaient naguère dans l'opposition disparaissent peu à peu. Un des chefs influents du groupe, Ch. Christensen, a publié récemment dans LA SOLIDARITE sur „les 21 points” une série d'articles, dans lesquels il déclare accepter sans réserve le programme de l'Internationale Communiste. Aujourd'hui, les organes centraux du parti et de l'opposition syndicale ont décidé de faire une tentative d'union fédérative. Le fond de l'accord élaboré par eux se réduit à ce qui suit: les deux organisations forment „La Fédération Communiste de Danemark”, avec un organe commun qui sera rédigé en parfaite conformité avec toutes les décisions du Second Congrès et du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste. Les deux organisations conservent provisoirement leur programme. L'opposition syndicale entre immédiatement dans le Soviet International des Syndicats Rouges.

En complément au rapport des camarades danois, Kobetsky communique qu'il a reçu une lettre du célèbre écrivain et poète prolétarien danois Martin Andersen-Nexé, qui adresse son salut chaleureux à l'Internationale Communiste et demande au Comité Exécutif de faciliter l'union des camarades danois sur la base de l'accord élaboré par eux.

Sur la proposition de Bela-Kun, le Comité Exécutif élit une Commission de trois membres pour étudier attentivement la question.

Dans la séance du 14 janvier, le président de cette Commission donne lecture de son rapport. La Commission, dont faisaient partie les délégués danois, a adopté à l'unanimité, sauf quelques amendements, le projet d'accord. La plus importante des modifications a porté sur un article qui a été formulé comme suit par la commission: „Provisoirement (toute la Fédération porte un caractère provisoire) tous les groupements communistes formés à l'intérieur des syndicats, et comprenant des membres des deux organisations, adhèrent à l'organisation professionnelle, les directives

du Comité Central du Parti demeurant toujours obligatoires pour les membres appartenant à ces groupements\*.

Ensuite est examinée la question du Parti Communiste Ouvrier d'Allemagne (K. A. P. D.). La question avait été soulevée de nouveau par une lettre du Comité Central du Parti Communiste Unifié d'Allemagne protestant contre l'acceptation du K. A. P. D. dans l'Internationale Communiste, à titre de parti sympathisant. Cette protestation est motivée de la façon suivante: 1) le K. A. P. D. n'est pas un parti révolutionnaire, car dans les pays où le but immédiat pour lequel lutte la classe ouvrière est le communisme, tout parti non communiste n'est pas révolutionnaire; 2) le K. A. P. D. est un parti en voie de déperissement, et la décision du Comité Exécutif de l'Internationale prolongera artificiellement son existence; 3) les communistes allemands, en combattant les erreurs de tactique du K. A. P. D., seront désormais privés de leur arme principale, la possibilité d'invoquer l'autorité de l'Internationale Communiste.

Cette protestation suscite de vifs débats. Steinhart propose d'inviter le K. A. P. D. à ne plus dépasser les bornes de la camaraderie, dans sa polémique contre le V. K. P. D. Markhlevski et Chabline insistent sur la nécessité, avant d'adopter une décision quelconque, de prendre connaissance de la presse du K. A. P. D., depuis son acceptation dans l'Internationale. Zinoviev est partisan de maintenir la décision déjà prise. Il estime la protestation du V. K. P. D. entièrement fautive. Le Comité Exécutif a agi en plein accord avec les décisions du Deuxième Congrès, quand il a accepté provisoirement le K. A. P. D. à titre de parti sympathisant. Si nous nous séparons catégoriquement des éléments réformistes de droite, nous devons au contraire considérer avec la plus grande tolérance les groupements ouvriers révolutionnaires qui s'estiment plus à gauche, même si ces groupements ne se sont pas encore débarrassés de leurs erreurs anarcho-syndicalistes. Le noyau du K. A. P. D. est composé d'ouvriers véritablement révolutionnaires. Dans ces derniers temps, le parti a fait un pas considérable vers le communisme en excluant Laufenberg, Wolfheim et Otto Rühle. Si le K. A. P. D. critique nos camarades allemands, il n'y a pas de mal à cela; le K. A. P. D. est loin d'être exempt d'erreurs, rappelons-nous seulement sa conduite lors de l'ouverture de Kapp et de la dernière grève des électriciens, à Berlin. Dans notre résolution, il est dit assez clairement que la seule section autorisée de l'Internationale Communiste, en Allemagne, est le K. A. P. D. et les membres du K. A. P. D. sont invités à entrer immédiatement dans ce parti. Il y est dit qu'à notre avis, la tactique du K. A. P. D., en particulier dans les questions du mouvement syndical et du parlementarisme, est erronée. En les admettant dans notre famille, nous leur indiquons la voie à suivre pour rencontrer le K. A. P. D. La rectitude de notre tactique à l'égard de la gauche et de la droite est prouvée par ce que nous voyons maintenant en Italie: D'Arugona, dont nous n'avons jamais cessé de réclamer l'exclusion, siège dans les commissions mixtes de la bourgeoisie et fait tout ce qu'il peut pour arrêter le mouvement révolutionnaire, tandis que le syndicaliste Armando Borghi, reçu par nous dans l'Internationale, a été jeté en prison,

et les ouvriers organisent des manifestations révolutionnaires sous les murs de cette prison. Après discussion, l'Assemblée adopte à l'unanimité, moins une voix et une abstention, la proposition de Zinoviev: le Comité Exécutif confirme sa précédente décision et adresse au K. A. P. D. un message spécial à ce sujet. Sur la proposition de Bela-Kun, il est décidé que le procès-verbal des séances du 24 et du 28 novembre, dans lesquelles a été examinée l'admission du K. A. P. D., sera publié.

Le président donne lecture d'un télégramme adressé au Comité Exécutif par la fraction parlementaire communiste d'Esthonie. Il est décidé à l'unanimité d'envoyer une chaleureuse réponse aux camarades esthoniens.

#### Adresse à la III-e Internationale Communiste:

„Après une lutte longue et pénible, le prolétariat esthonien a réussi à faire pénétrer ses représentants dans le Parlement bourgeois, afin d'obliger les bavards de la bourgeoisie à entendre les revendications ouvrières et, par le moyen du Parlement, de préparer le prolétariat à une lutte de classe consciente. A cette occasion, la fraction communiste du Parlement esthonien salue la III-e Internationale comme l'unique représentant du prolétariat organisé dans le monde.“

Réuel, le 1-e janvier 1921.

#### Réponse du Comité Exécutif:

„Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste salue fraternellement les ouvriers révolutionnaires d'Esthonie et leur fraction communiste. Le communisme a remporté une grande victoire morale dans un pays où règne par la terreur une poignée de bourgeois soutenue par les social-démocrates jaunes. Vivent les communistes d'Esthonie!“

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste\*.

#### 14 janvier

Dans la séance du 14 janvier, la parole est aonnée d'abord à Tskhakaia, qui décrit brièvement la situation en Géorgie. Cette République Socialiste, dont se glorifient tellement les chefs de la Seconde Internationale, est à la veille de la faillite économique: la production est arrêtée, la famine générale n'a pu être retardée que grâce aux stocks restant des précédentes récoltes, actuellement tout est mangé et plusieurs provinces souffrent déjà de la faim. Le gouvernement ne se maintient que parce que le Parti Communiste manque d'organisation. Il ne s'est pas encore remis du coup que lui a porté le traité de paix de la Russie Soviétiste avec la Géorgie, en le détachant violemment du Parti Communiste de Russie. Le gouvernement social-démocrate mène une lutte acharnée contre le mouvement communiste, expulsant et emprisonnant nos camarades, fermant leurs journaux, etc. Néanmoins, le nombre de nos amis augmente de jour en jour. Dernièrement a eu lieu, à Tiflis, un Congrès communiste. Ensuite s'est tenu un Congrès des imprimeurs, dans lequel, malgré le soutien policier du gouvernement, les menchévicks n'ont pu rassembler qu'une majorité d'une voix (263 contre 262). 7 communistes, 6 menchévicks et 2 représentants d'autres partis ont été élus. Le plus puissant des syndicats, celui des cheminots, est également „infecté“ de bolchévisme. Tskhakaia termine en demandant au Comité Exécutif de soutenir les camarades géorgiens et de leur adresser un mes-

Sur la proposition de Zinoviev, le Comité Exécutif adopte à l'unanimité une résolution contenant un salut fraternel aux camarades géorgiens et flétrissant le gouvernement menchévik de Géorgie et les chefs de la Seconde Internationale.

Le second point de l'ordre du jour, l'organisation du travail dans le Comité Exécutif, est traité par Zinoviev. Le rapporteur indique que le Congrès du Parti Italien termine la période de consolidation des grands Partis Communistes, en Allemagne, en France et en Italie. Une nouvelle période commence, dans laquelle nous devons fixer notre attention sur les questions d'organisation. Nous devons nous efforcer de faire entrer dans le Comité Exécutif des représentants de tous les pays appartenant à l'Internationale Communiste, d'établir des relations constantes entre ces représentants et leur parti; le Petit Bureau, sans se borner à envoyer des appels, doit être en correspondance avec les comités centraux de tous les partis. Enfin il faut, en tenant compte de l'expérience du développement révolutionnaire, élaborer en détail les différents points de notre programme. En conséquence, Zinoviev propose: 1) d'inviter tous les partis à envoyer leurs représentants au Comité Exécutif; 2) d'élargir le Petit Bureau, de porter le nombre de ses membres à 7, au lieu de 4, et d'élire à cet effet Bela-Kun et Rosmer; le 7<sup>e</sup> membre devra être envoyé par le Parti Communiste Unifié d'Allemagne; 3) d'élire deux commissions pour l'élaboration détaillée des différents articles du programme, une commission agraire et une commission pour la question nationale.

A cette proposition, des amendements sont portés: Berzin propose d'élire au lieu d'une commission agraire, ou en même temps qu'elle, une commission pour l'étude des conditions économiques de vie dans les Etats capitalistes; Chatzkiine propose que le Petit Bureau rende compte au Comité Exécutif de son activité. La proposition de Zinoviev avec les deux amendements est acceptée.

Sur la proposition de Zinoviev, une commission composée de Chabline, Janson et Steinhardt est élue pour prendre les mesures propres à améliorer le travail des organes techniques de l'Internationale.

Il est donné lecture d'une lettre adressée à Zinoviev par le Bureau de l'Internationale Syndicale d'Amsterdam (1).

„Monsieur le Président. Nous vous adressons ci-joint, en français et en allemand, un exemplaire de la résolution votée au Congrès International des Syndicats, tenu à Londres, du 26 au 27 novembre. Comme vous le savez sans doute par les journaux, cette résolution a été adoptée à une énorme majorité. Seules, l'Italie et la Norvège ont voté contre. Cette résolution définit notre attitude à l'égard de votre Internationale.

Vous y pourrez voir que nous n'avons pas l'intention de laisser sans protestation les calomnies que vous répandez contre nous; nous continuerons dorénavant à représenter les intérêts d'environ 30 millions d'ouvriers comme nous l'avons fait jusqu'à présent, c'est-à-dire dans l'esprit qui doit être celui du mouvement pro-

fessionnel indépendant, et, en particulier, nous ne nous soumettrons jamais, comme le fait la prétendue Internationale Syndicale fondée par vous, aux ordres d'un parti politique.

Si vous ou quelques autres chefs du mouvement syndical que vous représentez, désirez recevoir de plus amples renseignements sur notre mouvement, afin de convaincre que jusqu'à ce jour vous n'avez fait que nuire à votre propre cause et à celle du prolétariat, nous sommes prêts en tout temps à vous les fournir, à condition, cependant, que vous agissiez avec nous comme nous le faisons à votre égard, à savoir que vous portiez toujours de l'idée que toutes nos démarches nous sont dictées par des intentions pures et que nous poursuivons un but unique et commun: d'être utiles au prolétariat et de l'aider à sortir de sa malheureuse situation. C'est là la seule base qui puisse, à notre avis, permettre de comprendre notre but commun, et qui puisse peut-être amener aussi l'union des syndicats russes à notre Internationale. Nous espérons que vous porterez à la connaissance des membres du Bureau de la Troisième Internationale et notre résolution et cette lettre. L. Jouhaux, Edo Fimmen, J. Udegeest“.

La résolution est adoptée, à l'unanimité.

„Messieurs Jouhaux et autres seront invités à obtenir des gouvernements dont ils sont amis, l'autorisation d'organiser une série de réunions publiques ouvrières dans tous les centres européens, Londres, Paris, Amsterdam, à l'effet d'engager des discussions entre Amsterdam et la III<sup>e</sup> Internationale“.

Dans son rapport consacré à l'action de l'Internationale en Orient, Sokolnikov indique avant tout que les sympathies de la classe bourgeoise et propriétaire orientale à l'égard de la Russie Soviétiste manquent de fondement; elles sont suscitées par leur haine de l'Entente, mais cette haine est infiniment plus faible que leur peur devant les masses ouvrières de leurs propres pays. Voilà pourquoi nos alliés militaires d'Orient sont prêts, à la première occasion, à conclure des accords avec nos ennemis, les puissances de l'Entente. Si on se demande quel est le véritable champion de la Révolution en Orient, nous devons avant tout abandonner l'idée que l'Orient est quelque chose d'indivisible et d'un. Le capitalisme unifie les relations sociales dans les divers pays, mais l'Orient a été à peine effleuré par le capitalisme. La grosse industrie n'est développée que dans l'Inde, où le champion de la Révolution nationale et démocratique sera certainement le prolétariat. Quant aux autres pays du proche Orient, la Perse, Boukhara, l'Afghanistan, etc., on peut dire dans l'ensemble que la classe sociale opprimée est la classe paysanne et que la Révolution portera un caractère agraire. Dans notre action en Orient, nous devons tenir soigneusement compte de toutes les particularités sociales de chaque pays, en évitant de faire des généralisations fausses. La discussion sur le rapport de Sokolnikov est remise à la prochaine séance du Comité Exécutif et la parole est donnée à Rosmer pour une communication urgente sur le boycottage économique de l'Espagne.

Rosmer annonce qu'il a reçu d'Espagne un manifeste de la Confédération du Travail de ce pays, protestant contre la terreur gouvernementale à l'égard des organisations ouvrières: les journaux ouvriers sont

(1) Cette lettre a paru dans les journaux russes.

fermés, les syndicats sont dissous, les réunions sont dispersées, des centaines et des milliers de révolutionnaires et de simples ouvriers sont emprisonnés, uniquement pour avoir appartenu à une organisation. La Confédération du Travail invite les ouvriers de tous les pays, en signe de protestation, à déclarer, à dater du 15 janvier, le boycottage de l'Espagne, à ne laisser passer aucune marchandise venant d'Espagne ou y entrant. Rosner propose, au nom du Comité Exé-

cutif de l'Internationale Communiste et du Bureau provisoire du Soviet International des Syndicats, d'inviter les ouvriers du monde entier à boycotter l'Espagne bourgeoise.

La proposition est adoptée à l'unanimité.

Le Secrétaire du Comité Exécutif

M. KOBETSKY.

## ORDRE DU JOUR DU III-e CONGRÈS DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste a décidé de convoquer pour le 1-er juin 1921, le III-e Congrès universel de l'Internationale.

Le Comité Exécutif a établi le projet suivant d'ordre du jour:

1. Compte-rendu du Comité Exécutif.
2. La crise économique universelle et le rôle nouveau de l'Internationale Communiste.
3. La tactique de l'Internationale Communiste pendant la Révolution.
4. La période de transition (actions partielles et lutte finale révolutionnaire).
5. La campagne contre l'Internationale Syndicale Jaune d'Amsterdam.
6. Le Soviet International des Syndicats Rouges et l'Internationale Communiste.
7. La structure intérieure des partis communistes, leurs méthodes d'action et le contenu de cette action.
8. La structure intérieure de l'Internationale Communiste, rapports avec les partis adhérents.
9. La question d'Orient.
10. Le Parti Socialiste Italien et l'Internationale Communiste (appel du Parti Socialiste Italien contre la décision du Comité Exécutif).
11. Le K. A. P. D. et l'Internationale Communiste (appel du V. K. P. D. contre la décision du Comité Exécutif).
12. Le mouvement des femmes.
13. Le mouvement de la jeunesse.
14. Election du Comité Exécutif et désignation de son siège.
15. Divers.

G. ZINOVIEV.

## RÉPONSE À AMSTERDAM

Au citoyen Jouhaux, Paris.  
Aux citoyens Finnen et Udegeest, à Amsterdam.

Citoyens!

J'ai reçu la lettre que vous m'avez adressée au nom de l'Internationale Syndicale d'Amsterdam. Selon votre prière, j'ai porté cette lettre à la connaissance du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste. Vous déclarez parler au nom de 30 millions, ni plus ni moins, d'ouvriers organisés. Permettez-moi de ne pas vous croire, citoyens! Vous parlez au nom de 30 millions d'ouvriers organisés, tout autant que, par exemple,

Monsieur Millerand, le Président actuel de la République bourgeoise de France, qui se considère et qui, semble-t-il, se considère encore comme socialiste, parle au nom de 40 millions de Français, ou encore tout autant qu'Ebert, le bourreau de la classe ouvrière allemande, membre de votre honorable «Internationale» d'Amsterdam et Président de la République bourgeoise d'Allemagne, parle au nom de quelques dizaines de millions d'Allemands.

Non, Messieurs, vous ne trompez plus personne. En réalité, ce n'est pas au nom de 30 millions d'ouvriers que vous parlez, mais au nom

d'une petite poignée de bureaucrates professionnels qui, dans toutes les questions essentielles, soutiennent la bourgeoisie contre les ouvriers.

Dans votre lettre, vous exigez qu'en critiquant votre position, nous supposions en vous exclusivement des intentions honnêtes et un désir sincère de servir la cause de la classe ouvrière. Malgré tout le désir que nous avons de vous être agréables, nous ne pouvons malheureusement pas satisfaire cette demande. Evidemment, même parmi les leaders de votre Internationale Jaune d'Amsterdam, il en est qui agissent de bonne foi, qui sont sincères et désintéressés, et qui croient réellement servir la classe ouvrière. Mais ce ne sont pas eux qui ont voix au chapitre, dans l'Internationale d'Amsterdam. Les affairistes dans le genre d'Albert Thomas, dans votre genre, Monsieur Jouhaux, dans le genre de feu Leghien, dans le genre de l'ancien ministre anglais Henderson, dans le genre de Vandervelde, de Troelstra, de Branting et Compagnie, dans le genre de Renaudel, de Noske (un leader, lui aussi, du mouvement professionnel d'Amsterdam), de Sembat et autres pareils, tous ces gens-là savent ce qu'ils font. Il n'est pas possible que vous tous qui avez traversé toutes les épreuves de l'eau et du feu, qui avez été maintes fois ministres dans les gouvernements bourgeois, dans les moments où la bourgeoisie était en mauvaise posture et où elle avait à tout prix besoin d'infliger quelque saignée aux ouvriers, il n'est pas possible que vous ne sachiez pas ce que vous faites.

Quelques-uns d'entre vous sortent du rang des ouvriers, mais depuis longtemps déjà ils se sont vendus corps et âme à nos ennemis mortels, ils sont passés dans le camp de la bourgeoisie. La chose devient de plus en plus claire pour les masses ouvrières. Voilà pourquoi, en France, en Allemagne, en Angleterre, en Amérique, en Italie, en Suisse et dans tout l'univers, toutes les fédérations, les unes après les autres, abandonnent votre Internationale Jaune et pestiférée pour passer du côté du Soviet International des Syndicats Rouges, fondé à Moscou. Voilà bien la véritable raison de votre agitation et de votre nervosité, Messieurs. Vous sentez trop bien que le sol se dérobe sous vos pieds. De même que, pendant ces deux années dernières, les partis politiques, les uns après les autres, ont abandonné la Seconde Internationale pour aller à la Troisième, maintenant les syndicats professionnels, les uns après les autres, abandonneront l'Internationale Jaune d'Amsterdam, pour aller à l'Internationale Rouge de Moscou. Cela est aussi inévitable que le jour succédant à la nuit. Cela est aussi inévitable que la victoire du prolétariat sur cette bourgeoisie qui vous est chère.

Le 1-er mai 1921, à Moscou, se réunira le premier Congrès universel des syndicats rouges, convoqué par le Soviet International des syndicats, de concert avec le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste. A ce Congrès, sont invités tous les syndicats qui veulent effectivement lutter contre la bourgeoisie. La seule exigence que nous présentons est celle-ci: les syndicats qui veulent venir à notre Congrès doivent être fermement décidés à combattre réellement l'impe-

rialisme mondial, et par conséquent son agent: l'Internationale Jaune d'Amsterdam.

Et vous verrez, citoyens, que ce premier Congrès Universel des Syndicats sera le triomphe des idées de la Troisième Internationale et portera un coup mortel à votre prétendue Internationale des traitres, fondée à Amsterdam. Chacune de vos manifestations, chacune de vos malédictions à notre adresse, chacun de vos services que vous rendez à l'impérialisme mondial (c'est là, à l'heure actuelle, votre principale occupation) ne fera que servir la Troisième Internationale et compléter le succès du Congrès Universel des Syndicats Rouges, fixé au 1-er mai.

Votre lettre contient une proposition concrète. Vous offrez de fournir à nos organisations des informations détaillées sur votre action, à charge de réciprocité. Vous désirez, semble-t-il, entrer en discussion détaillée avec nous sur la question de nos principes et des vôtres. Permettez-moi de porter à votre connaissance, citoyens, la décision prise à l'unanimité par le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste. Sur notre proposition, le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste et le Soviet International des Syndicats ont décidé à l'unanimité d'accepter la discussion publique avec vous.

Nous le savons, si votre influence est faible sur les masses prolétariennes, elle est puissante dans les cercles ministériels des gouvernements bourgeois. Nous ne doutons pas un instant qu'il n'en coûtera pas beaucoup de peine à Monsieur Jouhaux de convaincre Monsieur Millerand d'autoriser, pour le plus grand avantage de la cause, l'entrée à Paris des représentants de l'Internationale Communiste pour engager une discussion publique avec Monsieur Jouhaux.

Il est très vraisemblable que Monsieur Henderson pourra obtenir le même résultat, en Angleterre. Monsieur Troelstra, en Hollande, etc.

En conséquence, le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste propose d'organiser, à partir du 1-er février prochain, par exemple, en présence des ouvriers de Paris, de Londres, d'Amsterdam et d'autres capitales occidentales, une série de discussions publiques, auxquelles prendront part, avec des droits égaux, les représentants de «l'Internationale» Jaune d'Amsterdam. Par l'entremise de la Ligue des Nations qui vous est si favorable, par l'entremise du Bureau International du Travail qui sert de liaison directe entre l'Internationale Jaune d'Amsterdam et la Ligue des Nations, il ne vous sera pas difficile d'obtenir les autorisations nécessaires.

Examinez donc notre proposition au plus vite dans votre milieu, c'est-à-dire dans le milieu des bureaucrates de l'Internationale d'Amsterdam et des Ministres de l'Intérieur et des Affaires Étrangères des Républiques bourgeoises, et après cela faites-nous connaître votre réponse, quelle qu'elle soit. Nous l'attendons avec impatience.

Croyez-le, citoyens, nous comprenons fort bien toute la difficulté de votre situation et nous devinons assez que ce n'est pas pour votre plaisir que vous nous avez adressé la lettre à laquelle nous répondons ici.

Croyez à nos sentiments de condoléances, si vos rangs, aux yeux du monde entier, fondent avec une telle rapidité.

Et, soyez-en convaincus, les ouvriers avancés du monde entier savent admirablement ce que vous valez et, dans ces derniers temps, ils ont pu se convaincre que pour détruire la domination capitaliste il fallait avant tout passer sur le corps

de l'organisation de Jaunes et de traitres, qui se nomme «l'Internationale» Syndicale d'Amsterdam.

Votre dévoué

G. ZINOVIEV.

Pétrograd, 17 janvier.

## UNE NOUVELLE TENTATIVE DE DUPÉRIE INTERNATIONALE

### L'INTERNATIONALE DEUX ET DEMIE

La Seconde Internationale s'est effondrée comme un château de cartes. Les ouvriers conscients du monde entier la nomment avec mépris «l'Internationale des gendarmes». En phalanges de plus en plus pressées, ils passent dans les rangs de la Troisième Internationale. Voilà ce à quoi ne peuvent se résigner les «chefs» ainsi mis à la retraite. Et nous avons vu surgir parmi les centristes un plan de construction d'une prétendue nouvelle Internationale: ni la Seconde ni la Troisième, mais l'Internationale deux et demie.

Voici plus d'un an qu'on s'agite pour exécuter ce remarquable plan. Tous s'y emploient: et les social-pacifistes type Longuet, et les social-traitres avérés type Renner, et les social-démocrates contre-révolutionnaires type Martov, et enfin les simples charlatans de Grumbach. Sous prétexte de constituer une soi-disant «nouvelle» Internationale, on essaye en fait de restaurer la Seconde. Une Conférence Internationale est convoquée à cet effet pour bientôt, à Vienne.

Qui donc participera à cette Conférence?

Renner, Bauer et Compagnie, c'est-à-dire des gens qui ne se distinguent en rien de Scheidemann et de Noske, sinon par une plus grande légèreté de main. Le parti des social-traitres autrichiens qui, pendant et après la guerre, s'est conduit de la plus honteuse façon, a trahi et continue à trahir, chaque jour et chaque heure, les intérêts de la classe ouvrière, se présente aujourd'hui comme l'initiateur de cette Internationale deux et demie. Un seul fait suffit pour caractériser éloquemment la prochaine Conférence. Les ministres d'hier, aujourd'hui devenus inutiles et chassés du Ministère par les capitalistes, consacrent aujourd'hui leurs loisirs à la restauration de «l'Internationale».

L'Allemagne sera représentée à la Conférence de Vienne par Messieurs Dittman et Crispian, eux aussi anciens ministres de la bourgeoisie allemande. Repoussés par les ouvriers, ces Messieurs inclinent chaque jour un peu plus vers la droite, et bientôt il deviendra impossible, même avec un verre grossissant, de trouver une différence entre Dittman et Scheidemann.

La France sans doute sera représentée par le parti du citoyen Longuet. Naguère à Tours, obligé de choisir entre les ouvriers français et les social-traitres comme Renaudel, Longuet sans hésiter a choisi ce dernier. Albert Thomas, Renaudel et toute leur bande sont suffisamment connus des ouvriers conscients du monde entier. Même dans la Seconde Internationale, on n'a pas vu beaucoup de traitres aussi sales et de judas aussi vils que ces Messieurs. Or, ils restent membres du même parti qui a à sa tête Longuet. Ce sont évidemment ces gens-là qui prendront part, sinon de fait, du moins moralement, à l'Internationale deux et demie. Dis-moi qui tu hantes, et je te dirai qui tu es. Longuet hante assidûment Renaudel. Les individus du genre de Renner et de Longuet sont une passerelle vivante entre la Seconde Internationale et l'Internationale deux et demie.

La Russie sera «représentée» à cette prétendue Conférence Internationale par le citoyen Martov et autres menchéviks. Rejetés et méprisés par la classe ouvrière de toute la Russie, Martov et Compagnie demeurent néanmoins des membres honorés de la future Internationale deux et demie.

Tous les européens cités plus haut se trouvent si démunis de bagage doctrinal, ils ont tellement fait banqueroute, ils ont tellement perdu tous leurs principes, que même un Martov devient pour eux un idéal inaccessible. Les menchéviks de Russie qui, dès le premier jour de la Révolution Proletarienne, ont trahi les ouvriers, qui ont siégé dans les ministères de Milioukov, de Kérensky et de Koltchak, qui ont au début de la guerre impérialiste apporté leur aide au gouvernement tsariste lui-même, ces menchéviks de Russie sont bien dignes de devenir les chefs de l'Internationale deux et demie.

Nous ne parlerons pas des partis plus insignifiants qui ne manqueront pas d'honorer de leur présence la Conférence de Vienne. Les social-patriotes et les centristes de Suisse, abandonnés par tous les ouvriers honnêtes, iront certainement à Vienne. Tous ces Pflüger et ces Müller qui ne

se distinguent absolument en rien de bons et honorables bourgeois, consentent également à être membres de l'Internationale deux et demie. Les social-démocrates menchéviks de Lettonie, qui plus d'une fois ont rougi leurs mains du sang des ouvriers, se hâtent aussi à la Conférence de Vienne. Les social-patriotes larges de Bulgarie, avec leur ministre Pastoukhov qui n'a pas hésité à massacrer les ouvriers de Pernik et de Sliven, en feront autant. En un mot, la compagnie est peu nombreuse, mais bien choisie.

Quelques-uns des initiateurs de l'Internationale deux et demie essayent de persuader aux ouvriers que la Conférence de Vienne a pour but de permettre à tous les partis énumérés d'entrer de façon organisée dans la Troisième Internationale. Les ouvriers conscients du monde entier doivent savoir que c'est là une pure duperie. Jamais la Troisième Internationale n'acceptera dans ses rangs des agents de la bourgeoisie. Les ouvriers conscients du monde entier doivent savoir que les Indépendants de droite, les longuetistes français, les social-patriotes autrichiens sont les ennemis de la Révolution Proletarienne, que leurs journaux calomnient chaque jour avec plus de rage la

Russie Soviétiste et que leurs chefs, avec un cynisme de plus en plus éhonté, soutiennent la bourgeoisie contre le prolétariat. Les ouvriers conscients du monde entier doivent environner la prochaine Conférence de Vienne, la Conférence des menteurs et des traîtres, de tout le mépris qu'elle mérite.

Ils doivent boycotter l'Internationale deux et demie, exactement comme ils ont boycotté la Seconde Internationale.

*Le Comité Exécutif  
de l'Internationale Communiste.*

*G. Zinoviev, Président; Lénine, Boukharine (Russie), Rosmer (France), Quelch (Angleterre), Steinhart (Autriche), Jansen (Hollande), Chabline (Bulgarie), Tshakalaia (Géorgie), Sultan Zadé (Perse), Varga, Bela-Kun (Hongrie), Gouritch (Améri-  
rique), Manner (Finlande), Chatsky (Internationale de la Jeunesse), Schtoutchka (Lettonie).*

Moscou, 26 janvier 1921.

## LA TERREUR BLANCHE EN ESPAGNE

*A TOUTES LES ORGANISATIONS ADHÉRENTES A L'INTERNATIONALE COMMUNISTE*

Camarades!

es travailleurs d'Espagne, en particulier ceux des régions les plus industrielles et les plus actives du pays, subissent depuis deux ans, de la part des dirigeants capitalistes, une répression cruelle et barbare.

Le gouvernement, agent des grands patrons qui se sont enrichis pendant la guerre impérialiste, aggrave chaque jour la férocité du traitement qu'il inflige aux ouvriers.

Depuis deux ans, les garanties constitutionnelles ont été supprimées. L'état de siège a été proclamé. Les journaux ouvriers ont été interdits, les syndicats par milliers, les militants et aussi les simples ouvriers syndiqués ont été emprisonnés, selon le bon plaisir de tyrannaux provinciaux et locaux.

Mais nos camarades espagnols ne se sont pas inclinés devant ces violences. Ils ont organisé leur résistance. Ils ont maintenu leurs syndicats quand même et assuré la solidarité de la classe ouvrière. A la violence gouvernementale, ils ont répondu par un redoublement de courage et d'audace.

La bourgeoisie qui avait déjà piétiné sa propre légalité, a eu alors recours à une série de mesures dont quelques-unes ont un caractère de barbarie moyen âge.

Elle a déporté les militants ouvriers à Fernando Po, en Afrique, et à Mahon, dans l'île de Minorque, au milieu de la Méditerranée. Elle en a déporté d'autres dans leurs villages d'origine, les obligeant à faire tout le trajet à pied, escortés et brutalisés par des gendarmes. Et comme l'armée et la police ne suffisaient pas, elle a lâché contre les ouvriers sa garde blanche. Nos camarades espagnols pouvaient dire qu'ils étaient victimes d'une terreur, semblable à celle que les blancs ont exercée en Finlande et en Hongrie. Mais ils ne cèdent pas. Ils acceptent la lutte contre toutes les forces de la bourgeoisie. Ils demandent aux ouvriers de tous les pays de les aider dans ce grand combat, de les défendre contre une bourgeoisie irritée et enragée par leur résistance. Cette aide doit être immédiate et prendre la forme d'un boycottage absolu de tous les produits espagnols qui, selon le vœu de nos camarades, doit commencer le quinze janvier. Il faut qu'à partir de cette date, les ouvriers de tous les

pays refusent de manipuler, de transformer et de décharger les marchandises venant d'Espagne ou destinées à l'Espagne, qu'ils refusent d'employer tous matériaux d'origine espagnole. Isolée et séparée du monde, dénoncée ainsi à la face du prolétariat universel par sa barbarie, la bourgeoisie devra capituler.

L'Internationale Communiste et le Conseil International des Syndicats demandent de la façon la plus pressante aux ouvriers de tous les pays de répondre à l'appel de leurs frères d'Espagne. La grande bataille que la bourgeoisie leur a imposée et qu'ils ont jusqu'ici menée courageusement avec leurs forces, doit se terminer par leur victoire. Que l'appui dont ils ont besoin aujourd'hui leur soit donné tout de suite, et sans compter.

Toutes les organisations affiliées à l'Internationale Communiste doivent répondre à l'appel

de la Confédération Nationale du Travail d'Espagne, adhérente elle aussi à Moscou. Elles doivent faire toute la propagande et l'action nécessaires pour assurer la réussite du mouvement. La victoire remportée sur la bourgeoisie espagnole sera une victoire pour le prolétariat tout entier.

Montrons que la solidarité ouvrière, affirmée par des actes, est invincible.

Vive le prolétariat espagnol!

Vive la solidarité ouvrière!

*Le Comité Exécutif  
de l'Internationale Communiste.*

*Le Bureau du Conseil  
International des Syndicats.*

Moscou, le 15 janvier 1921.

## AU CONGRÈS DU PARTI SOCIALISTE FRANÇAIS, A TOURS.

Chers Camarades!

C'est avec un intérêt extrême que le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste suivra les travaux de votre Congrès qui occupera, sans aucun doute, une place importante dans l'histoire du mouvement ouvrier français.

Nous avons lu un projet de résolutions portant les signatures des camarades Lorient, Monnatte, Souvarine, Cochon, Frossard et autres. Sauf quelques points (par exemple, la question de la dénomination du parti), nous pouvons nous solidariser avec cette résolution.

Nous avons lu ensuite un projet de résolution, signé de Jean Longuet, Paul Faure et autres. Cette résolution est pénétrée d'un esprit de réformisme et de diplomatie mesquine et chicanière. Les thèses approuvées par le Second Congrès de l'Internationale Communiste admettent certaines exceptions en faveur des réformistes qui se soumettront maintenant aux décisions de l'Internationale Communiste et renonceront à leur opportunisme d'autrefois. Le projet de résolution signé de Longuet et Paul Faure montre que Longuet et son groupe n'ont aucune envie de faire exception dans le camp des réformistes. Ils ont été et restent des agents déterminés de l'influence bourgeoise sur le prolétariat. Ce qui est le plus remarquable

dans leur résolution, c'est moins ce qu'ils disent que ce qu'ils font. De la Révolution Mondiale, de la Dictature du Prolétariat, du système soviétique, Longuet et ses amis préfèrent ou bien ne rien dire du tout, ou bien dire les plus banales des ambiguïtés. L'Internationale Communiste ne peut rien avoir de commun avec les auteurs de pareilles résolutions.

Le plus mauvais service qu'on puisse rendre dans les circonstances actuelles au prolétariat français, c'est d'imaginer je ne sais quel compromis embrouillé, qui sera ensuite un véritable boulet pour votre parti. Nous sommes profondément convaincus, chers camarades, que la majorité des ouvriers conscients de France n'admettra pas un compromis aussi ruineux avec les réformistes, et qu'elle créera enfin, à Tours, le vrai Parti Communiste, un et puissant, libéré des éléments réformistes et semi-réformistes.

C'est en ce sens que nous saluons votre Congrès et que nous lui souhaitons le succès.

Vive le Parti Communiste de France!

Vive le prolétariat français!

*Le Comité Exécutif  
de l'Internationale Communiste.*

## MESSAGE DU COMITÉ EXÉCUTIF AU CONGRÈS DU PARTI SOCIALISTE ITALIEN.

Chers Camarades!

Le Congrès de votre parti, rassemblé au moment où la révolution prolétarienne frappe aux portes de l'Italie, aura une importance gigantesque pour la destinée de la Révolution Internationale. Le prolétariat italien a entrepris enfin la constitution d'un Parti Communiste, débarrassé des éléments réformistes et semi-réformistes. Toute la situation en Italie est en contradiction flagrante contre toute espèce de compromis de principe avec les réformistes. Les intérêts radicaux les plus profonds du prolétariat italien et de la Révolution Universelle réclament une rupture obligatoire et sans réserve avec le réformisme comme tendance. Nous avons reçu la réponse adressée par le Comité Central de votre parti, en date du 21 octobre dernier, à la lettre du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste adressée par notre parti, en août. Nous vous disons franchement, camarades, que cette réponse de votre Comité Central nous a semblé très peu satisfaisante. Un exemple suffit. Dans cette lettre, votre Comité Central estime encore possible de prendre sous sa protection les chefs réformistes de la Confédération du Travail, d'Aragona en tête. Dans cette lettre du 30 octobre, votre Comité Central écrit textuellement: «Quoiqu'ils appartiennent (d'Aragona et ses amis) à l'Internationale d'Amsterdam, il est cependant impossible de les mettre côte à côte avec des leaders social-traitres, comme Jouhaux, Leghien, Henderson». L'Internationale d'Amsterdam est une partie de la Seconde Internationale. Cette prétendue Internationale, à la tête de laquelle sont les social-traitres les plus caractérisés, est aujourd'hui le principal instrument de la bourgeoisie, dans sa lutte contre le prolétariat. D'Aragona et C-ie estiment possible jusqu'à présent d'appartenir à cette organisation, et votre Comité Central estime possible de tolérer cette conduite. Une fois de plus, nous jugeons nécessaire de vous déclarer, chers camarades, que l'Internationale Communiste n'a et ne veut

rien avoir de commun avec les gens qui appartiennent au camp réformiste. Nous vous le disons de façon claire et catégorique: il vous faut choisir entre Turati, d'Aragona et C-ie et la Troisième Internationale. Les numéros parvenus jusqu'à nous de *l'Avanti* de Milan nous ont convaincus que le camarade Serrati glisse de plus en plus vers la politique opportuniste centriste. Admettre des concessions de principe aux réformistes pour plaire à Serrati, serait ruiner le parti. Les hésitations du groupe de Serrati renforcent la Seconde Internationale des jaunes. Les francs contre-révolutionnaires, comme le socialiste-révolutionnaire russe Tchernov et les ennemis avérés de la dictature du prolétariat dans le genre de Diltman, placent maintenant leurs espoirs en votre parti. Ils votent à ce sujet des résolutions spéciales, ils se proposent d'honorer votre Congrès de leur présence. Seule, la fraction communiste italienne, qui a eu récemment son assemblée à Imola, a posé la question de façon claire et distincte. Ceux qui, en Italie, veulent marcher avec l'Internationale Communiste, doivent soutenir cette fraction. Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, accordant une énorme importance à votre Congrès, avait l'intention d'envoyer en Italie deux représentants. Par malheur, il ne peut le faire par suite de circonstances indépendantes de sa volonté. Nous vous avons énoncé franchement, dans une série de documents, notre opinion sur la situation de votre parti. Aujourd'hui, la parole est au prolétariat italien et à ses meilleurs représentants réunis à Florence.

Vive le Parti Communiste Italien purifié des éléments réformistes et semi-réformistes!

Vive la Révolution prolétarienne en Italie!

Vive le prolétariat Italien!

*Par mission du Comité Exécutif  
de l'Internationale Communiste*

G. ZINOVIEV.

## AU PARTI COMMUNISTE ITALIEN

AUX CAMARADES BOMBACCI, BORDIGA, TERACCINI ET AUTRES

Chers camarades!

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste vous exprime son entière solidarité et vous envoie ses salutations fraternelles. Votre parti apparaît comme l'unique section de l'Internationale Communiste, en Italie. Nous sommes profondément persuadés que les ouvriers conscients de votre pays passeront de jour en jour de votre côté. L'union de Serrati et de son propre groupe avec la fraction des réformistes, adversaires avérés de la révolution prolétarienne, montrera à chacun d'entre eux que la fraction des unionistes du centre est plus proche des éléments bourgeois réformistes que des communistes prolétaires. Toute l'Internationale Communiste lirera de ce fait les conclusions qui s'imposent. Soyez fermes, camarades, car en ce moment toutes les forces de la bourgeoisie et de ses innombrables et divers agents se concentrent contre votre parti.

Les communistes ouvriers du monde entier sont avec vous. L'avenir vous appartient, et non pas à ceux qui, sous une forme ou sous une autre, veulent s'entendre avec la bourgeoisie par l'intermédiaire des réformistes.

Vive le Parti Communiste d'Italie!  
Vive le prolétariat italien!

Le Comité Exécutif  
de l'Internationale Communiste.  
Le Président: G. ZINOVIEV.

Moscou, 12/25 janvier 1921.

Zinoviev, Lénine, Trotsky, Boukharine (Russie), Rosmer (France), Jansen (Hollande), Chalikine (Bulgarie), Sultan Zade (Perse), Gouritch (Amérique), Quclch (Angleterre), Milkitch (Yougo-Slavie), Manner (Finlande), Schtouthka (Letonie), Rudnianski et Varga (Hongrie), Steinhardt (Autriche).

## MESSAGE AU PARTI SOCIALISTE ROUMAIN

Camarades!

La délégation du Parti Socialiste Roumain, envoyée en Russie pour s'enquérir des conditions d'admission dans la III-e Internationale, est arrivée. Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste la traitera avec tous les égards voulus, comme il le fait de toutes les délégations émanant d'organisations ouvrières, même non affiliées à la III-e Internationale. Il fera tout son possible pour lui faciliter sa tâche, et lui fournira tous les renseignements et explications qui lui seront nécessaires.

Le Comité Exécutif a profité de la présence à Moscou de la délégation, pour se mettre au courant de la situation dans le Parti Socialiste Roumain. Il va de soi qu'il a voulu savoir pourquoi le Parti Socialiste Roumain, qui adhère depuis longtemps à la Fédération Socialiste des Balkans, est jusqu'ici resté en dehors de l'Internationale Communiste, alors que les partis socialistes serbe, bulgare et même grec ont accepté depuis assez longtemps le programme de la III-e Internationale. L'éclaircissement de cette question ne présentait pas seulement pour nous un intérêt historique rétrospectif, mais devait—ce qui est plus important—nous permettre d'établir les causes qui ont contrecarré le développement du mouvement communiste roumain, afin que nous avisions au moyen de les supprimer. Aussi bien vous trouverez tout naturel que nous parlions ici de la façon de mettre un terme aux erreurs politiques

commises jusqu'à présent par le Parti Socialiste Roumain.

D'une plus ample connaissance avec l'activité de ce parti et de ses organes directeurs, il ressort que c'est uniquement sur ces derniers, sur le Comité Exécutif et sur les leaders du mouvement ouvrier roumain que retombe la responsabilité du caractère arriéré de ce mouvement. En étudiant les faits qui se sont produits en Roumanie, nous nous sommes heurtés à cette même vérité que nous avons déjà constatée dans les autres pays, à savoir que la classe ouvrière a dépassé de beaucoup ses leaders, lesquels ont endigué le développement du mouvement révolutionnaire et, s'ils se sont décidés parfois à faire un pas à gauche, n'ont jamais agi dans ce sens que sous la pression des masses ouvrières. C'est ainsi qu'au cours de ces deux dernières années, la tactique du Comité Central du Parti Socialiste Roumain a été caractérisée par des oscillations incessantes entre la droite et la gauche, oscillations qui sont allées jusqu'à une trahison inconsciente des intérêts de la classe ouvrière.

Sous l'influence de la révolution russe et de la crise traversée par le pays, sorti de la guerre très ébranlé en dépit de son extension territoriale, le Comité Central du Parti Socialiste Roumain fait part de son intention d'adopter la tactique des communistes russes. A la fin de 1918, après la libération du pays de l'occupation allemande, le Parti Socialiste Roumain renonce à sa dénomination de «social-démocrate», pour bien montrer

qu'il se sépare des opportunistes et prend le titre de «socialiste» — titre qui, selon les membres du Comité Central, a la même signification que celui de «communiste». Un des membres du Comité Central, aujourd'hui secrétaire de ce dernier et député, Iliá Moskovitch, fait un rapport à la section socialiste de Bucarest sur le nouveau programme que doit élaborer le parti, conformément aux changements qui se sont produits pendant et après la guerre, et surtout en tenant compte des enseignements de la révolution russe. L'idée essentielle de ce rapport consiste à répudier tout programme minimum et à ne garder qu'un programme maximum, c'est-à-dire la «prise du pouvoir et la socialisation des moyens de production». Ce programme rallie tous les membres du parti, à l'exception d'un petit groupe de gauche qui se prononce contre l'utilisation de la tribune parlementaire même, dans le but de discréditer le Parlement. Le 15 novembre 1918, dans le premier numéro de l'organe officiel du parti paraît, sous le titre de *Vive le socialisme!* un manifeste conçu dans l'esprit du programme précité. Au début de décembre, ce journal publie une déclaration de principe dans le même sens. On se rendra cependant compte par les faits qui vont suivre, combien les chefs du prolétariat roumain étaient peu pénétrés d'esprit communiste révolutionnaire; on verra que ces «projets de programme», «déclarations de principes», etc., n'étaient que pure phraseologie, fleurs de rhétorique, et combien la pusillanimité et l'opportunisme de ces leaders étaient encore vivaces. Au cours d'une manifestation, le 13 décembre 1918, le gouvernement roumain fait tomber les ouvriers dans une souricière, et les mitraille. Il y a plus de cent tués et quelques centaines de blessés. En organisant ce massacre, le gouvernement avait non seulement pour but de frapper les masses de ferreux, mais surtout comptant sur la défaillance des chefs, de semer la panique parmi eux. Ce résultat fut atteint. Il a suffi au gouvernement d'arrêter les leaders pour qu'ils abandonnassent aussitôt toutes leurs positions révolutionnaires. Là-dessus, le gouvernement commença un de ces procès politiques dont il est coutumier. Il échafauda contre les leaders, dans un but de chantage politique, nombre d'accusations aussi absurdes qu'injustifiées. Par la suite, le gouvernement roumain fut obligé de liquider le procès, de relâcher les détenus sans attendre la fin du jugement, tant l'affaire était dépourvue de tout fondement sérieux. Mais le gouvernement avait obtenu ce qu'il voulait. Avec le concours de la police, l'opportunisme triompha dans le Parti Socialiste Roumain.

Les mêmes leaders qui, en novembre et décembre 1918, lançaient des mots d'ordre communistes, rédigèrent en mai 1919 un programme tiré des archives des partis les plus opportunistes d'Europe, programme dans lequel on mettait notamment le gouvernement roumain en demeure de remplacer les accoucheuses de campagne par des «sages-femmes diplômées». Pour l'édification des ouvriers roumains lesquels, sous le régime de la censure, sont probablement insuffisamment informés des derniers événements qui se sont produits dans leur propre parti, nous leurs dirons

qu'à la conférence du parti, qui eut lieu en mai 1919, les opportunistes fieffés transylvaniens, Jumauc, Fluérach et consorts, membres à cette époque du Gouvernement provisoire de Transylvanie, ont joué un rôle de véritables dictateurs. La proposition avait été faite par certains membres du Comité Central d'adopter le projet de programme élaboré en 1918, mais l'opportuniste transylvanien Jumauc et l'opportuniste bukovinien Grigovitch ayant déclaré qu'ils ne pouvaient admettre ce programme, les membres du Comité Central retirèrent leur proposition. Le Comité Central du Parti Socialiste Roumain n'avait d'ailleurs pas attendu que s'unissent à lui les social-démocrates de Transylvanie et de Bukovine, élevés dans les écoles ultra-opportunistes des social-patriotes hongrois et autrichiens, pour filer à voiles déployées en plein opportunisme. Le Comité Central roumain s'est soumis sans murmures à la dictature des social-opportunistes transylvaniens, alors qu'ils collaboraient avec le gouvernement roumain à la préparation de la guerre contre la République des soviets hongrois.

Sur l'ordre de deux ministres social-traitres, Fluérach et Jumauc, le Comité Central du Parti Socialiste s'est converti en un misérable instrument du gouvernement roumain. Il a approuvé et ratifié la déclaration qui devait être lue par Braliano, à la Conférence de la paix. Les leaders du prolétariat roumain étaient ainsi devenus de véritables valets à la dévotion de M. Braliano. Les inspirateurs de la politique impérialiste roumaine, les organisateurs des fusillades de décembre, les assassins de Vekster et de tant d'autres socialistes roumains, les initiateurs de la participation de la Roumanie à la guerre impérialiste, qui coûta aux ouvriers et aux paysans 800.000 victimes, les ennemis les plus décidés de la classe ouvrière avaient besoin pour la conférence de Versailles d'une déclaration des socialistes roumains affirmant l'adhésion de ceux-ci à l'unification nationale, c'est-à-dire au principe de l'annexion de la Transylvanie à la Roumanie, et à la politique de brigandage du gouvernement. Les ministres social-démocrates transylvaniens, Fluérach et Jumauc, se chargèrent d'obtenir ce document. Ils se rendirent, à cet effet, à Bucarest et eurent du Comité Central provisoire du Parti Socialiste une déclaration, lue depuis à la Conférence de Versailles et qui émanait des prétendus représentants de la classe ouvrière roumaine. Dans cette déclaration, la guerre impérialiste était qualifiée de «guerre pour la libération des peuples», l'annexion de la Transylvanie et tous les agrandissements territoriaux voulus par les hobereaux roumains devenaient «l'unification libre du peuple roumain». Les membres du Comité Central, emprisonnés à ce moment, déclarent maintenant avoir protesté dès alors contre cette déclaration, dont toute la responsabilité retombe sur les membres du Comité Central provisoire. Cependant lorsque les organisations socialistes de Bucarest s'élevèrent avec indignation contre cette ignominie commise contre toutes les traditions du Parti Socialiste Roumain qui, au prix du sang de dizaines d'ouvriers tués en s'opposant à l'entrée en guerre de la Roumanie, a loyalement défendu

les intérêts du prolétariat, les membres du Comité Central maintenant libérés, au lieu de condamner ouvertement cette déclaration et d'exclure les traités du parti, conseillèrent d'étouffer cette affaire, avouant ainsi qu'ils y avaient également trempé. Rappelons en passant que lors de leur séjour à Bucarest, Fluera et Jumauc s'étaient adressés au roi pour obtenir la grâce des détenus.

A partir de mai 1919, après que le Parti Socialiste Roumain eut fusionné avec les partis socialistes de Transylvanie et de Bukovine—fusion qui provoqua la formation d'un Conseil Général et d'un Comité Central communs,—les membres du Comité Central du Parti Socialiste Roumain tombent définitivement dans le marais opportuniste. Pour complaire aux leaders transylvanien qu'une année plus tard les ouvriers de Transylvanie devaient chasser de leur sein, les membres du Comité Central trahissant les traditions révolutionnaires du mouvement ouvrier roumain.

Les actions ultérieures de ce Comité se caractérisent par un opportunisme criant. Il cherche l'occasion de se rapprocher des partis bourgeois, de conclure un accord avec le Président actuel du Conseil des Ministres, le général Averesco, que la bourgeoisie roumaine a porté au pouvoir, en égard à la popularité dont il jouit parmi certains éléments de la classe paysanne et dans l'espoir de le voir jouer, un jour, le rôle d'un Cavaignac.

Désireux d'arriver au pouvoir et de faire eux-mêmes les élections à la place du général Voivoïane, Averesco et Take Ionesco décidèrent de boycotter les élections parlementaires annoncées. Ils entreprirent, à cette fin, une campagne démagogique pour le boycottage des élections, campagne au cours de laquelle les mots d'ordre républicains et les promesses de toute nature furent généreusement prodigués. Au lieu de combattre ouvertement les généraux derrière lesquels se cachait la ploutocratie roumaine, Brătianu et C-ic et le bonapartiste Averesco, surnommé «le dernier atout de la bourgeoisie», le Comité Central du Parti Socialiste Roumain conclut avec Averesco un accord secret pour le boycottage commun des élections. Quant à la classe ouvrière, ce boycottage lui fut représenté comme un acte révolutionnaire. Cependant, lorsque sept députés socialistes, pour la plupart membres du Comité Exécutif, eurent été élus grâce à la petite bourgeoisie (car les ouvriers s'étaient soumis à la discipline du parti et avaient déposé par milliers leurs cartes d'électeurs dans les sections du parti), le Comité Central oublia son mot d'ordre de boycottage du Parlement «caporaliste» et autorisa les députés, c'est-à-dire s'autorisa lui-même, à occuper les sièges obtenus. Les voix de la petite bourgeoisie qui s'étaient réunies en faveur des députés, avaient évidemment, aux yeux du Comité Central opportuniste, plus de poids que les cartes d'électeurs inutilisées des travailleurs révolutionnaires.

Le général Averesco ayant réussi, avec le concours de ces mêmes libéraux, à se faire confier le soin de constituer un gouvernement, à renverser le cabinet de Vaida Voievod soutenu par la majorité du Parlement, lorsque, après la

dissolution de ce dernier, de nouvelles élections furent fixées, le Comité Central considéra que le moment révolutionnaire était passé et s'empressa de participer aux «nouvelles élections caporalistes». Nous disons «nouvelles élections caporalistes», car il ne pouvait y avoir l'ombre d'un doute qu'au moment de la campagne électorale, le général recourut aux coups de force, à la falsification et à l'arbitraire, tout autant que ces prédécesseurs. Le programme que le Comité Central présenta à l'occasion des élections parlementaires, était celui de mai 1919, qui contenait la fameuse revendication relative au remplacement des accoucheuses de campagne par des sages-femmes diplômées, aux gages du gouvernement. Au même moment, le Comité Central voulant susciter l'enthousiasme des paysans, leur adressait une proclamation. Rappelant à la classe paysanne les onze mille victimes tombées pendant l'insurrection paysanne de 1907, le manifeste conseillait aux paysans de ne plus recourir à la force: «Le droit ne s'acquiert pas par la violence, mais par l'organisation et l'envoi au Parlement d'honnêtes représentants des intérêts paysans; ces députés sauront abroger les lois mauvaises et en promulguer de nouvelles».

Le résultat des élections ne fut pas brillant. Une vingtaine de députés socialistes furent bien élus, mais, surtout en Transylvanie et en Bukovine, presque tous appartenaient à l'extrême droite socialiste et au centre droit kautskiste. Dans le nombre, quatre ou cinq étaient pourtant partisans du pouvoir des soviets. Les principaux inspirateurs de la politique opportuniste du Comité Central figuraient au nombre des élus. Admis au Parlement, l'opportunisme qui s'était manifesté dans la presse et au cours des campagnes d'agitation avec une certaine réserve, fit tomber ses derniers voiles et rivalisa ouvertement avec les partis bourgeois dans le «domaine de la légalité». Tout orateur opportuniste prenant la parole au Parlement estimait qu'il était de son devoir de déclarer, en fin de discours, que la tâche du Parti Socialiste consistait à inspirer le «respect des lois».

Même les actions, excellentes en elles-mêmes, entreprises par la fraction parlementaire socialiste furent présentées sous un jour si opportuniste qu'elles perdirent presque toute portée de propagande révolutionnaire. C'est ainsi que la lutte contre le parti militaire poussant la Roumanie à intervenir contre la Russie Soviétiste, était justifiée par quelques députés socialistes par le fait que la Révolution russe avait donné à Bessarabie à la Roumanie. Dans le *Socialismul*, organe du parti, le sénateur social-démocrate bukovinien, Grigorovitch, publia un article où, partant du point de vue «d'un nationalisme raisonnable», il conseillait de conclure la paix avec la Russie Soviétiste.

La paix devait être conclue avec la Russie Soviétiste, non parce que le prolétariat roumain pourrait ensuite, en s'appuyant sur la République des Soviets, diriger toutes ses forces contre sa propre bourgeoisie, mais parce qu'un «nationalisme raisonnable» l'exigeait. Si, en effet, au lieu de la Russie des Soviets, se trouvait Denikine, il ne

manquerait pas de prendre prétexte de l'annexion de la Bessarabie pour menacer la Roumanie d'une guerre. Et pour bien prouver que les socialistes réclamaient la conclusion de la paix avec la Russie des Soviets, non pour la Russie des Soviets, mais pour des raisons purement nationales, Grigorovitch, prenant la parole au Sénat, se fit l'accusateur des bolchéviks, au moment précis où les armées de la réaction polonaise occupaient Kiev et Borissov. Ce même Grigorovitch ne manque jamais l'occasion de se séparer au Parlement de ses collègues socialistes roumains que les journaux bourgeois—pas difficiles— traitent de bolchéviks.

Qu'a fait le Comité Central contre ces actes de trahison manifestes, commis par la fraction parlementaire? Rien. Qu'a répondu le journal officiel du parti aux attaques virulentes de Grigorovitch, dirigées contre les bolchéviks dans les colonnes de ce même journal ou dans celui que Grigorovitch publie à Czernovitz? Rien. Les organes directeurs du parti ont donné pour mot d'ordre: «Dans l'intérêt de l'unité, éviter toute polémique». Ainsi, opportunistes et socialistes-nationalistes peuvent impunément diffamer la révolution russe, le prolétariat russe militant et ses leaders.

Autre fait. Un des députés communistes, élu en Dobroudja, écrit un article où il se permet de critiquer ses collègues. La rédaction de l'organe officiel du parti refuse de l'insérer. Mais après protestation, le secrétaire de rédaction insère l'article en y introduisant des fautes d'orthographe et de syntaxe et le fait suivre de commentaires déplaisants à l'adresse de l'auteur pour sa connaissance imparfaite de la langue roumaine. Il est intéressant d'ajouter que le secrétaire de rédaction de l'organe officiel du parti est un ex-renégat qui a déserté le camp socialiste pour se réfugier dans le journal ultra-nationaliste *Adeverul* d'où, pendant les années les plus critiques pour le Parti Socialiste Roumain et notamment au moment de la lutte pour la neutralité de la Roumanie, il le couvrit d'ordures. Après la guerre, revenu dans le parti, ce personnage a obtenu le poste de secrétaire de rédaction de son organe officiel, et le voici aujourd'hui contrôlant la pensée socialiste!

Pour terminer ce rapide aperçu de l'activité de la fraction parlementaire, nous devons rappeler que, deux mois avant que les ouvriers de Bucarest déclarassent la grève générale pour protester contre la loi réactionnaire promulguée par le gouvernement (loi qui retirait le droit de grève aux ouvriers travaillant dans les institutions gouvernementales), le député socialiste transylvanien, Tchiser, qui n'était pourtant pas un social-patriote, assista à un banquet officiel donné par le Ministre du Travail Trancoach. Indignés, les garçons de café syndiqués refusèrent de servir cette compagnie par trop étrange.

Quant à l'organe central officiel du parti, il vaudrait mieux n'en point parler, bien qu'il soit obligé de publier, ne serait-ce que comme matière à discussion, certaines décisions de la III-e Internationale. Il évite d'insérer les appels adressés par le Comité Exécutif de l'Internationale Commu-

niste aux partis socialistes des pays balkaniques et au Parti Socialiste Roumain, en particulier. Quant au reste, s'il n'y avait pas en tête du journal un sous-titre annonçant qu'il est l'organe du Parti Socialiste, il serait bien difficile de le distinguer des autres journaux démocratiques et bourgeois.

Signalons aussi l'indifférence dont firent preuve le Comité Central, la fraction parlementaire et l'organe officiel du parti, au moment de l'arrestation du groupe communiste clandestin. Ne voulant à aucun prix se séparer des opportunistes, des traîtres et des valets de Braïano et d'Averesco, le Comité Central s'empressa de désavouer les communistes arrêtés, les couvrant d'injures et déclarant qu'il ne partageait pas le point de vue des communistes qui s'étaient mis eux-mêmes en dehors du mouvement.

Pour l'honneur de la classe ouvrière roumaine, nous devons reconnaître qu'elle éleva une virulente protestation contre les agissements de ses chefs et que la plupart des membres du Parti Socialiste Roumain condamnèrent catégoriquement la politique du Comité Central. Il n'y a pas l'ombre d'un doute que la décision, si longtemps différée, d'adhérer à la III-e Internationale fut prise sous la pression des masses ouvrières. Mais là encore, le Comité Central a agi avec son habitude légère opportuniste. C'est ainsi qu'on a vu figurer dans la délégation qu'il a envoyée en Russie, un ex-ministre ayant participé à la signature du traité de Versailles et qui en porte la responsabilité directe.

Il n'est pas un des faits rappelés ici que la délégation roumaine puisse nier. Mais, comme tous les opportunistes, elle cherche à les justifier par l'état de choses qui régnait alors.

Les faits précités démontrent que toute l'activité du Parti Socialiste Roumain, dans la mesure où elle dépend du Comité Central, se réduit à une politique opportuniste et de trahison manifeste des intérêts de la classe ouvrière, politique qui a écarté les travailleurs de la voie révolutionnaire où les poussait leur instinct de classe.

Au lieu de conduire le prolétariat roumain à une lutte décisive contre la bourgeoisie et les hobereaux roumains, le Comité Central n'a fait que manifester les faiblesses que l'on vient de voir. Dans ces conditions, il n'était pas difficile au gouvernement roumain d'écraser l'impétueux mouvement révolutionnaire (grèves, etc.) qui englobait des centaines de milliers d'ouvriers roumains, mais qui s'est terminé par un échec à cause de la pusillanimité de ses dirigeants (quoiqu'il se peut qu'ils ne fussent pas des opportunistes conscients), prêts à se rendre au premier danger et capituler, dès la première arrestation.

Encouragé par la faiblesse des chefs socialistes, le gouvernement roumain poussa l'audace et le cynisme jusqu'à multiplier ses crimes contre la classe ouvrière. Le massacre des détenus a pris, en Roumanie, des proportions qui n'ont jamais été atteintes en Russie, aux plus sombres jours du tsarisme. Dans les prisons, la mort par la bastonnade (ce fut le cas du docteur Armaian,

arrêté lors de la dernière grève générale et détenu à la prison de Bacau) est une nouvelle innovation du régime de terreur blanche inauguré par le gouvernement roumain. Ce n'en est probablement pas la dernière.

Seul, l'éloignement des opportunistes des organes directeurs du parti et l'organisation de la classe ouvrière, en vue de la lutte décisive menée par tous les moyens contre le régime de terreur des hobereaux et des capitalistes roumains, peut amener le mouvement prolétarien de Roumanie dans la voie révolutionnaire qui le conduira au renversement de la bourgeoisie et à la prise du pouvoir.

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste est convaincu que la classe ouvrière roumaine rejetera de sa route les traîtres opportunistes et que, sous la conduite des communistes révolutionnaires honnêtes et dévoués à la cause du prolétariat, elle marchera désormais avec une fermeté inébranlable vers la victoire.

*Le Président du Comité Exécutif  
de l'Internationale Communiste*

G. ZINOVIEV.

Moscou, le 10 décembre 1920.

## LETTRE DU PARTI SOCIALISTE ROUMAIN AU COMITÉ EXÉCUTIF DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Camarades! Vous nous avez adressé, avec prière de la publier, une lettre dans laquelle vous critiquez les erreurs de tactique, commises par notre parti depuis la fin de la guerre.

Désireux d'éviter dans l'avenir tout écart de conduite, nous admettons toute critique, fondée sur des faits indéniables.

Nous reconnaissons la justesse de certaines critiques contenues dans votre lettre. Mais nous devons ajouter que, pour la plupart, elles sont dénuées de fondement.

L'Internationale Communiste doit connaître la vérité. Nous lui montrerons la faiblesse de vos accusations. A l'appui de nos allégations, nous produirons les procès-verbaux et les motions de notre Congrès.

Vous accusez nos leaders et notre Comité Exécutif d'avoir fait obstacle au développement du mouvement révolutionnaire et d'avoir trahi les intérêts de la classe ouvrière. Cette accusation ne nous atteint pas. Nous n'avons nullement endigué le torrent révolutionnaire; bien au contraire, socialistes et révolutionnaires, nous avons développé une action de propagande et d'éducation des plus intenses, réveillant ainsi le sentiment de classe et mettant la masse ouvrière dans un état de révolte permanente contre le régime capitaliste.

Au début de décembre 1918, notre Comité Exécutif a élaboré un programme d'action, inspiré de la tactique des communistes russes et fondé sur les enseignements qui se dégagent des crises révolutionnaires de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie et de l'Europe entière. A ce moment, nous étions en droit de penser que les conditions de lutte objectives et subjectives étaient à tel point propices, qu'elles rendaient possible l'accomplisse-

ment immédiat de la révolution. Nous nous sommes aussitôt jetés dans la mêlée, sans nous faire illusion sur les difficultés que devait forcément rencontrer l'action révolutionnaire, après une guerre capitaliste victorieuse. Les tragiques événements du 13 décembre l'ont prouvé, tout comme ils nous ont démontré que notre prolétariat n'était pas encore prêt à jouer son rôle révolutionnaire.

Pris de peur, un grand nombre d'ouvriers nous ont complètement lâchés et certains même se sont faits nos accusateurs devant le Conseil de guerre. Quant à l'armée, nullement désorganisée, loin de nous soutenir, elle tira sur nous.

Ces faits nous ont convaincus de la nécessité de porter toute notre attention sur l'organisation et l'éducation du prolétariat, afin de lui insuffler un esprit vraiment révolutionnaire.

L'échec de la révolution sociale, en Allemagne et en Autriche, et l'improbabilité d'une révolution prochaine dans les pays de l'Entente ont fait qu'à notre Congrès de mai 1919, nous avons dû donner à notre parti un nouveau programme d'action. En cela, nous n'avons fait qu'imiter nos camarades italiens que nous considérons alors comme nos guides. Ajoutons encore qu'une partie de ce programme peut très bien être conservée, même après la conquête du pouvoir par le prolétariat.

Nous sommes étonnés de voir que, dans tout notre programme, l'Internationale n'a relevé que les revendications les plus secondaires, comme celles qui concernent les sages-femmes dans les campagnes, laissant de côté des points aussi importants que l'expropriation totale des propriétaires fonciers, la socialisation des entreprises capitalistes, l'assurance ouvrière et la remise du pouvoir aux ouvriers. Dans la partie théorique de notre programme, nous avons démontré

au prolétariat qu'il doit mettre tout en œuvre pour s'emparer immédiatement du pouvoir politique et économique et transformer, par la déclaration du prolétariat, la société capitaliste en société socialiste.

Vous accusez notre Comité Central d'avoir combattu la déclaration du Comité provisoire relative aux annexions, ainsi que les revendications présentées au nom du Parti Socialiste Transylvanien par Flueraș et Iumanca. Sur ce point, vous avez été induits en erreur. Lors de la première séance qui suivit la libération d'une partie des membres du Comité Exécutif, des protestations s'élevèrent contre le Comité emprisonné, protestations qui visaient la susdite déclaration et qui exigeaient la publication d'une autre déclaration dont nous vous ferons parvenir le texte. Sur l'initiative des membres libérés du Comité Exécutif, les organisations de Bucarest et de Ploesci approuvèrent l'attitude adoptée dans cette question. Le Comité Exécutif, remis en liberté, ratifia la décision prise à ce sujet et, à l'encontre des allégations contenues dans votre lettre, ne déconseilla à aucune organisation et à aucun membre du parti de remettre en cause la déclaration du Parti Socialiste Transylvanien.

Vous affirmez plus loin, qu'en mai 1919, nous avons fusionné avec les partis socialistes de Bukovine et de Transylvanie et élu un Comité Central et un Conseil Général. Cette allégation ne correspond pas à la vérité: la fusion des partis n'a pas eu lieu, cette question étant laissée à la décision du Congrès du parti et les deux partis continuant à avoir leurs Comités indépendants, qui agissent conformément aux statuts votés par leurs précédentes assemblées. Mais il est vrai qu'en vertu de la décision prise en décembre 1919 par la Conférence de Jassy, nous avons accordé un certain nombre de mandats aux partis précités.

Quant à l'accusation de nous être enlisés dans le marais réformiste et d'avoir cherché un rapprochement avec les partis bourgeois en boycottant les élections, nous déclarons avoir décrété ce boycottage pour protester contre l'état de siège et la censure, boycottage qui a eu pour résultat de provoquer la dissolution de la Chambre de députés, la levée de l'état de siège, l'abolition de la censure et la démobilisation.

Nous reconnaissons nous être entendus avec le général Averesco. Ce faisant, nous n'avions d'autre but que de créer une situation révolutionnaire. Nous citerons, pour le prouver, la déclaration du général Averesco devant le Conseil de guerre, chargé d'instruire les récents procès intentés contre notre mouvement.

L'entrée au Parlement de sept membres de notre parti avait été décidée par le Conseil Général et ratifiée par la Conférence de Jassy. Quant au grief fait aux députés socialistes d'avoir en fin de discours affirmé leur «respect de la loi», il n'est que fantaisiste.

L'accusation d'avoir servi les intérêts de l'oligarchie roumaine est aussi dénuée de fondement. La terreur, sous laquelle a vécu et continue à vivre notre parti en lutte contre la bourgeoisie, la réfute suffisamment.

On nous a aussi accusés de nous être laissés soudoyer par les Allemands, alors que la Roumanie était encore neutre, pour faire campagne contre la guerre et de n'avoir été que les agents de l'oligarchie roumaine soutenant la politique des Empires centraux. Il a pourtant été démontré que notre parti avait été, dans ces circonstances, le loyal défenseur de la cause socialiste.

L'accusation, faite à notre Comité Central, d'avoir lancé une proclamation aux paysans en vue d'affaiblir l'élan révolutionnaire, n'est pas formulée avec une netteté suffisante. Nous saurons vous prouver, à l'aide des manifestes et brochures que nous avons publiés à l'intention des paysans, quelle a toujours été notre attitude à leur égard.

L'accusation la plus sérieuse que vous portez contre notre parti se réduit à affirmer que toute notre affection pour la République russe tient uniquement à ce que celle-ci nous a donné la Bessarabie, et non à ce qu'elle a accompli la plus grande révolution que l'histoire connaisse et ouvert au prolétariat le chemin de l'émancipation définitive. Cette accusation pareille est, à nos yeux, un crime dont nous ne sommes pas en état de mesurer en ce moment l'étendue. Mais nous ne farderons pas à vous prouver qu'elle constitue une abominable calomnie; et nous la dénonçons avec la dernière énergie.

Vous accusez nos journaux officiels d'avoir supprimé toute possibilité de polémique au nom de «l'unité» du parti. C'est aussi inexact. Dans le parti, aussi bien que dans nos assemblées et dans nos journaux, toutes les questions de tactique ou de principe ont toujours été librement discutées.

Vous accusez la fraction parlementaire de s'être fait représenter au banquet donné en l'honneur du Ministre du Travail par les députés socialistes, Cizer et Flueraș, au moment précis où les ouvriers de Bucarest déclaraient la grève générale en signe de protestation contre la loi réactionnaire abolissant le droit de grève.

Flueraș n'est pas député; il est d'ailleurs faux qu'il ait assisté au banquet en question. La vérité est qu'il y a de cela trois ou quatre mois, ayant été choisi comme délégué à Bucarest pour protester contre la violation d'un contrat de travail, Flueraș fut invité à dîner dans un restaurant où dinait le ministre. Pris au piège, il accepta de s'asseoir à la table de ce dernier, ce qui lui valut d'ailleurs un blâme du parti.

Vous accusez encore l'organe officiel du parti de n'avoir pas publié les appels de la Fédération Balkanique, ainsi que ceux de la III<sup>e</sup> Internationale. Nous déclarons n'en avoir jamais reçu. Tout ce que nous avons publié, nous l'avons pris dans les journaux étrangers, en nous guidant exclusivement sur notre conscience de socialiste. Quant à l'opinion que vous émettez sur notre journal, à savoir qu'il «ne se distinguerait des autres journaux démocratiques bourgeois que par son titre», elle prouve uniquement que vous n'avez lu que des extraits de nos articles; et c'est pourquoi nous protestons contre cet injuste grief.

Vous accusez le Comité Central du groupe parlementaire et l'organe officiel du parti d'hostilité envers le groupe clandestin qu'ils auraient

lâchement abandonné. Il est exact que nous nous sommes séparés de ce groupe, mais uniquement parce que nous voulons de la discipline dans l'action. Les méthodes d'action de ce groupe ne pouvaient que provoquer son arrestation; à l'insu du Comité Central, il gardait dans la caisse du parti des billets de banque qui, au moment de l'instruction judiciaire, ont été reconnus faux. C'est alors que, pour éviter que le parti fût compromis, nous avons critiqué dans notre presse la légèreté avec laquelle avaient agi certains de nos camarades.

Vous accusez le Comité Exécutif de s'être longtemps opposé à l'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale et de n'avoir modifié son attitude que sous la pression des masses. C'est absolument faux. Et vous vous trompez singulièrement si vous croyez que nos masses ont poussé à cette adhésion.

L'activité et la propagande des Comités centraux ont toujours été inspirées du plus pur esprit communiste. Nous ne voulons pas nous attribuer ainsi des mérites particuliers, mais nous devons de le dire à la vérité. Et si, comme vous l'affirmez, les Comités centraux avaient fait campagne contre l'adhésion, il est certain que ni le parti, ni les syndicats ne seraient aujourd'hui partisans de l'adhésion. Vous accusez le Comité Exécutif d'avoir envoyé Flueraș en Russie. Nouvelle inexactitude. C'est le Parti Socialiste Transylvanien qui a pris cette décision. Assurément, notre parti a également donné un mandat au citoyen Flueraș, mais à seule fin que toutes les tendances fussent représentées et pour démontrer à certains qu'ils se faisaient une idée fautive des méthodes de l'Internationale Communiste.

Vous accusez le Comité Exécutif d'avoir trahi a classe ouvrière, dont les intérêts étaient cons-

amment menacés, en l'écartant de la voie révolutionnaire où la poussait son instinct de classe. Cette accusation prouve combien vous connaissez peu l'histoire de notre parti et combien vous avez été induits en erreur sur ce point. Nous protestons du contraire, au nom du Comité Exécutif qui a derrière lui dix années de lutte désintéressée et d'innombrables sacrifices. Vous dites que la faiblesse des chefs socialistes a permis au gouvernement roumain d'inaugurer le plus implacable régime de terreur contre les ouvriers, et qu'à la première menace, aux premières arrestations, les chefs socialistes ont déserté leurs positions. L'Internationale Communiste a été en l'occurrence mal informée. Il nous en coûte de rappeler tout ce que les leaders de notre parti ont subi du fait de la terreur bourgeoise, depuis la fondation du parti jusqu'à ce jour, sans jamais céder et en gagnant, au contraire, constamment du terrain. L'Internationale Communiste doit connaître l'action de notre parti contre l'oligarchie roumaine, la plus impitoyable de toutes les oligarchies européennes. Notre tâche est relativement plus difficile que celle des autres partis socialistes. Et il va de soi que, dans un pays d'illettrés, la lutte révolutionnaire est particulièrement ardue. Nous ne voulons pas nous défendre contre les reproches que nous avons mérités, mais nous demandons à l'Internationale Communiste de faire preuve d'objectivité et de nous éclairer par ses critiques, car seul, celui qui ne fait rien est sûr de ne pas se tromper.

De toute façon, notre action a toujours été inspirée par la profonde conviction socialiste que nous avions de servir, en révolutionnaires, la cause de l'émancipation définitive du prolétariat roumain.

## RÉPONSES DES SOCIALISTES ROUMAINS AU CAMARADE BOUKHARINE

Les soussignés, membres du Parti Socialiste Roumain, revenus ce jour à Moscou après un voyage dans le bassin du Don, n'ont pu, à leur grand regret, prendre part à l'Assemblée de l'Exécutif du 11 novembre, au cours de laquelle la question du Parti Socialiste Roumain a été examinée. Aussi nous exprimons-nous d'apporter les éclaircissements nécessaires sur les questions posées par le camarade Boukharine, au cours de la discussion.

*1. Quels sont les mobiles qui ont poussé les camarades transylvanien à participer au gouvernement bourgeois, au moment de l'occupation?*

a) Les leaders du Parti Socialiste Transylvanien sont partis de ce principe que l'occupation de fait et l'annexion de la Transylvanie par la bourgeois-

sie roumaine signifiaient «l'affranchissement de cette province du joug étranger».

b) L'accord conclu à Alba-Jouly, en novembre 1918, qui a servi de base à leur collaboration au gouvernement, était considéré par eux comme un moyen de favoriser le développement pacifique des classes laborieuses de Transylvanie. Leur opportunisme et leur trahison des intérêts élémentaires de la classe ouvrière ont atteint des limites telles que, même après que les conditions démocratiques les plus essentielles de l'accord, conclu solennellement à Alba-Jouly, eurent été foulées au pied avec un cynisme inouï, ils continuèrent à accorder leur collaboration au gouvernement.

Ils n'ont donné leur démission que lorsque la bourgeoisie a jugé inutile leur présence dans le gouvernement et après qu'elle les eut obligés à se retirer par une manifestation hostile en plein Parlement. Comme on le voit, ils ont démissionné par force. Et pourtant ils étaient prêts à retirer leur démission, si les masses, déçues par la politique de collaboration, ne les en avaient empêchés. C'est à ce moment que le journal socialiste de Transylvanie publia l'article intitulé: *Hors du gouvernement, ou hors du parti*.

N. B. Les camarades transylvaniens Flueraș et Jumanca, ainsi que leurs amis, ne considèrent toujours pas comme une faute leur politique de collaboration et refusent de prendre l'engagement de renoncer dorénavant à cette politique de trahison.

## 2. Pourquoi le Parti Socialiste Roumain n'adopte-t-il pas le nom de Parti Communiste?

Parce que ses chefs, à l'encontre des classes laborieuses, ne sont pas communistes.

N. B. Les groupes communistes clandestins ignorés, sabotés et même désavoués par les chefs du Parti Socialiste ont toujours manifesté et publié leurs manifestes sous le nom de «Parti Communiste».

## 3. Est-il vrai que les chefs du Parti Socialiste Roumain ont négocié en secret avec le général Averesco?

Le fait est patent. Ils ne se sont pas bornés à négocier, ils ont conclu un accord politique qui leur imposait nombre d'obligations. Cet accord fut longtemps tenu secret. On n'en eut connaissance que lorsque le Comité Exécutif avoua son existence devant la commission de la Conférence du parti. Le Comité Exécutif poussa même l'audace jusqu'à vouloir en justifier la nécessité.

Pour arriver au pouvoir, le général Averesco, comme tout politicien roumain, n'a reculé devant l'emploi d'aucun moyen. Pour rassurer d'une part les hautes sphères sur ses intentions, il s'entoura de junkers (Argentoianu, etc.) et conclut une alliance avec le parti conservateur du réaction-

naire Take Jonesko. De l'autre, désireux de s'appuyer sur les masses ouvrières des villes—ce pourquoi le concours du Parti Socialiste lui était nécessaire—il s'adressa aux leaders de ce dernier. En dépit de ses antécédents fâcheux (Averesco avait, en 1907, fait massacrer 11.000 paysans) et de son triste passé politique, il réussit, grâce à la naïveté politique des leaders socialistes, à conclure une alliance de fait avec eux et à obtenir des masses ouvrières le concours qu'il désirait.

Les mobiles qui ont poussé les leaders du parti à faire cette politique sont les suivants:

a) Ils croyaient aux vagues promesses secrètes du général qui s'était engagé à provoquer une insurrection révolutionnaire. Il faut avouer que c'était là un plan des plus subtils: confier à un général bonapartiste le soin de faire la révolution est, en vérité, infiniment plus commode que de la préparer soi-même à ses risques et périls. Le parti a donc suivi pendant quelque temps cette tactique basée sur les illusions insurrectionnelles.

b) Par cette alliance, ils espéraient aussi obtenir la suppression de la censure et de l'état de siège. C'est dans ce but que, sous l'influence du général Averesco, les leaders socialistes proposèrent à la Conférence du parti de boycotter les élections parlementaires de 1919, ce qui fut fait.

N. B. Le motif allégué par les représentants du Comité Exécutif, à savoir que l'accord avec Averesco aurait été conclu dans le but de venir en aide à la Russie Soviétique, a dû être imaginé par eux, pendant leur voyage en Russie. Les sous-signés affirment qu'aucune promesse n'a été faite à ce sujet par le général Averesco.

## 4. Qu'a fait le Parti Socialiste Roumain pour faire avorter l'offensive du gouvernement bourgeois roumain contre la République des Soviets hongrois et pour empêcher l'aide aux contre-révolutionnaires russes?

a) L'étroite collaboration avec les éléments les plus opportunistes de Transylvanie et de Bukovine, ainsi que l'inconscient politique pratiquée au cours de ces dernières années par le Parti Socialiste Roumain ont diminué considérablement la faculté d'initiative de notre mouvement ouvrier et, de façon générale, son activité révolutionnaire.

b) Quant à la Transylvanie, ses ministres social-chauvins ont d'un cœur léger pris sur eux l'entière responsabilité du coup mortel porté par le gouvernement roumain à la Hongrie Soviétique.

Même après la chute du pouvoir soviétique hongrois et la complète divulgation des véritables buts de l'offensive roumaine, les social-chauvins n'abandonnèrent pas leurs portefeuilles ministériels.

c) Pour la défense de la Hongrie et de la Russie Soviétiques, le Parti Socialiste a néanmoins fait quelque pression sur le gouvernement roumain par sa campagne de presse (bien modérée d'ailleurs) et de réunions et, conformément à la

décision de Londres, en déclanchant la grève générale du 21 juin 1919, que l'enthousiasme des masses laborieuses roumaines et leur ardente sympathie pour les Républiques Soviétistes ont fait brillamment réussir.

d) Toutefois, on n'est pas allé jusqu'au boycottage du transport.

### 5. Pourquoi le Comité Exécutif n'a-t-il pas convoqué le congrès du parti depuis le début de la guerre?

Aucun congrès n'a eu lieu depuis le commencement de la guerre.

Ceci pour les raisons suivantes:

«L'état d'esprit des masses étant donné, on n'aurait pu faire autrement que mettre en tête de l'ordre du jour du premier Congrès la question de l'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale. Mais les chefs qui n'avaient encore aucun point de vue arrêté, ne savaient quel parti prendre. D'un côté, ils préféreraient attendre que les grands partis socialistes européens en eussent décidé, de l'autre, ils ajournaient constamment la convocation du Congrès, convaincus que la décision de celui-ci serait favorable à l'Internationale Communiste. Ils craignaient avec raison qu'une décision de ce genre rendit dorénavant impossible l'étroite union avec les éléments opportunistes de Transylvanie et de Bukovine et dissipât les beaux rêves d'un front socialiste unique».

Pour calmer les masses ouvrières qui attendaient le Congrès avec impatience, ils convoquèrent une conférence à laquelle, dans un but facile à comprendre, ils n'accorderent pas le droit de prendre des décisions définitives. Les masses durent donc remettre leurs revendications en faveur de l'adhésion à l'Internationale Communiste et attendre que Pluecas, Grigorovitch, Jumanca et consorts fussent devenus des adeptes enthousiastes du communisme.

### 6. Pourquoi, de façon générale, les camarades roumains ne nous ont-ils rien dit des dissensions au sein de leur parti?

Ce silence sur les dissensions existant au sein du parti caractérise, une fois de plus, la mentalité «maïxiste» des leaders socialistes roumains.

Les partis socialistes régionaux, comme ceux de la vieille Roumanie, de Transylvanie, de Bukovine, n'existent plus de fait: ils n'y a plus que des milieux socialistes chaotiques où l'on peut entrevoir deux partis en gestation:

a) *Le Parti Social-Démocrate* avec le groupe des Scheidemann (Grigorovitch, Fluecas, Dumareau, etc.) et le groupe des centristes (Pistolner, Voinea, Geller), mais ni les uns ni les autres ne trouvent de soutien dans les masses.

Même dans les nouvelles provinces, les masses ouvrières qui étaient autrefois sous l'influence des social-chauvins ont, grâce à l'expérience qu'elles ont faite depuis leur «affranchissement», donné un sérieux coup de barre à gauche (Voir les décisions des Conférences régionales de Cluj, août 1920, et de Femisora, septembre 1920).

b) *Le Parti Communiste* auquel adhèrent les masses ouvrières conscientes appartenant à la tendance marxiste communiste. Ce parti est en voie de devenir une organisation solide (Stefanof, Olteanu, Fabian, Dobrogeanu, etc.). Reconnaisant qu'il n'a pas rempli à temps voulu et surtout avec assez de fermeté ses devoirs au sein du Parti Socialiste, le Parti Communiste comprend maintenant la nécessité de décupler ses efforts pour rattraper le temps perdu.

Un petit groupe de gauche antiparlimentaire (Al. Constantinescu, Gn. Teodorescu, etc.), dont la tactique se caractérise par sa souplesse et qui compte dans ses rangs des prolétaires résolus, adhère aussi au Parti Communiste.

C'est derrière ces deux dernières tendances qui ont en partie fusionné, que marche l'écrasante majorité des ouvriers.

c) La position intermédiaire est occupée par un groupe de leaders (Ilie Moscovici, Gn. Cristescu, G. Popavici, etc.) qui demeurent comme assis entre deux chaises. Quelques-uns d'entre eux sont néanmoins capables de venir au vrai communisme. Ce groupe, auquel appartient aujourd'hui la direction du Parti Socialiste, a pratiqué une politique de confusionnisme, d'hésitation, de silence, d'ajournements, d'éternels compromis avec les social-chauvins et de rapprochement secret avec les partis bourgeois. Il s'est aussi livré à la démagogie communiste pour avoir le droit, en fin de compte, d'entrer solennellement dans l'Internationale Communiste.

Moscou, le 24 décembre 1920.

## AU SUJET DES ÉVÉNEMENTS EN TCHÉCO-SLOVAQUIE

La bourgeoisie et les propriétaires tchèques, alliés aux social-démocrates et aux leaders de la Deuxième Internationale, ont lancé contre le prolétariat tchèque toute la force de leurs scorpions contre-révolutionnaires. Les événements actuels de Tchéco-Slovaquie rappellent fortement les journées de juillet 1917, en Russie. Nous avions alors au pouvoir les social-démocrates, les socialistes-révolutionnaires, tous agissant en alliance étroite avec la bourgeoisie et la noblesse russe avec l'appui de l'autorité des leaders de la Deuxième Internationale. Lorsque la contre-révolution menchévique, s.-r. et bourgeoise vit que la puissance de la Révolution Proletarienne croissait de jour en jour, d'heure en heure, elle décida de provoquer une saignée dans le Parti Communiste. Les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, alliés à la bourgeoisie, imaginèrent cette fable honteuse que les chefs bolchéviks étaient achetés par le gouvernement allemand. Parlant de là, les menchéviks et les s.-r., alliés à la contre-révolution bourgeoise, se mirent à dévaster les organisations bolchéviques, à fusiller les marins de Cronstadt, à désarmer les ouvriers de Pétrograd. On lança dans tout le pays la version d'un soi-disant complot bolchévique découvert. De faux documents furent fabriqués, de fausses dépositions furent imaginées, les soldats ignorants furent excités contre les ouvriers. En sourdine, on institua l'état de siège. Les menchéviks et les s.-r. espéraient ainsi conserver le pouvoir et le partager définitivement avec la bourgeoisie. Comme on le sait, ce fut le contraire qui arriva. Quelques semaines n'étaient pas passées, que les masses ouvrières et paysannes, de même que les soldats, comprirent toute l'ignominie des manœuvres menchéviques et s.-r. et soutinrent plus fortement que jamais le Parti Bolchévik. Quelques mois plus tard, avait lieu la Révolution d'Octobre. Des événements semblables se répètent aujourd'hui en Tchéco-Slovaquie. La force de la Révolution Proletarienne, là aussi, croit d'heure en heure. Effrayés, perdant la tête, fous de rage, les ignobles menchéviks tchèques, alliés à la réaction bourgeoise, répètent l'expérience de Kérénsky. Les social-démocrates tchèques, alliés à la bourgeoisie, parlent aussi d'un soi-disant complot, de liens criminels, soi-disant découverts entre les communistes tchèques et la Russie Soviétiste, de documents trouvés, etc. Les arrestations se succèdent par centaines, les manifestations pacifiques des ouvriers sont accueillies par la mitraille. Les insurrections partielles éclatant en maints endroits, sont écrasées avec une impitoyable férocité.

Nous nous adressons aux ouvriers du monde entier et nous leur disons: Les événements de Tchéco-Slovaquie sont on ne peut plus instructifs. C'est comme une leçon de choses spéciale, donnée par l'histoire aux ouvriers de tout l'univers pour leur montrer ce qu'est la Deuxième Internationale et où en sont venus Messieurs les social-démocrates. En effet, la cause directe du début des événements tchèques a été la scission entre les communistes et les social-démocrates. Du côté des éléments communistes est passée l'énorme majorité de l'ancien Parti Tchèque. Les ouvriers ont occupé leur Maison du Peuple, leur journal ouvrier, se souvenant bien que l'un et l'autre avaient été édiflés par les longs efforts et les longs sacrifices du prolétariat tchèque. Messieurs les social-démocrates furent impuissants à les en empêcher. Ils s'adressèrent alors aux tribunaux bourgeois. Ceux-ci, comme de juste, prirent le parti des social-démocrates contre les communistes. La bourgeoisie envoya l'élite de ses bachi-bouzouks et de ses gendarmes qui s'emparèrent de la maison du peuple et des locaux du journal, pour remettre à l'amiable, de main en main, le bien des ouvriers à Messieurs les social-démocrates jaunes. Et comme par un fait exprès, tout cela a eu lieu précisément au moment, où se trouvaient à Prague, en visite chez les social-démocrates jaunes, Monsieur Vandervelde et quelques autres célèbres social-traitres délégués par la Deuxième Internationale. Vandervelde et toute la Deuxième Internationale étaient dans la coulisse pour inspirer le bain de sang, préparé contre les ouvriers tchèques.

Prolétaires de tous les pays, de quelles autres preuves avez-vous besoin encore pour comprendre, tous jusqu'au dernier, que la Deuxième Internationale n'est pas autre chose aujourd'hui qu'un organe bourgeois et que les fameux chefs de la Deuxième Internationale ne cachent même plus leur qualité de simples agents du capital? Les missions les plus sales et les plus sanglantes sont aujourd'hui confiées à la bourgeoisie, à Messieurs les social-démocrates et aux chefs de la Deuxième Internationale.

L'Internationale Communiste adresse son salut fraternel aux ouvriers tchèques. Elle invite tous les travailleurs tchèques et tous les soldats à tourner leurs baïonnettes contre leurs propres oppresseurs. Elle invite les prolétaires du monde entier à soutenir les ouvriers tchèques, à cette heure difficile. Elle invite les ouvriers du monde entier à flétrir de honte les misérables assassins de la Deuxième Internationale. Elle invite les tra-

vaillours du monde entier à considérer les chefs de la Deuxième Internationale comme les bourgeois avérés de la classe ouvrière. Aux ouvriers tchèques nous disons: Courage, camarades! Après juillet, la Russie a connu Octobre. Chez vous, il en sera de même. Honte et flétrissure aux social-démocrates jaunes et aux bourgeois de la Deuxième Internationale! Honneur et gloire aux ouvriers tchèques!

Vive la Révolution Proletarienne, en Tchécoslovaquie et dans le monde entier!

*Au nom du Comité Exécutif  
de l'Internationale Communiste*

G. ZINOVIEV.

Moscou, 19 décembre.

---

## AU CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE D'AUTRICHE ALLEMANDE

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste salue avec joie votre Congrès d'unification.

L'adhésion du groupe révolutionnaire des gauches fortifiera le front de la section autrichienne de l'Internationale Communiste. Comme en Allemagne, en France, en Italie et dans d'autres pays, tous les ouvriers vraiment pénétrés d'esprit révolutionnaire adhéreront, en Autriche Allemande, au communisme qui combat pour la révolution prolétarienne mondiale.

A bas la II-e Internationale, à bas les serviteurs hypocrites de la bourgeoisie qui tentent de nous donner le change au moyen de phrases révolutionnaires!

Vive la Troisième Internationale!

*Le Comité Exécutif  
de l'Internationale Communiste.*

Moscou, 21 janvier 1921.

---

## A LA CONFÉRENCE PANRUSSE DU BUND, A MINSK

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste adresse son salut fraternel aux prolétaires communistes de nationalité israélite. Camarades, comme vous le savez, le Comité Exécutif, après examen de la question en Commission spéciale, a décidé de vous inviter à entrer dans les rangs du Parti Communiste de Russie. Cette décision a été dictée par le désir d'obtenir l'union la plus étroite possible entre toutes les forces communistes. Le Comité Exécutif respecte et comprend l'attachement de nombreux militants du Bund au nom de cette organisation, qui, surtout à l'aurore du mouvement révolutionnaire russe, a combattu dans les premiers rangs. Mais il rappelle aux camarades que les bolchéviks eux-mêmes, lorsque l'intérêt de la cause l'a exigé,

ont changé l'ancienne dénomination de leur parti. Il ajoute que le Parti Social-Démocrate Indépendant de gauche en Allemagne et beaucoup d'autres partis en Occident ont agi ou agissent de même. Sans une union la plus entière possible entre toutes les forces communistes, il est impossible de remporter la victoire dans la lutte difficile, mais grandiose que nous menons. A ce souci de l'union, doit être soumis tout le reste.

Avec ses salutations communistes.

*Le Président du Comité Exécutif  
de l'Internationale Communiste*

G. ZINOVIEV.

---

## POUR LE CINQUANTIÈME ANNIVERSAIRE DE LA COMMUNE DE PARIS

Camarades!

Au printemps prochain, sera célébré le cinquantième anniversaire de la Commune de Paris. Un demi-siècle s'est écoulé depuis le jour où, pour la première fois dans l'histoire, les ouvriers se sont insurgés contre la bourgeoisie et ont pris le pouvoir. Les Communistes de Paris ont écrit une page à jamais glorieuse dans le livre d'or du mouvement prolétarien international. Les Communistes ont été les précurseurs et les ancêtres de la Révolution Proletarienne qui triomphe aujourd'hui, en Russie et dans le monde entier. Là où sévit aujourd'hui le centre de la réaction mondiale, à Paris, il y a cinquante ans, flotta fièrement le drapeau rouge pour lequel sont morts des dizaines et des dizaines de milliers de vaillants prolétaires parisiens.

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste invite les ouvriers conscients du monde entier à fêter solennellement le cinquantième anniversaire de la Commune de Paris. Il a décidé de consacrer à cet anniversaire un numéro spécial de la Revue *l'Internationale Communiste*.

Le Comité Exécutif a pris ensuite la décision suivante: les ouvriers communistes du monde entier, unis par l'intermédiaire du Comité Exé-

cutif de l'Internationale, élèveront à Paris un monument aux Communistes français. Au nom de l'Internationale Communiste, le Comité Exécutif prend l'initiative d'ouvrir une souscription internationale et demande aux camarades français de l'aider à l'érection du monument.

Le Comité Exécutif verra si le gouvernement bourgeois, qui règne aujourd'hui en France, empêchera la classe ouvrière du monde entier d'élèver un monument aux héros de la Commune de Paris.

*Le Comité Exécutif  
de l'Internationale Communiste:  
G. Zinoviev, Président.*

*Lénine, Trotsky, Boukharine, Radek (Russie), Rosmer (France), Bela-Kun, Roudniansky, Varga (Hongrie), Quelch (Angleterre), Steinhardt (Autriche), Jansen (Hollande), Chabline (Bulgarie), Tskhakai (Géorgie), Sultan-Zade (Perse), Gourvitch (Amérique), Manner (Finlande), Stoutchka (Lettonie), Chatsky (Internationale de la jeunesse).*

Moscou, 25 janvier 1921.

## APERÇU SUR L'ACTIVITE DU COMITÉ EXÉCUTIF DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

### *L'organisation de la Section de Statistique Économique.*

Depuis le mois de novembre 1920, une Section de Statistique économique fonctionne auprès du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste. Les buts et les tâches de ladite section, d'après l'exposé du directeur, le camarade Maharadzé se présentent comme suit: — La Section de Statistique Économique du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste a pour but de donner la statistique du mouvement ouvrier et le tableau de la situation actuelle de l'industrie mondiale, c'est-à-dire de déterminer et de mettre en lumière, d'une part, le côté révolutionnaire et politique du mouvement ouvrier international, et de l'autre, ces conditions objectives et matérielles. C'est donc une tâche essentiellement pratique: il s'agit de fournir à l'état-major du prolétariat international,

l'Internationale Communiste, les données de statistique économique nécessaires sur la faillite du capitalisme et le développement rapide de la révolution prolétarienne internationale.

Depuis le moment de la grande révolution d'Octobre, le vieux monde bourgeois et capitaliste s'est scindé en deux camps: d'une part, la République Socialiste Fédérative Russe des Soviets, où l'économie capitaliste a disparu et où l'économie communiste commence déjà à s'organiser sur des bases solides; d'autre part, la presque totalité des États du globe, où le capitalisme, quoique fortement ébranlé et voué à la ruine fatale, continue néanmoins à maintenir sa domination. C'est pourquoi les tâches principales de la Section Statistique Économique de l'Internationale Communiste ne sont pas les mêmes pour la Russie que pour les autres États bourgeois.

Ladite section s'occupera:

### A. Par rapport à la Russie.

1) De la détermination des données statistiques du degré de l'organisation de l'industrie urbaine et de l'agriculture en Russie, durant la guerre impérialiste mondiale (1914—1917).

2) De la détermination du degré de désorganisation de l'industrie et de commerce, ainsi que de l'abaissement de la productivité du travail, durant la dictature du prolétariat et la guerre civile.

3) De l'organisation de l'État socialiste, de la constitution de nouvelles républiques et régions soviétistes autonomes sur le territoire de la Russie des Soviets.

4) De la réorganisation, sur de nouvelles bases, de la production urbaine et de l'agriculture, réorganisation basée sur une connaissance exacte de tout le travail créateur accompli par la Russie ouvrière et paysanne sous la domination du prolétariat.

5) Du Parti Communiste Russe des syndicats et de l'Union de la Jeunesse Communiste; de leur rôle et de leur action dans toutes les branches de la vie économique et sociale.

6) De la lutte contre la contre-révolution intérieure et extérieure de l'organisation de la Commission Extraordinaire, de l'Armée Rouge et de l'instruction militaire obligatoire.

### B. Par rapport aux pays bourgeois.

1) Des changements et modifications opérés durant la guerre impérialiste dans le domaine de l'industrie, du commerce et du transport dans les principaux États capitalistes.

2) Des indices de la faillite économique et financière dans tous les pays capitalistes (augmentation de la dette publique, abaissement de la productivité du travail, déficits, etc.).

3) Des données les plus récentes sur les syndicats, les cartels, les trusts et le capital bancaire.

4) De la dépréciation de la monnaie et de l'absence de marchandises.

5) De la situation de la classe ouvrière, d'après les données statistiques, dans les principaux pays d'Europe, d'Amérique, d'Australie, etc., durant et après la guerre impérialiste.

6) Du chômage.

7) Des grèves (nombre de grévistes).

8) Des conditions de la vie économique des colonies et des demi-colonies (Chine, Inde, Turquie, Égypte, Perse, etc.).

9) Des partis politiques de la bourgeoisie et de la classe ouvrière (Deuxième Internationale jaune), de leur rôle et de leur importance.

10) Des partis et groupes communistes, de leur naissance et de leur développement.

11) Du mouvement syndical.

12) Des unions de la jeunesse communiste.

• • •

Pour être exactement au courant du mouvement révolutionnaire ouvrier dans les pays bourgeois, la Section de Statistique Économique a commencé par envoyer l'appel suivant aux représentants de l'Internationale Communiste dans tous les pays.

### A tous les collaborateurs étrangers de l'Internationale Communiste.

Camarades!

Une Section de Statistique Économique vient d'être organisée auprès de l'Internationale Communiste. Son but est de donner un tableau exact du mouvement ouvrier mondial sous toutes ses formes, tableau qui sera basé sur les données statistiques précises.

Les camarades de l'étranger nous rendraient un immense service, en envoyant régulièrement au Comité Exécutif des données sur le mouvement ouvrier, la vie des syndicats et des partis, les congrès et conférences, les grèves et le chômage (fournir des données pour chaque année et même pour chaque mois, si possible), la vie économique des pays capitalistes, les trusts et les syndicats, la cherté de la vie, les crises économiques et financières, le cours de la monnaie, etc.

Les renseignements devront être fournis au moins une fois par mois. Nous prions de nous envoyer également les nouveaux livres traitant des questions ouvrières, économiques et financières.

Outre cet appel, le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, au début de décembre de l'année dernière, a envoyé aux partis et organisations communistes de tous les pays le questionnaire suivant:

## QUESTIONNAIRE

- 1) Pays . . . . .
- 2) Chiffre de la population ouvrière urbaine . . . . .
- 3) La classe ouvrière est-elle touchée par le mouvement révolutionnaire? . . . . .
- 4) Quel est le nombre des ouvriers organisés dans: . . . . .
  - a) les syndicats; . . . . .
  - b) les comités d'usines et de fabriques; . . . . .
  - c) les partis politiques; . . . . .
  - d) les autres organisations (spécifier les organisations) . . . . .
- 5) Le parti ou le groupe communiste . . . . .
  - a) Existe-t-il un seul ou plusieurs groupes et organisations à tendance communiste? . . . . .
  - b) Depuis quand le parti communiste existe-t-il? . . . . .
  - c) Total des membres du parti ou du groupe communiste . . . . .
  - d) Dans quelles couches de la classe ouvrière, les cadres du parti communiste se recrutent-ils? . . . . .
  - e) Le parti est-il en contact avec les ouvriers agricoles, quelle est son influence sur les paysans? . . . . .
  - f) Courants politiques, et surtout courant communiste (donner autant que possible des chiffres), à l'intérieur des syndicats . . . . .
  - g) Nombre des périodiques du parti (revues, journaux), noms et tirage approximatif . . . . .
  - h) Situation du parti: légale ou illégale . . . . .
  - i) Nombre des camarades poursuivis . . . . .
- 6) Courants de gauche dans les partis socialistes . . . . .
- 7) Partis socialistes de droite (noms, nombre de leurs membres, influence) . . . . .
  - a) Sont-ils représentés au Parlement? . . . . .
  - b) Sont-ils représentés au gouvernement? . . . . .
- 8) Organisations de la jeunesse et Union de la Jeunesse Communiste (nombre des adhérents aux unions de la jeunesse communiste) . . . . .
- 9) Mouvement ouvrier féminin . . . . .
  - a) Rôle des femmes dans les syndicats (leur nombre) . . . . .
  - b) Rôle des femmes dans les partis politiques (idem) . . . . .
  - c) Mouvement communiste parmi les ouvrières (nombre des ouvrières communistes) . . . . .
- 10) Partis bourgeois: subdivisions, force, importance . . . . .
- 11) Structure des syndicats; syndicats de métier ou d'industrie . . . . .
- 12) Données statistiques (pour les dernières années) sur le chômage et ses causes . . . . .
- 13) Données statistiques sur les grèves des dernières années . . . . .
- 14) Mouvement des salaires; minimum de vie . . . . .
- 15) Etat de l'industrie; prospérité, désorganisation, crises . . . . .
- 16) Existe-il un mouvement agraire et, si oui, quelles sont ses manifestations? . . . . .
- 17) Etat du marché? (cherié) . . . . .
- 18) Cours de la monnaie . . . . .
- 19) Indiquer les sources principales où l'on pourrait puiser les données nécessaires aux réponses à ces questions . . . . .
- 20) Date à laquelle le présent formulaire a été rempli . . . . .
 

P. S. Il est à désirer que les réponses aux questions soient des plus précises. On pourra écrire ces réponses sur les feuilles détachées, mais à condition de conserver l'ordre des questions.

Signature: \_\_\_\_\_

Jusqu'ici nous n'avons encore reçu aucune réponse.

La section enverra prochainement des questionnaires spéciaux pour les pays de l'Orient.

*La Section de Statistique Economique.*

3 février 1921.

Oleif SHAEFFLO

## LA SITUATION EN NORVÈGE

La Norvège traverse actuellement une crise économique et sociale particulièrement aiguë. Une grève qui fut bien près de devenir générale a éclaté, le 1-er décembre, sur presque tous les chemins de fers du pays.

La Norvège a échappé à tous les maux de la guerre mondiale. Mais la classe capitaliste a, naturellement, réalisé de grandes fortunes durant la guerre. Ses bénéfices ont été particulièrement importants dans la navigation commerciale, l'exportation des métaux, du bois de construction, du papier, du poisson, etc. La dette d'Etat de la Norvège s'est néanmoins élevée, pendant la guerre, de 200 millions de couronnes à 1 milliard.

La somme aujourd'hui indispensable pour le paiement des intérêts de cette dette d'Etat correspond approximativement au budget total d'il y a 20-25 ans.

Le cours du papier-monnaie norvégien est actuellement très bas. Avant la guerre, on pouvait acheter 1 dollar pour 3,74 couronnes; aujourd'hui le dollar vaut près de 7 couronnes. Pendant la guerre, la cherté de la vie était très grande, en Norvège. En comparaison avec l'année 1914, les dépenses de l'ouvrier ont augmenté de 400%. La hausse des prix a d'ailleurs continué pendant le dernier semestre. La cause en est, entre autres, dans le fait que le nouveau gouvernement, formé en juin dernier, a aboli toutes les mesures prises contre la hausse des prix, donnant ainsi aux spéculateurs une entière liberté d'action. Le pays éprouve un grand besoin d'argent, dont l'une des principales causes est que les capitalistes-propriétaires des entreprises de navigation et les exportateurs placent leurs capitaux à l'étranger, surtout aux Etats-Unis, ceux-ci représentant, à leur avis, le plus sûr refuge du capitalisme. La Norvège a dû récemment conclure aux Etats-Unis, dans les plus fâcheuses conditions, un emprunt de 100 millions de couronnes.

Cet argent «américain» était en réalité de l'argent norvégien. Il représente le quart à peu près des sommes placées par les propriétaires des entreprises norvégiennes de navigation dans les banques américaines.

Le manque d'argent provoque naturellement en Norvège un arrêt général de la vie industrielle du pays. Les fabriques ferment ou ralentissent leur activité; les travaux municipaux, d'intérêt local (construction de digues, travaux de canalisation, etc.), cessent tout à fait.

Le gouvernement des gauches, qui exerça le pouvoir en Norvège pendant toute la durée de la

guerre, prévoyait cette crise et voulut plus d'une fois démissionner. Il n'y réussit qu'au moment où la fraction social-démocrate se trouva, en fin juin dernier, d'accord avec les conservateurs pour le vote sur l'une des questions du budget. Le gouvernement fut mis en minorité, et la droite dut prendre la responsabilité du pouvoir. Mais elle s'appuyait également sur une minorité. Le nouveau gouvernement publia pour cette raison une déclaration très circonspecte: «Le gouvernement — disait cette déclaration — se considère comme pourvu d'un mandat limité, sa mission principale étant de fortifier le pouvoir du Storting». La composition du gouvernement fut en même temps suffisamment déterminée. Sa majorité était formée de gros industriels, d'usiniens et d'avocats qui récemment encore étaient les conseillers des premiers. Il fallait donc s'attendre à ce que le nouveau gouvernement s'orientât nettement à droite. La raison d'être de ce gouvernement, c'est d'obliger la classe ouvrière à faire les frais de la crise provoquée par les spéculateurs. L'occasion attendue par le gouvernement se présenta lors de la publication, par la presse, des thèses de Moscou. Survint à la même époque le fâcheux incident Alfred Madsen (arrêté en Courlande, porteur d'une certaine quantité d'or). Les thèses «de Moscou» suscitèrent une campagne de calomnies, comme jamais encore les Norvégiens de ce temps n'en avaient vu. Grosse et petite bourgeoisies firent chorus. Ceci faisait bien l'affaire de la droite socialiste qui espérait reconquérir, à la faveur des événements, la majorité dans le parti, ou grouper en tout cas assez de militants pour former un parti.

Dès ce moment, les ouvriers rencontrèrent partout et pour toutes leurs revendications une opposition déterminée. Leurs demandes d'augmentation de salaires furent régulièrement repoussées. Les salaires, déclarait le patronat, devaient être diminués et la journée de travail (la loi sur la journée de 8 heures est en vigueur, en Norvège), notablement augmentée.

Telle est précisément la réponse qui fut faite aux cheminots. Le gouvernement refusa catégoriquement de négocier avec ces derniers au sujet de l'augmentation des salaires.

Deux cheminots qui se refusèrent simultanément à travailler des heures supplémentaires furent renvoyés, le renvoi de l'un d'eux étant motivé par l'accusation d'avoir fomenté la grève.

C'est sur ces entrefaites que les cheminots résolurent, à une importante majorité, de se mettre

en grève, le 1-er décembre. Ils exigèrent une révision du barème des salaires et la réintégration des révoqués. Au dernier moment, les mécaniciens, élément assez modéré, tentèrent d'obtenir le consentement du Storting pour résoudre ce litige par l'arbitrage. Les leaders des partis bourgeois firent alors connaître qu'ils n'enverraient pas de députés à la commission d'arbitrage. Ils déclaraient en outre indispensable d'établir lequel détenait réellement le pouvoir dans le pays: du Storting ou de la Maison du Peuple (1).

Ils exigèrent du gouvernement que la grève fût sévèrement réprimée.

La colère des éléments bourgeois provenait en partie du fait qu'ils avaient été absolument surpris par cette grève. Ils n'avaient pas prévu l'effet que devait produire, au bout de quelques semaines, sur la classe ouvrière la publication des thèses de Moscou. A mesure que le prolétariat prenait connaissance de ces thèses, il y adhérait avec un enthousiasme croissant et seule, une minorité peu importante de la classe ouvrière demeure encore dans l'incertitude. C'est surtout le principe de la centralisation qui provoqua au début les hésitations et l'opposition des ouvriers norvégiens. Les meilleurs militants norvégiens appartiennent à ce qu'on appelle «l'opposition syndicale» dont le camarade Tranmel, secrétaire du parti, est le fondateur et le leader. Le point principal du programme de l'opposition syndicale exige que toutes les forces actuellement concentrées dans les syndicats soient transmises aux organisations locales, ces dernières devant se rattacher directement à la Confédération du Travail norvégienne. Ce fédéralisme n'a certes rien d'incompatible avec les thèses de Moscou et peut, au contraire, s'accorder parfaitement avec la tactique de la III-e Internationale. Les thèses, connues des membres de l'opposition syndicale, furent chaleureusement défendues. Aucune scission ne se produisit dans le prolétariat norvégien, plus un aujourd'hui qu'il ne le fut jamais. Le langage précis, énergique et sincère des thèses produisit le meilleur effet sur le mouvement ouvrier qu'il anima en l'éclairant. Quand les socialistes de la droite sortirent du parti—bientôt, qu'ils le veulent ou non,—ils n'entraîneront à leur suite qu'un petit nombre d'éléments surtout petits-bourgeois.

Telle était la position réelle du mouvement ouvrier norvégien, en automne 1920. Mais notre gouvernement l'ignorait, et c'est pourquoi la décision des cheminots fut, pour lui et pour ses défenseurs, absolument inattendue.

Au dernier moment, le gouvernement entreprit de grandes mesures. Il entra en relations officielles avec le «Secours Social» (2), et le ministre-président, qui est aussi le ministre de la justice, fit secrètement prohiber par le préfet de police la vente des armes. Il n'est aujourd'hui permis de vendre des armes qu'aux «citoyens dignes de confiance» qui en ont besoin pour leur défense personnelle.

1) N. D. L. R. C'est dans la Maison du Peuple de Christiania qu'ont lieu les grandes assemblées des organisations ouvrières.

(2) Organisation de renards, dite privée, mais en réalité officieuse.

La publication du document prescrivant ces mesures par le *Social-Démocrate* posa pratiquement la question de l'armement des ouvriers. Chacun sait que le prolétariat norvégien est actuellement tout à fait désarmé. Mais les ouvriers conscients—et leur nombre est grand, en Norvège—compréhendent bien qu'une semblable situation ne saurait être plus longtemps soufferte.

Le Parti Ouvrier Norvégien compte actuellement près de 125.000 membres, et la Confédération Norvégienne du Travail près de 160.000 membres (le chiffre total de la population s'élevant à 2 millions à peu près). Le parti possède près de 40 écoles du soir disséminées par tout le pays, avec un nombre total de 1.000 élèves. On y étudie notamment les thèses de Moscou, le *Manifeste Communiste* et le *Capital* de Marx. 20 des meilleurs élèves des écoles du soir suivent les cours (trimestriels) de l'École Politique Supérieure du Parti de Christiania. Les frais de cet enseignement sont surtout couverts par les syndicats. Les cours des écoles du soir se répètent deux fois par an, de sorte que le nombre total des élèves formés annuellement s'élève à 2.000.

De plus, des cadres d'agitateurs communistes s'organisent actuellement dans tous les syndicats. Les membres des groupes spéciaux sont tenus de se consacrer pendant 6 mois à la propagande communiste, conformément aux instructions du Comité Central du Parti. Les «samedis» de travail communiste sont également institués. Des brochures traduites gratuitement sont imprimées gratuitement par nos typographes et imprimeurs. Ces brochures, éditées sur un modèle spécial, sont propagées en grand nombre au prix du papier.

La propagande illégale dans l'armée et la flotte a eu pour résultat la formation de 42 groupes révolutionnaires militaires. Les groupes les plus puissants se trouvent dans la flotte, où l'équipage vit en commun toute l'année et la majorité du personnel est formée de prolétaires. 80% de l'équipage de l'un des plus grands vaisseaux de guerre, le *Herald Haarfagre*, appartiennent à un conseil qui a déjà plus d'une fois soutenu ouvertement les revendications révolutionnaires.

La Confédération du Travail Norvégienne compte près de 160.000 membres. Au congrès de Londres, les délégués norvégiens, ont préconisé la rupture des relations entre l'Internationale d'Amsterdam et la Ligue des Nations, mais leur proposition a été rejetée à la majorité, les Italiens; seuls, l'ayant appuyée. Ce fait tranche, à notre avis, la question de la Confédération du Travail Norvégienne, de l'Internationale d'Amsterdam, ainsi que celle de son adhésion à la nouvelle Internationale des Syndicats Rouges.

La crise que traverse actuellement la Norvège, la conduit irrésistiblement à une complète faillite économique. Les tentatives de réorganisation de la vie économique norvégienne sur des bases capitalistes sont de plus en plus vaines. Nos négociants en poisson sont déjà dans une situation désespérée. Les marchés d'exportation pour le poisson et le hareng norvégiens n'existent déjà plus. L'été dernier, la Russie exprima le désir.

d'acheter chez nous des harengs, mais les pourparlers concernant les relations commerciales russo-norvégiennes furent interrompus par la bourgeoisie norvégienne qui craignait l'influence bolchéviste, après le congrès de Moscou. La navigation, qui occupe par son importance la deuxième place dans le domaine économique de la Norvège, ne rapporte rien. Pendant la guerre, les tarifs de voyages s'étaient remarquablement élevés; aujourd'hui, la faillite est devenue inévitable.

La grève des cheminots a été la première escarmouche avant la grande lutte décisive. Le prolétariat norvégien souhaite ardemment que l'Internationale Communiste s'affermisse dans tous les pays. Car il sent bien que son sort est étroitement et indissolublement lié à celui de l'Internationale Communiste.

OLAF SHAEFFLO.

## LE PARTI COMMUNISTE AMÉRICAIN AU COMITÉ EXÉCUTIF DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Chers camarades,

Votre lettre N° 191, du 20 août 1920, et l'ultimatum concernant la fusion du Parti Communiste (C. P.) et du Parti Communiste Unifié (U. C. P.) nous sont parvenus le 3 novembre dernier. Nous avons hâte de vous répondre officiellement.

Nous nous efforçons, dès maintenant, de nous conformer, autant que cela nous est possible, à tous les vœux et à toutes les décisions de l'Internationale Communiste. Notre correspondance avec le P. C. Unifié, dont ci-joint la copie, vous permettra de vous former un jugement sur les démarches successivement entreprises par nous. Vous verrez comment nos pourparlers avec le P. C. U. n'ont pas abouti, parce qu'il s'en tient obstinément à ces deux points essentiels: 1) que la question des fédérations nationales soit résolue en sa faveur, avant même la réunion d'un congrès, et qu'elle soit, en général, exclue de la compétence du Congrès d'Unification; 2) que la prépondérance lui soit assurée à ce congrès par une représentation de 60%, et cela indépendamment du nombre effectif de ses membres. Nous lui avons répondu que nous ne voulions pas restreindre les droits du Congrès d'Unification, tant que celui-ci agirait dans le sens des décisions de l'Internationale Communiste, et que nous ne pouvions admettre au congrès que la représentation proportionnelle; nous ajoutions que si le Parti Communiste Unifié s'obstinait dans sa résolution, nous en appellerions à l'Internationale Communiste. A ce moment là pourtant, nous ne connaissions pas encore la décision du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, aux termes de laquelle la représentation aurait désormais pour base le nombre des cotisations effectivement versées au cours des mois de juillet, d'août, de septembre et d'octobre. Dès que nous

avons su cette décision, nous en avons immédiatement fait part au P. C. U., dont nous attendons maintenant la réponse.

Vu le très court délai fixé par le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste pour la convocation d'un Congrès d'Unification, nous avons lancé un appel conviant à prendre part à ce Congrès. Les élections doivent commencer à la fin du mois.

Nous voudrions à présent attirer votre attention sur quelques faits qui, peut-être, vous montreront la situation sous un jour nouveau.

A la fin du mois d'octobre, nous avons reçu du camarade M. une lettre à l'adresse du Bureau, rédigée en russe et contenant des extraits du procès-verbal de la séance du Comité du 20 septembre. Au-dessous d'un compte-rendu du Congrès des peuples d'Orient à Bakou, cette lettre portait ce qui suit:

«L'arrivée d'Amérique du camarade G. a fourni au Comité Exécutif l'occasion d'une révision de la question des partis communistes d'Amérique.

«Tout en acceptant, dans ses grandes lignes, la décision adoptée par le Comité Exécutif au sujet des partis d'Amérique, le camarade G. a néanmoins demandé qu'on y apportât les amendements suivants: ajournement au 1-er février de la date extrême de l'unification et admission temporaire au Comité Exécutif d'un représentant du P. C. A.

«Le camarade Boukharine objecta qu'en principe, il était contre toute modification de la résolution prise. Cependant, il ne croyait pas impossibles certaines concessions, en ce qui concerne notamment la prolongation du délai d'unification.

«Après une courte discussion, fut adoptée la résolution proposée par le camarade Zinoviev et conçue comme suit: 1) La date de l'unification définitive est ajournée au 1-er janvier 1921; 2) le

Comité Exécutif exige péremptoirement l'unification des partis d'Amérique sur la base des résolutions adoptées au II-e Congrès de l'Internationale Communiste.

Et c'est tout ce que nous avons reçu.

Ensuite, nous vîmes se présenter chez nous deux délégués du P. C. Unifié, F. et M. (tous les deux en qualité de représentants du Parti Ouvrier Communiste); ils nous transmièrent votre correspondance et firent un rapport sur l'activité du Congrès de l'Internationale Communiste. Ils s'efforcèrent de nous faire croire qu'on avait réservé au Parti C. Unifié 6 voix (contre les 4 accordées au P. C.), non en raison de sa supériorité numérique, inexistante en réalité—ce que ce parti a lui-même reconnu en refusant de participer au Congrès d'Unification, si le principe de la représentation proportionnelle était adopté,—mais uniquement parce qu'il avait été reconnu comme le seul, le véritable Parti Communiste anglo-américain dans le pays, le P. C. n'étant qu'un groupe fédératif.

Tout cela visait naturellement à obtenir de nous que nous nous soumettions à leurs conditions, que nous nous laissions écraser, ou «liquider», comme ils s'expriment dans leur dernière lettre.

Avec un salut fraternel

Le secrétaire: C.

I.

#### Au Comité Exécutif Central du Parti Communiste.

Comrades,

Après un examen attentif de la proposition du Comité Exécutif Central du Parti Communiste au sujet de la décision adoptée par le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste sur la question de l'unification, le Comité Exécutif Central du Parti Communiste Unifié a conclu comme suit:

1) Quant à la question de l'unification du P. C. U. et du groupe fédératif du vieux Parti Communiste qui n'a pas encore fusionné avec le P. C. U., elle ne saurait être l'objet d'une discussion ou d'un accord quelconque avec le groupe sus-indiqué; elle se ramène tout simplement à l'exécution d'une obligation rigoureuse imposée à ce groupe par l'autorité du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.

En sa qualité d'organisation, par l'entremise de laquelle l'Internationale Communiste développe son activité aux Etats-Unis, le P. C. U. doit prendre sur lui de rechercher les moyens susceptibles d'assurer l'application de cette décision.

Aussi, selon le Comité Exécutif Central du P. C. U., l'unification immédiate indépendante de tout congrès est la seule manière d'appliquer la décision du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste. Toutefois, pareille unification sans congrès (qui équivaut à la liquidation violente du Parti Communiste et de ses fédérations) pouvant paraître injuste, nous sommes obligés de reconnaître qu'il est désirable de convoquer un congrès. Mais tout en le reconnaissant, le Comité Central du Parti Communiste Unifié n'en insiste pas moins sur ce point, à savoir que l'unification ne dépend ni de pourparlers, ni d'accords préalables quelconques.

L'activité du Congrès, en tout ce qui concerne l'unification, doit avoir un caractère uniquement technique et doit se borner à faciliter la liquidation du Parti Communiste Fédératif.

2) La nécessité de la convocation d'un congrès une fois admise, le Comité Exécutif Central du Parti Communiste Unifié a examiné les bases de la représentation à ce congrès. Deux systèmes étaient possibles: la représentation proportionnelle basée sur le chiffre des membres payant

une cotisation, ou bien la fixation du nombre des représentants de chaque parti.

Les élections suivant le système de la représentation proportionnelle ne peuvent assurer au Parti Communiste la majorité, sans qu'il ait recours à des manœuvres spéciales. Que les leaders des fédérations ne sont pas tout à fait étrangers à pareilles pratiques, nous ne l'ignorons point. Les manœuvres de ce genre sont encore facilitées, dans une très large mesure, par la forme même de l'organisation des fédérations du Parti Communiste. Celles-ci comptent en effet parmi leurs membres des éléments qui n'appartiennent que nominalement à l'organisation clandestine. Un grand nombre de leurs membres demeurent au sein du parti, surtout pour des raisons d'ordre social et national. Cette catégorie de membres légaux ne se soucie guère de la création d'une organisation communiste unifiée, préoccupée avant tout de voir réaliser par les fédérations ses aspirations sociales et nationalistes. Le Comité Exécutif Central du Parti Communiste est hors d'état de contrôler l'activité de ces membres légaux des fédérations, mais il ne les en considère pas moins comme des communistes sincères et les utilisera comme base de sa représentation au Congrès.

Les intérêts du mouvement communiste en Amérique dictent au Parti Communiste Unifié le devoir impérieux de rendre impossible la formation au congrès par des manœuvres faciles à prévoir, d'une majorité semblable, car: a) permettre à la tendance séparatiste et dogmatique des chefs du groupe fédératif, connu sous le nom du Parti Communiste, de prendre le dessus dans le mouvement communiste aux Etats-Unis, c'est condamner ce mouvement à la stérilité; b) l'organisation du Parti Communiste, le pouvoir effectif ne s'y trouve ni aux mains de son Comité Exécutif Central, ni aux mains de ceux qui seront délégués au Congrès par les membres de ce parti. Ce sont les diverses fédérations qui détiennent le pouvoir. C'est à ces fédérations particulières qu'il appartient de reconnaître ou de ne pas reconnaître les élus du Parti Communiste. En raison de cette situation, la majorité que peut avoir le Parti Communiste à n'importe quel congrès n'est qu'apparente et peut facilement se transformer, le lendemain du congrès, en une insignifiante minorité. Ceux que cette majorité serait censée représenter, ne sont nullement tenus à exécuter les décisions adoptées.

3) Conformément aux chiffres publiés par les deux partis, le nombre des membres du P. C. U. était en juillet, août et septembre 1920, deux fois plus considérable que celui du Parti Communiste.

Par conséquent, le P. C. U. n'aurait point lieu de craindre un congrès convoqué suivant le principe de la représentation proportionnelle, si réellement le chiffre effectif des membres constituait la base des élections. Le P. C. U. repousse la représentation proportionnelle pour des considérations de principe. La question n'est point de savoir à quel point le Parti Communiste est numériquement plus fort ou plus faible que le P. C. U. Ce qui importe, c'est que le Parti Communiste ne forme pas un parti centralisé, qu'il ne représente qu'une unification fédérative de diverses fractions qui doivent soumission au P. C. U., comme à l'unique organisation centralisée représentant l'Internationale Communiste aux Etats-Unis.

Nous insistons sur le rapport de 6:4 comme norme de représentation au Congrès, quand même cette norme assurerait au Parti Communiste une représentation plus large que celle à laquelle lui donne droit le nombre de ses membres. En formulant cette condition, nous prenons comme mesure d'appréciation, non la supériorité ou l'infériorité numérique de l'organisation fédérative du Parti Communiste, mais seulement sa portée véritable dans le mouvement communiste.

Pour toutes ces raisons, nous croyons devoir insister sur l'exécution de l'ensemble de nos conditions, telles qu'elles sont formulées dans la résolution que nous vous avons communiquée. Sur pareille base, nous sommes prêts à nous unifier à n'importe quel moment.

L'unification immédiate, sans autres intermédiaires, est dictée par les intérêts de mouvement communiste, aux Etats-Unis. Le P. C. U. forme aujourd'hui un parti très centralisé et bien discipliné. Sa propagande, son agitation, son action civilisatrice ont atteint des proportions jusqu'ici inconnues dans l'histoire du mouvement communiste, en Amérique. Il nous est impossible de renoncer à cette œuvre créée pour engager des négociations inutiles avec un parti dont les meneurs sont pénétrés d'un esprit sectaire.

Si vous ne vous soumettez pas à nos conditions, nous nous adresserons à l'Internationale Communiste pour lui demander de prendre les mesures décisives, en vue de l'exécution de sa décision au sujet de l'unification; nous demanderons la liquidation des fédérations du Parti Communiste et la fusion pure et simple des groupes qui en font partie avec le P. C. U.

Avec un salut fraternel

*Le Comité Exécutif Central  
du Parti Communiste Unifié d'Amérique.*

*Le Secrétaire: P. C.*

### II.

*(Extrait de la lettre du 3 novembre 1920).*

Le Comité Exécutif Central du Parti Communiste ayant renoncé à sa première position et se soumettant à la décision du Comité Exécutif de la III-e Internationale, nous voulons bien prendre part à un Congrès d'unification et nous nommons une Commission de trois personnes (les cam. G., A. et M.) pour négocier avec une Commission analogue du Parti Communiste.

Nous les autorisons à préparer la convocation d'un Congrès d'unification, aux conditions suivantes:

1) Conformément aux résolutions du II-e Congrès sur le principe de la centralisation à réaliser dans l'organisation des partis, il ne doit exister au sein du parti unifié ni groupes autonomes, ni fédérations d'aucune sorte.

2) Le droit de participation aux élections pour le Congrès d'unification ne doit être réservé qu'aux membres affiliés à l'organisation clandestine du parti.

3) La base de la représentation au Congrès d'unification doit être la même que pour l'élection des délégués américains au II-e Congrès de l'Internationale Communiste, à savoir: le P. C. U. et le Parti Communiste doivent être représentés suivant le rapport de 6:4.

4) Toutes les thèses adoptées par le II-e Congrès de même que toutes les résolutions du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, serviront de base au Congrès d'unification pour l'étude des questions qui seront soumises à son examen.

5) Afin que l'unification puisse s'accomplir pour le 1-er janvier (date définitive fixée par le C. E. de l'Internationale Communiste), le Congrès doit être convoqué en temps utile.

### III.

Le 20 octobre 1920.

*Au Comité Exécutif Central du Parti Communiste Unifié.*

Chers camarades,

Un hasard nous a fait lire, le 14 octobre, dans les *Izvestia* (organe officiel de la République des Soviets), du 14 septembre, la décision suivante touchant l'unification du Parti Communiste et du P. C. U.

«Les deux partis communistes d'Amérique sont mis en demeure de s'unifier immédiatement en un seul parti, conformément aux résolutions du II-e Congrès universel de l'Internationale Communiste. Cette unification doit être accomplie dans les deux mois au plus tard, soit jusqu'au 10 octobre 1920. Ceux des groupes qui ne se sera pas soumis à la présente décision, sera exclu de la III-e Internationale Communiste.»

Etant donné cette décision du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, le Comité Exécutif Central du Parti Communiste prend la résolution que voici:

«La décision du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste exigeant notre unification immédiate avec le Parti Communiste nous étant parvenue après l'expiration du délai fixé pour l'unification définitive; considérant le caractère obligatoire de cette décision—quant au fond—dont l'exécution ne doit être aucunement différée,

«Nous décidons d'entreprendre de suite les démarches en vue de la convocation, avec le Parti Communiste Unifié, dans le délai des deux mois, d'un Congrès d'unification où la représentation devra être proportionnelle au chiffre des membres et la norme équitable et égale pour les deux partis, et de porter à la connaissance du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste que nous reconnaissons pleinement sa compétence dans la question donnée; de le mettre au courant des démarches que nous avons entreprises en vue de l'exécution de sa décision, aussitôt qu'elle nous est parvenue.»

Conformément à cette résolution, le Comité Exécutif Central du Parti Communiste a élaboré les clauses suivantes, ayant pour but de faciliter l'unification des deux partis au cours d'un congrès commun:

1) Un comité élu de trois personnes: A., D. et L. est autorisé à engager des pourparlers avec un comité analogue représentant le C. E. C. du P. C. U.

2) Au cas où l'accord serait réalisé, les comités des deux partis convoqueraient en commun le Congrès d'unification.

3) Cet appel commun se basera sur: a) les résolutions du II-e Congrès de l'Internationale Communiste; b) les conditions d'adhésion à l'Internationale Communiste; c) les résolutions du Comité Exécutif concernant le mouvement communiste américain.

4) Le Congrès d'unification doit être convoqué dans l'espace de deux mois.

5) Les élections pour le Congrès d'unification doivent se faire suivant les principes suivants: la représentation proportionnelle au chiffre des membres, basée sur une norme équitable et égale pour les deux partis.

Etant donné le délai extrêmement court fixé pour la convocation du Congrès d'unification, nous attendons votre réponse dans le plus bref délai.

Avec un salut fraternel

*Le secrétaire (Signature).  
Le Parti Communiste d'Amérique.*

### IV.

Le 3 novembre 1920.

*Au Comité Exécutif Central du Parti Communiste.*

Camarades,

Le Comité Exécutif Central du Parti Communiste Unifié a adopté la résolution suivante sur la question de l'unification du mouvement communiste aux Etats-Unis:

L'unification des partis communistes est nécessaire à la victoire du communisme. Le Parti Communiste Unifié l'a toujours reconnu et l'a inscrit en ces termes, dans la résolution adoptée à son Congrès, sur la question de l'unification:

«Le capitalisme américain mobilise toutes ses forces dans le but d'étouffer le mouvement révolutionnaire croissant de la classe ouvrière et met en œuvre toutes les forces de répression, afin d'écraser le mouvement communiste.»

«Dans ces conditions et vu la communauté de leurs principes fondamentaux, tous les éléments communistes doivent s'unifier en un seul parti; aussi, le P. C. U. fait-il appel à tous les groupes demeurés jusqu'à présent en dehors de ses organisations et les convie-t-il à s'unir à lui.»

Le Comité Exécutif Central du Parti Communiste Unifié, mû par le sentiment du devoir impérieux qui lui impose l'unification du front des ouvriers révolutionnaires des Etats-Unis, a salué l'initiative du camarade A. qui, au nom du Comité Exécutif de la III-e Internationale, s'était offert pour seconder l'unification définitive des forces communistes, aux Etats-Unis. Par tous les moyens en notre pouvoir, nous l'avons soutenu dans ses efforts. Et nous avons profondément déploré que l'hostilité du Comité Exécutif Central du Parti Communiste dans cette question ait empêché la tentative du cam. A. d'aboutir. Quand cela devient évident, nous avons de nouveau mis la III-e Internationale au courant de la situation.

Entre temps, avait eu lieu le II-e Congrès de la III-e Internationale, et son Comité Exécutif nouvellement élu publiait

conformément à la résolution du Congrès, son ultimatum au sujet de l'unification de communistes des Etats-Unis.

Le Comité Exécutif Central du Parti Communiste ayant renoncé à son premier point de vue et s'étant déclaré disposé à se soumettre à la décision du Comité Exécutif de la III-e Internationale, nous consentons, nous aussi, à la convocation d'un Congrès d'unification et nous nommons un comité en la personne des cam. Ch., A. et M. chargés de se mettre en rapports avec un Comité analogue du Parti Communiste.

Nous autorisons les camarades, par nous désignés, à préparer la convocation d'un Congrès d'unification aux conditions suivantes:

1) Conformément aux résolutions du II-e Congrès sur le principe de la centralisation à réaliser dans l'organisation du parti, il ne doit exister au sein du parti unifié aucun groupe autonome ni fédération.

2) Seuls, les membres faisant parti de l'organisation clandestine du parti, doivent obtenir le droit de participer à l'élection des délégués pour le Congrès d'unification.

3) La norme de la représentation au Congrès d'unification doit être la même que celle qui a été adoptée pour l'élection des délégués américains au II-e Congrès de l'Internationale Communiste à savoir: 6 pour les délégués du Parti Communiste Unifié, et 4 pour le Parti Communiste.

4) Toutes les thèses adoptées au II-e Congrès, de même que les résolutions du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, doivent servir de base à la discussion des questions qui seront soumises à l'examen du Congrès d'unification.

5) Afin que l'unification s'accomplisse avant le 1-er janvier, date définitivement fixée par le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, le Congrès doit être convoqué en temps utile.

Salut communiste.

*Le Comité Exécutif Central  
du Parti Communiste Unifié.*

*Le Secrétaire.*

V.

Le 3 novembre 1920.

*Au Comité Exécutif Central du Parti Communiste Unifié d'Amérique.*

Camarades,

Le Comité Exécutif Central du Parti Communiste d'Amérique ne consent à reconnaître comme base de la représentation au Congrès d'unification que le chiffre des membres colistants; il fera appel au Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, au cas où le Parti Communiste Unifié persisterait à refuser son assentiment à ce principe.

Salut fraternel.

*Le Parti Communiste d'Amérique.*

*Le Secrétaire.*

VI.

Le 4 novembre 1920.

*Au Comité Exécutif Central du Parti Communiste Unifié d'Amérique.*

Camarades,

Au cas où vous ne seriez pas encore complètement informés par vos représentants, nous nous empressons de porter à votre connaissance les décisions suivantes du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste que nous communiquons nos représentants F. et A., dans une lettre par eux signée et reçue par nous ce matin:

(Suivent les 6 points du rapport de nos délégués).

Attendu que le dernier point touche principalement la question qui a été cause de l'interruption des pourparlers entre vos commissions et les nôtres, nous espérons, nous sommes convaincus que vous vous soumettrez à la décision du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste et que nos commissions se réuniront à nouveau prochainement pour les démarches préalables, nécessaires à la convocation d'un Congrès d'unification.

Salut fraternel.

*Le Parti Communiste d'Amérique.*

*Le Secrétaire.*

## LE PARTI COMMUNISTE UNIFIÉ AU COMITÉ EXÉCUTIF DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

### DOCUMENTS SUR L'UNIFICATION DU MOUVEMENT AMÉRICAIN

Chers camarades,

Persuadés que la mission du Parti Communiste ne saurait être remplie que dans le cas où toutes les forces du communisme seraient organisées en un seul parti et se trouveraient sous la direction d'un centre unique, nous n'avons pas cessé de faire notre possible pour la création d'un Parti Communiste unique aux Etats-Unis. C'est pourquoi, mûs par le sentiment de notre devoir communiste, nous avons toujours posé très sincèrement, en toute occasion propice, la question de l'union. C'est pourquoi nous avons accueilli avec grande sympathie votre instruction impérative sur l'union du Parti Communiste avec le Parti Communiste Unifié et procédé aussitôt à tous les préparatifs indispensables. Seules, les poursuites judiciaires dirigées contre quel-

ques-uns des membres de notre Comité Central Exécutif ont été la cause d'un arrêt provisoire de nos démarches.

Durant cet arrêt qui nous a mis dans l'impossibilité de convoquer une réunion générale du Comité Exécutif Central, nous avons reçu une lettre du Comité Exécutif Central du Parti Communiste, contenant une demande de renseignement au sujet de ce qui vient d'être exposé. La copie de cette lettre est jointe au présent rapport (annexe 1).

Notre Comité Exécutif Central a répondu à cette lettre; la copie de sa réponse est également jointe au présent rapport (annexe 2).

Le 2 novembre, la conférence générale du Comité Exécutif Central du Parti Communiste Unifié vota une résolution à propos du contenu de la lettre au Comité

Exécutif Central du Parti Communiste; la copie de cette résolution est jointe au présent rapport (annexe 4).

Lorsque notre lettre fut remise à la conférence réunie suivante des sous-commissions, on nous remit l'original de l'annexe 3. A la conférence réunie des sous-commissions, qui eut lieu quelque temps après, la sous-commission du Parti Communiste remit à notre sous-commission la réponse (annexe 5), et nous y répliquâmes, le jour suivant, par une lettre dont copie est aussi jointe au présent rapport (annexe 6).

Quelques jours après, notre sous-commission reçut une lettre dont la copie est jointe au présent rapport (annexe 7). Le contenu de cette dernière n'a pas été encore confirmé jusqu'à présent par les rapports de nos propres représentants et nous semble en partie invraisemblable.

La présence d'un membre supplémentaire au Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, en qualité de représentant de l'Amérique, contredit le paragraphe 8 du statut de l'Internationale Communiste. La forme d'union que vous proposez, et que vous exposez dans la lettre qui nous a été envoyée, nous semble théoriquement possible, mais difficilement réalisable. Nous étions persuadés que vous reconnaîtrez vous-mêmes que les camarades des Etats-Unis, parfaitement au courant des circonstances locales, seraient mieux que n'importe qui à même de décider les questions touchant à l'union, dont l'essence et la forme correspondraient à l'esprit comme à la lettre de la décision du 2-e Congrès.

A la réception de la dernière communication, le Comité Central Exécutif du Parti Communiste Unifié décida de prescrire immédiatement à son représentant auprès du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste de vous exposer en détail la situation et de vous prier d'agir sans plus tarder. Une réponse fut ensuite envoyée au Comité Exécutif Central du Parti Communiste. Copie en est jointe au présent rapport (annexe 8).

Le problème de l'union des deux organisations communistes aux Etats-Unis n'était nullement lié à la question du nombre des membres cotisants. C'était une question dont la solution décidait du rôle de l'organisation représentant l'Internationale Communiste aux Etats-Unis: cette dernière serait-elle une force vive révolutionnaire ou devrait-elle être infailliblement transformée en une ordinaire association de propagande et d'enseignement parmi les masses?

Le mouvement communiste en Amérique a été, dès les origines, entravé dans son développement par la lutte pour le pouvoir soutenue par un petit groupe.

Ce groupe a provoqué la scission de la gauche dans le but de conserver son influence. Afin que cette scission continuât et pour conserver son pouvoir, il s'est uni au groupe de Michigan par la gauche du Parti Socialiste des Etats-Unis qui en reflète les tendances centristes.

Lorsque, par la suite, le groupe menchéviste de Michigan se trouva en dehors du Parti Communiste, l'équilibre fut rompu. La lutte pour le pouvoir s'engagea de plus belle et prit la forme d'une lutte concernant l'union de tous les éléments communistes.

Le Parti Ouvrier Communiste, produit de la première scission dans la gauche, a toujours insisté sur la nécessité de l'union de tous les éléments communistes. Il a soutenu une intense propagande en faveur

de l'union et fait tout ce qui dépendait de lui pour atteindre ce but. Le gouvernement capitaliste des Etats-Unis se mit à traquer les communistes. Les poursuites furent dirigées aussi bien contre le Parti Communiste, que contre le Parti Ouvrier Communiste. Elles désorganisaient absolument les deux organisations qui avaient été fondées sur des bases légales et n'étaient nullement préparées à subir ces persécutions. Il devint indispensable de procéder à la réorganisation du mouvement communiste, en Amérique. La dépense d'énergie et la division des forces consécutives à l'existence de deux partis rivaux apparurent alors comme criminelles, et les premières tentatives furent faites en vue d'une fusion immédiate.

Les majoritaires du Conseil de la gauche, qui maintenant se trouvaient au Comité Exécutif Central du Parti Communiste, s'unirent au Comité Exécutif National du Parti Ouvrier Communiste. Les poursuites qui avaient pour but de mettre fin au mouvement de la gauche représentée par les deux partis furent la cause du départ des éléments centristes, et il ne reste sur les dizaines de milliers d'adhérents de la gauche que quelques milliers de communistes.

Au moment où le mouvement communiste encore débile luttait contre les attaques des gouvernements capitalistes, les «gardiens de la pureté sacrée du bolchévisme» continuèrent à insister sur la nécessité de la désunion et se refusèrent catégoriquement à la fusion. Les anciens membres du conseil majoritaires firent alors encore une tentative sérieuse pour amener la fusion des deux partis. Mais les leaders du Parti Communiste ne pouvaient l'admettre. Le renforcement du Parti Ouvrier Communiste aurait fortifié contre eux l'opposition et aurait été une menace à leur influence.

Le groupe sus-indiqué du Comité Exécutif Central du Parti Communiste continua donc à résister de toutes ses forces à l'union avec le Parti Ouvrier Communiste en excipant de la composition de ce dernier, où les «centristes» et les «jaunes» étaient, à les entendre, nombreux.

Mais des événements se préparaient qui amenèrent une scission dans leurs propres rangs. En vue du prochain congrès, ces leaders qui semblaient se faire une devise de ces mots: «régne ou détruis», préparèrent l'exclusion de leur groupe même de ceux qui leur étaient hostiles. La majorité du Conseil de la gauche protesta à ce sujet, et ce fut l'origine de la nouvelle scission. Les camarades du Conseil de gauche ayant été, avant la scission, membres du Comité Central Exécutif du Parti Communiste et ayant travaillé en qualité de secrétaires et d'éditeurs, devinrent du jour au lendemain des «contre-révolutionnaires» et des «centristes» et furent dénoncés comme des traîtres au mouvement communiste.

Bien plus. Le Parti Ouvrier Communiste, qui, hier encore, était «centriste» et «jaune» et avec lequel toute union était impossible, devint tout à coup un allié désirable et reçut une invitation inattendue à commencer des pourparlers au sujet de l'union.

Les représentants du principe: «régne ou détruis» ont maintenant obligé le Parti Ouvrier Communiste à réintégrer de force dans ses rangs ses membres révolutionnaires.

Le Parti Ouvrier Communiste a refusé d'être un jouet entre les mains de ces gens et s'est mis à préparer une fusion avec ceux des éléments du Parti Communiste qui sympathisaient sincèrement

à l'idée de l'union et formait le noyau du Parti Communiste. C'était là le seul moyen d'effectuer l'union de tous les éléments communistes, aux Etats-Unis. Le Parti Unifié n'a jamais perdu de vue le problème de l'union et a toujours été prêt à réaliser cette dernière sur n'importe quelles bases, pourvu quelle paraisse stable. Le Parti Unifié a toujours cru devoir se méfier des éléments qui ne voient dans le Parti Communiste qu'un prétexte à exercer leur pouvoir.

Dans leurs efforts pour conquérir le pouvoir, ces gens sont arrivés à transformer totalement leur programme. Ils ont toujours compris qu'ils ne pouvaient simplement et ouvertement mener la lutte pour le pouvoir. C'est pourquoi, ils ont toujours soigneusement dissimulé leurs actes sous de belles phrases et de belles devises communistes. C'est pourquoi, après la scission, ne pouvant plus déclarer simplement à leurs membres que toute la question était dans le pouvoir, ils furent obligés d'imaginer diverses raisons et de chercher des dissentiments de principe pour excuser leur tactique destructrice.

Nous avons déjà indiqué plus haut que les vrais communistes d'hier devenaient «jaunes» en une seule nuit. Toute tentative pour se rapprocher des masses, faite par ceux que les leaders du Parti Communiste appelaient «jaunes», était considérée comme une preuve suffisante d'une telle transformation et reconnue comme un crime des plus graves contre le bolchévisme.

L'idée d'une liaison avec les masses, dont ces camarades poursuivaient la réalisation, fut mise plus tard à la base du programme du Parti Communiste Unifié pour son activité de propagande dans les entreprises et les syndicats.

Ce programme avait pour point de départ que l'activité de la classe ouvrière, sous toutes ses formes, devait être entièrement imprégnée de conscience communiste. C'est la reconnaissance du principe que le Parti Communiste devait être un parti actif donnant à la lutte inconsciente de la classe ouvrière une direction nettement communiste. Pour se justifier des accusations dirigées contre eux, les leaders du Parti Communiste ont dénaturé le programme de leur parti et ont abaissé ce dernier au niveau d'une organisation exclusivement vouée à la propagande. Dans le programme destiné aux groupes d'usines, le Comité Central Exécutif du Parti Communiste a nettement limité l'activité de ce groupe à la propagande, à l'organisation des cours et aux collectes. Le programme pour les groupes d'usines a été publié dans le N° 10 du tome II de leur organe officiel.

Il représente une interprétation si erronée des buts du parti que des membres mêmes de ce parti, des membres qui, soit dit à leur honneur, ne sont qu'une arme inconsciente entre les mains de leurs leaders, semblent avoir protesté contre ce fait. Nous arrivons à cette conclusion, en nous basant sur la préface de l'éditeur à l'article du camarade Zinoviev *Sur la formation des Soviets* publié dans le même organe officiel du Parti Communiste. Nous y lisons: «Nous recommandons à ceux de nos camarades qui reconnaissent que le programme de l'activité des Comités d'usine, proposé par le Parti Communiste, ne répond pas à nos besoins essentiels, de le relire à nouveau», etc.

La question de l'action des masses reçut également une solution incorrcte et dérisoire. Au lieu de voir dans l'action simultanée des masses une forme suprême du développement logique de la lutte révolutionnaire

de la classe ouvrière pour le pouvoir, ils l'abaissèrent au niveau d'un moyen d'action quotidien et appelèrent des groupes ouvriers isolés en lutte pour des augmentations insignifiantes des salaires, à l'insurrection armée (voir l'annexe 9).

Nous accusons ces leaders du Parti Communiste d'avoir donné une fausse interprétation aux principes du communisme révolutionnaire, dans le but de démontrer toute l'étendue des divergences entre leurs principes et ceux du parti rival et dans le but de justifier leurs attaques contre les «centristes» et les «jaunes».

Voici la preuve que ces leaders, lorsqu'ils prêchaient, quelques jours après la scission qui se produisit dans leurs rangs, l'union avec le Parti Ouvrier Communiste, n'avaient aucune intention de réaliser cette union.

Au Congrès qui eut lieu quelques semaines plus tard, les leaders du Parti Communiste s'efforcèrent de faire adopter une résolution sur la question de la fusion, dont la première proposition suffit à démontrer quelle est en réalité la sympathie qu'ils ont pour l'unification: «L'alliance avec le Parti Communiste Unifié, en tant que parti centriste, est impossible». Cette résolution figure dans le N° 8 de leur organe officiel.

Aujourd'hui même, appelant ses membres à se soumettre à l'instruction de notre Comité au sujet de l'union, le Comité Exécutif Central du Parti Communiste leur envoie une circulaire, dont la copie est jointe à ce rapport (annexe 10) et dans laquelle on peut lire ce qui suit:

«L'union avec le Parti Communiste Unifié ne signifie ni la paix, ni même un armistice avec les centristes tels que Caxton et Damon, avec des ennemis à la discipline du parti tels que Damon et Fischer, avec ces «Américains» qui ne veulent pas admettre les fédérations nationales, avec les défenseurs de Debbs, avec les legalistes et tous autres *communistes de malheur*».

Cette circulaire prouve qu'ils ne veulent pas de l'union: Ils le disent eux-mêmes.

Quant à la forme d'union à laquelle ils consentiraient et qui serait la perte du Parti Communiste Unifié, car elle se réduirait simplement au passage de tout son mécanisme entre les mains des leaders du Parti Communiste, le devoir du Comité Exécutif Central du Parti Communiste Unifié est de lutter dans l'intérêt de la section Américaine de l'I. C. contre elle, pour la défense de ses membres et de son organisation de la propagande communiste.

Les leaders du Parti Communiste nous accusent, nous «Américains», de refuser l'admission des fédérations nationales.

Camarades du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste! Il est temps d'en fuir une fois pour toutes avec cette question! Cette accusation veut dire en réalité que les «Américains» sont des nationalistes.

Les fédérations nationales étaient le résultat indispensable des conditions d'existence aux Etats-Unis. L'ancien Parti Socialiste s'occupait très peu des ouvriers parlant des langues étrangères. Les élections étaient son unique moyen d'action dans la lutte pour la délivrance du prolétariat. C'est pourquoi le Parti Socialiste ne s'adressait qu'aux électeurs.

Les ouvriers de langue étrangère étaient, en majorité, privés du droit de vote. La majorité de ceux qui étaient devenus citoyens américains, savaient lire et

comprenaient suffisamment l'anglais pour que la littérature de propagande pût exercer sur eux son influence. C'est pourquoi le Parti Socialiste négligeait absolument la propagande en langues étrangères. Les membres du Parti Socialiste parlaient les langues étrangères finèrent pourtant par contraindre le parti à permettre la formation de fédérations spéciales pour la propagande parmi les étrangers. Ces fédérations furent, dès le début, largement exploitées par les leaders du parti dans l'intérêt de leurs desseins réactionnaires et politiques.

Avant la guerre, les fédérations formaient dans le parti l'opposition aux «rouges». La Russie Soviétique éveilla leur esprit révolutionnaire. L'exploitation des fédérations dans l'intérêt des réactionnaires avait été facile, leurs membres ne sachant en général du mouvement que ce que les leaders trouvaient bon de leur en dire. Ils avaient à peine connaissance de la lutte prolongée pendant 10 ans, dans le parti même, entre la gauche et la droite.

La révolution prolétarienne en Russie changea d'un seul coup la situation.

Dans l'action de la gauche qui provoqua la scission dans le Parti Socialiste et se termina par la formation des partis communistes, les fédérations servirent avec succès contre les éléments réactionnaires du Parti Socialiste et contre ses leaders. Les fédérations représentaient en quelque sorte des corps séparés, très faiblement liés au corps du parti et dirigés par leurs propres comités exécutifs nationaux. Elles agissaient comme des unités autonomes. Les fédérations et leurs leaders continuèrent à agir de même après leur séparation du Parti Socialiste.

Tandis que leur force était précédemment exploitée contre la gauche, elle servit maintenant à conquérir le pouvoir dans le Parti Communiste. Moyen de propagande parmi les étrangers, les fédérations se transformèrent en instrument de conquête du pouvoir.

Les fédérations nationales n'étaient plus nécessaires à la propagande dans les milieux étrangers.

Le parti révolutionnaire ne peut compter sur le succès que s'il vise dans sa propagande tous les ouvriers. Si les ouvriers ne comprennent pas tous la même langue, il convient de leur parler en plusieurs langues. Les conditions de la vie et de l'activité du Parti Communiste l'exigent. Il n'y a plus à craindre à présent que les ouvriers étrangers soient ignorés. Le Parti Communiste Unifié organise les camarades parlant des langues étrangères en groupes spéciaux. Dans chaque village, dans chaque arrondissement, les groupes étrangers s'organisent en sous-sections et en comités de propagande d'arrondissement. Cette méthode satisfait d'une part, aux besoins de la propagande en langues étrangères et de l'autre, permet de réaliser la «centralisation» absolue de direction et de concentrer le travail du parti entre les mains d'un seul Comité Exécutif Central. Cette forme d'organisation permet au Parti Communiste Unifié de diriger d'un centre unique tout l'appareil du parti et de se servir des différents groupes pour n'importe quel travail.

D'autre part, les fédérations du Parti Communiste, venues à nous du Parti Socialiste, représentent des partis autonomes avec des comités exécutifs nationaux.

Les groupes et les sections des fédérations nationales agissent par l'intermédiaire de leurs comités d'arrondissement, et ces derniers, à leur tour, par l'entremise de Comités Exécutifs nationaux correspondants. Le Comité Exécutif Central du Parti Communiste n'est autre

chose que le Comité Exécutif de l'organisation des membres parlant l'anglais, pouvant transmettre ses directives aux membres ne parlant pas l'anglais par l'entremise des Comités Exécutifs nationaux des fédérations. L'autonomie des fédérations est un obstacle à la centralisation. Grâce à elle, le Comité Exécutif Central ne peut exercer son pouvoir. Au lieu d'être l'organe suprême du parti, le Comité Central n'est en réalité qu'une arme entre les mains d'une fédération.

Si les leaders des fédérations, qui sont en même temps les leaders du Parti Communiste, considèrent qu'en répudiant cette forme d'organisation, nous faisons preuve de «nationalisme américains», ce nationalisme doit être reconnu comme un mérite de la section américaine de la III-e Internationale Communiste.

Dans le Parti Communiste Unifié, la moindre des organisations locales agit conformément aux résolutions du Comité Exécutif Central.

La propagande parmi les étrangers se fait cependant. L'organe officiel du Parti Communiste Unifié paraît régulièrement en anglais, en russe, en hongrois, en yougoslave, en yiddish, en allemand, en finlandais, etc. Il est édité périodiquement en langue lettone, suédoise, ukrainienne, italienne et lithuanienne. Des éditions se préparent en langue espagnole, bulgare et tchèque. Des brochures et des livres paraissent en ce moment en anglais, en russe, en yiddish et en yougoslave. Nous préparons l'édition du *Programme Communiste* de Boukharine en allemand. D'autres livres seront également édités en différentes langues. Certaines de ces langues ne sont parlées par aucun des membres du parti. Tout ceci prouve, en fin de compte, que l'existence de fédérations nationales autonomes n'est nullement indispensable à la propagande en langues étrangères. Les arguments de ceux qui la défendent sous ce prétexte sont dépourvus de valeur.

Telle est notre réponse à l'accusation portée contre les «Américains» auxquels on reproche de n'admettre pas le principe des fédérations.

Pour ce qui est du reproche concernant la défense de Debbs, nous abandonnons cette question au jugement de votre Comité qui, sans nul doute, a déjà reçu nos explications à ce sujet et peut se convaincre lui-même de l'injustice du grief qu'on nous fait.

Considérons maintenant ce qui concerne notre «légalisme». Dans la lettre du Parti Communiste Unifié au Parti Communiste (annexe 4), vous trouverez au paragraphe 2 de nos conditions ce qui suit: «Le droit de participer aux élections du Congrès d'unification ne doit être accordé qu'aux membres de l'organisation secrète du parti».

Cette exigence est basée sur la raison suivante: lorsque le parti, après les répressions de janvier, fut contraint d'agir clandestinement, certaines des fédérations nationales du Parti Communiste refusèrent de reconnaître la nouvelle forme d'organisation. Les Comités Exécutifs des fédérations n'ignorent pas que les «âmes mortes» ne peuvent composer un parti. Il est indispensable que les membres du parti, hommes et femmes, paient leurs cotisations. L'organisation secrète nouvellement formée aurait dû exclure bon nombre de membres qui avaient été exclus de l'organisation légale du parti. Nombre d'anciens représentants de la gauche, par défaut de conscience communiste et de courage révolutionnaire, s'effrayèrent des risques à courir et nièrent dans leur aveuglement la nécessité de former une organisation secrète illégale. De cette

façon, les organisations légales existent encore dans les Fédérations Lettonne et Lithuanienne, à Boston, à New-York, à Cleveland, à Détroit et dans quelques autres villes.

Bien que ces organisations légales se divisent nominativement en groupes (?), ces derniers fonctionnent non comme des organisations de parti, mais exclusivement sous forme de sociétés de bienfaisance, chorales, ghildes. Leur seul lien avec le Parti Communiste consiste dans le paiement des cotisations à la Fédération, qui à son tour remet une partie de ces sommes au Comité Exécutif Central du Parti Communiste, et c'est sur cette base que se détermine le nombre des membres. Ces groupes représentent un poids mort pour le parti. Ils se prononcent pour l'existence légale, parce qu'ils craignent d'entrer tout à fait dans le parti et de prendre part à ses travaux réguliers.

Le Parti Communiste Unifié ne saurait permettre à ces gens de prendre part aux élections au Congrès d'unification, car ils ne sont pas des communistes. On ne saurait même admettre que le Parti Communiste les considère comme les membres effectifs et détermine sur cette base le nombre de ses représentants, et cela au moment où les partis s'unissent et où le principe d'une stricte centralisation et d'une organisation secrète leur sera appliqué en fait. Ces faux membres abandonneront le mouvement communiste et ils auront raison, car ils ont toujours été tout ce qu'on voudra, sauf des communistes. En admettant ces gens dans ses rangs, le Parti Communiste prouve irréfutablement son légalisme.

Il est clair que les leaders du Parti Communiste n'ont, dans de telles conditions, aucun droit de parler du légalisme du Parti Communiste Unifié.

Les serments de fidélité au communisme des leaders du Parti Communiste ont été démentis, dans la pratique, par les événements qui ont récemment eu lieu dans la Fédération Lettonne.

Le secrétaire du Comité Exécutif de la Fédération Lithuanienne s'adresse, au nom du Comité Exécutif national de cette Fédération, au gouvernement capitaliste actuel de Luthuanie en lui promettant l'appui de la Fédération Lettonne du Parti Communiste (annexe 11). Certains membres, indignés par cette manifestation de nationalisme de leur Comité Exécutif, exigèrent sa dissolution. Quant au Comité Exécutif Central du Parti Communiste, il garda le silence. Sûr de son appui, le Comité Exécutif National de la Fédération Lithuanienne écarta nominativement, pour donner le change, son secrétaire, puis se mit à expulser les membres mécontents. La conférence, réunie par l'ancien Comité Exécutif et soumise à son entière influence, vota la réintégration dans ses droits du secrétaire congédié, soumis à l'examen l'activité de l'ancien Comité et état un nouveau Comité composé de membres dociles de l'ancien Comité. Pour donner, semble-t-il, à cette farce quelque allure de tragédie, on exclut les membres protestataires que l'on accusa d'être des «nationalistes». Pour finir, la conférence demanda l'approbation du Comité Exécutif Central. Reconnaisant cette façon d'agir digne de tout éloge, le Comité Exécutif Central lui octroya, selon toute apparence, son approbation, et ces leaders du Parti Communiste Lithuanien jouissent maintenant de leur triomphe.

Tous ces faits obligent le Comité Exécutif Central du Parti Communiste Unifié à proposer les conditions

d'union qui sont définies dans l'annexe 4 jointe au présent rapport:

1. Aucune fédération nationale ne saurait être admise, car ces fédérations s'opposent à l'application du principe de centralisation et constituent un danger permanent pour l'unité du parti.

2. Seuls, les membres *réels* du parti pourront prendre part à l'élection des délégués au Congrès.

3. La représentation au Congrès s'établit dans la proportion de 6 à 4, afin de prévenir les possibilités de retour aux anciens agissements des leaders du Parti Communiste.

Cette clause n'est nullement dictée par la crainte que le nombre des membres du Parti Communiste se trouve supérieur à celui du Parti Communiste Unifié. Les comptes-rendus financiers officiels des deux partis publiés dans leurs organes et bulletins officiels prouvent suffisamment la supériorité numérique du Parti Communiste Unifié.

4 et 5. Les conditions indiquées dans l'annexe ne supportent aucune discussion.

Camarades, nous avons tenté de résumer devant vous tous les faits et toutes les circonstances ayant trait à la question de l'union des Partis Communistes d'Amérique.

Nous avons montré que nous refusons de nous unir sur les bases proposées par le Parti Communiste parce que nous désirons vraiment nous unir. Quant au Parti Communiste, tout en consentant en apparence à l'union, il ne cherche en réalité qu'à maintenir la situation déplorable qu'il a contribué à créer, dès le début de la formation du mouvement communiste aux Etats-Unis.

Il n'existe qu'une solution à ce dilemme: au cas où le Comité Exécutif de la Troisième Internationale (Communiste) considérerait comme impossible de soutenir la résolution du Comité Exécutif Central du Parti Communiste Unifié, il doit ordonner au Parti Communiste de s'unir immédiatement au Parti Communiste Unifié. Au prochain Congrès, se trouveront alors représentés les vrais communistes, membres de deux partis fondus en un seul, et tous les groupes ayant le droit de s'appeler communistes.

Nous avons prescrit à nos représentants au Comité Exécutif de l'Internationale de vous faire part du contenu de ce rapport, ainsi que de tous les autres faits pouvant vous expliquer l'état de choses actuel.

Convaincus que vous vous intéresserez activement au sort de la section américaine de l'Internationale Communiste, nous attendons de votre part des actes et des résolutions immédiates qui garantiront l'union permanente des forces communistes en Amérique.

Salutations communistes.

*Le Comité Exécutif Central  
du Parti Communiste Unifié  
d'Amérique.*

*Annexe 1*

New-York, le 15 octobre 1920.

*Au Parti Communiste Unifié d'Amérique.*

Chers camarades,

Nous venons d'apprendre par le numéro des «Izvestia», du 14 septembre, la résolution suivante du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste (nous citons d'après le journal, reçu le 13 octobre):

\*Au sujet du mouvement communiste américain et anglais, le Comité Exécutif a voté plusieurs décisions exigeant des camarades anglais et américains une politique d'union et de cohésion.

La résolution suivante a été adoptée: les deux partis communistes—le Parti Communiste Unifié et le Parti Communiste—s'engagent à s'unir en un seul parti sur la base de la décision du II-e Congrès de l'Internationale Communiste. Cette union doit être définitivement accomplie dans trois mois au plus tard, c'est-à-dire le 10 octobre 1920. Ceux qui ne se seront pas soumis à cette décision, seront exclus de la III-e Internationale.

Prenant en considération ce qui vient d'être exposé, nous voudrions savoir et nous vous prions de nous communiquer ce qui suit:

1. Avez-vous reçu précédemment une communication à ce sujet? Dans l'affirmative...
2. Quand l'avez-vous reçue?
3. Par quelle voie? Officielle? Par qui?
4. Qu'avez-vous entrepris (et avez-vous entrepris quelque chose) relativement à cette décision?

Un autre point sur lequel nous désirerions avoir des éclaircissements, est le suivant:

Nous avons reçu de deux sources indépendantes et sûres la nouvelle que vous auriez, dans votre bulletin hebdomadaire, communiqué aux membres de votre organisation que le Parti Communiste a tout simplement refusé d'entrer en relations avec la commission par vous élue (composée de deux membres), pour négocier l'union.

Or, en réalité, nous n'avons aucune connaissance que votre Commission se soit adressée à nous ou ait tenté d'entrer en relations avec nous, de quelque façon que ce soit; en tout cas, nous n'avons jamais refusé d'entrer en pourparlers avec elle.

Comment pouvez-vous expliquer ces faits, étant donné la fausseté incontestable des communications de votre bulletin?

Ces questions sont évidemment très graves et exigent des explications dans l'intérêt du mouvement communiste d'Amérique tout entier.

Nous avons besoin de votre réponse écrite avant 10 heures du matin, le lundi 18 octobre, afin d'être en état de prendre aussitôt une résolution officielle.

Salut fraternel.

*Le Secrétaire du Parti Communiste Américain.*

*Annexe 2*

New-York, le 21 octobre 1920

*Au Comité Exécutif Central du Parti Communiste d'Amérique.*

Camarades,

Le Comité Exécutif du Parti Communiste Unifié s'est réuni en séance plénière, pour examiner la question posée par le secrétaire de votre Comité Exécutif le 15 octobre, et en réponse à laquelle nous avons l'honneur de vous communiquer ce qui suit:

1. La décision du Comité Exécutif de la III-e Internationale ayant pour but d'obliger le P. C. U. et le P. C. à s'unir dans un terme fixé, nous a été transmise sous forme de procès-verbal de la séance du

Comité Exécutif, il y a près de 10 jours, par la voie ordinaire établie pour nos relations avec la III-e Internationale.

2. Nous avons également reçu depuis, une autre communication déclarant que, le 22 septembre, notre représentant A. s'est présenté au Comité Exécutif de la III-e Internationale et a tenté d'obtenir une modification sur certains points de la décision du Comité Exécutif. Le Comité Exécutif a refusé de modifier sa décision, mais a prolongé le délai fixé jusqu'au 1-er janvier 1921, date à laquelle l'union devait être définitivement consommée.

3. L'un de nos représentants, qui a pris part au Congrès de l'Internationale et assisté à la séance du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, vient de revenir en Amérique. Son rapport confirme la décision du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, sous la forme où elle se trouve exposée dans votre communication et dans le procès-verbal reçu par nous.

4. En ce qui concerne les renseignements donnés par notre bulletin sur la question de l'union, la décision votée par votre conférence à ce sujet, de même que la position prise par votre organe officiel et les ridicules attaques dirigées contre notre programme, ont été réfutées de la façon la plus formelle par le Congrès de l'Internationale Communiste lequel a reconnu le Parti Communiste Unifié comme étant le parti le plus important des Etats-Unis et lui a accordé le droit de représenter les Etats-Unis au Congrès. Tout cela justifie la communication contenue dans notre compte-rendu au Comité Exécutif, déclarant que votre organisation avait décliné d'entrer en pourparlers au sujet de l'union. Le compte-rendu en question ne se rapportait pas toutefois à la décision du Comité Exécutif exposée ci-dessus, mais seulement aux tentatives faites par le représentant de la III-e Internationale A. pour réaliser l'union.

A la prière du camarade A., nous avons élu au sein de notre Comité Exécutif Central une commission qui devait mener les pourparlers sur la question de l'union avec une commission du même genre composée des membres de votre Comité Central, commission qu'il avait l'intention (non dit-il) de vous prier de nommer. Il nous déclara plus tard que vous aviez repoussé ses tentatives pour réaliser l'union, et nous en avons informé à notre tour nos membres ainsi que le Comité Exécutif de la III-e Internationale.

Nous présumons qu'étant donné les résolutions du Comité Exécutif de la III-e Internationale, vous êtes prêts à renoncer au point de vue de votre conférence qui a trouvé son expression dans votre organe officiel, et que vous commencerez immédiatement les pourparlers concernant l'union de notre parti et du vôtre. Notre façon d'envisager cette question est restée immuable: il est indispensable de faire l'impossible pour réunir tous les éléments communistes des Etats-Unis en un seul parti. Dans ce but, nous avons encore une fois nommé un comité de deux membres, X. et Y., qui doivent se rencontrer avec votre commission dans le but de prendre les mesures indispensables à l'union. Comme il importe de hâter les événements pour nous conformer à la décision du Comité Exécutif de la III-e Internationale, nous vous proposons que cette entrevue ait lieu avant la fin de la semaine.

Salut fraternel.

*Le Secrétaire du Parti Communiste Unifié.*

*Annexe 3*

Lettre du Parti Communiste d'Amérique au C. E. C. du Parti Communiste Unifié (du 20 octobre 1920). Voir plus haut.

*Annexe 4*

Lettre du Comité Exécutif Central du Parti Communiste Unifié au Comité Exécutif Central du Parti Communiste (du 3 novembre 1920). Voir plus haut.

*Annexe 5*

Lettre du Parti Communiste Américain au Comité Exécutif Central du Parti Communiste Unifié (du 3 novembre 1920). Voir plus haut.

*Annexe 6*

Lettre du C. E. C. du P. C. U. au C. E. C. du P. C. (du 5 novembre 1920). Voir plus haut.

*Annexe 7*

Lettre du Parti Communiste Américain au C. E. C. du Parti Communiste Unifié (du 4 novembre). Voir plus haut.

*Annexe 8*

Le 14 novembre 1920.

### *Au Comité Exécutif Central du Parti Communiste.*

Par suite de vos deux dernières communications, le Comité Exécutif Central du Parti Communiste Unifié a pris la résolution suivante:

«En réponse à la dernière lettre du Comité Exécutif Central du Parti Communiste, dont un passage résume la dernière décision du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste sur la question de l'Union, nous déclarons ne pouvoir compter que sur nos relations avec le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste et ne voir aucune raison de modifier les préparatifs déjà faits pour le Congrès d'Union, pas plus que les bases de la représentation à ce Congrès».

Salut fraternel.

*Le Secrétaire du Parti Communiste Unifié d'Amérique.*

*Annexe 9*

L'annexe 9 contient le feuillet édité par le Parti Communiste, au moment de la grève des employés du chemin de fer de Brooklyn. Dans cette proclamation, le parti appelle à une insurrection armée, dénaturant absolument de ce fait l'idée de l'insurrection armée dans son interprétation communiste.

*Annexe 10*

Le 20 octobre 1920.

### *Aux Membres du Parti Communiste.*

Chers camarades,

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste a décidé l'union immédiate du Parti Communiste et du Parti Communiste Unifié.

Dans le N° des «Izvestia» de Moscou, du 14 septembre, que nous n'avons reçu que le 14 octobre, nous trouvons la résolution suivante du Comité Exécutif de la III-e Internationale, prise à la séance du 7 août 1920:

«Les deux Partis Communistes—le Parti Communiste Unifié et le Parti Communiste—s'engagent à s'unir en un seul parti sur la base de la décision du II-e Congrès de la III-e Internationale. Cette union doit être définitivement consommée dans deux mois au plus tard, c'est-à-dire avant le 10 octobre 1920. Ceux qui ne se seront pas soumis à cette décision seront exclus de la III-e Internationale Communiste».

Notre Comité Exécutif Central a été réuni à ce sujet et a voté la résolution ci-dessous:

«La décision du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, exigeant l'union immédiate du Parti Communiste avec le Parti Communiste Unifié, nous étant parvenue après le dernier terme fixé pour l'union définitive, et reconnaissant que cette décision devait être appliquée par nous conformément à la lettre et à l'esprit, dans la mesure de nos forces et de nos moyens, nous décidons: de prendre des mesures immédiates pour la réunion d'un Congrès d'union, de concert avec le Parti Communiste Unifié, dans le délai des deux mois; la représentation doit y être proportionnelle au nombre des membres et sa norme doit être équitablement établie par les deux partis; de faire savoir au Comité Exécutif de la III-e Internationale que nous reconnaissons absolument son autorité en cette matière et de lui donner également connaissance des mesures que nous avons prises pour nous conformer à sa décision aussitôt qu'elle nous est parvenue».

Camarades! En notre qualité de section de l'Internationale Communiste et conformément aux décisions de son II-e Congrès qui disent que «toutes les résolutions des Congrès de l'Internationale Communiste, ainsi que celles de son Comité Exécutif, sont obligatoires pour tous les partis entrant dans l'Internationale Communiste,—celle-ci agissant dans l'atmosphère d'une guerre civile acharnée et devant être construite sur le principe d'une centralisation beaucoup plus grande que celle de la II-e Internationale»,—nous croyons devoir nous soumettre à la décision de l'Internationale Communiste et nous unir immédiatement et sans aucune hésitation avec le P. C. U.

Nous comprenons parfaitement qu'il ne doit exister, dans chaque pays, qu'un Parti Communiste reconnu par l'Internationale Communiste et nous reconnaissons la légitimité de la décision de l'Exécutif, ce dernier n'ayant pas trouvé possible de reconnaître le Parti Communiste seul (et non le Parti Communiste Unifié). Aussi cette décision doit-elle être remplie; et nous avons pris les mesures nécessaires pour la réunion d'un Congrès d'union, de concert avec le Parti Communiste Unifié. C'est que nous ne pouvons pas dire que nous devons renoncer ou que nous avons renoncé à notre lutte contre les éléments non communistes, dans le Parti Communiste Unifié (et surtout parmi ses leaders) de même que dans notre propre parti. La réunion du Congrès d'union doit avoir lieu conformément aux décisions de l'Internationale Communiste et à ses «conditions d'admission», dont l'article 3 dit: «Chaque organisation voulant appartenir à l'Internationale Communiste est tenue d'éloigner systématiquement de tous les postes tant soit peu importants du mouvement ouvrier (organisation du parti, rédactions syndicales, fraction parlementaire, coopératives,

municipalités, etc.) les réformistes et les «centristes» et de les remplacer par des communistes sûrs, sans craindre de remplacer dans certains cas, au début, des militants «expérimentés» par des ouvriers».

L'union avec le Parti Communiste Unifié ne signifie ni la paix, ni même un armistice avec les centristes tels que Caxton et Damon, avec des gens qui attendent aussi gravement que Damon et Fischer à la discipline de parti et aux devoirs de parti, avec des «Américains» qui ne veulent pas admettre l'existence des fédérations nationales, avec les défenseurs de Debbs, avec les «légalistes» et toutes autres espèces de communistes, qui trouvaient dans l'existence simultanée de deux partis une justification commode des libertés qu'ils prenaient à l'égard des principes et de la discipline de parti. Cela signifie seulement qu'au lieu de lutter contre eux dans un parti étranger et de les obliger à passer de notre parti dans un autre, comme cela a lieu actuellement, nous lutterons contre eux dans les rangs d'un seul et même parti et que nous les en chasserons, le cas échéant. Nous aurons à modifier notre action contre eux, mais il leur sera, par contre, beaucoup

moins facile de berner les autres membres du P. C. U. et de les entraîner à leur suite, lorsqu'ils seront réduits à quitter le parti.

Dans ces conditions, tous les vrais communistes doivent être prêts à seconder la direction du nouveau parti unifié dans une bonne voie et à le préserver des errements, malgré la présence dans ses rangs d'éléments non communistes. Tous les groupes du Parti Communiste doivent immédiatement procéder à l'examen des décisions du II-e Congrès de l'Internationale Communiste et des conditions d'adhésion; pendant les élections de délégués au Congrès d'union, ils ont pour devoir de veiller à ce que soient seuls désignés des communistes fermes, convaincus et intransigeants.

*Le Secrétaire du Parti Communiste.*

#### *Annexe 11*

Un numéro du journal letton *Rihts*, organe de la fédération lettonne du Parti Communiste, daté du 24 juin 1920. (Transmis au Comité Exécutif de l'Internationale Communiste).

## LE CONGRÈS DE L'ORGANISATION SOCIALISTE FINLANDAISE DES ÉTATS-UNIS

*New-York, 6 janvier 1921.*

Le Congrès de l'Organisation Socialiste Finlandaise d'Amérique qui a récemment pris fin, a décidé, par 15 voix contre 3, de sortir du parti socialiste des États-Unis. Le Congrès a adopté une résolution qui dit, entre autres, ce qui suit: «Le parti socialiste a abrégé son programme et s'est débarrassé de tout élément positivement révolutionnaire. Les représentants officiels du parti socialiste discréditent l'action du prolétariat et le marxisme. Ils se servent des moyens les plus bas pour tromper le prolétariat. Les appels et les déclarations du parti sont souvent rédigés par des opportunistes habiles et de façon telle, que les ouvriers ne puissent comprendre leur caractère essentiellement anti-socialiste. Mais cette feinte activité ne sert qu'à prouver aux masses le peu de valeur du parti, ce qui se voit par l'amoindrissement du nombre de ses effectifs et par la perte de son influence dans le mouvement ouvrier de l'Amérique. Considérant des précédents, l'Organisation Socialiste Finlandaise déclare ne vouloir pas mériter le jugement porté contre le parti socialiste des États-Unis par la III-e Internationale et motivé par son opportunisme théorique et pratique. Le parti socialiste a complètement cessé d'être l'expression des intérêts politiques et sociaux de la classe ouvrière consciente d'Amérique. Le jugement porté contre lui par la III-e Internationale est rendu encore plus sévère pas ses intrigues, dans le but de créer une nouvelle Internationale qui ne pourrait que rallier tous les contre-révolutionnaires».

Le Congrès réfuta les insinuations hontenses et les bruits répandus par le journal opportuniste, le *Reyvaya*, au sujet de l'emploi du «fonds d'un million».

Ce fonds, se montant à un million de marks finlandais, a été versé par les ouvriers finlandais d'Amérique pour venir en aide aux socialistes de Finlande. Des difficultés pratiques en ont empêché l'envoi immédiat en Finlande, et les gens du *Reyvaya* ont profité de cette circonstance pour accuser le Comité Exécutif d'avoir employé cette somme dans un but personnel. Quand le reçu de cette somme arriva de Finlande et fut déposé sur le bureau du Congrès, une manifestation de sympathie à l'adresse du parti ouvrier socialiste de Finlande se produisit. Le Congrès a reçu du camarade Debbs, emprisonné à Atlanta, le télégramme suivant: «Je vous salue au nom du socialisme international qui n'admet de frontières ni en matière de religion, ni de race, ni de sexe. Vous participez en ce moment à la solution d'une question sacrée: à la libération du monde par la sainte activité de l'amour et de la fraternité. Toutes les gouttes de mon sang, toutes les fibres de mon être saluent l'étonnant modèle d'activité et de puissance prolétarienne, qui est en ce moment la Russie révolutionnaire. Les forces mauvaises qui tentent de l'étouffer se convaincront bientôt que la révolution est viable et appelée à inscrire son nom en lettres d'or, au ciel du socialisme international». Un télégramme fut envoyé à Debbs, et des messages adressés au Parti Socialiste Finlandais, aux camarades emprisonnés, aux émigrés réfugiés à Stockholm.

Voici quelques données sur le nombre de membres de l'Organisation Finlandaise Socialiste en Amérique (publiées par le *Suomen Tuumies* du 18 janvier 1921). L'organisation compte 205 organisations, dont 145 ont répondu

à l'enquête. Ces 145 organisations se composent de 8.013 membres (4.744 femmes et 3.269 hommes). La population finlandaise dans les localités où ces organisations déploient leur activité, est de 101.732 habitants.

### *La question de l'Internationale au Syndicat des Métallurgistes de Helsingfors.*

L'assemblée du syndicat socialiste des métallurgistes de Helsingfors a débattu, le 19 janvier, l'adhésion des ouvriers organisés de Finlande à l'Internationale Jaune d'Amsterdam, leur indépendance temporaire, ou l'affiliation à l'Internationale des syndicats rouges. Les orateurs du syndicat furent unanimes dans leur oppo-

sition à l'union avec Amsterdam. Ils constatèrent notamment que les chefs de l'Internationale d'Amsterdam n'ont agi, pendant la guerre, que dans les intérêts des classes capitalistes de leurs pays respectifs; qu'ils ont empêché le prolétariat de s'insurger contre la boucharie impérialiste. L'assemblée a pourtant constaté que les ouvriers syndiqués finlandais ne sont pas encore mûrs pour l'affiliation à l'Internationale des syndicats rouges. Le scrutin aurait pu donner une majorité pour l'affiliation, mais il eût peut-être entraîné une scission, déplorable en ce moment, dans le mouvement syndical finlandais. L'assemblée a pensé qu'il valait mieux pour les syndicats finlandais demeurer indépendants et unis et a décidé d'inviter les métallurgistes du pays à voter contre l'Internationale Jaune d'Amsterdam, pour l'indépendance pure et simple (*Suomen Tuumies*, du 28 janvier 1921).

## CONGRÈS DES PARTIS COMMUNISTES ANGLAIS

*Leeds, 29-30 janvier 1921.*

Les pourparlers relatifs à l'unification des trois partis communistes anglais: Parti Communiste de Grande-Bretagne, Parti Ouvrier Communiste et Parti Communiste (B. S. I. C.) ont été couronnés de succès. Pendant plusieurs mois, des négociations se sont poursuivies entre les représentants des trois partis précités; au Congrès de Leeds, les délégués réunis ont décidé à l'unanimité de constituer un seul Parti Communiste Unifié de Grande-Bretagne.

Le Congrès de Leeds s'est tenu du 29 au 30 janvier, sous la présidence du camarade Jack Tanner. 150 délégués y ont participé.

La première et principale question à l'ordre du jour du Congrès fut, naturellement, celle de l'unification. En quelques mots, le président du Congrès indiqua que le «premier devoir des délégués envers le mouvement communiste international et, en particulier, envers la classe ouvrière anglaise est de former un Parti Communiste Unifié».

Ensuite les représentants des trois partis lui succédèrent à la tribune: Leckie pour le Parti Communiste Ouvrier; Walkins pour le Parti Communiste, et Mac Manus pour le Parti Communiste Anglais. Tous ils soulignèrent la nécessité de l'unité. Dans son discours, le camarade Mac Manus dit notamment: «Nous ne sommes plus au service des sections locales; désormais, nous travaillons pour le mouvement d'unification. Les Partis Communistes isolés ont cessé d'être. Vive le Parti Communiste Unifié! La résolution mise aux voix après les rapports des représentants des trois partis, fut adoptée à l'unanimité».

Des discours furent aussi prononcés par les camarades G. H. Brown, représentant de la gauche de l'indépendant Labour Party, et G. I. Murphy, représentant des Comités de fabriques et d'usines. En sa qualité de représentant de l'Internationale syndicale rouge, le camarade Murphy indiqua les raisons qui poussèrent à la fondation de l'Internationale Communiste et fit part de la création d'une Centrale groupant les syndicats mécontents de l'activité de l'Internationale Syndicale d'Amsterdam. Déjà, près de 12 millions de syndiqués adhèrent à l'Internationale rouge. En terminant, le camarade Murphy invita le Parti Communiste à remplir son devoir de propagande au sein des syndicats anglais, afin de provoquer leur adhésion à l'Internationale rouge.

A l'unanimité, le Congrès a pris la résolution suivante, proposée par le camarade Bell:

«Le Congrès exprime ses sentiments de solidarité et promet son concours à l'Internationale syndicale rouge. Il insiste pour que tous les moyens soient mis en œuvre, pour que les organisations syndicales se fassent représenter le plus largement possible au Congrès des syndicats rouges qui doit se tenir le 1-er mai, à Moscou, et pour qu'elles adhèrent à l'Internationale syndicale de Moscou. Le Congrès charge son Comité Exécutif de se mettre au plus tôt en rapports avec les représentants de l'Internationale rouge et son Bureau britannique».

Dans le Comité Exécutif provisoire, dont le camarade Arthur Mac Manus a été élu président, entrent les camarades Mac Lean, Kirker pour l'Ecosse; Hewlett, pour le pays de Galles; Murphy, Poul, Webb pour le nord de l'Angleterre; Kerran, Monflore et Vaughan pour le sud de l'Angleterre. Le camarade Friis, délégué du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste et représentant des communistes norvégiens, fit inopinément son apparition à la tribune du Congrès. «Le fait que je suis ici, dit-il (on lui avait refusé son passeport), est une preuve de notre ferme détermination à mener la lutte et de notre habileté à passer outre aux lois bourgeoises. Notre mouvement a des amis à chaque frontière, sur chaque bateau, et des auxiliaires à toutes les stations... Per votre résolution, vous vous êtes liés avec le mouvement révolutionnaire international, avec Moscou et la Norvège. Dans le passé, vous nous avez parfois causé des déceptions. En Norvège, il nous a fallu lutter contre des mesures dont la responsabilité incombait à votre gouvernement, et vous ne nous avez pas soutenus. Sous la pression d'un ministre anglais, l'exportation de Russie de la littérature de propagande et son importation en Angleterre fut prohibée. La Norvège est devenue une colonie britannique. Dans cette question de prohibition qui ne vous intéresse pas moins que nous, nous réclamons votre aide. Nous ne voulons pas nous soumettre à cette décision. Au contraire, nous la combattons. Tous nos journeaux communistes proposent aux camarades d'ignorer la prohibition du gouvernement, et le président de notre parti est inculpé de ce fait...

Le camarade Friis quitta ensuite la salle tout aussi discrètement qu'il y était venu.

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste et la Commission Administrative du Parti Communiste Français ont adressé des messages de sympathie au Congrès. Leur lecture fut accueillie au son de l'*Internationale*.

La presse communiste anglaise, *The Workers Dreadnought* et *The Communist* du 5 février dernier, considèrent la décision prise par le Congrès d'unifier les trois partis communistes comme une chose tout à fait naturelle: «Le Congrès de Leeds—écrit *The Workers Dreadnought* dans un article de tête—a fait ce que nous désirions et attendions. Il a groupé les éléments communistes et formé un faisceau de toutes

les forces révolutionnaires, restées jusqu'à présent éparées.» *The Communist*, publié par le Comité Exécutif du Parti Communiste Anglais, fit suivre le Congrès des commentaires suivants: «Le Congrès qui s'était donné pour but de faire l'unité des partis communistes a été couronné de succès. D'un bout à l'autre, ses débats ont eu lieu sous le mot d'ordre de l'unité et tous les délégués étaient pénétrés du même esprit... La nécessité et les conditions de l'unification étaient connues de tous bien avant l'ouverture du Congrès. En fait, au Congrès, ce n'est pas l'unification au nom du principe de l'unité qui s'est réalisée, mais l'unification des programmes et des tactiques déjà unifiés dans leurs principaux points.»

## LA CONFÉRENCE DES GAUCHES TCHECO-SLOVAQUES

Reichenberg 9—10 janvier 1921.

En raison de la tactique du bureau central du parti social-démocrate ouvrier allemand de Tchéco-Slovaquie durant la dernière grève générale, les camarades de Reichenberg jugèrent nécessaire la convocation, pour les 9—10 janvier, d'une conférence des gauches, à Reichenberg. Les participants, au nombre de 26, se répartissaient comme suit: 73 délégués, 6 invités, 4 représentants de la jeunesse et 3 représentants des gauches tchèques.

### 9 janvier. Première journée.

Kreibich ouvre la séance et informe les assistants des motifs qui ont déterminé le bureau du district de Reichenberg à convoquer une conférence. On procède à l'élection du bureau de la conférence. Sont élus les camarades: Zorn, Freiwaldau, Brandel, Winterberg et Wünsch. Le premier point à l'ordre du jour est:

#### La situation politique.

Le camarade Kreibich donne lecture d'un rapport circonstancié dont nous donnons ici la substance:

«La présente conférence n'a pas été convoquée pour de longues discussions théoriques. Depuis l'année dernière déjà, nous sommes complètement d'accord sur les questions essentielles. Le but de la réunion d'aujourd'hui est de fixer la tactique à appliquer prochainement. L'adoption par la conférence du 9 mai des fameuses thèses, dites de Reichenberg, et particulièrement du point relatif à l'adhésion à la III-e Internationale, souleva de vives controverses au sein du parti. Finalement il fut décidé qu'on soumettrait la question au Congrès du parti. Sur ces entrefaites, eut lieu le deuxième Congrès de la III-e Internationale qui dut, non seulement élaborer et préciser les principes fondamentaux et la tactique de la III-e Internationale, mais établir une démarcation nette entre la III-e Internationale d'une part, et la II-e Internationale et les différents partis et groupes politiques, d'autre part. La fondation de la III-e Internationale, la victoire de la révolution russe dans la lutte qu'elle eut à soutenir contre une multitude d'ennemis, au lendemain de la guerre mondiale, provoquèrent une vive effervescence parmi les ouvriers du monde entier.»

Le cam. Kreibich décrit ensuite la décomposition de la II-e Internationale, le développement des partis d'opposition dans les différents pays et fait l'histoire de la formation de la III-e Internationale.

«Lorsqu'avant la convocation du Congrès du parti, continue le camarade Kreibich, nous réunimes la conférence du district, les 21 conditions d'admission à la III-e Internationale venaient d'être publiées et nous établimes notre programme d'action en conséquence. Le but que nous poursuivions était de donner à notre parti un caractère qui lui permit d'entrer dans la III-e Internationale. Le but du mouvement socialiste, depuis ses débuts jusqu'à l'heure actuelle, est certes resté le même: destruction du régime capitaliste et réalisation du socialisme, mais nous avons passé par différents stades de développement qui nous ont montré que la lutte de classe, avant d'atteindre son but, avait en ore de nombreuses étapes à franchir. Aussi le parti, dont la tâche est de diriger le prolétariat dans sa lutte, doit-il adapter sa tactique aux circonstances. Le but du mouvement ouvrier durant les dernières décades était, non la conquête du pouvoir politique mais la préparation de cette conquête. Aussi, la lutte et le but finals étaient-ils reportés à un avenir des plus éloignés, car il va de soi qu'à s'occuper uniquement pendant des dizaines d'années de la préparation théorique, on en arriva peu à peu à reléguer le but final à l'arrière-plan. La guerre mondiale et ses conséquences nous ont ramené à la situation de l'époque où Marx et Engels fondèrent «l'Union des Communistes» et publièrent le *Manifeste Communiste*. De nouveau la conjoncture nous oblige à reconnaître que l'heure de la bataille suprême a sonné pour le prolétariat et que l'effort du mouvement prolétarien doit être dirigé dans le sens de la lutte. Constituant l'aile gauche du parti, nous réclamons l'adhésion à la III-e Internationale dont nous acceptons sans réserve toutes les conditions. Ce faisant, nous sommes profondément convaincus que, dès à présent, nous devons organiser le prolétariat pour la bataille suprême et, par suite, réformer le parti pour le préparer à la réalisation de ses buts essentiels. Dans son état actuel, notre parti ne peut aborder la solution des problèmes qui s'imposent à lui: son programme et sa structure ne correspondent

point aux exigences de la lutte révolutionnaire suprême du prolétariat. De plus, il est dirigé par des hommes professant qu'avant la révolution mondiale, il n'y a point lieu de mobiliser le prolétariat pour la bataille décisive. Aussi nous est-il absolument impossible de rester plus longtemps dans le même parti que les socialistes de droite. Sous une forme ou sous une autre, une scission est inévitable. Elle peut se faire de deux façons. Nous pouvons tenter de transformer notre parti en un parti communiste répondant à toutes les exigences de la III<sup>e</sup> Internationale. Si nous y réussissons, ce ne sera qu'un premier pas vers notre but. Nous devons remettre la direction du parti et les postes de confiance exclusivement à des hommes défendant intégralement notre plate-forme et révoquer tous ceux qui n'adopteront pas la tactique du nouveau parti. Avec des chefs hésitants, il est clair qu'il nous est impossible de mener la lutte.

«Nous avons déjà essayé de ce premier moyen lorsque nous avons tenté à Karlsbad de gagner le parti à notre cause. Nous avons échoué. On a voulu nous exclure du parti, et la majorité de droite a adopté une résolution sur l'incompatibilité entre l'appartenance au parti et l'agitation en faveur de la III<sup>e</sup> Internationale. Au dernier moment, on a réussi à éviter la rupture par un compromis qui a laissé la question pendante.

«Actuellement, la formation d'un parti communiste n'est plus pour le mouvement ouvrier tchèque qu'une question de jours, car la constitution du parti communiste allemand sera certainement un stimulant pour les ouvriers tchèques. Si les circonstances l'exigent, un parti communiste tchèque surgira, même contre la volonté des gauches tchèques. Le camarade Kreibich communique ensuite qu'après le congrès du parti, à Karlsbad, les camarades de Reichenberg ont cru devoir s'aboucher avec les représentants de la III<sup>e</sup> Internationale qui ont consenti à entamer des pourparlers avec eux. Le rapporteur déclare en terminant: «Nous devons exiger catégoriquement la convocation à bref délai d'un congrès extraordinaire du parti; nous ne pouvons en tolérer indéfiniment l'ajournement. La grève nous a montré la nécessité absolue de l'unité dans la direction du mouvement. De plus, elle a dû nous apprendre que chacune de nos luttes peut, à n'importe quel moment, se transformer en une lutte décisive pour le but final. Dans la situation actuelle, chacune de nos campagnes peut nous amener à prendre des décisions révolutionnaires extrêmes. Mais avant d'engager la bataille, nous devons organiser un état-major révolutionnaire énergique qui ne peut être qu'un parti communiste fortement uni. C'est là une condition indispensable, sans laquelle il nous est impossible d'entreprendre une lutte quelconque.

Le camarade *Neurat* présente un rapport sur le second point à l'ordre du jour:

### *La voie vers l'Internationale Communiste.*

«Nous avons pour tâche immédiate d'exiger la convocation par le comité central d'un congrès extraordinaire du parti, dont l'ordre du jour sera l'adhésion pure et simple à la III<sup>e</sup> Internationale. Nous ne pouvons là-dessus faire aucune concession. Nous n'avons que deux alternatives: ou obliger, par les moyens que nous confère le règlement, le comité central à convoquer un congrès du parti, ou bien laisser gain de

cause à ce comité qui ne convoquera point de congrès. Nous avons déjà formulé contre ledit comité des accusations qu'aucun autre comité central n'eût tolérées. Toutes ces accusations, nous les reprendrons à nouveau; de plus, nous demanderons aux organisations de districts de réunir une conférence consacrée à la question de la convocation d'un congrès extraordinaire du parti. Aux termes du règlement, il suffit que 25 organisations ayant droit d'envoyer des délégués, exigent la convocation d'un congrès extraordinaire du parti, pour que celui-ci ait lieu. Nous avons toutes chances de rallier à nous le nombre d'organisations nécessaire. Nous motiverons la nécessité d'un congrès par le fait que, durant la dernière grève, le comité central a toutement failli à son devoir envers le prolétariat et nous le sommerons de nous rendre compte de sa conduite».

La plupart des délégués, en particulier ceux des autres villes, prirent part aux débats; l'unanimité complète, à une ou deux voix près, fut obtenue sur toutes les questions. Presque tous les orateurs déclarèrent que les ouvriers conscients étaient las d'appuyer une politique de demi-mesures et de flétements et ne voyaient d'issue à la situation actuelle que dans la formation d'un parti communiste international tchécoslovaque.

Le docteur *Brunner* prit le premier la parole. «La question, dit-il, est de savoir si nous voulons fonder un nouveau parti, et si oui, dans quel but. Que nous ayons en vue la création d'un parti, la chose ne fait pas de doute, et même si nous le voulions, il nous serait impossible maintenant de revenir en arrière. A mon avis, pourtant au lieu de créer un nouveau parti, il conviendrait plutôt de chercher à gagner au communisme le parti déjà existant. C'est en cela que consiste la progression ininterrompue vers le but que nous nous sommes assigné. J'ajoute d'ailleurs que si vous vous décidez pour la scission, je vous suivrai, car j'ai toujours marché avec l'élite révolutionnaire du prolétariat et quoi qu'il advienne, je resterai avec elle et non avec la droite. Reste à savoir si une rupture est dans l'intérêt des ouvriers; j'estime que non.

Ce discours d'un caractère nettement mencheviste ne trouva pas d'écho dans l'assemblée. Plusieurs orateurs exposèrent ensuite la situation dans les différentes provinces, puis le camarade *Kreutz* (Reinberg) prit la parole pour répondre au docteur *Brunner*. «Le camarade *Brunner*, dit-il, nous demande si nous voulons, oui ou non, la rupture. A Karlsbad déjà, nous sommes tombés d'accord sur ce point: dans certaines conditions, la rupture est souhaitable; le camarade *Brunner* le sait. Or, aujourd'hui il fait l'innocent et nous demande si nous songeons sérieusement à une rupture. A mon tour, je me permettrai de lui demander si la dernière défaite des ouvriers ne lui a pas suffi et combien il lui en faut encore pour comprendre que nous avons besoin d'un parti communiste. Seul, ce parti nous est le sûr garant que nous mènerons la lutte avec toute l'énergie nécessaire. A présent seulement, j'ai compris pourquoi la III<sup>e</sup> Internationale a posé des conditions si rigoureuses. C'est qu'il est indispensable de faire parmi les chefs un triage minutieux, inévitables. Il faut commencer par expliquer aux ouvriers les divergences fondamentales qui nous séparent de la droite, et ils ne pourront manquer de reconnaître que le point de vue des leaders syndicaux et des chefs du parti est incompatible avec notre politique prolétarienne. Le

camarade Brunner ne fait que répéter ce que disent, dans d'autres pays, les représentants d'une tendance bien connue. Quand nous aurons un parti à nous, nous ne serons pas obligés de procéder à des expulsions, car ceux qui n'auront pas pris part à sa fondation ne chercheront pas à y entrer dans la suite. On nous a proposé de conquérir le vieux parti, mais c'est là un idéal irréalisable, à l'heure actuelle. Il est des situations où ces deux conceptions: parti révolutionnaire et parti des masses, s'excluent mutuellement. Comme vous le savez, nous n'avons pas pour nous la majorité puisque nous sommes en train de fonder un nouveau parti communiste. Ce parti doit être et sera fondé, que vous vous y décidiez aujourd'hui ou non».

Le camarade *Trötsch* (Settetz) expose son point de vue: «En abordant une question aussi importante que celle de la création d'un nouveau parti, dit-il, nous devons avant tout nous demander si, oui ou non, il y a encore possibilité pour nous de rester dans le parti existant. Pour quiconque a participé aux derniers événements, il est clair que nous devons sortir du parti. Ce dernier considère les éléments révolutionnaires comme une minorité, prête à opérer une scission. Tous ceux qui voudront agir en communistes, seront expulsés du parti. C'est ce qui m'est arrivé: au lendemain de ma participation à la formation d'un comité exécutif international, j'ai été exclu par décision spéciale des droites. Pouvons-nous, dans de telles conditions, espérer conquérir le parti? Notre tâche immédiate, avant que la scission ne s'opère, c'est de nous efforcer d'accroître notre influence au sein des organisations locales».

Le camarade *Ulbrich* (Schlag): «Les camarades de ma circonscription sont disposés à agir; ils entreront dans le Parti Communiste. Il nous faut à tout prix rétablir le contact avec l'armée et trouver un moyen quelconque pour réaliser l'armement des ouvriers, afin d'être prêts à toute éventualité. J'estime que nous devons organiser une armée rouge. Nos sociétés de gymnastique peuvent nous prêter dans cette œuvre un concours précieux. Il faut organiser un service de liaison; il est nécessaire de créer à l'avance des organes chargés de diriger les grèves et prêts à fonctionner, dès que surgit un mouvement de masses. Si les syndicats se tiennent à l'écart de la politique, ils n'ont aucune force. Il importe de les gagner au plus vite à notre cause, à la cause de la révolution».

*Beuer* (Morgenstern): «L'évolution économique travaille maintenant pour nous, mais il faut savoir en tirer les conclusions qui s'imposent. Il est hors de doute que la ruine du capitalisme, non seulement dans le domaine économique mais dans tous les autres, est proche. Le capitalisme est en voie de décomposition. L'abaissement de la production contribue puissamment à révolutionner les ouvriers. Nous en arriverons, en fin de compte, à une transformation radicale. Aussi devons-nous poser cette question: les ouvriers ont-ils, pour être à la hauteur de la tâche qui leur incombe, besoin d'une organisation révolutionnaire, c'est-à-dire d'un Parti Communiste? Mais comme il n'existe, à l'heure actuelle, que deux possibilités: ou bien la défaite et l'écrasement complet de la classe ouvrière ou bien la révolution et la victoire du prolétariat, il n'y a pas à se préoccuper d'une troisième éventualité. Ce serait en effet faire preuve d'une incompréhension totale du processus économique. La situation nous dicte impérieusement la formation d'un Parti Communiste et elle

ne nous sera favorable qu'autant que nous saurons l'utiliser dans ce sens. En cherchant, à Karlsbad, à obtenir des droites qu'ils renoncassent à la coalition, nous ne réalisons pas la tactique communiste, nous ne faisons qu'aider les opportunistes à se réhabiliter aux yeux des ouvriers. Notre tâche et la vraie tactique communiste consistent, au contraire, à forcer les droites à tirer de leurs théories les conclusions tactiques qui en découlent logiquement, afin que ces gens-là apparaissent aux ouvriers tels qu'ils sont. Si nombre d'ouvriers ne veulent pas de la scission dans le parti, c'est que les droites les ont habitués à l'inaction. Nous devons combattre cette passivité. Si nous expliquons aux ouvriers pourquoi nous sommes pour la création d'un Parti Communiste, les éléments opportunistes quitteront d'eux-mêmes le parti, et ainsi la rupture s'effectuera naturellement. Je considère qu'il nous est impossible de conquérir l'ancien parti; nous en serons exclus bien avant de pouvoir y arriver. Tout retard apporté à la création d'un Parti Communiste ne fera qu'augmenter la confusion dans l'esprit des ouvriers. Mais, avant tout, nous exigeons la convocation immédiate d'un congrès extraordinaire du parti. Si la conférence rejette notre proposition, nous organiserons nous-mêmes le congrès. C'est la lutte imminente qui le veut».

Le camarade *Hampe* (Leipa, Bohême): «Si nous parlions, il y a quelque temps, de conquérir le parti, c'est que la conjoncture était tout autre. La grève générale et les récents événements ont démontré qu'il nous est impossible de travailler plus longtemps avec nos camarades de droite. L'idée de nous séparer des centristes ne doit pas nous empêcher de décider la rupture. La création d'un Parti Communiste est une nécessité absolue de l'heure actuelle. Autant que possible, nous nous efforcerons de nous acquérir des partisans au sein du parti existant, mais si nous ne réussissons pas à y obtenir la majorité, nous n'en fonderons pas moins notre nouveau parti. Quantité d'entre nous croyaient auparavant à la possibilité de conquérir le parti. L'opposition qui luttait contre ce point de vue fut battue, à Karlsbad, par le camarade *Kreibich* qui était alors pour la thèse de *Schmeral*. Lénine également est d'avis que ce qui importe dans une organisation, ce n'est pas la quantité, mais la qualité des membres. Si nous ne procédons pas, dès maintenant, à la fondation d'un Parti Communiste, ce sera le chaos complet: l'organisation s'émiettera en une série de petits groupes communistes. C'est pourquoi je dis que nous devons créer sur-le-champ un Parti Communiste, et nous serons suivis par les ouvriers de Leipa».

Les orateurs suivants se prononcent également pour la fondation d'un nouveau parti.

### Seconde journée.

Le camarade *Rösel* (Königshof) montre qu'au cours des 30 dernières années, la social-démocratie a traité son programme primitif et que le parti a revêtu peu à peu un caractère indéterminé. Il fait, à ce propos, un parallèle entre le développement de la social-démocratie et celui du christianisme.

Le docteur *Han*: «Je n'avais tout d'abord pas l'intention de prendre la parole, mais je ne puis me taire car l'assemblée interpréterait mon silence comme un acquiescement. J'ai, dès le début, protesté contre l'attitude adoptée par les camarades de *Reichenberg* et le

*Vorwärts* qui réclamaient la fondation d'un Parti Communiste et menaient une campagne en faveur de cette idée. L'argument du camarade Brunner, d'après lequel les ouvriers désirent conserver l'unité du parti, pour moi ne prouve rien, non plus que celui du camarade Hampe qui déclare, au contraire, que les ouvriers veulent la scission. Le camarade Birer, lui, affirme qu'il nous est impossible de rester plus longtemps avec les droites: cette assertion n'a pour moi également aucune valeur. Qu'il plaise ou déplaise à Birer de siéger aux côtés des camarades de droite, c'est là une affaire de goût personnel, mais, à mon avis, ce n'est pas une raison pour exiger la création d'un nouveau parti. Ce n'en est pas une non plus que le refus des camarades en certains endroits de verser leurs cotisations: ce refus est la conséquence de l'agitation du *Vorwärts*. Le seul fait probant, ce sont les résultats de la grève; or, j'estime qu'ils ne démontrent pas la nécessité de la formation d'un nouveau parti. Pour moi, la grève n'est rien de plus qu'un épisode. Durant et après la grève générale, les droites ont commis tant d'infamies qu'il est réellement pénible de siéger à leurs côtés. Je comprends donc parfaitement l'état d'esprit de nos camarades, mais est-ce une raison pour créer un parti? La question essentielle est de savoir quelle sera la politique du nouveau parti. Or, j'affirme qu'aucun des discours que nous avons entendus ici, ne donne une réponse à cette question, sauf celui du camarade Schiff. J'estime, quant à moi, que notre tâche consiste à adapter les principes de la III-e Internationale aux conditions du pays où nous vivons. Voilà, selon moi, ce qui devrait faire l'objet d'un examen approfondi de notre part, lequel nous montrerait la véritable voie menant de la théorie à l'application du communisme. L'important est de déterminer exactement l'action future du nouveau Parti Communiste. Nous devons savoir jusqu'à quel point les camarades tchèques sont disposés à agir. Il nous faut examiner ce que de notre côté nous pourrions entreprendre au cas où, les camarades tchèques n'étant pas encore suffisamment préparés, nous resterions isolés. Que ferait le Parti Communiste si une crise alimentaire venait à éclater? C'est là une éventualité qu'il importe d'envisager. A toutes les questions que je viens de poser, je ne trouve comme réponse dans les discours des orateurs précédents que cette déclaration du camarade Kreibich: «Nous vivons à une époque révolutionnaire où, à chaque instant, la bataille suprême peut s'engager». Maintenant je passe à un point qui va vous permettre de me condamner comme anti-communiste. Il importe que nous sachions avec certitude si nous avons intérêt à livrer la bataille suprême. Or, pour être fixés là-dessus, il nous faut examiner une foule de conditions, tenir compte de la situation économique et politique en Tchéco-Slovaquie et même de la conjoncture politique mondiale. Seul, le camarade Schiff s'est prononcé sur cette question. Que nous devons, quoi qu'il arrive, engager la bataille, je n'ose l'affirmer, tout au moins avant de connaître exactement l'opinion du Comité Exécutif de la III-e Internationale sur la question tchéco-slovaque. Quand je saurai que la III-e Internationale nous en impose l'obligation, je dirai: il faut s'exécuter et alors, naturellement, je commencerai à chercher les moyens d'accomplir notre tâche. Mais, à l'heure actuelle, je ne sais encore rien. Bien que nous ayons ici parmi nous un représentant de la III-e Internationale, la question ne me paraît pas encore éclaircie. Quoi qu'il en soit, je suis prêt à vous suivre

si vous vous séparez du parti. Mais je ne sais pas trop à quoi cela va bien nous mener; je suis là-dessus dans l'incertitude la plus complète. Et cela, il convenait de le dire avant, plutôt qu'après la scission. Avant d'élaborer le règlement du Parti Communiste, il serait désirable de soumettre à un examen détaillé, approfondi, la question de la nécessité de la scission, et si cela entraînait un retard de deux ou trois mois, le mal ne serait pas bien grand. Camarades, à mon avis, notre tactique montre que nous sommes les esclaves de nos propres paroles. A l'avance, nous déterminons tous nos actes futurs; or, comme la classe ouvrière attend que nous passions de la parole à l'action, il ne nous restera plus qu'à nous exécuter, sinon nous perdrons sa confiance.

Le docteur *Brunner* (Aussig): «Je n'ai point affirmé qu'il nous faille absolument conquérir le parti. Je me suis borné à critiquer les conclusions des camarades de *Reichenberg* qui défendaient ce point de vue. Mais il est inutile que j'exprime à nouveau mes doutes que les débats précédents n'ont aucunement dissipés. Je crois bien que les événements ultérieurs me donneront raison. Je comprends parfaitement que le camarade *Han*, en promettant non seulement de nous suivre mais d'agir en union avec nous, se base sur des raisons quelque peu différentes de celles des autres camarades. Par la suite tout se résoudra, dans la pratique, mieux et plus nettement qu'avec mes méthodes. J'approuve la manière d'agir du camarade *Neurat*. Aussi m'abstiendrai-je de formuler de nouvelles objections. La confiance réciproque qui nous unit, les camarades et moi, se fortifiera au cours de l'action commune. Je suis persuadé que tous les vrais socialistes se rallieront au nouveau Parti Communiste».

Le *D-r Stern* (Halle): «Il m'a été très agréable de participer à vos débats; ils m'ont révélé l'état d'esprit qui domine ici. J'ai eu l'occasion de voir se manifester, dans tous les pays, les mêmes tendances que chez vous. J'arrive d'Allemagne; je suis passé par l'Autriche Allemande, où je me suis entretenu avec les représentants de différents courants politiques et où j'ai suivi attentivement la presse et les débats. Partout ce sont les mêmes contradictions, les mêmes conflits qu'ici. Le cas n'est pas particulier au mouvement tchéco-slovaque, la question est beaucoup plus vaste, elle est d'une importance politique mondiale. Vous avez dit, je le reconiais, soutenir une longue et pénible lutte. Mais, en Allemagne aussi, nous avons eu à soutenir des batailles acharnées et, dans notre pays, il n'est pas une rue qui n'ait été arrosée du sang des ouvriers. Sous ce rapport, nous vous avons surpassés. Il nous a fallu lutter contre des leaders qui affirmaient être pour la dictature, qui prétendaient adopter entièrement le programme politique de Moscou; maintenant encore nous devons combattre des politiciens auxquels le prolétariat ajoute encore foi. Mais l'affaire *Kapp*, au cours de laquelle les socialistes de droite ont manifestement trahi les ouvriers, a été pour ceux-ci une excellente leçon. Ils ont compris que la grève générale était vouée à un échec inévitable s'ils ne la soutenaient pas par la force armée. Un Parti Communiste est absolument nécessaire: lui seul peut nous donner la victoire, lui seul peut nous assurer contre l'insuccès. On ne cesse de nous répéter: vous obéissez aux ukazes de *Léjine* et *Trotsky*. Selon le camarade *Han*, c'est démagogie pure que de faire retomber la faute de notre défaite sur les droites, quand, en réalité, cette défaite est due surtout aux

Tchèques. Le camarade Han a principalement en vue ici le prolétariat tchèque. Mais c'est là envisager les choses au point de vue national, au lieu de les considérer sous l'angle international. Si la lutte recommence, nos adversaires, soyez-en sûrs, ne se gênent pas dans le choix des moyens. Dès que la situation prend pour eux une tournure menaçante, nos ennemis se jettent en droit d'employer dans la lutte contre nous tous les moyens imaginables.

Le camarade *Neurot* (Reichenberg) insiste à nouveau sur la nécessité de s'organiser, pour être à même, à bref délai, de former un Parti Communiste. Il expose, en particulier, les moyens de lutte qu'il conviendra d'employer contre les droites, aussi bien dans le parti que dans les syndicats. Il termine en invitant les assistants à contribuer de toutes leurs forces à la création d'un Parti Communiste.

Le camarade *Kreibich* (Reichenberg) prend une dernière fois la parole pour répondre au camarade Han, dont il réfute les arguments, et au D-r Brunner qui, selon lui, a montré qu'il ne comprenait pas nos tâches dans la situation actuelle, situation exigeant impérieusement la lutte la plus énergique. Il constate également que le prolétariat allemand manque en ce moment d'un parti vraiment capable de diriger les ouvriers. L'incertitude dans la situation, incertitude qui ne laisse pas d'influer sur les grandes masses, ne peut être dissipée que par la fondation d'un Parti Communiste lequel, en qualité d'avant-garde du mouvement, organisera les cadres révolutionnaires du prolétariat.

La conférence montra nettement que, à l'exception des camarades Brunner et Han, tous les représentants des ouvriers étaient pour la formation immédiate d'un Parti Communiste.

### Résolution.

A. 1) La conférence des membres du Parti Ouvrier Social-Démocrate Allemand de la République Tchéco-Slovaque condamne de la façon la plus énergique la trahison du Comité Central du parti et des dirigeants syndicaux pendant la grande lutte du prolétariat révolutionnaire tchèque et exprime sa satisfaction de ce que, malgré cette trahison, les camarades des districts de Reichenberg et de Konotau n'ont pas hésité à convier les ouvriers allemands à faire acte de solidarité prolétarienne internationale.

La banqueroute complète de la majorité socialiste de droite du Comité Central, banqueroute qui s'est manifestée en ce moment d'une gravité exceptionnelle, a créé une situation intolérable au sein de notre parti. Au cours de la lutte du prolétariat de Tchéco-Slovaquie, le Comité Central qui ne s'est pas borné à inviter les ouvriers de ce pays à trahir la cause du prolétariat, mais a eu l'audace de lancer contre ceux qui n'ont pas obéi à ses injonctions et qui se sont solidarisés avec le prolétariat tchèque dans sa lutte l'accusation de violer la discipline, se refuse maintenant à laisser les représentants autorisés du parti effectuer une enquête destinée à faire le jour sur cette affaire. Au lieu de convoquer un congrès du parti, il s'est contenté de réunir le comité national du parti, lequel ne reflète point le véritable état d'esprit des membres du parti. Il espère comparaitre devant cet organe, qui lui est entièrement dévoué, non dans le rôle d'accusé mais

dans celui d'accusateur, afin de créer, faussant ainsi la volonté du parti tout entier, un mouvement d'opinion favorable à son point de vue. Le Comité Central veut que cette question d'une importance vitale qu'est l'adhésion à l'une ou à l'autre des Internationales, soit décidée non par le congrès du parti, mais par le comité national auquel il propose de voter une résolution sur la participation au Congrès de la II-e Internationale, à Vienne.

Nous, au contraire, nous insistons sur la convocation immédiate d'un congrès extraordinaire qui montrera si le parti dans son ensemble, par l'acceptation pure et simple des 21 conditions, désire adhérer à la III-e Internationale; s'il est prêt à rompre avec l'opportunisme pour devenir un parti révolutionnaire et contribuer consciemment à la formation d'un Parti Communiste International Tchéco-Slovaque; s'il est disposé à rejeter de son sein tous les traîtres et, par là-même, à permettre au prolétariat révolutionnaire allemand de Tchéco-Slovaquie de demeurer dans le parti.

2) Les derniers événements ont montré avec évidence que le parti en son état et avec ses leaders actuels n'est pas encore mûr pour les grandes tâches, dont la réalisation s'impose au prolétariat en période de révolution mondiale, et que la prompt création d'un Parti Communiste International Tchéco-Slovaque, section de la III-e Internationale, est pour le prolétariat d'une nécessité si urgente, que tout retard ultérieur et tout compromis de nature à entraver la formation dudit parti constitueraient une véritable trahison.

C'est pourquoi nous invitons tous les ouvriers à entreprendre avec nous une campagne en faveur de la convocation d'un congrès du parti. Il faut contraindre le Comité Central du parti à se démasquer et à faire connaître sa véritable position. Le Parti Communiste doit être créé, soit par notre parti, soit en dehors de lui.

B. La conférence flétrit la conduite des socialistes de droite de Konotau, lesquels, sous la direction du comité du district de Tüplitz, se sont empressés, tels des chacals sur un champ de bataille, de profiter des représailles contre les ouvriers et de l'arrestation de nos camarades pour s'assurer la majorité dans la commission de la presse et priver les ouvriers du district de Konotau de leur journal. La conférence charge le Comité Exécutif de faire tout ce qui sera en son pouvoir pour restituer aux ouvriers de ce district leur organe, interprète de la volonté révolutionnaire qu'ils ont si brillamment manifestée par leurs actes.

C. La conférence adresse un salut fraternel à tous les camarades qui, au cours de la récente lutte, ont encouru des peines diverses ou ont été l'objet de poursuites judiciaires, à tous les camarades qui, victimes de la cruauté patronale ou du régime de terreur impitoyable établi par les gouvernements de l'Etat bourgeois, ont été jetés sur le pavé ou languissent dans les prisons de la République démocratique. Elle invite les camarades à soutenir fermement tous les persécutés et à mettre les syndicats et le parti en demeure de faire leur devoir à l'égard de ces derniers. La conférence jure à tous les camarades emprisonnés que leurs souffrances et les représailles dont ils sont victimes ne feront qu'accroître l'ardeur de tous les prolétaires dévoués à la révolution et confirmer tous les vrais révolutionnaires dans leur résolution d'accomplir leur devoir jusqu'au triomphe final.

## LA SITUATION DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

*Rapport du camarade G. Zinoviev présenté au 10-e Congrès du Parti Communiste Russe.*

Le Comité Central, qui vient de déposer ses pouvoirs devant le congrès, a dû accorder une grande attention au mouvement ouvrier international. Ce n'est un secret pour aucun d'entre nous que notre section de l'Internationale Communiste — le Parti Communiste de Russie — joue en fait un rôle dirigeant au sein de la II-e Internationale. Ses représentants ont dû prendre une part capitale à la solution des questions politiques et des questions d'organisation les plus importantes figurant à l'ordre du jour du mouvement ouvrier. Cette année a vu se réunir le Deuxième Congrès de l'Internationale Communiste, dont la date est, nous n'en pouvons plus douter, devenue historique. Dans l'histoire du mouvement ouvrier international, il laissera une trace ineffaçable. Je ne vous en parlerai pas longuement, convaincu que la plupart d'entre vous sont déjà bien au courant de ses travaux. Je m'arrêterai seulement sur les événements qui se sont produits depuis le Congrès.

Les circonstances politiques internationales, au milieu desquelles s'est réuni le Deuxième Congrès, étaient sensiblement différentes des circonstances actuelles. Le Deuxième Congrès siégeait pendant l'avance de nos armées sur Varsovie. Il y avait, dans la salle des séances, une carte sur laquelle on marquait tous les jours la progression des armées rouges. Cette carte, les délégués l'examinaient tous les matins avec une attention passionnée. C'était là, en somme, un symbole: les représentants de l'élite du prolétariat international suivaient, en retenant leur souffle, les moindres mouvements de nos armées, et se rendaient tous parfaitement compte que nos succès militaires contribueraient fortement à hâter la révolution internationale. Nul ne doutait que les destinées de la révolution prolétarienne internationale ne dépendissent littéralement de la progression de l'armée rouge.

Vous savez, camarades, que la victoire ne nous fut pas propice. Notre retraite entraîna un ralentissement, un retard de la révolution prolétarienne. Il va de soi qu'un grand nombre de facteurs indépendants de la Russie des Soviets et de ses armées jouèrent en cela un certain rôle, mais il n'en est pas moins vrai que nos revers au front polonais, qui était bien alors le secteur le plus important du front de la révolution prolétarienne internationale, ont eu une grande importance.

Les progrès du mouvement prolétarien international se sont certainement ralentis. Mais notre Deuxième Congrès basait sa tactique sur deux fronts, sur deux possibilités, sur deux perspectives. Pour des marxistes, guides prévoyants du mouvement prolétarien international, la chose est tout à fait naturelle. Alors que nos succès militaires étaient déjà considérables, la grande ma-

jorité des congressistes sentait bien que nous devions donner à l'Internationale Communiste une double base, et avoir une tactique assez souple adaptée aux deux possibilités d'un mouvement lent ou rapide. Je considère donc que les principales résolutions de tactique adoptées par le II-e Congrès demeurent inattaquables, même en présence du ralentissement des progrès de la révolution internationale, — ralentissement plus sensible qu'on ne pouvait s'y attendre à l'époque où les plus redoutables forteresses polonaises tombaient devant l'armée rouge comme des châteaux de cartes. En tout cas, les décisions du II-e Congrès ont fait époque dans la vie des partis ouvriers du monde. Il n'y a pas un parti qui ne les ait étudiées, pendant des semaines et des mois. Il n'y a pas un pays où le texte complet n'en ait été publié en dépit de toutes les défenses, de toutes les censures civiles et militaires. Il n'y a, dans le monde entier, ni un syndicat, ni probablement un groupe ouvrier tant soit peu important, qui n'ait étudié, ligne par ligne, les thèses du II-e Congrès. Parce que ce Congrès a posé et résolu, et, disons-le, résolu avec justesse toutes les questions d'une époque du mouvement ouvrier international. Je vais essayer de retracer rapidement devant vous les événements qui se sont écoulés depuis dans les partis les plus importants qui adhèrent à l'Internationale Communiste, et d'indiquer sommairement leur situation actuelle.

Le congrès de Halle fut le premier et le plus grand événement après le Congrès de Moscou. Il marque assurément un point tournant dans le développement du mouvement ouvrier européen. Je passerai rapidement sur ces événements qui vous sont déjà connus. Une situation assez spéciale s'était formée. A la veille du congrès de Halle, il y avait là-bas un Parti Communiste, comptant environ 50.000 membres. Après le congrès de Halle, 450.000 ouvriers organisés s'unirent à ces communistes. Situation originale: un demi-million d'hommes fusionnant avec 50.000 hommes. Nous ne pouvions naturellement pas espérer que cette fusion serait tout à fait indolore. Il fallait s'attendre à certaines hésitations et à des récidives de l'ancienne tactique, au sein du Parti des Indépendants dont nous avions détaché la moitié des membres, environ un demi-million d'hommes. Notre point de vue et celui du réformisme se combattirent à Halle, sur l'arène européenne. Le réformisme y figurait sous sa forme la plus raffinée, dans la droite des Indépendants. Ce n'était pas le menchevisme fruste, grossier, étroit; c'était, en quelque sorte, un opportunisme épuré, «scientifique». Ce fut à la vérité une controverse, en présence des ouvriers de l'Europe et du monde. Ce fut une décisive bataille entre nos idées et celles des derniers mohicans

de l'opportunisme déshonoré de Kausky et de Hilferding. Le doute n'est pas permis: de ce combat nous sommes sortis victorieux. En nous couvrant d'injures, nos ennemis l'ont eux-mêmes reconnu.

Comment se développera désormais le parti, fort d'un demi-million de membres, formé surtout grâce aux efforts du Comité Exécutif de la III<sup>e</sup> Internationale? C'est la question qui se pose maintenant devant nous. Comme il fallait s'y attendre, les commencements n'ont pas été des plus faciles. Une certaine crise se produit en ce moment, en Allemagne. Divers camarades m'ont demandé comment s'explique la démission de cinq membres du Comité Central, au nombre desquels se trouvent des militants de la valeur de Clara Zetkin.—Vous verrez dans un instant, combien est ardue la question italienne. Cette question ne concerne pas uniquement l'Italie. Notre conflit avec certains socialistes italiens est, en réalité, international. Je me permettra même de dire que nous assistons, en Italie, à la lutte entre les communistes et les centristes, ces derniers étant représentés par le groupe Serrati. Ces éléments centristes se considèrent subjectivement comme communistes. Ils n'en sont pas moins centristes pour une bonne moitié. Quand la question italienne s'aggrave, le parti allemand, qui venait de traverser des crises semblables, s'en ressentit: des hésitations, des tendances semblables à celles que nous connaissons en Italie se sont manifestées jusque dans le Comité Central du Parti Communiste Unifié. On le conçoit: lorsqu'un parti traverse une période de transformation, lorsqu'il sort d'une crise, lorsque s'accomplissent des regroupements, il y a toujours au début des adhésions fortuites, bientôt suivies de séparation. Nous savons, par expérience personnelle, que des groupes de militants se trouvent souvent ainsi occuper momentanément une place qui ne leur convient pas. La situation décidée, ces groupes finissent toujours par se placer selon leurs conceptions véritables, leur tempérament et leur passé. C'est ce qui est arrivé avec Clara Zetkin. Elle était, il n'y a pas longtemps, en Russie. Nous avons pu constater alors avec elle notre parfaite unité de vues. Nous l'avons mandatée pour représenter l'Exécutif, dans une circonstance de la plus haute importance, au congrès de Tours. Cette mission, elle l'a brillamment remplie. Or, quand une droite commença de se former, le Comité Central du Parti Communiste Unifié, elle se trouva fortuitement, j'en suis convaincu—et pas pour longtemps—parmi ceux qu'elle quittera certainement demain ou après-demain. Sa place est certainement dans la gauche du Parti Communiste Allemand qui admet intégralement la plate-forme de l'Exécutif. Quelque affligeante que soit sa démission, nous sommes persuadés qu'il ne faut y voir qu'un épisode de peu d'importance dans sa vie de militante, un fait accidentel et passager. Un autre membre démissionnaire du Comité Central était, par contre, préparé par tout son passé à pencher, en cette occurrence, vers la droite. Je veux parler de Paul Lévy qui se mit en avant au cours des dernières années, après que la bourgeoisie allemande eût décapité le Parti Communiste. L'histoire de l'Alle-

maire de la bourgeoisie peut être prévoyante. Certes, marxistes, nous savons tous que le rôle de personnalités isolées dans l'histoire n'est pas tellement décisif, lorsqu'il s'agit de mouvements embrassant des millions d'hommes. Nous voyons pourtant quelle influence décisive l'assassinat des chefs du mouvement communiste eut en Allemagne. Le camarade Lévy dut se mettre à la tête du parti, alors que ce dernier était défilé, après la première insurrection de janvier. Il fit sa carrière politique en combattant les éléments de gauche qui brouillaient assurément la situation—et qui continuent,—mais parmi lesquels il y a bien des ouvriers dévoués à la cause de la révolution. Le camarade Lévy eut toujours un penchant à diriger le Parti Communiste Allemand plutôt à droite. Nous eûmes une discussion avec lui, au II<sup>e</sup> Congrès. Sachant combien rares étaient, dans le Parti Communiste Allemand, les chefs préparés à leur tâche, nous nous efforçâmes tous—et surtout le camarade Radek qui connaissait mieux que nous tous la situation en Allemagne—de soutenir le camarade Lévy contre ses adversaires; mais plus nous allions et plus nous nous convainquions que le camarade Lévy penchait à l'opportunisme. Et il n'y a plus aujourd'hui parmi nous le moindre doute, la moindre divergence de vue sur la nécessité de combattre dans le domaine des idées le camarade Paul Lévy. Et ceux d'entre nous, qui, comme le camarade Radek, tentèrent pour des raisons bien compréhensibles, par suite de leur grande proximité du mouvement ouvrier allemand, de différer notre rupture avec le camarade Lévy, ne pensent pas autrement. Nous sommes sur ce point absolument unanimes. On ne peut pas tarder davantage, et le camarade Radek s'est attaqué le premier, en Allemagne, aux idées de Lévy.

Les événements se sont déroulés comme suit: une séance publique du Comité Central du Parti Communiste Unifié d'Allemagne eut lieu récemment. A l'ordre du jour figuraient la question italienne et celle de l'attitude de l'Internationale Communiste envers les éléments de gauche en Allemagne. C'est là-dessus que se produisit le désaccord. Nous attendons dans quelques jours deux nouveaux représentants du Comité Central du Parti Communiste Unifié d'Allemagne, qui ont quitté leur pays, le 12. Je constate avec satisfaction que la conférence du Parti Communiste Allemand a promptement renouvelé son Comité Central en plaçant à sa tête des éléments de gauche, et n'a aucunement hésité dans ces moments difficiles. Il y a lieu de croire que les hésitations que nous observons en Allemagne se localiseront aux sommets du parti. Nous ne doutons aucunement que lorsque la question se posera devant les grandes masses, elles se prononceront, par une écrasante majorité, pour la politique intransigeante de l'Exécutif.

L'attitude envers le Parti Communiste Ouvrier d'Allemagne a joué dans cette crise un grand rôle. Il s'agit d'un parti qui est relativement de peu d'importance numérique, qui s'est séparé du groupe Spartacus, après les défaites de janvier, dont certains éléments sont ensuite revenus au Parti Communiste, mais dont un noyau assés

compact constitue encore une organisation indépendante. Le programme de ce parti est des plus confus, il paye un large tribut aux tendances syndicalistes et anarchistes. Mais, de l'avis de tous les camarades, il y a parmi ses membres plusieurs milliers d'ouvriers profondément dévoués à l'idée de la révolution prolétarienne et que les éléments opportunistes ont, seuls, repoussés du parti. L'Exécutif a cru nécessaire de faire, en la circonstance, tout ce qui était possible afin de ne point perdre ce groupement, petit mais ouvrier et révolutionnaire, bien qu'en partie favorable au syndicalisme. Dans l'Internationale, notre attitude envers les éléments révolutionnaires anarchistes doit être semblable à ce qu'elle fut en Russie, avant la révolution d'Octobre, en 1917, quand il nous arriva maintes fois d'aller à l'attaque de la bourgeoisie de Kérensky, des menchéviks, avec certains éléments anarchistes et syndicalistes. Il s'agissait alors de combattre la bourgeoisie, et bien de choses nous rapprochaient. Tous ceux d'entre vous qui ont participé à la révolution se souviendront les nombreux accords qu'il nous arriva de conclure avec les syndicalistes et les anarchistes. Une partie d'entre eux entra ensuite dans nos rangs, une partie d'entre eux travaille maintenant chez nous, et souvent aux postes les plus responsables de la République des Soviets; ceux-là ont été assimilés par la révolution prolétarienne. Mais après la conquête du pouvoir par le prolétariat, quand s'ouvrit une nouvelle période de lutte, la plus difficile, certains anarchistes ne purent naturellement pas comprendre la signification réelle des événements. Contre ces derniers qui ont quelquefois nui à la révolution par leur action désorganisateur, nous avons dû lutter. Mais dans l'arène internationale où nous sommes à la veille de la révolution prolétarienne, nous devons, possédant l'expérience de la révolution russe, conseiller à nos camarades d'être tolérants, surtout envers les groupes ouvriers et les organisations ouvrières qui n'ont pas encore bien compris la portée de notre tactique et qui cherchent encore leur voie après la grande crise que le socialisme du mouvement international a subie du fait de la guerre. C'est ce que nous avons fait au II-e Congrès, et c'est en continuant cette politique que nous avons accueilli dans la III-e Internationale, en qualité de parti sympathisant ayant voix consultative, le Parti Ouvrier Communiste Allemand. Cette mesure accusa encore les désaccords au sein du Comité Central du Parti Unifié. Le camarade Lévy et ses amis, dont l'influence avait précisément grandi dans la lutte contre ces éléments de gauche, crurent voir en notre décision un péché capital et un encouragement donné à nos adversaires. Ce qui amena la situation actuelle. Nous poserons catégoriquement la question du prochain Congrès. Une situation dans laquelle un pays est représenté par deux partis ne peut évidemment pas se prolonger. Nous ferons tout le possible pour assurer le passage des éléments les plus sains du Parti Ouvrier Communiste au Parti Unifié. Je crois que notre tactique a été et reste la bonne. Les hésitations de certains chefs n'ont aucunement modifié notre opinion à cet égard.

Je passe à la France. Par l'exclusion simultanée de la droite et du centre, nous y avons incontestablement obtenu le plus grand succès. Jusqu'au congrès de Tours, le Parti Socialiste Unifié gardait encore dans ses rangs, non seulement Longuel, mais de véritables Scheidemann: Renaudel, Albert Thomas et consorts. Nous avons dû franchir en France, par une marche forcée, la distance qui, en d'autres pays, avait exigé deux étapes. Centre et droite ont été exclus à la fois. Cette brillante opération nous a donné un parti épuré. Notre section française a gardé 160.000 membres. Son quotidien tire environ à 500.000 exemplaires. Le parti remporte de grands succès dans les syndicats. Tout cela ne veut cependant pas dire que nous ayons déjà en France 160.000 communistes. Il est fort possible que le parti français ait encore à traverser des crises et à surmonter des hésitations. Nous avons en tout cas conquis ce qui nous était essentiel et nettoyé le Parti Socialiste Unifié des éléments hostiles à la III-e Internationale. Dans aucun pays du monde, le drapeau du socialisme n'avait été souillé et profané comme il le fut en France, pendant la guerre. Ce n'est qu'au prix de l'exclusion de 40.000 opportunistes centristes, que nous avons pu créer une situation nouvelle. Les travailleurs français se voient maintenant en possession d'un quotidien honnête et constatent qu'il peut y avoir des députés révolutionnaires. Le prestige du parti ouvrier et du socialisme y a gagné en France, c'est-à-dire dans le pays où il avait souffert le plus.

C'est sur l'Italie que se consacre aujourd'hui l'attention de l'Internationale Communiste. Le problème y est très complexe. A première vue, il semble que nous ayons été défaits au congrès du Parti Socialiste Italien. Il en est résulté un certain flottement dans le rang de quelques communistes allemands, car il y a, même dans l'Internationale Communiste, des gens qui veulent toujours être avec la majorité, qui ont peur d'être en minorité, qui ne savent pas, même lorsqu'il le faut, aller à contre-courant. Les événements se sont déroulés en Italie, à peu près de la façon suivante: l'été dernier, une délégation italienne arriva en Russie, qui participa par la suite au II-e Congrès. La plupart de ses membres appartenaient au mouvement syndical et, comme nous le sûmes plus tard, y faisaient figure d'opportunistes invétérés. Nous avons été pendant longtemps isolés du reste de l'Europe, nous ne connaissions pas la situation politique dans les différents pays, et nous accueillîmes fraternellement ces délégués. Il y avait pourtant parmi eux quelques traitres authentiques venus en Russie, à seule fin de prêter à leur bourgeoisie un certain concours contre nous. Il s'en trouva qui publièrent ensuite contre la Russie des Soviets d'injurieux pamphlets. Il s'en trouva qui, aussitôt sortis de Russie, s'empressèrent de répandre des calomnies sur le régime des Soviets et l'Internationale Communiste. Ce n'est que quand on eut parfaitement fait leur connaissance ici et quand ils furent revenus en Italie, que la différenciation politique commença dans le parti de la péninsule. La situation du camarade Serrati est surtout complexe. Nous l'avions connu à Zim-

mervald, où il fut notre adversaire et défendit Marlot. A Kienthal, il se rapprocha de nous. Pendant la guerre, il fut honnête et fit de l'Avanti, une des meilleures feuilles socialistes de l'Europe. Mais, camarades, il arrive souvent avec les socialistes européens qu'en graltant un peu le communiste, on trouve quelqu'un dans le genre du menchévik de gauche de chez nous. C'est ce qui arriva avec Serrati. L'Italie était à la veille de la révolution. Comme il arrive souvent, plus la révolution est proche et moins les opportunistes ont du courage. Sitôt qu'ils sentent rompu l'ancien équilibre, ils perdent la tête et, loin de diriger les événements, se laissent diriger par eux. Au lieu de se mettre à la tête du mouvement, Serrati trébucha et fit perdre pied à d'autres. Il voudrait à tout prix garder les opportunistes dans le parti, parce qu'il y aura au lendemain de la révolution une vaste économie à entretenir et que la moindre ficelle y servira. Qui donc sera maire de Milan, si le citoyen Un Tel, vieil opportuniste blanchi sous le harnais, est chassé du parti. Nous avons si peu de monde! C'est ainsi que Serrati pose la question à la manière des petits bourgeois timbrés, et qu'il invoque à grand renfort de rhétorique l'unité du parti. Des menchéviks authentiques, et notamment Turati, demeurèrent dans le parti italien. Turati publie encore à présent une revue où nous trouvons en première page, en article de fond, le discours de Marlot, à Halle. Turati se rit du communisme et de la révolution prolétarienne, en Italie; c'est un réformiste de la plus belle eau. Tels sont les gens dont Serrati ne veut pas se séparer. A notre congrès, la délégation italienne fut d'ailleurs extrêmement bigarrée. Dans aucun débat, ses membres ne purent s'accorder entre eux. Un noyau de militants se cristallisa cependant, qui a maintenant formé un parti communiste authentique. Il y avait en Italie une tendance antiparlementaire qui payait tribut au syndicalisme et dont le camarade Bordiga était le leader. Nous devons dire ici avec la plus grande satisfaction que ce camarade et ses amis se sont soumis à la discipline internationale et forment maintenant le noyau le plus sûr du nouveau parti communiste. La popularité de l'Internationale Communiste en Italie est immense. Les opportunistes mêmes déclarent en être partisans. En 1905 et 1916, il arriva chez nous aussi que certains bourgeois cadets de gauche prurent plus révolutionnaires que les social-démocrates des autres pays. C'est à peu près ce que nous voyons en Italie. Chacun y paraît plus gauche qu'il ne l'est en réalité. Les opportunistes prononcent des phrases révolutionnaires, et les centristes s'appellent communistes. Au congrès de Livourne, les résultats se sont chiffrés comme suit: 97.000 voix aux unitaires qui s'appellent aussi communistes et suivent Serrati; 11.000 opportunistes (Turati), et environ 60.000 communistes acceptant intégralement nos conditions. La position des majoritaires était extrêmement précaire. Partout, comme lors de leur propre congrès, ils avaient déclaré, eux aussi, accepter nos conditions, à la seule condition que l'Italie gardât quelque autonomie et pût appliquer nos conditions à son gré. Nous savons par expérience ce que cela veut dire et ce que signifie

ce désir d'appliquer au gré de chacun les 21 conditions. Cela veut dire qu'on ne veut pas les appliquer du tout et qu'on a l'intention de laisser toute chose en l'état. Nos amis avaient à décider: fallait-il se séparer ou non des unitaires? Le camarade bulgare Kabaktchieff, qui partage notre pensée en tout point, représentait à Livourne le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste. Il soutint les 60.000 communistes dans leur rupture avec Serrati. Après quoi, les unitaires s'étant unis aux opportunistes, adoptèrent à l'unanimité une résolution d'appel au III-e Congrès de l'Internationale Communiste, à la décision duquel il se déclarèrent décidés à se soumettre.

Toujours est-il que pour les beaux yeux de 11.000 opportunistes Serrati s'est séparé de 60.000 communistes. Il s'est mis ainsi dans une situation absurde: Tout récemment, il était venu à Berlin pour mener par l'intermédiaire des camarades allemands des pourparlers avec nous. A ceux qui l'interrogeaient alors sur sa position, il répondait: «Nous sommes de ceux qui se tiennent devant l'église; nous attendrons qu'on nous en ouvre les portes». Combien de temps auront-ils à attendre ainsi, nous l'ignorons. En tout cas, mon avis est que les portes ne doivent s'ouvrir pour le parti de Serrati que lorsqu'il se sera épuré de toutes ses scories, je veux dire de tous ses opportunistes.

L'attitude des partisans de Serrati a, dans une certaine mesure, affecté le développement de l'Internationale Communiste. Le parti italien était l'un des meilleurs. C'est en Italie que la situation est la plus révolutionnaire. Et pourtant, il y a encore des restes d'opportunisme; on se refuse à expulser du parti les agents du capital. Au II-e Congrès, nous rappelions à Serrati les paroles de Liebknecht: «Notre ennemi est dans notre propre pays». «Mais chez vous, lui disions-nous, l'ennemi est dans votre propre maison. Turati et ses partisans sont nos ennemis: l'automne passé, alors que les ouvriers italiens s'emparaient par la force des fabriques et des usines et organisaient des détachements rouges, ce sont eux qui ont fait avorter ce magnifique mouvement révolutionnaire. Oui, ce sont les partisans des menchéviks italiens dirigés par Turati et D'Aragona, qui ont brisé la vague révolutionnaire». Extérieurement, dis-je, nous avons eu en quelque sorte un succès en Italie, nous n'avons réuni que la minorité, mais c'est tant mieux. Nous n'avons que faire des éléments hésitants. Déjà à la veille du II-e Congrès, nous disions qu'il y avait trop de gens qui se pressaient aux portes de l'Internationale Communiste et qu'il fallait faire bonne garde pour ne laisser passer que les éléments sûrs. Ce que nous disions alors, nous le répétons aujourd'hui. Voyez où mène le bout de la chaîne: Lévy réclame l'union avec Serrati; Serrati, l'union avec Turati, et Turati, l'union avec la bourgeoisie. Il est évident que ce n'est pas pour transiger sur l'échelle internationale que nous avons mené la lutte la plus implacable dans notre propre pays. Nous ne pouvons faire la moindre concession. La question de l'Italie est la question centrale à laquelle est subordonnée la lutte qui se déroule en ce moment, en Allemagne.

Le plus important des partis qui vient ensuite est le Parti Tchéco-Slovaque, dont la gauche compte parmi les ouvriers environ un demi-million d'adhérents. Le congrès du parti se tiendra le 20 de ce mois. Quelle tournure vont prendre les événements, nous ne le savons pas exactement. Certes, nous avons pour nous l'immense majorité des ouvriers. Le Parti Tchéco-Slovaque nous a donné le premier cas d'un vieux social-démocrate, d'un leader de la vieille social-démocratie qui soit passé de notre côté. Il est venu nous trouver, nous a fait l'aveu de ses fautes et nous avons consenti à ce qu'il travaillât à l'organisation d'un Parti Communiste. Mais ces derniers temps, il est retombé dans quelques-unes de ses hésitations, de sorte que le Parti Communiste se construira probablement sans son concours. La Tchéco-Slovaquie est un composé d'éléments hétérogènes; la population ouvrière appartenant à des nationalités diverses est divisée par des haines soigneusement entretenues par la bourgeoisie; aussi la naissance du Parti Communiste y est-elle très difficile. Nous assistons maintenant aux douleurs de l'enfantement. Nous avons envoyé en Tchéco-Slovaquie des représentants parfaitement à la hauteur de leur tâche qui, nous l'espérons, pourront entreprendre leur action légalement et, dans quelques jours, nous aurons connaissance de la décision définitive des communistes tchéco-slovaques.

En Autriche, les indépendants de gauche ont quitté le vieux Parti Social-Démocrate pour passer dans les rangs des communistes. Notre parti en a été fortifié; pourtant, il est encore numériquement très faible. En Autriche, la classe ouvrière physiquement déperit. Des camarades arrivés d'Autriche nous ont déclaré: «Quand on assiste aux manifestations à Vienne et qu'on voit les visages émaciés des ouvriers, quand on sait combien ces derniers sont affamés, épuisés et parfois apathiques, on comprend que, dans ce pays qui a eu particulièrement à souffrir du feu croisé de la bourgeoisie internationale, les ouvriers se meurent littéralement. La classe ouvrière a été tellement torturée, elle a eu tant à souffrir du froid et de la faim, qu'elle est en quelque sorte vouée à la déchéance physique; elle a subi une telle saignée, au sens propre du mot, qu'elle ne pourra se remettre sur pied qu'avec l'appui de la révolution internationale. En Autriche, où la trahison de la social-démocratie a été particulièrement monstrueuse, la bourgeoisie s'est distinguée par sa fourberie et sa cruauté: les prolétaires ont été impitoyablement broyés par la roue de l'histoire; ils ont été écrasés sous la meule de la guerre et de la famine».

Je passe aux Balkans. Nous y avons des partis assez forts, notamment en Bulgarie et en Yougoslavie où nos camarades sont à la veille de conquérir la majorité, et cela, comme l'ont montré toute une série d'élections, par les moyens légaux que leur offre la constitution bourgeoise de ces pays. Notre parti est le seul facteur révolutionnaire en Bulgarie, où nous observons le passage en masse dans nos rangs d'anciens menchéviks et d'autres éléments centristes, ce qui atteste sa puissance incontestable. Il en a été de même chez

nous, lorsque la banqueroute du menchévisme a commencé à se manifester; nous avons vu un assez grand nombre de groupes et d'organisations comprenant les plus honnêtes des menchéviks, passer de notre côté. C'est ce qui se produit actuellement en Bulgarie. Mais il faut le dire ouvertement, nettement: c'est là un phénomène constituant une certaine menace pour notre parti. Les chefs du Parti Communiste Bulgare parmi lesquels il se trouve des marxistes éprouvés qui, par des années, des dizaines d'années de lutte, ont prouvé qu'ils étaient de véritables marxistes, ont parfaitement conscience du danger, et il est à espérer qu'ils auront l'œil sur ce qui se passe à l'intérieur de leur organisation et qu'ils veilleront avec le plus grand soin à ce que les nouvelles recrues ne désagrègent point le parti bulgare en y introduisant des microbes d'opportunisme.

Le dernier en date des événements marquants est la scission du Parti Roumain. Il nous est arrivé une délégation roumaine, composée en partie d'anciens ministres qui n'ont pas hésité à venir nous trouver pour nous prier de les admettre dans l'Internationale Communiste. Nous avons eu l'occasion au Comité Exécutif d'assister à des scènes amusantes, comme celles provoquées par les délégués espagnols et roumains. Il est clair que ces gens-là avaient été pris au collet par les ouvriers de leurs propres pays qui les avaient expédiés chez nous en leur disant: Va et arrange-toi pour qu'on nous accepte dans l'Internationale Communiste. Il y en a parmi eux qui sont des réformistes, mais en venant nous trouver, ils remplissent leur mandat. Ainsi, parmi les Espagnols, il nous est arrivé un professeur, opportuniste avéré, accompagné d'un autre délégué, celui-ci ouvrier et complètement d'accord avec nous. L'opportuniste disait: «Je ne crois pas à la révolution prolétarienne; j'ai lu une masse de livres; je fais aux étudiants des conférences où je leur prouve que le communisme est irréalisable, mais les ouvriers espagnols ne cessent de me rabâcher: Entre dans l'Internationale Communiste». La délégation roumaine, elle, nous a donné le spectacle amusant d'un délégué, M. Flueraș, ancien ministre, venu ici pour discuter avec nous des 21 conditions. Il fallait voir la tête dudit Flueraș, lorsque nous avons eu l'incongruité d'adopter officiellement cette résolution: «l'Exécutif propose au citoyen Flueraș de vider immédiatement les lieux, car il n'a rien de commun avec des individus comme lui». Le délégué roumain, certes, a été fixé sur notre courtoisie internationale. Mais dans les 21 conditions, il n'y a aucune clause nous obligeant à la politesse envers messieurs les opportunistes. La plupart des camarades roumains ont adopté maintenant le point de vue communiste; quoique la législation de leur pays ne leur permette pas de développer une action légale, ils sont en train d'organiser en ce moment un Parti Communiste. Tous les partis communistes des Balkans sont soumis au régime de la terreur blanche. Voyant qu'ils commencent à prendre le dessus, la bourgeoisie a engagé contre eux une lutte à mort. En somme, le processus du révolutionnement s'effectue très rapidement dans la péninsule des Balkans qui constitue

pour l'Internationale Communiste un appui des plus sérieux.

En Scandinavie, et particulièrement en Norvège, nous avons un puissant parti. La situation dans ce pays offrait un caractère spécial. Le parti avait accueilli dans son sein des syndicats entiers qui s'étaient inscrits en bloc. Nous avons dû exiger que l'on procédât à un réenregistrement des membres, afin d'exclure du parti tous les éléments douteux. En Suède, nous avons un parti issu de l'ancien groupe des socialistes de gauche qui sera bientôt épuré de ses éléments nationalistes et réformistes.

Nos camarades de Finlande ont remporté des succès particulièrement sensibles. Dans ce même pays où sévissait récemment la terreur blanche, la vieille social-démocratie a subi une défaite complète et les ouvriers se rallient par milliers au communisme. La social-démocratie ne jouit plus d'aucune autorité, même dans le mouvement syndical où nous avons la majorité, à Helsingfors et dans tout le pays. La bourgeoisie, qui usait autrefois d'un système de répression sauvage à l'égard du prolétariat, se voit réduite maintenant à tolérer la presse communiste et à laisser les ouvriers manifester ouvertement leur attachement au communisme. Voilà ce que c'est qu'une révolution prolétarienne, même vaincue. Nulle part les ouvriers n'ont été frappés aussi durement qu'en Finlande, et nulle part ils ne se sont relevés plus vite du coup qui leur avait été porté. Comme me le disait le camarade Kuusinen revenu tout dernièrement de Finlande, c'est maintenant perdre son temps que de faire de l'agitation contre la social-démocratie. La question est en réalité de savoir comment il faut s'organiser, car l'ouvrier comprend déjà — et c'est là une première étape de franchise — qu'il lui faut marcher contre la social-démocratie blanche. La révolution prolétarienne, même vaincue, est un puissant facteur de l'émancipation de la classe ouvrière.

Deux mois sur les pays anglo-saxons. Nous y sommes relativement faibles. En Angleterre, nous avons une union de groupes communistes, constituée avec grand-peine. Pendant le 11<sup>e</sup> Congrès, nous avons réuni en conférence les représentants de 8 ou 9 groupes communistes distincts. Nous avons réussi maintenant à fusionner ces groupes qui, comptant au total un peu plus de 10.000 membres, ne représentent qu'une force peu considérable. Mais il est à remarquer que les autres partis politiques, en Angleterre, sont aussi numériquement très faibles. Nous avons affaire en ce pays à une organisation mi-syndicale, mi-parlementaire qui mène par le bout du nez la classe ouvrière anglaise. Pour arriver à créer un puissant Parti Communiste, nous aurons un immense travail à effectuer au sein du mouvement syndical. Ce travail est d'ailleurs commencé et en bonne voie de progression. En Amérique, la situation est la même, avec cette différence toutefois que le Parti Communiste y est contraint à l'action clandestine. Nous avons là plusieurs groupements à tendance communiste, qui sont sur le point de fusionner. Le communisme est plus populaire en Amérique qu'en Angleterre. Nos partisans sont arrêtés par milliers, et la bourgeoisie, dans la lutte

implacable qu'elle mène contre eux, n'hésite pas à violer ses propres lois. Mais nous n'avons pas encore, en Amérique, un grand Parti Communiste.

En somme, l'Internationale Communiste est, en ce moment, à un tournant de son développement. C'est ce que notre Congrès ne doit pas perdre de vue. L'ensemble des faits et surtout la crise en Italie et en Allemagne, ainsi que l'imbrroglio de Tchéco-Slovaquie, montrent que l'Internationale Communiste, dans ses sommités, traverse une période d'indécision, d'oscillation. Et pour notre parti qui est, j'ose le dire, le fondateur de l'Internationale Communiste, ainsi que pour le X<sup>e</sup> Congrès, il importe au plus haut point que, à ce tournant, nos représentants fientent le gouvernail d'une main ferme et ne cèdent pas aux éléments qui voudraient nous faire donner de la barre à droite. Il fut un temps où les éléments chancelants du centre croyaient qu'il n'y avait rien de plus simple que de s'infiltre communistes et d'entrer dans notre Internationale, tout en continuant leur ancienne politique. Ils ont pu voir que la chose n'est pas si facile. Nous assistons maintenant à la constitution de la Deuxième Internationale et demie. Comme vous le savez, à Vienne, s'est tenue une conférence de quelques dizaines de personnes, où l'on a tenté de réunir en un tout unique les débris des groupes et partis encore existants. On est arrivé à former ainsi un amalgame de groupes divers et d'organisations isolées, restes des anciens partis opportunistes européens échappés au naufrage. Il suffit de dire que le plus fort théoricien du Congrès de la Deuxième Internationale et demie, à Vienne, était notre Martof. Il faut reconnaître en effet que, parmi l'indigence idéologique de ses collègues, Martof est véritablement une étoile de première grandeur. Il y avait à Vienne des partis appartenant à la 11<sup>e</sup> Internationale et d'autres qui en sont à moitié sortis, en un mot un rassemblement de groupes que l'histoire a impitoyablement jetés par-dessus bord. J'ai eu tout dernièrement l'occasion de lire dans un journal un article du social-démocrate suisse, Grimm, lequel se considère comme gauche et est allé également à Vienne. En bouclant sa valise, il écrivait: «Nous allons à Vienne; voilà qui n'est pas mal. Mais pourtant la situation est étrange. Qui la France va-t-elle envoyer à Vienne? La France enverra mon ami Longuet. Mais celui-ci a encore un autre ami, Renaudel, qui, lui, est resté dans les rangs du vieux Parti Socialiste. Pourquoi faisons-nous ce voyage? Nous allons à Vienne pour arriver à une entente et négocier avec l'Internationale Communiste l'adoucissement des 21 conditions». De la sorte, Longuet se rend à Vienne, ayant à sa droite son bon ami Renaudel. Mais comment Renaudel va-t-il bien mener des pourparlers sur les 21 conditions? C'est, en effet, un partisan de la bourgeoisie. Ce qui ne l'a pas empêché de s'embarquer pour Vienne. La «Deuxième Internationale» de Vienne, il va de soi, n'a aucun avenir. Sans principe, sans conscience nette de ce qu'ils veulent, sans programme, ces gens-là organisent leur Deuxième Internationale et demie, espérant que, s'ils se groupent, nous en deviendrons plus doux, plus tolérants à leur égard. Mais

l'entreprise est vouée à un krach inévitable. Toujours est-il que l'Internationale Communiste est, en ce moment, à un tournant de son développement; aussi la tâche de notre parti consistera-t-elle à ne pas laisser tourner le gouvernail à droite.

Deux mots encore sur l'Internationale Syndicale et la lutte au sein des syndicats. Comme je l'ai déjà dit, la lutte dans le mouvement syndical international bat actuellement son plein. C'est une lutte décisive, car c'est dans les syndicats que se trouvent les grandes masses ouvrières. En Allemagne, nous avons conquis toute une série de syndicats non seulement sur la social-démocratie, mais sur la social-démocratie alliée contre nous aux Indépendants de droite. En France également, nous avons remporté une série de victoires analogues. Il commence à en être de même en Italie, et il en sera de même par tout le monde. Aussi préparons-nous, pour le 1-er juin au plus tard, la convocation d'une conférence syndicale internationale, dont l'ordre du jour sera le suivant: 1) comptes-rendus; 2) rôle des syndicats dans la période de transition au socialisme; 3) syndicats, comités d'usines et soviets de députés ouvriers; 4) les syndicats et le contrôle de la production (la socialisation d'après les réformistes); 5) les syndicats et l'Internationale Communiste; 6) questions d'organisation: a) caisse internationale de grèves, b) fédéralisme et centralisme dans le mouvement syndical, c) fédérations internationales des syndicats divers; 7) élections. Le Comité Exécutif Central et l'Exécutif de l'Internationale Communiste ont décidé d'avancer la date du III-e Congrès de l'Internationale Communiste. Nous prions les camarades de soutenir cette décision, nécessitée par toute une série de raisons. Il y a tout d'abord la question italienne dont l'importance est internationale; les Italiens en appellent actuellement au Troisième Congrès, déclarant d'avance qu'ils se soumettront à sa décision. En avançant la date du III-e Congrès, nous avons toutes chances de renforcer nos rangs en Italie, c'est-à-dire dans un pays qui, après le nôtre, est le plus révolutionnaire. Ensuite nous croyons pouvoir, si rien ne nous en empêche, terminer le travail d'organisation de l'Internationale Communiste. L'ordre du jour du III-e Congrès sera approximativement le suivant:

1. Compte-rendu du Comité Exécutif.
2. La crise économique universelle et le rôle nouveau de l'Internationale Communiste.
3. La tactique de l'Internationale Communiste pendant la Révolution.
4. La période de transition (actions partielles et lutte finale, révolutionnaire).
5. La campagne contre l'Internationale Syndicale Jaune d'Amsterdam.
6. Le Soviet International des Syndicats Rouges et l'Internationale Communiste.
7. La structure intérieure des partis communistes, leurs méthodes d'action et le contenu de cette action.
8. La structure intérieure de l'Internationale Communiste (rapports avec les partis adhérents).

9. La question d'Orient.

10. Le Parti Socialiste Italien et l'Internationale Communiste (appel du Parti Socialiste Italien contre la décision du Comité Exécutif).

11. Le K. A. P. D. et l'Internationale Communiste (appel du V. K. P. D. contre la décision du Comité Exécutif).

12. Le mouvement des femmes.

13. Le mouvement de la jeunesse.

14. Election du Comité Exécutif et désignation de son siège.

15. Divers.

Jusqu'à l'heure actuelle, camarades, l'Internationale Communiste est passée dans son développement par trois périodes. La première période était, pour ainsi dire, la période embryonnaire, la période préparatoire: c'était avant le Premier Congrès, lorsque nous jetions les semences de l'Internationale Communiste sur le terrain international. La deuxième période était une période d'agitation: l'Internationale Communiste était alors une société de propagandistes qui levait son drapeau autour duquel se ralliaient les ouvriers de tous les pays. La troisième période est la période d'organisation, la période de la vie et des petites affaires intérieures. Maintenant seulement, les partis voient qu'il ne suffit pas d'affirmer leur solidarité avec le Parti Communiste, de pousser des hourras en son honneur et de soutenir ses mots d'ordre; ils commencent à comprendre que, du moment qu'ils entrent dans notre organisation, ils doivent se soumettre aux décisions du Comité Exécutif, et qu'ils ne recevront pas cette «autonomie» qui consiste à faire des m'amours avec la bourgeoisie et à la soutenir. Nous voulons avoir un parti international unique, et c'est précisément dans ce but que nous luttons en ce moment. Nos adversaires croient que Moscou veut tout prendre en main et qu'il faut l'indépendance aux partis. Nous le répétons, nous accordons aux partis l'indépendance dans toute une série de questions, mais il est un but essentiel qu'il nous faut atteindre: c'est l'organisation d'un parti mondial unique avec des sections dans les différents pays. C'est là la période d'organisation — et d'organisation sur une échelle grandiose — que nous traversons maintenant. Actuellement, camarades, il n'y a pas de villes en Europe où nous n'ayons de noyau, de groupe. J'avais tout d'abord l'intention de vous donner lecture des partis, organisations et groupes divers qui ont adhéré à l'Internationale Communiste, mais j'ai dû y renoncer parce que cette liste remplirait en caractères fins plus de 16 pages de notre journal.

✕ Nous avons maintenant des partisans sur tous les points du globe. Notre tâche n'est pas seulement de les amener à une reconnaissance formelle des idées du communisme; c'est une tâche beaucoup plus compliquée, beaucoup plus difficile, c'est la tâche de l'organisation dans le sens le plus large de ce mot. Il s'agit d'organiser des partis n'ayant aucune expérience de l'action clandestine par laquelle ont passé quantité de nos camarades, des partis n'ayant pas connu pendant des années de travail illégal l'emprisonnement et l'exil. En plusieurs pays, il est des camarades

auxquels il faut apprendre littéralement les principes les plus élémentaires de l'action conspirative. Saurons-nous, non seulement gagner à nos idées mais encore organiser, fonder en un tout unique les forces puissantes qui nous sont nécessaires pour le travail ultérieur: telle est la question qui se pose. Et lorsque se terminera cette troisième période, la quatrième commencera: la période de la bataille immédiate. Certes, ces périodes n'offrent pas entre elles une séparation rigoureuse, bien tranchée; elles sont d'un seul tenant. Actuellement, il est des pays où la troisième période touche à sa fin, il en est qui entrent déjà dans la quatrième, mais il en est d'autres qui n'en sont encore qu'à la deuxième. En tout cas, l'Internationale Communiste, dans son ensemble, est en ce moment sur le point d'achever la troisième période, laquelle comporte, en même temps qu'une foule de petites questions ordinaires, les grands problèmes de l'organisation sur l'échelle internationale, problèmes dont la solution n'est rien moins que facile. Nous venons de discuter ici les questions de l'organisation pour notre parti où, pour la plupart, nous travaillons depuis des dizaines d'années, et cela dans le même pays et dans des conditions identiques. Mais les problèmes d'organisation de l'Internationale Communiste sont beaucoup plus complexes, ils se résolvent dans un milieu international beaucoup plus hétéroclite et, par suite, dans des conditions beaucoup plus difficiles.

Il convient encore d'avancer la date du Troisième Congrès, parce que dans une résolution spéciale nous avons soutenu les communistes italiens et la gauche des communistes allemands. La voix de notre Congrès aura un écho puissant dans beaucoup de pays. Il importe au plus haut point que nous fassions preuve, à l'égard de l'Italie, de la même intransigeance que celle dont nous étions animés, lorsque nous formions le petit groupe des gauches de Zimmerwald. Nous le répétons: il ne s'agit pas de rechercher le nombre, il ne faut pas perdre la tête parce que, en Italie, nous avons été mis temporairement en minorité; il faut arriver à avoir une Internationale Communiste monolithique, coulée d'un seul bloc, et ne pas craindre de faire

attendre quelques partis encore - un an ou deux aux portes de l'Internationale Communiste, car si nous les ouvrons toutes grandes, nous laisserons peut-être l'ennemi s'introduire dans notre propre maison.

Camarades, si vous aviez lu la liste des adhésions à la III<sup>e</sup> Internationale; si vous aviez vu l'enthousiasme des ouvriers, comme j'ai pu l'observer durant les quelques jours de mon séjour en Allemagne où les mots *Internationale Communiste* produisaient l'effet d'une étincelle dans une poudrière, provoquaient une explosion, une véritable vague d'enthousiasme, de transports inouïs chez l'élite des ouvriers allemands; si vous aviez vu les mêmes faits se répéter en France, ainsi que dans l'Orient réveillé de sa torpeur; si vous aviez pu marquer sur la carte les groupes divers, les noyaux communistes, si vous aviez pu y dessiner l'immense mouvement qui a envahi les femmes et la jeunesse; si vous aviez pu, sur la carte du globe terrestre, pointer de rouge tous les endroits où nous avons des amis, tous, alors vous auriez compris que, quoique la Russie Soviétique soit maintenant encerclée par le capitalisme, il se produit en ce moment un autre encerclement parallèle, mais beaucoup plus profond: c'est nous qui encerclons la bourgeoisie mondiale tout entière et, devant cet encerclement, la bourgeoisie déjà commence à trembler. Et si nous restons fermes au poste, si nous ne modifions pas notre tactique parce que la révolution mondiale a ralenti son cours, si nous continuons cet encerclement du capitalisme, nous verrons l'Internationale Communiste aller de victoire en victoire, par tous les pays du globe.

Le camarade Lénine avait profondément raison de dire que l'Internationale Communiste est déjà devenue le facteur le plus important de la politique internationale. Si Marx le disait de la Première Internationale, nous avons, nous, encore beaucoup plus le droit de le dire de la Troisième Internationale Communiste. Elle est maintenant la plus grande puissance de l'univers...

G. ZINOVIEV.



## MATERIAUX DU X-e CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE RUSSE

## LE RÔLE ET LES TÂCHES DES SYNDICATS

(Projet de résolution proposé à l'examen, du Comité Central du Parti Communiste Russe par un groupe de membres du Comité Central et de membres de la Commission Syndicale près le Comité Central).

## I.

## Rôle des syndicats durant la dictature du prolétariat.

1. Le rôle et les tâches générales des syndicats, durant la dictature du prolétariat, ont été nettement déterminés par toute une série de décisions adoptées aux précédents congrès et conférences du parti et des syndicats. Déjà le premier congrès panrusse des syndicats qui s'était tenu au début de janvier 1918, c'est-à-dire immédiatement après le passage du pouvoir aux Soviets, avait déclaré dans sa résolution :

«Le centre de gravité de l'activité actuelle des syndicats doit être transféré dans le domaine de l'organisation de l'économie. C'est aux syndicats, basés, en tant qu'organisations de classe du prolétariat, sur le principe de la production, qu'incomba spécialement la tâche de restaurer l'industrie et de réorganiser les forces productrices du pays. La participation la plus énergique aux travaux de toutes les organisations centrales, l'organisation du contrôle ouvrier, l'enregistrement et la répartition de la main-d'œuvre, l'organisation de l'échange entre la ville et la campagne, la participation la plus active à la démobilisation de l'industrie, la lutte contre le sabotage, la mise en pratique du travail général obligatoire, etc.: tels sont les problèmes à l'ordre du jour...»

«Dans leur forme perfectionnée, les syndicats doivent devenir, dans le processus de la révolution socialiste actuelle, des organes du pouvoir socialiste, organes travaillant, en coordination avec les autres organisations, à la mise en pratique des nouveaux principes d'organisation de la vie économique.»

En 1919 déjà, le programme de notre parti fixait que «l'appareil de l'organisation industrielle doit s'appuyer tout d'abord sur les syndicats»...

«Participant déjà, conformément à l'usage et aux lois de la République Soviétique, à l'activité de tous les organes centraux et locaux de la direction de l'industrie, les syndicats—est-il dit dans le programme de notre parti—doivent désormais prendre en main la direction de l'économie populaire tout entière. Assurant ainsi une liaison étroite entre la direction étatique centrale de l'économie populaire et les grandes masses des travailleurs, les syndicats doivent amener ces dernières à participer directement à l'organisation de la vie économique.»

Le 9-e congrès (1920) du Parti Communiste Russe a déclaré :

«Les syndicats ont pour tâches principales l'organisation de l'économie et l'éducation des masses. Dans l'accomplissement de ces tâches, les syndicats ne doivent point s'ériger en organisme isolé, indépendant, mais devenir un des appareils fondamentaux de l'Etat soviétiste sous la direction du Parti Communiste... Comme le pouvoir soviétiste est l'organisation la plus vaste, concentrant en elle toute la force sociale du prolétariat, il est clair que les syndicats, au fur et à mesure du développement de la conscience communiste et du rôle créateur des masses, devront se transformer en organes auxiliaires de l'Etat prolétarien.»

C'est dans cet esprit également que les tâches générales des syndicats, durant la dictature du prolétariat, ont été déterminées par les deuxième et troisième Congrès panrusses, ainsi que par la cinquième conférence panrusse des syndicats.

Maintenant encore, conservant toutes leurs forces, ces décisions ne sont sujettes à aucune modification. La tâche du 10-e Congrès n'est pas de formuler une nouvelle théorie du rôle des syndicats durant la dictature du prolétariat, mais uniquement de déterminer les voies menant à l'application pratique desdites décisions.

2. Les conditions pénibles où se trouvèrent placés les syndicats du fait de la terrible guerre civile de trois ans, les empêchèrent de s'acquitter avec succès des tâches sus-mentionnées. Comme les autres organisations ouvrières, les syndicats durent consacrer à la satisfaction des besoins du front la presque totalité de leurs forces (1).

Néanmoins, ils jouèrent un rôle important dans l'organisation de l'économie.

Immédiatement après la révolution d'Octobre, les syndicats se trouvèrent être les seuls organes pouvant et devant, non seulement assurer le contrôle ouvrier, mais organiser la production et diriger les entreprises industrielles. Aux premiers temps de l'existence du pouvoir soviétiste, l'appareil étatique de direction de l'économie populaire n'était pas encore constitué, mais le sabotage des patrons et des techniciens imposait à la classe ouvrière l'obligation de veiller elle-même à la sauvegarde de l'industrie et de rétablir le fonctionnement normal de tout l'appareil économique du pays.

(1) En 1919 seulement, la mobilisation a touché 79 318 syndicats. Durant le premier semestre de l'année 1919, les syndicats ont mis à la disposition des organes du ravitaillement 31,000 de leurs membres. Les mobilisations successives affaiblirent les syndicats au point que les bureaux de certains d'entre eux furent privés, durant plusieurs mois, de leurs présidents et de leurs secrétaires.

Plus tard, lorsque le Conseil Suprême de l'Économie Populaire se mit à organiser la direction étatique de l'industrie, les syndicats accomplirent la même tâche *parallèlement et en union* avec les organes étatiques de la direction économique. La faiblesse desdits organes, non seulement expliquait, mais justifiait alors ce parallélisme.

Durant cette période, le travail des syndicats dans le domaine de l'organisation de la production consista principalement dans leur participation à la formation des collèges, comités centraux et comités d'administration d'usines qui, grâce au concours des syndicats, purent remplir leur rôle (1).

Mais la participation aux organes économiques des ouvriers délégués par les syndicats n'avait point un caractère régulier et—ce qui est plus grave—avait fréquemment pour résultat de détacher les mandataires de leurs commettants. C'est pourquoi les syndicats ainsi que leurs délégués n'exerçaient qu'une influence insuffisante sur la marche des travaux des organes économiques.

Pour que la collaboration ouvrière aux organes économiques donne les résultats voulus, il est indispensable que les travailleurs, délégués par les syndicats, demeurent en liaison étroite et constante avec leurs organisations et que les syndicats eux-mêmes participent, beaucoup plus qu'ils ne l'ont fait jusqu'à présent, à l'organisation et à la direction de la production.

L'interruption de la guerre civile et la concentration des efforts sur le front économique permettent maintenant d'établir une liaison effective beaucoup plus étroite entre les organes de la République Soviétique et les syndicats. La conjoncture actuelle exige impérieusement que les syndicats participent plus directement à l'organisation de la production, non seulement partiellement en déléguant leurs membres aux organes économiques, mais intégralement en tant que syndicats. Seul, le concours des masses ouvrières organisées, représentées par leurs syndicats ayant pleine et entière possibilité de déployer leur esprit d'initiative et de développer leur activité, permettra de remporter des succès appréciables sur le front économique.

Les syndicats sont, à l'heure présente, dans un état d'affaiblissement extrême, alors que la situation du front économique leur impose des obligations particulièrement étendues. Dans la période de transition actuelle, comme d'ailleurs dans toute période de transition, les tâches des syndicats sont hérissées de difficultés. Néanmoins, on ne saurait dire que les syndicats traversent une crise, qu'ils se désagrègent: au contraire, ils sont en pleine croissance. Le développement du mouvement professionnel, en Russie, passe par les mêmes stades que celui du parti et des soviets. Il s'agit de mettre les syndicats dans des conditions telles qu'ils soient à même de s'acquitter des tâches que leur impose la réalité actuelle.

(1) D'après les données du Conseil Suprême de l'Économie Populaire, dans les bureaux centraux et provinciaux dudit Conseil, dans les collèges de section, les collèges supérieurs et centraux, dans les comités de fabriques et d'usines et parmi les directeurs d'entreprises industrielles, on comptait, au 1<sup>er</sup> janvier 1921, 68 d'ouvriers, 77 d'employés et 30,7 de spécialistes.

### *Les syndicats: appui pour la dictature du prolétariat.*

3. C'est dans un pays à population rurale par excellence, que le Parti Communiste Russe doit réaliser la dictature du prolétariat. Maintenant que la paysannerie n'a plus à redouter la restauration du pouvoir seigneurial, la réalisation de la dictature du prolétariat se heurte néanmoins à de nouvelles difficultés. La condition expresse de la réalisation de cette dictature est l'existence de syndicats puissants, pénétrés d'une idée et d'une volonté uniques, de syndicats qui soient des organisations de masses ouvertes à tous les prolétaires dont elles développeront graduellement la conscience de classe.

### *Les syndicats: école de communisme.*

4. Le rôle principal des syndicats en Russie soviétique est d'être des écoles de communisme. Seul, le syndicat, par le fait qu'il s'occupe de la vie ouvrière dans tous ses détails, à l'usine et en dehors de cette dernière, peut devenir pour les grandes masses des travailleurs, même les plus arriérés, l'école primaire de formation politique.

L'immense majorité des syndiqués (sur 8.970.000 syndiqués, on compte environ un demi-million de communistes) est constituée par des sans-parti. Le communisme se forge avec le matériel humain hérité du capitalisme. Les syndicats, en Russie Soviétique, deviennent peu à peu une organisation qui englobera la totalité de la population laborieuse. Ils organisent des catégories de travailleurs qui, en régime capitaliste, n'étaient point considérés comme appartenant au prolétariat (commis de magasins, personnel des hôpitaux, artistes, etc.). Éduquer ces éléments divers, les rapprocher de l'avant-garde du prolétariat, les amener à participer à l'œuvre d'édification communiste: c'est là une des principales tâches des syndicats, en tant qu'écoles de communisme.

Pour pouvoir s'acquitter avec succès de leur rôle, les syndicats doivent, avant tout, devenir des organisations dont chaque membre participera, d'une façon consciente et active, à la vie générale du syndicat. En tant qu'écoles de communisme, les syndicats doivent entrer dans tous les détails de la vie journalière des masses laborieuses, amener progressivement les couches profondes des travailleurs à participer à l'organisation de la société nouvelle, en leur éclairant la voie à l'aide de notre programme et en les élevant peu à peu à la neutralité politique au communisme.

Par cette dénomination: «école de communisme», appliquée aux syndicats, il faut entendre que ces derniers, en Russie Soviétique, donnent également à leurs membres une éducation économique. Dans la période actuelle, les syndicats ne remplissent véritablement leur rôle qu'autant qu'ils sont les directeurs des masses prolétariennes dans l'application du communisme, c'est-à-dire dans la réorganisation effective de la vie économique sur la base des principes communistes. Seul, le syndicat qui, en Russie Soviétique, saura amener peu à peu les couches les plus arriérées des travailleurs à participer d'une façon consciente au relèvement de l'économie populaire, sera une véritable école de communisme.

C'est sur le rôle des syndicats que le 10<sup>e</sup> Congrès du Parti Communiste appelle spécialement l'attention

de ses membres. Ce n'est que par un long et incessant travail de chaque jour au sein du syndicat, que le communiste y acquerra l'autorité nécessaire et sera porté par les masses elles-mêmes au poste de dirigeant. Par un travail d'éducation patient, méthodique, opiniâtre, par leur exemple personnel, par leur talent d'organisateur, par leurs connaissances économiques et leur souci constant des intérêts matériels et spirituels des masses laborieuses, les cinq cent mille communistes faisant actuellement partie des syndicats devront gagner à notre cause les millions d'ouvriers sans-parti qui constituent l'immense majorité des effectifs syndicaux.

#### *De l'étatisation des syndicats.*

5. L'étatisation immédiate des syndicats en leur état actuel de développement serait, au point de vue politique, une faute irréparable, car elle nuirait considérablement à l'exécution des tâches sus-mentionnées.

Les syndicats occupent en ce moment, en Russie Soviétique, une situation particulière par rapport à l'Etat. A l'heure présente, ils remplissent déjà certaines fonctions ressortissant spécialement à des organes étatiques (fixation des tarifs des salaires, répartition des vivres et des vêtements, etc.). Dans l'Etat soviétique, les syndicats verront peu à peu s'élargir le cercle de leurs fonctions étatiques. Néanmoins, le Congrès déclare qu'une accélération artificielle de l'étatisation des syndicats, laquelle n'irait point de pair avec l'amélioration de la situation économique de la République Soviétique, ne pourrait qu'entraver l'action desdits syndicats, en tant qu'écoles de communisme. Ce qu'il faut, c'est que le régime soviétique conquière effectivement les organisations de masses des sans-parti, tout en leur conservant le caractère d'organisations ouvertes à tous les ouvriers, sans distinction d'opinions et de tendances politiques, de croyances religieuses ou de capacités intellectuelles.

#### *Des méthodes de persuasion et des méthodes de contrainte dans les syndicats.*

6. La méthode principale des syndicats n'est pas la méthode de contrainte, mais la méthode de persuasion, ce qui n'empêche pas les syndicats d'avoir recours, au besoin, à la contrainte prolétarienne (mobilisation forcée de dizaines de milliers d'ouvriers nécessaires au front, tribunaux disciplinaires, etc.). La reconstruction des syndicats à coups de décrets de l'autorité supérieure ne pourrait donner que des résultats désastreux. Les méthodes de la démocratie ouvrière, qui n'ont pu être appliquées que dans une très faible mesure durant les trois années de guerre civile, doivent être restaurées et appliquées, en premier lieu, dans le mouvement professionnel. Il convient tout d'abord d'établir l'électivité pour tous les organes syndicaux et de renoncer complètement au système de la nomination par en haut. L'organisation professionnelle doit être construite sur les bases du centralisme démocratique. Mais il est nécessaire, particulièrement dans la sphère du mouvement syndical, de lutter énergiquement, systématiquement pour que le centralisme et la militarisation du travail ne dégèrent pas en bureaucratisme. La militarisation du travail, qui nous est imposée par les circonstances actuelles, ne pourra porter ses fruits qu'autant que le parti, le soviét et les syndicats sauront en faire

comprendre la nécessité impérieuse pour le salut du pays aux masses laborieuses et amener au moins les couches avancées des travailleurs à participer consciemment à l'œuvre d'édification communiste.

#### *Le parti et les syndicats.*

7. Comme par le passé, c'est le parti qui, par l'intermédiaire de ses organisations centrales et locales, dirige tout le côté politique de l'action des syndicats. Les fractions communistes des syndicats sont entièrement soumises aux organisations du parti. Les rapports mutuels de ces fractions et des dites organisations sont fixés par des statuts spéciaux approuvés par le 10<sup>e</sup> Congrès du Parti Communiste Russe. Néanmoins, il ne saurait être question d'une tutelle quelconque exercée sur les syndicats par les organisations du parti ou par des camarades isolés, lesquels organisations et camarades le Congrès met instamment en garde contre toute ingérence dans le travail courant des syndicats. Le choix du personnel appelé à diriger le mouvement professionnel doit, il va de soi, se faire sous le contrôle effectif du parti. Mais les organisations du parti veilleront soigneusement à l'application intégrale des méthodes de la démocratie prolétarienne dans les syndicats, où, plus que partout ailleurs, il importe que les masses organisées choisissent elles-mêmes leurs dirigeants.

Tout en proposant pour les postes de confiance, dans le mouvement syndical, des organisateurs connaissant à fond l'économie et pénétrés de l'importance des problèmes de la production, le parti veillera à ce que les candidats soient en même temps des hommes dévoués au communisme, imprégnés de l'esprit de discipline et doués de l'expérience nécessaire au travail parmi les grandes masses ouvrières. Pas un instant, on ne devra oublier que le travail pratique des syndicats réclame une attention, un tact particuliers dans les questions de la vie journalière des masses laborieuses, questions qui peuvent, au premier abord, paraître mesquines, mais qui sont en réalité d'une importance fondamentale.

#### *Les syndicats et les sections politiques.*

8. Durant la guerre civile, le parti dut, à titre d'exception, sanctionner l'organisation des sections politiques destinées à remplacer temporairement, et jusqu'à un certain point, les syndicats. C'est ainsi que fut constituée la Centrale Politique des voies et communications. Le 9<sup>e</sup> Congrès du Parti, qui décréta la fondation de cet organe, en souligna expressément le caractère provisoire. Dans la pratique néanmoins, la Centrale Politique des voies et communications et le Comité Central des ouvriers du Transport, auquel elle donna naissance, dégèrent en organes détachés de la masse syndicale, organes revêtant un caractère d'opposition à l'organisation générale syndicale et substituant de plus en plus les méthodes bureaucratiques aux méthodes de la démocratie ouvrière. Le 10<sup>e</sup> Congrès du Parti Communiste Russe approuve la dissolution de la Centrale Politique des voies et communications, ainsi que la décision du Comité Central par laquelle le parti montre au Comité Central des ouvriers du Transport la nécessité de renoncer à ses méthodes spécifiques d'action et de se placer sur le terrain de la démocratie ouvrière. Tout en reconnaissant qu'il faut continuer à appliquer le principe des tâches urgentes dans l'exécution du plan

économique, le 10-e Congrès considère comme absolument nécessaire l'égalisation progressive de la situation des différents groupes ouvriers et de leurs syndicats respectifs, égalisation qui doit aller de pair avec le renforcement de l'organisation syndicale générale. En tant qu'organe englobant des millions de syndicats, l'Union Centrale des Syndicats Russes doit être transformée, par les efforts du parti tout entier, en une puissante organisation apte à remplir les tâches gigantesques incombant au mouvement syndical russe. Toute opposition d'une partie du mouvement syndical à l'ensemble de ce même mouvement est inadmissible; toute tentative d'un comité central quelconque de syndicat d'occuper une position spéciale dans l'organisation syndicale générale est également inadmissible. Le 10-e Congrès du Parti Communiste Russe confirme la déclaration du 9-e Congrès portant que «si le prolétariat, en tant que classe, a l'obligation de passer aux méthodes militaires dans l'accomplissement des tâches économiques, méthodes impliquant l'intensification du travail, la précision, la responsabilité, la rapidité, la discipline dans son exécution ainsi qu'une allocation exemplaire de la part des travailleurs, cette obligation incombe en premier lieu aux organes industriels en général et, par suite, aux syndicats». Il était impossible de créer l'Armée Rouge sans supprimer les anciens comités électifs. Au contraire, il est impossible de relever l'économie populaire sans développer et sans relever en même temps l'organisation syndicale. Les méthodes appliquées dans l'Armée Rouge ont prouvé leur valeur: elles nous ont donné la victoire sur la contre-révolution et permis au pays de se mettre à l'œuvre de reconstruction économique. Pour lutter avec succès sur le terrain économique, l'armée elle-même doit savoir employer les méthodes essentielles qui s'imposent dans ce nouveau domaine, c'est-à-dire les méthodes de la démocratie ouvrière.

## II.

Le Congrès croit devoir souligner que les syndicats n'ont pas encore suffisamment concentré leur attention sur les questions de l'organisation pratique de l'économie, questions qui ont déjà été étudiées et élucidées à toutes les conférences et congrès syndicaux antérieurs, qu'ils ne se sont pas encore suffisamment mis à l'accomplissement journalier des tâches économiques et que l'exécution des dites tâches est une des nécessités impérieuses de l'heure présente.

Dans la lutte contre la désorganisation économique, il ne sera possible d'obtenir des succès rapides et décisifs que si les syndicats se consacrent, beaucoup plus qu'ils ne l'ont fait jusqu'ici, aux tâches économiques et prennent une part des plus actives à l'organisation et à la direction de l'industrie.

C'est pourquoi le Congrès juge nécessaire l'application immédiate des mesures suivantes:

### *Sections économiques des syndicats.*

La généralisation systématique de l'expérience économique des masses prolétariennes organisées et la mise à profit de cette expérience, dans l'intérêt d'un plan économique unique, présupposent l'organisation de sections économiques dans les syndicats et unions syndicales. Travaillant directement à l'élaboration et à la

réalisation de ce plan économique unique, les sections économiques des syndicats sont des organes destinés à amener les grandes masses ouvrières à participer à la direction de l'économie, en Russie Soviétique.

Leurs tâches comprennent:

1) L'étude systématique des travaux des organes économiques.

2) L'inspection et le contrôle.

3) La participation à l'élaboration d'un plan économique, à la répartition des tâches économiques et à l'établissement des programmes de production.

4) L'étude technique des procédés de travail.

5) La participation à la formation des organes économiques.

6) La surveillance de l'enregistrement et de la répartition de la main-d'œuvre et des spécialistes, ainsi que le soin de veiller à l'utilisation rationnelle du matériel et des matériaux.

7) L'élaboration des méthodes et moyens de lutte contre les infractions à la discipline du travail, l'abandon du travail, le travail pour son utilité personnelle durant le temps obligatoire du travail, etc.

8) La généralisation de l'expérience technique des conférences des délégués, des comités d'usines, des noyaux de production et des différents groupes d'ouvriers dans le but d'utiliser immédiatement cette expérience par l'intermédiaire des organes économiques (sous-section du perfectionnement des formes du travail).

9) Sans créer d'organes administratifs spéciaux parallèles aux organes économiques, les sections économiques doivent avoir, pour l'accomplissement de leurs tâches, un appareil parfaitement organisé et scientifiquement outillé.

10) L'exécution des tâches sus-mentionnées a pour condition essentielle la formation de sections économiques ayant à leur base les noyaux industriels aux usines et réunissant dans leurs collèges les représentants des organisations économiques et les représentants élus par les syndicats.

### *Formation des organes économiques.*

1. Les organes de direction de l'industrie, depuis les entreprises isolées jusqu'au Conseil Suprême de l'Economie Populaire, se forment par voie d'accord entre les organes syndicaux et les organes économiques correspondants. Les candidats sont proposés par les syndicats de production et leurs unions. Il est à souhaiter que les candidatures soient préalablement examinées aux assemblées et conférences de délégués.

2. Dans le but de resserrer le lien entre les organes économiques et les syndicats, il est nécessaire d'organiser ou de renforcer la représentation des syndicats aux congrès régionaux et panrusses du Conseil de l'Economie Populaire, congrès auxquels seront tenus de participer les délégués des sections économiques des fédérations syndicales.

3. Dans le même but, en vertu des décisions des congrès panrusses, les dirigeants syndicaux devront entrer dans les organes supérieurs du Conseil de l'Economie Populaire et, réciproquement, les travailleurs desdits organes, participer à la direction du mouvement syndical.

4. Et ainsi les autres organes économiques de la République se forment également avec la participation active, immédiate des syndicats.

### *Participation des syndicats à l'élaboration d'un plan économique unique et des programmes de production.*

1. Dans le but de préparer les organes syndicaux et les masses ouvrières qu'ils englobent à prendre en mains la direction de la production, il est de toute nécessité que le Conseil Central Pannusse des Syndicats, le Comité Central des Syndicats, les conseils régionaux et les sections locales des syndicats prennent une part directe à l'élaboration du plan économique et des programmes de la production.

2. A cet effet, les syndicats ne se borneront pas à déléguer leurs représentants dans les commissions industrielles des organes économiques; ils devront encore, à des conférences, assemblées, réunions, débattre à fond les programmes de la production. Pour tout ce qui touche à l'organisation de la production, il devra particulièrement être tenu compte de l'expérience pratique des masses ouvrières.

### *Les syndicats: organes de contrôle et d'inspection.*

1. Afin d'aider les organes économiques à réaliser l'unité du plan économique, les syndicats exercent un contrôle sur la marche et l'état de la production dans les différentes industries ainsi que sur l'activité des organes régissant lesdites industries, et cela en veillant, par l'intermédiaire de leurs sections et de leurs noyaux dans les usines, à l'exécution des programmes de la production, à la réception en temps voulu du matériel, de la main-d'œuvre, etc. Afin d'éviter un parallélisme nuisible, l'Inspection ouvrière et paysanne, ne créant pas d'organes spéciaux, utilisera pour les révisions administratives et économiques isolées les noyaux des syndicats dans les usines.

2. En même temps, les syndicats veilleront à l'application effective des directives des conférences et congrès syndicaux sur le travail et la production.

3. Le contrôle et la surveillance que les syndicats, par leurs sections économiques, exercent sur l'activité des organes économiques ont pour but non seulement d'améliorer la production, mais de faire participer d'une façon directe, immédiate, les grandes masses ouvrières à l'œuvre d'édification économique et à la direction de la production.

### *L'enregistrement et la répartition de la main-d'œuvre.*

Considérant l'enregistrement et la répartition de la main-d'œuvre comme le stade préparatoire à l'organisation communiste du travail, le congrès estime que les syndicats doivent y prendre une part des plus actives et se prononce, en principe, pour la transmission de l'enregistrement et de la répartition de la main-d'œuvre tout entière au Conseil Central Pannusse et aux conseils régionaux des syndicats.

### *Les syndicats et la rémunération du travail.*

1. Posant à la base de la politique des salaires la répartition la plus égalitaire possible des objets de consommation parmi les travailleurs, les syndicats utilisent en même temps la rémunération en nature et

en espèces pour le maintien, de la discipline et l'accroissement de la productivité du travail (système des primes). A cet effet il sera nécessaire:

2. D'instituer de toutes pièces un système de ravitaillement et de répartition, dans lequel le travail des organes de ravitaillement sera coordonné avec celui des syndicats en vue de l'accomplissement des tâches pratiques du Conseil de l'Economie Populaire.

3. De veiller particulièrement à l'application, au centre et sur les lieux, du décret du Conseil des Commissaires du Peuple sur la distribution gratuite aux travailleurs des vivres et des objets de première nécessité.

4. D'augmenter le stock des produits destinés à la rémunération en nature, de façon à pouvoir, dans le plus bref délai possible, attribuer la ration renforcée à tous les ouvriers et employés des industries et institutions soviétiques.

5. D'augmenter le plus possible le stock des produits destinés aux primes en nature, de façon à appliquer le système des primes en nature non seulement dans les industries de première importance, mais dans toutes les autres.

6. Partant du fait que la nécessité oblige à maintenir temporairement la rémunération en argent du travail et que, pour une série de raisons, l'échelle de la rémunération basée sur les capacités diverses des travailleurs doit également être provisoirement maintenue, la politique des salaires doit néanmoins se guider sur le principe de la plus grande égalisation possible dans l'établissement du barème des salaires; partant, la fixation des appointements spéciaux sera incluse dans le système général de la tarification du travail.

7. En tant que mesures concrètes pour la naturalisation des salaires, il est nécessaire d'instituer par l'intermédiaire des syndicats les normes et l'ordre de la gratuité des produits, des moyens de locomotion, des logements, des théâtres, etc.

8. Les organes syndicaux et économiques doivent veiller avec une attention particulière à ce que la rémunération du travail et la répartition des objets de première nécessité correspondent exactement à la tarification du travail.

Pour l'application effective de ces mesures, il est nécessaire: a) de supprimer, au moyen de la concentration de tout le travail de tarification, dans les organes syndicaux le parallélisme des organes de tarification du travail; b) d'accorder aux fédérations syndicales régionales une plus grande liberté d'action dans l'application de la politique des salaires; c) d'obliger toutes les institutions soviétiques, civiles et militaires, à exécuter strictement toutes les décisions des organes de tarification du travail; d) d'établir, par l'intermédiaire de commissions d'estimation électorales, une liaison étroite entre les organes de tarification et la masse ouvrière, etc.; 2) d'aider par la collaboration des organisations locales du parti les syndicats à renforcer et à organiser scientifiquement l'appareil de tarification.

### *Les syndicats et les spécialistes.*

1. Pour l'utilisation rationnelle dans la production des syndiqués ayant un stage technique et une expérience administrative et économique, les sections économiques de chaque syndicat procèdent à un enregistrement qualitatif desdits syndiqués.

2. Sur la base de l'enregistrement qualitatif et de la recommandation de la section des forces techniques du syndicat et des organisations industrielles locales, le syndicat procède au choix du personnel auquel seront confiés les hauts postes administratifs et techniques.

3. Ce choix se basera sur les considérations suivantes: a) stage technique et préparation scientifique; b) aptitudes du candidat à l'exercice des fonctions dont il sera chargé; c) situation sociale antérieure; d) attitude envers le pouvoir soviétique, vérifiée par les résultats du travail du candidat dans l'œuvre de reconstruction soviétique.

### *Tâches actuelles des syndicats en matière d'organisation.*

1. Des syndicats de métier, notre mouvement professionnel a passé, au cours des trois dernières années, à l'organisation du prolétariat tout entier en 23 syndicats d'industries panrusse centralisées, embrassant tous les ouvriers, tous les employés, tout le personnel administratif et technique de toutes les branches de la production.

2. Parallèlement à cette centralisation du mouvement, le mouvement s'étendit des centres industriels aux centres provinciaux, des provinces aux districts et enfin aux arrondissements par l'organisation des secrétariats. Groupant, surtout en 1917, le prolétariat industriel, les syndicats commencèrent à embrasser en 1918 des couches nouvelles de travailleurs (santé publique, art, etc.) englobant le personnel supérieur,—d'abord celui des bureaux, puis (en 1919—1920) le personnel administratif et technique—qu'ils s'incorporèrent et réduquèrent peu à peu par la soumission à la discipline prolétarienne générale; enfin, ils attirèrent à eux les artisans et les demi-paysans (travailleurs de la campagne et de la forêt, association des bûcherons, des toubiers, etc.).

3. L'édification des syndicats amènera certainement dans un avenir prochain la réduction de leur nombre. Mais la réduction du nombre des associations et la fusion de différentes catégories de travailleurs en une union unique, qui ont joué un grand rôle organisateur en ce sens qu'elles ont supprimé le corporatisme et les frottements entre les différentes catégories des travailleurs, ont eu temporairement, au point de vue purement industriel, quelques aspects négatifs toutes les fois que certains syndicats se sont trouvés en présence non d'un seul, mais de nombreux organes économiques.

4. La disproportion du nombre des syndicats et des centres d'industrie, le manque de coordination entre leurs sphères d'action respectives sont une cause de faiblesse pour les organes économiques et font obstacle à l'influence des masses ouvrières sur les organes économiques correspondants. C'est pourquoi le 10<sup>e</sup> congrès du Parti Communiste Russe considère comme indispensable, en même temps que le regroupement de tous nos organes économiques en vue d'une meilleure coordination et d'une adaptation plus stricte aux buts poursuivis, un regroupement analogue à l'intérieur des syndicats d'industrie, après accord entre le Conseil Central Panrusse des Syndicats et le Conseil Supérieur de l'Économie.

5. En même temps que la simplification et le perfectionnement du mécanisme syndical, le rétablissement et l'affermissement de la discipline syndicale

ainsi que la stricte application du principe de la responsabilité, tant devant l'ensemble des membres que devant les organes syndicaux supérieurs, doivent être considérés comme l'une des tâches actuelles les plus importantes du syndicat.

6. Attribuant au mouvement syndical des tâches de la plus haute importance, reportant dans une certaine mesure sur les syndicats le centre de gravité du travail, dans l'intérêt du rétablissement de la production nationale, le parti et le pouvoir des Soviets doivent leur venir en aide de toute façon, afin qu'ils puissent réellement remplir leur tâche. Le mécanisme des syndicats doit être amélioré. Les organisations locales du parti et le Comité Central ont pour devoir d'aider les syndicats à rétablir, affermir, élargir et systématiser l'organisation des noyaux syndicaux, en commençant par les petits groupements de métier et les comités d'usines et en continuant par les assemblées des délégués et les conseils syndicaux provinciaux, pour arriver enfin au Conseil Central Panrusse des Syndicats. Le renforcement du mécanisme syndical au centre et sur place constitue donc une des tâches les plus importantes du parti et des organisations syndicales et soviétiques.

### *Du travail syndical dans la campagne.*

Parmi les tâches à l'ordre du jour du parti et des syndicats, il en est une qui exige, en ce moment, une très grande attention et une tension considérable des forces: c'est le renforcement des organisations et de l'influence du prolétariat urbain sur les masses laborieuses de la campagne.

Ce but ne peut être atteint que par la création dans les campagnes d'organisations assez larges, embrassant les couches de la population paysanne les plus proches du prolétariat et les éduquant dans un esprit de discipline prolétarienne.

### *La propagande industrielle.*

1. La victoire rapide et décisive de la classe ouvrière sur la désorganisation économique n'est possible qu'à condition que la masse tout entière des travailleurs se rende nettement compte de l'importance des tâches industrielles qui s'imposent à elle. C'est pourquoi la propagande industrielle devra tendre, en premier lieu, à éclairer les masses sur les problèmes économiques fondamentaux, sur les tâches urgentes (unité de plan économique) et à leur faire comprendre combien elles sont intéressées à la solution de ces problèmes.

2. Les tâches pratiques, immédiates de la propagande industrielle sont:

a) D'entraîner les grandes masses des travailleurs dans le cercle des intérêts de la production, aussi bien d'une industrie déterminée que de l'industrie dans son ensemble.

b) De grouper les masses pour l'accomplissement des tâches les plus importantes, à l'heure actuelle, dans le domaine de la production.

c) De former des groupes de choc d'initiative pour combler les vides sur le front général de la production, ainsi que dans les usines isolées et dans les différentes branches de la production (combustible, matières premières, transport, approvisionnement, etc.).

d) De restaurer, de consolider la discipline, de lutter contre la désertion du travail sous toutes ses formes (manquements, sabotage, entraves apportées à la marche des travaux, etc.).

e) De concourir à la mobilisation du travail et au retrait des différentes institutions des ouvriers, des employés et du personnel technique et administratif pour les utiliser selon leurs spécialités respectives dans les usines, les fabriques, le transport, les mines; d'aider à la formation de cadres d'ouvriers qualifiés, d'organiseurs et d'administrateurs pris dans les milieux ouvriers.

f) D'attirer à l'œuvre de construction soviétiste les forces techniques en les faisant participer par les syndicats à la réalisation du plan économique unique basé sur l'électrification et l'organisation scientifique du travail dans l'industrie.

3. Les assemblées d'usines, les conférences techniques, industrielles, de délégués; la presse, l'art, les expositions ambulantes, le cinéma, les musées d'industrie, les clubs, etc. doivent être utilisés par la propagande industrielle.

4. Le parti doit soutenir par tous les moyens la formation près le Conseil Central Panrusse des Syndicats d'un bureau panrusse de propagande industrielle, qui constituera un centre pour l'étude pratique des différentes formes de la propagande industrielle, des résultats du travail économique des syndicats et de la coopération de leurs efforts avec ceux des organes économiques, des résultats de l'application des mesures disciplinaires, etc.

### *La discipline du travail et les tribunaux disciplinaires*

1. Organes d'éducation des travailleurs dans le processus même de la production, les syndicats sont en même temps, comme l'a montré l'expérience de trois années de dictature prolétarienne, une école de discipline où l'ouvrier, l'ouvrière et l'employé apprennent chaque jour dans les questions de tarifs, de primes, de congés, de répartition des produits et des vêtements, etc., à conformer leur conduite aux intérêts généraux et à se soumettre aux directives du syndicat.

2. Du fait que certains éléments arriérés parmi les travailleurs ne se rendent pas encore nettement compte de leurs devoirs de classe et, par des infractions à la discipline, entravent l'œuvre d'éducation de la classe ouvrière en Russie Soviétiste, les syndicats sont obligés de créer des organes spéciaux de contrainte prolétarienne.

3. Les plus importants de ces organes sont les tribunaux disciplinaires et l'institut des délégués pour

la lutte contre la désertion du travail, près les syndicats.

4. Fonctionnant sur les bases fixées par les organes syndicaux supérieurs, l'institut des délégués pour la lutte contre la désertion du travail près les syndicats, sur la base des données objectives fournies sous forme de comptes-rendus journaliers par les usines et institutions aux sections économiques des syndicats, élabore et dirige l'application de toutes les mesures relatives à la lutte contre la désertion du travail sous toutes ses formes et contre les infractions à la discipline.

5. Les tribunaux disciplinaires dont les membres sont recrutés parmi les ouvriers et qui, par leur caractère et leurs tâches, constituent de véritables cours d'honneur prolétarienne tiennent leurs séances publiquement.

6. La juridiction des tribunaux disciplinaires s'étend sur tous les syndicats, depuis les simples ouvriers jusqu'aux dirigeants syndicaux et au haut personnel technique économique et administratif des industries et institutions diverses, sans exception.

On voit donc combien il importe d'organiser des secrétariats intersyndicaux dans les cantons, localités et villages, et quel rôle exceptionnel est appelée à jouer l'Union Panrusse des Travailleurs de la Terre avec ses organes locaux.

Les conseils syndicaux de gouvernement et les bureaux syndicaux d'arrondissement doivent se pénétrer de l'importance de leur travail dans les campagnes; c'est pourquoi ils doivent développer et fortifier par tous les moyens l'activité des secrétariats, dont le rôle est de rassembler les ouvriers industriels et les artisans dispersés dans les villages et d'être, dans les campagnes, les avant-postes du prolétariat urbain.

Le parti et les syndicats doivent prendre en considération l'importance exceptionnelle de l'Union Générale des Forestiers et des Travailleurs de la Terre, la soutenir ainsi que ses organes par tous les moyens et la fortifier, tant par l'attribution de secours matériels que par l'envoi de travailleurs.

Les syndicats devront rechercher des formes souples et pratiques à la fois d'organisation des couches demi-prolétariennes des campagnes; ils devront relier aux grandes unions syndicales prolétariennes les nouvelles organisations qui seront le résultat de leurs recherches et dont les intérêts généraux se confondront avec ceux de la classe prolétarienne.

*N. Lénine, G. Zinoviev, M. Tomsky, J. Roudzoutak, M. Kalinine, L. Kaméneff, A. Lozovsky, G. Pétrowsky, Arthème Serguieff, K. Staline, V. Schmidt, V. Milioutine, G. Tsyépérovitch.*

## DU RÔLE ET DE LA MISSION DES SYNDICATS

(Autre projet de résolution).

### Introduction.

Le grand débat sur les syndicats au sein du parti a déjà eu ce résultat positif de concourir à manifester nettement les divergences de vue, à écartier les désaccords fulles et les malentendus.

Le résultat en est que l'on peut noter l'existence dans le parti de trois points de vue sur la question des syndicats.

L'attitude des Dix sanctionnée en fait l'ancienne pratique du Conseil Central Panrusse des Syndicats et répu dient par là-même toute « modification radicale des méthodes et du cours du travail des syndicats », modification reconnue nécessaire dès le Neuvième Congrès du Parti. Les 10 ferment les yeux sur la grave crise du mouvement syndical qui s'avère par l'écart très considérable entre les organisations syndicales et l'économie et par le désaccord entre les méthodes et les procédés du travail syndical et la mission industrielle des syndicats.

Soulignant avec raison la nécessité de passer résolument dans les syndicats aux méthodes de la démocratie ouvrière, les Dix ferment pourtant les yeux sur ce fait que les méthodes de la démocratie au sein des syndicats, appliquées sans modification de la méthode et du rôle des syndicats dans l'Etat ouvrier, ne résolvent pas la question et ne mettent pas un terme à la crise.

En ce qui concerne ces conclusions pratiques, la plateforme des Dix, bien qu'elle nous ait fait une série de concessions, maintient et conserve, d'une façon générale, dans son entier l'isolement des syndicats par rapport aux organes économiques, avec lesquels ils ne doivent entrer en contact (ou en conflit) que de temps à autre.

La plateforme de « l'opposition ouvrière » s'inspire d'une tendance excellente et légitime la concentration entre les mains des syndicats de toute l'administration de la production, mais exprime cette tendance d'une façon indubitablement défectueuse, tant du point de vue théorique que du point de vue pratique, en déviant de plus en plus vers le syndicalisme.

Ignorant que les organes économiques se sont créés avec le concours des syndicats mêmes; que malgré leur aspect bureaucratique, ils résument l'expérience économique et organisationnelle accumulée par l'Etat ouvrier, « l'opposition ouvrière » entend passer outre à toute l'œuvre d'édification économique et, au lieu de réformer et d'ouvriériser les organes économiques constitués, tend à les remplacer mécaniquement par une représentation élue d'ouvriers qui, commençant par l'usine et la mine, irait jusqu'aux plus hautes institutions de la République.

Cette façon de résoudre la question aboutirait infailliblement—quelles que soient les intentions des auteurs de ce projet—à la particularisation des fabriques et des usines, à la ruine du mécanisme économique centralisé et de l'influence décisive du parti sur les syndicats et sur l'économie.

Notre plateforme (industrielle, par opposition à professionnelle) se base sur la reconnaissance de la profonde crise que traverse le mouvement syndical et dont les causes sont non seulement dans la restriction extrême des méthodes de la démocratie ouvrière qui s'est produite dans la dernière période, mais encore et surtout dans la situation tout à fait indécise des syndicats dans l'Etat ouvrier, dans l'affaiblissement des liens entre les organes des syndicats et de l'économie et, enfin, dans le peu d'influence des syndicats sur les organisations de la production.

Les divergences de vue secondaires concernant les méthodes de la démocratie ouvrière se sont révélées inconsistantes dans la discussion et ont été apianées. Ceci a non

seulement permis la fusion de la plate-forme industrielle avec celle du groupe intermédiaire, mais encore nous a donné le moyen de poser la question de la démocratie ouvrière dans les termes mêmes de la plate-forme des Dix. Nous avons préféré cette formule, afin qu'on ne puisse plus faire dévier à la discussion en demandant quels sont ceux qui sont pour ou contre la démocratie ouvrière. Dans ce domaine, comme nous l'avons affirmé dès le début, il n'y a pas de désaccord au sein du parti. Le Congrès n'aura qu'à sanctionner l'application toujours plus large des méthodes de la démocratie ouvrière dans tous les domaines, et tout d'abord dans les syndicats.

Nous avons donné à nos thèses la forme d'un projet de résolution que nous avons conçu à peu près sur le modèle du projet des Dix, afin de faciliter à tous les camarades l'étude et la comparaison des deux documents. Nous en avons écarté tout ce qui, tout en éclairant la question, ne pouvait pas entrer dans une résolution de Congrès. Nous avons écarté toutes les expressions qui auraient, à tort et à raison, provoqué des malentendus. C'est ainsi qu'on ne trouvera pas dans le texte de notre résolution les termes de « démocratie industrielle » qui, après avoir été facilement ou ouvertement reconnus par nos adversaires, nous attirèrent ensuite des attaques aussi vives qu'inconsistantes. Nous discutons de la chose et non des formes, de l'objet et non de son appellation. Nous avons, en un mot, fait tout notre possible pour süber les divergences de vue sur les principes et sur la pratique. A l'heure actuelle, tout membre du parti peut, au prix d'une minime dépense de temps, se rendre compte de ce qui nous réunit et de ce qui nous divise.

• •

La Commission des syndicats du Comité Central du Parti, présidée par le camarade Zinoviev, chercha tout d'abord à s'accorder avec « l'opposition ouvrière », recherche tout à fait légitime, l'opposition ouvrière, quelles que soient les exagérations inadmissibles de ses conducteurs, renfermant nombre d'excellents militants. La plateforme élaborée par la commission, loin de créer ce rapprochement, ne fit qu'approfondir le désaccord avec l'opposition ouvrière et que repousser cette dernière vers le syndicalisme.

L'opposition ouvrière—si l'on écarte sa petite sphère dirigeante—s'alimentait et s'alimente d'abord du mécontentement provoqué par la dureté de la centralisation du parti et du mécanisme soviétique à l'époque précédente, et de l'autre, d'un mouvement de protestation contre l'abaissement du rôle des syndicats dans la production. Soulignant de toute façon, et l'exagérant parfois, le prétendu désaccord concernant les méthodes militaires, la contrainte et la persuasion, les tiraillements par eux haut, le groupe Zinoviev chercha précisément à se rapprocher là-dessus de l'opposition ouvrière, faisant par contre les divergences de vue fondamentales qui l'en séparaient quant au rôle des syndicats professionnels. Et lorsqu'il fut évident que la commission présidée par le camarade Zinoviev, en défendant les méthodes de la démocratie ouvrière pour les syndicats, n'avait fait aucun pas en avant vers l'accroissement du rôle des syndicats dans la production, l'opposition ouvrière repoussa totalement cette plateforme et fit des progrès appréciables dans les organisations syndicales.

Il ne s'agit pas seulement de la croissance de la démocratie ouvrière dans les syndicats, mais aussi de l'influence croissante des syndicats dans la production, « l'école du communisme », surtout au sens de l'éducation industrielle des masses et de leurs fondés de pouvoir; la conjonction et la fusion des organes des syndicats et de l'économie; l'ouvriérisation de l'appareil économique sur les bases du rôle croissant des syndicats, l'organisation des masses;

voilà ce que nous défendons en opposition à l'imprécision des professionnels du mouvement syndical, exprimée par la plate-forme des Dix, et à la tendance syndicaliste de l'opposition ouvrière.

#### PROJET DE RÉSOLUTION.

##### Nature de la crise traversée par les syndicats.

1. Sur le rôle et la mission des organisations syndicales, à l'époque de la dictature du prolétariat, le programme de notre parti dit ce qui suit :

«Le mécanisme d'organisation de la production socialisée doit reposer, en premier lieu, sur les syndicats. Ceux-ci doivent se libérer de plus en plus de l'étroitesse corporative et devenir de vastes associations d'industrie, embrassant la majorité et bientôt la totalité des travailleurs de l'industrie donnée.

«Participant déjà, conformément aux lois de la république des soviets et à la pratique établie, à tous les organes locaux et centraux de direction de l'industrie, les syndicats doivent arriver à concentrer entre leurs mains la direction de toute l'économie nationale, considérée comme formant un tout unique. Assurant ainsi une liaison indissoluble entre l'administration centrale de l'Etat, l'économie nationale et les grandes masses des travailleurs, les syndicats doivent, dans la plus large mesure, appeler ces derniers à participer directement à la gestion de l'économie. La participation des syndicats à la gestion de l'économie et celle, par leur intermédiaire, des grandes masses à cette gestion constitue aussi le principal moyen de combattre la bureaucratiation de l'appareil économique du pouvoir des soviets et donne la possibilité d'instituer un contrôle vraiment populaire sur les résultats de la production.

2. La pensée évidente et indiscutable contenue dans le programme de notre parti, c'est que la prise de possession de la production par les syndicats—agissant sous la direction du parti et sous le contrôle de l'Etat ouvrier—n'est pas un acte unique, mais un long procès d'éducation, d'organisation et de groupement de la classe ouvrière sur les bases de l'économie socialiste en voie de création.

Ce procès, comme l'atteste l'expérience acquise, parcourt des étapes différentes, auxquelles correspondent les différentes formes de la participation des syndicats à l'organisation de l'économie.

C'est ainsi qu'après la révolution d'Octobre, la classe ouvrière—agissant surtout par les syndicats—engendra les premiers et les plus simples organes de nationalisation des entreprises.

Au fur et à mesure du développement ultérieur des institutions économiques, de leur spécialisation, etc., il arriva inévitablement qu'elles se séparèrent des syndicats, d'où des cas inévitables d'action parallèle, des compétitions, des froissements et des conflits. Les efforts des organes économiques tendent, à cette période de spécialisation et de différenciation, à faire entrer les syndicats dans des cadres définis et à limiter leur intervention dans le domaine économique.

La concentration de toutes les forces et de toute l'attention du parti sur le front agissait dans le même sens. Les problèmes économiques étaient surtout résolus par rapport aux besoins de la guerre, et ce par des mesures exceptionnelles. Les questions syndicales passaient au deuxième ou au troisième plan.

Ces deux causes essentielles—la différenciation des organes économiques et la guerre—amenèrent au désaccord entre les méthodes et les procédés de travail des syndicats et les tâches économiques qu'ils avaient à remplir,—ce que reconnut le 9<sup>e</sup> Congrès du parti.

La guerre avec la Pologne réactionnaire et Wrangel empêcha le parti de modifier radicalement les procédés et le cours du travail des syndicats, comme le voulait le 9<sup>e</sup> Congrès. En fait, la séparation des organes économiques des syndicats, et surtout des organes centraux, s'accrut considérablement au cours de l'an dernier, ce qui, s'ajoutant au désaccord sus-indiqué entre les méthodes et les tâches des syndicats, détermine la profonde crise intérieure que traverse actuellement le mouvement syndical.

3. Les plus grands efforts sont nécessaires non seulement aux militants avancés des syndicats, mais encore au parti tout entier pour animer, renover et affermir idéologiquement les syndicats dans le plus bref délai, pour créer

entre eux et les organes économiques des liens plus étroits et plus adéquats, pour coordonner les méthodes du travail syndical et les tâches économiques et assurer ainsi l'influence croissante des syndicats sur l'organisation de la production. Telle est la tâche du parti, à l'époque d'édification économique qui commence.

##### Les syndicats: appui du parti.

4. En abordant leur œuvre essentielle d'organisation économique, les syndicats doivent non seulement conserver, mais aussi développer et approfondir leur caractère d'organisation de masses de la classe ouvrière, attirant systématiquement et inévitablement à la vie de l'Etat soviétique des millions de travailleurs et jusqu'aux plus arriérés des travailleurs des villes et des campagnes.

L'Union véritable, c'est-à-dire point formelle mais vivante et consciente de millions d'ouvriers dans les syndicats, ne peut être que le fruit d'une participation active et créatrice des syndicats à la vie économique du pays.

D'autre part, ce n'est que l'initiation par les syndicats de millions de prolétaires au travail économique conscient, qui peut assurer au parti l'appui fondamental d'une classe et donner par là-même au pouvoir des Soviets la possibilité de surmonter toutes les difficultés suscitées par le manque de cohésion et la mentalité politiquement arriérée des masses formées de l'union des paysans.

##### L'œuvre économique des Syndicats (le syndicat: «école du communisme»).

5. La transformation des syndicats professionnels en syndicats d'industrie, qui n'est pas un changement de nom mais un changement de méthode, constitue la plus grande tâche de notre époque.

L'œuvre éducatrice des syndicats qui permet de les considérer comme l'école du communisme, modifie radicalement son contenu et ses méthodes. Si dans la société bourgeoise les syndicats accomplissaient leur travail éducatif surtout sur les bases de la lutte économique, ils ne pourraient, plus le faire aujourd'hui que sur les bases de l'initiation de plus en plus large des masses à l'organisation de la production.

6. Le travail quotidien considérable ou menu des syndicats, embrassant les différents aspects de la vie et des méeurs des masses ouvrières et comprenant la lutte contre la bureaucratie, contre l'arbitraire, doit et devra de plus en plus transporter son centre de gravité sur l'organisation de l'économie; les efforts faits en vue de pourvoir les ouvriers de logements, de vêtements, de livres, de journaux, de théâtres, etc., ne seront couronnés de succès que si des résultats sont atteints dans les branches d'industrie correspondantes, ce qui se rattache à la croissance du rôle des syndicats d'industrie (bâtimement, travailleurs de l'aiguille, livre, etc.) dans la production.

7. Le syndicat d'industrie doit englober tous les travailleurs nécessaires à une branche d'industrie donnée, du manœuvre à l'ingénieur pourvu des plus hautes connaissances.

Le syndicat doit recenser ses membres du point de vue industriel, de manière à avoir toujours une caractéristique assez complète et précise de la valeur productive de chaque travailleur.

Le syndicat doit de plus en plus imposer à tous les travailleurs occupant des postes administratifs et techniques des obligations définies. Le travail du syndicat doit être le complément nécessaire, obligatoire, du travail administratif-industriel.

8. La masse ouvrière doit se pénétrer de la conscience que ceux-là défendent le mieux ses intérêts qui élèvent la productivité du travail, développent l'économie, accroissent la quantité des biens matériels. Il faut que ces organisateurs et ces administrateurs soient, pour autant qu'ils remplissent les conditions politiques nécessaires, élus aux organes directeurs à côté d'ouvriers demeurant à l'établi et à côté de professionnels de l'action syndicale.

Toutes les élections, toutes les candidatures et leur soutien, etc., doivent être envisagés non seulement sous l'angle du sérieux politique, mais aussi du point de vue des capacités économiques, du stage administratif, des qualités organisatrices et du souci, prouvé par des faits, des inté-

riels matériels et moraux des masses laborieuses chez les cadres.

Les syndicats doivent soutenir et former par tous les moyens en leur pouvoir un nouveau type de professionnels de l'action syndicale, travailleurs économiques, énergiques, doués de qualités d'initiative, habitués à considérer la vie économique non au point de vue de la répartition et de la consommation, non du point de vue de qui réclame et marchandé avec le pouvoir des Soviets, mais de celui de l'organisateur et du maître.

D'autre part, les travailleurs appelés à la direction des organes économiques doivent apprendre à aborder toutes les questions industrielles, y compris les questions purement techniques, comme des questions ayant trait à l'organisation de la main-d'œuvre ouvrière chaque jour plus consciente.

9. La propagande de la production qui relève de l'éducation industrielle a pour but d'influer de nouvelles relations entre les ouvriers et la production. Si, en régime capitaliste, la pensée des ouvriers ne se développait que dans la mesure où elle s'attachait à l'état du salaire, il importe, dans les conditions actuelles, d'orienter la pensée, l'initiative et la volonté des travailleurs, avant tout, vers le perfectionnement de l'industrie et de ses organes, vers une meilleure structure et un meilleur emploi de l'outillage, vers la mécanisation du travail et le développement du machinisme, vers l'organisation scientifique du travail dans les limites de l'atelier, de l'usine, de la région, du pays, vers l'amélioration de la structure des administrations, des centres, des commissariats.

Cette agitation et cette propagande incessante, minutieuse, sans cesse renaissante sur les bases de l'expérience pratique — à faire tout d'abord par le fait et par l'exemple, en même temps que par la parole et l'écrit — doit, dès aujourd'hui, conférer sa signification la plus importante à la vie et à l'activité des syndicats. Un des critères les plus sûrs de la vitalité et de la valeur du syndical nous est fourni par le sérieux pratique et le caractère concret de sa propagande de production.

#### L'étatisation des syndicats.

10. L'étatisation des syndicats est en fait très avancée lorsqu'il s'agit de l'action du syndicat, de l'Etat sur l'ouvrier; par l'intermédiaire des syndicats, l'Etat enrégimente l'ouvrier, lui donne un travail défini, fixe la norme de son travail et le tarif de ses rétributions, le punit pour des infractions à la discipline et à l'obligation du travail.

Mais l'autre procès de l'étatisation des syndicats — l'action des ouvriers organisés par l'industrie sur l'organisation de la production — est sensiblement arriéré. Ce n'est pourtant que le développement de ce deuxième aspect de l'étatisation qui peut assurer la situation adéquate des syndicats dans l'Etat ouvrier et donner aux plus larges masses ouvrières la possibilité de se rendre compte du caractère socialiste du régime de l'obligation du travail appliqué par les syndicats, sans quoi on ne peut songer à donner un essor large et opiniâtre de l'économie.

11. La concentration progressive entre les mains des syndicats de toute l'administration de la production, telle que l'exige notre programme, signifie la transformation systématique des syndicats en institution de l'Etat ouvrier et la fusion progressive des organes des syndicats et de l'économie.

Il s'agit non de proclamer formellement les syndicats organes de l'Etat, mais de les transformer en fait en organisations industrielles embrassant chaque branche d'industrie de toute part et responsables, tant des intérêts de la production que des intérêts des producteurs.

L'étatisation n'est donc pas un acte juridique à accomplir en une fois, mais un long procès créateur qui s'accomplit par étapes correspondant au développement réel de l'éducation et de l'éducation communiste. Il convient de distinguer attentivement et minutieusement ces étapes, en tenant compte du développement général des masses et des particularités des différentes branches d'industrie. Le cours du développement peut varier selon les conditions qui nous seront faites d'une façon générale dans la période la plus rapprochée. Mais il convient que l'orientation du développement syndical soit bien nette aux yeux des militants et détermine leur progression. Il faut que l'étatisation en fait

des syndicats, au sens de l'organisation par les syndicats de la main-d'œuvre pour la production, corresponde à l'influence croissante des syndicats sur l'organisation de la production.

12. L'affermissement des syndicats dans le domaine économique constitue le moyen principal de combattre la bureaucratie. Le programme de notre parti dit que: «La participation des syndicats à la gestion de l'économie constitue le moyen principal de combattre la bureaucratification de l'appareil économique».

De la sorte, la lutte contre la bureaucratie n'est pas une question en soi que l'on puisse trancher par des méthodes d'organisation définies: elle n'est qu'une partie intégrante de la tâche des syndicats dans l'éducation industrielle des masses et dans la prise de possession en fait de la production. D'où cette conséquence particulière que, dans la lutte contre la bureaucratie, l'Etat ouvrier doit bien moins dépenser ses forces en accumulant les organes de contrôle, mieux corriger et améliorer les mécanismes économiques existants par leur jonction avec les syndicats d'industrie.

#### Des méthodes de persuasion et de contrainte dans les syndicats.

13. La méthode principale des syndicats n'est point celle de la contrainte, mais celle de la persuasion, ce qui ne doit pas les empêcher d'employer, le cas échéant, avec succès la contrainte prolétarienne (mobilisation des dizaines de milliers de syndiqués au front, tribunaux disciplinaires, etc.). La réforme par en haut des organisations syndicales est tout à fait inadéquate. Les méthodes de la démocratie ouvrière, sensiblement restreintes au cours des trois années de terrible guerre civile, doivent être en premier lieu, et le plus largement possible, rétablies dans le mouvement syndical. Il convient de réaliser avant tout, dans les syndicats, la formation par voie d'élection de tous les organes du mouvement syndical et de réduire à un minimum réellement nécessaire les nominations. L'organisation syndicale doit être édifiée sur le principe de la centralisation démocratique. Il faut en même temps, dans la sphère du mouvement professionnel, encourager l'action la plus énergique et la mieux concertée contre la dégénérescence de la centralisation et des formes militaires du travail en bureaucratie et routine administrative. La militarisation du travail provoquée par la nécessité n'a de succès que dans la mesure où le parti, les soviets et les syndicats savent faire comprendre aux masses la nécessité de ces méthodes pour le salut du pays et appeler à participer au travail d'organisation tout ou moins les éléments les plus avancés des masses laborieuses.

#### Le parti et les syndicats.

14. Considérant l'importance exceptionnelle récemment acquise par le mouvement syndical, le parti doit lui consacrer infiniment plus d'attention que par le passé et doit renforcer la direction du mouvement syndical tout entier. Cette direction consiste surtout à orienter au point de vue des idées tout le travail des syndicats et ne doit nullement devenir ni une tutelle minutieuse, ni une intervention exagérée dans leur travail courant. Les fractions communistes des syndicats au centre et sur place sont, conformément aux statuts du parti, soumises aux organisations du parti. Le choix du personnel dirigeant du mouvement syndical doit être fait sous le contrôle et l'inspiration du parti qui assure par ses fractions dans les syndicats la désignation des militants qu'il recommande aux postes de l'organisation syndicale et économique. Mais les organisations du parti doivent surtout appliquer dans les syndicats les méthodes normales de la démocratie prolétarienne, et le choix des dirigeants doit y être surtout le fait des masses organisées.

15. De la sorte, seront créées les conditions dans lesquelles les organisations du parti, tout en conservant entièrement la direction générale du mouvement, n'auront pas à intervenir dans le travail intérieur des organes syndicaux, ceux-ci, guidés par les fractions communistes, ayant la possibilité de recruter leurs militants, de les répartir, de leur assigner tel ou tel poste économique en tenant compte des préférences nécessaires déterminées par le stage et les états de travail antérieur, avec beaucoup plus d'autonomie et d'une façon mieux concertée et plus systématique.

### Syndicats et sections politiques.

16. Dans la période écoulée, alors que l'attention et les forces du parti se concentraient surtout sur les fronts, le parti dut, sous la pression des nécessités économiques, créer des organes spéciaux—les sections politiques—pour remplir d'urgence les tâches auxquelles les syndicats ne suffisaient pas. C'est ainsi que fut créé le Centre Politique de Voies et Communications, que le 9<sup>e</sup> Congrès du parti chargea « de prendre les mesures exceptionnelles qui découlent de la ruine des transports et qui auront pour but d'éviter par des mesures tout à fait urgentes leur paralysie totale et, par là, la mort de la République des Soviets ».

Le 10<sup>e</sup> Congrès constate que la tâche économique, en vue de laquelle fut créé le Centre Politique de Voies et Communications, a été par lui rempli (comme l'attestent les décisions du 8<sup>e</sup> Congrès des Soviets sur rapport du Commissariat des Voies et Communications).

17. Le Conseil Central Panrusse des syndicats, organe unissant plusieurs millions de syndiqués, doit être transformé par les efforts du parti tout entier en une organisation puissante, capable de remplir véritablement les tâches immenses qui se posent devant le mouvement syndical russe et d'affirmer l'unité et la discipline syndicale.

Le 10<sup>e</sup> Congrès confirme les déclarations du 9<sup>e</sup> Congrès: « Si le prolétariat, en tant que classe, est en ce moment devant la nécessité du travail « militamment conduit », c'est-à-dire exigeant la ponctualité la plus grande, la responsabilité, la célérité, l'intensité de l'effort et l'abnégation des travailleurs, ces devoirs s'imposent, en tout premier lieu, aux organes de l'administration industrielle en général et, par conséquent, aux syndicats. Il n'a pas été possible de former l'armée rouge sans abolir les comités élus de l'ancien type; l'économie populaire, au contraire, ne peut être élevée à la hauteur voulue sans que soit en même temps relevée et développée l'organisation syndicale sur les méthodes de la démocratie ouvrière ».

18. Le passage résolu à l'éducation ou à l'entraînement de larges masses, à la discussion par elles de toutes les questions essentielles, à l'élection du bas en haut de l'organisation, c'est-à-dire aux méthodes de la démocratie ouvrière, doit avoir lieu dans tous les syndicats.

Le 10<sup>e</sup> Congrès constate simultanément que le passage aux méthodes de la démocratie ouvrière dans les syndicats—sans modification du rôle des syndicats dans l'État ouvrier—ne suffit pas à résoudre la question de l'édification économique socialiste.

### Mesures pratiques.

19. La situation actuelle, dans laquelle le Conseil Central Panrusse des Syndicats et les comités centraux de différents syndicats d'industrie demeurent en dehors du travail économique essentiel, reflétant ainsi la situation des organisations syndicales, ne peut pas être considérée comme une situation normale. Cette situation, dans laquelle presque tout militant syndical qui s'est fait remarquer par des aptitudes organisationnelles, techniques ou économiques, se détache du syndicat, c'est-à-dire des masses, pour être absorbé par la production, cette situation doit finir.

20. Afin d'instituer des relations plus conformes au but, il faut avant tout que les syndicats participent eux-mêmes, directement, à l'élaboration des plans économiques et de leur méthode de réorganisation.

Dans l'État ouvrier, il ne peut y avoir des spécialistes de l'organisation de la production et du mouvement syndical distincts les uns des autres. Il convient d'adopter en principe général ce quiconque est utile à la production socialiste est par là-même utile au syndicat, et inversement ce tout militant syndiqué de valeur doit participer par là-même à l'organisation de la production.

L'orientation de tout le travail des syndicats dans ce sens doit devenir, dès aujourd'hui, la mission essentielle du Conseil Central Panrusse des Syndicats et des comités centraux des syndicats.

21. Afin de réaliser l'accord intérieur du syndicat d'industrie et de l'organe économique, il importe qu'ils aient tous deux une structure semblable au point de vue économique et local, c'est-à-dire qu'ils englobent les mêmes entreprises conformément à la structure et aux besoins d'une branche d'industrie donnée.

En réformant et réorganisant les syndicats, leurs sections, etc., il convient de se laisser guider non seulement par les besoins et les commodités du mécanisme syndical, mais surtout et avant tout par les besoins de l'économie.

Le 10<sup>e</sup> Congrès considère comme nécessaire la création, à cette fin, d'une commission centrale (Conseil Central Panrusse des Syndicats d'une part, Conseil Supérieur de l'Économie Populaire, Commissariat de l'Agriculture, Commissariat des Voies et Communications, de l'autre), chargée de fixer les relations correspondantes entre syndicats et organes économiques, en regroupant les uns et les autres selon les données de l'expérience industrielle.

22. Les congrès des organisations économiques et des syndicats y correspondant doivent être fixés aux mêmes lieux et aux mêmes dates. Le Congrès Panrusse des Syndicats doit avoir lieu simultanément avec le congrès des conseils de l'économie populaire; le congrès du syndicat des métallurgistes, simultanément à celui des sections de métaux, etc. La même mesure s'impose dans les districts, dans les provinces, dans les régions, etc. L'ordre du jour de ces congrès parallèles doit être fixé à l'avance, de manière à ce que le travail principal (élaboration des plans, formation d'organes) puisse se faire de concert dans des sections ou des commissions communes, aux deux congrès ou dans des assemblées plénières communes.

Il est tout à fait évident que ce mode de travail, déjà appliqué avec succès dans différents endroits, aura la plus grande importance pour rapprocher les syndicats et les conseils de l'économie populaire, pour élaborer les formes de jonction (de fusionnement) des organisations, pour écarter tout parallélisme fâcheux, pour mettre en avant des candidatures utiles, etc., etc.

23. Le caractère fortement centralisé de nos syndicats et de nos organes économiques étant donné, l'appel systématique des masses à la participation consciente à l'œuvre économique, sur la base des plans définis, n'est possible qu'à la condition que les organes directeurs des syndicats entrent eux-mêmes dans le travail économique.

Le système qui consiste à simplement déléguer des représentants des syndicats dans les organes économiques n'assure aucunement entre eux, comme le montre l'expérience, des liens d'organisation et le travail concerté. Tout le problème est cependant là. Une façon sérieuse de l'aborder, inspirée par la nature même de la cause et déjà sanctionnée, dans certains cas, par l'expérience, consiste à confier dans les syndicats et les organes économiques correspondants une partie du travail à des collaborateurs appartenant à la fois aux deux organisations et pourvus, tant dans l'organisation syndicale que dans l'organisation économique, d'une expérience plus ou moins grande.

24. Il faut que le Conseil Central Panrusse des Syndicats et le Bureau du Conseil Supérieur de l'Économie Nationale soient composés, dès maintenant, pour un tiers ou pour la moitié du nombre total de leurs membres, de personnes appartenant à la fois aux deux institutions. Il appartient aux Congrès de les composer de cette façon.

La spécialisation unilatérale des deux plus hautes instances de la production deviendra ainsi impossible. Chacune comprendra un certain nombre de collaborateurs remplissant dans la production des fonctions administratives et techniques et indissolublement attachées au travail de toute la masse prolétarienne organisée.

25. Ces deux collèges du Conseil Central Panrusse des Syndicats et du Conseil Supérieur de l'Économie Populaire tiennent périodiquement des réunions plénières et communes où ils rendent compte de leur travail, débattent et décident toutes les questions de principe de l'organisation de travail.

26. Les mêmes relations de réciprocité et d'intime coopération, établies par la participation aux deux organismes du tiers ou de la moitié de leurs membres, avec obligation de travail normal dans les deux organismes, sont instituées dans les Commissariats Économiques, dans les Centres d'Industrie et dans les Comités Centraux des syndicats y correspondant.

27. Le même principe organisateur est appliqué aux organes inférieurs de l'économie et des syndicats (ceux de la région et du district de la province et du rayon, et les métiers, les réseaux, les usines, les fabriques, etc.).

28. Dans les cas où l'organe administratif économique est fondé sur le principe de la direction impersonnelle, l'admission de l'administrateur investi de la direction personnelle dans le noyau syndical correspondant, ne serait-ce qu'avec voix consultative, est désirable.

Quand il s'agit d'un administrateur jouissant pleinement de la confiance des syndicats, il est souhaitable de le faire entrer par voie d'élection au sein du noyau syndical, où il aura voix délibérative.

S'il s'agit d'un spécialiste, dont le syndicat considère pour une raison quelconque l'admission dans son noyau comme inadmissible—même avec voie consultative—le syndicat lui adjoint un fondé de pouvoir (commissaire) qui représente le contrôle syndical sur le spécialiste administrateur.

29. Dans les usines, les mines, etc., la concomitance, en matière d'organisation et de personnes, des organes administratifs et syndicaux deviendra d'autant plus facile que les syndicats entreront plus énergiquement dans la voie industrielle et que les masses se pénétreront plus profondément, lors des élections variées, du critérium industriel. La nomination par le directeur de l'usine de l'un des membres du comité de fabrique—à la condition naturellement qu'il s'agit d'une personne convenant à cette fonction—nous apparaît comme tout à fait conforme au but poursuivi.

30. Les sections économiques des syndicats, renforcées par les meilleurs collaborateurs administratifs et techniques des institutions économiques y correspondant, doivent devenir les armes puissantes de l'amélioration de l'organisation de la production, de ses bases scientifiques, de sa mécanisation, etc.

31. Les groupements correspondants formés par les syndicats dans les usines doivent adopter une attitude définie à l'égard de la direction de l'usine, laquelle doit accorder la plus grande attention à toutes les propositions ayant trait à l'organisation et à la technique, présentées par l'intermédiaire du noyau syndical, et doit périodiquement rendre compte, autant que possible devant l'assemblée générale des travailleurs de l'usine, du parti qu'elle en tire.

32. La répartition de la main-d'œuvre, la protection du travail, l'établissement des normes et tarifs sont transmis aux organes du syndicat. Ceux-ci accompliront d'autant plus facilement ce travail de la plus haute importance, qu'ils seront plus étroitement rattachés aux organes économiques employés à la main-d'œuvre.

*Note.* Le Commissariat du Travail est supprimé, ses principales fonctions étant transmises aux syndicats.

33. Les conflits entre les ouvriers et les organes économiques, dans le domaine de la production, sont exclusivement du ressort des syndicats, responsables devant l'État ouvrier et paysan.

34. Tous les spécialistes sans exception doivent passer par le filtre des syndicats. L'expérience totale du passé et celle de la guerre civile qui s'achève nous contraignent à diviser, à titre d'exemple, les spécialistes en trois catégories:

- 1) à éprouver (ceux qui étaient hier avec Koltchak, Wrangel, etc.);
- 2) sympathisants;
- 3) syndiqués jouissant de la plénitude des droits afférents à cette quantité.

Seuls, les spécialistes appartenant à la dernière catégorie peuvent occuper des postes responsables, sans adjonction de commissaires. Les spécialistes appartenant à la deuxième catégorie ne peuvent occuper ces postes que sous le contrôle des commissaires désignés par le syndicat. Les spécialistes appartenant à la première catégorie ne peuvent être que les aides ou les conseils d'administrateurs, membres du syndicat. La qualité de membre du syndicat aura, de la sorte, dans la production une grande valeur et exercera une action aussi bienfaisante sur la conscience des ouvriers que sur la conscience des spécialistes.

35. La compétence des tribunaux disciplinaires organisés par les syndicats s'étend à tout le personnel administratif, membres ou non des syndicats.

36. Le pouvoir unipersonnel dans les entreprises industrielles reste la loi inébranlable, pour toute la durée de la période de transition, en dépit de l'existence parallèle, dans une certaine mesure, des syndicats d'industrie et des organes économiques. Le pouvoir administratif appartient à une administration établie en tenant compte de ce fait. Mais la façon même de former cette administration, celle de former les candidats à ses postes, de même que ses relations avec les syndicats et l'atmosphère industrielle dans laquelle elle travaille, doivent de plus en plus la transformer en organe

administratif-économique, constitué à cette fin par le syndicat. La question de l'intervention ou de la non-intervention des syndicats dans la gestion de la production est ainsi appelée à recevoir une solution définitive.

37. Il n'y a pas et il ne peut y avoir, en matière d'organisation, de schéma embrassant toutes les possibilités de relations réciproques entre organisations économiques et syndicales dans la période de transition. Dans ce domaine, l'action créatrice, l'initiative, les combinaisons de personnes et d'organisation correspondant aux conditions posées dans chaque cas, sont nécessaires. Mais toutes ces expériences doivent se faire à la lumière d'un but unique:

Former et faire ressortir, parmi les professionnels du mouvement syndical, des spécialistes de l'action économique de la production, de l'administration.

Rapprocher et faire coïncider, en matière d'organisation, syndicaux et organes économiques.

Faire la somme de ce qu'il y a de commun dans leur travail et créer les conditions qui doivent leur permettre d'en effectuer cette part de concert.

Tendre systématiquement à élargir de plus en plus cette partie commune du travail, afin qu'elle finisse par embrasser l'activité tout entière des organes en question, occasionnant ainsi la fusion définitive du syndicat et des organes économiques.

38. En développant de toutes parts ce système, en rattachant de plus en plus étroitement les fonctions responsables au sein des syndicats aux fonctions responsables dans la production, nous arriverons, tôt ou tard, à une situation dans laquelle le syndicat embrassant complètement un domaine de la production, formera par une combinaison d'élection et de choix tout le personnel administratif-économique appelé à établir la concordance entre toutes les branches de l'économie, sous le contrôle et la direction générale de l'État ouvrier.

39. La question des rapports entre organes économiques et syndicaux peut être résolue beaucoup plus tôt dans certains domaines économiques que dans d'autres.

La politique du Conseil Central Panrusse des Syndicats et des organes économiques doit être soumise à cet égard, s'inspirer de la situation concrète de chaque branche d'industrie et ne peut aucunement se donner pour but le nivellement mécanique de tous les syndicats et de toutes les branches de l'économie.

L'unité et la solidarité de la classe ouvrière ne souffriront aucun préjudice, si les industries plus ou moins avancées dépassent, dans l'édification socialiste, des industries retardataires, leur donnent des modèles et hâtent ainsi leur révolution.

En particulier, certains syndicats mieux préparés que les autres peuvent, dans un avenir rapproché, préhérer la direction de l'industrie correspondante, à la condition de se conformer au programme élaboré pour l'État tout entier, d'en remplir les tâches et de demeurer, en ce qui concerne la production de même que tous les organes économiques, sous l'autorité du Bureau du Conseil Supérieur d'Économie Populaire.

40. Dans le domaine de la production, le principe des «industries de choc» demeurera longtemps encore décisif: ce n'est qu'après avoir traversé cette phase, que nous atteindrons, dans les principales branches de l'économie, la proportionnalité nécessaire.

Dans le domaine de la consommation, c'est-à-dire dans celui des conditions d'existence des travailleurs, il est nécessaire de tendre au nivellement en s'efforçant d'assurer à tous les ouvriers un minimum de salaire en argent et en nature qui leur permette de vivre.

Ce n'est que dans ces conditions que le système des primes basées sur des normes de travail bien vérifiées, et dont le bon fonctionnement serait assuré par un fonds nécessaire, pourra devenir un puissant levier pour élever la productivité du travail.

41. Les questions de la vie personnelle et des mœurs des ouvriers doivent faire l'objet de l'attention particulière de chaque syndicat. En dépit de toutes les difficultés économiques de notre pays, d'assez larges possibilités d'amélioration du logement, du vêtement et de l'alimentation des ouvriers se présentent à nous, étant donnés les concours des organes soviétistes locaux, l'initiative des ouvriers et des ouvrières et l'introduction du principe collectiviste dans les mœurs (maisons communes, réflexions communes, pou-

donnières, ateliers de réparation en camaraderie, etc.). Tout militant responsable du syndicat a pour devoir de rechercher les moyens d'améliorer les conditions d'existence des ouvriers et de faire connaître périodiquement, tant aux instances supérieures des syndicats qu'à la presse syndicale, les mesures prises et les résultats acquis.

**Projet présenté par**

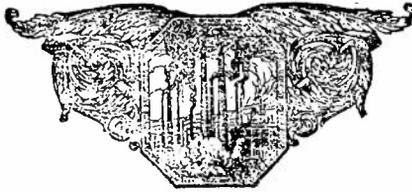
*Les membres des Conseils Centraux des syndicats russes et les militants du mouvement syndical:* N. Boukharine, A. Andreev, F. Dzerjinsky, N. Krestinsky, F. Préobraïensky, Ch. Rakovsky, L. Sérébrnikov, L. Trotsky.

*Les membres du Comité Central du Parti Communiste Ukrainien:* G. Piulakov, F. Kohn, V. Avérine, P. Kine.

*Les membres du Bureau du Conseil Central Panrusse des Syndicats:* A. Holzmann, N. Ivanov, V. Kassior.

*Les membres des Conseils Centraux des Syndicats russes et les militants des Syndicats:* Goutévitch, Kalnine, Soudik, J. Axelrod, Tchérépov, A. Amossov, E. Boumajny, A. Rosenholz, I. Chélékhès, M. Kharitonov, A. Padérine, Gaévsky, Khroulev.

*Les militants de Moscou:* I. Larine, G. Sokolnikov, V. Yankovleva, V. I. Soloviev, Minkov, Feldmann, Lisitsyn, M. I. Rogov, Droïne, V. Likhatchev, Lavrov, Gorioutine, I. Khlopliankine, Halperstein, N. Merkoulou, M. Sovietnikov.



## LISTE DES ORGANISATIONS

(Partis, Fractions, Syndicats et Jeunesses) ayant accepté les 21 conditions et adhéré à l'Internationale Communiste, à l'Internationale Communiste de la Jeunesse et à l'Internationale Syndicale Rouge, (1) après la clôture du Congrès mondial de l'Internationale Communiste (mi-août 1920).

### A. Partis et Groupes Socialistes

#### I. GRANDE-BRETAGNE.

1) Constitution du Parti Communiste Ecossais, conformément aux principes de l'Internationale Communiste. (*Daily Herald*, N° 1466, 6/1).

2) Le Parti Communiste de Grande-Bretagne adopte sous réserve le programme de l'Internationale Communiste. (*D'après les journaux anglais*).

3) Le Parti Communiste (Section anglaise de l'Internationale Communiste, groupe S. Pankurst) déclare entrer dans l'Internationale Communiste tout en conservant son caractère d'opposition de gauche. (*D'après les journaux anglais*).

4) Formation d'un Parti Communiste Ouvrier, à Glasgow, le 11 IX. (*D'après les journaux anglais*).

5) La section londonienne de l'Independent Labour Party d'Angleterre, à une majorité de voix, se prononce pour l'adhésion à la III-e Internationale. (*Rotte Fahne*, Vienne, N° 522, 28 I—21).

6) Au Congrès de Leeds du 29-30 janvier, le Parti Communiste Anglais, le Parti Communiste Ecossais (Sylvie Pankurst), les comités d'usines et une série de groupes communistes isolés s'unissent en un Parti Communiste Unifié de Grande-Bretagne. (*The Communist*, 4/II).

#### II. ÉTATS SCANDINAVES.

1) A la conférence de Stockholm (17—21 X), le Comité Exécutif (Arbetsutskott) et le Bureau du parti (Representatskap) par l'adhésion des représentants des organisations du parti adoptent, par 13 voix délibératives contre 2 et 26 voix consultatives contre 6, les 21 conditions tout en se réservant le droit

de présenter au prochain congrès un projet de modification de détails.

2) A la Conférence de Christiania (30—31 X), le Parti Ouvrier Norvégien, par 280 voix contre 32, se prononce pour l'Internationale Communiste. Le Comité Central du Parti, par 20 voix contre 3, adopte les 21 conditions. (*F. D. P.*, N° 255, 2/XI).

3) Au congrès extraordinaire des représentants de 43 organisations à Fredericia (1/XI), la gauche du Parti Socialiste Danois décide à l'unanimité d'adopter les 21 conditions et de s'appeler désormais «Parti Communiste Danois». (*F. D. P.*, N° 239, 20 XI).

4) A Göteborg, l'organisation de la gauche du Parti Socialiste Suédois, par les 2/3 des voix, adopte une résolution d'adhésion sans réserve, à la III-e Internationale. (*Internationale*, N° 34, 4/XI).

5) L'organisation du parti de Hallingsås ainsi que le club de la jeunesse adoptent la résolution de Ström (adhésion sans réserve à la III-e Internationale). (*F. D. P.*, N° 284, 6/XI).

6) A Hudiksvall, l'organisation du parti, le club féminin et le club de la jeunesse communiste adoptent la résolution de Ström. (*F. D. P.*, N° 282, 3/XI).

7) Adoption, à un meeting à Ronneby, de la résolution de la majorité de la conférence de Stockholm (adhésion à la III-e Internationale). (*F. D. P.*, N° 257, 4/XI).

8) A Exkilstoun, adoption de la résolution de la majorité. (*F. D. P.*, N° 272, 22 XI).

9) Par 180 voix contre 6, l'organisation de Stockholm adopte la résolution de la majorité. (*F. D. P.*, N° 279, 30/XI).

10) A Andebol, la résolution de la majorité est adoptée à l'unanimité. (*F. D. P.*, N° 263, 2/XI).

11) A son assemblée à laquelle assistaient les représentants de 4 organisations (environ 100 délégués), le district de Veriland adopte à

(1) Cette liste est assurément très incomplète. On en trouvera à la fin de ce numéro le complément pour l'Italie, l'Allemagne et la Norvège.

l'unanimité la résolution de la majorité.

12) Par 3 voix contre 2, le Comité du Parti du district de Smoland rejette, sans examen préalable, les 21 conditions. Néanmoins, l'assemblée des représentants de 19 organisations, par 12 voix contre 7, affirme sa solidarité avec la majorité de Stockholm.

13) L'assemblée des représentants des organisations du parti de la ville de Christiania, par 148 voix contre 58 (opposition de droite: 13 voix), adopte la résolution de la majorité de la conférence du parti.

14) A un meeting, à Trondheim, l'assistance (1000 hommes), à l'unanimité moins 6 voix, se prononce pour la résolution de la majorité.

15) A Stavanger, l'assemblée des délégués des organisations du parti (opposition de droite: 58 membres), par 180 voix contre 51, adopte la résolution de la majorité (mais sans changement de nom du parti).

16) Les Jeunesses de Skien, à l'unanimité moins deux voix, adoptent la résolution de la majorité.

17) L'assemblée du district de Jevnaker, à l'unanimité des voix moins 8, adopte la résolution de la majorité (mais sans changement de nom du parti).

18) A son assemblée, l'organisation de Karlstad, à l'unanimité moins 6 voix, rejette la proposition de sortir de la III-e Internationale et adopte la résolution de la majorité.

19) L'organisation d'Ovre-Okep, à l'unanimité moins 3 voix, adopte la résolution de la majorité.

### III. ALLEMAGNE.

1) Les étudiants socialistes de Berlin se divisent en deux groupes: Social-Démocrate et Communiste.

2) Le parti socialiste de la Haute-Silésie accepte les 21 conditions.

3) Au congrès de Halle, la gauche des Indépendants d'Allemagne, comprenant la

majorité des membres du parti, opère la scission et fusionne au congrès du 4/XII avec le Parti Communiste Allemand.

4) A la conférence pan-germanique (Leipzig 1/XI), l'Union de la Jeunesse Socialiste Prolétarienne décide, à une majorité de 10 voix, sa suppression en tant qu'organisation distincte, en fusionnant avec l'Internationale Communiste de la Jeunesse et, par là-même, son adhésion à l'Internationale Communiste.

### IV. SUISSE.

1) Par 46 voix contre 1, l'organisation socialiste de Ruti se prononce pour les conditions de Moscou.

2) Parti Socialiste Suisse. Les 3 Sections de Berne se prononcent pour les 21 conditions. Par 21 voix contre 18, le Comité de la section de Zurich vote l'adhésion à l'Internationale Communiste et l'acceptation des 21 conditions.

3) Par 178 voix contre 97, le congrès extraordinaire du canton de Zurich adopte les conditions de Moscou.

4) Le Parti Socialiste Suisse refusant d'adhérer à la III-e Internationale, la gauche de la Social-Démocratie abandonne le parti et tient, le 22 novembre, à Bâle, son congrès constituant.

5) Par 44 voix contre 9, les socialistes de Genève se prononcent pour l'adhésion à la III-e Internationale, mais en demandant la révision des 21 conditions.

6) Les socialistes de Bâle se prononcent pour les 21 conditions.

7) A leur congrès, les socialistes du canton de Lucerne, par 51 voix contre 31, votent l'adhésion à l'Internationale Communiste sur la base des 21 conditions.

8) A l'unanimité moins une voix, les socialistes de Schallhouse votent l'adhésion à l'Internationale Communiste.

### V. FRANCE.

1) A une majorité des 5/6 des voix, le Congrès de la

(F. D. P. N° 284, 6/XI).

(Sozial-Demokrat, Norvège, N° 269, 19/XI).

(Sozial-Demokrat, N° 272, 23/XI).

(Sozial-Demokrat, 281, 3iXII).

(Sozial-Demokrat, N° 255, 8/XI).

(Sozial-Demokrat, N° 259, 8/XI).

(Sozial-Demokrat, N° 280, 2/XII).

(Sozial-Demokrat, N° 280, 2/XII).

(Avanti, N° 261, 1/XII).

(International Berlin, 25/XI, Pravda, N° 269, 30/XI-1920). (Journaux allemands).

(Rote Fahne, N° 236, 1/XI, 1920).

(Avanti, 10/XI et 13/XI, 1920).

(Avanti, N° 278, 20 X, Humanité, 19/XI).

(Rote Fahne, N° 263, 18/XII).

(International, N° 21, 21 XI et N° 36, 6 XII).

(Tribuna, N° 28, 2/XI).

(Avanti, 17 XI).

(Avanti, 30 X).

(Rote Fahne, N° 225, 4/XI).

Fédération des Jeunesses socialistes de la Seine vote l'adhésion à l'Internationale Communiste.

2) A la dernière séance (Pravda de Moscou N° 247, 4/XI. L'Humanité 25/X. Rote Fahne N° 451, 3/XI. Avanti 31/X). de leur Congrès de Paris, les Jeunesses socialistes de France voient l'adhésion à l'Internationale Communiste, par 5443 voix contre 1958.

3) Le Congrès National de l'Association Républicaine des anciens combattants (A. R. A. C.) se prononce pour l'adhésion à la III-e Internationale.

### (Résultat des scrutins pour le Congrès National de Tours).

#### 1. Département de la Seine.

1) Par 376 voix contre 83, (L'Humanité 25/XI). la 20-e Section de la Fédération de la Seine vote l'adhésion à la III-e Internationale (24 X).

2) Par 206 voix contre 13 et 6 abstentions, la section du Pré Saint-Gervais vote l'adhésion à la III-e Internationale (25 X).

3) Par 74 voix contre 8 et 6 abstentions, la 4-e section de la Fédération de la Seine vote l'adhésion pure et simple à la III-e Internationale (6.XI).

4) 12-e section de la Fédération de la Seine: pour l'adhésion pure et simple, 264; pour la motion d'adhésion avec réserves, 32; pour la motion Blum-Meyer, 6.

5) Par 50 voix contre 10 à la motion d'adhésion sans réserves, la section d'Arcueil-Cachan vote l'adhésion pure et simple à la III-e Internationale.

6) Par 154 voix contre 8 à la motion d'adhésion avec réserves, la section de Suresnes vote la motion d'adhésion pure et simple à la III-e Internationale (7/XI).

7) A l'unanimité, la section de Neuilly-en-Thelle vote la motion d'adhésion pure et simple à la III-e Internationale.

8) Par 43 voix contre 13 à la motion d'adhésion avec réserves et 2 abstentions, la section de St-Maur vote la motion d'adhésion pure et simple à la III-e Internationale. (L'Humanité 12/XI).

9) Par 77 voix contre 16 à la motion d'adhésion avec réserves, la section de Chantilly vote la motion d'adhésion pure et simple à la III-e Internationale (12/XI).

10) 18-e section de la Fédération de la Seine: pour la motion d'adhésion pure et simple, 212; pour la motion d'adhésion avec réserves, 47; contre l'adhésion, 37 (1/XI).

11) 9-e section de la Fédération de la Seine: pour l'adhésion pure et simple, 1222; pour la motion Longuet-Faure, 7 (8/XI). (L'Humanité 9/XI).

12) 10-e section de la Fédération de la Seine: pour l'adhésion pure et simple, 134; pour la motion Longuet-Faure, 61; contre l'adhésion, 28.

13) 11-e section de la Fédération de la Seine: pour l'adhésion pure et simple, 248; pour la motion Longuet-Faure, 47; contre l'adhésion, 3 (6/XI).

14) 11-e section de la Fédération de la Seine: pour la motion Frossard, 271; pour la motion Longuet-Faure, 55; pour la motion Loris, 10; pour la motion de la Vie Sociale, 8; abstention, 1. (L'Humanité 9/XI).

15) Section du Kremlin-Bicêtre: pour l'adhésion pure et simple, 77; pour la motion Longuet-Faure, 17; contre l'adhésion, 9 (4/XI).

16) 2-e section de la Fédération de la Seine: pour l'adhésion pure et simple, 123; pour la motion Longuet-Faure, 7; pour la motion Blum-Paoli, 10. (L'Humanité 17/XI).

17) Section de Bry-sur-Marne: pour l'adhésion, à l'unanimité. (L'Humanité 18/XI).

18) Section de Choisy-le-Roy: pour l'adhésion pure et simple, 126; pour la motion Longuet-Faure, 13; pour la motion Blum, 2.

19) Section de Fontenay-sous-Bois: pour l'adhésion pure et simple, 108; pour la motion Longuet-Faure, 2; pour la motion amendée, 10; pour la motion Blum, 4.

20) Section Clichy: pour l'adhésion pure et simple, 173; pour la motion Longuet-Faure, 8; pour la motion Blum, 2. (L'Humanité 19/XI).

21) Section de Montreuil: pour l'adhésion pure et simple, 178; pour la motion Lon-

quet-Faure, 71; pour la motion Blum, 1; abstentions, 115.

22) 5-e Section de la Fédération de la Seine: pour l'adhésion pure et simple, 103; pour la motion Longuet-Faure, 18; pour la motion Blum, 32. (L'Humanité 20/XI).

23) Section d'Ivry: pour l'adhésion pure et simple, 108; pour la motion Longuet-Faure, 22; abstention, 1.

24) Section de St-Etienne: pour l'adhésion pure et simple.

25) Section de Mouchard: (L'Humanité 21/XI). pour l'adhésion pure et simple.

26) Section de Lons-le-Saulnier: pour l'adhésion pure et simple.

27) Section de Nogent-sur-Marne: pour l'adhésion pure et simple, 24; pour la motion Longuet-Faure, 8; contre l'adhésion, 2.

28) Section de St-Gobains: pour l'adhésion pure et simple, 29; pour la motion Longuet-Faure, 124; contre l'adhésion, 2. (L'Humanité 21/XI).

29) 14-e section de la Fédération de la Seine: pour l'adhésion pure et simple, 395; pour l'amendement Heine-Leroy, 137; pour la motion Blum, 117; pour la motion Longuet-Faure, 33.

30) Section de Courneuves: pour l'adhésion, à l'unanimité.

31) Section de Sceaux: pour l'adhésion pure et simple, 30; pour la motion Longuet-Faure, 20; pour la motion Blum, 8.

32) Section de St-Mandé: pour l'adhésion pure et simple, 34; pour la motion Longuet-Faure, 11; pour la motion Blum, 6.

33) Section de Nogent-sur-Seine: pour l'adhésion pure et simple, 271; pour la motion Longuet-Faure, 104. (L'Humanité 28, XI).

34) Section de Bacalanche: pour l'adhésion pure et simple.

35) Section de Morlaix: pour l'adhésion, à l'unanimité.

36) Section de Caroubles: à l'unanimité.

37) Section de St-Saulge: pour l'adhésion, à l'unanimité.

38-40) Trois autres sections locales: pour l'adhésion, à l'unanimité.

## 2. Département de Seine-et-Oise.

1) Section de Nanterre: (L'Humanité 11/XI). pour l'adhésion pure et simple, 43; pour la motion d'adhésion avec réserves, 9.

2) Section de Beauchamp: (L'Humanité 17/XI). pour l'adhésion, à l'unanimité.

3) 4-e secteur: pour l'adhésion, à l'unanimité. (L'Humanité 21/XI).

4) Section de Beaujour: (L'Humanité 20/XI). pour l'adhésion, à l'unanimité.

5) Section de Corbeil: pour l'adhésion pure et simple, 94; pour la motion Longuet-Faure, 7, pour la motion Blum, 2.

6) Section de St-Ouen: (L'Humanité 27/XI). pour l'adhésion pure et simple, 159; pour la motion Longuet-Faure, 32; pour la motion Blum, 6.

7) Section de Crosut: pour l'adhésion pure et simple, 21; pour la motion Longuet-Faure, 2; abstentions, 9.

## 3. Département de l'Hérault.

1) Section de Béziers: pour l'adhésion pure et simple, 58; pour la motion d'adhésion avec réserves, 16; contre l'adhésion, 16. (L'Humanité 12/XI).

2) Section de Montpellier: pour l'adhésion pure et simple, 38; pour la motion Longuet-Faure, 2; pour la motion Blum, 3; abstentions, 2.

3) Section de Murviel: (L'Humanité 7/XII). pour l'adhésion.

## 4. Département de l'Yonne.

Section de Villeurbanne: (L'Humanité 18/XI). pour l'adhésion pure et simple, 103; pour la motion Longuet-Faure, 37.

## 5. Département de Seine-et-Marne.

Section de Coulomiers: (L'Humanité 18/XI). pour l'adhésion, à l'unanimité.

## 6. Département du Nord.

1) Section d'Onnaing: (L'Humanité 21/XI). Commission administrative, pour la motion Cachin-Frossard.

2) Section de Guélemme: pour l'adhésion, à l'unanimité.

3) Section d'Axtaing: pour l'adhésion, à l'unanimité moins 6 voix. (L'Humanité 21/XI).

4) Section de Lallongue: (*L'Humanité* 28/XI).  
pour l'adhésion, à l'unanimité.

5) Section de Denain:  
pour l'adhésion, à l'unanimité  
moins 6 voix.

6) Section d'Onnaing: pour  
l'adhésion, à l'unanimité moins  
2 voix.

#### 7. Département de la Vienne.

Section de Cannes-la-Becca: (*L'Humanité* 21/XI).  
pour l'adhésion, 12;  
abstentions, 2.

#### 8. Département de la Creuse.

Section de Sulaunis-le-Champ: pour l'adhésion, à  
l'unanimité.

#### 9. Département de la Haute-Garonne.

Section d'Illian Dodon: (*Le Populaire* 13/XII).  
pour l'adhésion, à l'unanimité.

#### 10. Département de la Haute-Loire.

1) Section de Chazelles: (*L'Humanité* 18/XI).  
pour l'adhésion, à l'unanimité.

2) Section de Chalette (Loiret): (*L'Humanité* 7/XII).  
pour l'adhésion, à  
l'unanimité.

#### 11. Département de la Nièvre.

1) Section de La Charité: (*Le Populaire* 7/XII).  
pour l'adhésion, à l'unanimité.

2) Section de La Machine:  
pour l'adhésion, à l'unanimité.

3) Section de Verneuil:  
pour l'adhésion.

#### 12. Département des Vosges.

1) Section d'Épinal: pour  
l'adhésion, 4 mandats, 16 voix;  
pour la motion Longuet-Faure,  
1 mandat, 4 voix.

2) Section de Ramontan:  
pour l'adhésion, à l'unanimité  
moins une voix.

3) Section de Gérardmer:  
pour l'adhésion, 18 voix; pour  
la motion Longuet-Faure,  
1 voix.

#### 13. Département de la Haute-Marne.

Section de la Motte  
d'Aveignan: pour l'adhésion,  
à l'unanimité.

#### 14. Départements divers.

1) Section de Strasbourg: (*Pravda de Moscou*  
pour l'adhésion pure et simple  
à la III-e Internationale (radio  
de Lyon).

2) L'Assemblée des sections  
du Pas-de-Calais se  
prononce par 600 voix pour  
l'adhésion à la III-e Internationale.

3) Section de Lille: pour  
l'adhésion, à l'unanimité (1/XI).

4) Section de Rivesaltes:  
pour l'adhésion, à l'unanimité.  
(*L'Humanité* 18/XI).

5) Section de Drancy:  
pour l'adhésion: à l'unanimité.

6) Section de Massy: pour  
l'adhésion, à l'unanimité.

7) Section de Ruelle (dé-  
chération de la Charente): pour  
l'adhésion pure et simple, 110;  
pour la motion Longuet, 40.

8) Section de Metz: pour  
l'adhésion pure et simple, 24;  
pour la motion Longuet-Faure,  
2; pour la motion Blum, 3; abs-  
tentions 2.

9) Section de Bagneux: (*L'Humanité* 20/XI).  
pour l'adhésion pure et simple  
25; pour la motion Longuet-  
Faure, 9; abstention, 1.

10) Section de Cannes: pour  
l'adhésion à l'unanimité, 41.

11) Section de Mulhouse: (*L'Humanité* 21/XI).  
pour l'adhésion pure et simple,  
159; pour l'ajournement de la  
motion d'adhésion, 61.

12) Section de Fécamp  
(Seine-Inférieure): pour l'adhé-  
sion, à l'unanimité moins 2  
voix.

13) Section de Douai: à  
l'unanimité moins 4 voix.

14) Section d'Épernay: pour  
l'adhésion pure et simple, 34;  
pour la motion Longuet-Faure,  
1; pour la motion Blum, 1.

15) Section de Aulnoy-les-  
Valenciennes: pour l'adhésion,  
à l'unanimité.

16) Section de Valenciennes:  
pour l'adhésion, à l'unanimité.

17) Section d'Anzin: pour  
l'adhésion, à l'unanimité moins  
4 voix.

18) Section d'Anterre: pour  
l'adhésion, à une grosse ma-  
jorité.

19) Section de Segré: pour l'adhésion, à une grosse majorité. (*L'Humanité* 7/XII).

20) Section de Berck-Sur-Mer: pour l'adhésion, 57; contre l'adhésion, 17. »

21) Section de Melun: pour l'adhésion pure et simple, 57; pour la motion Longuet-Faure, 13. »

22) Section de Bourguoin (Fédération de l'Isère): pour l'adhésion pure et simple, 53; pour la motion Longuet-Faure, 5. (*Lc Populaire* 13, XII)

23) Section de Roubaix: pour l'adhésion pure et simple, 237; pour la motion Longuet-Faure, 132; pour la motion Blum, 11. (*Lc Populaire* 7, XII).

24) Section de Celfe: pour l'adhésion pure et simple, 77; pour la motion Longuet-Faure, 16; pour la motion Blum, 5 (*L'Humanité* 29, XI).

#### 15. Fédérations.

1) Par 5.443 voix contre 1.938, la Fédération socialiste de la Provence vote l'adhésion à l'Internationale Communiste. (*Role Fahne* Berlin, 4, XI N° 225).

2) Le Congrès de la Fédération de la Corrèze (3.000 membres, 100 sections) vote l'adhésion à l'Internationale Communiste, à l'unanimité (avec l'amendement Frossard: c'est-à-dire que le parti ne change pas de nom, que la fraction centriste ne soit pas exclue et que le mouvement syndical ne soit pas subordonné au Parti Socialiste). (*L'Humanité* 10/XI).

3) Fédération de la Haute-Savoie: pour l'adhésion, 20 mandats, 200 voix; pour la motion Longuet-Faure, 8 mandats, 32 voix. (*L'Humanité* 28, XI).

4) Fédération de la Marne: pour l'adhésion, 608; pour la motion Longuet-Faure, 373; pour la motion Blum, 14. »

5) Fédération de la Charente: pour l'adhésion, 22 mandats, 380 voix; pour la motion Longuet-Faure, 6 mandats, 240 voix; pour la motion Blum, 1 mandat, 40 voix. (*L'Humanité* 1, XII).

6) Fédération de Metz: pour l'adhésion, à l'unanimité. »

7) Fédération d'Indre-et-Loire: pour l'adhésion, 50 mandats, 2.000 voix; pour la motion Longuet-Faure, 26 man-

dats, 1.040 voix; pour la motion Blum, 1 mandat, 40 voix.

8) Fédération de Douai: pour l'adhésion, 53; pour la motion Longuet-Faure, 5; divers, 7. (*L'Humanité* 29, XI).

9) Fédération de la Loire: pour l'adhésion, à l'unanimité (107 mandats). »

10) Fédération de la Dordogne: pour l'adhésion, 1.311; pour la motion Longuet-Faure, 22. »

11) Fédération de Nîmes: pour l'adhésion, 1.327; contre l'adhésion, 57. (*L'Humanité* 3, XII).

12) Fédération de la Seine: par 13.488 voix contre 1.161, la Fédération de la Seine vote la motion Cachin-Frossard: (*L'Humanité*, 29/X).

Cachin-Frossard . . .	13.488
Longuet-Faure . . .	2.114
Blum . . . . .	1.961
Heine . . . . .	248

13) Par 167 voix contre 98, la Fédération du Finistère vote la motion Cachin-Frossard. (*Role Fahne*, N° 255, 9, XII).

14) La Fédération du département de la Moselle vote l'adhésion à la III-e Internationale. »

15) Fédération d'Eure-et-Loire: pour l'adhésion, 88 mandats, 3.520 voix; pour la motion Longuet-Faure, 20 mandats, 800 voix; pour la motion Blum, 4 mandats, 160 voix; abstentions, 40. (*Lc Populaire*, 13/XII).

Depuis le début de décembre, les journaux socialistes français ne reproduisent que les résolutions des fédérations; en effet, les votes des sections sont si nombreux et si variés qu'il est impossible de les relater en détail.

Se sont prononcées pour la III-e Internationale les fédérations suivantes:

1) Aveyron: (*L'Humanité* 22, XII).

Cachin-Frossard . . .	282	voix
Longuet-Faure . . .	174	»
Blum-Paoli . . . . .	7	»

2) Allier: (*L'Humanité* 13, XII).

Cachin-Frossard . . .	1.204	voix
Longuet-Faure . . .	266	»
Blum-Paoli . . . . .	746	»

3) Basses-Alpes: à l'unanimité, pour la III-e Internationale. (*L'Humanité* 11, XII).

4) Alpes-Maritimes: (*L'Humanité* 5, XII).

Cachin-Frossard . . .	56	mand.
Longuet-Faure . . .	5	»

5) Ariège: (*L'Humanité* 14, XII).

Cachin-Frossard . . .	9	mand.
Blum-Paoli . . . . .	1	»

6) Alger: (*L'Humanité* 22, XII).

Cachin-Frossard . . .	39	mand.
-----------------------	----	-------

Longuet-Faure . . . 1 mand.		
Blum-Paoli . . . 2 »		
7) Territoire de Belfort: à l'unanimité, pour la III-e Internationale.	(L'Humanité 5 XII).	
8) Bouches-du-Rhône:	(L'Humanité 13 XII).	
Cachin-Frossard . . . 70 mand.		
Longuet-Faure . . . 20 »		
Blum-Paoli . . . 3 »		
9) Vienne:	(L'Humanité 21 XII).	
Cachin-Frossard . . . 38 mand.		
Longuet-Faure . . . 6 »		
Blum-Paoli . . . 14 »		
10) Vendée:	(L'Humanité 15 XII).	
Cachin-Frossard . . . 4 mand.		
Longuet-Faure . . . 1 »		
Blum-Paoli . . . 1 »		
11) Vosges:	(L'Humanité 22 XII).	
Cachin-Frossard . . . 14 mand.		
Longuet-Faure . . . 4 »		
Blum-Paoli . . . 3 »		
12) Vaucluse:	(L'Humanité 21 XII).	
Cachin-Frossard . . . 42 mand.		
Longuet-Faure . . . 3 »		
Blum-Paoli . . . 1 »		
13) Gard:	(L'Humanité 6 XII).	
Cachin-Frossard . . . 1327 voix		
Longuet-Faure . . . 1057 »		
Blum-Paoli . . . 215 »		
14) Drôme:	(L'Humanité 20 XII).	
Cachin-Frossard . . . 298 mand.		
Longuet-Faure . . . 79 »		
15) Deux-Sèvres:	(L'Humanité 18 XII).	
Cachin-Frossard . . . 9 mand.		
Longuet-Faure . . . 3 »		
16) Gironde:	(L'Humanité 13 XII).	
Cachin-Frossard . . . 1290 voix		
Longuet-Faure . . . 350 »		
Blum-Paoli . . . 910 »		
17) Isère:	(L'Humanité 14 XII).	
Cachin-Frossard . . . 64 mand.		
Longuet-Faure . . . 21 »		
18) Ille et Vilaine:	(L'Humanité 22 XII).	
Cachin-Frossard . . . 8 mand.		
Longuet-Faure . . . 4 »		
Blum-Paoli . . . 3 »		
19) Côte d'Or: à l'unanimité, pour la III-e Internationale.	(L'Humanité 21 XII).	
20) Corse:	(L'Humanité 15 XII).	
Cachin-Frossard . . . 17 mand.		
Blum-Paoli . . . 5 »		
21) Côtes du Nord:	(L'Humanité 9 XII).	
Cachin-Frossard . . . 198 mand.		
Longuet-Faure . . . 134 »		
Blum-Paoli . . . 3 »		
22) Calvados:	(L'Humanité 15 XII).	
Cachin-Frossard . . . 13 mand.		
Longuet-Faure . . . 8 »		
Blum-Paoli . . . 2 »		
23) Creuse:	(L'Humanité 15 XII).	
Cachin-Frossard . . . 37 mand.		
Longuet-Faure . . . 6 »		
Blum-Paoli . . . 5 »		
24) Loire-Inférieure:	(L'Humanité 21 XII).	
Cachin-Frossard . . . 20 mand.		
Longuet-Faure . . . 4 »		
Blum-Paoli . . . 13 »		
25. Haute-Loire:	(L'Humanité 22 XII).	
Cachin-Frossard . . . 4 mand.		
Longuet-Faure . . . 1 »		
26. Loire:	(L'Humanité 16 XII).	
Cachin-Frossard . . . 592 voix		
Longuet-Faure . . . 90 »		
Blum-Paoli . . . 383 »		
27. Loir-et-Cher:	(L'Humanité 15 XII).	
(Cachin-Frossard 61)		
(Heine . . . . . 3)		
Longuet-Faure . . . 5 »		
Blum-Paoli . . . 1 »		
28. Lot-et-Garonne:		
Cachin-Frossard . . . 65 mand.		
Longuet-Faure . . . 5 »		
Blum-Paoli . . . 1 »		
29. Lozère:	(L'Humanité 9 XII).	
Cachin-Frossard . . . 5 mand.		
Longuet-Faure . . . 2 »		
30. Haute-Marne:	(L'Humanité 18 XII).	
Cachin-Frossard . . . 9 mand.		
Longuet-Faure . . . 2 »		
Blum-Paoli . . . 1 »		
31. Maine-et-Loire:	(L'Humanité 20 XII).	
Cachin-Frossard . . . 11 mand.		
Longuet-Faure . . . 7 »		
Blum-Paoli . . . 2 »		
32. Morbihan:	(L'Humanité 18 XII).	
Cachin-Frossard . . . 10 mand.		
Longuet-Faure . . . 4 »		
Blum-Paoli . . . 2 »		
33. Manche: à l'unanimité, pour la III-e Internationale.	(L'Humanité 20 XII).	
34. Meuse:	(L'Humanité 21 XII).	
Cachin-Frossard . . . 2 mand.		
Longuet-Faure . . . 1 »		
35. Nièvre:	(L'Humanité 20 XII).	
Cachin-Frossard . . . 30 »		
Longuet-Faure . . . 6 »		
Blum-Paoli . . . 8 »		
36. Nord:		
(Cachin-Frossard 462)		
(Heine . . . . . 2)		
Longuet-Faure . . . 247 »		
Blum-Paoli . . . 23 »		
Abstentions . . . . . 81 »		
37. Basses-Pyrénées:	(L'Humanité 20 XII).	
Cachin-Frossard . . . 11 mand.		
Longuet-Faure . . . 6 »		
Blum-Paoli . . . 1 »		
Abstentions . . . . . 2 »		
38. Hautes-Pyrénées:	(L'Humanité 14 XII).	
Cachin-Frossard . . . 107 voix		
Longuet-Faure . . . 2 »		
Blum-Paoli . . . 19 »		
Abstentions . . . . . 34 »		
39. Pas-de-Calais:	(L'Humanité 21 XII).	
Cachin-Frossard . . . 267 voix		
Longuet-Faure . . . 145 »		
Blum-Paoli . . . 67 »		
40. Rhône:		
Cachin-Frossard . . . 80 mand.		
Longuet-Faure . . . 7 »		
Blum-Paoli . . . 14 »		
41. Bas-Rhin:		
Cachin-Frossard . . . 102 voix		
Contre l'adhésion . . . 29 »		

42. Haut-Rhin:	(L'Humanité 22/XII).
Cachin-Frossard . . . 24 mand.	
Longuet-Faure . . . 1 »	
43. Saône-et-Loire:	(L'Humanité 13/XII).
Cachin-Frossard . . . 55 mand.	
Longuet-Faure . . . 15 »	
Blum-Paoli . . . 7 »	
44. Seine-Inférieure:	(L'Humanité 14/XII).
Cachin-Frossard . . . 65 mand.	
Longuet-Faure . . . 6 »	
Blum-Paoli . . . 5 »	
45. Seine-et-Marne:	(L'Humanité 10/XII).
Cachin-Frossard 435	
Heine . . . . . 61 441 voix	
46. Seine-et-Oise:	(L'Humanité 20/XII).
Cachin-Frossard . . . 3472 voix	
Heine . . . . . 78 »	
Longuet-Faure . . . 489 »	
Blum-Paoli . . . 101 »	
Abstentions . . . 60 »	
47. Tarn-et-Garonne:	
Cachin-Frossard . . . 25 mand.	
Longuet-Faure . . . 14 »	
48. Oise:	(L'Humanité 21/XII).
Cachin-Frossard . . . 78 mand.	
Longuet-Faure . . . 40 »	
Blum-Paoli . . . 1 »	
49. Cher:	(L'Humanité 18/XII).
Cachin-Frossard . . . 24 mand.	
Longuet-Faure . . . 8 »	
Blum-Paoli . . . 8 »	
50. Charente-Inférieure:	(L'Humanité 7/XII).
Cachin-Frossard . . . 29 mand.	
Longuet-Faure . . . 8 »	
Blum-Paoli . . . 8 »	
51. Indre:	(L'Humanité 18/XII).
Cachin-Frossard . . . 10 mand.	
Longuet-Faure . . . 2 »	
52. Indre-et-Loire:	(L'Humanité 10 XII).
Cachin-Frossard . . . 2000 voix	
Longuet-Faure . . . 1040 »	
Blum-Paoli . . . 40 »	
53. Hérault:	(L'Humanité 22/XII).
Cachin-Frossard . . . 71 mand.	
Longuet-Faure . . . 2 »	

3) Les socialistes de Venise-Giulia (fraction des unitaires) votent une déclaration confirmant leur adhésion à la III-e Internationale.

4) La fraction des communistes abstentionnistes vote son adhésion à la fraction communiste du Parti Socialiste Italien. (Soviet, N° 26).

5) Le comité provisoire de la fraction de la Jeunesse du parti des communistes abstentionnistes décide de fusionner avec la fraction communiste du parti. (Soviet, N° 27).

6) Au congrès de Florence (20-21/XI), la fraction des unitaires du Parti Socialiste Italien (groupe Serrati) vote l'acceptation sans réserves des conditions de Moscou. (Avanti, 23/XI).

7) Les sections de la province de Bologne adhérant au mouvement communiste déclarent, à leur conférence du 14/XI, que le Parti Socialiste Italien est tenu de rester dans la III-e Internationale. Néanmoins, une série de réserves essentielles sont votées. (Avanti, 18/XI).

8) La fraction maximaliste de la province de Reggio d'Emilie après avoir examiné la question des différents courants au sein du parti, confirme son adhésion à la III-e Internationale. (Avanti, 24/XI).

9) Au congrès d'Inola (25-27/XI), la fraction des communistes du Parti Socialiste Italien vote l'entrée dans la III-e Internationale.

A la séance de l'après-midi (premier jour), Ilari, au nom de la commission des mandats, rapporte que 321 sections (majoritaires et minoritaires) ont adhéré au congrès. Ces sections se répartissent ainsi:

Résultats du scrutin au Congrès de Tours.

Motion Cachin-Frossard . . . 3.208 voix	
» Longuet-Faure . . . 1.022 »	
» Blum-Paoli . . . 394 »	
» Heine . . . . . 44 »	

1) Province d'Alexandrie . . . . . 11
2) » Aquila . . . . . 19
3) » Arezzo . . . . . 16
4) » de Bari . . . . . 5
5) » Bologne . . . . . 6
6) » Cosenza . . . . . 1
7) » Cuneo . . . . . 2
8) » Crémone . . . . . 10
9) » Florence . . . . . 5
10) » Ferrare . . . . . 1
11) » Forli . . . . . 7
12) » Gènes . . . . . 13
13) » Mantoue . . . . . 5
14) » Lecco . . . . . 1
15) » Lucques . . . . . 1
16) » Magherata . . . . . 1
17) » Milan . . . . . 11

VI. ITALIE.

1) 460 ouvriers de la section de Milan décident d'adhérer à la III-e Internationale. (Pravda de Moscou, 9/XII).

2) Au congrès de Reggio d'Emilie (10-11/X), la fraction de concentration confirme son adhésion à la III-e Internationale et accepte les 21 conditions. (Avanti, 23/XI).

18)	Province Modène . . . . .	2
19)	» Naples . . . . .	10
20)	» Novare . . . . .	16
21)	» Pavie . . . . .	4
22)	» Pesaro . . . . .	1
23)	» Pise . . . . .	1
24)	» Pistoie . . . . .	6
25)	» Porto-Mavricchia . . . . .	2
26)	» Potensio . . . . .	1
27)	» Rivenne . . . . .	2
28)	» Reggio-d'Emilie . . . . .	3
29)	» Reggio de Calabre . . . . .	1
30)	» Rome . . . . .	1
31)	» Tarente . . . . .	3
32)	» Teramo . . . . .	1
33)	» Turin . . . . .	8
34)	» Tralena . . . . .	1
35)	» Venise . . . . .	1
36)	» Venise-Giulia . . . . .	5

13 sections étrangères ont envoyé leur adhésion.

28 camarades isolés ont également adhéré au congrès.

Ont encore adhéré: 2 comités de fédérations socialistes provinciales ayant envoyé leurs représentants et 1 comité sans représentant.

14 fédérations provinciales de la jeunesse, ainsi que le Comité Central de la Fédération Italienne de la Jeunesse dans sa grande majorité.

Les noyaux de la Jeunesse, au nombre de 85, ont envoyé des déclarations d'adhésion.

Parmi les membres du Comité Central du Parti Socialiste Italien, ont adhéré: Gen-nari (secrétaire), Bellone, Mar-ciani, Sessa, Teraccini et Tun-far.

A la séance du matin (deuxième jour), de nouvelles adhésions sont parvenues des sections suivantes: Aquila — 11, Caserte — 13, Cosenza — 1, Cuneo — 4, Gênes — 5, Mantoue — 19, Modène — 3, Novare — 1, Teramo — 1, Turin — 5, Venise-Giulia — 5.

L'Union de la Jeunesse Communiste de Milan a envoyé également son adhésion. (Avanti, 30/XI).

## VII. BELGIQUE ET LUXEMBOURG.

1) A Gand, organisation du Parti Communiste Flamand qui devra fusionner avec le groupe Wallon (Bruxelles). (Die Internat. № 14).

2) Au congrès de Bruxelles (31/X—1/XI), le Parti Communiste Belge est définitivement constitué, en tant que section de l'Internationale Communiste. Sont adoptés tous les principes de l'Internationale Communiste. (Pravda de Moscou, № 261, 20/XI, 1920).

3) A Luxembourg, à la suite du congrès de Differdingen qui, à une majorité de 67 voix contre 21, s'était prononcé contre les 21 conditions de Moscou, il se constitue un nouveau Parti Communiste Luxembourgeois. (Rote Fahne, 21/I).

## VIII. AUTRICHE.

1) La gauche de la social-démocratie autrichienne opère sa scission et forme une nouvelle organisation (Parti Socialiste Ouvrier) qui devra sous peu fusionner avec le Parti Communiste Autrichien. A son congrès constituant, le parti décide à l'unanimité d'adhérer à la III-e Internationale. (Rote Fahne, № 248, 1/XII).

2) Le groupe social-démocrate de la jeunesse d'Ottakring (Volkshheim), à son assemblée générale (9/XI), décide d'entrer dans l'Union de la Jeunesse Communiste. (Rote Fahne, № 412, 18/XI).

3) Au congrès de Vienne du 19—20/I, les socialistes de gauche et les communistes constituent un nouveau Parti Communiste Unifié d'Autriche. (Rote Fahne, 21/I).

## IX. ETATS BALKANIQUES ET SLAVES.

1) A leur congrès de Neitve, les partis socialistes hongrois, allemand et slovaque fusionnent en un seul parti qui adopte à l'unanimité la plate-forme de la III-e Internationale. (Die Internationale, № 34, 4/XI, № 37, 7/XI).

2) A leur conférence de Pralva (28/XI), les représentants de 10.000 ouvriers organisés de la région de Tékov adhèrent à la gauche socialiste du parti autrichien et décident d'adopter comme base de leur activité le programme de la III-e Internationale. (Rote Fahne, № 255, 9/XI).

3) Adhésion du Parti Communiste Bulgare, à son congrès de fin septembre. (Journaux roumains).

4) La gauche du Parti Social-Démocrate Bulgare (minorité) opère sa scission, fusionne avec les communistes et par là-même adhère à l'Internationale Communiste. (Rote Fahne, Berlin, № 259, 20/XI).

5) A son congrès (31/X, 1/XI), la Jeunesse Allemande de Bohême (Deutsch Bömische Jugend) décide d'entrer dans l'Internationale Communiste de la Jeunesse. (Rote Fahne, № 455, 7/XI).

6) A son premier congrès (5 IX), la Jeunesse Socialiste Slovaque décide à l'unanimité d'entrer dans l'Internationale Communiste de la Jeunesse.

7) A son congrès de septembre, la gauche du Parti Socialiste Tchèque charge le bureau du parti de régler la question de l'entrée dans l'Internationale Communiste.

8) Par 27 voix contre 6 et 3 abstentions le congrès des socialistes allemands de Tchéco-Slovaquie du district d'Iglau se prononce pour la III-e Internationale.

9) Le 31 janvier, à lieu à Reichenberg le congrès constituant du nouveau parti communiste issu du parti socialiste allemand de Tchéco-Slovaquie dont il s'est séparé.

Le parti a pour tâche de révolutionner, sur la base des principes de l'Internationale Communiste, le prolétariat allemand de Tchéco-Slovaquie et d'arriver à le faire adhérer à la III-e Internationale. Au congrès assistent 350 délégués représentant 18.000 hommes.

10) L'organisation socialiste de Craiova se prononce pour la III-e Internationale.

11) Le premier congrès de la Jeunesse socialiste de la Sémigradie et du Banat à Clujé élabore le texte d'une adresse où l'organisation générale du parti est invitée à entrer dans l'Internationale Communiste.

12) Au Congrès du parti socialiste de la Sémigradie et du Banat, la majorité se prononce pour l'adhésion à l'Internationale Communiste. La décision définitive devra être prise par le congrès national roumain.

13) La section des socialistes roumains de Focsani vote l'adhésion à la III-e Internationale.

14) Le congrès du parti socialiste du Banat à Temesvar (19-20 IX) se prononce pour la III-e Internationale.

## X. ESPAGNE.

1) Le Parti Socialiste Espagnol, par 8.269 voix contre 5.016, décide de prendre des mesures en vue de l'affiliation à la III-e Internationale.

(*Rote Fahne*, Vienne, N° 412, 18 IX; *Rote Fahne*, Berlin, N° 194, 28 IX).

(*Freiheit*, Berlin, N° 407, édition du soir, 28 IX, 1920).

(*L'Humanité*, 22/II, 1921).

(*Rote Fahne*, N° 51, 1, II, 1921).

(*Rote Fahne de Vienne*, N° 521, 3/II, 1921).

(*Sozialismus*, 24/VII, 1920).

(*Sozialismus*, 31, VII, 1920).

(*Sozialismus*, 26/VIII, 1920).

(*Sozialismus*, 15/VIII, 1920).

(*Sozialismus*, 24/IX, 1920).

2) L'Union Espagnole de la Jeunesse décide d'adhérer à l'Internationale de la Jeunesse de Moscou.

(*Le Communiste*, N° 18, 2 IX).

## XI. PORTUGAL.

A leur congrès extraordinaire de Lisbonne (3 X), les socialistes portugais décident de prendre des mesures en vue de l'affiliation à la III-e Internationale.

## XII. ETATS BALTIQUES.

A son congrès, le Parti Communiste Esthonien adopte à l'unanimité la résolution de l'Internationale Communiste.

(*Prauda de Pétersbourg*, 16 IX, 1920).

## XIII. PROCHE-ORIENT.

1) Le Parti Communiste Turc (Angora).

*Envoyent des délégués au premier Congrès des peuples de l'Orient à Bakou*, 1-8 IX, 1920.

2) Le Parti Communiste Persan.

3) Le Parti Communiste de l'Azerbeïdjan.

4) Le Parti Communiste Géorgien.

5) Le Parti Communiste Arménien.

## XIV. AUTRES PAYS ET ORGANISATIONS INTERNATIONALES DIVERSES.

1) A Johannesburg (Transvaal), un groupe, le « Communist League », quitte la Ligue Socialiste Internationale (International Socialist League). Ce groupe est invité au Deuxième Congrès de la III-e Internationale.

(*Kommunismus*, N° 45, 3/XII).

2) A l'île de Chypre, il s'est formé un groupe communiste qui s'est offert à travailler en contact avec les organisations communistes britanniques.

(*Rote Fahne*, N° 225, 4/XI).

3) A Mexico, a lieu le premier Congrès du Parti Communiste Mexicain (section de la III-e Internationale). Y assistaient des délégués de 5 Etats (Mexico, Puebla, Vera-Cruz, Yucatan, Tanaulipas).

(*Labour Leader*, 2/XII, *Avanti*, N° 2/2).

4) Le groupe Poaléi-Zion, au congrès universel de Vienne, décide d'adhérer à l'Internationale Communiste.

(*Vorwärts*, Berlin, N° 442, édition du matin, 25/VIII, 1920).

5) Le Parti Socialiste de l'Uruguay, à son congrès annuel à Montevideo, décide par les 2/3 des voix d'adhérer à l'Internationale Communiste (*Radio de l'agence Unigraph*).

6) Le Parti Socialiste Égyptien se dispose à entrer dans l'Internationale Communiste. (*Rote Fahne*, 1921, N° 6).

7) La fédération finlandaise quitte le Parti Socialiste Américain qui a refusé d'accepter les 21 conditions de la III-e internationale.

8) On communique de Sidney qu'un parti communiste s'est formé en Australie. (*New-York-Call* 6/1, 1921).

9) A son congrès, le parti des socialistes-internationalistes argentins adopte à l'unanimité les 21 conditions et prend le nom de Parti Communiste Argentin, section de l'Internationale Communiste. (*Télégramme de Buenos-Ayres*, 1 II, inséré par la *Rote Fahne*, 13 II, 1921).

10) A son congrès de Santiago, le Parti Socialiste du Chili vote à la presque unanimité l'adhésion à l'Internationale Communiste. (*Rote Fahne*, 13 II, 1921).

## B. Organisations professionnelles.

### I. ALLEMAGNE.

1) La fraction d'opposition du syndicat des typographes berlinois, à son assemblée du 29/X, adopte le point de vue de la III-e Internationale. (*Rote Fahne*, N° 223, 2/XI).

2) Les ouvriers ébénistes berlinois, à leur assemblée (8/XI), décident à l'unanimité d'agir en accord avec la III-e Internationale et de porter leur décision à la connaissance du bureau du Parti Communiste Allemand. (*Die Internationale*, N° 13, 13/XI).

3) Le syndicat des ouvriers tailleurs berlinois vote l'adhésion à la III-e Internationale. (*Rote Fahne*, N° 241, 23/XI).

4) Le syndicat allemand des ouvriers du bâtiment du district de Chemnitz vote l'adhésion à la III-e Internationale. (*Die Internationale*, N° 21 2/XI).

5) A son assemblée du 11 octobre, à Berlin, le syndicat des maçons adopte à l'unanimité une résolution en faveur de Moscou. (*Rote Fahne*, N° 208, 15 X, 1920).

6) La section du syndicat des métaux de Furstenwald adopte la «plate-forme de Stuttgart». A l'élection du bureau, par 427 voix contre 168, au bloc des Indépendants

et des socialistes de droite un communiste est élu à la présidence.

7) L'Assemblée générale du syndicat des métaux de Hambourg (14 XII) adopte la résolution des communistes et rejette la résolution du bureau invitant à la lutte contre les communistes. (*Rote Fahne*, 29, XII, 1920).

8) A Aue (Saxe), 15 communistes sont élus aux bureaux de rayon du syndicat des métaux. Les communistes obtiennent 275 voix, les droites, 130, les indépendants, 20. (*Rote Fahne*, 1/1, 1921, N° 6).

9) A une majorité écrasante, l'assemblée générale de la section des métallurgistes d'Essen se prononce pour la tactique révolutionnaire syndicale. (*Rote Fahne*, 25, XII, 1920).

10) A une forte majorité, l'assemblée générale de la section de Düsseldorf se prononce pour la tactique révolutionnaire et la «plate-forme de Stuttgart». (*Rote Fahne*, 25/XII).

11) L'assemblée générale de la section des métallurgistes de Binning (Wurtemberg) se prononce à l'unanimité pour l'Internationale de Moscou et pour la «plate-forme de Stuttgart». (*Rote Fahne*, 25/XII, 1920).

12) A Schramberg (18/XII), l'assemblée de la section des métallurgistes se prononce à l'unanimité pour la «plate-forme de Stuttgart». (*Rote Fahne*, 25/XII, 1920).

13) A Koswig, la «plate-forme de Stuttgart» est adoptée à l'unanimité. (*Rote Fahne*, 23/XII, 1920, N° 267).

14) A Inteln (Saxe Inférieure), la section du syndicat des ouvriers de la verrerie adopte, à son assemblée générale, la «plate-forme de Stuttgart». (*Rote Fahne*, 31, XII, 1920, N° 213).

15) A Borsigwald, les ouvriers de l'usine Borsig (23/II) renversent le comité légal de leur usine et le remplacent par un soviet révolutionnaire. L'assemblée adopte le programme de Stuttgart. (*Rote Fahne*).

16) Par 600 voix contre 3, les ouvriers du bâtiment de Leipzig se prononcent contre Amsterdam et pour Moscou. (*Rote Fahne*, 25, XII, 1920).

17) A Berlin, l'assemblée des ouvriers des usines à gaz, à l'unanimité moins 3 voix, adopte, pour soutenir l'Internationale de Moscou contre celle d'Amsterdam, une résolution sur la nécessité de la transformation des syndicats en organes de production. (*Rote Fahne*, 4/1, 1921).

18) A Königsberg, la conférence du syndicat des cheminots de la Prusse Orientale vote une protestation contre les décisions du Bureau Central, adopte la «plate-forme de Stuttgart» et une résolution nettement communiste.

19) L'assemblée de la section de Berlin des techniciens sans travail ainsi que l'assemblée de la même section du district de Norden adoptent à l'unanimité la «plate-forme de Stuttgart».

20) Les fonctionnaires du syndicat allemand des cheminots à l'In expriment leur sympathie pour la III-e Internationale; l'assemblée générale des membres dudit syndicat approuve leur attitude.

21) Les cheminots de la Prusse Orientale adoptent une résolution de protestation contre la conduite du Comité envers la III-e Internationale.

22) A Gelsenkirchen, la conférence des conseils économiques de l'Union Ouvrière Libre (Wirtschaftsräte der freien Arbeiter-Union) se prononce pour l'adhésion à la III-e Internationale.

23) Les ouvriers de la corporation des céramistes berlinois, après le rapport du camarade Abramovitch, décident néanmoins d'envoyer des délégués à Moscou.

24) Les couturiers des entreprises Plauen adoptent une résolution en faveur de Moscou.

25) Les ouvriers de la 2-e usine à gaz de Berlin se prononcent pour l'Internationale Syndicale Rouge.

26) L'assemblée des ouvriers de l'usine d'aniline à Treptow réclame l'envoi d'une délégation au congrès syndical, à Moscou.

27) L'assemblée des ouvriers du bois à Berlin adopte (24 I) une résolution en faveur de Moscou.

28) A leur réunion du 16 janvier, les verriers de Berlin se prononcent pour Moscou.

29) Les mineurs de Berlin se prononcent pour l'Internationale Syndicale Rouge et pour la transformation des organisations professionnelles en organisations de production.

(Rote Fahne).

(Rote Fahne, 29; XII, 1920).

(Rote Fahne).

(Rote Fahne, 22; XII).

(Rote Fahne, 10; II, 1921, N° 68).

(Rote Fahne, 30; I, 1921).

(Rote Fahne, 9; I, 1921).

(Rote Fahne, 2; II, 1921).

(Rote Fahne, 25; I, 1921).

(Rote Fahne, 20; I, 1921).

(Rote Fahne, 10; I, 1921).

## II. SCANDINAVIE.

La plus forte organisation (Sozial-Demokraten, de Norvège, le syndicat des Norvège, 4/II, 1921, maçons, des mineurs et des N° 29). ouvriers du ciment adopte les conditions de Moscou.

## III. SUISSE.

1) L'assemblée des délégués (Freiheit, N° 132, des syndicats de Zurich (sep- 18; IX). tembre) vote l'affiliation à l'Internationale Syndicale de Moscou.

2) Le syndicat suisse des (Rote Fahne; Pravda employés des services pu- de Moscou, N° 247, blics se prononce pour l'adhé- 4; XI). sion à la III-e Internationale.

## IV. ITALIE.

1) Le syndicat des ouvriers (Rote Fahne, N° 225, italiens du textile (Federazione 4; XI). Italiana Operai Tessili) décide d'adhérer à l'Internationale Syndicale de Moscou.

2) Le congrès des ouvriers (Rote Fahne, italiens des transports se ter- 2; II, 1921, N° 54). mine par la victoire des communistes. Le congrès envoie une adresse de félicitations à l'Internationale Communiste et se considère comme lié au nouveau parti communiste italien.

3) A leur conférence du 8 (Rote Fahne, février, les représentants de 1921; Avanti, 1921). plus de 25.000 ouvriers métallurgistes des usines de Milan se prononcent pour la rupture avec Amsterdam et pour l'adhésion à l'Internationale Syndicale Rouge.

4) Environ 10.000 ouvriers (Rote Fahne, des usines chimiques de Mos- 18; II, 1921). cou adhèrent au parti communiste italien et se déclarent prêts à imprimer à leur syndicat une direction nettement communiste.

5) Le comité des syndicats (Ordine Nuovo, romains se prononce pour la 5; II, 1921). III-e Internationale et pour la participation au congrès de Moscou, le 1-er mai.

6) Les Bourses du Travail (Ordine Nuovo, de Naples et de Nuovi Liguri 10; II, 1921). se prononcent pour la III-e Internationale et protestent contre la politique de la Confédération Générale du Travail.

7) La Bourse du travail de (Ordine Nuovo, Cunéo se prononce pour la 12; II, 1921). III-e Internationale.

3) Le congrès des syndicats d'instituteurs à Modène se prononce pour la III-e Internationale. (*Rote Fahne*, N° 36).

### V. ETATS BALKANIQUES ET SLAVES.

1) Après l'assemblée du Comité Fédéral, à laquelle la résolution communiste demandant l'adhésion à l'Internationale Communiste avait obtenu 18 voix contre 12 voix au centre et 8 à la droite, les communistes opèrent leur scission et forment un groupe spécial. Ils ont en main l'appareil du parti et le journal *Socialismus*. (*Avanti*, 9/XII).

2) Adhésion des syndicats communistes bulgares, à leur congrès d'octobre à Sofia. (*Journaux roumains*).

3) A leur congrès d'Athènes, les syndicats grecs adhèrent à l'Internationale Syndicale de Moscou. (*Humanité*; *Izvestia de Moscou*, N° 257, 16/XI).

4) A leur congrès de Zagreb, les syndicats des ouvriers tailleurs et des ouvriers du bâtiment, à l'unanimité moins une voix, décident d'adhérer à l'Internationale de Moscou. (*Rote Fahne*, N° 225, 4/XI; *Die Internationale*, N° 16, 14/XI).

5) A Lubane, une assemblée de 149 délégués représentant 240.000 ouvriers adopte à l'unanimité une résolution exprimant l'acquiescement sans réserves aux principes de l'Internationale Communiste. (*Rote Fahne*, 20/I, 1921).

6) La conférence des ouvriers du district de Merich-Ostrau se prononce pour le programme de Reichenberg.

7) La commission générale des syndicats de Roumanie communique que pour la III-e Internationale, en tant qu'Internationale réalisant les principes de la lutte de classes, se sont prononcés les syndicats des ouvriers du bois, des métallurgistes, des peaussiers, des garçons de café, des ouvriers de l'arsenal et des ouvriers de la manufacture nationale de tabac de Bender, la manufacture nationale d'allumettes, les boulangers, les meuniers, les confiseurs, les employés municipaux, les relieurs, les employés des cinémas et des théâtres et les dockers de Galatz. (*Socialismus*, 23/VII, 1920, N° 1607).

8) A l'assemblée générale, les organisations professionnelles de la ville de Kraiova se prononcent pour l'adhésion à la III-e Internationale. (*Socialismus*, 24/VII, 1920).

### VI. ESPAGNE.

La Confédération du Travail et l'Union Ouvrière nationale adoptent la plate-forme de Moscou. Ces deux organisations sont en voie de fusionnement. (*Rote Fahne*, N° 236, 17/XI).

### VII. FRANCE.

1) Les syndicalistes du centre de la France, à leur conférence, votent l'adhésion à l'Internationale Communiste. (*Pravda de Moscou*, N° 217, 29/XI).

2) Le congrès des syndicats minoritaires, auquel prennent part 86 délégués, 37 syndicaux, 1 syndicat local, 2 comités intersyndicaux, adopte, le 5 septembre, une résolution en faveur de l'entrée de la Confédération Générale du Travail dans l'Internationale Syndicale de Moscou; la III-e Internationale est reconnue comme la seule vraiment révolutionnaire. (*L'Humanité*, 6, 7, 11/XI).

3) Le congrès des syndicats des tailleurs de pierre se prononce pour l'adhésion à la III-e Internationale (15/IX). (*Journaux français*).

4) Le congrès du syndicat des graveurs sur acier de la Seine vote l'adhésion à la III-e Internationale (16/IX).

5) Le congrès des syndicats révolutionnaires de la Vienne et du Sud-Est de la France, le 15 septembre, adopte par 43 voix contre 3 (2 abstentions) une résolution pure et simple d'adhésion à la III-e Internationale. Etaient représentés: 58 syndicats, 2 unions locales (Vienne et Grenoble), 3 unions départementales (Isère, Haute-Savoie et Doubs).

6) Le congrès des syndicats des ouvriers métallurgistes à Argenteuil adopte une motion en faveur de l'adhésion de la Confédération Générale du Travail à l'Internationale Syndicale Rouge (16/IX).

7) L'assemblée des monteurs-électriciens du département de la Seine adopte les principes de la III-e Internationale.

8) La Fédération du Livre se prononce pour l'adhésion à la III-e Internationale (15/IX).

9) Le congrès préparatoire des mineurs du département de la Seine se prononce pour

l'entrée dans l'Internationale Syndicale de Moscou.

10) Le syndicat des voituriers du département de la Seine, à son assemblée du 18 septembre, se rallie à la résolution des minoritaires (adhésion à la III-e Internationale).

11) A son assemblée générale du 14 septembre, le syndicat des décorateurs adopte également la résolution des minoritaires.

12) A leur assemblée générale, les ouvriers du transport se prononcent pour l'adhésion à la III-e Internationale.

13) La Fédération des syndicats des charcutiers du département de la Seine se prononce (20/IX) pour l'adhésion à l'Internationale Syndicale de Moscou.

14) Le congrès des syndicats minoritaires adopte à Orléans, le 26 septembre, à l'unanimité moins une voix, une motion d'adhésion à la III-e Internationale Syndicale. Étaient représentées les unions départementales suivantes: Haute-Savoie, Charente-Inférieure, Indre, Isère, Doubs, Dordogne; 3 fédérations: coiffeurs, voituriers et instituteurs.

15) Le congrès national des ouvriers du meuble à Orléans, le 26 septembre, adopte, par 18 voix contre 14, une résolution demandant l'envoi d'une commission d'enquête et d'étude en Russie et l'adhésion à la III-e Internationale.

16) Le syndicat des ajusteurs, des ingénieurs et des employés de l'industrie des métaux se prononce, le 26 septembre, pour l'adhésion à la III-e Internationale.

17) Le syndicat des stéréotypistes, à la même date, vote également l'adhésion à Moscou.

18) L'assemblée des délégués des syndicats minoritaires, après le congrès d'Orléans (3 octobre), décide d'adhérer à la III-e Internationale.

19) La section de l'Union des Coopératives vote (10/X) l'entrée dans la III-e Internationale.

(*Journaux français*).

20) Le congrès extraordinaire des délégués des organisations ouvrières de Lorraine, par 16.429 voix contre 8.642 (794 abstentions), se prononce pour l'adhésion à la III-e Internationale.

21) A l'assemblée générale, le syndicat des chauffeurs de la ville de Paris décide d'adhérer à l'Internationale syndicale Rouge.

22) A son assemblée générale, le syndicat des coiffeurs parisiens adopte le programme du Comité des syndicalistes-révolutionnaires et vote l'adhésion à l'Internationale Communiste.

Les organisations professionnelles qui adoptent le programme du comité des syndicalistes-révolutionnaires, renoncent par là-même à la politique réformiste de la Confédération Générale du Travail et adoptent le point de vue de l'Internationale Syndicale Rouge.

Se sont prononcées pour le comité des syndicalistes-révolutionnaires les organisations suivantes:

1) Par 13 voix contre 9 et 1 abstention, la fédération de l'union française des travailleurs de l'alimentation, à l'assemblée du Comité de la fédération (31/I), se prononce pour le révolutionnement des organisations.

2) Les ouvriers raffineurs du département de la Seine.

3) L'union syndicale du département du Rhône.

4) L'union syndicale du département de la Haute-Vienne.

5) L'union syndicale du département des Bouches-du-Rhône.

6) Un comité des syndicalistes-révolutionnaires se constitue dans l'union syndicale du département de Maine-et-Loire; le dernier vote montre qu'il est soutenu par la moitié des syndiqués.

7) Dans le Cher, l'ancienne minorité de la fédération syndicale s'étant progressivement renforcée constitue actuellement une majorité qui adopte le point de vue de l'Internationale Syndicale Rouge.

(*Rote Fahne* N° 225, 9/XI).

(*L'Humanité*).

(*L'Humanité*, 20/XII, 1920).

(*L'Humanité*, 2/II, 1921).

(*L'Humanité*, 23/XII, 1920).

(*L'Humanité*, 24/XII, 1920).

(*L'Humanité*, 16/XII, 1920).

(*L'Humanité*, 9/I, 1921).

(*L'Humanité*, 20/I, 1921).

(*L'Humanité*, 4/II, 1921).

**VIII. HOLLANDE.**

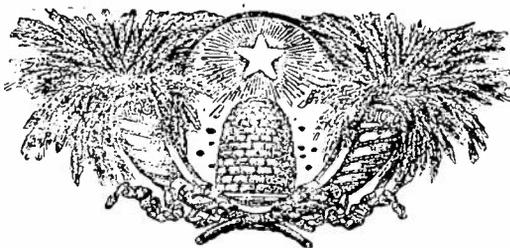
Le congrès du Comité Central du Secrétariat ouvrier des Pays-Bas et des comités des organisations adhérant audit Comité élit, le 9 janvier, une délégation au congrès syndical qui doit se tenir en mai, à Moscou.

(*Tribuna*).

**IX. AUTRICHE.**

La section du syndicat des ouvriers agricoles à Vinigen (Autriche) vote l'adhésion à l'Internationale Syndicale Rouge et charge un représentant de mener à cet effet des pourparlers avec l'Internationale Communiste.

(*Rote Fahne*, N° 54, 2/II, 1921).



# L'INTERNATIONALE DE LA JEUNESSE COMMUNISTE

## CONVOCATION DU II-e CONGRÈS INTERNATIONAL DE LA JEUNESSE COMMUNISTE

La *Correspondance de la Jeunesse Internationale* annonce, dans son N° 32, que le Comité de l'Internationale de la Jeunesse Communiste a décidé de convoquer, en avril 1921, le Deuxième Congrès International des Jeunes.

Sont invités à y participer: les Jeunes adhérant à l'Internationale, les Jeunes révolutionnaires et les organisations économiques de la jeunesse sympathisante, les groupes socialistes des Jeunes et les écoles de dimanche, les organisations révolutionnaires des soldats, les groupes et les unions révolutionnaires des étudiants.

Ce sera véritablement le Congrès de la Jeunesse révolutionnaire du monde. L'ordre du jour est très chargé. En voici les points essentiels:

- 1) Rapport du Comité Exécutif.
- 2) La situation politique mondiale.
- 3) L'action économique de la Jeunesse prolétarienne:

a) Notre programme économique pendant la dernière phase de la lutte de classes, avant la prise du pouvoir par le prolétariat.

b) Les militants (organisations communales de la Jeunesse, groupes professionnels, unions estudiantines), leurs positions et relations.

- 4) L'Éducation communiste de la Jeunesse:

a) Le problème de l'éducation dans les écoles, dans les fabriques, etc., après la prise du pouvoir;

b) l'éducation communiste préparatoire dans les organisations des Jeunes, en vue de la prise du pouvoir;

c) l'éducation communiste dans les groupes des Jeunes et dans les écoles du soir;

d) l'unification internationale des groupes des Jeunes et leurs relations avec les organisations communistes de la Jeunesse.

- 5) Les méthodes d'agitation dans les organisations communistes de la Jeunesse:

a) parmi les jeunes ouvriers des entreprises industrielles;

b) parmi la jeunesse des campagnes;

c) parmi les écoliers et les étudiants;

d) parmi les populations des colonies.

- 6) Tactique antimilitariste des organisations communistes de la Jeunesse.

7) L'Internationale de la Jeunesse Communiste et les unions révolutionnaires nationales des Jeunes (irlandaises, israéliites, etc.).

8) Les organisations communistes des Jeunes et leurs relations avec les partis communistes, avec l'Internationale de la Jeunesse Communiste et avec l'Internationale Communiste.

- 9) Modifications des statuts.
- 10) Questions d'organisation:

a) Question des sous-secrétariats et de leurs rapports avec le Comité Exécutif et avec les organisations nationales.

b) Publication et diffusion du périodique de l'Internationale de la Jeunesse dans tous les pays et en toutes les langues.

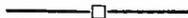
c) Éditions internationales (livres, brochures, cartes, dessins).

d) Vente internationale des éditions, etc.

- 11) Elections.
- 12) Divers.

Les thèses et les résolutions du Comité Exécutif paraîtront immédiatement en plusieurs langues, dans un numéro spécial de *l'Internationale de la Jeunesse*.

Pour autant que l'on puisse en juger d'après les travaux préparatoires et les questions inscrites à l'ordre du jour, il est hors de doute que le Congrès aura la plus grande portée et constituera une puissante manifestation du mouvement communiste international.



## LE MOUVEMENT INTERNATIONAL COMMUNISTE PARMIS LES FEMMES

### INTRODUCTION A L'ÉDITION RUSSE DES THÈSES DU MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL PARMIS LES FEMMES

Quelques paragraphes des thèses ci-dessous pourront, aux yeux des camarades russes, paraître superflus, arriérés et même peu conformes à l'esprit du mouvement communiste féminin. Tels sont les paragraphes concernant notre attitude envers le féminisme bourgeois et ses buts, l'égalité politique, civile et sociale de la femme, la défense des intérêts des employées, le droit de la femme à l'instruction professionnelle et à l'exercice de toutes les fonctions, la protection sociale de la maternité, etc. Nos camarades russes ne devront pas oublier que ces thèses ne sont pas destinées seulement à la Russie Soviétiste, mais au mouvement communiste féminin dans tous les pays. Aussi, en les établissant a-t-on dû prendre en considération certains phénomènes sociaux qui ne se reproduisent plus en Russie Soviétiste ou qui y ont perdu toute importance, mais avec lesquels doivent compter les femmes communistes des pays où le prolétariat n'a point encore conquis le pouvoir et instauré sa dictature au moyen des soviets.

En Russie, par exemple, le mouvement féminin bourgeois ne joua jamais un rôle important. La lutte pour les droits sociaux et privés de la femme y fut, dès son début, considérée comme partie intégrante du mouvement révolutionnaire dans son ensemble et menée par tous les penseurs révolutionnaires, hommes et femmes, sans exception. Ce fut tout d'abord une lutte des «fils» contre les «pères», une lutte de la jeune génération libérale contre l'ancienne génération conservatrice et gardienne des préjugés et des traditions séculaires. Ce fut ensuite une lutte des différents courants social-révolutionnaires et socialistes contre le tsarisme, ses institutions, ses manifestations dans le domaine de la politique, de la science, etc. Ce fut enfin la lutte de classe du prolétariat contre son vieil ennemi, le tsarisme, et contre son nouvel ennemi, le capitalisme, qui, créant des formes nouvelles d'exploitation, d'asservissement de l'élément féminin, révolutionna la grande masse des femmes prolétaires. C'est après la révolution de 1905, que le féminisme bourgeois fit sa première apparition en Russie, où il ne fut d'ailleurs qu'un rejeton stérile, impuissant du féminisme de l'Europe Occidentale et des États-Unis.

En Europe Occidentale, le mouvement féminin socialiste a dû, dès ses débuts, en théorie comme en pratique, dans le domaine idéologique comme dans celui de l'organisation, revêtir la forme d'une lutte contre le système électoral bourgeois. Maintenant encore, le mouvement communiste féminin est obligé de lutter pour les droits des ouvriers et des femmes de la classe laborieuse. Il en est ainsi en Belgique, en France, en Suisse et dans nombre d'autres pays où la femme n'a pas encore obtenu, ne fût-ce qu'en théorie, l'égalité politique. Il en est de même également dans les pays où la guerre et la révolution ont renversé les barrières, les obstacles divers qui s'opposaient à l'attribution du droit de suffrage à l'ensemble des femmes. C'est là particulièrement que les communistes ont à soutenir une lutte des plus pénibles contre la théorie et la pratique du droit électoral. A l'époque révolutionnaire actuelle, l'idéologie «suffragiste» est accueillie favorablement par toutes les autorités, par tous les partis bourgeois qui y voient un moyen d'empêcher les femmes de la classe laborieuse de se rassembler sous le drapeau du communisme pour se lancer à l'assaut de la société et de l'État capitalistes. Les théories «suffragistes» qui avaient, auparavant, le don d'exciter la méfiance des partis bourgeois, servent maintenant de pierres d'assise à la muraille contre laquelle doit se briser la «vague rouge du bolchévisme». Pour ne citer qu'un exemple, nous mentionnerons l'Allemagne où la vertu mirifique du bulletin de vote est, en ce moment, littéralement portée aux nues par les gens qui, avant la révolution de novembre 1918, considéraient l'attribution des droits électoraux aux femmes comme la fin de tout. Le «suffragisme» est pour eux le moyen d'inculquer aux masses féminines et de fortifier en elles la foi en la démocratie bourgeoise. A y regarder de plus près, cette soudaine sollicitude pour les droits de la femme ne recouvre que la haine du prolétariat et la peur de la révolution grandissante. Aussi s'accorde-t-elle parfaitement dans la pratique avec la conservation des privilèges de l'homme dans la vie politique et sociale. Ce qu'on accorde à la femme, c'est, en tant qu'électrice, de déposer dans l'urne électorale son bulletin de vote et, en tant qu'éluë,

de participer aux discussions et aux décisions parlementaires. Mais la direction et l'administration, tout ce qui transforme les décisions en une réalité politique et sociale vivante, tout cela reste presque exclusivement aux mains de l'homme. Dans tous les pays où les femmes jouissent des droits électoraux, elles n'entrent qu'en nombre infime dans les organes de direction et d'administration où elles sont, en somme, quantité négligeable. Plus, dans les différents postes, la tâche est élevée et la responsabilité étendue — ce qui, dans les États capitalistes, correspond ordinairement au rang et au chiffre des appointements, — plus rares sont les cas où la femme y est admise. S'il s'agit d'un haut poste, à capacités égales, l'homme a presque toujours le pas sur la femme, et cela uniquement en vertu de sa qualité d'homme, à moins que sa concurrente n'ait des relations influentes ou ne fasse jouer de puissantes protections. En somme, dans la carrière politique comme dans les fonctions publiques, on réclame beaucoup plus de la femme que de l'homme. Ce n'est que dans les administrations municipales que la femme a une situation plus favorisée; elle y a d'ailleurs brillamment démontré ses aptitudes aux fonctions sociales. Mais, dans la plupart des États, le cercle de l'activité des municipalités est excessivement restreint et dépend, dans une grande mesure, des autorités étatiques supérieures.

Comme ces rapports sociaux, comme ces conditions de vie doivent paraître étranges aux femmes russes! En Russie Soviétiste, l'égalité de la femme, ce n'est pas seulement pour celle dernière le droit d'être électeur et éligible, de prononcer des discours et de participer aux décisions parlementaires. Dans tous les domaines de la vie sociale, dans tous les organes soviétistes, du plus humble au plus élevé, partout la femme, directrice, collaboratrice ou exécutrice, a un rôle vraiment fécond, partout elle a la faculté illimitée de mettre en œuvre ses capacités intellectuelles, l'ardeur et le dévouement de son cœur, de transformer la parole en acte, l'idée en institution, de satisfaire aux besoins par des mesures appropriées, en un mot de contribuer pour une large part à l'épanouissement splendide d'une nouvelle vie sociale libre et heureuse. En Russie Soviétiste, dans toutes les institutions publiques, la femme est recherchée, fêlée, choyée, encouragée. En abolissant la concurrence entre l'homme et la femme, le communisme met fin, du même coup, à l'opposition économique et sociale qui séparait ces deux êtres. La Russie comprend que les masses féminines, conscientes, entièrement dévouées au régime soviétiste, seront pour ce dernier un sûr défenseur contre ses ennemis de l'intérieur aussi bien que de l'extérieur, en même temps qu'un auxiliaire précieux dans l'œuvre de reconstruction de l'économie communiste, ainsi que dans la direction et l'administration de toutes les institutions nouvelles qui en sont la conséquence nécessaire.

Puisqu'il en est ainsi, à quoi bon, dans les États à régime soviétiste, ces revendications en faveur du droit de la femme à l'activité humaine sous toutes ses formes? Telle est la question que l'on peut se poser. Nombreuses sont les réponses qu'elle comporte. Il convient de dire tout d'abord

que ces revendications n'ont pas la même signification pour la Russie Soviétiste et révolutionnaire que pour les pays à régime capitaliste. Ce ne sont pas des appels à la lutte pour la conquête de l'égalité des droits de la femme dans tous les domaines de la vie publique, ce ne sont pas des déclarations de guerre aux forces qui s'opposent à l'attribution de ces droits à la femme. Ces revendications sont destinées à rappeler à la femme qu'elle doit se former, se préparer sérieusement pour pouvoir faire réellement usage de ses droits. Elles constituent également un soutien moral pour la femme dont le droit indiscutable au libre développement de son activité peut parfois se trouver contrecarré par les vieux préjugés contre le sexe féminin, préjugés allant à l'encontre de la doctrine et des buts du communisme. Ces revendications, en outre, ont une grande importance pour les futurs États soviétistes qui, il faut l'espérer, ne tarderont pas à se joindre à la République ouvrière et paysanne Russe. Il est fort probable que, dans ces États, les vieilles traditions, les vieux préjugés familiaux contre la femme ne seront pas si faciles à déraciner qu'en Russie Soviétiste.

De même, les revendications ayant trait à la protection de l'ouvrière, de la maternité et de l'enfance, à la création d'institutions publiques destinées à alléger la situation des maîtresses de maison en les déchargeant des soins du ménage, et beaucoup d'autres ont, dans les États Soviétistes, une signification autre que dans les pays où règne encore le Capital. Elles sont plus que des mesures de protection pour la femme et la génération nouvelle. Elles sont plus que de simples réformes de la société bourgeoise, réformes destinées à adoucir les peines et les souffrances des femmes prolétaires, des paysannes pauvres et des employées, ainsi qu'à ranimer leur ardeur combattive. Dégagées de l'atmosphère empoisonnée du capitalisme, elles constituent la pierre angulaire du nouveau régime social, seul capable d'émanciper la femme et de lui assurer une existence vraiment humaine, existence qui se développera sur les bases de la solidarité effective de toutes les parties du corps social. Les camarades russes seront peut-être quelque peu déconcertés par les thèses relatives à l'habitude invétérée d'écartier les femmes de toutes les carrières et à la lutte que doivent par suite soutenir ces dernières dans la société pour le droit au travail. Il ne s'agit pas là évidemment du droit au travail au sens étroit, au sens bourgeois, féministe du mot. Contrairement aux États capitalistes, la Russie Soviétiste ne connaît plus le chômage. L'obligation du travail pour tous les adultes valides normaux, est une des grandes lois de la république prolétarienne. Même si on le voulait, on ne pourrait pas se passer du travail de la femme dans l'agriculture, les usines, fabriques, ateliers, bureaux, écoles, hôpitaux, transports, etc., car l'agression de la contre-révolution internationale oblige l'homme à abandonner la charrue ou l'outil pour le fusil. Il ne saurait être question, il va de soi, de renoncer à la collaboration de la femme dans le ménage, l'administration, l'enseignement, le service de l'hygiène publique, etc. La révo-

lution prolétarienne a assumé des tâches gigantesques qui ne pourront être remplies qu'avec le concours dévoué, conscient de l'élément féminin dans la société tout entière. Tout autre est le tableau dans les pays encore sous le joug du capitalisme en décomposition. La désorganisation fatale de l'économie capitaliste en dénature complètement les traits essentiels. Ce n'est qu'à ses débuts et à son apogée que le capitalisme, sûr de ses forces, enlevait, pour l'exploiter sur une vaste échelle, la femme à son foyer et à sa famille et lui donnait accès à toutes les carrières, à tous les travaux auparavant exclusivement réservés aux hommes. Il désorganisait la grande famille des travailleurs dont tous les membres, réduits au rôle de salariés, devenaient ses tributaires, parmi lesquels il entretenait soigneusement la concurrence dans le but d'accroître ses bénéfices. Dans l'industrie, dans le commerce, dans les transports, partout, la femme était, pour le capitalisme, un instrument docile, une main-d'œuvre bon marché dont il profitait pour abaisser la rétribution du travail de l'homme. Maintenant que le capitalisme est en pleine désagrégation, les femmes et les jeunes filles sont les premières sacrifiées: privées de leur gagne-pain, elles doivent retourner à leur maison déserte et à

leur foyer éteint. Mais une telle situation ne peut pas, ne doit pas envenimer la concurrence entre l'homme et la femme dans la lutte pour la vie. Au contraire, elle doit les souder plus fortement l'un à l'autre, les unir plus étroitement contre leur ennemi commun, le capitalisme, et les inciter à combattre pour la réalisation du communisme qui représente actuellement pour eux l'unique moyen de salut. Seule, en effet, la conquête du pouvoir politique par le prolétariat fournira à ce dernier l'issue nécessaire et lui permettra de continuer sa marche en avant.

La tendance à écarter les femmes de la production sociale et des fonctions publiques, tendance qui se manifeste dans les différents états capitalistes, est extrêmement caractéristique de l'hypocrisie du régime bourgeois contemporain. Elle est la preuve évidente que ce régime n'est pas à la hauteur des tâches que la réalité lui impose. Aussi adressons-nous cet appel aux masses féminines des pays capitalistes.

Réveillez-vous! Le moment est venu de briser vos fers! Sachez le comprendre, réclamez, agissez, lutez! Vous aussi, vous devez contribuer au renversement du capitalisme et à l'instauration de la dictature du prolétariat. Vous aussi, vous devez contribuer au triomphe du communisme.



# HÉROS ET MARTYRS DE LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

## DEUX VICTIMES DE LA BOURGEOISIE AMÉRICAINE

JOE HILL, FRANK LITTLE

Les I. W. W. d'Amérique ont fait beaucoup de sacrifices depuis la fondation, relativement récente, de leur organisation. Pendant les grèves qu'ils ont soutenues et qui ont souvent été de véritables batailles de guerre civile, leurs membres ont été tués et mutilés par dizaines, tant par les agents de l'autorité que par des foules furieuses. Leur action, qu'il s'agisse de grève, de manifestation, de revendication de la liberté de parole, n'a jamais eu cours dans le cadre de la loi, n'a jamais été pacifique. Des centaines et, peut-être, des milliers d'I. W. W. sont actuellement détenus dans les geôles de la libre Amérique, où ils purgent des peines monstrueuses de 20 et 30 ans de prison (ou perpétuelles). Il y eut un moment, où notre organisation avait jusqu'à cinq mille adhérents détenus dans les camps de concentration, les prisons et les bagnes, avant ou après condamnation. Les lynchages, avec tout leur cortège d'inventions sadiques—ébouillement, marque au fer rouge, etc.,—de nos militants dévoués à la libération du prolétariat américain étaient fréquents. Mis hors la loi bourgeoise, nos camarades sentaient toujours l'épée de Damoclès suspendue sur leur tête, et nulle statistique n'a encore mesuré l'étendue de leurs sacrifices.

Parmi les innombrables victimes de la bourgeoisie américaine, deux camarades prématurément arrachés à notre œuvre, deux vaillants tombés en première ligne, dans la guerre entre le travail et le capital, sont surtout populaires. Ce sont mes amis et compagnons d'armes, Joseph Hillstroem (plus connu sous le surnom de Joe Hill) et Frank Little. Tous deux sont tombés de la main du bourreau: le premier fusillé dans l'État d'Utah, le 17 novembre 1915, et le second lynché par les mercenaires du trust du cuivre, le 1-er août 1917.

Tous deux étaient des hommes de valeur, personnalités remarquables, militants dévoués, organisateurs doués, tacticiens habiles des luttes économiques, et nous ne devons pas nous étonner que le capital américain les ait traités avec le plus de rigueur et que, ne voulant pas les garder dans ses prisons comme il nous a gardés, nous, il les ait sur-le-champ assassinés.

Joe Hill avait commencé son activité révolutionnaire dans les bas-fonds. A l'arrivée des organisateurs des I. W. W. dans les forêts septentrionales de l'Amérique, il était scieur de bois. Hill fut

un des premiers des «Travailleurs de la Forêt» à se syndiquer, et dès ce jour vécut de la vie du syndical, porta le poids de ses peines et, finalement, mourut pour lui. Il remplissait au syndicat toutes les fonctions: secrétaire, trésorier, organisateur, propagandiste, président, maintes fois délégué aux congrès locaux ou généraux, rédacteur de journaux. Il ne se déroba à aucun travail, considérant que tout est important, qu'il y a toujours des responsabilités à prendre et qu'il faut tout faire.

Joe Hill était aussi un poète remarquablement original et un bon musicien. Il fut le premier poète ouvrier de l'Amérique. Et c'est à ce titre que son nom ne sera plus oublié aux États-Unis. Son petit livre de chansons et de poèmes a déjà été réédité en 10 éditions, à environ 300.000 exemplaires.

Ses vers, qu'il a le plus souvent adaptés lui-même à des airs populaires, chantent la souffrance de l'homme de cœur devant l'exploitation, la peine physique et morale du prolétaire dans l'atmosphère de sauvagerie, empoisonnée du patriotisme, de la société américaine; ses vers lamentent la destinée des fillettes de 12 et 14 ans qui s'étiolent dans les fabriques ou descendent dans les mines, pendant des 9 et des 10 heures par jour, et qui de leurs petites mains, de leur sueur et de leur sang d'enfants, contribuent à créer les immenses richesses de la classe ennemie. Il s'indigne de voir les grévistes assommés, condamnés par la loi, lynchés par les mercenaires, en proie aux bandes des capitalistes du Colorado, qui versent à flots le sang ouvrier; il évoque la fumée des incendies planant sur les villes ouvrières, les lamentations des enfants, attendrissant même les plumitifs de la bourgeoisie, l'héroïsme des prolétaires sauvant leurs enfants et l'avenir et l'honneur de leur classe. A tous ces héros martyrs inconnus Joe Hill dédiait ses chansons qui ont si profondément ému le cœur des prolétaires, au pays du Diable Jaune.

Sa muse évoquait aussi volontiers les festins et les bals offerts par les Crésus modernes à leurs clients et à leurs valets. Il flagellait les serviteurs de la bourgeoisie, socialistes jaunes et bureaucratiques des syndicats. Il appelait la classe ouvrière d'Amérique à s'unir aux travailleurs des autres pays pour aller à l'assaut du vieux monde. C'était un fanatique de l'organisation que louaient presque

toutes ses chansons, où la beauté et la force de la cohésion, de l'unanimité, de l'entente pour la lutte et la victoire sont sans cesse magnifiées.

Les chansons de Joe Hill sont très populaires. Partout où il y a des ouvriers, on peut entendre sa chanson du *Fermier John*, celle du *Renard Organisé*, celle de *l'Union de tous les Proletaires*. Dans les prairies illimitées de l'Ouest, dans les forêts vierges du Canada où les bûcherons ne pénétrèrent que maintenant, dans les mines, sur les vaisseaux qui sillonnent les lacs et les océans, la fière chanson du *Drapeau Rouge* de Joe Hill résonne souvent. On l'entend dans toutes les réunions des industrialistes. Nous avons chanté les strophes de notre poète pendant les plus âpres luttes, pendant qu'on nous arrêtait, pendant qu'on nous condamnait, pendant qu'on nous convoyait vers les bagnes.

En 1914, Joe Hill fut arrêté et inculpé d'assassinat. Dans une localité où la grève sévissait, un boutiquier avait été tué. On jugea Joe Hill, comme on juge toujours en Amérique les criminels politiques, non pour les faits incriminés, mais pour sa personnalité d'organisateur et de poète révolutionnaire. Nous ne soulignerons pas ici son innocence. Il lui aurait été facile de se disculper en nommant l'amie chez laquelle il se trouvait à l'heure du crime. Il ne la nomma pas et fut condamné à mort.

Le mouvement de protestation soulevé par nos organisations, au moment du procès, entraîna tout ce qu'il y avait de sain et d'honnête dans la société américaine. Des meetings, des manifestations, des grèves, des pétitions se succédèrent pour sauver la vie du poète, militant. Le président Wilson, que l'on considérait encore alors comme un idéaliste, demandait la révision de l'affaire. Le gouvernement suédois, dont Joe Hill était ressortissant, demandait sa libération. Rien n'y fit: les différentes instances successives refusèrent la révision et la grâce et, le 17 novembre 1905, à l'aube, Joe Hill fut passé par les armes, en présence de hauts fonctionnaires de l'Etat. Les derniers mots qu'il adressa à ses amis, les I.W.W., furent: «*Ne me pleurez pas, mais organisez-vous!*» Cette suprême volonté du martyr devait devenir notre règle. Deux ans plus tard, l'association des I. W. W. avait 300.000 membres et soutenait simultanément la grève générale des Travailleurs de la Forêt, celle des Travailleurs Agricoles et celle des Mineurs.

Frank Little nous était venu de la Fédération des Mineurs de l'Ouest, premier syndicat socialiste d'Amérique, qui avait à son actif de nombreuses manifestations révolutionnaires et des grèves. L'influence du camarade William Haywood y faisait prédominer l'esprit révolutionnaire du socialisme. L'activité des Mineurs de l'Ouest marqua l'une des plus belles époques du mouvement ouvrier américain, et le seul nom de cette puissante association ouvrière, tombée depuis sous la coupe des conservateurs, suffit à évoquer aux yeux du patronat le spectre de la guerre civile qu'elle a soutenue pendant dix ans, dans le Colorado. Frank Little, militant aguerri et discipliné, pénétré d'esprit marxiste, sorti des rangs de la Fédération des Mineurs de l'Ouest, se fit con-

naître au premier congrès organisateur des I. W. W. Avec d'autres militants des Mineurs de l'Ouest, il y préconisa la création d'un organisme embrassant tous les travailleurs d'une industrie donnée, quelle que soit leur spécialité, leur nationalité, leur race et leur sexe, et l'union de toutes ces fédérations d'industrie en une grande association américaine qui ne serait plus tard qu'une section de l'Internationale des Travailleurs. D'où le nom du nouvel organisme, «l'Association des Travailleurs Industriels du Monde» (Industrial Workers of the World).

L'association des I. W. W. fut donc fondée sous l'influence des Mineurs de l'Ouest qui lui donnèrent Frank Little. Dès le premier jour, l'existence des I. W. W. ne fut qu'une incessante lutte, à laquelle Frank Little prit la part la plus active. Il fut l'organisateur et le conducteur de la grève des mines d'or qui suspendit la vie de toute une région, en 1907; il prit, cette même année, une part importante à la grève des travailleurs de l'acier de Pittsburg, pendant laquelle le comité de grève proclama et appliqua ce principe: «pour chaque gréviste tué, 3 policiers doivent tomber». Il serait difficile d'énumérer toutes les actions auxquelles prit part Frank Little, mais on peut dire d'une façon générale que lorsqu'il n'était pas en prison, il était sur le champ de bataille.

En 1916, le congrès des I. W. W. adoptait une résolution contre la guerre à laquelle les Etats-Unis ne participaient pas encore. Quand, en 1917, les Etats-Unis entrèrent en guerre, les I. W. W. ne purent pas convoquer un congrès. Si bien que l'organisation la plus révolutionnaire du prolétariat américain n'eut pas d'attitude officielle à l'égard du rôle des Etats-Unis dans la guerre. Aux réunions du Comité Exécutif des I. W. W., Frank Little exigea la publication, sous la responsabilité des membres du comité, d'une déclaration contre la guerre. Mais les statuts de l'organisation ne permettaient pas au comité d'agir de la sorte. Il fut décidé que les membres seraient invités à s'inspirer de l'attitude nettement négative de l'association à l'égard de toute guerre en général, et que l'on se préoccuperait, en premier lieu, de l'organisation d'un vaste mouvement gréviste dans les industries de guerre. L'organisation des mineurs et la direction de leur grève furent confiées à Frank Little.

Frank Little disparut et ne reparut que six semaines plus tard, au moment où éclata la grève des mines de cuivre de l'Arizona. Ce fut une lutte grandiose. Grouper pour une même action les ouvriers des nationalités les plus variées, n'était pas chose facile. Frank Little réussit pourtant à étendre le mouvement aux Etats de Montana et de Michigan.

C'est sur ces entrefaites que notre ami fut victime d'un accident grave. Au cours d'une tournée dans le district minier, son automobile fut prise en écharpe par un train, et Frank Little, grièvement blessé, fut ramené à Chicago. A peine sorti de l'hôpital, marchant sur des béquilles, il se présentait bientôt après au quartier général des I. W. W. et exigeait qu'on l'envoyât dans l'Etat de Montana, où le réclamaient les grévistes. Pendant deux heures en-

tières, ses camarades s'efforcèrent de le dissuader et de lui faire comprendre la folie qu'il y avait à vouloir combattre le trust dans son état de convalescence et d'infirmité. Rien n'y fit, et Frank Little reçut le mandat qu'il exigeait. Ses amis, en le lui confiant, ne pouvaient se dissimuler qu'ils l'envoyaient à la mort.

Infirmes, à peine levé de sa couche d'hôpital, Frank Little fit des prodiges. De Butte, centre du mouvement, il dirige les 75.000 mineurs grévistes dispersés aux Etats-Unis. Il est sans cesse en déplacement, il parle plusieurs fois par jour, il est membre de multiples commissions, il publie des proclamations et des manifestes, il est en un mot l'âme d'une lutte épique des travailleurs contre le plus puissant des trusts soutenu par l'Etat bourgeois; formidablement armé.

Dans la nuit du 1-er août 1917, 6 hommes masqués s'introduisirent dans la chambre qu'il occupait à l'hôtel, l'entraînèrent à moitié nu, l'attachèrent à l'arrière d'une automobile, traversèrent ainsi toute la ville et le pendirent sous un viaduc de chemin de fer. Nous avons des raisons de croire qu'il était mort au cours du sinistre voyage, trainé sur la route, à la suite d'une automobile lancée à toute vitesse. On trouva sur son corps une pancarte portant ces mots: «Premier et dernier avertissement: que les autres prennent garde!»

Ainsi ont vécu et sont morts deux héros, deux martyrs de l'Amérique prolétarienne, dont les noms ne doivent plus être oubliés: Joe Hill et Frank Little.

V. L.

## FRANZ WIEPPEL

### LA JUSTICE DE CLASSE EN AUTRICHE

Un procès sensationnel a récemment eu lieu à Vienne. Neuf communistes, emprisonnés depuis 18 mois, ont comparu devant la justice bourgeoise. L'instruction avait savamment embrouillé les circonstances très claires de l'inculpation admise par les neuf accusés.

Trois actes différents commis par diverses personnes étaient intentionnellement présentés comme des délits de droit commun, afin de mieux discréditer ceux qui n'auraient dû être jugés qu'en qualité de «criminels» politiques et de communistes.

Les personnes qui ont été condamnées ensemble ne se connaissaient pas. Elles appartenaient toutes à l'organisation communiste, mais d'aucunes n'y avaient adhéré que lors du coup d'Etat, selon leur intérêt personnel, tandis que d'autres, anciens militants éprouvés, étaient de vaillants révolutionnaires. C'est naturellement à ces derniers que furent infligées les peines les plus sévères.

Franz Wieppel, qui pendant la guerre a conduit les ouvriers contre les armées réactionnaires, qui avait consacré tout son temps et toutes ses forces à la propagande des idées communistes, a été condamné à 4 ans de prison. Il a accueilli sa condamnation en criant: «Vive la révolution mondiale! Vive les Soviets!»

Quel est le motif d'un verdict si sévère prononcé dans une République «démocratique»?

Franz Wieppel habite une petite ville d'eau des environs de Vienne, où se trouve une importante usine, dont les ouvriers donnent au capital leurs forces et leur sang. Cette petite localité qu'on nomme par plaisanterie «République Soviétiste de Wöslau», fut un moment administrée par le Soviet Ouvrier. Wieppel était encore à cette époque dans les bonnes grâces des social-démocrates locaux. C'était au lendemain des élections communales. La bourgeoisie et les social-démocrates y avaient obtenu un nombre égal de voix. La fonction de bourgmestre aurait pu revenir à un

socialiste chrétien. Les social-démocrates durent s'adresser aux communistes. Franz Wieppel, toujours prêt à combattre la bourgeoisie, se mit à la tête des ouvriers de Wöslau. «Nous n'admettrons pas un bourgmestre clérical,—annonça-t-il. Les échevins n'ont qu'à s'en aller. C'est le Conseil Ouvrier qui prendra le pouvoir». Le Soviet occupa en effet l'hôtel de ville et se prépara à diriger les affaires. La bourgeoisie s'en effraya. Elle consentit immédiatement à désigner un bourgmestre social-démocrate. Et Franz Wieppel se trouva avoir tiré les marrons du feu pour MM. les social-démocrates. Dès ce moment, la bourgeoisie le poursuivit de sa haine.—Dans une autre circonstance, les ouvriers de Wöslau furent jetés dans la rue. Une grande fabrique textile avait épuisé tous ses stocks, les prolétaires voués au chômage restèrent sans pain.

Dans une luxueuse ville d'eau, où les riches vivent dans l'abondance et l'oisiveté, les ouvriers souffrent de la faim. C'est ce que Franz Wieppel ne pouvait admettre. Il convoqua les chômeurs qui répondirent à son appel au nombre de quelques milliers. «Pourquoi, leur demanda-t-il, devons-nous périr, alors que la bourgeoisie d'ici est riche de notre sang et de notre sueur?» L'unanimité des ouvriers, l'énergie et l'esprit d'initiative de Wieppel réussirent, de concert avec les administrations locales, à imposer la bourgeoisie de Wöslau au profit des chômeurs. La bourgeoisie dut venir «volontairement» en aide des ouvriers; et dès lors, Wieppel lui devint encore plus odieux. Mais tandis que les uns le haïssaient, les autres l'aimaient et l'admiraient. Bien qu'il ne fût point un orateur, les ouvriers de la région écoutaient avidement ses moindres paroles. Il exposait d'une façon simple ce qu'il voulait et devait dire. Il sortait lui-même de leur milieu. Il vivait pauvrement dans un petit logement sans lumière, avec sa jeune femme et sa fillette qu'il appelait «Lénina», «Spartaka», «Kosa». Il n'avait d'autres ressources que

la vente de la littérature communiste. Lors d'une perquisition faite chez lui, on trouva dans son pot-au-feu de la viande de chat et de chien.

Mais, revenons à son crime. Depuis longtemps déjà, la police, aux ordres de la bourgeoisie, s'appretait à faire disparaître Wieppel. Elle n'osait pas, le sachant jalousement gardé par le prolétariat. On l'arrêta pourtant un beau soir, sous l'inculpation d'avoir caché et distribué des armes: d'avoir proféré des menaces à l'adresse du bourgmestre social-démocrate, et d'avoir arrêté un train à Wöslau.

A toutes ces accusations, Wieppel a répondu:

«Je reconnais avoir caché dans la forêt et dans de vieux édifices des armes et des munitions qui m'ont été confiées en vue de l'organisation de la défense de la République des Soviets Hongrois. Avec le concours des militants sûrs, ces objets ont été ramenés dans le pays. Nos camarades les ont transportés tantôt dans des sacs, tantôt dans des charrettes. J'ai menacé le bourgmestre parce qu'il avait manifesté l'intention de faire enlever les armes, déposées à Wöslau et destinées aux ouvriers».

La menace avait d'ailleurs été purement verbale, ce que le bourgmestre, interrogé en qualité de témoin, a dû reconnaître: «Si les armes ne restent pas ici, tu seras pendu sur le premier arbre». Voici ce qu'avait dit Franz Wieppel, dont la bonté et le sang-froid sont, au reste, bien connus dans le pays.

Il se peut que la politique hypocrite des social-démocrates, qui affectaient de préconiser l'armement des ouvriers tout en l'empêchant par tous les moyens, ait réellement exaspéré notre camarade.

«J'ai arrêté un train à Wöslau,—a aussi avoué Wieppel. Ce train transportait des renards pendant la grève générale des cheminots. C'eût été faire injure aux prolétaires de Wöslau que le laisser passer».

Franz Wieppel a été condamné à 4 ans de prison. On a voulu frapper en lui le révolutionnaire qui avait osé s'imposer à la bourgeoisie et qui, pleinement conscient de son devoir de solidarité internationale, s'était montré prêt à collaborer à la défense de la République des Soviets Hongrois.

## LE PROCÈS DES FONDATEURS DU PARTI OUVRIER SOCIALISTE FINLANDAIS

On sait que le gouvernement finlandais a dissous l'assemblée constituante du Parti Socialiste Finlandais, en mai 1920; ses organisateurs furent arrêtés. Le procès qui leur fut intenté a continué jusqu'à ces derniers jours; il s'est terminé le 3 février, par le verdict de la Cour de Justice (Hofrecht) de la ville d'Abo.

D'après les dispositions du jugement, il est prouvé que les accusés, mécontents des décisions du parti social-démocrate, prises en 1919, ont résolu de fonder un nouveau parti, et d'être un bureau provisoire chargé de prendre les mesures préliminaires. Sur la proposition de cette administration, la décision fut prise au congrès du parti (13—14 mai 1920) de fonder une organisation adoptant le point de vue prolétarien de lutte des classes<sup>(1)</sup>. Certains accusés purent partir au congrès en qualité d'administrateurs, et le nouveau parti prit la décision de s'affilier à la III<sup>e</sup> Internationale.

Le réquisitoire du procureur général démontre que les accusés ont voulu créer un parti, dont le but serait de provoquer la prise du pouvoir par le prolétariat, en détruisant complètement l'Etat bourgeois et en chassant des fonctionnaires. La Cour déclara les accusés coupables de s'être associés à la fondation d'une société dont le but serait la subversion de l'ordre social actuel en Finlande, c'est-à-dire coupables de la préparation d'un crime d'Etat. Pour ces raisons, la Cour a prononcé contre eux la sentence qui suit: l'ouvrier Ralikinien, le candidat en droit Pekkala, le professeur Vuollioki, l'imprimeur Lehtinen, l'économiste Leino, l'ouvrier Valava et le journaliste Heikkil furent condamnés

chacun à dix-huit mois de prison et à 5 années de privation de droits civiques. Le charpentier Heimonen, l'ouvrière Velanen, le charpentier Haikarainen, le tonnelier Laine, le représentant de commerce Partanen, la couturière Kantanen et le journaliste Wirta sont condamnés à une année de prison et à 5 années de privation de droits civiques.

Plusieurs accusés ayant déjà subi des condamnations et ayant été conditionnellement libérés, la durée de leur emprisonnement et celle de la perte de droits civiques sera, pour eux, beaucoup plus longue. Ralikinien aura à subir 4 ans, 10 mois et 21 jours d'emprisonnement et sera privé de droits civiques pendant 6 ans; Lehtinen subira trois ans d'emprisonnement et sera privé de droits civiques pendant 5 ans; les autres ont respectivement à subir: Leino—6 ans, 9 mois et 15 jours de prison et 8 ans de privation de droits civiques; Valava—6 ans, 16 jours de prison et 7 ans de privation de droits civiques; Heikkil 6 ans, 11 mois et 25 jours de prison et 4 ans de privation de droits civiques.

La Cour de Justice a trouvé l'arrestation immédiate de tous les condamnés nécessaire. Les frais légaux seront couverts par tous les répondants conjointement ou bien par ceux d'entre eux qui sont en possession de quelques moyens.

Après avoir prononcé le verdict, la Cour de Justice d'Abo a donc ordonné l'arrestation immédiate des 14 condamnés. Les camarades Ralikinien, Pekkala, Valava, Haikarainen, Heimonen et Wirta à Helsingfors, Lehtinen à Tammerfors, Laine à Wasa et Vuollioki à Ii—ont déjà été incarcérés.

(1) Voir N° 15 de l'Internationale Communiste.

# BIBLIOGRAPHIE

## LA PRESSE COMMUNISTE INTERNATIONALE

### Organes internationaux.

- 1) *L'Internationale Communiste*. Organe du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste. Pétrograd. Fondé le 1-er mai 1919. Paraît simultanément en russe, en français, en allemand et en anglais. Rédacteur: G. Zinoviev.
- 2) *Bulletin du Soviet International Provisoire de l'Internationale ouvrière rouge*. Fondé en 1920. Paraît en quatre langues.
- 3) *Jugend-Internationale* (L'Internationale de la Jeunesse). Edition du Comité Exécutif de la Jeunesse. Fondé en 1919. Edition allemande—Berlin. Edition russe—Moscou. Edition suédoise—Stockholm.
- 4) *Internationale Jugendkorrespondenz* (Courrier International de la Jeunesse). Edition du Comité Exécutif de l'Internationale de la Jeunesse Communiste. Paraît en Allemagne, à Berlin, 3 fois par mois. Fondé en 1920.
- 5) *Les Peuples d'Orient*. Organe du Conseil de Propagande et d'Action des peuples de l'Orient. Bakou. Fondé en 1920. Paraît en russe, en turc, en persan et en arabe.
- 6) *Der junge Genosse* (Le Jeune Camarade). Edité par le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste. Berlin. Fondé le 1-er janvier 1921. Rédacteur: Edwin Hernie. Bimensuel.

### Russie.

- 1) *Pravda* (La Vérité). Organe du Comité Central et du Comité Moscovite du P. C. R. Moscou. Quotidien. Tire à 250.000 ex.
  - 2) *Izvestia*. Bulletin du Comité Exécutif Central Pan-russe des soviets des députés ouvriers, paysans, cosaques et soldats rouges et du Soviet moscovite des députés ouvriers et soldats rouges. Moscou. Quotidien. Tirage: 350.000 ex.
  - 3) *Le Jeune Communiste*. Organe des Comités Central, de la ville de Moscou et du gouvernement de Moscou de l'Union Communiste Russe de la Jeunesse. Moscou. Fondé en 1919. Bimensuel.
  - 4) *Pétrogradskaja Pravda* (La Vérité de Pétrograd). Organe du Comité pétérbourgeois du P. C. R. Pétrograd. Fondé en 1912. Quotidien.
  - 5) *Le Jeune Proletaire*. Organe du Comité pétérbourgeois et du Bureau de la région septentrionale de l'Union Communiste Russe de la Jeunesse. Pétrograd. Bimensuel.
  - 6) *La Communiste*. Organe de la Section du Comité Central du Parti Communiste Russe pour l'action parmi les femmes. Moscou. Fondé en été 1920. Rédaction: Boukharine, Vinogradskaja, Kroupskaïa, Kolfontaï, Nicolseïf et Ollinsky. Mensuel. Tirage: 30.000 ex.
- Outre les organes officiels précités, il paraît encore une foule d'autres périodiques édités par le Parti et les soviets locaux.

### Allemagne.

- 1) *Die Rote Fahne* (Le Drapeau Rouge). Organe Central du Parti Communiste Allemand. Fondé par Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg. Berlin. Quotidien. Tirage 18.500 ex.

2) *Die Internationale* (L'Internationale). Journal du marxisme théorique et pratique. Fondé par Rosa Luxembourg et Franz Mehring. Bimensuel. Tirage: 5.000 ex.

3) *Kommunistische Räte-Korrespondenz* (Courrier Soviétique Communiste). Fondé en 1919. Organe du Comité Central du Parti. Paraît irrégulièrement. Tirage: 10.000 ex.

4) *Die Kommunistin* (La Communiste). Organe du Parti Communiste Allemand. Berlin. Fondé en 1920. Editeur: Klara Zetkin. Paraît 3 fois par mois. Tirage: 5.000 ex.

5) *Der Pflug* (La Charrue). Hebdomadaire paraissant les dimanches et destiné aux ouvriers agricoles et aux petits propriétaires. Berlin. Fondé en 1919. Tirage: 7.000 ex.

6) *Der Kommunistische Landarbeiter* (Le Cultivateur Communiste). Fondé le 15 mai 1920. Bimensuel. Tirage: 6.000 ex.

7) *Die K. P. D. Propaganda* (La Propagande). Edition du Comité Central du Parti. Tirage: 2.000 ex.

8) *Der Kommunist* (Le Communiste). Périodique d'information pour le Wurtemberg. Stuttgart. Paraît 4 fois par semaine. Supprimé.

9) *Freiheit* (La Liberté). Organe du Parti pour la Hesse, la Hesse-Nassau et la Basse Franconie. Hanau sur-le-Mein. Fondé en 1919. Bihebdomadaire.

10) *Der Kommunist* (Le Communiste). Erfurt. Tirage: 4.900 ex. Ne paraît plus, depuis le 1-er juillet 1920.

11) *Der Kämpfer* (Le Militant). Organe du Parti pour la Saxe. Chemnitz. Fondé en 1918. Quotidien. Tirage: 17.000 ex.

12) *Freiheit* (La Liberté). Duisbourg. Tirage: 10.000 ex.

13) *Die Rote Fahne* (Le Drapeau Rouge). Mannheim. Tirage: 4.000 ex.

14) *Neue Zeitung* (Le Nouveau Journal). Munich. Tirage: 15.000 ex.

15) *Spartakus*. Edition du parti. Fondé en 1919. A paru, dans le courant des années 1919 et 1920, clandestinement et irrégulièrement.

16) *Mitteilungsblatt der K. P. D. des Industriebezirks Chemnitz-Erzgebirge-Vogtland* (Feuille d'information du Parti Communiste Allemand pour le rayon industriel de Chemnitz-Erzgebirge-Vogtland). Chemnitz. Fondé en 1919.

17) *Arbeitspolitik* (La Politique Ouvrière). Hebdomadaire. Organe du socialisme scientifique et journal d'information pour les rayons nord et nord-est du Parti Communiste Allemand. Hambourg.

18) *Die Junge Garde* (La Jeune Garde). Organe central de la Jeunesse Socialiste Libre d'Allemagne. Fondé en 1918. Bimensuel. Tirage: 8.000 ex.

19) *Jung-Proletarier* (Le Jeune Proletaire). Feuille d'information des groupes libres de la Jeunesse de la Bavière septentrionale et méridionale. Munich. Fondé en juin 1920. Mensuel.

20) *Der Kommunistische Gewerkschafter* (Le syndiqué communiste). Hebdomadaire pour le travail des communistes dans les syndicats et les conseils de production. Berlin. Fritz Heckert. Fondé le 8 janvier 1921.

21) *Kommunistische Rundschau* (Revue Communiste). Berlin. Editeurs: Däumig, Geyer et Stöcker. A paru 2 fois par mois, d'octobre 1920 à janvier 1921.

22) *Schmiede* (La Forge). Hebdomadaire. Organe d'agitation et de propagande du Com. Cent. du Parti Com. Unifié d'Allemagne. Berlin. Fondé le 14 janvier 1921.

23) *Die Internationale*. Organe du Parti Comm. Unifié de Berlin. A paru quotidiennement, du 8 au 31 décembre 1920.

24) *Die Rote Fahne des Ostens* (Le Drapeau Rouge de l'Est). Quotidien. Organe du Parti Communiste Unifié Allemand pour la Prusse Orientale. Königsberg. Fondé en 1920.

25) *Der Kommunist*. Organe du Parti Comm. All. pour le Wurtemberg. Stuttgart. Quotidien. Parait depuis le 1-er janvier 1921, au lieu du *Der Sozialdemokrat*.

26) *Volkszeitung*. Organe du Parti Comm. All. Unifié. Augsburg. Rédacteur: Vendelin Thomas. Quotidien.

27) *Der Rote Kurier* (Le Courrier Rouge). Organe du Parti Comm. Un. All. pour la Saxe Occidentale. Leipzig. Fondé le 1-er février 1921.

28) *Ruhr. Echo*. Organe du Parti pour la Westphalie rhénane.

29) *Die Rote Fahne*. Mannheim. Tirage: 4.000 ex.

30) *Hamburger Volkszeitung*. Organe du Parti Comm. Un. All. Hambourg. Quotidien.

31) *Das freie Volk* (Le Peuple Libre). Organe du Parti Comm. Un. All. Danzig. 1-er février 1921. Était auparavant l'organe des Indépendants.

32) *Bergische Arbeiterstimme* (La Voix des Mineurs). Solingen.

33) *Schlesische Arbeiterzeitung*. Feuille d'information du Parti Comm. Un. All. Breslau. Quotidien.

34) *Klassenkampf* (La Lutte de classes). Halle. A succédé, le 1-er janvier 1921, au *Volksblatt*.

35) *Südwestdeutsche Arbeiterzeitung* (Gazette ouvrière de l'Allemagne du Sud-Ouest). Organe du parti pour la région de Francfort sur-le-Mein.

36) *Rote Fahne*. Organe pour la région de Bade et Pfalz. Mannheim-Stuttgart. Fondé le 3 janvier 1921. Quotidien.

37) *Die Arbeit*. Organe théorique et pratique du mouvement de la jeunesse. Berlin. Fondé le 1-er février 1921.

### Grande-Bretagne.

*The Communist* (Le Communiste). Organe de la III-e Internationale. Édité par le Comité Exécutif du Parti Communiste. Londres. Fondé en juillet 1919. Hebdomadaire. Tirage: 15.000 ex.

### France.

1) *Bulletin communiste*. Organe du Comité de la III-e Internationale. Paris. Fondé en mars 1920. Bihébdomadaire; depuis le premier avril 1920, hebdomadaire.

2) *La Revue Communiste*. Scientifique, politique et littéraire. Paris. Rédacteur: Charles Reppoport. Fondé en mars 1920. Mensuelle.

3) *Le Soviet*. Organe de la Fédération Communiste des Soviets (Section Française de l'Internationale Communiste, à Moscou). Paris. Fondé en mars 1920. Bimensuel.

4) *L'Avant-Garde ouvrière et communiste*. Organe officiel du Comité de l'Internationale Communiste de la Jeunesse. Puteaux (Seine). Bimensuel.

5) *L'Humanité*. Journal Socialiste. Paris. Quotidien.

6) *La Voix Paysanne*. Organe du Parti Socialiste (section française de l'Internationale Communiste). Paris. Édité par l'Humanité. Rédacteur: Jean Renaud; secrétaire de la rédaction: Louis Bernard.

7) *Volkstribune*. Organe pour la Lorraine. Était édité auparavant à Dusseldorf. Parait maintenant à Metz.

8) *Germinal*. Belfort. Fondé par Frossard.

9) *L'Internationale*. Quotidien communiste du soir. Rédacteur en chef: Daniel Renoult.

10) *La Vie Ouvrière*. Hebdomadaire syndicaliste-révolutionnaire. Rédacteurs principaux: Pierre Monatte, M. Martinet, A. Rosmer.

### Espagne.

*El Comunista* (Le Communiste). Organe du Parti Communiste Espagnol. Madrid. Fondé le 1-er mai 1920. Quotidien.

### Italie.

1) *Il Comunista* (Le Communiste). Organe de la Fraction Communiste du Parti Socialiste Italien. Bologne. Secrétaire principal de la rédaction: Nicolas Bombacci. Fondé le 7 novembre 1920.

2) *L'Ordine Nuovo* (L'Ordre Nouveau). Quotidien communiste. Turin. Fondé le 1-er janvier 1921.

3) *Il Soviet*. Organe de la fraction des communistes-absentionnistes du Parti Socialiste Italien. Naples. Hebdomadaire.

4) *L'Operaio agricolo* (L'Ouvrier Agricole). Bihébdomadaire pour la préparation communiste. Turin. Fondé en janvier 1921.

5) *Avanguardia*. Organe de la Fédération Socialiste Italienne de la Jeunesse. Rédacteur: Nicolas Bombacci.

6) *Lavoratore* (Le Travailleur). Organe de la Fédération Communiste de la Vénétie méridionale. Trieste. Fondé le 3 février 1921.

7) *Il Comunista*. Organe central du Parti Communiste Italien. Milan. Fondé le 30 janvier 1921. Rédacteur: Luigi Repposi. Bihébdomadaire.

### Hollande.

1) *De Tribune* (La Tribune). Journal révolutionnaire socialiste populaire. Organe du Parti Communiste des Pays-Bas. Amsterdam. Fondé en 1907. Rédacteurs: Van Ravestein et Wijncup. Hebdomadaire.

2) *De Nieuwe Tijd* (Le Nouveau Temps). Journal socialiste révolutionnaire. Bihébdomadaire. Rédacteurs: Henriette Roland-Holst, Antoine Pannekoek, Van Ravestein.

3) *De Jonge Communist* (Le Jeune Communiste). Organe de l'Union Communiste de la Jeunesse. La Haye. Rédacteurs: Van Bern et Dollemak. Mensuel.

4) *De Voorbode* (Le Précurseur). Organe des ouvrières.

### Belgique.

*L'Ouvrier Communiste*. Bruxelles. Fondé le 1 mars 1920. Bimensuel.

### Luxembourg.

*Der Kampf* (La Lutte). Organe du Parti Communiste Luxembourgeois (Section de la III-e Internationale). Luxembourg. Fondé en janvier 1921. Hebdomadaire.

### Suisse.

1) *Neue Ordnung* (L'Ordre Nouveau). Organe officiel du Parti Communiste Suisse (Section de la III-e Internationale). Berne. Fondé en octobre 1920. Parait 3 fois par semaine.

2) *Der Communist* (Le Communiste). Edition du Parti Communiste Suisse. Winterthur. Tirage: 2500-4000 ex. Fondé en 1919.

3) *Bieler Vorwärts*. Organe du Parti Communiste Suisse. Bielle. Bihébdomadaire. A été remplacé par *Neue Ordnung* (V. n. 1).

4) *Der Kämpfer* (Le Militant). Zurich. Fondé le 11 janvier 1921. Rédacteur en chef: Hiltz Bay.

5) *Basler Vorwärts*. Quotidien Communiste. Fondé en février 1921. Organe officiel de la gauche socialiste du Parti Suisse et de l'Union Ouvrière de Bâle. Bâle.

6) *Le Phare*. Organe officiel de la III-e Internationale pour la Suisse Romande. La Chaux-de-Fonds. Fondé en 1919. Mensuel. Rédacteur: Jules Humbert-Droz.

7) *Neue Jugend* (La Jeunesse Nouvelle). Organe de la Jeunesse Communiste Suisse Bâle. Bimensuel.

### Danemark.

1) *Arbejdet* (Le Travail). Organe de la gauche du Parti Socialiste Danois. Du 1 décembre 1919 jusqu'au 10 avril 1920, hebdomadaire; depuis le 10 avril 1920, quotidien.

2) *Fremad* (En Avant). Organe de l'Union de la Jeunesse. Copenhague. Bimensuel.

### Suède.

1) *Norrskensflamman* (L'Aurore Boréale). Luleå. Quotidien. Organe de la gauche du Parti Socialiste Suédois.

2) *Västerbotens Folkblad* (Le Journal Populaire de Västerbotten). Umeå. En 1919 paraissait 3 fois par semaine, actuellement chaque jour.

3) *Nya Norrland* (Le Nouveau Norrland). Sollefteå. Quotidien.

4) *Politiken* (La Politique). Stockholm. Quotidien.

5) *Skånes Folkblad* (Le Populaire de Skåne). Trelleborg. Au début, hebdomadaire; depuis le commencement de l'année 1920, parait 3 fois par semaine.

6) *Hälsinge Kuriren* (Le Courrier de Hälsinge). Bollnäs. Bihébdomadaire.

7) *Dalarnes Folksblad* (Le Populaire du Dalarnes). Bur-lenge. Bihebdomadaire.

8) *Ofre Dalarnes Tidning* (Le Journal du Dalarnes). Mora. Bihebdomadaire.

9) *Nya Värmland* (Le Nouveau Värmland). Karlstad. Bihebdomadaire.

10) *Västmanland* (Le Västmanland). Westeras. Bihebdomadaire.

11) *Ostgöta Folket* (Le Peuple d'Ostgöta). Linköping. Bihebdomadaire.

12) *Inlandet* (La Patrie). Östersunde. Hebdomadaire.

13) *Medelpads Kuriren* (Le Courrier du Medelpad). Bollnäs. Hebdomadaire.

14) *Sörmlands Folksblad* (Le Populaire du Sörmland). Eskilstuna. Au début, bihebdomadaire; dans la suite, quotidien. A cessé de paraître au début de 1920.

15) *Örebro Läns Folksblad* (Le Populaire d'Örebro). Örebro. Hebdomadaire.

16) *Västsvenska Kuriren* (Le Courrier de la Suède Occidentale). Göteborg. Hebdomadaire.

17) *Norra Småland* (Le Småland Septentrional). Huskvarna. Hebdomadaire.

18) *Blekinge-Kuriren* (Le Courrier du Blekinge). Ronneby. Hebdomadaire.

19) *Revontulet* (L'Aurore Boréale). Luleå. Bihebdomadaire paraissant en finnois.

Le tirage des éditions précitées se monte à 80.000 ex.

20) *Sturmklöckan* (Le Tocsin). Organe officiel de l'Union de la Jeunesse. Stockholm. Rédacteur: Z. Höglund. Hebdomadaire.

21) *Fram* (En Avant). Organe officiel de l'Union de la Jeunesse.

22) *Röda Roster* (Les Voix Rouges). Organe de l'Union des ouvrières. Stockholm.

23) *Zimmerwald*. Journal socialiste. Stockholm.

24) *Den Tyste Ankratén* (Le Camarade Muet). Organe des sourds-muets. Stockholm.

Le tirage de ces cinq dernières éditions qui défendent la plate-forme du Parti atteint 32.000 ex.

## Norvège.

### Parti Ouvrier Norvégien.

1) *Social-Demokraten* (Le Social-Démocrate). Christiania. Rédacteur: Olaf Sheffow. Quotidien.

2) *Arbeidet* (Le Travail). Bergen. Rédacteur: Sverry Krog. Quotidien.

3) *Ny Tid* (Le Nouveau Temps). Trondhjem. Rédacteur: Alfred Madsen. Quotidien.

4) *1-er Mai*. Stavanger. Rédacteur: Andreas Hansen. Quotidien.

5) *Fremtiden* (Le Progrès). Drammen. Rédacteur: Torheyer. Vrox. Quotidien.

6) *Smaalen Soc.-Dem.* (Le Social-Démocrate de Smaalen). Frederikstad. Rédacteur: P. Moe Koliansen. Quotidien.

7) *Bratsberg-Demokraten* (Le Démocrate du Bratsberg). Skien. Rédacteur: Eyvind Reversen. Quotidien.

8) *Sorlandets Soc.-Dem.* (Le Social-Démocrate du Serland). Christiansund. Rédacteur: Oia Soidberg. Quotidien.

9) *Demokraten* (Le Démocrate). Hamar. Rédacteur: Alfred Aekermann. Quotidien.

10) *Nybrot* (La Nouvelle Lutte). Laurvik. Rédacteur: A. Eyness. Quotidien.

11) *Vestfold Arbeiderblad* (Le Journal Ouvrier du Vestfold). Tønsberg. Rédacteur: Ole Eysang. Quotidien.

12) *Tiden* (Le Temps). Arendal. Rédacteur: Kari Gorily. Quotidien.

13) *Glomdalsens Soc.-Dem.* (Le Social-Démocrate du Glomdalen). Kongsvinger. Rédacteur: Waldemar Karlisen. Quotidien.

14) *Tidens Krav*. (Les Exigences du Temps). Christian-sund. Rédacteur: B. Jacobsen. Quotidien.

15) *Ny Dag* (Le Nouveau Jour). Giövik. Rédacteur: Nilye Edgar. Quotidien.

16) *Haugesunds Folkeblad* (Le Populaire de Haugesund). Haugesund. Rédigé par le Comité du Parti. Bihebdomadaire.

17) *Daggy* (L'Aurore). Vormen. Rédacteur: Ole Bakke. Paraît 3 fois par semaine.

18) *Osterdalens Soc.-Dem.* (Le Social-Démocrate de l'Osterdal). Elverum. Rédacteur: Olaf Selser. Paraît 3 fois par semaine.

19) *Arbeidets Ret* (Les Droits du Travail). Rodö. Rédacteur: Isac Gølsen. Paraît 3 fois par semaine.

20) *Nordlands Soc.-Dem.* (Le Social-Démocrate du Nordland). Bodö. Rédacteur: Harald Haloen. Paraît 3 fois par semaine.

21) *Folkviljden* (La Volonté du Peuple). Harstad. Rédacteur: Alfred Skar. Paraît 3 fois par semaine.

22) *Nordlys* (L'Aurore Boréale). Tromsö. Rédacteur: Peder Kosmoli. Paraît 3 fois par semaine.

23) *Fremover!* (En Avant!). Narvik. Rédacteur: Axel Olsen. Paraît 3 fois par semaine.

24) *Namdalens Soc.-Dem.* (Le Social-Démocrate du Namdal). Namsos. Rédacteur: Jolanness Eyde. Paraît 3 fois par semaine.

25) *Akershus Soc.-Dem.* (Le Social-Démocrate d'Akershus). Lilleström. Rédacteur: August Iversen. Paraît 3 fois par semaine.

26) *Högfos og Opl Soc.-Dem.* (Le Social-Démocrate de Högfos et d'Opl). Högfos. Rédacteur: Yergen Ton. Paraît 3 fois par semaine.

27) *Folkets Frihet* (Le Peuple Libre). Kirkenes. Rédacteur: Marlin Giesness. Bihebdomadaire.

28) *Helg Fremtid* (Le Progrès de Helgs.). Ranene. Rédacteur: P. Knutson. Bihebdomadaire.

29) *Vestfinn Soc.-Dem.* (Le Social-Démocrate du Vestfinn.). Hammerfest. Rédacteur: Andreas. Bihebdomadaire.

30) *Ultrandelagens Soc.-Dem.* (Le Social-Démocrate de l'Ultrandelag). Orkedalsören. Rédacteur: Marlin Fosse. Bihebdomadaire.

31) *Gudbrandsdalens Soc.-Dem.* (Le Social-Démocrate du Gudbrandsdal). Lillehammer. Rédacteur: O. Rossloff. Bihebdomadaire.

32) *Det 20-nde Aarhundrede* (Le XX-e Siècle). Rédacteur: Arvid Hansene.

33) *Kvinden* (La Femme). Organe de l'Union Féminine du Parti Ouvrier.

34) *Klassekampen* (La Lutte des Classes). Organe de l'Union de la Jeunesse Sociale-Démocrate Norvégienne. Christiania. Hebdomadaire.

Outre les organes précités du Parti, nous mentionnerons les périodiques suivants sympathisant au Parti:

35) *Intrødel Social-Demokraten* (Le Social-Démocrate de l'Intrødel). Levanger. Rédacteur: H. Hallan. Paraît 3 fois par semaine.

36) *Folkets Rost* (La Voix du Peuple). Askim. Rédacteur: Sverry Hverholm. Paraît 3 fois par semaine.

37) *Hardanger Social-Demokraten* (Le Social-Démocrate du Hardang). Odda. Rédacteur: Edv. Jarstad. Paraît 3 fois par semaine.

38) *Finmarken-Vardö*. Rédacteur: Jon Andro. Bihebdomadaire.

39) *Sogns Social-Demokraten* (Le Social-Démocrate du Sogn). Laerdal. Rédacteur: Erik Nordberg. Bihebdomadaire.

40) *Follo Social-Demokraten* (Le Social-Démocrate du Follo). Drøbak. Rédacteur: A. Chr. Volte. Bihebdomadaire.

41) *Moss Social-Demokraten* (Le Social-Démocrate de Moss). Moss. Rédacteur: Arne Magnussen. Bihebdomadaire.

42) *Folkets Ret* (Les Droits du Peuple). Molde. Rédacteur: J. Dale. Hebdomadaire.

43) *Romerikes Blad* (La Feuille du Romerik). Jesseim. Rédacteur: M. J. Halvorsen. Bihebdomadaire.

## Finlande.

### Parti Communiste Finnois.

1) *Wapaus*. Pétrograd. Fondé en 1918; en 1920, a passé du Parti au Bureau Central des organisations finnoises près le P. C. R. Quotidien.

2) *Kumous* (La Révolution). Pétrograd. Fondé en 1918. Edité actuellement par le Bureau Central des organisations finnoises près le P. C. R.

3) *Finainen Lippu* (Le Drapeau Rouge). Paraisait illégalement en Finlande. Actuellement ne paraît plus.

4) *Proletaari* (Le Proletaire). Quotidien. Fondé le 26 novembre 1920. Paraît illégalement.

5) *Wiesti* (Le Courrier). Revue. Stockholm. Fondé en 1918.

## Lettonie.

1) *Zinia* (La Lutte). Organe Central du Parti Communiste Letton; de 1919 à 1920, paraissait illégalement et tirait à 7.000 ex.

2) *Bulletin du Comité Central*. Paru deux numéros. Tirage: 1.000 ex.

- 3) *Le Communiste*. Organe illégal du Comité du Parti de Libau. Paru 38 numéros. Tirage: 2.000 ex.  
 4) *La Lutte des Journaliers*. Organe illégal du Comité du Parti de Libau. Paru un numéro.  
 5) *Bulletin du Comité de Libau*. Paru 5 numéros. Tirage: 1.000 ex.  
 6) *Spartacus*. Organe illégal de l'organisation de Riga. Paru 3 numéros. Tirage: 3.000 ex.  
 7) *Le Tirailleur Rouge*. Organe illégal de l'organisation militaire de Libau. Paru 5 numéros. Tirage: 3.000 ex.  
 8) *Le Jeune Spartacien*. Organe de l'Union de la Jeunesse. Paru un numéro. Tirage: 1.000 ex.

### Lithuanie et Russie Blanche.

- 1) *Komunistas* (Le Communiste). Organe du Bureau du Parti Communiste (Balchéviki) Lithuanien, Smolensk.  
 2) *Komunistas* (Le Communiste). Organe du Comité Central du Parti Communiste de Lithuanie et de Russie Blanche. Smolensk.  
 3) *Stern* (L'Étoile). Paraît en langue juive. Organe du Comité Central du Parti Communiste de Lithuanie et de Russie Blanche et du Bureau Central des Sections israéliites de la Russie Blanche. Minsk. Quotidien.

### Autriche Allemande.

- 1) *Die Rote Fahne* (Le Drapeau Rouge). Organe Central du Parti Communiste de l'Autriche Allemande. Vienne. Fondé en 1918. Quotidien.  
 2) *Klassenkampf* (La Lutte de Classes). Organe des organisations provinciales du parti. Vienne. Hebdomadaire.  
 3) *Rätekorrespondenz* (Le Courrier Soviétiste). Organe de la Fraction Communiste des Soviets Ouvriers. Vienne.  
 4) *Der Rote Soldat* (Le Soldat Rouge). Publié par le groupe des soldats, membres du Parti. Vienne. Bimensuel.  
 5) *Der Kriegsgefangene* (Le Prisonnier de Guerre). Édition du Parti.  
 6) *Die Kommunistische Jugend* (La Jeunesse Communiste). Organe de l'Union de la Jeunesse Proletarienne Communiste. Vienne. Fondé en 1919. Tirage: de 3.000 à 6.000 ex.  
 7) *Kommunistas* (Le Communiste). Périodique de l'Internationale Communiste. Vienne. Fondé en 1920. Rédacteur en chef: Herhardt Eisler. Hebdomadaire.  
 8) *Soujel*. Revue mensuelle. Éditeur: Otto Kaus.

### Tchéco-Slovaquie.

- 1) *Roude Pravo* (Le Droit Rouge). Organe Central de la gauche marxiste du Parti Social-Démocrate Tchéco-Slovaque. Prague. Quotidien.  
 2) *Vetehernik Roude Pravo* (Le Droit Rouge du Soir) Édition du soir de l'organe précédent.  
 3) *Svoboda* (La Liberté). Kladna. Rédacteur: B. Goula. Quotidien.  
 4) *Rovnost* (L'Égalité). Brunn. Quotidien.  
 5) *Snaga* (Fraternité). Tabor.  
 6) *Volnost* (Le Libérateur). Nymbourg.  
 7) *Proubat* (La Percée). Loun.  
 8) *Slovatska* (Le Slovaque). Gádonin.  
 9) *Rovno Pravo* (L'Égalité des Droits). Nousek.  
 10) *Sjikovan*. Jilkov.  
 11) *Iskra* (L'Étincelle). Grebitch.  
 12) *Inji Morava* (La Moravie Inférieure). Snoimo.  
 13) *Nach Sever* (Notre Nord). Isty sur Loban.  
 14) *Straj Páneji*. Boteslav.  
 15) *Straj Lidou*. Kromeriz.  
 16) *Pravda Hadady*. Roujenberg en Slovaquie.  
 17) *Spravedlivost* (La Justice). Rokitsan.  
 18) *Az Ifju Gardn* (La Jeune Garde). Organe de l'Union Communiste de la Jeunesse Slovaque. Kositch. Bimensuel.

### Hongrie.

- 1) *La Gazette Rouge* (en hongrois). Vienne. Au début, quotidien; depuis juin 1920, hebdomadaire.  
 2) *Proletar* (Le Proletaire). Organe hongrois de l'Internationale Communiste. Vienne. Fondé en juillet 1920. Hebdomadaire.  
 3) *Az Ifju Proletar* (Le Jeune Proletaire). Organe de l'Union de la Jeunesse. Paraît illégalement 2 fois par mois.

- 4) *Ertesitő* (L'Information). Organe de l'Union de la Jeunesse. Paraît illégalement 2 fois par mois.

### Bulgarie.

- 1) *Rabotnitcheskij Vestnik* (Le Courrier de l'Ouvrier). Organe Central du Parti Communiste Bulgare. Sofia. Tirage: 25.500—30.000 ex. Quotidien.  
 2) *Novoie Vremia* (Les Temps Nouveaux). Revue bimensuelle du Parti. 6.000 abonnés.  
 3) *Krasny Smieck* (Le Rire Rouge). Hebdomadaire humoristique. Tirage: 6.000 ex.  
 4) *Selsky Vestnik* (Le Courrier du Village). Organe de propagande communiste dans les campagnes. Tirage: 8.000 ex.  
 5) *Partiyana Korrespondentsiu* (Le Courrier du Parti).  
 6) *Drougarteche*. Journal mensuel pour les enfants.  
 7) *Biblioteka Drougarteche*. Journal mensuel pour la jeunesse prolétarienne.  
 Le tirage des éditions précitées se monte à 20.000 ex.  
 8) *Ravenstvo* (L'Égalité). Journal Communiste pour les femmes. Tirage: 6.250 ex.  
 9) *Mladéckha Pravda* (La Vérité de la Jeunesse). Organe de l'Union Communiste de la jeunesse. Sofia. Tirage: 5.100 ex. Bimensuel.  
 10) *Orvobojénie* (La Libération). Organe de propagande communiste parmi les émigrés de la Macédoine, de la Thrace et de la Dobroudja. Tirage: 5.000 ex.  
 11) *Ouchitelskaia Iskra*. Organe de l'organisation communiste du personnel enseignant. 4.300 abonnés.  
 12) *Stoujatchichi* (L'Employé). Organe de l'organisation communiste des fonctionnaires. 2.500 abonnés.  
 13) *Invalid Borci* (L'Invalide Militant). Organe de l'organisation communiste des invalides. 2.018 abonnés.

### Yougoslavie.

- 1) *Radnitchne Novine* (La Gazette Ouvrière). Organe central du Parti Communiste de Yougo-Slavie. Rédacteur: Sima Markovitch. Belgrade. Tirage: 14.000 ex. Quotidien.  
 2) *Zvena Zastava* (Le Drapeau Rouge). Organe de l'Union de la Jeunesse Communiste Yougoslave. Belgrade. Tirage: 6.000 ex. Bimensuel.  
 3) *Ednakost* (L'Égalité). Organe du mouvement communiste féminin. Belgrade. Bimensuel. Tirage: 5.000 ex.  
 4) *Boudoutchnost* (L'Avenir). Journal pour les enfants. Belgrade. Bimensuel. Tirage: 5.000 ex.  
 5) *Borba* (La Lutte). Journal théorique.  
 6) *Radnik* (L'Ouvrier). Kragouievatz. Hebdomadaire. Tirage: 5.000 ex.  
 7) *Ouchitelskaia Borba* (La Lutte des Instituteurs). Kragouievatz. Mensuel. Tirage: 3.000 ex.  
 8) *Narodna Volia* (La Volonté du Peuple). Pojezn. Tirage: 2.000 ex.  
 9) *Socialistichka Zoria* (L'Aurore Socialiste). Skoplié. Bihebdomadaire. Tirage: 3.000 ex.  
 10) *Glas Svobode* (La Voix de la Liberté). Sarajevo. Quotidien. Tirage: 5.000 ex.  
 11) *Narodny Glas* (La Voix du Peuple). Hebdomadaire pour les paysans. Banja Louka. Tirage: 3.000 ex.  
 12) *Nova Istina* (La Vérité Nouvelle). Zagreb. (Agrar) Hebdomadaire. Tirage: 8.000 ex. Après le Congrès du Parti de Voukovar, est resté «socialiste».  
 13) *Proleta* (Le Proletaire). Virovititsa. Hebdomadaire. Tirage: 1.000 ex.  
 14) *Radnitchka List* (La Feuille Ouvrière). Novy Sad. Bihebdomadaire. Tirage: 6.000 ex.  
 15) *Radnitchka Ritich* (La Parole de l'Ouvrier). Ossek. Hebdomadaire. Tirage: 2.000 ex.  
 16) *Radnitchka Straja* (La Sentinelle Ouvrière). Voukovar. Hebdomadaire. Tirage: 2.000 ex.  
 17) *Nachy Zapisky* (Notre Correspondance). Lubliana. Mensuel. Tirage: 2.000 ex.  
 18) *Reditchy Propor* (Le Drapeau Rouge). Lubliana. Tirage: 4.500—5.000 ex.  
 19) *Oslbojénie* (La Libération). Spalatto. Hebdomadaire. Tirage: 4.000 ex.

### Roumanie.

- 1) *Tineretul Socialist* (La Jeunesse Socialiste). Organe de l'Union de la Jeunesse Social-Démocrate Ouvrière. Bucarest. Bimensuel.

## Grèce.

- 1) *Ergatikos Agon* (La Lutte Ouvrière). Organe officiel du Parti Socialiste Ouvrier Grec (Communiste). Athènes. Hebdomadaire. Tirage: 6.000 ex.
- 2) *Rizospastis* (Le Radical). Défend la plate-forme du Parti. Athènes. Quotidien. Tirage: 10.000 ex.
- 3) *Avanti!* (En Avant!). Organe du Parti et de la Bourse du Travail, paraissant en langue hébraïco-espagnole. Salonique. Tirage: 2.000 ex.
- 4) *Foni tou Ergatou* (La Voix de l'Ouvrier). Organe du Parti et de la Bourse du Travail. Salonique. Tirage: 2.000 ex.
- 5) *Ergatimos* (Le Travail). Hebdomadaire du Parti. Cavallo. Tirage: 3.000 ex.

## Géorgie.

- 1) *Le Communiste*. Organe du Comité Central Provisoire du Parti Communiste de Géorgie. Tiflis. Fondé en octobre 1920. Quotidien. Rédacteur: M. Zaqanidze.
- 2) *Ahali Communiste*. Paraît en Géorgie. Organe du Comité Central du Parti Communiste de Géorgie. Tiflis. Rédacteur: L. Soukhochvili.

## Etats-Unis.

- 1) *The Communist* (Le Communiste). Organe officiel du Parti Communiste Unifié. Fondé en 1920. Paraît en anglais, en hongrois, en lithuanien, en polonais, en russe, en finnois, en khoryvale.
- 2) *The Class Struggle* (La Lutte des Classes). Revue théorique. Mensuelle.
- 3) *The Voice of Labor* (La Voix du Travail).
- 4) *The Communist* (Le Communiste). Organe du Parti Communiste Américain. Paraît 2 fois par mois illégalement. Tirage: 8.000 ex.
- 5) *New Mir*. Organe du Parti Communiste Américain. Fondé par L. G. Dulque, en 1912; durant les années 1916 et 1917, paraissait avec la collaboration des bolchéviks russes;

au début de 1920, a eu une existence demi-légale: depuis le mois de juin, paraît illégalement.

6) *Rote Fahne* (Le Drapeau Rouge). Paraît en langue juive. Organe du Parti Communiste Américain. Illégal. Tirage: 3.000 ex.

Outre les périodiques susmentionnés, le Parti Communiste Américain publie des journaux illégaux en langues lithuanienne, ukrainienne et polonaise. Chacun de ces périodiques lire à environ 10.000 ex.

7) *The Communist Unity* (L'Union Communiste). Edité depuis le milieu de janvier 1921 par un groupe de militants communistes des deux partis. Paraît simultanément en russe, en anglais et en langue juive. Tirage: 5.000 ex.

Les journaux ci-dessous à tendance communiste paraissent légalement:

8) *The Worker's Challenge* (Le Rappel Ouvrier). New-York. Tirage: 5.000 ex.

9) *The Toiler* (Le Travailleur). Organe du Parti Communiste. Ohio. Cleveland. Rédacteur: Elmer Allyson. Hebdomadaire. Tirage: 15.000 ex.

10) *Le Libérateur*. Journal mensuel. A succédé au *The Masses* fermé en 1917. Rédacteur: Mac Eastman. Collaborateurs: John Reed, Robert Minor, etc.

11) *Der Proletarier* (Le Proletaire). Paraît en langue juive. Journal illustré. New-York. Edité par l'Association d'Edition Proletarienne. Tirage: 7.000 ex.

12) *Der Kampf* (La Lutte). Paraît en langue juive. Hebdomadaire.

13) *Molot* (Le Marteau). Hebdomadaire.

14) *Soviet Russia* (La Russie Soviétique). Hebdomadaire. Répand la vérité sur la Russie. Organe officiel du Bureau du Gouvernement Soviétique Russe. New-York. Fondé le 7 novembre 1919.

Comme il lui est extrêmement difficile de donner une liste complète de la presse communiste mondiale qui s'est extrêmement développée ces derniers temps, la Rédaction espère que toutes les sections de la III<sup>e</sup> Internationale voudront bien lui envoyer des renseignements détaillés sur le développement, le tirage et l'état actuel de la presse communiste universelle.

## NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

**REVUE COMMUNISTE.** Editeurs: E. Däumig, G. Geyer, W. Stoecker, 1<sup>e</sup> année, N<sup>o</sup> 2-4. Berlin (Kommunistische Rundschau. Herausgegeben von E. Däumig, K. Geyer, W. Stoecker. I. Jahrgang. Nummer 2-4. Berlin).

Le N<sup>o</sup> 2 publie un article d'Ernest Däumig consacré au congrès de Halle (14, X, 20). Il y a trente ans, en 1890, se tint à Halle le congrès du parti social-démocrate allemand. Ce congrès accomplit la tâche qui lui était imposée par les conditions économiques et politiques d'alors. Mais que de changements depuis ces 30 ans! La foi naïve en l'incorruptibilité du régime économique et social-capitaliste a disparu. Le socialisme a cessé d'être un idéal lointain purement théorique. La tendance au socialisme s'est manifestée dans les masses par cet appel concret, invitant à l'action: «Socialisation!»

Tous les mots d'ordre républicains-démocratiques se sont réalisés et se réalisent plus ou moins dans la vie.

Däumig rappelle les paroles que prononça Wilhelm Liebknecht au congrès du parti à Halle, en 1890:

«Ce qui n'est aujourd'hui qu'idéal sera demain réalité, et après demain réaction».

Il y a trente ans—dit Däumig—la république et le suffrage universel n'étaient qu'un idéal; en 1918, ils sont devenus réalité, et en 1920, mots d'ordre de la réaction. En effet, en défendant ces conquêtes démocratiques, le capitalisme s'efforce de reconstruire sa domination.

Malheureusement, les grandes masses prolétariennes se laissent actuellement abuser par le simulacre d'une constitution et d'une politique démocratiques. «Ce sont précisément

les partis prolétariens érigéant en dogme le principe de la démocratie, qui contribuent à maintenir le prolétariat dans l'erreur». Présentement il ne suffit plus au congrès d'un parti prolétarien, révolutionnaire, de dire: «Nous voulons le socialisme, nous voulons la dictature du prolétariat!»—La question qui doit être posée est celle-ci: *Comment pouvons-nous conquérir aujourd'hui le pouvoir politique, comment pouvons-nous le conserver demain et dans l'avenir, afin de réaliser l'idéal socialiste?*

Tel est le problème fondamental qu'avait à résoudre le congrès de Halle, en 1920.

Et il l'a résolu: la scission dans le parti des Indépendants d'Allemagne, la fusion des gauches et du Parti Communiste Allemand en un Parti Communiste Unifié Allemand constituent un premier pas des plus importants vers la réalisation du problème susmentionné. Or, il n'y a que le premier pas qui coûte.

Guillaume Koenen consacre son article à la question de *L'organisation du Parti*.

Pour donner son rendement maximum, le parti, «au lieu d'une opposition active, doit devenir un centre d'activité». Si nous désirons, continue Koenen—sortir victorieux des cataclysmes et des combats futurs, nous devons construire notre organisation de façon qu'elle réponde aux exigences de l'état de siège, de la guerre civile et de la dictature du prolétariat».

Les moyens pour y arriver sont: la centralisation et l'adhésion à l'Internationale Communiste.

Paul Böttcher traite des *Problèmes de la guerre civile*.

«Si—dit-il—le prolétariat organise des élections parlementaires, des grèves générales, il doit également à l'exemple des classes possédantes qui organisent l'Orgesch, la garde civique, les détachements d'étudiants, etc., organiser, lui aussi, un soulèvement armé. Renoncer à cette tâche, serait pour le parti une trahison à la cause du prolétariat révolutionnaire».

Mais comment les masses sans armes peuvent-elles triompher de la force armée de l'Etat actuel?—objecteront les sceptiques.

Réponse: nous conquerrons l'armement nécessaire.

Victor Stern dans un article: *La différence dans les conditions de la lutte pour la révolution en Orient et en Occident* (2 et 3) fait une critique (\*) de l'ouvrage d'Otto Bauer: «Les bolchéviks et la social-démocratie».

Stern signale un grave défaut de l'œuvre d'Otto Bauer: ce dernier ne parle que des différences entre la situation économique et politique de l'Orient et celle de l'Occident et passe complètement sous silence les analogies profondes, essentielles.

Otto Bauer cherche à prouver que la révolution en Occident se heurtera à une opposition beaucoup plus considérable qu'en Russie.

Ignorant de parti pris les moments favorables pour la révolution en Occident, il fait, néanmoins, un aveu fort curieux: *pour la révolution, selon lui, il est plus facile en Occident qu'en Orient d'utiliser les différences sociales au sein de la population rurale.*

Il est hors de doute—conclut Stern—que l'élimination des classes capitalistes présente beaucoup plus de difficultés en Allemagne qu'en Russie; mais en même temps, le prolétariat allemand a sa disposition des forces bien plus considérables. En outre, la dictature est pour l'Allemagne une nécessité rigoureuse, car les Etats industriels sont particulièrement éprouvés par la crise du capitalisme.

Il faut, une fois pour toutes, renoncer à la pensée que les concessions à la démocratie nous éviteront le calice de la guerre civile, car toute tentative sérieuse de socialisation sera, pour les capitalistes, le signal de la guerre civile.

Illic Rhodus—hic salta! tel est l'ordre de l'inexorable déesse de l'Histoire.

Le troisième numéro du journal commence par un article d'Ernest Däumig, intitulé: *Les nouvelles voies.*

«Au congrès du parti à Halle, la méthode moscovite a subi sa première grande défaite», s'était empressé de déclarer le théoricien des indépendants du centre, Rudolph Hillerding.

Mais la réalité, remarque à ce propos Däumig, démontre précisément le contraire: Grâce au congrès de Halle, «la méthode moscovite» s'est imposée dans toutes les recherches politiques. La preuve en est le coup de barre à gauche des social-réformistes et la certitude croissante de la victoire de l'Internationale Communiste qui se manifeste nettement dans la presse communiste, et dans celle du prolétariat révolutionnaire du monde entier.

En réalité, le résultat du congrès de Halle, c'est l'union des forces révolutionnaires actives du prolétariat allemand. Et c'est là un stimulant pour les prolétaires des autres pays.

L'auteur signale une contradiction curieuse dans les déclarations de nos adversaires.

D'un côté, les «tyrans de Moscou» sont à la veille de leur chute. Aussi s'efforcent-ils, par tous les moyens en leur pouvoir, de gagner à leur cause le prolétariat de l'Europe Centrale et Occidentale ainsi que de l'Amérique, afin d'en faire une arme de leur politique impérialiste, militariste et anti-socialiste.

D'autre part, ils nous assurent que l'unique but des apôles moscovites du socialisme farlaré est de provoquer le schisme dans les différents partis prolétaires du monde et, par suite, de les affaiblir.

Sont-ils naïfs et, disons le mot, idiots ces «Moscovites»; ils se croisent eux-mêmes leur fosse, ils affaiblissent les éléments sur lesquels ils veulent s'appuyer dans leur lutte.

Encore une contradiction. Nos adversaires, selon leurs propres paroles, veulent reconstruire une Internationale, dans laquelle entreront également l'Internationale Communiste.

Mais les luttes pevent-ils s'asseoir à la même table que les Samaritains? En effet, selon nos adversaires, ce n'est pas l'âme du marxisme, mais celle de Bakounine qui flotte sur la III-e Internationale.

En vérité, nos «socialistes» se noient dans un verre d'eau.

(\*) Voir l'article de Redek, publié dans le N° précédent de notre journal.

«La lutte et la vie: voilà les deux points où sont fixés nos regards»,—conclut l'auteur.

Le troisième numéro contient également la fin de l'article de Richard Müller: *Les syndicats, les conseils d'industrie et la III-e Internationale.*

Dans le N° 4, Paul Böttcher consacre un article à la question du *Subventionnement de la contre-révolution.*

Le rôle contre-révolutionnaire de la France actuelle produisant l'or aux ennemis de la liberté, est mis en relief d'une façon saisissante par l'auteur.

Il est bien naturel que la contre-révolution travaille selon un plan de grand envergure établi sur une échelle internationale. Nos ennemis ne restent pas inactifs. A nous d'opposer aux bandes noires les troupes rouges des soldats de la III-e Internationale.

Kurt Geyer, dans l'article: *De la politique économique de la dictature de prolétariat*, donne une critique détaillée de très intéressant livre du professeur Eugène Varga, ancien commissaire du peuple et président du Conseil Suprême de l'Economie Populaire de la République Socialiste Hongroise: «Die wirtschaftspolitischen Probleme der proletarischen Diktatur» (Wien, 1920, Genossenschaftsverlag der «Neuen Erde»).

Se basant sur son expérience en Hongrie, E. Varga, le premier, tente, dans une étude scientifique, d'étudier les problèmes économiques imposés par la réalisation du régime communiste.

Il établit entre autres que l'idéologie, à l'époque révolutionnaire, joue un rôle beaucoup plus considérable que ne l'admettait nombre de marxistes. Cette incompréhension du rôle de l'idéologie est due à la conception mécanisme de la doctrine du matérialisme historique, laquelle détache du moment économique la conscience, la liberté, les aspirations des êtres humains.

Dans un article intitulé: *La minorité*, Hermann Dunker étudie à la lumière des principes de la démocratie révolutionnaire le rôle de la minorité dans l'évolution historique.

«L'histoire universelle, dit l'auteur, ne connaît pas une seule action accomplie avec une entière conscience par la majorité. Toutes les actions importantes, même les grands mouvements de masses, sont dues à l'initiative de la minorité.

Depuis la constitution de la propriété privée et des classes sociales, les actions politiques de la classe dominante ont toujours émané de la minorité. Les «maîtres» n'ont toujours été qu'une partie infime du peuple.

Tout cela, nos ennemis, les champions du principe de la majorité démocratique l'oublient ou feignent de l'oublier.

Outre les articles susmentionnés, les numéros de *La Revue Communiste* (Kommunistische Rundschau) contiennent encore les articles suivants:

N° 2. Walter Stöker. *Les Communistes et nous.*

Kurt Geyer. *Travsky contre Kautsky.*

Bertha Braunthal. *Les femmes à la veille d'une décision.*

N° 3. Walter Stöker. *Les communistes et nous (suite).*

Politikus. *La paix de Wigo.*

Wolfgang Bortels. *Le culte de la violence.*

Willy Elberfeld. *La lutte pour la jeunesse.*

N° 4. Philips Price. *La grève des mineurs en Angleterre.*

Politikus. *Les mencheviks en Russie.*

Guillaume Könen. *Le Congrès des Soviets.*

Le numéro 3-4 de *KOMMUNISMUS* (1-er février 1921) a publié un article signé J. L. et intitulé: *La ruine économique de la contre-révolution hongroise.*

Les leaders de la social-démocratie hongroise, dit l'auteur, ne se sont pas bornés à frapper sans pitié le pied au lion abattu, la dictature du prolétariat, ils ont invité les ouvriers à revenir aux conditions normales de vie, ils les ont exhortés à consacrer leurs forces à la reconstitution de l'économie libre.

Pour les possédants—depuis le simple paysan, l'artisan et le petit commerçant jusqu'aux féodaux et aux potentats du commerce et de la grande industrie—il va de soi que, tous, ils n'avaient qu'un désir: faire machine en arrière.

Comment le pouvoir contre-révolutionnaire a-t-il profité de cet état de choses? En quoi a-t-il manifesté «son génie créateur»?

Dans le domaine économique, il s'est montré irrésolu, incertain. Il ne s'est même pas décidé à rétablir la liberté entière du commerce. La vente libre du pain a été tantôt autorisée, tantôt prohibée. Il en a été de même pour l'exportation privée. Des prix fixes ont été établis. Tout en usant, à l'égard des pro-

ducteurs de céréales, d'un système de menaces, le pouvoir a fait appel aux sentiments patriotiques et chrétiens des possédants. Mais tout a été en vain.

La contre-révolution n'a pas su allier à elle la masse des simples paysans. Sa «réforme agraire» a pour lui essentiel de protéger les intérêts des 870 qros propriétaires qui concentrent entre leurs mains les tiers des terres arables en Hongrie.

Absence totale d'un plan déterminé dans le domaine économique, aussi que dans le domaine financier (le déficit atteint 15 milliards); dépeuplement de l'économie rurale dans un pays agricole par excellence, —telles sont les preuves manifestes du krach économique de la réaction hongroise. Il ne pouvait pas être autrement, car la réaction n'avait aucune politique: elle n'était guidée que par la vengeance.

Un petit article de A. B. Soep (Hollande) *La reconstitution de la Belgique*, offre des données statistiques intéressantes.

On trouve en outre dans le même numéro, les articles suivants:

1. Henriette Roland-Holst: *La tâche du parti communiste dans la révolution prolétarienne (suite)*.
2. K. S. *La grève de décembre en Tchéco-Slovaquie*.

**KOMMUNISMUS.** II Jg. Hft 1—2. Wien, 15 Januar 1921. 2<sup>e</sup> année. Numéro 1—2. Vienne, 15 janvier 1921.

Comme le 15 janvier est le jour anniversaire de l'assassinat de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg, le numéro contient deux articles de fête, consacrés à la mémoire de ces deux grands lutteurs et martyrs de la révolution communiste.

L'article de Georg Lukasz: *Rosa Luxembourg, comme marxiste*, donne une caractéristique de Rosa Luxembourg comme théoricien de l'idéal communiste.

L'auteur étudie l'ouvrage fondamental de Rosa Luxembourg: *L'accumulation du capital* (Die Akkumulation des Kapitals). Cet ouvrage, dans sa méthode et ses déductions pratiques, est inspiré par une idée unique, l'idée du marxisme révolutionnaire actif, de la fusion de la théorie et de la pratique, telle que la préconisait Marx dans ses *Thèses sur Feuerbach*.

C'est pourquoi le parti, aux yeux de R. Luxembourg, ne représentait pas simplement une forme d'organisation du prolétariat: il était pour elle, au contraire, le porteur, l'incarnation de la conscience de classe du prolétariat, la conscience de sa mission historique.

Grâce à la profondeur de son esprit et à son élévation morale, Rosa Luxembourg avait compris que c'est précisément la conscience de classe du pouvoir qui représente l'éthique du prolétariat, l'union de la théorie et de la pratique. Et ainsi, la nécessité économique de la lutte émancipatrice du prolétariat se transforme logiquement en liberté. Car la force du parti est une force morale.

Toujours jeune de cœur, K. Liebknecht se sentait attiré vers les adolescents, vers les jeunes gens. C'est dans ce milieu enthousiaste, qu'il espérait trouver, et trouva en réalité, un écho à ses appels puissants à l'édification de la belle vie libre de l'avenir. Ce côté extrêmement intéressant de la personnalité de K. Liebknecht est décrit dans l'article de Johann Lekoi: *Karl Liebknecht et la jeunesse*.

La vie de Karl Liebknecht a été le symbole de sa génération à laquelle le destin a imposé l'obligation de mourir pour l'idéal futur.

Et Karl Liebknecht, par sa mort encore, a incarné ce symbole.

Dans ce numéro, on trouve encore le commencement d'un grand article d'Henriette Roland-Holst: *La tâche du Parti Communiste dans la révolution prolétarienne*.

Paul Frölich dans l'article: *Le Parti Communiste Unifié Allemand* montre que la fusion définitive des partis unifiés ne pourra s'effectuer qu'au cours de l'action révolutionnaire commune. Les sacrifices communs, les misères communes, les succès communs fondront le métal, élimineront les scories et feront du parti une arme puissante.

Le centre de gravité des débats au congrès du parti résidait dans les problèmes pratiques: question syndicale et problème du chômage. La tâche du parti n'est pas de démembrer les syndicats, mais de les pénétrer, de les imprégner de son esprit.

Mais dans cette question, comme dans celle du chômage, le congrès a manifesté nettement sa volonté d'action, son

18.

désir de pousser à fond chaque mouvement de masses d'accroître les conflits et de tirer la lutte au clair.

En Allemagne, conclut l'auteur, l'atmosphère est saturée d'électricité.

Activité—tel est le mot d'ordre actuel.

Outre les articles susmentionnés, le journal public encore les articles suivants.

1. St. St. *La lutte pour la Haute-Silésie*.
2. G. Z. *La crise du Parti Socialiste Italien*.
3. Jacob Herzog. *Sur la vie politique et économique en Suisse*.

**BULLETIN COMMUNISTE.** Organe du Comité Central de la III<sup>e</sup> Internationale. Dans le *Bulletin Communiste* (N<sup>o</sup> 3, 20/1, 1921) Varine publie un article intitulé: *L'esprit communiste*.

Il signale que le Parti Socialiste Unifié Français a toujours montré de l'hésitation, de la défiance pour ses propres forces; il n'a eu ni instinct politique, ni audace. Le système de la conciliation, le culte du parlementarisme étaient tellement ancrés dans l'ancien parti, qu'au moment le plus critique de son existence, il a été prendre ses mots d'ordre chez Doumergue.

Mais l'esprit communiste, inspiré par la haine de la bourgeoisie, responsable à la destruction de 20 millions de jeunes vies, pénétra enfin l'ancien parti. Il y introduit la pleine conscience des réalités économiques, la conception d'une doctrine éprouvée et enrichie par l'expérience et, enfin, un sens politique juste.

Actuellement, après le Congrès de Tours, la réorganisation du parti s'impose d'urgence. Il faut, surtout, veiller à ce que les éléments intéressés, guidés uniquement par des motifs personnels, ne s'introduisent pas dans le parti.

Ce n'est pas tant la quantité que la qualité qu'il faut rechercher. «Ce n'est pas, continue Varine, les 180.000 membres que comptait notre ancien parti français qui constituait sa force; au contraire, ils étaient son point faible, vulnérables». En effet, il n'y a que le quart au parti qui ait participé à la décision d'une question aussi importante que l'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale et à peine le centième qui soit noyau de militants consciencieux, dévoués à la cause révolutionnaire... L'éducation socialiste des masses ne les intéresse pas.

C'est au parti de diriger les grandes insurrections de masses. Or, il n'y a qu'un parti pleinement conscient des intérêts du prolétariat et ayant prouvé par ses actes sa fidélité à la classe des exploités, qui soit en mesure de les diriger. Il s'ensuit qu'il faut absolument épurer le parti des éléments douteux.

Mais «le développement normal du parti, conclut Varine, ne peut s'accomplir que par l'afflux dans ses rangs des syndicalistes-révolutionnaires, qui lui infuseront le sang nouveau, dont il a tant besoin. A leur tour, les syndicalistes révolutionnaires profiteront de l'expérience politique, acquise par le parti».

Le même numéro contient en outre, les articles suivants:

1. L. Trotsky. *Karl Kautsky et son école*.
2. J. Markhlewsky (*Kursky*). *A la mémoire de Rosa Luxembourg et de Léon Tychko (loguichés)*. Souvenirs personnels.
3. Eden et Cedar Paul. *Le Conseil de Action*.

#### Allemagne.

#### BIBLIOGRAPHIE DE LA LITTÉRATURE SOCIALISTE.

Edition de la librairie A. Seehof et C<sup>ie</sup>. Berlin. 1<sup>re</sup> année. 1<sup>er</sup> livre, Septembre 1920. 2<sup>e</sup> livre, Octobre 1920; (Neue Blätter für sozialistische Literatur. Herausgegeben von der Buchhandlung A. Seehof und C<sup>ie</sup>. Berlin. I. Jahr. I. Heft, September 1920. 2. Heft, October 1920).

«Dans la profusion des éditions nouvelles, distinguer le médiocre du bon, indiquer, autant que possible, tout ce qu'il y a de nouveau, mettre à nu tout ce qui, ancien, se cache sous des formules nouvelles»: tel est le but des *Neue Blätter*. Dans une courte préface, les éditeurs préviennent que l'examen, la critique, les extraits, sont faits exclusivement par des communistes, bien décidés à ne pas être des «sans-parti» ou des «socialistes» incolores.

Nous sommes heureux de voir enfin paraître cette édition dont la nécessité se faisait depuis longtemps sentir.

18

## Pologne.

**LE DRAPEAU ROUGE** (Czerwony Szlendar). Édité par le Parti Communiste de la Haute-Silésie, qui s'est séparé du Parti Socialiste Polonais. Le N° 1, paru le 8 octobre 1920. Bihédomadaire.

**LE COMMUNARD**, organe mensuel du Comité du Parti Communiste Russe de la région de l'Altaï. N° 1 (Barnouï, 1921).

Après avoir secoué le joug des gardes-blancs, la lointaine Sibirie entre dans l'ère de l'organisation communiste. Le N° 1 du *Communard* de l'Altaï le montre avec évidence.

L'article du camarade B. Aristov: *Le renforcement du Parti touche à la question fondamentale de « la modification qualitative des organisations du parti. »* Il faut s'y prendre à temps, dit l'auteur. « Et pour cela, il convient d'organiser une large propagande à l'intérieur du parti. Il faut ensuite relier les centres et les organes locaux. Cette liaison sera assurée principalement par les cadres des instructeurs régionaux. Chaque militant doit se charger d'assurer la liaison avec une région déterminée... La propagande doit avoir pour but de former de nouveaux camarades, animés de l'esprit révolutionnaire et marxistes conscients.

L'auteur n'oublie pas que la Sibirie n'offre pas un terrain favorable, car elle n'a pas de véritable prolétariat. Néanmoins, la voie de la révolution est tellement nette, que le demi-prolétariat et la paysannerie sont en mesure de la suivre. Et l'auteur conclut avec justesse: « Sans l'existence dans le parti d'un noyau de militants fermes, convaincus, et un travail d'éducation soviétique économique ou révolutionnaire n'est possible.

L'article suivant du camarade T. Dmitriev traite des *partisans et de la contre-révolution.*

L'auteur montre que, après l'instauration en Sibirie du régime soviétique, le rôle des partisans est terminé et que ces derniers ne peuvent plus désormais que nuire à l'œuvre d'éducation communiste et faire aller l'eau au moulin de la contre-révolution.

L'article de P. Kantsiérians intitulé: *N'oubliez pas le front du ravitaillement* est consacré à la question alimentaire.

Bêtiér fidèlement toutes les faces de la vie de la Sibirie soviétique, montrer la voie la plus directe et la plus formelle vers le communisme de l'avenir — tel est le but du *Communard* de l'Altaï.

Nous souhaitons plein succès à notre jeune confrère.

**LE TEMPS**, Journal de critique socialiste et politique. Éditeur du parti social-démocrate ouvrier suédois. Réd. Gustave Müller, 1920. (N° 7-8 Nov.-Déc.) («Tiden» — Tidskr. för socialistisk kritik och politik. Utg. av Sveriges socialdem. Arbetar parti.—Réd. Gustave Müller 1920. N° 7-8 (Nov. Dec.).

Dans un article caractéristique de l'organe des partisans de Branting: *Les chances de la révolution mondiale*, Gustave Müller écrit: «La révolution mondiale, ou même seulement une révolution nouvelle en Europe Centrale, n'aurait pas créé des conditions plus favorables pour la classe ouvrière épuisée. Il est bien probable, au contraire, qu'elle aurait causé la ruine de notre civilisation.»

Analysant la situation en Allemagne où la révolution a le plus de chances d'éclater, le champion social-démocrate de la culture bourgeoise en arrive à la conclusion rassurante (pour les classes dominantes) qu'il n'y a, en ce moment, de la part de la classe ouvrière allemande aucune action révolutionnaire à redouter. Il fait appel à la sagesse de la bourgeoisie de l'Allemagne, la conjurant de ne point provoquer des désastres irréparables: la première par son avidité, la deuxième par ses tentatives de restauration monarchique, et de permettre au prolétariat de se livrer à son œuvre d'éducation pacifique.

N. Strannikov — dans l'article: *Les concessions de Lénine* — parle de la banquette et de la capitulation du pouvoir soviétique auquel il reproche d'être actuellement dans la nécessité de choisir, pour l'œuvre de la restauration économique de la Russie, entre l'aide des ouvriers qualifiés d'Europe, décidés à quitter leur pays, et celle des capitalistes.

Enfin, dans un article intitulé: *Le développement politique de l'Europe Orientale*, Miroslav Stichinsky, se réclamant d'Otto Bauer, prédit la chute prochaine du pouvoir bolchéviste. Il n'y a qu'une chose qui l'embarrasse, c'est la question à savoir à qui reviendra «l'héritage».

Le Comité Central de l'Internationale Communiste de la Jeunesse a procédé à l'édition de toute une série de brochures en différentes langues, publiées à Berlin dans *L'INTERNATIONALE JUGENDVERLAG*. En français, il a publié jusqu'à présent les brochures suivantes:

N° 1. *Arrachez les poteaux-frontières*. 2-c éd.

N° 2. *Wilhelm Müsenberg. Notre programme.*

N° 3. *G. Zinoviev. A la jeunesse paysanne et ouvrière.*

N° 4. *La Jeunesse prolétarienne socialiste d'Allemagne et l'Internationale Communiste.*

N° 5. *Bernhard Ziegler. Que nous apprend la jeunesse ouvrière russe?*

N° 6. *La Fédération de la jeunesse ouvrière socialiste d'Autriche et l'Internationale Communiste des Jeunes.*

N° 7. *Une année d'Internationale Communiste des Jeunes.*

••

**LEFT WING COMMUNISM. An Infantile Disorder**, by Nikolai Lenin. Ed. The Communist Party of Great Britain, 21 a Maiden Lane. W. C. 2, London. Two Shillings.

Traduction consciencieuse de la brochure bien connue du camarade Lénine: *Le communisme de gauche, maladie infantile du communisme*. Ce livre renferme entre autres les suivants: *La scission dans le Parti Communiste Allemand; Les Communistes et les Indépendants d'Allemagne; Turati et Cie en Italie; Conclusions erronées de prémisses justes*, ainsi que les lettres du représentant de la délégation hollandaise, le camarade D. Wijncup, au II-e Congrès de l'Internationale Communiste.

••

**BOLSHEVIK RUSSIA**, by G. E. Rate in collaboration with Edouard Luboff. Ed. Nisbel and Co. Ltd., 25 Berners Street, W. 1, London, 1920.

Ce «nouveau» livre contient de vieilles et peu spirituelles allégués contre les bolchéviques dans le programme et la tâche desquels les auteurs ontient un diatrique, non seulement pour la Russie, mais pour le monde tout entier. Aussi consciencieusement avec les auteurs ontient un diatrique, non seulement pour la Russie, mais pour le monde tout entier. Aussi consciencieusement avec les bolchévisme. «Que la révolution russe vienne à croûter, et nos socialistes anglais enloureront à nouveau leur refrain. Encore un «isme» qui vient de disparaître! En réalité, ce n'est pas ainsi qu'il faut raisonner. Le socialisme de Marx tient la Russie à la gorge, et s'il faille faillite, c'est précisément le socialisme de Marx que nous devons accabler de nos malédictions.»

Malgré leur indignation contre le nouveau régime social, la «terreur rouge», «l'asservissement» des ouvriers par le pouvoir des Soviets, etc., les auteurs reconnaissent pourtant que «la Russie est un pays doté d'immenses richesses naturelles, propres à assurer à sa population un bien-être matériel sans égal au monde» (p. 102). Le malheur est que le «bolchévisme, pacifique en 1917, s'est transformé en un mouvement militariste et agressif. C'est là un grand danger pour la civilisation européenne. Lénine a l'intention bien arrêtée d'affranchir l'univers au moyen du prolétariat organisé de la Russie» (p. 154-156).

L'Internationale Communiste, naturellement, n'est pas non plus épargnée par les auteurs qui prennent la défense des partisans d'un accord avec la bourgeoisie: des Martoff, des Axelrod, des Longuet, des Kautsky, des Turati et autres. Néanmoins, ils reconnaissent la puissance de l'Internationale de Moscou qui déploie une activité extraordinaire, travaille les mineurs, les ouvriers industriels et les artisans de la Grande-Bretagne à l'aide de ses innombrables agents» (p. 156).

••

**PIONEERS OF THE RUSSIAN REVOLUTION**, by D. Angelo and Rappoport. Ed. Stanley, Paul and Co., 31 Essex Street, Strand, W. C. 2, London, 1918.

Ce livre, publié simultanément en Angleterre et aux Etats-Unis (édition Brentano, New-York), a contribué, en Amérique du moins, à faire mieux comprendre le sens historique véritable de la révolution russe et à dissiper toute une série de conceptions erronées sur le caractère des révolutionnaires russes. L'auteur qui, en même temps que l'histoire révolutionnaire, connaît également l'histoire générale de la Russie, réfute l'opinion absurde, si répandue en Amérique, et en Angleterre, d'après laquelle la révolution russe aurait été provoquée par les intrigues allemandes.

Décrivant avec sympathie presque toutes les grandes manifestations de l'esprit de révolte en Russie, l'auteur s'arrête surtout sur les mouvements du siècle dernier, tels que ceux des Décabristes, des associations La Terre et la Liberté, la Volonté Populaire, le Partage de la Terre, etc. Il donne en même temps la caractéristique des personnages les plus éminents de la révolution russe. Il consacre en outre aux théoriciens, philosophes et sociologues, deux chapitres où il examine les principaux courants littéraires et la marche des idées en Russie, faisant ressortir leur rôle dans la préparation et le développement de la révolution.

Dans ces chapitres finis, Rappoport traite de la situation des minorités nationales et, principalement, des Juifs dans la Russie tsariste et de leur influence sur la marche de la révolution. Il considère comme parfaitement naturel, le fait que ces éléments ont joué un rôle éminent dans le mouvement émancipateur de la Russie et ont participé activement au renversement du tsarisme. Mais l'auteur qui n'est ni collectiviste, ni socialiste, estime que l'Internationisme est la conclusion logique du socialisme... Logiquement parlant, il ne peut comprendre comment on peut être en même temps socialiste et nationaliste, c'est-à-dire adversaire de l'Internationale (27-28).

L'auteur ne fait qu'effleurer les révolutions de Février et d'Octobre 1917.

Le livre contient une bibliographie des œuvres les plus importantes, publiées en russe, en allemand et en français sur le mouvement révolutionnaire et ses pionniers, ainsi que les portraits des héros de la révolution et des hommes politiques du nouveau tsarisme.

**DIE INTERNATIONALE LAGE RUSSLANDS.** Vintar, Russland und Deutschland, 1918. Genossenschaftsbuchdruckerei, Basel.

L'auteur met en lumière l'antagonisme des intérêts capitalistes dans la question russe. Il esquisse les grandes lignes de la politique internationale de l'Etat prolétarien, en serré comme dans un étau par deux groupes impérialistes rivaux. Bien que cette brochure ait été écrite avant la révolution allemande et le changement de la situation internationale au profit de l'Entente, elle a conservé encore tout son intérêt.

**DAS SYSTEM NOSKE.** Felix Stössinger und Karl Holtz. Eine politische usw. satyrische Abrechnung, 1920. Verlagsgenossenschaft «Freiheit». I. G. N. Ableitung Buchhandlung, Berlin C., Breitenstr. 3-9.

La trahison de la social-démocratie allemande, la bassesse de Noske devant les juifs et les officiers, le leurre de la «démocratie» et de la liberté républicaine: tout cela est mis en lumière dans une série de caricatures péjoratives d'esprit.

**DAS SCHWARZE BUCH ÜBER KECSKEMÉT.** Joseph Halmi. Mit einem Vorwort von Andor Gábor. Wien, 1920. Verlagsgenossenschaft «Neue Erde». Wien. VII. Mariahilfstr. 74 A III 19.

Le livre de Halmi constitue un document précieux dans l'histoire de la «civilisation». L'auteur nous décrit un épisode sanglant du règne de Horly: la Saint-Barthélemy de Kecs-kemét, en novembre 1919. Se basant sur les documents authentiques et se référant aux extraits des journaux hongrois, l'auteur nous montre toutes les horreurs de la terreur blanche: les brigandages, les chantages, les viols de femmes, les tortures, les supplices barbares de toutes sortes infligés aux révolutionnaires et enfin, la mort affreuse des victimes au milieu des rires de la soldatesque ivre de sang. Cette lutte n'est qu'un mince épisode de la terreur, qui a sévi en Hongrie après le renversement du pouvoir soviétique. Elle a été organisée avec le concours manifeste de l'amiral Horly et sous les auspices des puissances de l'Entente, dont les représentants n'ont jamais fait entendre une seule protestation énergique contre les atrocités dont la Hongrie était le théâtre.

Un détail intéressant noté par Gabor dans sa préface, c'est que les 200 hommes qui ont péri dans les tortures sous l'inculpation d'avoir participé à la Commune, n'y avaient en réalité pris aucune part. La prédominance des gros bonnets ruraux dans les bandes noires du lieutenant Medias et la quantité considérable de Juifs aisés et de riches bourgeois parmi les victimes des blancs donnent à croire que le bul poursuivi par la terreur était double. Celle-ci était non seulement une forme de vengeance du capital contre la dictature du prolétariat, mais aussi une lutte féroce de classe contre les grands propriétaires fonciers d'une part, et les commerçants et les industriels, de l'autre. Or, pour le moment, le Juif a toujours été l'incarnation du mercantilisme.

Telle est l'origine, la base sociale et économique de l'antisémitisme en Hongrie. C'est là, évidemment, qu'il faut chercher la source de l'opposition manifestée par une certaine partie de la bourgeoisie hongroise contre la Terreur blanche.

#### Italie.

1. **LA GUERRA MONDIALE ED IL SOCIALISMO COMUNISTA** Graziadei. Milano. Biblioteca Avanti, 1920.—80 c.
2. **L'ESERCITO DEL LAVORO.** Nati (mobilitazione del Lavoro nella Russia del Sovieti). Lire 1,30.

#### Hongrie

**LES PRINCIPES DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE.** 1<sup>re</sup> série de la bibliothèque communiste l'Id. de la Jeunesse Communiste Hongroise. Vienne (600 exempl.).

#### Suède.

1. Vient de paraître le 1<sup>er</sup> numéro du nouvel organe de l'Union des ouvriers ruraux, le **LANDARBETAREN**.
2. **DEN KAPITALISTISKA YARIDEN OCH III INTERNATIONALEN.** Frams förl., Stockholm, 1920 (Le monde capitaliste et la III<sup>e</sup> Internationale. Thèses diverses avec préface de O. Grimlund, 200 p. Prix: 3 cour. 25 örc).
3. **DEN KOMMUNISTISKA INTERNATIONALEN.** Skandinaviska Upplagen N° 1. Frams förl Stockholm 1920. 11 kr. 4. (Reproduction de quelques articles du N° 12 de l'Internationale Communiste).
4. **REVOLUTIONÄR FAKFÖRENINGSRÖRELSE.** Kilbom Karl. Frams förl (Le mouvement syndical révolutionnaire). Prix: 50 örc.
5. **Vilketan Jalmar, hemmaholvissevärker och soldaterna** Frams förl (St. 1919). (Nos bolcheviks et les soldats). Prix 50 örc

1. **DIE ENTWICKLUNG DER WELTREVOLUTION UND DIE TAKTIK DES KOMMUNISMUS.** Pannekoek. (Le développement de la révolution mondiale et la tactique du communisme).

L'auteur considère la révolution russe comme le commencement de la révolution de l'Asie contre le capital européen occidental et estime qu'en appliquant le mode de production communiste, la Russie et l'Asie deviendront les pivots du monde. Prenant à partie Radek, il défend la position des adversaires de la participation des communistes aux élections parlementaires.

2. **ENGELSBREVIER.** Drohn, Ernst. Recueil contenant, outre des extraits d'Engels où se manifestent toute la variété du talent et l'activité créatrice du maître, la biographie et la caractéristique d'Engels et de Marx.

3. **MARK.** Drohn, Ernst. Bibliographie. Deutsche Verlagsgesellschaft für Politik und Geschichte, Charlottenburg, 1920.

4. **ZUM JAHRESTAG DER KOMMUNISTISCHEN REVOLUTION IN RUSSLAND.** Krasny, Josef. 3 couronnes.

5. **BOLSCHEVISMUS UND DEMOKRATIE.** Pannekoek. Prix: 50 örc.

**REVOLUTION FROM 1789 TO 1906** by R. W. Postgate: *The Bolshevik Theory* (édition: Grant Richards, 1921).

Le premier ouvrage est un aperçu des «mouvements socialistes et communistes dans les révolutions européennes durant les 117 dernières années». Il renferme des documents sur la révolution française, le mouvement chartiste, la révolution de 1848, la vie de la Première Internationale, la Commune, la révolution russe, etc.

Le deuxième ouvrage est une explication du bolchévisme, faite au point de vue de communiste.

**THE CRISIS IN RUSSIA,** by Arthur Ransome, ed. George Allen and Unwin, London, 1921.

L'auteur du livre *Six weeks in Russia*, dont la publication fit autrefois tant de bruit, vient de nous donner sur la Russie révolutionnaire un deuxième ouvrage sur lequel le *Communist* (12,11) de Londres porte l'appréciation suivante: «Ce livre ressemble à une noix. Les chapitres du milieu sont excellents, mais tout le reste est profondément indigeste». Le livre renferme plusieurs chapitres sur le mouvement syndical, les comités de fabriques, les samedi communistes, la mobilisation du travail, les trais de propagande, etc.

**WOMEN INTRADE-UNIONS** by the Labour Research Department, ed. George Allen and Union, London, 1921.

Ce livre renferme l'histoire de la « participation des femmes au mouvement professionnel, depuis les premières tentatives faites par les ouvriers pour s'unir au début du siècle dernier jusqu'à la période critique » de la guerre de 1914. Il contient également les statuts et les programmes des organisations féminines les plus importantes et une description de la situation actuelle faite à la femme dans chaque industrie. Plusieurs questions comme: « La place de la femme dans l'industrie », « Les préventions des syndicats contre le travail des femmes », « L'égalité des hommes et des femmes dans la rétribution du travail » sont traitées à part dans des chapitres spéciaux.

**TRADE-UNIONS IN SOVIET RUSSIA.** A Collection of Russian Trade-Unions Documents. Compiled by the I. L. P. Information Committee and the International Section of the Labour Research Department.—The Rand School of Social Science New-York, 1921.

Selon le *The Call Magazine* (13/11), ce livre contient, outre l'histoire des syndicats russes, d'après le camarade Lorzovsky, le compte-rendu du II<sup>e</sup> Congrès des Syndicats russes, les discours du camarade Lénine au dit Congrès, les rapports de différents syndicats, etc.

**THE LIFE AND TEACHING OF KARL MARX**, by Max Beer, National Labour Press, London 1921.

Ce livre, d'après le *The Workers Dreadnought* (5/11), « rapproche Marx et sa doctrine du cœur de ses adeptes ».

**SOVIET RUSSIA**, journal hebdomadaire. Official organ of the Russian Soviet government Bureau. New-York, 25 déc. 1920. (Vol. III N° 26); 1, 8, 15, 22, 29 janv. 1921 (Vol. IV, N° 1, 2, 3, 4, 5) 5, 12, 19, févr. (Vol. IV, N° 6, 7, 8).

Avant l'expulsion du camarade L. Martens, représentant la République Soviétique Russe aux États-Unis, le journal *Soviet Russia* était l'organe officiel de la mission; après le départ de Martens, le 29 janvier 1921, le journal est passé entre les mains de nos camarades d'Amérique qui en ont fait un journal hebdomadaire d'informations. Les numéros parus contiennent, outre les rapports et discours des dirigeants soviétiques: Lénine, Trotsky, Radek et autres, les communiqués et télégrammes officiels sur la réorganisation de la Russie Soviétique, le commerce avec l'Occident, les pourparlers de paix avec la Pologne. On y trouve également des articles d'étrangers ayant visité la Russie ou y résidant, notamment des camarades Mac-Laine, Alphonse Goldschmidt, M. Kutz, John Clark, Ross Luxembourg, etc.

De temps en temps, le journal publie un supplément illustré contenant des photographies, caricatures parues dans la presse soviétique russe ou dans la presse étrangère



V. BYSTRIANSKY.

## LA FAILLITE DE LA II<sup>e</sup> INTERNATIONALE

UN LIVRE DE G. ZINOVIEV.

La grande guerre de 1914—1918 a été un tournant dans l'histoire du monde. Un nouveau chapitre s'est ouvert dans les annales de l'humanité — chapitre qui marque la fin de l'époque capitaliste: de son développement pacifique, de sa période d'évolution. Nous sommes entrés dans une nouvelle époque: celle des guerres, des bouleversements et des tourmentes révolutionnaires qui doivent changer la face du globe.

La grande guerre de 1914—1918 a jeté un pont entre le vieux et le nouveau monde. Elle a bouleversé de fond en comble la vieille façon de vivre et placé l'humanité devant ce dilemme: la mort et la dégénérescence, ou la marche vers le communisme.

La guerre a formidablement accéléré le procès historique. Elle a révélé toute la pourriture d'institutions sociales qui, à première vue, semblaient encore extrêmement vivaces; elle a précipité leur mort.

La guerre a été la crise du régime capitaliste, crise terrible, après laquelle il ne lui est plus possible de continuer son existence. Elle a prouvé que le capitalisme était parvenu à son apogée, dans la phase impérialiste de son développement; selon les paroles de Marx, d'abord facteur de développement des forces productives, le capitalisme en est devenu l'entrave.

La guerre a révélé l'incompatibilité absolue entre les besoins impérieux du développement de la société et ses institutions capitalistes.

Mais le cataclysme mondial n'a pas été seulement la crise du capitalisme. Il a aussi amené le socialisme à une crise qui s'est manifestée sur le terrain du développement pacifique du capitalisme, du socialisme réformiste et opportuniste de l'époque de la II<sup>e</sup> Internationale.

C'est à l'étude serrée de ces faits qu'est consacré le livre du camarade Zinoviev, *La Guerre et la Crise du Socialisme*.

Ce livre a été écrit en exil, en 1915—1916. Le 4 août 1916, la préface en fut publiée; l'auteur y proclamait la faillite de la II<sup>e</sup> Internationale, constatait qu'en Allemagne la social-démocratie unifiée avait cessé d'être, que Liebknecht et Scheidemann représentaient non seulement deux partis différents, mais deux classes opposées et que la scission complète et définitive entre ces deux partis sera des plus profitables au mouvement ouvrier d'Allemagne et de tous les autres pays. Tôt ou tard, après avoir construit l'édifice de la III<sup>e</sup> Internationale, tous les Liebknecht de la terre se ligueront contre les Scheidemann de tous les pays.

Cette prédiction, qui, selon la juste remarque de l'auteur, est le « développement des théories proposées, dès septembre 1914, par le Comité Central du Parti Bolchévique », a été brillamment confirmée au cours des années de révolution mondiale qui ont débüté, en 1917, par l'insurrection victorieuse du prolétariat russe.

La première partie de l'ouvrage du camarade Zinoviev revêt un caractère historique. Elle commence par l'analyse de deux époques de guerres: guerres nationales qui commencent avec la Révolution Française, se continuent pendant le XIX<sup>e</sup> siècle et ont eu pour résultat l'unification nationale de l'Italie et de l'Allemagne, et guerres impérialistes de la fin du XIX<sup>e</sup> et du début du XX<sup>e</sup> siècle.

Cette partie historique a une grande utilité pratique, car les racines du socialisme opportuniste de la II<sup>e</sup> Internationale s'enfoncent loin dans l'histoire. Ce n'est qu'après avoir élucidé l'origine de cet opportunisme, étudié l'état de choses, au milieu duquel a cheminé le développement de la social-démocratie dans la II<sup>e</sup> Internationale, que l'on peut comprendre les causes de la catastrophe de 1914.

L'erreur théorique fondamentale des opportunistes de la II<sup>e</sup> Internationale réside en ce qu'ils n'ont pas su apprécier le caractère particulier de l'époque impérialiste et qu'ils ont

appliqué à la nouvelle conjoncture historique, qui s'est formée à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> siècle, un critérium qui n'était bon que pour une époque de guerres nationales. Les guerres nationales ont caractérisé l'époque du développement progressif du capitalisme, sa marche triomphale à travers le continent européen, — l'époque où il courbait successivement sous sa puissance toutes les nations.

La formation des Etats nationaux, la réunion des territoires habités par des populations d'un seul et même peuple dans les cadres d'un Etat unique, apparaissait comme une nécessité du développement capitaliste. Et si les classes dirigeantes ont accompli cette évolution par le fer et dans le sang, cela n'a modifié en rien le caractère progressif de la voie empruntée par ce développement. C'est pourquoi — comme l'indique le camarade Zinoviev — Marx et Engels, en 1874, en 1879, comme en 1870—1871, ont pu «prendre fait et cause» pour tel ou tel groupe des Etats européens.

Ils étaient pour le soutien des guerres nationales, faites au nom d'un principe juste, au moment où il s'agissait de liquider des Etats capitalistes isolés contre la féodalité, l'absolutisme et la domination étrangère, au moment où la bourgeoisie devait conquérir le pouvoir et vaincre les dernières survivances de la féodalité.

Marx et Engels souhaitaient la victoire de telle ou telle bourgeoisie, car, selon eux, cette victoire d'un groupe sur un autre devait profiter à la démocratie et au socialisme.

Comme on voit, c'est par la tactique adoptée par Marx et Engels, à l'époque des guerres nationales, que les social-patriotes de tous les pays ont tenté de justifier leur trahison à la cause ouvrière, à l'époque des guerres impérialistes, époque essentiellement différente de la première. Du fait que Marx et Engels avaient admis la victoire progressive de telle ou telle bourgeoisie, à un moment où le développement capitaliste suivait une ligne ascendante, les ouvriers devaient — selon les social-démocrates — un demi-siècle plus tard, à un tout autre moment historique (alors que le développement de la société posait impérieusement la question de la conquête du pouvoir par le prolétariat et de la victoire de la classe ouvrière sur la bourgeoisie), les ouvriers devaient, eux aussi, prendre parti pour une des deux coalitions.

Le camarade Zinoviev met en relief la complète inintelligence de l'esprit du marxisme, évidente chez les social-patriotes, qui en ont oublié l'âme révolutionnaire et la dialectique caractéristique. Le changement radical, qui s'est opéré dans la conjoncture historique du début du XX<sup>e</sup> siècle, a obligé les véritables adeptes de Marx, les héritiers de son esprit révolutionnaire, de son œuvre, à poser la question sous une nouvelle forme, en tenant compte des modifications survenues dans la situation historique.

Le camarade Zinoviev étudie avec le plus grand soin l'allitude de Marx et d'Engels pendant la guerre de 1870—1871 et dévoile les tentatives faites par Tchernov et Plekhanov, en vue d'utiliser la correspondance de Marx et d'Engels et de justifier, grâce à elle, l'allitude des social-patriotes pendant la guerre impérialiste.

Dès en 1848, dans la *Nouvelle Gazette du Rhin*, Marx défendait l'idée de la guerre révolutionnaire de l'Allemagne contre la Russie retardataire.

En 1891, dans son article *Socialisme en Deutschland*, Engels se faisait à son tour l'ardent protagoniste de la guerre révolutionnaire de l'Allemagne contre l'autocratie russe.

C'est en se couvrant de l'autorité de Marx et d'Engels, que les social-patriotes allemands espéraient justifier la guerre impérialiste faite par Guillaume II et Hindenburg à la coalition adverse; car ce ne fut pas l'Allemagne révolutionnaire, mais l'Allemagne impérialiste qui, en 1914, marcha contre le tsarisme.

Le camarade Zinoviev étudie aussi les guerres dites offensives et défensives, les guerres dites «justes» et «injustes». Il démontre que pour décider si la guerre est offensive ou défensive, il faut considérer quel est celui qui défend le progrès historique contre la violence des agresseurs, sans tenir compte de l'Etat auquel la guerre a été déclarée, de celui qui a été militairement assailli et dont le territoire est envahi.

Et si, comme le fait remarquer le camarade Zinoviev, le capitalisme est, par rapport à la féodalité, un progrès historique, seul le socialisme peut être considéré comme un progrès par rapport au capitalisme. Or, à une époque de guerres nationales, on ne peut faire de guerre défensive qu'en défendant l'unité nationale capitaliste contre le démembrement féodal ou semi-féodal. Aussi bien, à une époque de

guerres impérialistes, de guerres qui se produisent au moment où le capitalisme a atteint son point culminant, il ne peut être question, en quelque pays que ce soit, de guerre défensive que si l'on défend l'Etat socialiste victorieux contre les Etats capitalistes et impérialistes.

Passant en revue la politique impérialiste des dernières décades, le camarade Zinoviev démontre que les guerres de la fin du XIX<sup>e</sup> et du début du XX<sup>e</sup> siècle n'ont eu d'autres motifs réels que le besoin de pillage et de violences de la bourgeoisie: lutte pour le partage du monde, lutte pour les conquêtes coloniales, lutte pour les marchés internationaux et pour l'hégémonie mondiale.

Comme le souligne le camarade Zinoviev, le critérium de la guerre défensive était absolument inapplicable à la tragédie de 1914-1918, tous les belligérants — capitalistes et gouvernants de tous les pays — ayant eu recours pour justifier leur politique de conquêtes. On a vu également les partis officiels social-chauvins affirmer qu'ils soutenaient une guerre défensive. Français, Allemands, Anglais, tous proclamaient à l'unisson n'avoir sorti l'épée du fourreau que pour défendre leur patrie attaquée.

Aujourd'hui, l'idée de la guerre défensive est une idée enterrée pour tous les socialistes honnêtes. L'expérience de 1914—1918 a creusé sa tombe. Le principe de défense nationale a conduit à l'effondrement de l'Internationale, à la faillite honteuse du jour, où socialistes français et socialistes allemands invoquant la défense nationale, votèrent simultanément les crédits de la guerre du «droit» (4 août 1914).

Elevée sur les ruines de la II<sup>e</sup> Internationale, la III<sup>e</sup> Internationale a renoncé aux idées de défense nationale et de patrie capitaliste. Le prolétariat ne doit prendre les armes que pour la défense de la patrie socialiste. Ayant conquis le pouvoir et institué le pouvoir prolétarien, la classe ouvrière a le devoir de le défendre. Dans tous les autres cas, le prolétariat doit être contre la guerre, car, comme le dit le camarade Zinoviev, il ne peut pas y avoir de guerre du droit entre les gouvernements impérialistes, pas plus qu'il ne saurait être question de droit dans une querelle de brigands se disputant pour le partage du butin. Il n'y a pas de guerre juste entre les grands Etats capitalistes qui pratiquent tous la même politique et dont les coalitions naissent, vivent et agissent sous l'égide de l'impérialisme.

Certes, dans les guerres impérialistes d'aujourd'hui, les facteurs nationaux et les intérêts purement dynastiques peuvent jouer leur rôle. Mais ce dernier ne revêtira qu'un caractère accidentel. Dans les guerres nationales, nous avons vu intervenir d'autres facteurs d'un ordre bien différent. Mais, du point de vue historique, nous ne devons distinguer que deux époques: époque de guerres nationales et époque de guerres impérialistes. Et gardons-nous bien d'oublier que les impérialistes et les ploutocrates chercheront toujours à «camoufler» les guerres impérialistes, pour abuser les masses et spéculer sur le sentiment national.

Pour leur politique de dupérisse, les impérialistes du XX<sup>e</sup> siècle ne manquent pas d'exemples dans l'histoire.

Depuis des temps immémoriaux, les classes dirigeantes se sont constamment efforcées de présenter leurs guerres de conquêtes, entreprises au nom de leurs intérêts économiques, sous un voile idéologique artificieux.

Quatre siècles avant l'ère chrétienne, lorsque les classes dirigeantes de la Grèce conçurent le projet de conquérir l'Orient, «ces riches et merveilleux pays où — selon l'expression du rhéteur Isocrate — on pouvait trouver le bonheur et l'abondance», elles proclamèrent la nécessité de leur entreprise, au nom des devoirs religieux et moraux des Hellènes. Isocrate déclara au roi de Macédoine que la victoire des Grecs sur les Perses «affranchirait le genre humain du despotisme barbare et ferait bénéficier les hommes des bienfaits de la civilisation hellénique».

Aux XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> siècles, sous le prétexte de restituer la Terre Sainte aux Musulmans dépossédés, à la chrétienté, les papes prêchèrent la croisade contre l'Orient «infidèle», dont les richesses faisaient l'objet de la convoitise des peuples chrétiens d'Occident.

Lorsque, enfin, aux XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles, le capital européen eut découvert la route des Indes et des Amériques et commença le pillage des richesses de ces pays, la prétendue conversion des païens au catholicisme servit de manteau idéologique à ce brigandage.

Maintenant que les esprits ne se laissent plus aveugler par le fanatisme religieux, les classes dirigeantes n'osent pas faire appel à cette idéologie désuète; elles se voient obligées de draper leurs appétits, leur «égoïsme sacré» dans



pas un instant que si Jaurès n'eût pas été tué, il eût suivi la même politique que ses adeptes actuels; le pacifisme social-démocrate était trop ancré en lui, pour qu'il pût se soustraire au joug de la défense nationale et surmonter les contradictions qui ont tué le II<sup>e</sup> International. Le livre de Jaurès sur *l'Armée Nouvelle* n'est-il pas conçu tout entier dans l'idée de la défense nationale?

Jules Guesde, lui, en 1914, devenant ministre sans portefeuille dans un ministère de défense nationale, avait été au temps jadis un marxiste-révolutionnaire et un ennemi juré du pacifisme. En 1895, lorsque le conflit à propos de l'Afghanistan entre l'Angleterre et la Russie fut porté à son paroxysme, lorsque la guerre parut inévitable, Guesde soulignait la défaite des deux adversaires et poussait les colonies à la révolte contre les méprisables impérialistes. Il était alors défiliste.

Le chapitre consacré aux racines sociales de l'opportunisme est le plus important du livre du camarade Zinoviev. « Si, au début de la guerre, l'opportunisme s'est converti dans les principaux pays du monde en chauvinisme, ce phénomène doit avoir ses causes profondes dans la structure de la société. Un marxiste-révolutionnaire ne peut pas aborder autrement la question. Les racines de l'opportunisme socialiste sont en grande partie à rechercher chez les éléments petits-bourgeois, qui ont adhéré au mouvement prolétarien et introduit dans le parti ouvrier l'hésitation, le caméléonisme politique et d'autres qualités, propres aux classes moyennes. Ce sont eux qui ont déterminé la social-démocratie allemande à lutter, pendant les élections, contre la bourgeoisie, les junkers et les cléricaux. Ce sont eux, et non pas les seules voix ouvrières, qui ont causé dans une large mesure les succès de la social-démocratie allemande. Et si elle est devenue opportuniste, c'est en grande partie parce qu'elle dépendait de ces éléments petits-bourgeois. C'est aussi pour ne pas s'aliéner la sympathie de ces derniers, que la social-démocratie allemande a constamment fait des concessions au patriotisme petit-bourgeois. »

Mais un facteur plus important encore de l'opportunisme de la social-démocratie a été la bureaucratie ouvrière. L'étude approfondie du rôle que cette bureaucratie a joué dans le mouvement ouvrier d'Allemagne — étude basée sur une riche documentation — constitue les plus belles pages du livre du camarade Zinoviev. Certes, la plupart des fonctionnaires de la social-démocratie et des syndicats sortent de la classe ouvrière. Mais ces ex-ouvriers ont cessé de puis longtemps d'exercer leurs métiers et n'ont plus d'ouvrier que le nom. En vérité, ces ronds-de-cuir méritent un train de vie qui diffère profondément de l'existence de l'ouvrier moyen. Ils sortent le plus souvent de l'aristocratie ouvrière, sœur de la bureaucratie ouvrière. Ce n'est pas pour rien que les réactionnaires allemands les plus perspicaces considéraient les chefs de la social-démocratie, allemande, comme des leurs.

Ici, le camarade Zinoviev fait remarquer que la trahison des chefs a été déterminée par des facteurs plus profonds inhérents à notre époque, ce qui ne doit pas faire oublier le fait même de la trahison des chefs, en réalité émissaires de la bourgeoisie au camp du prolétariat.

Une autre racine de l'opportunisme et du social-chauvinisme, c'est l'aristocratie ouvrière. Si avant la guerre, la question de l'aristocratie ouvrière et de son rôle conservateur dans le mouvement ouvrier se posait presque exclusivement en Angleterre, maintenant, à la suite du krach officiel du socialisme en 1914-1918, cette question se pose dans tous les pays.

Grâce à leur situation privilégiée, les capitalistes anglais ont réussi à corrompre les couches supérieures de la classe ouvrière, démontrant ainsi le mouvement ouvrier anglais. Marx et Engels ont bien souvent parlé du rôle conservateur des ouvriers qualifiés anglais. La nouvelle époque du développement capitaliste, qui a suivi la mort de Marx et d'Engels, a fait voir que l'action de ces mêmes forces se manifestait non seulement en Angleterre, mais dans beaucoup d'autres pays.

En Allemagne, l'aristocratie ouvrière est passée à la bourgeoisie, en partant de ce principe que les intérêts de la classe ouvrière allemande exigent le développement de son capitalisme national et l'essor économique du pays.

En motivant ainsi leur attitude, les social-chauvins substituent les intérêts de l'aristocratie ouvrière aux intérêts du prolétariat, encore qu'il ne s'agisse pas là d'intérêts, mais plutôt d'avantages matériels immédiats et de courte durée.

En leur qualité d'agents de la bourgeoisie, les social-chauvins poussent à la scission entre les différentes couches

de la classe ouvrière et s'appuient en cela sur l'existence de petites catégories d'aristocratie ouvrière, auxquelles échoient quelques bribes des bénéfices des rois de l'industrie. Ils separent ainsi de l'ensemble du prolétariat les couches supérieures de la classe ouvrière.

Se basant sur les statistiques des effectifs de l'organisation social-démocrate berlinoise pour l'année 1906-1907, le camarade Zinoviev constate la présence, au sein de cette organisation, d'un groupe important d'éléments non ouvriers et d'un pourcentage très restreint d'ouvriers non qualifiés. La majorité des membres de cette organisation social-démocrate était composée, à ce moment, des ouvriers les mieux rétribués parmi les ouvriers qualifiés. De même, les syndicats allemands qui comptaient avant la guerre plus de quatre millions de membres, ne groupaient que très peu d'ouvriers non qualifiés. La plupart de ces membres étaient des ouvriers aisés. Les véritables masses ouvrières, la fraction la plus exploitée et la plus opprimée du prolétariat, comme le démontre le camarade Zinoviev, étaient très faiblement représentées dans les organisations de la social-démocratie dont elles ne constituaient que les 15% pourcentage d'ailleurs contre-balançé par un autre groupe, presque aussi fort numériquement (10%); de cabarettiers, d'épiciers, de tailleurs, de petits commerçants, de petits fabricants, etc. L'élément petit-bourgeois, acculé à l'aristocratie ouvrière dans les partis ouvriers, a été une des causes de l'opportunisme socialiste.

La crise de 1914-1916 a fait la preuve que la social-démocratie officielle allemande, loin d'être révolutionnaire, était franchement contre-révolutionnaire. « Ce n'est qu'en luttant contre la social-démocratie officielle, contre les intérêts spécifiques de l'aristocratie ouvrière, que le vrai mouvement socialiste se fraya un passage, en Allemagne comme dans les autres pays. »

L'expérience de 1918-1920, pendant laquelle on vit la social-démocratie allemande lutter, les armes à la main, contre l'avant-garde communiste du prolétariat allemand, massacrer les travailleurs, assigner leurs leaders les plus marquants, a justifié et confirmé en tous points ce pronostic.

Mais dans sa marche vers la victoire, le mouvement révolutionnaire ouvrier ne doit pas seulement vaincre l'opportunisme déclaré qui, pendant la guerre, s'est converti en social-chauvinisme et s'est coalisé avec les classes dirigeantes contre le prolétariat national et international; il doit aussi combattre les déformations plus subtiles de l'idéologie prolétarienne.

L'influence de la bourgeoisie sur le prolétariat s'est encore manifestée sous forme du social-pacifisme. Le social-pacifisme est intimement lié au pacifisme bourgeois qui rêvait la fin des guerres, sans atteinte à la propriété privée des moyens de production. La guerre européenne a signifié la faillite du pacifisme bourgeois. Si, en temps de paix, ses adeptes pouvaient s'imaginer qu'ils se situaient en dehors des classes, ils se sont vus partout obligés, au début de la guerre, à prendre fait et cause pour les impérialistes de leurs pays.

Le social-pacifisme ne s'est pas sensiblement éloigné du pacifisme philanthropique bourgeois. Un de ses représentants les plus éminents, Jaurès, alla jusqu'à dire, en 1905, que l'alliance franco-russe ne révélait pas un caractère offensif et qu'elle ne présentait aucun danger pour la paix du monde. Mais, comme le déclare fort justement le camarade Zinoviev, « socialisme ne veut pas dire pacifisme; le socialisme, c'est le marxisme en action. »

Le parti du prolétariat est contre toutes les guerres impérialistes, contre toutes les guerres de conquêtes qui visent à l'asservissement des travailleurs, mais il ne nie pas le côté positif des guerres révolutionnaires.

Enfin, l'auteur examine l'attitude de la II<sup>e</sup> Internationale dans la question de la guerre.

En 1890, Engels, avec qui s'étaient toujours solidarisés Bebel et Plekhanov, l'un pour la social-démocratie allemande, l'autre pour la social-démocratie russe, posa la question de la guerre révolutionnaire de l'Allemagne contre la Russie autocratique. Engels répondit alors, à une nouvelle époque, la tradition que Marx avait inaugurée dans la *Nouvelle Gazette Rhénane*, lorsqu'en 1848 il appelait de ses vœux la guerre révolutionnaire contre le tsarisme. Mais par leur trahison de l'Internationale et par leur passage au camp de l'impérialisme, les social-démocrates allemands ont, en 1914, affiché la haine révolutionnaire des prolétaires allemands contre le tsarisme sanguinaire, à seule fin d'amener les ouvriers à verser leur sang au nom de l'impérialisme germanique. Car, au début du XX<sup>e</sup> siècle, au début de la

nouvelle époque du développement capitaliste — époque d'impérialisme que n'avaient pas pu prévoir Marx et Engels, la lutte contre l'impérialisme devait être le mot d'ordre du prolétariat.

Faisant l'historique de l'opportunisme et de la II-e Internationale, le camarade Zinoviev démontre que, pendant 25 ans, deux courants ont toujours existé au sein de ce groupement. Vers la fin de la II-e Internationale, la majorité opportuniste qui, avec les centristes, ne prenait pas au sérieux ses obligations et qui ne croyait pas en la révolution, l'emporta sur les éléments révolutionnaires.

L'auteur fait ensuite remarquer la différence entre le point de vue marxiste-révolutionnaire et le point de vue anarchiste de Domela Nieuwenhuis, exprimé dans la résolution que celui-ci présentait en 1893, au Congrès de Zurich.

Quinze ans plus tard, la question de la guerre revint devant le Congrès International de Stuttgart de 1907, tenu après la première révolution russe, pendant la course aux armements, alors que la guerre européenne s'estompait de plus en plus nettement à l'horizon. Aux séances des commissions du Congrès, où se rédigeaient les résolutions sur la question de la guerre, il n'y eut pas de désaccord de principe entre majoritaires français et majoritaires allemands. Les deux groupes demeuraient sur le terrain de la défense nationale.

Le discours de Rosa Luxembour, laquelle fit, au nom de la délégation russo-polonaise, l'exposé du point de vue marxiste-révolutionnaire, fut le seul qui s'opposât en principe à la position des majoritaires. Rosa Luxembour n'admettait pas la défense nationale dans les guerres impérialistes. Elle proposa à la résolution de Stuttgart, l'amendement suivant: «En cas de guerre, notre action devra tendre à mettre un terme aux hostilités aussi rapidement que possible et à profiter de la crise pour soulever les masses et précipiter la chute du régime capitaliste».

Comme les deux principaux groupes, majoritaires français et majoritaires allemands, étaient en fait partisans de la défense nationale, aucune allusion ne fut faite à ce principe: ni au Congrès, ni dans les décisions du Congrès. Nombre des leaders de la II-e Internationale reconnaissaient que la prochaine guerre serait une guerre impérialiste, dans laquelle, du point de vue prolétarien, il ne saurait être question de défensive ou d'offensive. C'est pourquoi, le Congrès de Stuttgart s'est bien gardé de distinguer entre les guerres défensives et offensives et n'a pas dit un mot de la défense nationale. En 1907, aucun socialiste n'avait osé prendre parti pour une des deux coalitions impérialistes en lutte. Personne n'avait eu l'audace de préconiser au prolétariat la défense nationale. Obligés de compter avec les masses, les opportunistes et les centristes, qui constituaient l'écrasante majorité du Congrès de Stuttgart, s'étaient vus forcés d'adopter l'amendement des marxistes-révolutionnaires qui ne formait au Congrès qu'une petite minorité.

Mais les majoritaires opportunistes et les centristes ne prenaient pas leur engagement au sérieux. Le manifeste du Congrès de Bâle, de 1912, a été écrit dans l'attente de la guerre européenne qui a éclaté en 1914. Partant de ce principe qu'elle serait une guerre impérialiste, ce manifeste ne disait mot de la défense nationale. Évoquant l'expérience de la Commune de Paris et de la guerre russo-japonaise, il conviait le prolétariat à se préparer à la guerre civile.

On voit ainsi combien est grande la responsabilité d'Adler et des autres leaders qui parlaient alors de révolution, combien profonde a été leur chute et honteuse leur

trahison. Rien ne découvre mieux toute l'ignominie des social-traitres que les déclarations qu'ils firent eux-mêmes, dans les derniers jours qui précéderent la déclaration de guerre. Les socialistes allemands accusaient l'impérialisme de leur pays d'être cause de la guerre. Les socialistes français affirmaient que toute la responsabilité en retombait sur la politique coloniale de la France et sur la politique étrangère du tsarisme.

Le camarade Zinoviev arrive à conclure que, le grand tort de la II-e Internationale, c'a été d'admettre le principe de la défense nationale ou, plus exactement, l'idée des guerres nationales, sans dire clairement et nettement que ce criterium était inapplicable aux guerres impérialistes.

Pendant 25 ans, deux tendances bien déterminées — marxisme et opportunisme — se sont heurtées au sein de la II-e Internationale. Dans les dernières années de son existence, les opportunistes et les centristes y ont acquis la majorité. Mais les représentants de la révolution prolétarienne n'entendent pas renoncer à l'héritage de ce que leur laisse la tendance marxiste-révolutionnaire qui a toujours vécu dans la II-e Internationale. La guerre a provoqué la faillite de l'opportunisme et du syndicalisme anarchiste. Elle a porté un coup terrible au socialisme, mais elle a aussi aidé à entermer ses deux déformations petites-bourgeoises.

Les centristes ont continuellement soutenu l'opportunisme de la II-e Internationale. Ils soutiennent aujourd'hui le social-chauvinisme.

C'est donc contre les opportunistes et contre les centristes qu'il faut engager le combat.

«Revenons à Marx» — conclut le camarade Zinoviev, — au nom de la III-e Internationale.

Quatre années ont passé depuis que ce livre a été écrit, et quantité de faits nouveaux sont venus confirmer la justesse des appréciations formulées par le camarade Zinoviev sur les principales tendances du mouvement prolétarien. Pendant la guerre impérialiste, les social-chauvins ont fait bloc avec leur gouvernement pour lutter contre la bourgeoisie et le prolétariat des autres pays; après la conclusion de la paix impérialiste qui a donné naissance à la guerre civile, les opportunistes sont restés les alliés naturels de la bourgeoisie, mais cette fois contre la révolution prolétarienne qui a vaincu en Russie, et dont la victoire est proche dans le monde entier.

Avec la bourgeoisie, contre le prolétariat révolutionnaire: telle est la devise des social-patriotes de tous les pays.

Les pseudo-marxistes du «centre» continuent, en temps de paix, à suivre la ligne de conduite qu'ils ont suivie pendant la guerre. Pendant la guerre civile, ils ont préconisé le social-patriotisme, renforcé ses positions, saboté la cause de la révolution prolétarienne, défendu le principe de la démocratie bourgeoise, qui ne fait que masquer l'oppression des masses par le Capital.

De même que la paix impérialiste a été le couronnement de la guerre impérialiste, dont elle a révélé la nature véritable, la tactique de paix impérialiste des social-patriotes a été le digne couronnement de leur trahison de la classe ouvrière, au moment de la déclaration de guerre.

La III-e Internationale, continuant la tradition du marxisme révolutionnaire, qui a toujours milité au sein de la II-e Internationale, est revenue aux sources du marxisme; et c'est en son nom qu'elle déclare une guerre sans merci, tant à la trahison avouée aux intérêts ouvriers par les Scheidemannner, qu'à l'opportunisme dissimulé des Kautskistes.

V. BYSTRYANSKY.



## CALENDRIER DE L'INTERNATIONAL COMMUNISTE

Janvier—Février 1921.

### 1-er janvier.

Le gouvernement Yougoslave prend des mesures décisives contre le mouvement bolchéviste: les organisations communistes sont dissoutes et leur presse supprimée.

### 2 janvier.

Sur l'initiative du Parti Communiste Unifié d'Allemagne, une manifestation a lieu à Berlin pour protester contre la terreur blanche en Hongrie.

— Au congrès de Diffsording auquel assistait la camarade Clara Zetkin, le Parti Socialiste de Luxembourg se prononce, par 97 voix contre 21, pour une adhésion conditionnelle à la III-e Internationale. Les 21 délégués qui ont voté l'adhésion pure et simple sortent du Parti Socialiste et fondent le Parti Communiste du Luxembourg.

— En plusieurs endroits, notamment en Slovaquie, dans les régions ruthènes du Sud des Carpates, à Prague et à Brünn, le gouvernement tchéco-slovaque suspend les sessions des cours d'assises. Les communistes emprisonnés seront traduits devant un tribunal spécial de 6 juges.

### 3 janvier.

Le congrès de l'Independent Labour Party d'Ecosse est ouvert à Larbert, sous la présidence de Williams Martin, pour examiner la question de l'adhésion à la III-e Internationale. Par 93 voix contre 57, l'adhésion est repoussée.

### 4 janvier.

Le comité directeur du Parti Socialiste Français (section française de l'Internationale Communiste) procède à l'élection de son bureau. L. O. Frossard est réélu secrétaire général, Loriot est élu secrétaire international, Antonin Coën, secrétaire adjoint, Dondicol, trésorier; Marcel Caclin est réélu directeur de *l'Humanité*. Raoul Verfeuil, André Julien, Lucie Colliard et F. Veyren sont désignés comme propagandistes permanents. Commission des finances: Gourdeaux, secrétaire, Louis Sellier, Boyet, Dondicol et Servantier. Commission de propagande: Vaillant-Couturier, secrétaire; Alexandre Blanc, Rappoport, Treint, Renould, Marthe Bigot, Bestel et Caclin. Commission des archives: Lucien Leicague, secrétaire; Amédée Dunois, Victor Méric, Alexandre Blanc et Paul Louis. Commission des statuts et règlements: Coën, secrétaire, R. Bureau, Frossard et Georges Lévy.

— La manifestation organisée par des chômeurs de Islington (quartier méridional de Londres) s'est terminée par une échafaudée avec la police.

— A Flensburg, lors de l'enterrement du communiste allemand assassiné, Hoffmann, une rencontre sanglante s'est produite entre les manifestants et la police.

— Pour avoir publié l'appel du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste adressé au prolétariat mondial à l'occasion de l'anniversaire de la révolution d'Octobre, le rédacteur en chef de la *Rote Fahne* de Berlin, Bruno Schäfer est condamné à 400 marks d'amende.

### 5 janvier.

Le pourvoi en cassation de Sylvia Pankhurst, condamnée à 6 mois de prison, est rejeté.

### 7 janvier.

Le Parti Communiste Unifié d'Allemagne propose à l'Union allemande générale des syndicats (Allg. Deutsche Gewerkschaftsbund), à l'association ouvrière des unions libres des employés (Arbeitsgemeinschaft freier Angestelltenverbände), à l'Union générale des ouvriers (Allgemeine Arbeiterunion), à l'Union des ouvriers syndicalistes (Freie Arbeiterunion - Syndikalisten), au Parti Social-Démocrate et au Parti Communiste Ouvrier de coordonner leur action dans la lutte pour l'augmentation des salaires ouvriers, la diminution du coût de la vie, le désarmement et la dissolution immédiate des organisations de défense bourgeoises, la création d'organisations de défense prolétariennes et la reprise immédiate des relations commerciales et diplomatiques avec la Russie Soviétique.

### 9 janvier.

Une démonstration en masse a lieu à Berlin pour protester contre l'assassinat, à Flensburg, du communiste Hoffmann. L'initiative de cette démonstration est due au Parti Communiste Unifié d'Allemagne.

### 10 janvier.

Le Parti Socialiste d'Argentine repousse l'adhésion à l'Internationale Communiste, par 5013 voix contre 3656. La Conférence de Reichenberg fêtré la trahison du Comité Central du Parti Social-Démocrate Allemand de Tchéco-Slovaquie et des dirigeants syndicaux pendant la dernière grève et vote une décision sur la nécessité de la création d'un parti communiste autonome de Tchéco-Slovaquie (Section de la III-e Internationale).

11 janvier.

*L'Humanité* annonce l'adhésion d'Anatole France à la III<sup>e</sup> Internationale.

— Des 70 députés composant le groupe parlementaire du Parti Socialiste Français, 12 donnent leur démission du groupe pour former une section communiste indépendante. Ce sont: Aussolleil, Berthon, Alexandre Blanc, Cachio, Dormoy, E. Lafont, Georges Lévy, Maurel, Maurucci, Philbois, Vaillant-Couturier et Jean Renaud. Pierre Dormon est élu secrétaire, et Aussolleil, caissier.

— Le Comité Central du Parti Socialiste (Section française de l'Internationale Communiste) transmet l'affaire Lafont à la commission des conflits.

— L'Union Ouvrière Libre Allemande (Syndicaliste) adopte la proposition du Parti Communiste Unifié Allemand sur la communauté d'action.

— L'Union Ouvrière Générale répond à la proposition du Parti Communiste Unifié Allemand du 7 janvier par une violente critique du Parti.

12 janvier.

*L'Humanité* fait part de la décision d'Henri Barbusse et Séverine d'adhérer formellement à la III<sup>e</sup> Internationale.

13 janvier.

Le Parti Social-Démocrate et le Parti Social-Démocrate Indépendant d'Allemagne rejettent les propositions du Parti Communiste Unifié.

— Le tribunal correctionnel français prononce la dissolution de la Confédération Générale du Travail.

14 janvier.

Le Parti Communiste Ouvrier d'Allemagne décline la proposition du Parti Communiste Unifié, du 7 janvier, vu son caractère opportuniste.

15 janvier.

En Allemagne, la commémoration de l'assassinat de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg est marquée par de nombreuses démonstrations et bagarres avec la police.

— Le 17<sup>e</sup> congrès du Parti Socialiste Italien est ouvert à Livourne, en présence d'Humbert-Droz, de Kabaktchieff, Paul Lévy, Rosa Bloch, etc.

— Le groupe d'opposition du parti ouvrier de Norvège ouvre sa conférence à Christiania. Après avoir rejeté les 21 conditions de la III<sup>e</sup> Internationale, la conférence décide, par 168 voix contre 5, de former une organisation indépendante qui prend le nom de Parti Social-Démocrate Ouvrier de Norvège. Le président du Storting, Buen, et le président du Landtag, Nielsen, y ont adhéré.

16 janvier.

Le Parti Communiste Allemand, voyant sa proposition du 7 janvier rejetée, adresse à tout le prolétariat allemand un appel, où il l'invite à constituer un front révolutionnaire unique contre le capitalisme et à rompre définitivement avec les destructeurs de l'unité prolétarienne.

— A Lubochnia (Slovaquie) s'est ouvert le Congrès des Partis Socialistes Gauches de toutes les nationa-

lités de la Slovaquie. A ce Congrès, sont représentés 240.000 ouvriers organisés.

La conférence du district d'Ostrau (Moravie) du Parti Social-Démocrate Allemand de Tchéco-Slovaquie, par 41 voix contre 5, adopte les 21 conditions de la III<sup>e</sup> Internationale.

A Tiflis, dans la nuit du 17, la police saccage le local de la rédaction du Comité Central du Parti Communiste de Géorgie.

17 janvier.

Le Parti Social-Démocrate Allemand de Tchéco-Slovaquie exclut tous ceux de ses membres qui ont participé à la dernière action communiste (organisation de Reich-Renberg).

Le Congrès de Lubochnia adopte à l'unanimité les 21 conditions de la III<sup>e</sup> Internationale.

19 janvier.

Par suite des bruits relatifs à la formation d'organisations communistes allemandes, le gouvernement allemand fait de nombreuses perquisitions et arrestations dans les provinces rhénanes.

— *L'Humanité* publie une déclaration du Comité de la III<sup>e</sup> Internationale relative à l'entrée dans le Parti Communiste.

20 janvier.

Le Comité Central Exécutif Panrusse décide de fonder les républiques autonomes du Daghestan et des Montagnards.

— Des 216.237 membres du Parti Socialiste Italien, 172.487 prennent part au scrutin. Les unitaires (Serrati) ont obtenu 98.028 suffrages, les communistes purs (Bombacci)—58.783, les «concentrationnistes» (Turati et Treves)—14.696; il y a 981 abstentions.

— Le congrès de Stettin de l'Union des marins, qui compte 15.000 membres, vote en ordre du jour de félicitation à l'Internationale Rouge des Syndicats dont il accepte intégralement le programme. Il décide de prendre part au Congrès de Moscou des syndicats rouges. Décision est prise de fonder une Union Baltique qui aurait pour but de réagir contre les mesures militaires prises contre la Russie, et de faciliter les relations commerciales de cette dernière.

— Par suite des bruits relatifs à l'existence d'organisations militaires, perquisition est faite dans le local du Comité Central du Parti Communiste d'Allemagne.

21 janvier.

La fraction communiste quitte le congrès de Livourne et s'organise en Parti Communiste (section italienne de la III<sup>e</sup> Internationale). Le Comité Central est composé comme suit: Bombacci, Marabini, Bordiga, Polano, Belloni, Tarsia, Grieco, Sepra, Ferracini, Repossi, Parodi, Misiano, Fortichiari, Gramsci et Genari. Le Comité Central siègera à Milan.

22 janvier.

Ouverture à Vienne de la première conférence d'Empire des organisations du Parti Communiste d'Autriche-Allemande et de la première conférence des femmes communistes.

## 23 janvier.

Aux élections au Landtag de la Lippe, 46.000 suffrages sont réunis par les partis bourgeois (13 mandats), 23.400 par le Parti Social-Démocrate (7 mandats)—et 3.400 par les communistes (1 mandat).

## 24 janvier.

Le Congrès d'unification du Parti Communiste d'Autriche Allemande, du Parti Ouvrier Socialiste de gauche et des centristes tchèques est ouvert, à Vienne. Après de longs débats, une motion réclamant l'annexion de la Hongrie Occidentale à l'Autriche est acceptée. Une motion, déposée par le Parti Communiste Unifié de l'Allemagne, relative au rattachement de l'Autriche à l'Allemagne et rejetant toute participation à la campagne entreprise par les social-démocrates pour obtenir ce rattachement, est adoptée. Afin d'arriver à une étroite collaboration avec les camarades allemands, une commission composée des représentants des partis communistes des deux pays, sera formée.

## 25 janvier.

Le Congrès de Vienne se termine par l'union du Parti Socialiste Ouvrier de gauche et des centristes tchèques avec le Parti Communiste d'Autriche Allemande.

Au Petit Bureau du Parti sont élus: Strasser, Wertheim, Tomann, Glass, Koritschoner, Frey, Tobör et Novotny. Au Grand Bureau sont élus: Riehs, Haidt, Stein, Fuhrmann, Maresch, Reiter, Harich, Teubler, Markus, Kehldorfer, Kirkberger, Klocker, Hydl, Schlesinger, Trantiner, Timmel et Stroemer. A la Commission de Contrôle sont élus: Mornik, Pollak, Rath, Schroth, Doleschal, Krumböck, Verdini, Tuttinger, Rinner et Wenger.

## 26 janvier.

Dans la fraction parlementaire du Parti Communiste Italien entrent Roberto, Rabezana, Miziano, Belloni, Repossi, Franceschi, Grandi, Ferrari, Marabini, Gracialei, Bombacci, Croce, Caroti, Salvatori, Della Seta, Quarantini et Radi.

## 27 janvier.

Vu la défense, faite par le gouvernement norvégien, d'exporter l'édition de Stockholm de *l'Internationale Communiste*, le célèbre et érudit docteur Scharfanberg en appelle, dans le *Sozial Demokraten*, à toute la classe intellectuelle révolutionnaire du pays pour protester contre la tentative insensée de bloquer la littérature communiste.

## 29 janvier.

La *Pravda* de Pétrograd publie l'appel des socialistes-révolutionnaires Léon Lieberman, Grégoire Rathner, A. Beresovsky, Georges Torbeck et B. Zmaïro-Babine, alias Nevskaja, où, vu la faillite, ils invitent leurs camarades de parti à entrer dans le Parti Communiste Russe.

— Le Congrès d'unification des communistes Anglais est ouvert à Leeds, sous la présidence de Jack Tanner.

## 30 janvier.

Le Congrès de Leeds se termine par la fusion de tous les groupes communistes dans un parti unique sous le nom de Parti Communiste Unifié de Grande-Bretagne. Max Manus est élu président du parti.

— La *Freiheit* donne les résultats du referendum dans le Parti Social-Démocrate Suisse. Sur 580.000 membres du parti, 34.974 (64,9%) ont pris part au vote. Pour l'adhésion à la III-e Internationale se sont prononcés 8.777 votants contre 27.475.

— A Paris, à la suite d'une série de perquisitions, la police arrête 6 Serbes et 3 Russes, suspectés d'être des agents soviétistes.

— La conférence extraordinaire du district de Reichenberg du Parti Social-Démocrate Allemand de Tchéco-Slovaquie se prononce pour l'adhésion à la III-e Internationale et pour la formation d'un Parti Communiste autonome. A cet effet, le Congrès du Parti est convoqué pour le 13 mars.

## 31 janvier.

A Paris, arrestation de Ker, membre du Comité Central du Parti Socialiste (Section Française de l'Internationale Communiste).

— A Moscou, signature par la République Démocratique Géorgienne et la République Soviétique Ukrainienne d'un traité reconnaissant leur indépendance réciproque.

## 1-er février.

A Magdebourg, on arrête Albert Vater et on fait une perquisition au Secrétariat local du Parti Communiste Unifié Allemand, suspecté de former des organisations de combat.

## 2 février.

A la quatrième journée de la Conférence de Bucarest, le Conseil Général du Parti Socialiste Roumain se scinde. 18 voix se prononcent pour l'acceptation sans réserve des 21 conditions de la III-e Internationale, 12 pour le centre, et 8 votants restent fidèles au vieux programme social-démocrate. Le chef des communistes au Parlement est le député Christescu.

## 4 février.

A Berlin, on juge les 5 communistes de Weissensee Karl Ziegler, Martin Konrad, Permann Logue, Erich Laudien et Paul Arndt, accusés d'avoir participé à l'organisation de l'Armée Rouge, en 1920.

— Le rédacteur de la *Neue Zeitung* de Munich, Otto Thomas, et le secrétaire du Comité Bavarois du Parti Communiste Unifié Allemand, membre du Landtag bavarois, Otto Graf, font un discours publique dans l'esprit bolchéviste.

— Le Conseil des Commissaires du Peuple de la Russie Soviétiste décrète la gratuité des médicaments délivrés dans les pharmacies sur ordonnance des médecins.

## 5 février.

Le tribunal de Weissensee condamne Paul Arndt à 6 mois d'emprisonnement; les 4 autres communistes,

par suite de manque de preuves, sont acquittés.

— A Paris, arrestation du secrétaire de la rédaction de *l'Humanité* Amédée Dunois, membre du Comité Central du Parti Socialiste.

#### 6 février.

Aux élections municipales à Philippopol les communistes recueillent 3.228 voix (11 mandats), les socialistes de droite 1.013 voix (1 mandat) et les partis bourgeois 3.419 voix (11 mandats).

#### 7 février.

Le Congrès de la Jeunesse Communiste Tchécoslovaque et des délégués allemands et slovaques vote la formation immédiate d'une organisation communiste autonome sur les bases de l'Internationale Communiste.

#### 8 février.

Kropotkine meurt à Dmitriévo, à 3,10 du matin.

— La fraction parlementaire du Parti Communiste Italien exclut Bucco pour sa conduite pendant les événements de Bologne.

— Le tribunal d'Abo condamne à un emprisonnement de 5 à 14 ans, 14 personnes accusées d'avoir fondé une organisation ouvrière adoptant la plate-forme de la lutte de classes et ayant voté l'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale.

A Paris, ouverture des séances du Comité National de la Confédération Générale du Travail.

#### 9 février.

Par 88 voix (34 fédérations, 54 syndicats) contre 24 (7 fédérations, 17 syndicats), dix abstentions et 11 absences, le Comité National de la Confédération Générale du Travail décide de ne point poser au prochain congrès de Lille la question de la sortie de l'Internationale d'Amsterdam et de l'adhésion au Conseil International des Syndicats Rouges.

#### 10 février.

Par 82 voix (34 fédérations, 48 syndicats) contre 31 (5 fédérations, 26 syndicats), 12 abstentions et 12 absences, le Comité National de la Confédération Générale du Travail Française considère comme automatiquement exclues de son sein toutes les organisations qui ont adhéré ou adhéreront au Conseil International des Syndicats Rouges. La minorité révolutionnaire vote une déclaration portant qu'elle restera dans la Confédération jusqu'au congrès de Lille, seul qualifié pour décider la question.

— A Milan, ouverture d'un congrès des ouvriers agricoles. La proposition de Constantini d'adhérer immédiatement et sans réserve au Conseil International des Syndicats Rouges recueille 350.000 voix; celle des opportunistes, 406.000.

#### 11 février.

A Essen, ouverture des débats du procès de 15 ouvriers communistes accusés d'avoir participé aux combats pendant l'émeute de Kapp.

#### 14 février.

A Cassel, ouverture des débats du procès de 7 membres du Parti Communiste Allemand, arrêtés le 19 janvier dans la région de la Ruhr et accusés d'avoir formé une organisation de combat et lancé des appels à la révolte.

#### 15 février.

A Paris, arrestations de Louis William, directeur du journal *Le Conscriit*, et du secrétaire politique de la Fédération Nationale de la Jeunesse Communiste, Maurice Laporte.

— A Gotha, ouverture du 3<sup>e</sup> Congrès du Parti Communiste Ouvrier Allemand.

#### 16 février.

Le quatrième procès des communistes de Cöthen se termine par la condamnation des 25 accusés à un emprisonnement variant de 14 jours à 9 mois.

#### 18 février.

Le tribunal de Dessau condamne les communistes Käppner, Kunisch, Adams et Klaffke de Stasfurt à 10 mois, 6 mois, 5 mois et 3 mois de prison.

— Le congrès du Parti Communiste ouvrier d'Allemagne est clos. En ce qui concerne l'Internationale Communiste, la motion suivante est votée: «Le congrès ratifie l'adhésion du Parti Communiste ouvrier, à l'Internationale Communiste à titre de membre sympathisant, sous deux conditions. Il engage, tant le Parti dans son ensemble que tout camarade en particulier, à mener au sein de la III<sup>e</sup> Internationale une lutte implacable contre tout opportunisme et réformisme. Les exigences de la III<sup>e</sup> Internationale incompatibles avec le programme et la tactique du Parti Communiste Ouvrier devront être rejetées, si même ce rejet constitue un motif d'exclusion». Cette motion est votée à une écrasante majorité. La motion Pfeumfert combattant l'adhésion à l'Internationale Communiste avait été préalablement repoussée à la majorité des voix, moins deux.

#### 19 février.

Première journée des élections à la Chambre Ouvrière de Vienne.

#### 20 février.

Fin des élections au Landtag prussien. Les partis bourgeois recueillent 9.761.370 suffrages, 255 sièges au lieu de 233, le 26 janvier 1919; le Parti Social-Démocrate 4.294.071 suffrages, 114 sièges au lieu de 145; le Parti Social-Démocrate Indépendant, 1.075.344 suffrages, 28 sièges au lieu de 24; le Parti Communiste Unifié, 1.211.741 suffrages, 31 sièges (auparavant ce parti n'avait aucun représentant au Landtag).

— Aux élections municipales de Hambourg, les partis bourgeois obtiennent 208.749 voix au lieu de 154.776, 64 sièges au lieu de 46; le Parti Social-Démocrate, 216.521 voix au lieu de 254.237, 65 sièges au lieu de 78; le Parti Social-Démocrate Indépendant, 7.040 voix au lieu de 42.852, 2 sièges au lieu de 13; le Parti Communiste Unifié, 58.920 voix au lieu de 2.927, 17 sièges (dans la précédente municipalité ce parti n'avait aucun siège).

— Aux élections municipales de Brême, les partis bourgeois obtiennent 95.145 voix au lieu de 73.292, 63 sièges au lieu de 56; le Parti Social-Démocrate, 41.886 voix au lieu de 26.173, 28 sièges au lieu de 22; le Parti Social-Démocrate Indépendant, 38.093 voix au lieu de 46.834, 23 sièges au lieu de 27; le Parti Communiste Unifié, 12.239 voix au lieu de 7.313, 6 sièges au lieu de 5.

— Deuxième journée des élections à la Chambre Ouvrière de Vienne. Dans la section ouvrière, 112.525 votants se prononcent pour les syndicats libres, 6.932 pour les communistes et 5.245 pour les socialistes chrétiens; dans la section des employés, 39.072 votants se prononcent pour les syndicats libres, 7.249 pour les socialistes chrétiens, 5.525 pour les nationalistes allemands et 228 pour les communistes.

— En Italie, des manifestations monstres ont lieu dans tout le pays en faveur du Parti Communiste.

F. Platten ayant purgé ses 6 mois de prison, est remis en liberté.

#### 22 février.

Ouverture, à Berlin, des sessions du Comité Central du Parti Communiste Unifié.

#### 24 février.

Les sessions du Comité Central du Parti Communiste Unifié Allemand prennent fin sur l'adoption de la motion Thalheimer-Stöcker relative à la scission dans le Parti Socialiste Italien. Ernest Dünmig et Paul Lévy, présidents, Klara Zetkin et Otto Brass, secrétaires, et Adolphe Hoffmann sortent du Comité Central. Sont élus à leur place: Heinrich Brandler et Walter Stöcker, présidents; Paul Fröhlich, Ernst Meyer, Paul Büttcher, Max Sievers, secrétaires et Wegmann, membre du Co-

mité. Au sujet de l'affaire Graf et Thomas, le Comité Central, prenant en considération que ces derniers ont reconnu leur faute, se borne à les révoquer du poste qu'ils occupent dans le Parti et à rappeler Graf du Landtag. Koenen et Heckert sont délégués au Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.

#### 25 février.

Prise de Tiflis par le prolétariat insurgé de Géorgie et proclamation de la République soviétiste.

— Ouverture, à Kharkov, du V-e Congrès des Soviets pan-ukrainiens.

#### 26 février.

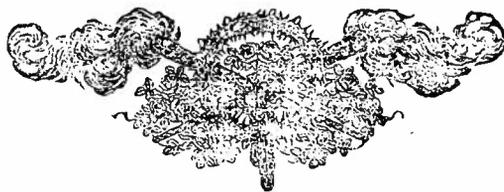
Ouverture, à Livourne du Congrès de la Confédération Générale du Travail.

#### 27 février.

La section de Berlin de l'Internationale des victimes de la guerre organise une manifestation grandiose. Elle se déroule aux cris de: «Vive la III-e Internationale!» «Vive la Russie soviétiste!».

#### 28 février.

A Paris, les communistes accusés de complot contre la sécurité de l'Etat comparaisent devant la Cour d'assises. L'accusation est basée sur la grève générale qui a suivi la fête du 1-er mai 1920. Les accusés sont: Loriot, Monatte, Souvarine, Nonnousseau, membres du Comité de la III-e Internationale; Sigrand, Bott, Rabiloud, membres du Parti Communiste; Hanot, Lebourg, Giraud, membres de la Fédération Communiste des Soviets.



# Table des matières

	Page		Page
<i>G. ZINOVIEV.</i> A la Veille du Troisième Congrès . . .	3413	La Crise industrielle et les Syndicats Jaunes en Angleterre . . . . .	3667
<i>Karl RADEK.</i> La Fondation de la II-e Internationale . . .	3421	L'Aspiration vers Moscou . . . . .	3671
<i>I. STEPANOFF.</i> Des Concessions en Russie Soviétique . . .	3445	Le Mouvement syndicaliste en Pologne . . . . .	3673
<i>Hélène BRION.</i> Une Tâche du Communisme Français . . .	3453		
<i>TOM QUELCH.</i> Les Ennemis de la Révolution sociale en Angleterre . . . . .	3457	<b>La Coopération Communiste.</b>	
<i>BÉLA SZANTO.</i> La Fusion des Partis en Hongrie et en Allemagne . . . . .	3463	<i>L. KHINTCHOUK.</i> Vers la Coopération unifiée . . . . .	3677
<i>Un Communiste Anglais.</i> Deux Révolutions en Irlande . . .	3467	Les Etapes du Mouvement Coopératif international . . . . .	3681
<i>Frants KORITCHONER.</i> Les Soviets de Députés ouvriers en Autriche Allemande . . . . .	3475		
<i>Chr. KABAKTCHAEFF.</i> La Crise économique et politique aux Balkans . . . . .	3481	<b>Documents du Mouvement communiste international.</b>	
<i>I. JANSEN.</i> Le Développement du Parti Communiste Hollandais . . . . .	3487	Règle des Militants du Parti Communiste Américain pour l'Action clandestine . . . . .	3685
<i>J. HERTZOG.</i> L'Action de l'Internationale Communiste en Suisse . . . . .	3497	Le Chômage, États-Unis . . . . .	3689
Le Mouvement révolutionnaire en Afrique du Sud . . . . .	3501	Au Congrès de Tours. Amendement à la résolution d'adhésion à la III-e Internationale (motion du Comité de la III-e Internationale) . . . . .	3693
<i>V. VILENSKY (SIBIRIAKOFF).</i> En Chine: A la Veille de la Formation d'un Parti Communiste . . . . .	3511	Appel du Comité du Parti Social-Démocrate Allemand du district de Reichenberg . . . . .	3695
<i>T. SAKAI.</i> Esquisse du Mouvement social au Japon . . . . .	3521	Résolution de l'Armée Citoyenne Irlandaise . . . . .	3697
<i>Sen KATAYAMA.</i> L'effervescence Révolutionnaire au Japon . . . . .	3531	Pour le Proletariat Hongrois! Contre la terreur blanche (Appel de la Commission Administrative de la Centrale Syndicale de Finlande) . . . . .	3697
<i>G. MOROZ.</i> La Guerre Civile en Russie (Pages d'histoire) . . . . .	3535	Salut-appel aux Ouvriers et Ouvrières du Monde entier . . . . .	3699
<i>J. I. NOVOMIRSKY.</i> P. A. Kropotkine. L'homme et l'œuvre . . . . .	3559	Salut à notre Leader bien-aimé et Compagnon d'Armes Klara Zetkin . . . . .	3701
<b>La Commune de Paris.</b>		<b>Actes du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.</b>	
<i>Karl MARX.</i> La Commune de Paris . . . . .	3575	Séances du Comité Exécutif . . . . .	3703
<i>I. STEKLOV.</i> Le grand Malheur de la Commune de Paris . . . . .	3583	Ordre du Jour du III-e Congrès de l'Internationale Communiste . . . . .	3711
<i>J. STÉPANOFF.</i> La Commune de Paris et la Révolution Russe. A la mémoire de I. F. Doubrovinsky («Innocent») . . . . .	3595	Réponse à Amsterdam . . . . .	3711
La Terreur blanche après la défaite de la Commune (épisodes de la semaine de mai) . . . . .	3603	Une nouvelle Tentative de Dupérier Internationale. L'Internationale deux et demie . . . . .	3715
		<b>La Terreur blanche en Espagne. A toutes les organisations adhérentes à l'Internationale Communiste</b> . . . . .	3717
<b>L'Internationale des Syndicats Rouges.</b>		Au Congrès du Parti Socialiste Français, à Tours . . . . .	3719
<i>G. Gh.</i> États-Unis. Les «Travailleurs industriels du Monde» (I. W. W.) . . . . .	3643	Message du Comité Exécutif au Congrès du Parti Socialiste Italien . . . . .	3721
L'Union de Propagande syndicale en Suède . . . . .	3649	Au Parti Communiste Italien. Aux camarades Bombacci, Bordiga, Teracini et autres . . . . .	3723
Aux Ouvriers britanniques . . . . .	3653	Message au Parti Socialiste Roumain . . . . .	3723
Résolutions du I-er Congrès des Syndicats des pays* Balkano-Danubiens . . . . .	3659	Lettre du Parti Socialiste Roumain au Comité Exécutif de l'Internationale Communiste . . . . .	3731
Message aux Syndicats des corroyeurs, des cordonniers, des harnacheurs, des gantiers, des maroquiniers, des apprêteurs en fourrure et des brossiers de tous les pays . . . . .	3663	Réponses des socialistes roumains au camarade Boukharine . . . . .	3735
Au camarade Simon, secrétaire général du Syndicat International des cordonniers et des corroyeurs, au camarade Maler, secrétaire général du Syndicat International des gantiers, et au camarade Sassenbacl, secrétaire général du Syndicat International des harnacheurs et maroquiniers . . . . .	3665	Au sujet des Evénements en Tchéco-Slovaquie . . . . .	3741
		Au Congrès du Parti Communiste d'Autriche Allemande . . . . .	3743
		A la Conférence panrusse du Bund, à Minsk . . . . .	3743
		Pour le Cinquantième Anniversaire de la Commune de Paris . . . . .	3745

	Page		Page
Aperçu sur l'Activité du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste . . . . .	3745	<b>L'Internationale de la Jeunesse Communiste.</b>	
Section Economique de l'Internationale Communiste—Questionnaire . . . . .	3749	Convocation du II-e Congrès International de la Jeunesse Communiste . . . . .	3861
<i>Olaf SHAEFFLO</i> . La situation en Norvège . . . . .	3751		
Le Parti Communiste Américain au Comité Exécutif de l'Internationale Communiste . . . . .	3755	<b>L'Internationale des Femmes.</b>	
Le Parti Communiste Unifié au Comité Exécutif de l'Internationale Communiste. Documents sur l'Unification du Mouvement Américain . . . . .	3761	Introduction à l'Édition Russe des Thèses du Mouvement International Communiste parmi les Femmes . . . . .	3863
Le Congrès de l'Organisation Socialiste Finlandaise de l'Amérique . . . . .	3775		
Congrès des Partis Communistes Anglais . . . . .	3777	<b>Héros et Martyrs de la Révolution prolétarienne.</b>	
La Conférence des Gauches à Reichenberg . . . . .	3779	Deux Victimes de la Bourgeoisie américaine . . . . .	3869
La situation de l'Internationale Communiste. Rapport du comarade G. ZINOVIEV présenté au 10-e Congrès du Parti Communiste Russe . . . . .	3789	Franz Wiesel. La Justice de Classe en Autriche . . . . .	3875
Matériaux du X-e Congrès du Parti Communiste Russe. <i>Le Rôle et les Tâches des Syndicats</i> (projet de résolution proposé à l'examen du Comité Central du Parti Communiste Russe par un groupe de membres du Comité Central et de membres de la Commission syndicale près le Comité Central) . . . . .	3805	Le Procès des Fondateurs du Parti des Ouvriers Socialistes Finlandais . . . . .	3875
X-e Congrès du Parti Communiste Russe. Du Rôle et de la Mission des Syndicats. Projet de résolution	3819		
Liste des Organisations adhérentes à la III-e Internation.	3831	<b>Bibliographie.</b>	
		La Presse Communiste Internationale . . . . .	3877
		Notes Bibliographiques . . . . .	3885
		V. <i>BYSTRJANSKI</i> . La Faillite de la II-e Internationale	3896
		Calendrier de l'Internationale Communiste . . . . .	3906

## ILLUSTRATIONS:

Deux portraits de Kropotkine. Portraits des Héros de la Commune de Paris.—Dessins: principaux épisodes de l'Insurrection.

Pétrograd, le 25 mai 1921.

## SUPPLÉMENT

à la liste des organisations adhérant à l'Internationale Communiste (voir page 3987).

## ITALIE.

Telle était la situation au moment du premier Congrès constituant du nouveau parti. Depuis lors, durant tout le mois de décembre et le début de janvier, les adhésions au communisme continuent sans interruption. Dans une série de numéros, *l'Avanti* en donne la liste. D'après ce journal (14/1), le nombre des organisations socialistes touchées par le mouvement communiste se montait à 1263. Dans un grand nombre de sections, les majorités ont adhéré; dans d'autres, ce sont les minorités et enfin dans d'autres, ce sont de nouveaux (gruppi) communistes seulement.

1) Le Congrès régional de la fraction communiste de la Ligurie (Gênes, 16/XII) affirme sa solidarité étroite, enthousiaste avec le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.

2) Par 203 voix contre 200, les communistes sécessionnistes triomphent au Congrès du parti des socialistes de la province de l'atium.

3) Par 62 voix contre 51, les communistes sécessionnistes triomphent au Congrès de la province de Ravenne.

4) Le Congrès du parti de la province de Turin donne les résultats suivants:

Communistes sécessionnistes: 3344 voix.  
Unitaires: . . . . . 2070 »  
Concentration: . . . . . 7 »

5) Résultats du Congrès de Livourne:

Communistes: . . . 53,755 voix.  
Unitaires: . . . . . 98,038 »  
Réformistes: . . . 14,695 »

Les communistes opèrent leur scission et constituent un parti séparé.

6) La section du parti socialiste italien de Grado qui s'était jointe aux unitaires revient sur la décision et adhère au Parti Communiste Italien (télégramme de Trieste, du 10 février, publié par la *Rote Fahne*).

7) Le Congrès de la Jeunesse Socialiste (unitaires) à Florence, auquel assistaient les représentants de 315 sections englobant 12,000 membres,

confirme son adhésion à l'Internationale de la Jeunesse de Berlin dont il adopte les méthodes, le principe et le programme et charge son nouveau Comité Exécutif de prendre toutes les mesures nécessaires pour que cette adhésion ne reste pas lettre morte.

## NORVÈGE.

20) A une majorité considérable, l'assemblée du parti du district de Hamir (Norvège) adopte la résolution de la majorité de la Conférence de Christiania.

21) A son assemblée du 10 XII, la représentation de la section locale du parti à Anjer adopte, par 55 voix contre 20, la résolution de la majorité de la conférence. Par 40 voix contre 23, le parti décide de ne pas changer de nom.

22) Le 1-er janvier, le club de la Jeunesse Communiste de Bjorknas change son nom en celui de Club Communiste.

23) A l'unanimité, la Jeunesse Communiste de Jukkusjarvi décide de changer le nom de son club en celui de Club Communiste.

24) Le club de la Jeunesse de Sali s'intitule Club Communiste.

25) A l'unanimité, la Jeunesse Communiste d'Udervalla décide d'exiger le changement de nom de l'union de la Jeunesse.

26) Le club de Nikte prend le nom de Club Communiste.

27) Skorgadsklubben se prononce pour l'adoption par l'union du titre d'Union Communiste.

28) Le club de Finalind (faubourg sud de Stockholm) se prononce pour l'adoption du titre du Club Communiste.

29) Constitution, à Stockholm, d'un club d'étudiants communistes.

(*Sozial-Demokraten*, Norvège, N° 301, 26, XII).

(*Sozial-Demokraten*, Norvège, N° 395, 20, XII).

(*Stormlockan*, N° 5).

(*Stormlockan*).

(*Stormlockan*, N° 8).

(*Folkeski Dugghat Politiken*, N° 211, 20, XI, 1920).

30) Après le rapport du camarade Inudsen, l'organisation de Hedemark, par 32 voix contre 8, décide d'adhérer tout entière à la majorité.

31) Par 25 voix contre 2, le district de Sunu vote l'adhésion à la résolution de la majorité.

32) A l'unanimité, l'organisation de Vesteroles adopte la résolution de la majorité.

33) Dans l'organisation de Gjovick, l'adhésion à la résolution de la majorité réunit 33 voix, la résolution de la minorité 17; 6 voix se prononcent contre l'une et l'autre résolution.

34) A l'unanimité moins 2 voix, une conférence de 40 délégués représentant 9 syndicats adopte, à Trondjhem, la résolution de la majorité.

35) Par 23 voix contre 19, le parti ouvrier de Barvin adopte les thèses de Moscou.

36) A Selsban, Oridal et Homelvine, les organisations du parti ouvrier adoptent la résolution de la majorité.

37) Par les deux tiers des voix, l'organisation de Prigero adopte la résolution de la majorité.

38) A Sindefjord, le parti ouvrier à son assemblée se scinde. 32 membres quittent la salle, vont se réunir dans un autre local et votent à l'unanimité la résolution de la majorité, tout en décidant de conserver l'ancienne appellation du parti. Les socialistes de

(*Sozial-Demokraten*,  
Norvège, N° 1,  
3/1, 1921).

(*Sozial-Demokraten*,  
Norvège, N° 2,  
4/1, 1921).

(*Sozial-Demokraten*,  
Norvège, N° 7,  
10/1, 1921).

»

(*Sozial-Demokraten*,  
Norvège, N° 8,  
11/1, 1921).

(*Sozial-Demokraten*,  
Norvège, N° 15,  
19/1, 1921)

(*Sozial-Demokraten*,  
Norvège, N° 21,  
28/1, 1921).

(*Sozial-Demokraten*,  
Norvège, N° 23,  
26/1, 1921).

(*Sozial-Demokraten*,  
Norvège, N° 24,  
28/1, 1921).

droite, au nombre de 100, décide de quitter le Parti Ouvrier Norvégien et d'adhérer à partir du 1-er mars au parti social-démocrate ouvrier norvégien.

39) Par 74 voix contre 70, l'organisation de Buterus adopte la résolution de la majorité. (*Sozial-Demokraten*,  
Norvège, N° 25,  
31/1, 1921).

40) A l'unanimité, le parti ouvrier d'Iveland adopte la résolution de la majorité, mais en décidant de conserver l'ancien nom du parti.

41) Par 86 voix contre 10, le parti ouvrier de Rienen adopte la résolution de la majorité. (*Sozial-Demokraten*,  
Norvège, N° 29,  
4/11, 1921).

42) A Seljord, le parti ouvrier adopte à l'unanimité la résolution de la majorité.

43) A l'unanimité moins une voix, le parti ouvrier de Svolvir adopte la résolution de la majorité, tout en faisant une réserve sur l'appellation à donner au parti.

44) Par 52 voix contre 36, le parti ouvrier de Leeds adopte la résolution de la majorité. En même temps, il vote un blâme aux socialistes de droite qui ont introduit la division dans la classe ouvrière. (*Sozial-Demokraten*,  
Norvège, N° 31,  
7/11, 1921).

#### ALLEMAGNE.

5) Par 77 voix contre 9, le congrès du parti des Socialistes Indépendants à Dantzig vote l'adhésion à l'Internationale Communiste. (*Rote Fahne*, N° 38,  
24/1, 1921).

